

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Approbation du compte de gestion 2022 - Budget principal.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_15
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_15

Objet : Approbation du compte de gestion 2022 - Budget principal.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-12, L.2121-29, L.2121-31, D.2342-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 relative aux communes et aux établissements publics communaux ;

Vu la délibération n°DEL2022-24 du 23 mars 2022 relative à l'adoption du budget principal de la ville ;

Vu la délibération n°DEL2022-55 du 24 mai 2022 portant adoption du budget supplémentaire de la ville ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2022_147 du 14 décembre 2022 portant adoption de la décision modificative n°1 au budget primitif de la ville relatif à l'exercice 2022 ;

Vu le compte de gestion de l'exercice 2022 du budget principal de la ville de Malakoff dressé par le comptable et joint à la présente délibération ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant que le compte de gestion, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis pour le budget annexe, est conforme aux écritures portées sur le compte administratif ;

Considérant l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Considérant l'exécution du budget principal de la ville de Malakoff de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : DÉCLARE que le compte de gestion relatif au budget principal de la ville de Malakoff, dressé pour l'exercice 2022 par le comptable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Montrouge, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S²LOW



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 03/04/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

**MALAKOFF - COMMUNE
BUDGET PRINCIPAL**

**COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022**

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thierry VILBERT

092109 SGC MONTROUGE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 02/03/2023

Population 31151
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
2 Bilan	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif	
2.2 Bilan Passif	
3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
4 Compte de résultat	Etat I-4 14
5 Annexe	18
- Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution	Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	42
1 Balance des comptes	Etat III-1 43
2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 89
4EME PARTIE : Page des signatures	90

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/AS
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



Le Maire de Malakoff

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

ACTIF NET (1)	Total (En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total (En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	40 560,83	Dotations	14 572,68
Terrains	23 907,49	Fonds Globalisés	113 101,64
Constructions	133 463,38	Réserves	102 811,93
Réseau et installations de voirie et réseaux divers	50 270,67	Différences sur réalisations d'immobilisations	-718,59
Immobilisations corporelles en cours	19 517,13	Report à nouveau	283,40
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	16 853,12	Résultat de l'exercice	1 667,38
Autres immobilisations corporelles	6 047,22		
Total immobilisations corporelles (nettes)	250 059,00	Subventions transférables	3 524,20
Immobilisations financières	8 300,12	Subventions non transférables	26 851,76
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	298 919,96	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermement et du remettant	
Stocks		Autres fonds propres	
Créances	3 571,85	TOTAL FONDS PROPRES	262 094,40
Valeurs mobilières de placement		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Disponibilités	5 162,28	Dettes financières à long terme	41 089,97
Autres actifs circulant		Fournisseurs (2)	2 304,90
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 734,12	Autres dettes à court terme	2 192,55
Comptes de régularisations	28,84	Total dettes à court terme	4 497,44
TOTAL ACTIF	307 682,92	TOTAL DETTES	45 587,41
		Comptes de régularisations	1,11
		TOTAL PASSIF	307 682,92

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

ACTIF	Exercice 2022		Exercice 2021	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
Subventions d'équipement versées	57 420 228,09	20 481 396,70	36 938 831,39	40 678 898,99
Autres immobilisations incorporelles	8 203 510,57	4 711 720,03	3 491 790,54	3 641 378,37
Immobilisations incorporelles en cours	130 210,00		130 210,00	130 210,00
Terrains en toute propriété	26 547 433,57	2 639 942,68	23 907 490,89	23 885 314,77
Constructions en toute propriété	157 516 843,13	24 053 467,12	133 463 376,01	131 969 573,98
Construction sur sol autrui en tte prop				
Réseaux installations voirie rés divers	60 434 665,42	10 163 995,11	50 270 670,31	49 938 423,69
Collections et oeuvres d'art	38 700,00		38 700,00	38 000,00
Autres immobilisations corporelles	28 471 651,52	22 463 134,30	6 008 517,22	6 724 169,94
Immobilisations corporelles en cours	19 517 128,19		19 517 128,19	19 168 168,21
Immo affecté à service non personnalisé	2 839 497,65		2 839 497,65	2 839 497,65
Immo en concess afferm à dispo immo aff	14 013 623,61		14 013 623,61	14 013 623,61
Terrains reçus au titre de mise à dispo				
Construc reçues au titre mise à dispo				
Construction sur sol autrui mise à dispo				
Réseaux installations voirie rés divers				
Collections et oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
MONTANT A REPORTER	375 133 491,75	84 513 655,94	290 619 835,81	293 027 259,21
ACTIF IMMOBILISE				

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

ACTIF	Exercice 2022		Exercice 2021	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
IMMOBILISE SUIVE				
ACTIF				
Terrains recus au titre d'affectation	375 133 491,75		290 619 835,81	293 027 259,21
Construct reçues au titre d'affectation		84 513 655,94		
Construct sol d'autrui au titre affectat				
Réseaux installations voirie rés divers				
Collections et oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	6 398,60	6 398,60		
Participations et créances rattachées	7 867 789,81		7 867 789,81	7 120 289,81
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Avances en garanties d'emprunt				
Autres créances	432 331,69		432 331,69	430 331,69
ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	383 440 011,85	84 520 054,54	298 919 957,31	300 577 880,71

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

ACTIF	Exercice 2022		Exercice 2021	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT				
Terrains				
Production autre que terrains				
Autres stocks	2 024 647,16	32 000,00	1 992 647,16	1 719 169,27
Redevables et comptes rattachés	52 509,27		52 509,27	57 594,11
Créanc irrécouv adm par juge des cptes	1 164 937,72		1 164 937,72	651 202,80
Créances sur l'Etat et collic publiques				
Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
Opérations pour le compte de tiers	270 749,88		270 749,88	224 464,20
Autres créances	98 004,42	7 000,00	91 004,42	206 522,13
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 162 276,35		5 162 276,35	4 970 567,35
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT TOTAL II	8 773 124,80	39 000,00	8 734 124,80	7 829 519,86

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15.300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	Exercice 2022		Exercice 2021	
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF				
Charges à répartir sur plusieurs exer	27 272,70		27 272,70	54 545,43
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer ou à régulariser	1 568,02		1 568,02	
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	28 840,72		28 840,72	54 545,43
TOTAL GENERAL (I + II + III)	392 241 977,37	84 559 054,54	307 682 922,83	308 461 946,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BILAN (en Euros)

1.5300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
Mise à disposition chez le bénéficiaire	14 572 684,82	14 572 684,82
Affectation par collec de rattachement		
Réserves	102 811 928,99	101 785 662,11
Neutra amortis subv equip versees	-14 718 857,21	-10 927 556,99
Report à nouveau	283 397,79	495 622,71
Résultat de l'exercice	1 667 382,13	814 041,96
Subventions transférables	3 524 195,59	3 409 254,69
Différences sur réalisations d'immob	14 000 264,10	14 109 564,10
Fonds globalisés	113 101 642,42	109 987 310,70
Subventions non transférables	26 851 757,23	26 465 239,79
Droits de l'affectant		
FONDS PROPRES TOTAL I	262 094 395,86	260 711 823,89

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
Provisions pour risques Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	Exercice 2022		Exercice 2021	
PASSIF				
Emprunts obligataires				
Emprunts auprès des étab de crédits	41 017 518,40		41 467 235,67	
Emprunts et dettes financières divers	72 452,80		72 299,80	
Crédits et lignes de trésorerie			700 000,00	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 756 580,70		1 339 301,96	
Dettes fiscales et sociales	7 029,00		2 382,20	
Dettes envers l'Etat et les collec publ	878 377,53		1 215 466,80	
Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	1 206 176,73		1 196 334,79	
Opérations pour le compte de tiers	95 079,00		95 079,00	
Autres dettes	5 885,06		719 973,23	
Fournisseurs d'immobilisations	548 315,42		924 045,22	
Produits constatés d'avance				
DETTES TOTAL III	45 587 414,64		47 732 118,67	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

BILAN (en Euros)

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
Recettes à classer ou à régulariser	1 112,33	18 003,44
Ecart de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	1 112,33	18 003,44
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	307 682 922,83	308 461 946,00

COMPRES DE
REGULARISATION

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S²LO



Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus	40 927,66	40 497,27
Dotations et subventions reçues	10 200,28	10 153,71
Produits des services	6 814,19	5 645,95
Autres produits	1 296,11	1 162,40
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	59 238,24	57 459,31
Traitements, salaires, charges sociales	29 650,60	29 082,41
Achats et charges externes	10 181,24	10 018,16
Participations et interventions	10 790,45	10 603,97
Dotations aux amortissements et provisions	8 229,59	8 128,22
Autres charges	1 521,62	1 496,38
Charges courantes non financières	60 373,49	59 329,14
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	-1 135,25	-1 869,82
Produits courants financiers	656,73	711,66
Charges courantes financières	-656,73	-711,66
RESULTAT COURANT FINANCIER	-1 791,99	-2 581,48
RESULTAT COURANT	-1 791,99	-2 581,48
Produits exceptionnels	5 616,82	5 107,68
Charges exceptionnelles	2 157,45	1 712,16
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 459,36	3 395,52
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 667,38	814,04

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



COMPTE DE RESULTAT 2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022		Exercice 2021	
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS				
Impôts locaux	25 218 960,00		24 146 014,00	
Autres impôts et taxes	15 708 704,97		16 351 252,51	
Produits services, domaine et ventes div	6 814 189,66		5 645 946,69	
Production stockée				
Production immobilisée				
Reprise sur amortissements et provisions	13 000,00		13 503,00	
Transferts de charges				
Autres produits	1 283 109,59		1 148 892,62	
Dotations de l'Etat	3 750 500,27		3 870 910,52	
Subventions et participations	6 105 658,07		5 958 195,79	
Autres attributions (péréquat, compensa)	344 120,54		324 599,69	
TOTAL I	59 238 243,10		57 459 314,82	
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES				
Traitements et salaires	21 390 027,40		20 837 651,25	
Charges sociales	8 260 570,76		8 244 754,75	
Achats et charges externes	10 181 236,75		10 018 159,56	
Impôts et taxes	1 119 856,40		1 054 368,99	
Dotations amortissements des immob				
Dot amort sur charges à répartir	8 224 587,17		8 128 218,71	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



COMPTE DE RESULTAT 2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Dotations aux provisions	5 000,00	442 011,36
Autres charges	401 766,55	8 971 100,39
Contingents et participations	9 111 226,66	1 632 872,00
Subventions	1 679 220,00	59 329 137,01
TOTAL II	60 373 491,69	-1 869 822,19
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	-1 135 248,59	
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	629 461,46	684 387,98
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions	27 272,73	27 272,73
TOTAL IV	656 734,19	711 660,71

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S2LO

COMPTE DE RESULTAT 2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022		Exercice 2021	
	A + B - RESULTAT COURANT	-656 734,19	-711 660,71	-2 581 482,90
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)		-1 791 982,78		
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits except op gestion : Subventions		203 819,71		140 126,20
Prod exception gestion : Autres opér		1 493 100,00		1 100 000,00
Produits des cessions d'immobilisations				
Diff réalisés(négatives)repr cpte résultat		3 791 300,22		3 855 555,25
Neutralisation des amortissements		19 297,31		11 998,76
Prod exception capital : Autres opér				
Reprises sur provisions				
Transferts de charges				
TOTAL V		5 616 817,24		5 107 680,21
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charg except op gestion : subventions		551 323,33		612 155,35
Charg excep op gestion-Autres opérations		1 602 400,00		71 437,64
Valeur comptable des immo cédées				
Diff réalisés(positives)transf à investist				
Charg except op capital-Autres opérations		3 729,00		1 028 562,36
Dotations aux amort et aux provisions				
TOTAL VI		2 157 452,33		1 712 155,35

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

COMPTE DE RESULTAT 2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 459 364,91	3 395 524,86
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	64 855 060,34	62 566 995,03
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	63 187 678,21	61 752 953,07
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 667 382,13	814 041,96

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

Opérations Compte de Tiers

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



Opérations Compte de Tiers

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4541-1	224 464,20		46 285,68		270 749,88	
4542-1		95 079,00				95 079,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

Résultats budgétaires de l'exercice

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	29 116 361,71	66 946 001,29	96 062 363,00
Titres de recette émis (b)	18 194 474,84	66 374 442,74	84 568 917,58
Réductions de titres (c)		477 248,39	477 248,39
Recettes nettes (d = b - c)	18 194 474,84	65 897 194,35	84 091 669,19
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	29 116 361,71	66 946 001,29	96 062 363,00
Mandats émis (f)	16 525 919,51	65 094 522,15	81 620 441,66
Annulations de mandats (g)		864 709,93	864 709,93
Depenses nettes (h = f - g)	16 525 919,51	64 229 812,22	80 755 731,73
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 668 555,33	1 667 382,13	3 335 937,46
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	206 164,33		1 668 555,33		1 874 719,66
Fonctionnement	1 309 664,67	1 026 266,88	1 667 382,13		1 950 779,92
TOTAL I	1 515 829,00	1 026 266,88	3 335 937,46		3 825 499,58
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
15302-MALAKOFF LOC PARKINGS					
- LOC PARK	166 968,52		-4 137,28		162 831,24
Investissement	1 055 126,91		5 186,07		1 060 312,98
Fonctionnement	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22
Sous-Total	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22
TOTAL III	2 737 924,43	1 026 266,88	3 336 986,25		5 048 643,80
TOTAL I + II + III					

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves		297 759,93	297 759,93	297 759,93		297 759,93	
16	Emprunts et dettes assimilées	4 350 000,00		4 350 000,00	4 090 731,91		4 090 731,91	259 268,09
20	Immobilisations incorporelles	2 060 086,00	379 559,78	2 439 645,78	863 447,29		863 447,29	1 576 198,49
204	Subventions d'équipement versées	52 000,00		52 000,00	51 232,62		51 232,62	767,38
21	Immobilisations corporelles	11 999 814,40	1 941 817,67	13 941 632,07	6 141 283,88		6 141 283,88	7 800 348,19
23	Immobilisations en cours	1 006 060,00	229 363,33	1 235 423,33	363 599,98		363 599,98	871 823,35
26	Participations et créances rattachées à des participations		747 500,00	747 500,00	747 500,00		747 500,00	
27	Autres immobilisations financières	2 000,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	19 469 960,40	3 596 000,71	23 065 961,11	12 557 555,61		12 557 555,61	10 508 405,50
45411	Opération pour compte tiers n° 45411	2 072 460,00	54 000,60	2 126 460,60	46 285,68		46 285,68	2 080 174,92
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS	2 072 460,00	54 000,60	2 126 460,60	46 285,68		46 285,68	2 080 174,92
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	21 542 420,40	3 650 001,31	25 192 421,71	12 603 841,29		12 603 841,29	12 588 580,42
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 800 000,00	109 300,00	3 909 300,00	3 907 438,22		3 907 438,22	1 861,78
041	Opérations patrimoniales		14 640,00	14 640,00	14 640,00		14 640,00	
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	3 800 000,00	123 940,00	3 923 940,00	3 922 078,22		3 922 078,22	1 861,78
TOTAL GENERAL		25 342 420,40	3 773 941,31	29 116 361,71	16 525 919,51		16 525 919,51	12 590 442,20

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	2 550 000,00	1 026 266,88	3 576 266,88	4 140 598,60		4 140 598,60	-564 331,72
13	Subventions d'investissement	6 258 860,40	2 230 605,90	8 489 466,30	508 296,34		508 296,34	7 981 169,96
16	Emprunts et dettes assimilées	3 802 000,00		3 802 000,00	3 676 680,00		3 676 680,00	125 320,00
21	Immobilisations corporelles							
23	Immobilisations en cours							
024	Produits de cessions (recettes)	2 159 100,00	-1 493 100,00	666 000,00				666 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	14 769 960,40	1 763 772,78	16 533 733,18	8 325 574,94		8 325 574,94	8 208 158,24
45421	Opération pour compte tiers n° 45421	2 072 460,00	201 604,20	2 274 064,20				2 274 064,20
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS	2 072 460,00	201 604,20	2 274 064,20				2 274 064,20
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	16 842 420,40	1 965 376,98	18 807 797,38	8 325 574,94		8 325 574,94	10 482 222,44
21	Immobilisations corporelles							
23	Immobilisations en cours							
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	8 500 000,00	1 602 400,00	10 102 400,00	9 854 259,90		9 854 259,90	248 140,10
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections							
041	Opérations patrimoniales				14 640,00		14 640,00	-14 640,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	8 500 000,00	1 602 400,00	10 102 400,00	9 868 899,90		9 868 899,90	233 500,10
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		206 164,33	206 164,33				206 164,33
TOTAL GENERAL		25 342 420,40	3 773 941,31	29 116 361,71	18 194 474,84		18 194 474,84	10 921 886,87

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde Prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	10 476 164,84	96 287,79	10 572 452,63	10 578 615,12	508 639,38	10 069 975,74	502 476,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	32 951 226,00	-100 000,00	32 851 226,00	31 394 564,38	7 023,58	31 387 540,80	1 463 685,20
014	Atténuations de produits	670 000,00		670 000,00	536 308,78		536 308,78	133 691,22
65	Autres charges de gestion courante	11 091 682,66	160 000,00	11 251 682,66	11 236 384,23	44 171,02	11 192 213,21	59 469,45
66	Charges financières	740 000,00		740 000,00	900 940,41	271 478,95	629 461,46	110 538,54
67	Charges exceptionnelles	185 000,00	480 240,00	665 240,00	584 649,33	29 597,00	555 052,33	110 187,67
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	93 000,00		93 000,00	5 000,00		5 000,00	88 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	56 207 073,50	636 527,79	56 843 601,29	55 236 462,25	860 909,93	54 375 552,32	2 468 048,97
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions							
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	8 500 000,00	1 602 400,00	10 102 400,00	9 858 059,90	3 800,00	9 854 259,90	248 140,10
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	8 500 000,00	1 602 400,00	10 102 400,00	9 858 059,90	3 800,00	9 854 259,90	248 140,10
TOTAL GENERAL		64 707 073,50	2 238 927,79	66 946 001,29	65 094 522,15	864 709,93	64 229 812,22	2 716 189,07

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	900 000,00		900 000,00	505 961,73	136,50	505 825,23	394 174,77
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	6 239 820,64	480 240,00	6 720 060,64	6 947 895,67	133 706,01	6 814 189,66	-94 129,02
73	Impôts et taxes	41 855 139,00		41 855 139,00	41 467 934,59	3 960,84	41 463 973,75	391 165,25
74	Dotations et participations	10 499 263,86	-127 110,00	10 372 153,86	10 512 277,87	311 998,99	10 200 278,88	171 874,98
75	Autres produits de gestion courante	1 172 850,00		1 172 850,00	1 310 555,63	27 446,04	1 283 109,59	-110 259,59
77	Produits exceptionnels	147 000,00	1 493 100,00	1 640 100,00	1 709 379,03	0,01	1 709 379,02	-69 279,02
78	Reprises sur amortissements et provisions	93 000,00		93 000,00	13 000,00		13 000,00	80 000,00
	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	60 907 073,50	1 846 230,00	62 753 303,50	62 467 004,52	477 248,39	61 989 756,13	763 547,37
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 800 000,00	109 300,00	3 909 300,00	3 907 438,22		3 907 438,22	1 861,78
	TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	3 800 000,00	109 300,00	3 909 300,00	3 907 438,22		3 907 438,22	1 861,78
002	Résultat de fonctionnement reporté		283 397,79	283 397,79				283 397,79
	TOTAL GENERAL	64 707 073,50	2 238 927,79	66 946 001,29	66 374 442,74	477 248,39	65 897 194,35	1 048 806,94

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
 Reçu en préfecture le 03/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	297 759,93		297 759,93
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	297 759,93		297 759,93
1641	Emprunts en euros	4 089 204,91		4 089 204,91
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 527,00		1 527,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	4 090 731,91		4 090 731,91
2031	Frais d'études	633 102,86		633 102,86
2051	Concessions et droits similaires	230 344,43		230 344,43
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	863 447,29		863 447,29
2041481	Biens mobiliers, matériel et études	51 232,62		51 232,62
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	Subventions d'équipement versées	51 232,62		51 232,62
2116	Cimetières	10 000,00		10 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	18 896,77		18 896,77
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	23 937,90		23 937,90
2135	Installations générales agencements et aménagements des constructions	5 019 495,99		5 019 495,99
2138	Autres constructions	4 800,00		4 800,00
2151	Réseaux de voirie	263 083,75		263 083,75
2152	Installations de voirie	42 095,55		42 095,55
21538	Autres réseaux	27 067,32		27 067,32
2158	Autres installations matériel et outillage techniques	30 012,60		30 012,60
2161	Oeuvres et objets d'art	700,00		700,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	194 246,50		194 246,50
2184	Mobilier	226 602,77		226 602,77
2188	Autres immobilisations corporelles	280 344,73		280 344,73
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	6 141 283,88		6 141 283,88

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE




Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2312	Agencements et aménagements de terrains	4 036,84		4 036,84
2313	Constructions	83 810,70		83 810,70
2315	Installations matériels et outillage techniques	242 431,16		242 431,16
238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	33 321,28		33 321,28
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	363 599,98		363 599,98
261	Titres de participation	747 500,00		747 500,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	Participations et créances rattachées à des participations	747 500,00		747 500,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00		2 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	Autres immobilisations financières	2 000,00		2 000,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	12 557 555,61		12 557 555,61
4541	Opération pour compte de tiers n° 4541	46 285,68		46 285,68
SOUS-TOTAL	OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS	46 285,68		46 285,68
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	12 603 841,29		12 603 841,29
13918	Subventions d'équipement transférées au compte de résultat	6 838,00		6 838,00
192	- autres			
	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	109 300,00		109 300,00
198	Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées	3 791 300,22		3 791 300,22
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 907 438,22		3 907 438,22
2135	Installations générales agencements et aménagements des constructions	14 640,00		14 640,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	14 640,00		14 640,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	3 922 078,22		3 922 078,22
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 525 919,51		16 525 919,51

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutée (FCTVA)	1 678 765,70		1 678 765,70
10226	Taxe d'aménagement	1 435 566,02		1 435 566,02
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 026 266,88		1 026 266,88
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	4 140 598,60		4 140 598,60
1312	Subventions d'équipement transférables - Région	2 142,00		2 142,00
1318	Subventions d'équipement transférables - autres subventions	119 636,90		119 636,90
1321	Etat et Etablissements Nationaux	352 500,00		352 500,00
1328	Autres	34 017,44		34 017,44
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	508 296,34		508 296,34
1641	Emprunts en euros	3 675 000,00		3 675 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 680,00		1 680,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	3 676 680,00		3 676 680,00
SOUS-TOTAL CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS		8 325 574,94		8 325 574,94
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT		8 325 574,94		8 325 574,94
2138	Autres constructions	1 602 400,00		1 602 400,00
28031	Amortissements frais d'études	804 890,67		804 890,67
28041481	Biens mobiliers, matériel et études	16 528,30		16 528,30
28041482	Bâtiments et installations	20 258,00		20 258,00
28041511	Biens mobiliers, matériel et études	105 929,86		105 929,86
2804172	Bâtiments et installations	1 161 282,46		1 161 282,46
280422	Bâtiments et installations	2 487 301,60		2 487 301,60
28051	Concessions et droits similaires	208 144,45		208 144,45
28121	Amortissements plantations d'arbres et d'arbustes	30 658,55		30 658,55
28132	Immeubles de rapport	399 808,51		399 808,51

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE




Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
28135	Amortissements installations générales agencements aménagement des constructions	1 542 925,45		1 542 925,45
281571	Matériel roulant	85 427,80		85 427,80
281578	Amortissements autre matériel et outillage de voirie	140 595,50		140 595,50
28158	Autres installations matériel et outillage techniques	16 159,08		16 159,08
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	497,34		497,34
28182	Matériel de transport	306 637,96		306 637,96
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	279 900,77		279 900,77
28184	Mobilier	129 501,41		129 501,41
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	488 139,46		488 139,46
4817	Pénalités de renégociation de la dette	27 272,73		27 272,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 854 259,90		9 854 259,90
238	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	14 640,00		14 640,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 041	Opérations patrimoniales	14 640,00		14 640,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	9 868 899,90		9 868 899,90
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	18 194 474,84		18 194 474,84

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services - autres que terrains à aménager	706 588,22	105 867,23	600 720,99
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	296 999,75		296 999,75
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	1 585 915,18		1 585 915,18
60622	Achats non stockés de carburants	117 487,98		117 487,98
60623	Achats non stockés d'alimentation	253 508,66	2 577,75	250 930,91
60624	Achats non stockés de produits de traitement	4 019,18		4 019,18
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	144 519,31		144 519,31
60631	Achats non stockés de fournitures d'entretien	181 930,98	14 574,63	167 356,35
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	468 101,35	17 591,43	450 509,92
60633	Achats non stockés de fournitures de voirie	7 681,61	525,07	7 156,54
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	79 354,79		79 354,79
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	64 315,93	148,20	64 167,73
6065	Achats non stockés de livres disques cassettes... (bibliothèques ...)	31 153,75	699,00	30 454,75
6067	Achats non stockés de fournitures scolaires	86 796,19	982,34	85 813,85
6068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	44 362,04	981,81	43 380,23
611	Contrats prestations de services	623 079,62	43 931,00	579 148,62
6132	Services extérieurs - locations immobilières	182 047,61	15 948,90	166 098,71
6135	Services extérieurs - locations mobilières	191 851,46	5 451,18	186 400,28
614	Services extérieurs - charges locatives et de copropriété	166 538,31	62 788,87	103 749,44
61521	Services extérieurs - entretien et réparations de terrains	172 313,85	337,19	171 976,66
615221	Bâtiments publics	385 553,60	22 322,58	363 231,02
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	42 071,46		42 071,46
61558	Services extérieurs - entretien et réparations sur autres biens mobiliers	107 081,25	7 663,06	99 418,19

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6156	Services extérieurs - maintenance	650 221,88	25 672,58	624 549,30

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

SLO



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6161	Multirisques	258 493,01		258 493,01
617	Services extérieurs - études et recherches	20 771,56	1 364,00	19 407,56
6182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	26 188,62		26 188,62
6184	Services extérieurs - divers - versements à des organismes de formation	105 207,40	31 705,00	73 502,40
6185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	2 019,00	185,00	1 834,00
6188	Services extérieurs - autres frais divers	334 660,19	90 798,09	243 862,10
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires	166 779,26	17 303,06	149 476,20
6227	Rémunération d'intermédiaires et honoraires frais d'actes et de contentieux	15 084,88	1 721,34	13 363,54
6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	4 882,57		4 882,57
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	37 155,97	111,45	37 044,52
6232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	152 193,77		152 193,77
6233	Publicité publications relations publiques - foires et expositions	1 465,00		1 465,00
6236	Publicité publications relations publiques - catalogues et imprimés	213 739,90	6 788,53	206 951,37
6237	Publicité publications relations publiques - publications	42 735,44	2 183,60	40 551,84
6241	Transports - transports de biens	780,00		780,00
6247	Transports - transports collectifs	103 272,36	9 172,95	94 099,41
6248	Transports - divers	128,20		128,20
6251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	12 458,88	3 000,00	9 458,88
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	22 257,37		22 257,37
6257	Déplacements missions et réceptions - réceptions	9 261,52	220,00	9 041,52
6261	Frais d'affranchissement	63 689,54		63 689,54
6262	Frais de télécommunications	56 152,15		56 152,15
627	Autres services extérieurs - services bancaires et assimilés	17 031,91		17 031,91

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	109 211,50	1 202,26	108 009,24

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6282	Autres services extérieurs - frais gardiennage église forêts et bois communaux	8 968,80	3 114,90	5 853,90
6283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	160 844,79	11 706,38	149 138,41
6284	Divers - redevances pour services rendus	151 936,79		151 936,79
62878	Remboursement de frais à d'autres organismes	1 634 800,78		1 634 800,78
63512	Impôts directs - taxes foncières	237 833,00		237 833,00
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	15 117,00		15 117,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	10 578 615,12	508 639,38	10 069 975,74
6218	Autre personnel extérieur au service	364 211,01		364 211,01
6331	Versement mobilité	522 395,67		522 395,67
6332	Cotisations versées au FNAL	88 856,39		88 856,39
6336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territoriale	255 654,34		255 654,34
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	11 161 753,18	2 713,89	11 159 039,29
64112	Personnel titulaire - nbi supplément familial et indemnité de résidence	542 825,11		542 825,11
64114	Personnel titulaire Indemnité inflation	39 999,95		39 999,95
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	2 989 329,83	1 652,05	2 987 677,78
64131	Personnel non titulaire - rémunération	7 048 747,14		7 048 747,14
64134	Personnel non titulaire - Indemnité inflation	25 099,95		25 099,95
64171	Apprentis rémunérations	26 700,56		26 700,56
64172	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	3 673 195,20		3 673 195,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	3 974 704,61		3 974 704,61
6455	Charges sécurité sociale prevoyance-Cotis. p assurance du personnel	32 064,02		32 064,02
6456	Charges sécurité sociale et prévoyance versement F N C du supplément familial	44 098,00		44 098,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE




N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6458	Charges sécurité sociale et prévoyance cotisations autres organismes sociaux	45 227,42		45 227,42

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
64731	Autres charges sociales allocations chômage versées directement	455 732,50		455 732,50
6475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	7 178,61	2 657,64	4 520,97
6478	Autres charges sociales diverses	96 590,89		96 590,89
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	31 394 564,38	7 023,58	31 387 540,80
739118	Autres reversements de fiscalité	18 393,00		18 393,00
739223	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	509 816,00		509 816,00
7398	Reversements et restitutions et prélèvements divers	8 099,78		8 099,78
SOUS-TOTAL CHAPITRE 014	Atténuations de produits	536 308,78		536 308,78
6518	Autres	4 355,14		2 177,57
6531	Indemnités des maires adjoints et conseillers	289 116,34	2 177,57	289 116,34
6532	Frais de mission des maires adjoints et conseillers	9 364,02		9 364,02
6533	Cotisations de retraite des maires adjoints et conseillers	17 239,98		17 239,98
6534	Cotisations de sécurité sociale des maires adjoints et conseillers	41 852,77		41 852,77
6535	Frais de formation des maires adjoints et conseillers	26 825,82	24 645,82	2 180,00
6536	Frais de représentation du maire	214,90		214,90
6541	Créances admises en non-valeur	39 997,54		38 249,91
6542	Créances éteintes	1 369,47	1 747,63	38 249,91
65541	Contributions au fonds de compensation des charges territoriales (établissement public de territoire)	8 804 905,00		1 369,47
65548	Autres contributions	181 560,66		
6558	Contingents et participations obligatoires - autres	124 761,00		
657362	Contributions obligatoires Centre communal d'actions sociales (CCAS)	860 000,00		
6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé	834 820,00	15 600,00	
65888	Autres	1,59		
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	11 236 384,23	44 171,02	11 192 213,21

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
66111	Intérêts réglés à l'échéance	662 474,98		662 474,98
66112	Intérêts - rattachement des icne	235 966,59	271 478,95	-35 512,36
6615	Charges d'intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	2 498,84		2 498,84
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	900 940,41	271 478,95	629 461,46
6711	Charges exceptionnelles - intérêts moratoires et pénalités sur marchés	55,33		55,33
6714	Charges exceptionnelles bourses	14 790,00	200,00	14 590,00
6718	Charges exceptionnelles - autres opérations de gestion	29 397,00	29 397,00	
673	Charges exceptionnelles - titres annulés (sur exercices antérieurs)	536 678,00		536 678,00
678	Autres charges exceptionnelles	3 729,00		3 729,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	584 649,33	29 597,00	555 052,33
6817	Dotations provisions dépréciation des actifs circulants	5 000,00		5 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	5 000,00		5 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	55 236 462,25	860 909,93	54 375 552,32
675	Charges exceptionnelles - valeurs comptables des immobilisations cédées	1 602 400,00		1 602 400,00
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	8 228 387,17	3 800,00	8 224 587,17
6862	Dotations aux Amortissements des charges financières à répartir	27 272,73		27 272,73
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	9 858 059,90	3 800,00	9 854 259,90
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	9 858 059,90	3 800,00	9 854 259,90
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	65 094 522,15	864 709,93	64 229 812,22

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	440 398,88	136,50	440 262,38
6459	Remboursement sur charges de sécurité sociale et de prévoyance	65 562,85		65 562,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	Atténuations de charges	505 961,73	136,50	505 825,23
70311	Utilisation du domaine - concession dans les cimetières (produit net)	104 424,80	941,50	103 483,30
70321	Utilisation du domaine - droits stationnement et location voie publique	1 180 862,45	32 025,14	1 148 837,31
70328	Utilisation du domaine - autres droits de stationnement et de location	7 896,00	30,00	7 866,00
70384	Forfait de post-stationnement	175 368,34		175 368,34
70388	Utilisation du domaine - autres redevances et recettes diverses	97 096,28		97 096,28
7066	Prestation services - redevances et droits services à caractère social	2 389 585,08	37 722,52	2 351 862,56
7067	Prestations services - redevances et droits services péri-scolaires et enseignement	1 135 436,87	62 986,85	1 072 450,02
70688	Prestations de services autres	125 465,43		125 465,43
7083	Autres produits-locations diverses (autres qu'immeubles)	95 772,58		95 772,58
70841	Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes régies municipales CCAS et caisse des écoles	74 508,53		74 508,53
70848	Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes	276 105,27		276 105,27
70873	Autres produits - remboursement de frais par les CCAS	204 842,83		204 842,83
70878	Autres produits - remboursement de frais par d'autres redevables	1 080 531,21		1 080 531,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	6 947 895,67	133 706,01	6 814 189,66
73111	Impôts directs locaux	25 091 039,00		25 091 039,00
7318	Impôts locaux - autres impôts locaux ou assimilés	146 314,00		146 314,00
73211	Attribution de compensation	12 982 894,00		12 982 894,00
73222	Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France	637 739,00		637 739,00
7351	Taxe sur la consommation finale d'électricité	413 026,14		413 026,14

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

SLO

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7362	Impôts et taxes activités	268 285,91	2 500,04	265 785,87
7368	services - taxes de séjour Taxes locale sur la publicité extérieure	86 635,44	1 460,80	85 174,64

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	1 842 001,10		1 842 001,10
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	Impôts et taxes	41 467 934,59	3 960,84	41 463 973,75
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) dotation forfaitaire	3 040 736,00		3 040 736,00
74123	Dotation globale fonctionnement (DGF) de solidarité urbaine	394 063,00		394 063,00
744	FCVA	52 996,27		52 996,27
7461	D.G.D	262 705,00		262 705,00
74718	Autres participations de l'Etat	161 125,66		161 125,66
7472	Participations - Régions	15 004,88		15 004,88
7473	Participations - Départements	1 737 637,95		1 737 637,95
74748	Participations des autres Communes	2 000,00		2 000,00
7478	Participations - autres organismes	4 501 886,57	311 998,99	4 189 889,58
7482	Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière	2 489,00		2 489,00
74832	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	89 733,54		89 733,54
74834	Etat compensation au titre des exonérations des taxes foncières	246 141,00		246 141,00
7484	Dotation de recensement	5 757,00		5 757,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations et participations	10 512 277,87	311 998,99	10 200 278,88
752	Autres produits de gestion courante - revenus des immeubles	1 084 861,99		1 084 861,99
757	Autres produits de la gestion courante - redevances versées par les fermiers et concessionnaires	80 730,57		80 730,57
7588	Autres produits divers de gestion courante	144 963,07		144 963,07
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	1 310 555,63	27 446,04	1 283 109,59
7714	Produits exceptionnels sur opérations gestion - recouvrement sur créances non valeur	952,46		952,46
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	197 967,44	0,01	197 967,43
773	Produits exceptionnels mandats annulés (exercices antérieurs) ou atteints par déchéance quadriennale	4 899,82		4 899,82

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE




N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
775	Produits exceptionnels - produits des cessions d'immobilisations	1 493 100,00		1 493 100,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7788	Produits exceptionnels divers	12 459,31		12 459,31
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	1 709 379,03	0,01	1 709 379,02
7817	Reprises sur provisions pour dépréciations des actifs circulants	13 000,00		13 000,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	Reprises sur amortissements et provisions	13 000,00		13 000,00
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	62 467 004,52	477 248,39	61 989 756,13
7761	Différences sur réalisations (négatives) transférées en investissement	109 300,00		109 300,00
7768	Neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées	3 791 300,22		3 791 300,22
777	Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat	6 838,00		6 838,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 907 438,22		3 907 438,22
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	3 907 438,22		3 907 438,22
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	66 374 442,74	477 248,39	65 897 194,35

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		14 570 398,08								14 570 398,08
10222	FCIVA		42 160 033,03								43 838 798,73
10223	TLE		7 937 083,70			1 678 765,70					7 937 083,70
10226	Taxe d'aménagement		3 024 701,38			1 435 566,02					4 460 267,40
10228	Autres fonds d'investissement		58 026 705,59								58 026 705,59
102298	Reprise sur autres fonds	1 161 213,00						1 161 213,00			
10229	Sous Total	1 161 213,00	1 161 213,00					1 161 213,00	1 161 213,00		
1022	Sous Total compte 10229	1 161 213,00	111 148 523,70			3 114 331,72					113 101 642,42
10251	compte 1022 Dons et legs en capital		2 286,74							2 286,74	
1025	Sous Total		2 286,74							2 286,74	
102	Sous Total	1 161 213,00	125 721 208,52			3 114 331,72					127 674 327,24
1068	Excédit de fonctionnement capitalisé		102 083 422,04					297 759,93	103 109 688,92		102 811 928,99
1069	Rep 97 excdct capit -neutr charg sur prod	297 759,93			297 759,93					297 759,93	0,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
 Reçu en préfecture le 03/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
106	Sous Total compte 106	297 759,93	102 083 422,04		297 759,93	297 759,93	1 026 266,88	595 519,86	103 407 448,85		102 811 928,99
10	Sous Total compte 10	1 458 972,93	227 804 630,56		297 759,93	297 759,93	4 140 598,60	1 756 732,86	232 242 989,09		230 486 256,23
110	Report à nouveau solde créditeur		495 622,71		814 041,96			1 026 266,88	1 309 664,67		283 397,79
11	Sous Total compte 11		495 622,71		814 041,96			1 026 266,88	1 309 664,67		283 397,79
12	Résultat exercice excéd		814 041,96		814 041,96			814 041,96	814 041,96		0,00
12	Sous Total compte 12		814 041,96		814 041,96			814 041,96	814 041,96		0,00
1311	Subv équipt transf - Etat et EPN		1 530 278,81						1 530 278,81		1 530 278,81
1312	Subv équipt transf - Région		85 551,18				2 142,00		87 693,18		87 693,18
1313	Subv équipt transf - Dépt		1 690 343,00						1 690 343,00		1 690 343,00
13158	Subv équipt transf autres groupements		6 500,00						6 500,00		6 500,00
1315	Sous Total compte 1315		6 500,00						6 500,00		6 500,00
1318	Subv équipt transf - autres subv		110 257,70				119 636,90		229 894,60		229 894,60
131	Sous Total compte 131		3 422 930,69				121 778,90		3 544 709,59		3 544 709,59

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 082-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1321	Etat et EPN		3 215 004,13				352 500,00		3 567 504,13		3 567 504,13
1322	Région		4 410 876,57						4 410 876,57		4 410 876,57
1323	Dépt		8 663 612,61						8 663 612,61		8 663 612,61
13248	Autres communes		96 216,75						96 216,75		96 216,75
1324	Sous Total compte 1324		96 216,75						96 216,75		96 216,75
13258	Autres groupements		1 179 439,81						1 179 439,81		1 179 439,81
1325	Sous Total compte 1325		1 179 439,81						1 179 439,81		1 179 439,81
1326	Autres EPL		1 085 334,31						1 085 334,31		1 085 334,31
1328	Autres		5 214 407,06				34 017,44		5 248 424,50		5 248 424,50
132	Sous Total compte 132		23 864 891,24				386 517,44		24 251 408,68		24 251 408,68
1342	Fds affectés équipt non transf amendes pol		1 749 466,84						1 749 466,84		1 749 466,84
1345	Fds affectés non transf part non réal aire		844 555,83						844 555,83		844 555,83
1346	Participations pour voirie et réseaux								813,57		813,57

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S2LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
134	Sous Total compte 134		2 594 836,24								2 594 836,24
1384	Autres subv invest non transf Cnes		5 512,31						5 512,31		5 512,31
138	Sous Total compte 138		5 512,31						5 512,31		5 512,31
13918	Subv équipt transf autres	13 676,00				6 838,00			20 514,00		20 514,00
1391	Sous Total compte 1391	13 676,00				6 838,00			20 514,00		20 514,00
139	Sous Total compte 139	13 676,00				6 838,00			20 514,00		20 514,00
13	Sous Total compte 13	13 676,00	29 888 170,48			6 838,00	508 296,34		20 514,00	30 396 466,82	30 375 952,82
1641	Emprunts en euros		41 195 756,72			4 089 204,91	3 675 000,00		4 089 204,91	44 870 756,72	40 781 551,81
164	Sous Total compte 164		41 195 756,72			4 089 204,91	3 675 000,00		4 089 204,91	44 870 756,72	40 781 551,81
165	Dép et caution reçus		33 699,80			1 527,00	1 680,00		1 527,00	35 379,80	33 852,80
16876	Autres dettes - autres epl		38 600,00							38 600,00	38 600,00
1687	Sous Total compte 1687		38 600,00							38 600,00	38 600,00
16884	Ints courus sur emprunts éts financiers		271 478,95			271 478,95	235 966,59		271 478,95	507 445,54	235 966,59

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Solides		
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	
1688	Sous Total compte 1688		271 478,95	271 478,95					271 478,95	507 445,54		235 966,59
168	Sous Total compte 168		310 078,95	271 478,95					271 478,95	546 045,54		274 566,59
16	Sous Total compte 16		41 539 535,47	271 478,95			3 676 680,00		4 362 210,86	45 452 182,06		41 089 971,20
181	Cpte liaison : affectation	2 839 497,65							2 839 497,65			2 839 497,65
18	Sous Total compte 18	2 839 497,65							2 839 497,65			2 839 497,65
192	Plus ou moins-values cessions immo		15 688 404,18					109 300,00	109 300,00	15 688 404,18		15 579 104,18
193	Autres neutralisation et régularisation	1 578 840,08							1 578 840,08			1 578 840,08
198	Neutralisation des amortissements des su	10 927 556,99						3 791 300,22	14 718 857,21			14 718 857,21
19	Sous Total compte 19	12 506 397,07	15 688 404,18					3 900 600,22	16 406 997,29	15 688 404,18		718 593,11
202	Frais réalisation doc urb et num cadast	410 002,73							410 002,73			410 002,73
2031	Frais d'études	4 999 757,87						633 102,86	5 632 860,73	731 401,19		4 901 459,54
203	Sous Total compte 203	4 999 757,87						633 102,86	5 632 860,73	731 401,19		4 901 459,54
	Total classe 1	16 818 543,65	316 230 405,36	2 111 787,79	1 347 768,48	8 295 930,06	8 325 574,94	27 226 261,50	20 318 921,94	325 903 748,78	20 318 921,94	318 996 409,22

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
204148	Biens mobiliers, matériel et études	79 927,02				51 232,62				131 159,64	
204148	Bâtiments et installations	303 886,08								303 886,08	
204148	Sous Total	383 813,10				51 232,62				435 045,72	
20414	compte 204148										
20414	Sous Total	383 813,10				51 232,62				435 045,72	
204151	compte 20414										
204151	Biens mobiliers, matériel et études	1 588 966,13								1 588 966,13	
204151	Sous Total	1 588 966,13								1 588 966,13	
20415	compte 204151										
20415	Sous Total	1 588 966,13								1 588 966,13	
204172	Bâtiments et installations	18 468 733,00								18 468 733,00	
20417	Sous Total	18 468 733,00						1 049 441,00	1 049 441,00	17 419 292,00	
20417	compte 20417										
2041	Sous Total	20 441 512,23								20 492 744,85	
20422	compte 2041										
20422	Bâtiments et installations	37 976 924,24								37 976 924,24	
2042	Sous Total	37 976 924,24								37 976 924,24	
2042	compte 2042										
204	Sous Total	58 418 436,47				51 232,62				58 469 669,09	
204	compte 204										
										1 049 441,00	1 049 441,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes			
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
2051	Concessions et droits similaires	2 560 025,47				230 344,43				2 790 369,90		2 790 369,90	
205	Sous Total compte 205	2 560 025,47				230 344,43				2 790 369,90		2 790 369,90	
2088	Autres immobilisations incorporelles	101 678,40								101 678,40		101 678,40	
208	Sous Total compte 208	101 678,40								101 678,40		101 678,40	
20	Sous Total compte 20	66 489 900,94				914 679,91				67 404 580,85		65 623 738,66	
2111	Terrains nus	1 132 951,16								1 132 951,16		1 132 951,16	
2112	Terrains de voirie	561 778,23								561 778,23		561 778,23	
2113	Terr aménagés autres que voirie	388 636,95								388 636,95		388 636,95	
2115	Terrains bâtis	18 466 296,86								18 466 296,86		18 466 296,86	
2116	Cimetières	138 917,41								148 917,41		148 917,41	
2118	Autres terrains	37 910,87				10 000,00				37 910,87		37 910,87	
211	Sous Total compte 211	20 726 491,48				10 000,00				20 736 491,48		20 736 491,48	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	661 920,18				18 896,77				680 816,95		680 816,95	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2128	Autres agencet et aménagt terrains	5 106 187,24				23 937,90				5 130 125,14	
212	Sous Total compte 212	5 768 107,42				42 834,67				5 810 942,09	
21311	Hôtel de ville	7 679 611,31								7 679 611,31	
21312	Batiments scolaires	42 886 693,86								42 886 693,86	
21316	Construct- batiments publics-equipm cimet	82 637,47								82 637,47	
21318	Autres batiments publics	36 703 606,03								36 703 606,03	
2131	Sous Total compte 2131	87 352 548,67								87 352 548,67	
2132	Immeubles de rapport	6 651 164,12		47 625,04						6 651 164,12	47 625,04
2135	Instal gales agencat amégts const	53 054 937,70				5 034 135,99				58 089 073,69	
2138	Autres constructions	7 069 281,69				4 800,00		1 602 400,00		7 074 081,69	1 602 400,00
213	Sous Total compte 213	154 127 932,18		47 625,04		5 038 935,99		1 602 400,00		159 166 868,17	1 650 025,04
2151	Réseaux de voirie	28 234 988,52				263 083,75				28 498 072,27	
2152	Installations de voirie	23 744 022,70				42 095,55				23 786 118,25	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21531	Réseaux aduction eau	155 148,63						155 148,63		155 148,63	
21532	Réseaux assainissement	288 927,91						288 927,91		288 927,91	
21533	Réseaux cablés	249 990,73						249 990,73		249 990,73	
21534	Réseaux électrification	6 357 280,70						6 357 280,70		6 357 280,70	
21538	Autres réseaux	1 072 059,61				27 067,32		1 099 126,93		1 099 126,93	
2153	Sous Total compte 2153	8 123 407,58				27 067,32		8 150 474,90		8 150 474,90	
21571	Mat outill voirie mat roulant	1 173 478,34						1 173 478,34		1 173 478,34	
21578	Autre mat outillage de voirie	3 574 477,26						3 574 477,26		3 574 477,26	
2157	Sous Total compte 2157	4 747 955,60						4 747 955,60		4 747 955,60	
2158	Autres instal mat outill tech	871 566,04				30 012,60		901 578,64		901 578,64	
215	Sous Total compte 215	65 721 940,44				362 259,22		66 084 199,66		66 084 199,66	
2161	Oeuvres et objets d'art	38 000,00				700,00		38 700,00		38 700,00	
216	Sous Total compte 216	38 000,00				700,00		38 700,00		38 700,00	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2181	Instal gales agentc amngts divers	13 976,76						13 976,76			
2182	Mat de transport	2 778 623,28						2 778 623,28			
2183	Mat bureau mat informatique	5 270 351,30		194 246,50				5 464 597,80			
2184	Mobilier	3 311 043,66		226 602,77				3 537 646,43			
2188	Autres immobilisation corporelles	10 746 928,28		280 344,73				11 027 273,01			
218	Sous Total compte 218	22 120 923,28		701 194,00				22 822 117,28			22 822 117,28
21	Sous Total compte 21	268 503 394,80		6 155 923,88		47 625,04		274 659 318,68		1 650 025,04	273 009 293,64
2283	Mat bureau mat informatique	6 398,60						6 398,60			6 398,60
228	Sous Total compte 228	6 398,60						6 398,60			6 398,60
22	Sous Total compte 22	6 398,60						6 398,60			6 398,60
2312	Agencements et aménagements de terrains	20 617,56		4 036,84				24 654,40			24 654,40
2313	Constructions	11 224 122,10		83 810,70				11 307 932,80			11 307 932,80
2315	Instal mat outill techn	7 850 117,30		242 431,16				8 092 548,46			8 092 548,46

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BALANCE RELEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	Sous Total compte 231	19 094 856,96				330 278,70				19 425 135,66	
237	Avances acptes vers cdes immob incorpo	130 210,00								130 210,00	
238	Avances acptes vers sur immob corpo	73 311,25				33 321,28	14 640,00			91 992,53	
23	Sous Total compte 23	19 298 378,21				363 599,98	14 640,00			19 647 338,19	
2423	Immob mises à dispo EPCI	14 279 833,40				14 279 833,40				14 279 833,40	
242	Sous Total compte 242	14 279 833,40				14 279 833,40				14 279 833,40	
244	Immob affecté à ccas	869 902,18				869 902,18				869 902,18	
2492	Mises à dispo transf compétences		991 716,41						991 716,41		991 716,41
2494	Mises en affectation à CCAS		144 395,56						144 395,56		144 395,56
249	Sous Total compte 249		1 136 111,97						1 136 111,97		1 136 111,97
24	Sous Total compte 24	15 149 735,58	1 136 111,97							15 149 735,58	1 136 111,97
261	Titres de participation	5 091 803,00				747 500,00				5 839 303,00	
266	Autres formes de participation	2 028 486,81								2 028 486,81	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
26	Sous Total compte 26	7 120 289,81				747 500,00				7 867 789,81	
275	Dépôts et cautionnements versés	10 331,69				2 000,00				12 331,69	
2764	Créances particulel et aut pers droit priv	420 000,00								420 000,00	
276	Sous Total compte 276	420 000,00								420 000,00	
27	Sous Total compte 27	430 331,69				2 000,00				432 331,69	
2802	Amort frais réal doc cadastre		410 002,73						410 002,73		410 002,73
28031	Amort frais urb et num cadastre		2 165 897,41		731 401,19			804 890,67		2 970 788,08	2 239 386,89
2803	Sous Total compte 2803		2 165 897,41		731 401,19			804 890,67		2 970 788,08	2 239 386,89
2804148	Biens mobiliers, matériel et études		26 466,29					16 528,30		42 994,59	42 994,59
2804148	Bâtiments et installations		92 760,00					20 258,00		113 018,00	113 018,00
2804148	Sous Total compte 2804148		119 226,29					36 786,30		156 012,59	156 012,59
280414	Sous Total compte 280414		119 226,29					36 786,30		156 012,59	156 012,59
2804151	Biens mobiliers, matériel et études		843 006,60					105 929,86		948 936,46	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280415	Sous Total compte 280415		843 006,60				105 929,86		948 936,46		948 936,46
280415	Sous Total compte 280415		843 006,60				105 929,86		948 936,46		948 936,46
280417	Bâtiments et installations	11 802 701,39		1 049 441,00			1 161 282,46	1 049 441,00	12 963 983,85	11 914 542,85	11 914 542,85
280417	Sous Total compte 280417	11 802 701,39		1 049 441,00			1 161 282,46	1 049 441,00	12 963 983,85	11 914 542,85	11 914 542,85
28041	Sous Total compte 28041	12 764 934,28		1 049 441,00			1 303 998,62	1 049 441,00	14 068 932,90	13 019 491,90	13 019 491,90
280422	Bâtiments et installations	4 974 603,20					2 487 301,60		7 461 904,80	7 461 904,80	7 461 904,80
28042	Sous Total compte 28042	4 974 603,20					2 487 301,60		7 461 904,80	7 461 904,80	7 461 904,80
2804	Sous Total compte 2804	17 739 537,48		1 049 441,00			3 791 300,22	1 049 441,00	21 530 837,70	20 481 396,70	20 481 396,70
28051	Concessions et droits similaires	1 854 185,96					208 144,45		2 062 330,41	2 062 330,41	2 062 330,41
2805	Sous Total compte 2805	1 854 185,96					208 144,45		2 062 330,41	2 062 330,41	2 062 330,41
280	Sous Total compte 280	22 169 623,58		1 780 842,19			4 804 335,34	1 780 842,19	26 973 958,92	25 193 116,73	25 193 116,73
28121	Amort plantations d'arbres et d'arbustes	358 614,80					30 658,55		389 273,35	389 273,35	389 273,35
28128	Amort autres agencet amégat terr	2 250 669,33							2 250 669,33	2 250 669,33	2 250 669,33

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2812	Sous Total compte 2812		2 609 284,13				30 658,55		2 639 942,68		2 639 942,68
28132	Immeubles de rapport		4 202 518,18	47 625,04		399 808,51		47 625,04	4 602 326,69		4 554 701,65
28135	Amort instal gales agent		17 955 840,02			1 542 925,45			19 498 765,47		19 498 765,47
2813	Sous Total compte 2813		22 158 358,20	47 625,04		1 942 733,96		47 625,04	24 101 092,16		24 053 467,12
28152	Installations de voirie		9 719 918,57						9 719 918,57		9 719 918,57
281531	Réseaux adduction eau		155 148,63						155 148,63		155 148,63
281532	Réseaux assainissement		288 927,91						288 927,91		288 927,91
28153	Sous Total compte 28153		444 076,54						444 076,54		444 076,54
281571	Mat roulant		626 198,08			85 427,80			711 625,88		711 625,88
281578	Amort autre mat outillage de voirie		3 063 902,19			140 595,50			3 204 497,69		3 204 497,69
28157	Sous Total compte 28157		3 690 100,27			226 023,30			3 916 123,57		3 916 123,57
28158	Autres instal mat outil tech		789 509,08			16 159,08			805 668,16		805 668,16
2815	Sous Total compte 2815		14 643 604,46			242 182,38			14 885 786,84		14 885 786,84

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé da compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28181	Instal gales agencet amngts divers		1 212,68				497,34				1 710,02
28182	Mat de transport		1 723 337,49				306 637,96				2 029 975,45
28183	Mat bureau mat informatique		4 466 761,16				279 900,77				4 746 661,93
28184	Mobilier		2 541 072,50				129 501,41				2 670 573,91
28188	Amort autres immobilisation corporelles		7 804 281,80				488 139,46				8 292 421,26
2818	Sous Total compte 2818		16 536 665,63				1 204 676,94				17 741 342,57
281	Sous Total compte 281		55 947 912,42		47 625,04		3 420 251,83		47 625,04		59 320 539,21
28283	Mat bureau mat informatique		6 398,60								6 398,60
2828	Sous Total compte 2828		6 398,60								6 398,60
282	Sous Total compte 282		6 398,60								6 398,60
28	Sous Total compte 28		78 123 934,60		1 828 467,23		8 224 587,17		1 828 467,23		84 520 054,54
4011	Total classe 2 Fournisseurs	376 998 429,63	79 260 046,57	1 828 467,23	1 828 467,23	8 183 703,77	9 841 627,17	387 010 600,63	90 930 140,97	381 736 626,17	85 656 166,51
			792 428,53	9 714 356,83	9 005 825,39			9 714 356,83	9 798 253,92		83 897,09

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
401	Sous Total compte 401		792 428,53	9 714 356,83	9 005 825,39			9 714 356,83	9 798 253,92		83 897,09
4041	Fournis immob		492 992,69	8 752 815,65	8 278 451,44			8 752 815,65	8 771 444,13		18 628,48
40471	Fournis immob - retenues de garantie		348 711,16	3 952,70	101 579,11			3 952,70	450 290,27		446 337,57
40472	Fournisseurs Immo - Cession,			62 093,99	63 101,99			62 093,99	63 101,99		1 008,00
40473	Oppositions Fournis immob pénal retard exéc marchés		82 341,37						82 341,37		82 341,37
4047	Sous Total compte 4047		431 052,53	66 046,69	164 681,10			66 046,69	595 733,63		529 686,94
404	Sous Total compte 404		924 045,22	8 818 862,34	8 443 132,54			8 818 862,34	9 367 177,76		548 315,42
408	Fournis factures non parvenues		546 873,43	546 873,43	1 672 683,61			546 873,43	2 219 557,04		1 672 683,61
40	Sous Total compte 40		2 263 347,18	19 080 092,60	19 121 641,54			19 080 092,60	21 384 988,72		2 304 896,12
4111	Redevables - amiable	742 390,36		5 468 681,60	5 444 540,19			6 211 071,96	5 444 540,19	766 531,77	
4116	Redevables - contentieux	706 787,05		409 053,06	761 031,13			1 115 840,11	761 031,13	354 808,98	
411	Sous Total compte 411	1 449 177,41		5 877 734,66	6 205 571,32			7 326 912,07	6 205 571,32	1 121 340,75	
4141	Locataires acquéreurs Locat - amiable	137 971,46		924 660,06	935 391,16			1 062 631,52	935 391,16	127 240,36	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4146	Locataires-acquéreurs locat contentieux	78 697,57		99 699,02	110 522,72			178 396,59	110 522,72	67 873,87	
414	Sous Total compte 414	216 669,03		1 024 359,08	1 045 913,88			1 241 028,11	1 045 913,88	195 114,23	
4161	Créances douteuses	57 594,11			5 084,84			57 594,11	5 084,84	52 509,27	
416	Sous Total compte 416	57 594,11			5 084,84			57 594,11	5 084,84	52 509,27	
4181	Redevables produits non encore facturés	98 322,83		708 192,18	98 322,83			806 515,01	98 322,83	708 192,18	
418	Sous Total compte 418	98 322,83		708 192,18	98 322,83			806 515,01	98 322,83	708 192,18	
41	Sous Total compte 41	1 821 763,38		7 610 285,92	7 354 892,87			9 432 049,30	7 354 892,87	2 077 156,43	
421	Personnel - rémunérations dues		2 382,20	17 747 976,31	17 752 585,61			17 747 976,31	17 754 967,81	6 991,50	
427	Personnel - oppositions			103 738,30	103 738,30			103 738,30	103 738,30	0,00	
4286	Personnel - autres charges à payer				37,50				37,50	37,50	
428	Sous Total compte 428				37,50				37,50	37,50	
429	Deficit debets comptables et régisseurs	5 713,34		2,00				5 715,34		5 715,34	
42	Sous Total compte 42	5 713,34		17 851 716,61	17 856 361,41			17 857 429,95	17 858 743,61		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Comptes	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
431	Sécurité sociale			7 548 738,67	7 548 738,67			7 548 738,67	7 548 738,67		0,00
437	Autres organismes sociaux			5 370 137,01	5 370 137,01			5 370 137,01	5 370 137,01		0,00
43	Sous Total compte 43			12 918 875,68	12 918 875,68			12 918 875,68	12 918 875,68		0,00
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			855 313,42	855 313,42			855 313,42	855 313,42		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	6 542,52		847 299,45	847 299,45			853 841,97	847 299,45	6 542,52	
441	Sous Total compte 441	6 542,52		1 702 612,87	1 702 612,87			1 709 155,39	1 702 612,87	6 542,52	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			662 976,53	662 976,53			662 976,53	662 976,53		0,00
442	Sous Total compte 442			662 976,53	662 976,53			662 976,53	662 976,53		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses		2 480,29	257 388,29	263 007,78			257 388,29	265 488,07		8 099,78
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	18 893,00		35 396,42	19 032,37			54 289,42	19 032,37	35 257,05	
44316	Opér particul avec Etat rec contentieux	73,88			43,70			73,88	43,70	30,18	
4431	Sous Total compte 4431	18 966,88	2 480,29	292 784,71	282 083,85			311 751,59	284 564,14	27 187,45	
44322	Opér particul Région recettes amiable			48 583,17				48 583,17		48 583,17	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Solides	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4432	Sous Total compte 4432			48 583,17				48 583,17		48 583,17	
44331	Opér particulières avec		406 741,49	406 741,49				406 741,49	406 741,49		0,00
44332	Département_Dé Opér particul avec Dépt rec amiable			13 886,04	13 886,04			13 886,04	13 886,04		0,00
4433	Sous Total compte 4433		406 741,49	420 627,53	13 886,04			420 627,53	420 627,53		0,00
44341	Opér part av Etat communes dépenses		12 060,40	12 060,40				12 060,40	12 060,40		0,00
44342	Opér part av Etat Ches recettes amiable	72,57						72,57		72,57	
44346	Op particul avec Cnes rec contentieux	311,54			122,98			311,54	122,98	188,56	
4434	Sous Total compte 4434	384,11	12 060,40	12 060,40	122,98			12 444,51	12 183,38	261,13	
44351	Opér particul grp dépenses		794 184,62	8 910 372,53	8 986 465,66			8 910 372,53	9 780 650,28		870 277,75
44352	Opér particul avec grp recettes amiable			806 867,51				806 867,51		806 867,51	
4435	Sous Total compte 4435		794 184,62	9 717 240,04	8 986 465,66			9 717 240,04	9 780 650,28		
44371	Opér part av Etat col pub ccas dépenses			860 000,00	860 000,00			860 000,00	860 000,00		
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable	215 782,18		193 123,53	215 782,18			408 905,71	215 782,18	193 123,53	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldés	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4437	Sous Total compte 4437	215 782,18		1 053 123,53	1 075 782,18			1 268 905,71	1 075 782,18	193 123,53	
44381	Aut serv organ pub - dépenses			124 761,00	124 761,00			124 761,00	124 761,00		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	58 348,09		66 549,82	112 829,28			124 897,91	112 829,28	12 068,63	
44386	Aut serv organ pub - recette contentieux	39 204,00		39 204,00	39 204,00			78 408,00	39 204,00	39 204,00	
4438	Sous Total compte 4438	97 552,09		230 514,82	276 794,28			328 066,91	276 794,28	51 272,63	
443	Sous Total compte 443	332 685,26	1 215 466,80	11 774 934,20	10 635 134,99			12 107 619,46	11 850 601,79	257 017,67	
447	Autres impôts taxes versements assimilés			304 922,25	304 922,25			304 922,25	304 922,25		0,00
4487	Produits à recevoir	311 975,02		23 000,00	311 975,02			334 975,02	311 975,02	23 000,00	
448	Sous Total compte 448	311 975,02		23 000,00	311 975,02			334 975,02	311 975,02	23 000,00	
44	Sous Total compte 44	651 202,80	1 215 466,80	14 468 445,85	13 617 621,66			15 119 648,65	14 833 088,46	286 560,19	
451002	Cpte rattaché avec à subdiv par budg ann		1 196 334,79	468 399,25	478 241,19			468 399,25	1 674 575,98		1 206 176,73
451	Sous Total compte 451		1 196 334,79	468 399,25	478 241,19			468 399,25	1 674 575,98		
45411	Trvx effectués office pc tiers dépenses	224 464,20				46 285,68		270 749,88		270 749,88	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes				
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit			
4541	Sous Total compte 4541	224 464,20				46 285,68				270 749,88				
45421	Trvx effectués office pc		95 079,00								95 079,00			95 079,00
4542	Sous Total compte 4542		95 079,00								95 079,00			95 079,00
454	Sous Total compte 454	224 464,20	95 079,00			46 285,68				270 749,88	95 079,00			95 079,00
45	Sous Total compte 45	224 464,20	1 291 413,79	468 399,25	478 241,19	46 285,68				739 149,13	1 769 654,98			1 030 505,85
4621	Créances cess immob - amiable			1 493 100,00	1 493 100,00					1 493 100,00	1 493 100,00			0,00
462	Sous Total compte 462			1 493 100,00	1 493 100,00					1 493 100,00	1 493 100,00			0,00
466	Excéd de versement		14 458,53	59 728,81	49 528,54					59 728,81	63 987,07			4 258,26
46711	Autres comptes créditeurs		670 460,06	1 580 754,52	910 294,46					1 580 754,52	1 580 754,52			0,00
4671	Sous Total compte 4671		670 460,06	1 580 754,52	910 294,46					1 580 754,52	1 580 754,52			0,00
46721	Débiteurs divers - amiable	157 136,82		336 559,60	435 533,80					493 696,42	435 533,80			58 162,62
46726	Débiteurs divers - contentieux	45 671,97		83 924,08	95 469,59					129 596,05	95 469,59			34 126,46
4672	Sous Total compte 4672	202 808,79		420 483,68	531 003,39					623 292,47	531 003,39			92 289,08

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S2LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
467	Sous Total compte 467	202 808,79	670 460,06	2 001 238,20	1 441 297,85			2 204 046,99	2 111 757,91	92 289,08	
4686	Divers - charges à payer	35 054,64	35 054,64	35 054,64	1 626,80			35 054,64	36 681,44		1 626,80
468	Sous Total compte 468	35 054,64	35 054,64	35 054,64	1 626,80			35 054,64	36 681,44		1 626,80
46	Sous Total compte 46	202 808,79	719 973,23	3 589 121,65	2 985 553,19			3 791 930,44	3 705 526,42	86 404,02	
4711	Verst des régisseurs			4 746 542,30	4 746 542,30			4 746 542,30	4 746 542,30		0,00
4712	Virements réimputés			21 885,77	21 885,77			21 885,77	21 885,77		0,00
47131	Raet : verst contrib directes			25 001 338,00	25 001 338,00			25 001 338,00	25 001 338,00		0,00
47132	Raet : verst dgf			3 977 729,00	3 977 729,00			3 977 729,00	3 977 729,00		0,00
47133	Raet : fonds d'emprunt			7 350 000,00	7 350 000,00			7 350 000,00	7 350 000,00		0,00
47134	Raet : subv			2 000,00	2 000,00			2 000,00	2 000,00		0,00
47138	Raet : autres			27 531 723,26	27 531 723,26			27 531 723,26	27 531 723,26		0,00
4713	Sous Total compte 4713			63 862 790,26	63 862 790,26			63 862 790,26	63 862 790,26		0,00
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		1 700,83	22 025,63	20 923,84			22 025,63	22 624,67		599,04

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - personnes morales compte 47141		15 963,42	94 377,00	78 726,87			94 377,00	94 690,29		313,29
47141	Sous Total compte 47141		17 664,25	116 402,63	99 650,71			116 402,63	117 314,96		912,33
47143	Flux d'encaissement à réimputer			121,49	121,49			121,49	121,49		0,00
4714	Sous Total compte 4714		17 664,25	116 524,12	99 772,20			116 524,12	117 436,45		912,33
4718	Autres recettes à régulariser		339,19	138 047,32	137 908,13			138 047,32	138 247,32		200,00
471	Sous Total compte 471		18 003,44	68 885 789,77	68 868 898,66			68 885 789,77	68 886 902,10		1 112,33
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts			4 788 289,68	4 788 289,68			4 788 289,68	4 788 289,68		0,00
47218	Autres dépenses			274 845,85	274 845,85			274 845,85	274 845,85		0,00
4721	Sous Total compte 4721			5 063 135,53	5 063 135,53			5 063 135,53	5 063 135,53		0,00
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			6 626,01	6 626,01			6 626,01	6 626,01		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			82 241,78	80 673,76			82 241,78	80 673,76	1 568,02	
472	Sous Total compte 472			5 152 003,32	5 150 435,30			5 152 003,32	5 150 435,30	1 568,02	
4781	Frais de poursuites rattachés			15,00	15,00			15,00	15,00		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
 Reçu en préfecture le 03/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
478	Sous Total compte 478			15,00	15,00					15,00	0,00
47	Sous Total compte 47		18 003,44	74 037 808,09	74 019 348,96			74 037 808,09	74 037 352,40	455,69	
4817	Pénalités de renégociation de la dette	54 545,43				27 272,73		54 545,43	27 272,73	27 272,70	
481	Sous Total compte 481	54 545,43				27 272,73		54 545,43	27 272,73	27 272,70	
48	Sous Total compte 48	54 545,43				27 272,73		54 545,43	27 272,73	27 272,70	
4911	Prov dépréciat comptes redevables (nb)		45 000,00	13 000,00				13 000,00	45 000,00		32 000,00
491	Sous Total compte 491		45 000,00	13 000,00				13 000,00	45 000,00		32 000,00
4961	Prov dépréciat cptes débiteurs div (nb)		2 000,00		5 000,00				7 000,00		7 000,00
496	Sous Total compte 496		2 000,00		5 000,00				7 000,00		7 000,00
49	Sous Total compte 49		47 000,00	13 000,00	5 000,00			13 000,00	52 000,00		39 000,00
	Total classe 4	2 960 497,94	5 557 586,64	150 037 745,65	148 357 536,50	46 285,68	27 272,73	153 044 529,27	153 942 395,87	3 639 689,17	4 537 555,77
5113	Titres spéc de paiement et assim à encais	3 298,15		30 712,20	32 896,90			34 010,35	32 896,90	1 113,45	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			94 891,42	94 891,42			94 891,42	94 891,42		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51172	Chèques impayés			1 008,03	1 008,03					1 008,03	0,00
51178	Autres valeurs impayées			24 219,67	24 219,67					24 219,67	0,00
5117	Sous Total compte 5117			25 227,70	25 227,70					25 227,70	0,00
5118	Autres valeurs à l'encaissement	1 196,07		53 295,01	52 846,84					54 491,08	1 644,24
511	Sous Total compte 511	4 494,22		204 126,33	205 862,86					208 620,55	2 757,69
515	Compte au trésor	4 951 997,91		69 692 452,95	69 494 788,45					74 644 450,86	5 149 662,41
51931	Lignes de crédit de trésorerie		700 000,00	2 451 031,25	1 751 031,25					2 451 031,25	0,00
5193	Sous Total compte 5193		700 000,00	2 451 031,25	1 751 031,25					2 451 031,25	0,00
519	Sous Total compte 519		700 000,00	2 451 031,25	1 751 031,25					2 451 031,25	0,00
51	Sous Total compte 51	4 956 492,13		72 347 610,53	71 451 682,56					77 304 102,66	5 152 420,10
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances	13 285,22		14 092,21	18 351,18					27 377,43	9 026,25
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	790,00		50,00	10,00					840,00	830,00
541	Sous Total compte 541	14 075,22		14 142,21	18 361,18					28 217,43	9 856,25

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
54	Sous Total compte 54	14 075,22		14 142,21	18 361,18			28 217,43	18 361,18	9 856,25	
580	Opérations d'ordre budgétaires			13 780 138,12	13 780 138,12			13 780 138,12	13 780 138,12		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			298 322,45	298 322,45			298 322,45	298 322,45		0,00
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			97 173,44	97 173,44			97 173,44	97 173,44		0,00
5872	Compte pivot - admission en non valeur			39 997,54	39 997,54			39 997,54	39 997,54		0,00
587	Sous Total compte 587			39 997,54	39 997,54			39 997,54	39 997,54		0,00
588	Autres virements internes			57 885,14	57 885,14			57 885,14	57 885,14		0,00
58	Sous Total compte 58			14 273 516,69	14 273 516,69			14 273 516,69	14 273 516,69		0,00
6042	Total classe 5	4 970 567,35	700 000,00	86 635 269,43	85 743 560,43			91 605 836,78	86 443 560,43	5 162 276,35	
	Achts prest serv autre que terr à aménag					706 588,22	105 867,23	706 588,22	105 867,23	600 720,99	
604	Sous Total compte 604					706 588,22	105 867,23	706 588,22	105 867,23	600 720,99	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					296 999,75		296 999,75		296 999,75	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					1 585 915,18		1 585 915,18		1 585 915,18	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6061	Sous Total compte 6061					1 882 914,93		1 882 914,93		1 882 914,93	
60622	Achts non stkés carburants			117 487,98		117 487,98		117 487,98		117 487,98	
60623	Achts non stkés d'aliment			253 508,66		253 508,66	2 577,75	253 508,66	2 577,75	250 930,91	
60624	Achts non stkés produits traitement			4 019,18		4 019,18		4 019,18		4 019,18	
60628	Achts autres fournit non stkées			144 519,31		144 519,31		144 519,31		144 519,31	
6062	Sous Total compte 6062			519 535,13		519 535,13	2 577,75	519 535,13	2 577,75	516 957,38	
60631	Achts non stkés fournit entretien			181 930,98		181 930,98	14 574,63	181 930,98	14 574,63	167 356,35	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt			468 101,35		468 101,35	17 591,43	468 101,35	17 591,43	450 509,92	
60633	Achts non stkés fournit voirie			7 681,61		7 681,61	525,07	7 681,61	525,07	7 156,54	
60636	Achts non stkés vêtements travail			79 354,79		79 354,79		79 354,79		79 354,79	
6063	Sous Total compte 6063			737 068,73		737 068,73	32 691,13	737 068,73	32 691,13	704 377,60	
6064	Achts non stkés fournit admin			64 315,93		64 315,93	148,20	64 315,93	148,20	64 167,73	
6065	Achts non stkés livres-disques-cassettes			31 153,75		31 153,75	699,00	31 153,75	699,00	30 454,75	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6067	Achts non stks fournis scolaires			86 796,19	982,34	86 796,19	982,34			85 813,85	
6068	Achts non stks autres mat et fourn			44 362,04	981,81	44 362,04	981,81			43 380,23	
606	Sous Total compte 606			3 366 146,70	38 080,23	3 366 146,70	38 080,23			3 328 066,47	
60	Sous Total compte 60			4 072 734,92	143 947,46	4 072 734,92	143 947,46			3 928 787,46	
611	Contrats prestations de services			623 079,62	43 931,00	623 079,62	43 931,00			579 148,62	
6132	Locations immobilières			182 047,61	15 948,90	182 047,61	15 948,90			166 098,71	
6135	Locations mobilières			191 851,46	5 451,18	191 851,46	5 451,18			186 400,28	
613	Sous Total compte 613			373 899,07	21 400,08	373 899,07	21 400,08			352 498,99	
614	Charges locatives et de copropriété			166 538,31	62 788,87	166 538,31	62 788,87			103 749,44	
61521	Entretien et réparations de terrains			172 313,85	337,19	172 313,85	337,19			171 976,66	
615221	Bâtiments publics			385 553,60	22 322,58	385 553,60	22 322,58			363 231,02	
61522	Sous Total compte 61522			385 553,60	22 322,58	385 553,60	22 322,58			363 231,02	
6152	Sous Total compte 6152			557 867,45	22 659,77	557 867,45	22 659,77			535 207,68	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Solides	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61551	Entretien réparations matériel roulant			42 071,46		42 071,46		42 071,46		42 071,46	
61558	Entretien réparations autres mobiliers			107 081,25		107 081,25		107 081,25		99 418,19	
6155	Sous Total compte 6155			149 152,71		149 152,71		149 152,71		141 489,65	
6156	Maintenance			650 221,88		25 672,58		650 221,88		624 549,30	
615	Sous Total compte 615			1 357 242,04		55 995,41		1 357 242,04		55 995,41	
6161	Multirisques			258 493,01		258 493,01		258 493,01		258 493,01	
616	Sous Total compte 616			258 493,01		258 493,01		258 493,01		258 493,01	
617	Etudes et recherches générale et technique			20 771,56		1 364,00		20 771,56		19 407,56	
6182	Divers doc technique			26 188,62				26 188,62		26 188,62	
6184	Divers verst à organismes formation			105 207,40		31 705,00		105 207,40		73 502,40	
6185	Divers - frais colloques et séminaires			2 019,00		185,00		2 019,00		1 834,00	
6188	Autres frais divers			334 660,19		90 798,09		334 660,19		243 862,10	
618	Sous Total compte 618			468 075,21		122 688,09		468 075,21		345 387,12	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61	Sous Total compte 61					3 268 098,82	308 167,45	3 268 098,82	308 167,45	2 959 931,37	
6218	Autre personnel extérieur au service			364 211,01		364 211,01		364 211,01		364 211,01	
621	Sous Total compte 621			364 211,01		364 211,01		364 211,01		364 211,01	
6226	Rému interméd honoraires			166 779,26	17 303,06	166 779,26	17 303,06	149 476,20			
6227	Rému interméd honoraires			15 084,88	1 721,34	15 084,88	1 721,34	13 363,54			
6228	frais act cont Rému interméd honoraires divers			4 882,57		4 882,57		4 882,57			
622	Sous Total compte 622			186 746,71	19 024,40	186 746,71	19 024,40	167 722,31			
6231	Pub public relat publ annonces insert			37 155,97	111,45	37 155,97	111,45	37 044,52			
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies			152 193,77		152 193,77		152 193,77			
6233	Pub public relat publ foires expositions			1 465,00		1 465,00		1 465,00			
6236	Pub public relat publ catalog imprimés			213 739,90	6 788,53	213 739,90	6 788,53	206 951,37			
6237	Pub public relat publ publications			42 735,44	2 183,60	42 735,44	2 183,60	40 551,84			
623	Sous Total compte 623			447 290,08	9 083,58	447 290,08	9 083,58	438 206,50			

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6241	Transports de biens			780,00		780,00		780,00		780,00	
6247	Transports collectifs			103 272,36		103 272,36	9 172,95	9 172,95	9 172,95	94 099,41	
6248	Transports- divers			128,20		128,20				128,20	
624	Sous Total compte 624			104 180,56		104 180,56	9 172,95	9 172,95	9 172,95	95 007,61	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts			12 458,88		12 458,88	3 000,00	3 000,00	3 000,00	9 458,88	
6256	Déplacts missions récep - missions			22 257,37		22 257,37				22 257,37	
6257	Déplacts missions récep - réceptions			9 261,52		9 261,52	220,00	220,00	220,00	9 041,52	
625	Sous Total compte 625			43 977,77		43 977,77	3 220,00	3 220,00	3 220,00	40 757,77	
6261	Frais d'affranchisse			63 689,54		63 689,54				63 689,54	
6262	Frais de télécommunicat			56 152,15		56 152,15				56 152,15	
626	Sous Total compte 626			119 841,69		119 841,69			119 841,69	119 841,69	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil			17 031,91		17 031,91				17 031,91	
6281	Aut serv extér concours divers			109 211,50		109 211,50	1 202,26	1 202,26	1 202,26	108 009,24	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6282	Frais gardien églises forêts bois com					8 968,80	3 114,90	8 968,80	3 114,90	5 853,90	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux			160 844,79	11 706,38	160 844,79	11 706,38	160 844,79	11 706,38	149 138,41	
6284	Redevances pour services rendus			151 936,79		151 936,79		151 936,79		151 936,79	
62878	Rembst frais à autres organismes			1 634 800,78		1 634 800,78		1 634 800,78		1 634 800,78	
6287	Sous Total compte 6287			1 634 800,78		1 634 800,78		1 634 800,78		1 634 800,78	
628	Sous Total compte 628			2 065 762,66	16 023,54	2 065 762,66	16 023,54	2 065 762,66	16 023,54	2 049 739,12	
62	Sous Total compte 62			3 349 042,39	56 524,47	3 349 042,39	56 524,47	3 349 042,39	56 524,47	3 292 517,92	
6331	Versement mobilité			522 395,67		522 395,67		522 395,67		522 395,67	
6332	Cotisations versées au FNAL			88 856,39		88 856,39		88 856,39		88 856,39	
6336	Cotis. centre national - centres gestion			255 654,34		255 654,34		255 654,34		255 654,34	
633	Sous Total compte 633			866 906,40		866 906,40		866 906,40		866 906,40	
63512	Impôts directs - taxes foncières			237 833,00		237 833,00		237 833,00		237 833,00	
63513	Impôts directs - autres impôts locaux			15 117,00		15 117,00		15 117,00		15 117,00	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6351	Sous Total compte 6351					252 950,00		252 950,00		252 950,00	
635	Sous Total compte 635					252 950,00		252 950,00		252 950,00	
63	Sous Total compte 63					1 119 856,40		1 119 856,40		1 119 856,40	
64111	Persl titulaire_rému					11 161 753,18	2 713,89	11 161 753,18	2 713,89	11 159 039,29	
	principale										
64112	Persl titular_NBI					542 825,11		542 825,11		542 825,11	
	suppl fami										
	indem rés										
64114	Personnel titulaire					39 999,95		39 999,95		39 999,95	
	Indemnité										
	inflatio										
64118	Personnel titulaire					2 989 329,83	1 652,05	2 989 329,83	1 652,05	2 987 677,78	
	- autres										
6411	Sous Total compte 6411					14 733 908,07	4 365,94	14 733 908,07	4 365,94	14 729 542,13	
64131	Persel non titulaire - rémunération					7 048 747,14		7 048 747,14		7 048 747,14	
64134	Personnel non titulaire - Indemnité infl					25 099,95		25 099,95		25 099,95	
6413	Sous Total compte 6413					7 073 847,09		7 073 847,09		7 073 847,09	
64171	Apprentis rémunérations					26 700,56		26 700,56		26 700,56	
64172	Apprentis indemnité inflation					200,00		200,00		200,00	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6417	Sous Total compte 6417			26 900,56		26 900,56		26 900,56		26 900,56	
6419	Rembst rémunérations du persel			136,50		136,50	440 398,88	136,50	440 398,88		440 262,38
641	Sous Total compte 641			21 834 792,22		21 834 792,22	444 764,82	21 834 792,22	444 764,82	21 390 027,40	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF			3 673 195,20		3 673 195,20		3 673 195,20		3 673 195,20	
6453	Cotisations aux caisses de retraites			3 974 704,61		3 974 704,61		3 974 704,61		3 974 704,61	
6455	Cotisations pour assurance du personnel			32 064,02		32 064,02		32 064,02		32 064,02	
6456	Charges sécu verst FNC et SF			44 098,00		44 098,00		44 098,00		44 098,00	
6458	Charges sécu prévoyance cotisations			45 227,42		45 227,42		45 227,42		45 227,42	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						65 562,85		65 562,85		65 562,85
645	Sous Total compte 645			7 769 289,25		7 769 289,25	65 562,85	7 769 289,25	65 562,85	7 703 726,40	
64731	Autres charges soc alloc chômage			455 732,50		455 732,50		455 732,50		455 732,50	
6473	Sous Total compte 6473			455 732,50		455 732,50		455 732,50		455 732,50	
6475	Autres charges sociales médecine travail			7 178,61		7 178,61	2 657,64	7 178,61	2 657,64	4 520,97	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-218200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6478	Autres charges sociales diverses					96 590,89				96 590,89	
647	Sous Total compte 647					559 502,00	2 657,64		2 657,64	556 844,36	
64	Sous Total compte 64					30 163 583,47	512 985,31		512 985,31	29 650 598,16	
6518	Autres					4 355,14	2 177,57		2 177,57	2 177,57	
651	Sous Total compte 651					4 355,14	2 177,57		2 177,57	2 177,57	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					289 116,34				289 116,34	
6532	Frais mission maires adjts conseillers					9 364,02				9 364,02	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					17 239,98				17 239,98	
6534	Cotisations sécu soc maire adjts conseil					41 852,77				41 852,77	
6535	Frais formation maires adjts conseil					26 825,82	24 645,82		24 645,82	2 180,00	
6536	Frais de représentation du maire					214,90				214,90	
653	Sous Total compte 653					384 613,83	24 645,82		24 645,82	359 968,01	
6541	Créances admises en non-valeur					39 997,54	1 747,63		1 747,63	38 249,91	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6542	Créances éteintes					1 369,47		1 369,47			1 369,47
654	Sous Total compte 654				1 747,63	41 367,01	1 747,63	41 367,01	1 747,63		39 619,38
65541	Contributions au fonds de compensation d					8 804 905,00		8 804 905,00			8 804 905,00
65548	Autres contributions					181 560,66		181 560,66			181 560,66
6554	Sous Total compte 6554					8 986 465,66		8 986 465,66			8 986 465,66
6558	Autres contributions obligatoires					124 761,00		124 761,00			124 761,00
655	Sous Total compte 655					9 111 226,66		9 111 226,66			9 111 226,66
657362	CCAS					860 000,00		860 000,00			860 000,00
65736	Sous Total compte 65736					860 000,00		860 000,00			860 000,00
6573	Sous Total compte 6573					860 000,00		860 000,00			860 000,00
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					834 820,00	15 600,00	834 820,00	15 600,00		819 220,00
657	Sous Total compte 657					1 694 820,00	15 600,00	1 694 820,00	15 600,00		1 679 220,00
65888	Autres					1,59		1,59			1,59

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

S'LO

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6588	Sous Total compte 6588					1,59				1,59	
658	Sous Total compte 658					1,59				1,59	
65	Sous Total compte 65					11 236 384,23	44 171,02	11 236 384,23	44 171,02	11 192 213,21	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					662 474,98		662 474,98		662 474,98	
66112	Intérêts - rattachement des icne					235 966,59	271 478,95	235 966,59	271 478,95		35 512,36
6611	Sous Total compte 6611					898 441,57	271 478,95	898 441,57	271 478,95	626 962,62	
6615	Charges d'intérêts ctes courants dépôts					2 498,84		2 498,84		2 498,84	
661	Sous Total compte 661					900 940,41	271 478,95	900 940,41	271 478,95	629 461,46	
66	Sous Total compte 66					900 940,41	271 478,95	900 940,41	271 478,95	629 461,46	
6711	Charges except intérêts moratoires					55,33		55,33		55,33	
6714	Charges except-bourses - prix					14 790,00	200,00	14 790,00	200,00	14 590,00	
6718	Charg except aut charg except opér					29 397,00	29 397,00	29 397,00	29 397,00		
671	Sous Total compte 671					44 242,33	29 597,00	44 242,33	29 597,00	14 645,33	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
673	Charges except titres annulés			536 678,00		536 678,00			536 678,00		
675	Charges except vnc immob cédées			1 602 400,00		1 602 400,00			1 602 400,00		
678	Autres charges exceptionnelles			3 729,00		3 729,00			3 729,00		
67	Sous Total compte 67			2 187 049,33		2 187 049,33			2 187 049,33		
6811	DA - immob			8 228 387,17	3 800,00	8 228 387,17	3 800,00		8 224 587,17	3 800,00	
6817	Dp dépréciat actifs circulants			5 000,00		5 000,00			5 000,00		
681	Sous Total compte 681			8 233 387,17	3 800,00	8 233 387,17	3 800,00		8 229 587,17	3 800,00	
6862	DA - charges financières à répartir			27 272,73		27 272,73			27 272,73		
686	Sous Total compte 686			27 272,73		27 272,73			27 272,73		
68	Sous Total compte 68			8 260 659,90	3 800,00	8 260 659,90	3 800,00		8 256 859,90	3 800,00	
	Total classe 6			64 558 349,87	1 370 671,66	64 558 349,87	1 370 671,66		63 729 015,80	1 370 671,66	541 337,59
70311	Concession dans cimetières (produit net)			941,50	104 424,80	941,50	104 424,80				103 483,30
7031	Sous Total compte 7031			941,50	104 424,80	941,50	104 424,80		941,50	104 424,80	103 483,30

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes		
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	
70321	Droits stationnement location voie pub			32 025,14		32 025,14		1 180 862,45		1 180 862,45		1 148 837,31
70328	Autres droits stationnement et location			30,00		30,00		7 896,00		7 896,00		7 866,00
7032	Sous Total compte 7032			32 055,14		32 055,14		1 188 758,45		1 188 758,45		1 156 703,31
70384	Forfait de post-stationnement							175 368,34		175 368,34		175 368,34
70388	Autres redevances et recettes diverses							97 096,28		97 096,28		97 096,28
7038	Sous Total compte 7038							272 464,62		272 464,62		272 464,62
703	Sous Total compte 703			32 996,64		32 996,64		1 565 647,87		1 565 647,87		1 532 651,23
7066	Prestation serv redev			37 722,52		37 722,52		2 389 585,08		2 389 585,08		2 351 862,56
7067	droits social Prest serv redev droits serv péri-scol			62 986,85		62 986,85		1 135 436,87		1 135 436,87		1 072 450,02
70688	Prest serv autres prestat service							125 465,43		125 465,43		125 465,43
7068	Sous Total compte 7068							125 465,43		125 465,43		
706	Sous Total compte 706			100 709,37		100 709,37		3 650 487,38		3 650 487,38		3 650 487,38
7083	Aut produits locat div autre qu'immeuble							95 772,58		95 772,58		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

SLO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70841	Mise à dispo persel aux BA						74 508,53		74 508,53		74 508,53
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						276 105,27		276 105,27		276 105,27
7084	Sous Total compte 7084						350 613,80		350 613,80		350 613,80
70873	Autres prod rembst frais par CCAS						204 842,83		204 842,83		204 842,83
70878	Autres produits - remboursement de frais						1 080 531,21		1 080 531,21		1 080 531,21
7087	Sous Total compte 7087						1 285 374,04		1 285 374,04		1 285 374,04
708	Sous Total compte 708						1 731 760,42		1 731 760,42		1 731 760,42
70	Sous Total compte 70			133 706,01		6 947 895,67		133 706,01	6 947 895,67		6 814 189,66
73111	Impôts directs locaux						25 091 039,00		25 091 039,00		25 091 039,00
7311	Sous Total compte 7311						25 091 039,00		25 091 039,00		25 091 039,00
7318	Impôts locaux - autres impôts ou assimil						146 314,00		146 314,00		146 314,00
731	Sous Total compte 731						25 237 353,00		25 237 353,00		25 237 353,00
73211	Attribution de compensation						12 982 894,00		12 982 894,00		12 982 894,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes			
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
7321	Sous Total compte 7321					12 982 894,00	12 982 894,00					12 982 894,00	12 982 894,00
7322	Fonds de solidarité des communes IDF					637 739,00	637 739,00					637 739,00	637 739,00
7322	Sous Total compte 7322					637 739,00	637 739,00					637 739,00	637 739,00
732	Sous Total compte 732					13 620 633,00	13 620 633,00					13 620 633,00	13 620 633,00
7351	Taxe sur électricité					413 026,14	413 026,14					413 026,14	413 026,14
735	Sous Total compte 735					413 026,14	413 026,14					413 026,14	413 026,14
7362	Taxes de séjour					2 500,04	2 500,04					2 500,04	2 500,04
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure					1 460,80	1 460,80					1 460,80	1 460,80
736	Sous Total compte 736					3 960,84	3 960,84					3 960,84	3 960,84
7381	Taxe addit droit mutation					1 842 001,10	1 842 001,10					1 842 001,10	1 842 001,10
738	Sous Total compte 738					1 842 001,10	1 842 001,10					1 842 001,10	1 842 001,10
739118	Autres reversest fiscalité					18 393,00	18 393,00					18 393,00	18 393,00
73911	Sous Total compte 73911					18 393,00	18 393,00					18 393,00	18 393,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
 Reçu en préfecture le 03/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7391	Sous Total compte 7391			18 393,00		18 393,00		18 393,00		18 393,00	
739223	Fonds de péréquation des ress com interc			509 816,00		509 816,00		509 816,00		509 816,00	
73922	Sous Total compte 73922			509 816,00		509 816,00		509 816,00		509 816,00	
7392	Sous Total compte 7392			509 816,00		509 816,00		509 816,00		509 816,00	
7398	Reverst			8 099,78		8 099,78		8 099,78		8 099,78	
	restitutions										
	prélevt divers										
739	Sous Total compte 739			536 308,78		536 308,78		536 308,78		536 308,78	
73	Sous Total compte 73			540 269,62	41 467 934,59	540 269,62	41 467 934,59	540 269,62	41 467 934,59	40 927 664,97	
7411	DGFotation forfaitaire			3 040 736,00		3 040 736,00		3 040 736,00		3 040 736,00	
74123	DCF solidarité urbaine			394 063,00		394 063,00		394 063,00		394 063,00	
7412	Sous Total compte 7412			394 063,00		394 063,00		394 063,00		394 063,00	
741	Sous Total compte 741			3 434 799,00		3 434 799,00		3 434 799,00		3 434 799,00	
744	FCTVA			52 996,27		52 996,27		52 996,27		52 996,27	
7461	D.G.D			262 705,00		262 705,00		262 705,00		262 705,00	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
746	Sous Total compte 746					262 705,00	262 705,00				262 705,00
74718	Autres participations Etat					161 125,66	161 125,66				161 125,66
7471	Sous Total compte 7471					161 125,66	161 125,66				161 125,66
7472	Participations - Région					15 004,88	15 004,88				15 004,88
7473	Participations - Dépt					1 737 637,95	1 737 637,95				1 737 637,95
74748	Participations des autres Cnes					2 000,00	2 000,00				2 000,00
7474	Sous Total compte 7474					2 000,00	2 000,00				2 000,00
7478	Participations - autres organismes			311 998,99		4 501 888,57	4 501 888,57	311 998,99	4 501 888,57		4 189 889,58
747	Sous Total compte 747			311 998,99		6 417 657,06	6 417 657,06	311 998,99	6 417 657,06		6 105 658,07
7482	Compens perte taxe addition taxe pub fon					2 489,00	2 489,00				2 489,00
74832	Attribution du fonds départemental de pé					89 733,54	89 733,54				89 733,54
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres					246 141,00	246 141,00				246 141,00
7483	Sous Total compte 7483					335 874,54	335 874,54				335 874,54

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7484	Dotation de recensement					5 757,00		5 757,00			5 757,00
748	Sous Total compte 748					344 120,54		344 120,54			344 120,54
74	Sous Total compte 74			311 998,99		10 512 277,87		10 512 277,87	311 998,99		10 200 278,88
752	Revenus des immeubles			15 882,04		1 084 861,99		1 084 861,99	15 882,04		1 068 979,95
757	Redev versées - par fermiers - concessions					80 730,57		80 730,57	80 730,57		80 730,57
7588	Autres produits divers de gestion couran			11 564,00		144 963,07		144 963,07	11 564,00		133 399,07
758	Sous Total compte 758			11 564,00		144 963,07		144 963,07	11 564,00		133 399,07
75	Sous Total compte 75			27 446,04		1 310 555,63		1 310 555,63	27 446,04		1 283 109,59
7714	Recouvrement sur créances non valeur					952,46		952,46			952,46
7718	Autres prod except sur opé gestion			0,01		197 967,44		197 967,44	0,01		197 967,43
771	Sous Total compte 771			0,01		198 919,90		198 919,90	0,01		198 919,89
773	Mdts annuel exer antér ou déchéance quad					4 899,82		4 899,82			4 899,82
775	Produits des cessions d'immobilisati					1 493 100,00		1 493 100,00			1 493 100,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Solides	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7761	Différences sur réalisations (négatives)						109 300,00		109 300,00		109 300,00
7768	Neutralisation des amortissements des su					3 791 300,22			3 791 300,22		3 791 300,22
776	Sous Total compte 776					3 900 600,22			3 900 600,22		3 900 600,22
777	Quote-part des subv d'invest transférée					6 838,00			6 838,00		6 838,00
7788	Produits exceptionnels divers					12 459,31			12 459,31		12 459,31
778	Sous Total compte 778					12 459,31			12 459,31		12 459,31
77	Sous Total compte 77					0,01		5 616 817,25	0,01		5 616 817,24
7817	Rep prov dépréciat actifs circoul							13 000,00	13 000,00		13 000,00
781	Sous Total compte 781							13 000,00	13 000,00		13 000,00
78	Sous Total compte 78							13 000,00	13 000,00		13 000,00
	Total classe 7					1 013 420,67	65 868 481,01	1 013 420,67	65 868 481,01		65 391 369,12
	Total général	401 748 038,57	401 748 038,57	240 613 270,10	237 277 332,64	82 097 690,05	85 433 627,51	724 458 998,72	724 458 998,72	475 122 838,21	475 122 838,21

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT		CREDIT		SOLDES	
	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL
861 Portefeuille NEANT						
Sous Total compte 861 862						
Correspondant NEANT						
Sous Total compte 862 863						
Prise en charge titre et valeur NEANT						
Sous Total compte 863 TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF - COMMUNE

15300 - MALAKOFF - COMMUNE

Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **MALAKOFF - COMMUNE** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

A , le

A , le

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_15-DE

S'LO



Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Approbation du compte de gestion 2022 - Budget annexe location de parkings.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_16
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_16

Objet : Approbation du compte de gestion 2022 - Budget annexe location de parkings.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-12, L.2121-29, L.2121-31, D.2342-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux à caractère industriel et commercial ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2022_25 du 23 mars 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2021 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2022_56 du 24 mai 2022 relative à l'adoption du budget supplémentaire du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2021 ;

Vu le compte de gestion de l'exercice 2022 du budget annexe *Location de parkings* dressé par le comptable et joint à la présente délibération ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant que le compte de gestion, dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis pour le budget annexe, est conforme aux écritures portées sur le compte administratif ;

Considérant l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Considérant l'exécution du budget annexe *Location de parkings* de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : DÉCLARE que le compte de gestion relatif au budget annexe *Location de parkings*, dressé pour l'exercice 2022 par le comptable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Montrouge, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 03/04/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

**MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK
BUDGET ANNEXE**

**COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022**

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M Thierry VILBERT

092109 SGC MONTROUGE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 16/02/2023

Nomenclature M4 spic
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
2 Bilan	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif	
2.2 Bilan Passif	
3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
4 Compte de résultat	Etat I-4 14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution	Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	34
1 Balance des comptes	Etat III-1 35
2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 46
4EME PARTIE : Page des signatures	47



La Maire de Malakoff

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/116...
du Conseil Municipal en date du 29 Mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

ACTIF NET (1)	Total (En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total (En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)			
Terrains		Dotations	
Constructions	4 998,89	Fonds Globalisés	1 846,16
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Réserves	
Immobilisations corporelles en cours		Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Report à nouveau	1 055,13
Autres immobilisations corporelles	2,12	Résultat de l'exercice	5,19
Total immobilisations corporelles (nettes)	5 001,02		
Immobilisations financières		Subventions transférables	
		Subventions non transférables	
		Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermement et du remettant	2 839,50
		Autres fonds propres	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 001,02		
Stocks		TOTAL FONDS PROPRES	5 745,97
Créances	1 249,08	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Valeurs mobilières de placement		Dettes financières à long terme	486,57
Disponibilités		Fournisseurs (2)	4,72
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	12,84
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 249,08	Total dettes à court terme	17,56
Comptes de régularisations		TOTAL DETTES	504,12
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	6 250,10	TOTAL PASSIF	6 250,10

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022		Exercice 2021	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF					
IMMOBILISE SUIVE					
	REPORT				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo	7 126 440,71	2 125 425,06	5 001 015,65	5 111 477,99
	Autres immob corpo mise à dispo				
	Immobilisations en cours mises à dispo				
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	7 126 440,71	2 125 425,06	5 001 015,65	5 111 477,99

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S'LO



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022		Exercice 2021	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
COMPTE DE REGULARISATION	Charges à répartir sur plusieurs exer Primes de remboursement des obligations Dépenses à classer et à régulariser Écarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	8 375 631,33	2 125 535,06	6 250 096,27	6 352 744,13

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
Mise à disposition chez le bénéficiaire	2 839 497,65	2 839 497,65
Affectation par collec de rattachement		
Écarts de réévaluation	1 846 161,22	1 846 161,22
Réserves	1 055 126,91	948 685,81
Report à nouveau	5 186,07	106 441,10
Résultat de l'exercice		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
FONDS PROPRES TOTAL I	5 745 971,85	5 740 785,78

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

S2LOW

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SCC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
Provisions pour risques Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

S²LO

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des états de crédits	461 588,07	576 378,94
Emprunts et dettes financières	24 978,77	26 258,49
Credits et lignes de trésorerie		
Avances		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 715,62	3 393,92
Dettes fiscales et sociales	12 580,00	5 887,00
Autres		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'Etat et les collec publ		
Dettes fiscales (impôts sur bénéfices)		
Dettes envers les BA ou le BP		
Opérations pour le compte de tiers		
Autres dettes	261,96	40,00
Produits constatés d'avance		
DETTES TOTAL III	504 124,42	611 958,35

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - IOC PARK

BILAN (en Euros)

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
PASSIF		
Recettes à classer ou à régulariser		
Écart de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	6 250 096,27	6 352 744,13

COMPTES DE
REGULARISATION

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services		388,05
Autres produits	381,12	
Transfert de charges		
Produits courants non financiers		388,05
Traitements, salaires, charges sociales	381,12	
Achats et charges externes	113,59	120,80
Participations et interventions	110,46	109,89
Dotations aux amortissements et provisions	137,67	194,10
Autres charges	361,73	424,79
Charges courantes non financières	19,40	-36,74
RESULTAT COURANT NON FINANCIER		
Produits courants financiers	14,47	9,23
Charges courantes financières	-14,47	-9,23
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	4,92	-45,97
Produits exceptionnels	0,36	152,60
Charges exceptionnelles	0,10	0,19
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0,26	152,41
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	5,19	106,44

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

COMPTE DE RESULTAT 2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
POSTES		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Prestations de services		
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions	80,00	430,00
Transferts de charges		
Autres produits	381 043,72	387 620,26
TOTAL I	381 123,72	388 050,26
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	113 588,64	120 802,83
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	137 034,00	192 872,00
Salaires et traitements		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

S'LO

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



COMPTE DE RESULTAT 2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022		Exercice 2021	
Charges sociales				
Dotations amortissements sur immob	110 462,34		109 768,08	
Dotations aux dépréciations des immob				
Dot aux dépréc sur actif circulant			120,00	
Dot aux prov pour risques et charges				
Autres charges	640,14		1 226,18	
TOTAL II	361 725,12		424 789,09	
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	19 398,60		-36 738,83	
PRODUITS FINANCIERS				
Valeurs mobilières et créances				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions				
Transferts de charges				
Gains de change				
Produits net sur cessions de VMP				
TOTAL III				
CHARGES FINANCIERES				
Dot. amort, dépréc et aux provisions	14 474,89		9 227,22	
Intérêts et charges assimilées				
Pertes de change				

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S²LO

COMPTE DE RESULTAT 2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022		Exercice 2021	
Charges nettes sur cessions de VMP		14 474,89		9 227,22
TOTAL IV		14 474,89		-9 227,22
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)		-14 474,89		-45 966,05
A + B - RESULTAT COURANT		4 923,71		
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Subventions exceptionnelles			152 155,00	
Autres opérations de gestion				
Produits des cessions d'immobilisations				
Autres opérations en capital	360,00			440,00
Reprises sur dépréciations et provisions				
Transferts de charges				
TOTAL V		360,00		152 595,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Subventions exceptionnelles				
Autres opérations de gestion		97,64		187,85
Valeur comptable des immo cédées				
Autres opérations en capital				
Dot. amort, dépréc et aux provisions				
TOTAL VI		97,64		187,85
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		262,36		152 407,15

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

COMPTE DE RESULTAT 2022

15302 .. MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	381 483,72	540 645,26
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	376 297,65	434 204,16
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 186,07	106 441,10

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Opérations Compte de Tiers

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S'LO



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 092109

NOM DU POSTE COMPTABLE : SGC MONTROUGE

ETABLISSEMENT : MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Opérations Compte de Tiers

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrées		Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur		Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Résultats budgétaires de l'exercice

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	318 968,52	1 597 814,91	1 916 783,43
Titres de recette émis (b)	111 382,34	383 296,89	494 679,23
Réductions de titres (c)		1 813,17	1 813,17
Recettes nettes (d = b - c)	111 382,34	381 483,72	492 866,06
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	318 968,52	1 597 814,91	1 916 783,43
Mandats émis (f)	115 519,62	386 147,44	501 667,06
Annulations de mandats (g)		9 849,79	9 849,79
Depenses nettes (h = f - g)	115 519,62	376 297,65	491 817,27
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		5 186,07	1 048,79
(h - d) Déficit	4 137,28		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal Investissement Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK	166 968,52		-4 137,28		162 831,24
Investissement	1 055 126,91		5 186,07		1 060 312,98
Fonctionnement	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22
Sous-Total	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22
TOTAL III	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22
TOTAL I + II + III	1 222 095,43		1 048,79		1 223 144,22

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	122 000,00		122 000,00	115 519,62		115 519,62	6 480,38
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00	86 968,52	116 968,52				116 968,52
21	Immobilisations corporelles		80 000,00	80 000,00				80 000,00
	SOUS-TOTAL CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	152 000,00	166 968,52	318 968,52	115 519,62		115 519,62	203 448,90
	TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	152 000,00	166 968,52	318 968,52	115 519,62		115 519,62	203 448,90
	TOTAL GENERAL	152 000,00	166 968,52	318 968,52	115 519,62		115 519,62	203 448,90

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement	12 312,00		12 312,00				12 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000,00		2 000,00	920,00		920,00	1 080,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	14 312,00		14 312,00	920,00		920,00	13 392,00
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	14 312,00		14 312,00	920,00		920,00	13 392,00
021	Virement de la section d'exploitation	26 688,00		26 688,00				26 688,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	111 000,00		111 000,00	110 462,34		110 462,34	537,66
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	137 688,00		137 688,00	110 462,34		110 462,34	27 225,66
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		166 968,52	166 968,52				166 968,52
TOTAL GENERAL		152 000,00	166 968,52	318 968,52	111 382,34		111 382,34	207 586,18

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	279 000,00	1 055 126,91	1 334 126,91	199 303,90		199 303,90	1 134 823,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	66 000,00		66 000,00	51 318,74		51 318,74	14 681,26
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00		20 000,00	640,14		640,14	19 359,86
66	Charges financières	25 000,00		25 000,00		9 849,79	14 474,89	10 525,11
67	Charges exceptionnelles	5 000,00		5 000,00	97,64		97,64	4 902,36
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	10 000,00		10 000,00				10 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	405 000,00	1 055 126,91	1 460 126,91	275 685,10	9 849,79	265 835,31	1 194 291,60
023	Virement à la section d'investissement (section de fonctionnement)	26 688,00		26 688,00				26 688,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	111 000,00		111 000,00	110 462,34		110 462,34	537,66
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	137 688,00		137 688,00	110 462,34		110 462,34	27 225,66
TOTAL GENERAL		542 688,00	1 055 126,91	1 597 814,91	386 147,44	9 849,79	376 297,65	1 221 517,26

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

1.5302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
75	Autres produits de gestion courante	540 688,00		540 688,00	382 856,89	1 813,17	381 043,72	159 644,28
77	Produits exceptionnels				360,00		360,00	1 640,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	2 000,00		2 000,00	80,00		80,00	-80,00
	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	542 688,00		542 688,00	383 296,89	1 813,17	381 483,72	161 204,28
002	Résultat d'exploitation reporté		1 055 126,91	1 055 126,91				1 055 126,91
TOTAL GENERAL		542 688,00	1 055 126,91	1 597 814,91	383 296,89	1 813,17	381 483,72	1 216 331,19

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	113 319,90		113 319,90
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 199,72		2 199,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	115 519,62		115 519,62
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	115 519,62		115 519,62
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	115 519,62		115 519,62
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	115 519,62		115 519,62

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
165	Dépôts et cautionnements reçus	920,00		920,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	920,00		920,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS	920,00		920,00
TOTAL	OPERATIONS	920,00		920,00
28131	Bâtiments	98 098,48		98 098,48
28135	Amortissements installations générales agencements	12 129,86		12 129,86
28181	aménagements des constructions Installations générales agencements et aménagements divers	234,00		234,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 462,34		110 462,34
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	110 462,34		110 462,34
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	111 382,34		111 382,34

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE




Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6132	Locations immobilières	19 320,00		19 320,00
614	Charges locatives et de copropriété	37 318,02		37 318,02
627	Services bancaires et assimilés	1,83		1,83
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 630,05		5 630,05
63512	Taxes foncières	72 535,00		72 535,00
63513	Autres impôts locaux	64 499,00		64 499,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	199 303,90		199 303,90
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement	51 318,74		51 318,74
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	51 318,74		51 318,74
6541	Créances admises en non-valeur	640,14		640,14
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	640,14		640,14
66111	Intérêts réglés à l'échéance	15 945,86		15 945,86
66112	Intérêts - rattachement des icne	8 378,82	9 849,79	-1 470,97
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	24 324,68	9 849,79	14 474,89
673	Titres annulés exercices antérieurs	97,64		97,64
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	97,64		97,64
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	275 685,10	9 849,79	265 835,31
6811	Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	110 462,34		110 462,34
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	110 462,34		110 462,34
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	110 462,34		110 462,34
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	386 147,44	9 849,79	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
752	Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	382 855,44	1 813,17	381 042,27
7588	Autres	1,45		1,45
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	382 856,89	1 813,17	381 043,72
778	Autres produits exceptionnels	360,00		360,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	360,00		360,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants	80,00		80,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)	80,00		80,00
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	383 296,89	1 813,17	381 483,72
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	383 296,89	1 813,17	381 483,72

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		1 846 161,22								1 846 161,22
106	Sous Total compte 106		1 846 161,22								1 846 161,22
10	Sous Total compte 10		1 846 161,22								1 846 161,22
110	Report à nouveau solde créditeur		948 685,81		106 441,10						1 055 126,91
11	Sous Total compte 11		948 685,81		106 441,10						1 055 126,91
12	Résultat exercice bénéf ou perte		106 441,10	106 441,10					106 441,10		0,00
12	Sous Total compte 12		106 441,10	106 441,10					106 441,10		0,00
1641	Emprunts en euros		566 529,15			113 319,90			113 319,90		453 209,25
164	Sous Total compte 164		566 529,15			113 319,90			566 529,15		453 209,25
165	Dép et caution reçus		26 258,49			2 199,72	920,00		27 178,49		24 978,77
16884	Int sur empts étab crédit		9 849,79		9 849,79				9 849,79		8 378,82
1688	Sous Total compte 1688		9 849,79	9 849,79					9 849,79		8 378,82
168	Sous Total compte 168		9 849,79	9 849,79					9 849,79		8 378,82

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16	Sous Total		602 637,43	9 849,79	8 378,82	115 519,62	920,00	125 369,41	611 936,25		486 566,84
181	compte 16 Cpte liaison : affectation		2 839 497,65						2 839 497,65		2 839 497,65
18	Sous Total		2 839 497,65						2 839 497,65		2 839 497,65
	compte 18										
	Total classe 1		6 343 423,21	116 290,89	114 819,92	115 519,62	920,00	231 810,51	6 459 163,13		6 227 352,62
2131	Bâtiments	6 867 021,24						6 867 021,24			
2135	Instal gales agencet amégts const	254 723,47						254 723,47			
213	Sous Total	7 121 744,71						7 121 744,71			
compte 213	Instal gales agencet amngts divers	4 696,00						4 696,00			
2181											
218	Sous Total	4 696,00						4 696,00			
compte 218											
21	Sous Total	7 126 440,71						7 126 440,71			
compte 21											
28131	Bâtiments	1 847 638,27					98 098,48		1 945 736,75		1 945 736,75
28135	Amort instal gales agencet amégat constru	164 984,45					12 129,86		177 114,31		177 114,31
2813	Sous Total	2 012 622,72					110 228,34		2 122 851,06		2 122 851,06
compte 2813											

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28181	Instal gales agencet amngts divers		2 340,00				234,00				2 574,00
2818	Sous Total compte 2818		2 340,00				234,00				2 574,00
281	Sous Total compte 281		2 014 962,72				110 462,34				2 125 425,06
28	Sous Total compte 28		2 014 962,72				110 462,34				2 125 425,06
	Total classe 2	7 126 440,71	2 014 962,72				110 462,34			7 126 440,71	2 125 425,06
4011	Fournisseurs		3 393,92	65 103,21	61 709,29				65 103,21		0,00
401	Sous Total compte 401		3 393,92	65 103,21	61 709,29				65 103,21		0,00
408	Fournis factures non parvenues				4 715,62					4 715,62	4 715,62
40	Sous Total compte 40		3 393,92	65 103,21	66 424,91				65 103,21	69 818,83	4 715,62
411	Clients	182,39		294,26	65,74				476,65	410,91	0,00
4161	Créances douteuses	79,67			79,67				79,67	79,67	0,00
416	Sous Total compte 416	79,67			79,67				79,67	79,67	0,00
41	Sous Total compte 41	262,06		294,26	145,41				556,32	410,91	0,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Solides	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
421	Personnel - rémunérations dues			15 948,34	15 948,34					15 948,34	0,00
42	Sous Total compte 42			15 948,34	15 948,34					15 948,34	0,00
4431	Opér particul avec Etat dépenses			51 318,74	51 318,74					51 318,74	0,00
443	Sous Total compte 443			51 318,74	51 318,74					51 318,74	0,00
44551	Etat - TVA à décaisser		5 887,00	71 614,00	72 049,00					71 614,00	6 322,00
4455	Sous Total compte 4455		5 887,00	71 614,00	72 049,00					71 614,00	6 322,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services			4 157,00	4 157,00					4 157,00	0,00
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			124,00	124,00					124,00	0,00
4456	Sous Total compte 4456			4 281,00	4 281,00					4 281,00	0,00
44571	Etat - TVA collectée			76 569,92	76 569,92					76 569,92	0,00
4457	Sous Total compte 4457			76 569,92	76 569,92					76 569,92	0,00
445	Sous Total compte 445		5 887,00	152 464,92	152 899,92					152 464,92	6 322,00
447	Autres impôts taxes versements assimilés			130 776,00	130 776,00					130 776,00	0,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4486	Etat - autres charges à payer				6 258,00						6 258,00
448	Sous Total compte 448				6 258,00						6 258,00
44	Sous Total compte 44		5 887,00	334 559,66	341 252,66			334 559,66	347 139,66		12 580,00
451002	Cpte rattaché avec à subdiv par budg ann	1 196 334,79		478 241,19	468 399,25			1 674 575,98	468 399,25	1 206 176,73	
451	Sous Total compte 451	1 196 334,79		478 241,19	468 399,25			1 674 575,98	468 399,25	1 206 176,73	
45	Sous Total compte 45	1 196 334,79		478 241,19	468 399,25			1 674 575,98	468 399,25	1 206 176,73	
46711	Autres comptes créditeurs		40,00	1 977,76	2 199,72			1 977,76	2 239,72		261,96
4671	Sous Total compte 4671		40,00	1 977,76	2 199,72			1 977,76	2 239,72		261,96
46721	Débiteurs divers - amiable	43 789,80		460 411,10	465 981,68			504 200,90	465 981,68	38 219,22	
46726	Débiteurs divers - contentieux	1 069,49		4 808,16	1 493,89			5 877,65	1 493,89	4 383,76	
4672	Sous Total compte 4672	44 859,29		465 219,26	467 475,57			510 078,55	467 475,57	42 602,98	
467	Sous Total compte 467	44 859,29	40,00	467 197,02	469 675,29			512 056,31	469 715,29	42 341,02	
46	Sous Total compte 46	44 859,29	40,00	467 197,02	469 675,29			512 056,31	469 715,29	42 341,02	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes			
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
4712	Virements réimputés			160,00	160,00					160,00	160,00	0,00	0,00
471412	Excédent à réimputer - personnes morales			2 273,44	2 273,44					2 273,44	2 273,44	0,00	0,00
47141	Sous Total compte 47141			2 273,44	2 273,44					2 273,44	2 273,44	0,00	0,00
4714	Sous Total compte 4714			2 273,44	2 273,44					2 273,44	2 273,44	0,00	0,00
4718	Autres recettes à régulariser			16 046,25	16 046,25					16 046,25	16 046,25	0,00	0,00
471	Sous Total compte 471			18 479,69	18 479,69					18 479,69	18 479,69	0,00	0,00
4721	Dép sans mandatement préalable			129 265,76	129 265,76					129 265,76	129 265,76	0,00	0,00
4722	DACR commission carte bancaire			2,10	2,10					2,10	2,10	0,00	0,00
472	Sous Total compte 472			129 267,86	129 267,86					129 267,86	129 267,86	0,00	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			1,45	1,45					1,45	1,45	0,00	0,00
478	Sous Total compte 478			1,45	1,45					1,45	1,45	0,00	0,00
47	Sous Total compte 47			147 749,00	147 749,00					147 749,00	147 749,00	0,00	0,00
491	Dépréciat comptes de clients		70,00	50,00						50,00	70,00		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
496	Dépréciat comptes de débiteurs divers		120,00	30,00					30,00	120,00	90,00
49	Sous Total compte 49		190,00	80,00					80,00	190,00	110,00
	Total classe 4	1 241 456,14	9 510,92	1 509 172,68	1 509 594,86	2 273,34	2 273,34	2 273,34	2 750 628,82	1 519 105,78	17 667,58
51176	Autres valeurs impayées			2 273,34	2 273,34				2 273,34	2 273,34	0,00
5117	Sous Total compte 5117			2 273,34	2 273,34				2 273,34	2 273,34	0,00
511	Sous Total compte 511			2 273,34	2 273,34				2 273,34	2 273,34	0,00
51	Sous Total compte 51			2 273,34	2 273,34				2 273,34	2 273,34	0,00
580	Opérations d'ordre budgétaires			110 462,34	110 462,34				110 462,34	110 462,34	0,00
5872	Cpte pivot - ANV			640,14	640,14				640,14	640,14	0,00
587	Sous Total compte 587			640,14	640,14				640,14	640,14	0,00
588	Autres virements internes			40,00	40,00				40,00	40,00	0,00
58	Sous Total compte 58			111 142,48	111 142,48				111 142,48	111 142,48	0,00
	Total classe 5			113 415,82	113 415,82				113 415,82	113 415,82	0,00

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S'LO

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6132	Locations immobilières					19 320,00				19 320,00	
613	Sous Total compte 613					19 320,00				19 320,00	
614	Charges locatives et de copropriété					37 318,02				37 318,02	
61	Sous Total compte 61					56 638,02				56 638,02	
6215	Persel affecté par collectivité rattaché					51 318,74				51 318,74	
621	Sous Total compte 621					51 318,74				51 318,74	
627	Services bancaires et assimilés					1,83				1,83	
6283	Frais de nettoyage des locaux					5 630,05				5 630,05	
628	Sous Total compte 628					5 630,05				5 630,05	
62	Sous Total compte 62					56 950,62				56 950,62	
63512	Taxes foncières					72 535,00				72 535,00	
63513	Autres impôts locaux					64 499,00				64 499,00	
6351	Sous Total compte 6351					137 034,00				137 034,00	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE

S2LOW

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
635	Sous Total compte 635			137 034,00				137 034,00			137 034,00
63	Sous Total compte 63			137 034,00				137 034,00			137 034,00
6541	Créances admises ANV			640,14				640,14			640,14
654	Sous Total compte 654			640,14				640,14			640,14
65	Sous Total compte 65			640,14				640,14			640,14
66111	Intérêts réglés à l'échéance			15 945,86				15 945,86			15 945,86
66112	Intérêts - rattachement des icne			8 378,82		9 849,79		8 378,82	9 849,79		1 470,97
6611	Sous Total compte 6611			24 324,68		9 849,79		24 324,68	9 849,79		14 474,89
661	Sous Total compte 661			24 324,68		9 849,79		24 324,68	9 849,79		14 474,89
66	Sous Total compte 66			24 324,68		9 849,79		24 324,68	9 849,79		14 474,89
673	Titres annulés exercices antérieurs			97,64				97,64			97,64
67	Sous Total compte 67			97,64				97,64			97,64
6811	DA - immob corpo et incorpo			110 462,34				110 462,34			110 462,34

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Libellé de la compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
681	Sous Total compte 681			110 462,34		110 462,34		110 462,34		110 462,34	
68	Sous Total compte 68			110 462,34		110 462,34		110 462,34		110 462,34	
	Total classe 6			386 147,44	9 849,79	386 147,44	9 849,79	377 768,62	1 470,97	381 042,27	
752	Revenus immeubles non aff a activ profes			1 813,17	382 855,44	1 813,17	382 855,44				
7588	Autres				1,45		1,45		1,45		1,45
758	Sous Total compte 758				1,45		1,45		1,45		1,45
75	Sous Total			1 813,17	382 856,89	1 813,17	382 856,89		381 043,72		
778	Autres produits exceptionnels				360,00		360,00		360,00		360,00
77	Sous Total compte 77				360,00		360,00		360,00		360,00
7817	Reprises dépréciations actifs circulants				80,00		80,00		80,00		80,00
781	Sous Total compte 781				80,00		80,00		80,00		80,00
78	Sous Total compte 78				80,00		80,00		80,00		80,00
	Total classe 7			1 813,17	383 296,89	1 813,17	383 296,89		381 483,72		

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

15302 - MALAKOFF LOC PARKINGS - LOC PARK

Exercice 2022

Numéro de Compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
Total général	8 367 896,85	8 367 896,85	1 738 879,39	1 737 830,60	503 480,23	504 529,02	10 610 256,47	10 610 256,47	8 753 399,95	8 753 399,95

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_16-DE



CONSEIL MUNICIPAL
Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations
Délibération n°DEL2023_17

Objet : Approbation du compte administratif 2022 - Budget principal.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-12, L.2121-14, L.2121-29, L.2121-31, D.2342-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 relative aux communes et aux établissements publics communaux ;

Vu la délibération n°DEL2022-24 du 23 mars 2022 relative à l'adoption du budget principal de la ville ;

Vu la délibération n°DEL2022-55 du 24 mai 2022 portant adoption du budget supplémentaire de la ville ;

Vu la délibération du conseil municipal DEL2022_147 du 14 décembre 2022 portant adoption de la décision modificative n°1 au budget primitif de la ville relatif à l'exercice 2022 ;

Vu le compte de gestion de l'exercice 2022, établi par le comptable du service de gestion comptable (SGC) de Montrouge, faisant apparaître la conformité des écritures ;

Vu le compte administratif 2022 du budget principal dressé par l'ordonnateur et joint en annexe de la présente délibération ;

Considérant la présentation du compte administratif de l'exercice 2022 faite par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire ;

Considérant que Madame Jacqueline BELHOMME, Maire, s'est retirée lors du vote ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : **ACTE** de la présentation par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire, du compte administratif du budget principal de la commune pour l'exercice 2022.

Article 2 : **APPROUVE** le compte administratif du budget principal de la commune pour l'exercice 2022 et acte les résultats joints en annexe de la présente délibération.

Arrivée en Préfecture le : 14 avril 2023.....

Publiée le : 14 avril 2023.....

Exécutoire le : 14 avril 2023.....



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,
Jacqueline BELHOMME

Vote :

La délibération est adoptée par 30 voix POUR dont 6 mandats (Mme Poullé, Mme Trichet-Allaire, Mme Alaudat, M. Goldberg, Mme Muret, Mme Kitenge), 1 voix CONTRE (M. Tauthui) et 6 ABSTENTIONS (Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Toueilles).

Mme la Maire ne prend pas part au vote.

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

MALAKOFF

Rapport du compte administratif 2022 Ville de MALAKOFF

Vu pour être annexé à la délibération n° *2023/17*
du Conseil Municipal en date du *29 mars 2023*

Le Maire de Malakoff



Conseil Municipal du 29 mars 2023

Le compte administratif et le compte de gestion présentent les résultats de l'exécution des budgets de l'année N-1.

En application de l'article L.2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le maire. Il entend, débat et arrête les comptes de gestion des receveurs. Ces deux documents retracent l'exécution des budgets et doivent présenter des résultats d'exécution identiques aussi bien en fonctionnement qu'en investissement.

Sommaire

I.	Introduction	4
A.	Les documents budgétaires	4
B.	L'équilibre au budget et au compte administratif	5
1.	Le budget.....	5
2.	Le compte administratif	6
C.	La méthodologie d'analyse financière	6
1.	Les retraitements	6
2.	Les ratios d'analyse	6
II.	La présentation du compte administratif.....	9
A.	Le compte administratif	9
III.	L'analyse financière de la ville	10
A.	Un autofinancement qui se stabilise.....	10
B.	Un taux d'épargne qui se stabilise, mais qui demeure fragile.....	10
C.	Des dépenses de fonctionnements en diminution	12
D.	Des recettes de fonctionnements atones.....	14
E.	Les dépenses d'investissement.....	16
F.	Une stabilisation de la dette depuis 2 ans à un niveau sain.....	17
IV.	Conclusion.....	18

I. Introduction

A. Les documents budgétaires

Le « budget » est un document essentiel du débat démocratique, mais sur le plan financier il doit s'analyser avec prudence :

- Les réalisations effectives s'écartent nécessairement des montants budgétés
 - Les recettes budgétaires sont des prévisions (principe de prudence = réalisation souvent supérieure à 100 %), mais les dépenses (et les recettes d'emprunt) sont des autorisations limitatives (réalisation obligatoirement inférieure à 100 %)
- Par ailleurs, le budget pose un problème d'exhaustivité, car il se décompose en :
 - budget primitif (BP), à voter avant le 31 mars
 - décisions modificatives (DM), qui ajustent le BP et peuvent être votées à tout moment jusqu'au 20 janvier n+1
 - budget supplémentaire (BS), qui est une forme particulière de DM destiné à reprendre les éléments reportés de l'exercice précédent (résultat et RAR).

À l'inverse, le compte administratif est le document privilégié pour analyser une situation financière puisqu'il récapitule les réalisations effectives, fait apparaître les restes à réaliser et comporte un certain nombre d'annexes essentielles.

Ces annexes permettent de retracer les engagements de la collectivité :

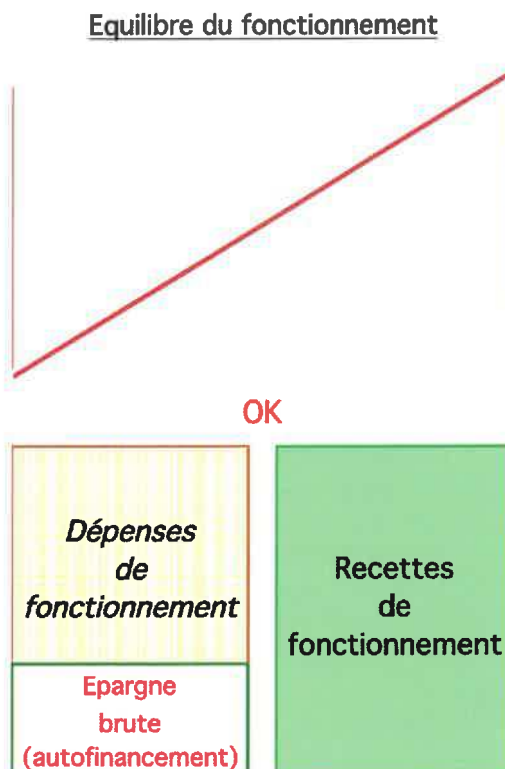
- L'état de dette budgétaire au 31 décembre
- Les mouvements des lignes de trésorerie (non budgétaires)
- Les opérations de couverture de taux et leurs résultats, mais pas les options vendues sur les produits structurés
- Les autorisations de programme en cours
- L'état de la dette garantie...

B. L'équilibre au budget et au compte administratif

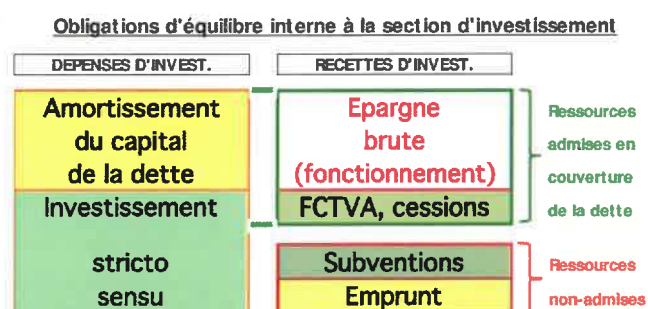
1. Le budget

Les quatre règles d'équilibre applicables au moment du vote du budget (BP, BS, DM) :

- Règle 1 : les dépenses de fonctionnement sont intégralement couvertes par des recettes de fonctionnement (écritures réelles et écritures d'ordre confondues).
 - Un surplus (virement) peut être dégagé.
- Règle 2 : la section d'investissement est équilibrée, après prise en compte du surplus éventuel issu de la section de fonctionnement, des emprunts éventuels voire de l'affectation des résultats de l'année passée.



- Règle 3 – Au sein de la section d'investissement, le remboursement normal du capital des emprunts doit être couvert par des ressources propres (à l'exclusion des nouveaux emprunts et des subventions affectées).



- Il résulte donc de la combinaison de la règle 1 et de la règle 3 que la dette locale ne peut financer que des dépenses d'équipement.

- Règle 4 – Les inscriptions budgétaires doivent être sincères. Exemples de vérifications susceptibles d'être effectuées par les Chambres Régionales des Comptes à ce sujet :
 - surestimation des produits de cessions ou d'autres recettes
 - sous-estimation volontaire de certaines dépenses...

2. Le compte administratif

Pour le compte administratif, l'équilibre est regardé différemment. En effet, le compte administratif est équilibré si son « résultat net* » vérifie 2 conditions

- Condition 1 : **Résultat net > -5 %** des recettes réelles de fonctionnement (-10 % dans les collectivités de moins de 20000 habitants). **Pour nous, le résultat est positif donc cette condition est remplie.**
- Condition 2 : Sincérité des composantes du résultat net : cette condition vaut surtout pour les restes à réaliser : les dépenses engagées non mandatées ne doivent pas être sous-estimées et les recettes certaines surestimées. **Ce travail a été validé par le comptable, ce qui garantit le respect de ce principe.**

**Résultat net = Résultat brut de clôture (titres – mandats +/- résultats antérieurs), aussi appelé fonds de roulement + restes à réaliser de recettes (= recettes certaines non titrées) – restes à réaliser de dépenses (= dépenses engagées non mandatées)*

C. La méthodologie d'analyse financière

1. Les retraitements

Comme nous l'avons dit, le compte administratif est le document privilégié pour analyser une situation financière. Néanmoins, afin de donner une pertinence à celle-ci, il est nécessaire d'effectuer des retraitements pour transformer la matière comptable figée en situation financière dynamique.

À ce titre, les retraitements concernent essentiellement la section de fonctionnement dans la perspective du calcul d'un solde récurrent. Ils répondent à deux logiques :

- Restaurer l'annualité des comptes : il peut exister une absence de rattachement de certaines dépenses ou recettes créant une discontinuité de tendance entre plusieurs exercices (non liées à des variations du périmètre de compétences).
- Extraire du fonctionnement des mouvements à caractère exceptionnel et/ou patrimonial afin de conférer à la matière comptable une réelle pertinence financière.
 - Les subventions d'équipement, indemnités de remboursement anticipé, les cessions d'actifs, les comptes exceptionnels : produits (77) et charges (67).

Le but de ces retraitements est *in fine* de traduire une épargne brute récurrente qui est au cœur de l'analyse financière.

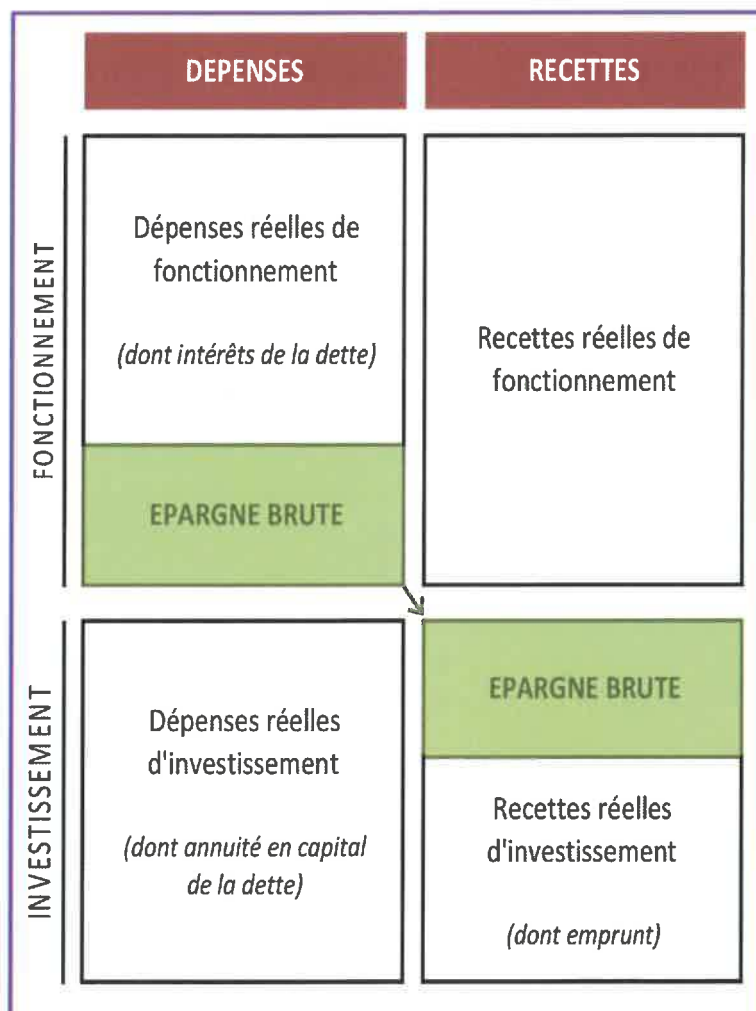
2. Les ratios d'analyse

En effet, l'analyse financière de toute collectivité locale (commune, EPCI, département, région) repose sur le concept central d'épargne brute.

L'épargne brute correspond à la différence entre recettes et dépenses courantes : il s'agit donc du flux de liquidités dégagé chaque année par le cycle de fonctionnement de la collectivité, et qui reste disponible pour financer la section d'investissement.

Elle constitue donc le témoin tout à la fois :

- de l'aisance de la section de fonctionnement : une épargne brute élevée suppose (toutes choses égales par ailleurs) un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement;
- de la capacité à se désendetter et/ou à investir, avec un effet de levier de « 1 à 10 » : « 1 » d'épargne supplémentaire permet de gager une annuité du même montant soit peu ou prou un emprunt de « 10 »... ce qui correspond à un investissement de « 12 » ou « 13 » en fonction des ressources complémentaires (subventions) dont pourra disposer la collectivité.



Une fois obtenu, ce ratio est utilisé dans le calcul des deux principaux indicateurs financiers examinés pour apprécier la situation financière d'une collectivité :

- **Le taux d'épargne brute** correspond au rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement.
 - Ce ratio représente donc la part de ses recettes courantes qui ne se trouve pas consommée par le financement de ses dépenses de fonctionnement.
 - Il est parfois complété par l'examen du taux d'épargne de gestion, qui rapporte l'épargne de gestion (épargne brute hors frais financiers) aux recettes réelles de fonctionnement.
 - Il est généralement apprécié au regard d'un seuil minimal de 7 %, qui conditionne la capacité d'une collectivité à équilibrer son budget (notamment les dotations nettes aux amortissements).
- **La capacité de désendettement** exprime le rapport entre le stock de dettes détenu par la collectivité au 31 décembre et l'épargne brute dégagée la même année en section de fonctionnement.
 - Cet indicateur de solvabilité s'exprime donc en années, puisqu'il mesure la durée (théorique) que mettrait la collectivité considérée à rembourser sa dette si elle choisissait d'y consacrer l'ensemble de son épargne.

- Le plafond à ne pas dépasser en la matière s'élève à 12 ans pour un budget principal d'une commune : c'est le « plafond national de référence » fixé par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Une cible plus prudente comprise entre 8 ans et 10 ans est toutefois à privilégier pour le bloc communal.

II. La présentation du compte administratif

A. Le compte administratif

La situation financière synthétisée fin 2022 par le compte administratif non retraité apparaît **comme maîtrisée avec une stabilisation de l'épargne**.

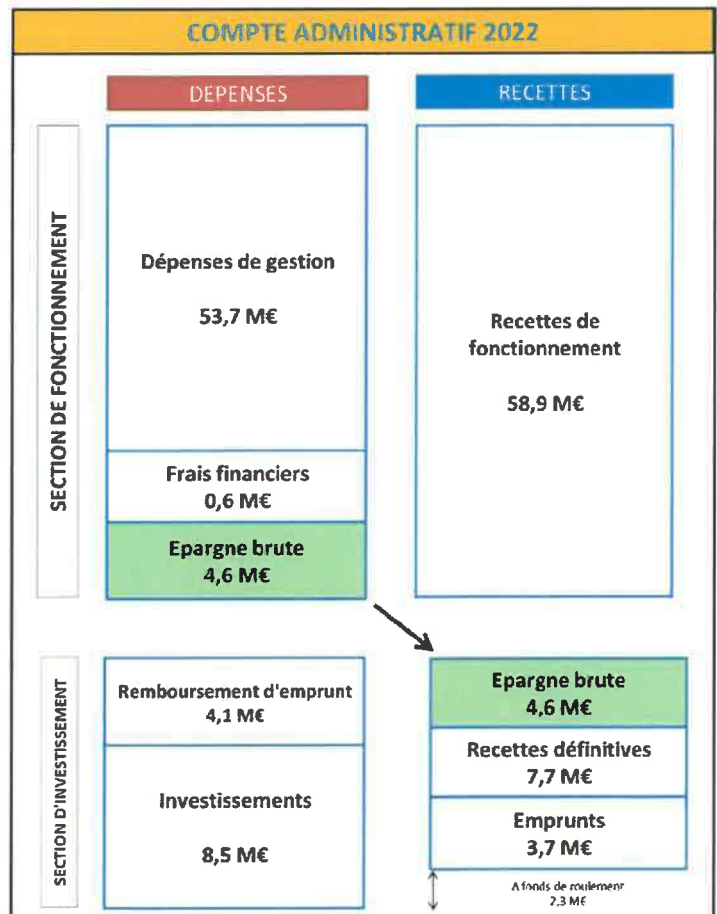
L'épargne brute dégagée après retraitement est de 4,6 M€ en 2022 : elle représente 7,8 % des recettes réelles de fonctionnement retraitées.

L'épargne brute couvre le remboursement des emprunts (4,1 M€).

L'effort d'équipement consenti (8,5 M€ hors restes à réaliser) a été financé par l'épargne brute, par 7,7 M€ de recettes d'investissement hors emprunt et 3,7 M€ d'emprunts.

Grâce à l'épargne brute, la ville accroît son fond de roulement de 2,3 M€.

Avec un encours de dette de 40,8 M€, la Ville est en mesure de la rembourser en 8,9 années fin 2022, soit une capacité de désendettement favorable.



Afin d'obtenir l'épargne brute, 3,0 M€ de la section de fonctionnement ont été retraités, 1,5 M€ de produits devant être rattachés aux exercices précédents et 1,5 M€ de produits exceptionnels retraités comme une recette d'investissement (cession) :

- les produits de cession issus de la vente de CASACO soit -1,5 M€
- les produits de refacturation de l'éclairage à VSGP de 2017 à 2021 (les titres émis en 2021 pour les années 2018 à 2021 ont été annulés et titrés à nouveau. L'année 2017 avait été omise. Ainsi, 0,8 M€ ont été titrés en 2022, mais 0,7 M€ sont ont été réattribués aux exercices précédents.
- Enfin, la ville a perçu en 2022, le solde 2021 du contrat de municipalisation des crèches pour 0,8 M€. Ce montant a donc été réaffecté à l'exercice 2021.

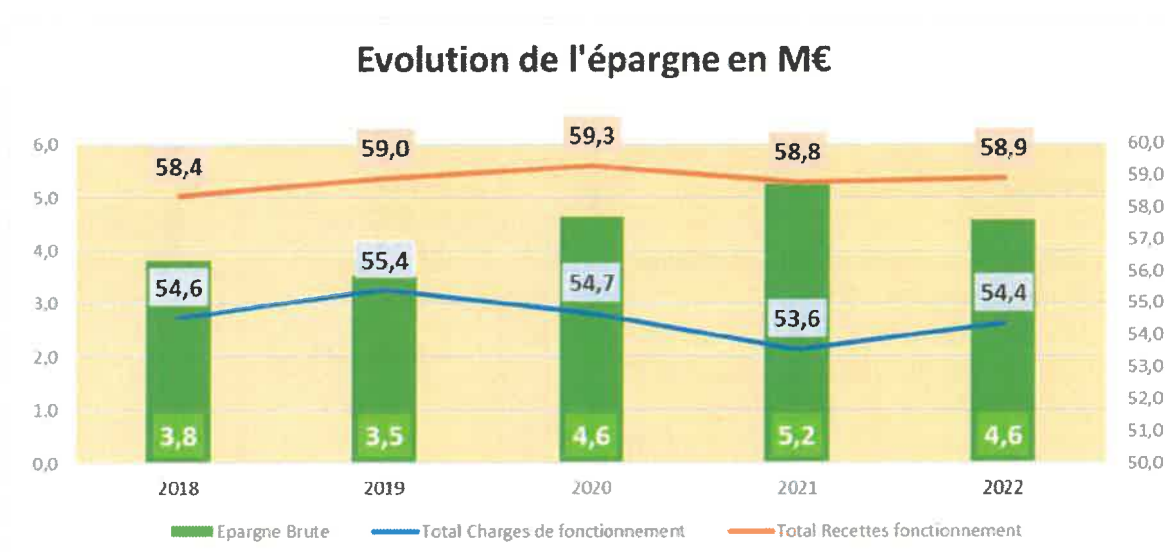
III. L'analyse financière de la ville

A. Un autofinancement qui se stabilise

L'analyse financière doit être regardée en dynamique sur plusieurs années. Cela permet en effet d'analyser la trajectoire financière de la ville et donc d'éviter des erreurs de jugement liées à l'annualité du budget. La même méthodologie de retraitement est appliquée sur chaque exercice.

Sur l'année 2022, l'épargne brute connaît un recul de 0,6 M€. Elle représente 4,65 M€, soit un niveau similaire à celui de 2020.

Cette évolution s'explique par une dynamique de recettes atone +0,1 M€ entre 2021 et 2022, mais surtout par une hausse des dépenses de fonctionnement qui s'explique en grande partie par la hausse des prix et par des dépenses contraintes.



B. Un taux d'épargne qui se stabilise

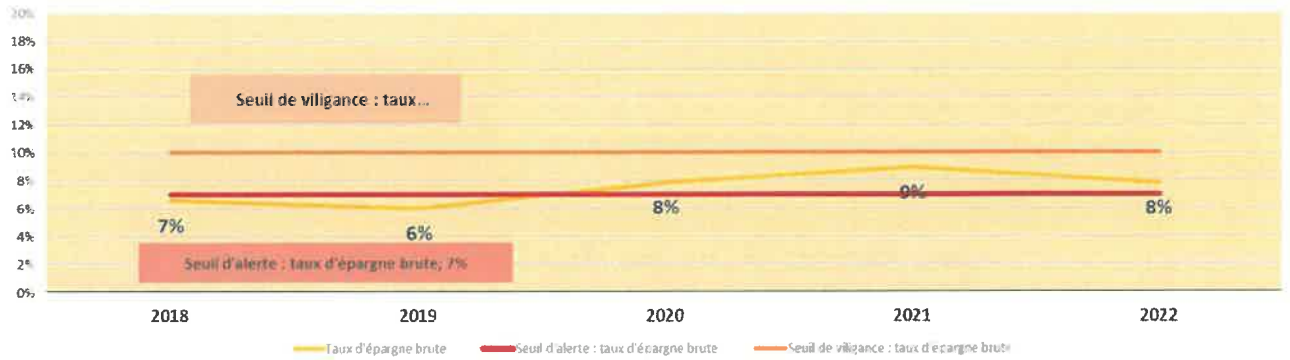
Afin de juger cette épargne brute, il est nécessaire de la comparer au volume des recettes. C'est l'intérêt du taux d'épargne brut.

En l'espèce, l'amélioration des marges en fonctionnement se traduit nécessairement par un accroissement du taux d'épargne brute de la commune.

On constate donc que l'épargne brute, une fois retraitée (notamment des produits de cessions) se situe à 7,8 %, soit le même niveau qu'en 2020.

La trajectoire souhaitée est d'améliorer ce ratio dans les prochaines années et donc accroître les marges de manœuvre en fonctionnement.

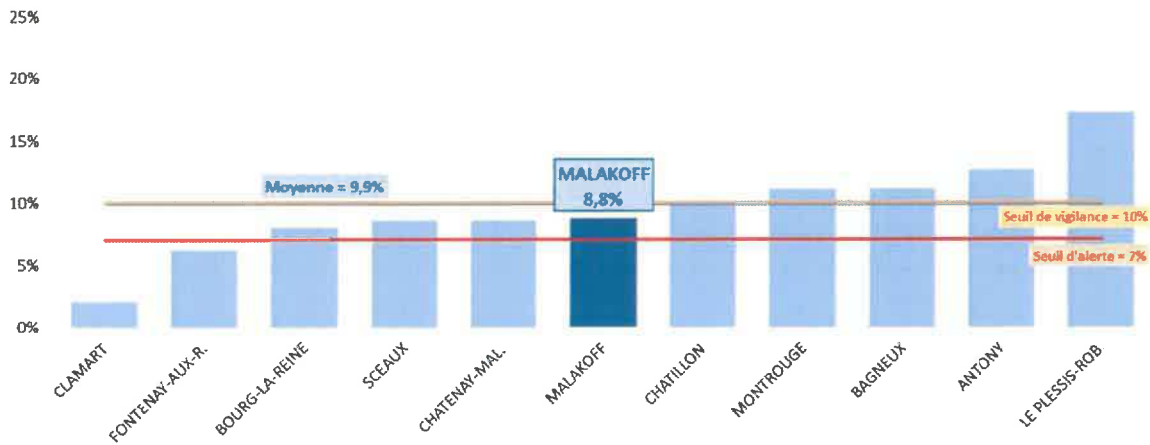
Evolution du taux d'épargne brute



À titre de comparaison, les taux d'épargne brute des autres communes du territoire en 2021 (derniers comptes publiés). Ces comparaisons présentées sont exemptes de tout retraitement (hors produits de cession).

Il est possible de le constater, le taux d'épargne brute de la ville est proche de la moyenne des villes du territoire.

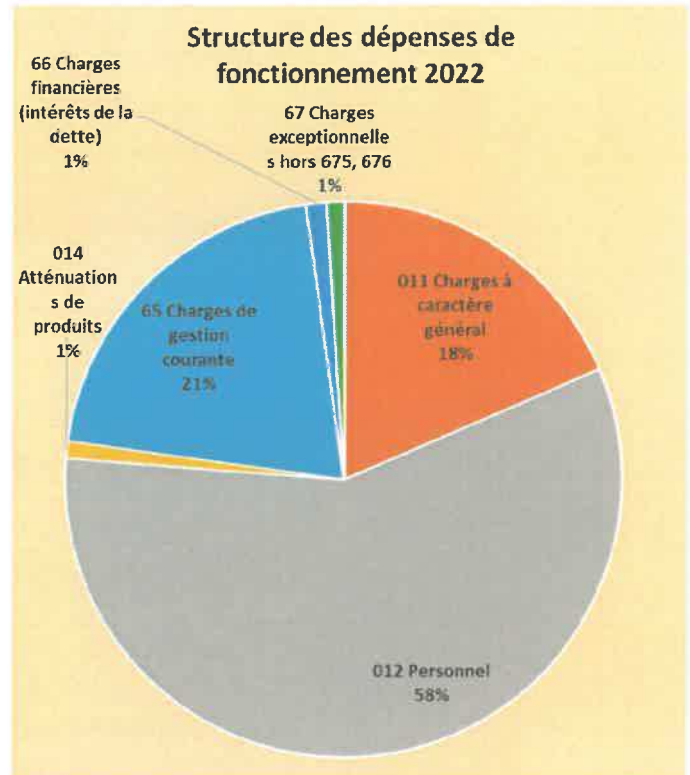
Taux d'épargne brute 2021 des Villes de l'EPT



C. Des dépenses de fonctionnements en diminution

Les dépenses réelles de fonctionnement retraitées de la Ville font apparaître :

- Les dépenses de personnel (58 %) dans les dépenses de la Ville. Cela peut paraître important. Néanmoins, il convient toutefois de ne pas « sur-interpréter » ces écarts. Ils dépendent des modes de gestion retenus et de la nature des compétences transférées à l'intercommunalité. En gérant les services en régie comme la ville, les charges à caractère générales diminuent nécessairement au profit de la masse salariale.
- Les charges de gestion courante (principalement des reversements extérieurs) qui sont composées à 80 % par le reversement au territoire du FCCT. Cette dépense obligatoire représente environ 8,8 M€.
- Les charges à caractère général représentant 18 % et sur lesquelles se font le plus ressentir l'évolution des prix.
- Les charges financières, c'est-à-dire les intérêts de la dette
- Les atténuations de produits qui sont des prélèvements fiscaux par l'État sur les recettes. C'est le cas par exemple pour le Fonds de Péréquation Intercommunal qui représente un prélèvement de 0,5 M€ par an et est reversé sous forme de péréquation horizontale à des communes considérées comme plus pauvres que Malakoff.



Pour rappel on constate une diminution des charges de fonctionnement depuis 2018.

- Les dépenses de personnel ont reculé de 0,7 M€. La moitié de cette diminution s'explique par un transfert du personnel travaillant au CCAS du budget de la ville au budget du CCAS. Néanmoins entre 2021 et 2022, les charges de personnel augmentent de 0,4 M€ ce qui est le résultat de la hausse du point d'indice (+0,7 M€ sur une année complète)
- Les charges de gestion courante augmentent de 0,79 M€, on retrouve ici 0,4 M€ de subvention en plus au CCAS (cf. personnel) et aussi 0,5 M€ de versement de FCCT qui évolue tous les ans. La hausse de 0,2 M€ entre 2021 et 2022 provient exclusivement de la hausse du reversement du FCCT (qui évolue tous les ans en fonction des bases fiscales).
- Les charges à caractère général étaient stables depuis 2019, ce qui implique un travail important des services pour maintenir ce poste de dépenses. Néanmoins, compte tenu de la hausse des prix, ce chapitre est appelé à augmenter. Entre 2021 et 2022, la hausse de 0,4 M€ est intégralement imputable à la hausse de dépenses de fluides et de carburant. Cette hausse peut être considérée comme étant les prémices de l'explosion

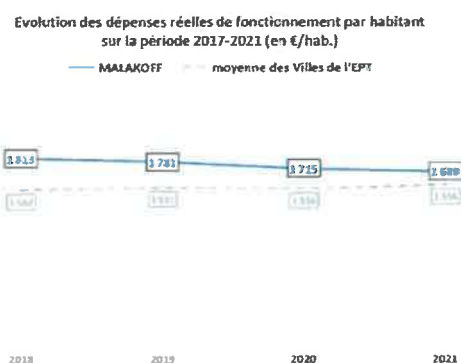
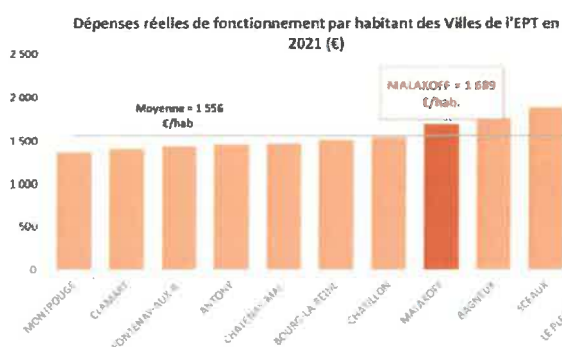
des coûts des fluides que la ville aura à connaître en 2023 même si, en volume, la ville a mis en place un plan d'économies pour faire diminuer la consommation énergétique.

- Les charges financières diminuent, cela s'explique par une période révolue où les taux d'intérêt étaient historiquement bas.
- Les atténuations de produits se stabilisent autour de 0,5 M€ (prélèvement FPIC).
- Enfin, les charges exceptionnelles s'expliquent par l'annulation de titres de recettes des années précédentes. Elles devraient diminuer en 2023.

Charges de fonctionnement en M€



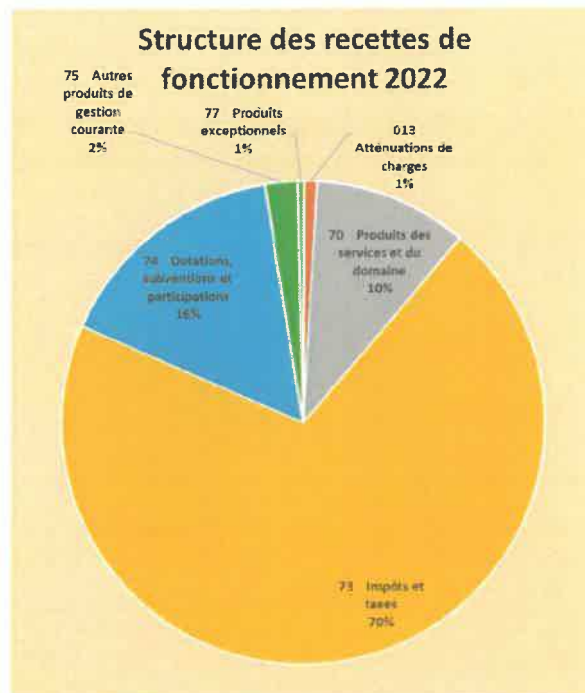
Au global, les charges de la ville, malgré des pics de variations annuelles, restent particulièrement stables. Les charges de l'année 2022 sont supérieures à celles de 2021, mais restent faibles comparativement à la période 2018-2020. Ce maintien des charges s'explique par des efforts de rationalisations sur les dernières années.



D. Des recettes de fonctionnements atones

Les recettes réelles de fonctionnement retraitées de la Ville font apparaître 3 principaux blocs de dépenses :

- Les produits de fiscalité (70 %).
- Les dotations (16 %)
- Les produits de services assis sur la tarification à la population (crèches, cantine...) représentent 10 %
- Les autres produits regroupés représentent moins de 4 %



Malgré une apparente stabilité des produits, d'importants mouvements ont eu lieu depuis 2018.

Un premier constat est néanmoins nécessaire, les recettes de la ville évoluent très peu sur la période : + 0,24 % par an. Les recettes augmentent donc moins vite que l'inflation. Cela s'explique principalement par la baisse annuelle de la Dotation globale de fonctionnement (environ 0,14 M€/an) et par le caractère figé de certaines recettes comme les attributions de compensations que verse la métropole 13,0 M€ (25 % de des recettes).

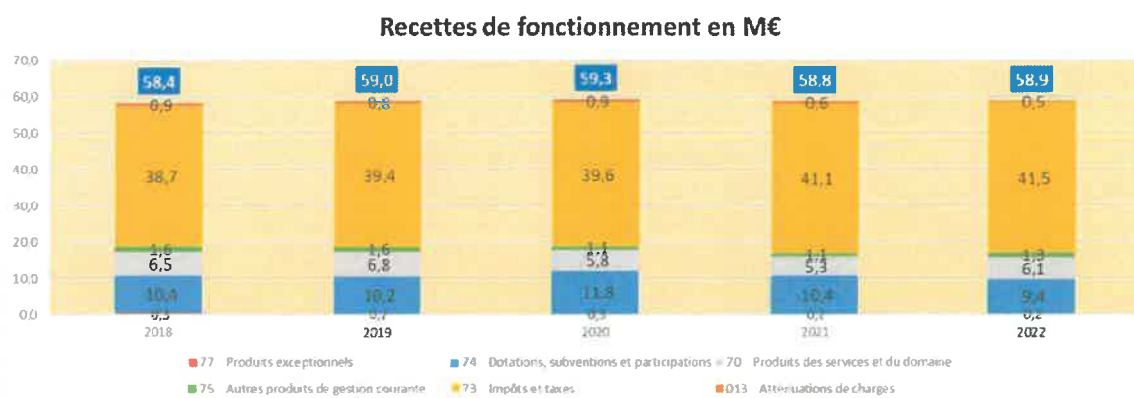
Dans le détail, il est possible d'observer les éléments suivants :

- **Produit de fiscalité** : hausse de 2,7 M€ depuis 2018 hors évolutions de taux. Ce poste est le seul à être dynamique sur la période. Du fait de la réforme de la taxe d'habitation, il y a eu un transfert de 0,6 M€ du chapitre 74 concernant les produits d'exonération que l'État nous reversait et qui sont désormais intégrés au chapitre 73. Ainsi, la fiscalité augmente (sans hausse de taux) de 2,1 M€ sur la période, soit 1,7 % par an. Cette hausse est elle-même presque uniquement due au dynamisme des bases fiscales de la commune.
- **Les dotations** : deux effets importants sont à noter :
 - Premièrement, le transfert en fiscalité de 0,6 M€ comme expliqué au-dessus.
 - Deuxièmement, en 2020, la ville a perçu sur ce poste environ 0,6 M€ de dotation en raison des pertes de produits liés à la tarification des services (-1 M€ par rapport à 2019).

Dès lors, hors ces effets structurels en 2020, les dotations de la ville diminuent de 0,4 M€. Cela correspond aux pertes annuelles de DGF du fait de l'écrêtement dans la répartition nationale de l'enveloppe figée de DGF.

Au global, cette même DGF représente désormais 3,4 M€ par an, soit 6 % de des recettes. Elle représentait le double en 2010.

- Les produits de services diminuent de 0,4 M€ entre 2018 et 2022. Ceux-ci subissent la limitation du nombre de berceaux ou les moindres départs des centres de vacances. Attention néanmoins, cette baisse des recettes implique parfois une baisse des charges.



Ainsi, si les recettes de la ville n'ont pas été dynamiques sur la période précédente, cela s'explique par :

- la baisse des dotations de l'État — 0,5 M€ de DGF depuis 2018,
- mais aussi par la volonté politique de ne pas faire évoluer les taux d'imposition sur la période et de maintenir les produits de tarification des services.

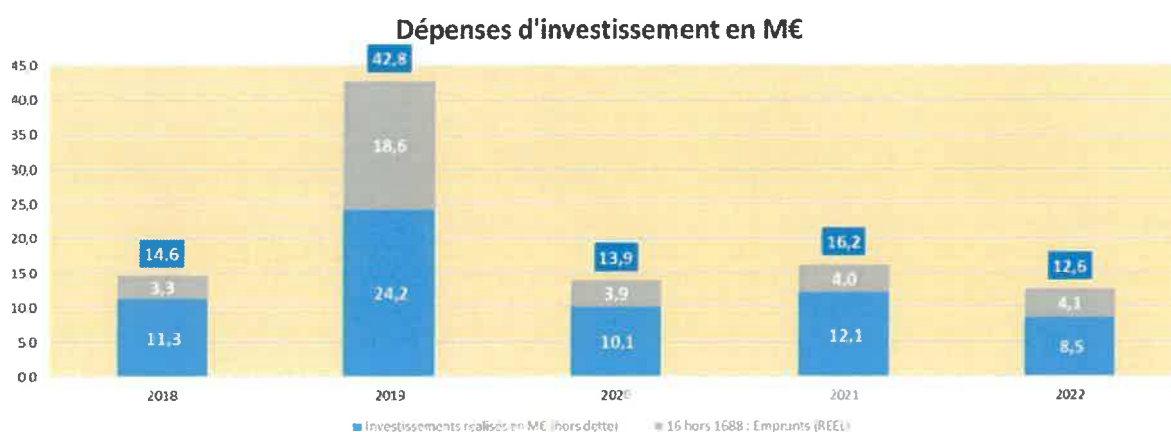
En conséquence, la stabilisation de l'épargne brute de la ville s'est bien traduite par des efforts financiers plutôt que sur une augmentation des recettes. En contexte inflationniste il sera d'autant plus difficile de maintenir une telle dynamique puisque les recettes augmentent à un niveau inférieur à celui de l'inflation.

E. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement varient de manière importante suivant les années. Le pic de 2019 correspond à des opérations liées à la fusion de la SAIEM.

Néanmoins, sur la période précédente, il est possible de constater que la ville (or situation exceptionnelle comme en 2019) réalise environ 10,5 M€ d'investissement hors remboursement de dette. Le remboursement de capital de la dette se situe quant à lui autour de 4,0 M€ par an depuis 2020.

Sur l'année 2022, les dépenses sont plus faibles en raison d'importants reports d'opérations qui ont débuté en fin 2022 et qui sont repris au BS 2023.



Au plan financier, l'analyse de la section d'investissement repose principalement sur la **manière de financer les investissements** plutôt que sur leur niveau annuel. *L'année 2019 est exclue de l'analyse suivante de par son caractère exceptionnel.*

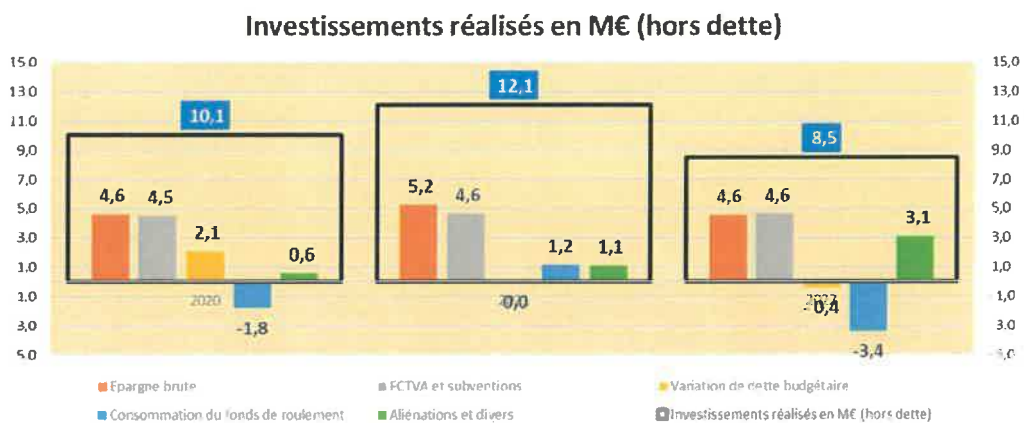
Sur la période 2020 à 2022, le **taux d'autofinancement**, c'est-à-dire la part des investissements pris en charge par l'épargne brute, représente **44 %** sur la période, ce qui est un niveau correct. Accroître l'épargne brute permettrait d'accroître l'autofinancement et in fine le volume d'investissement pouvant être financés.

Les **recettes définitives hors dette** (FCTVA, subventions) représentent **42 %** des recettes entre 2017 et 2020. Ce niveau est assez élevé grâce notamment au contrat départemental.

D'autre part, les **produits de cessions** (retraités en section d'investissement, car non récurrents par nature) représentent **23 %** des recettes.

La commune a par ailleurs reconstitué une partie de son fonds de roulement. Il représente **3,8 M€** (cf. affectation de résultat). Cela permet simplement à la ville de couvrir ses reports d'investissement (opérations d'investissements votés en N-1 et non mandatés).

Enfin, la ville s'est désendettée d'environ **0,5 M€** en 2022.

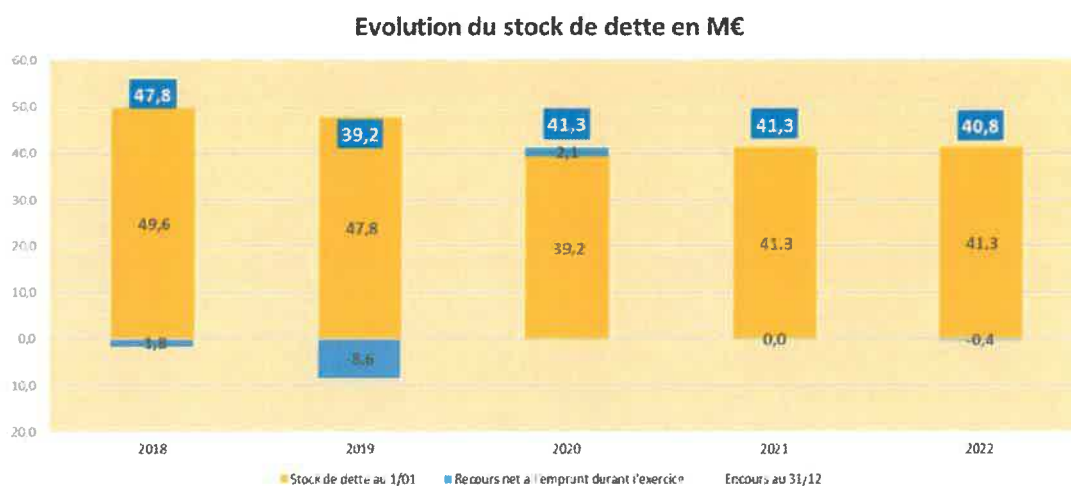


F. Une stabilisation de la dette depuis 2 ans

Dans le cadre de la fusion de la SAIEM, la ville avait souscrit deux emprunts relais (intégré au stock de dettes 2018). Ils ont été remboursés sous deux ans. Cela explique le désendettement de 2019.

Depuis 2019, le stock de dettes de la ville avoisine les 40 M€.

Au compte administratif 2022, la ville emprunté 3,7 M€ et remboursé 4,1 M€; le stock de dettes a donc légèrement diminué comme annoncé dans le précédent rapport.

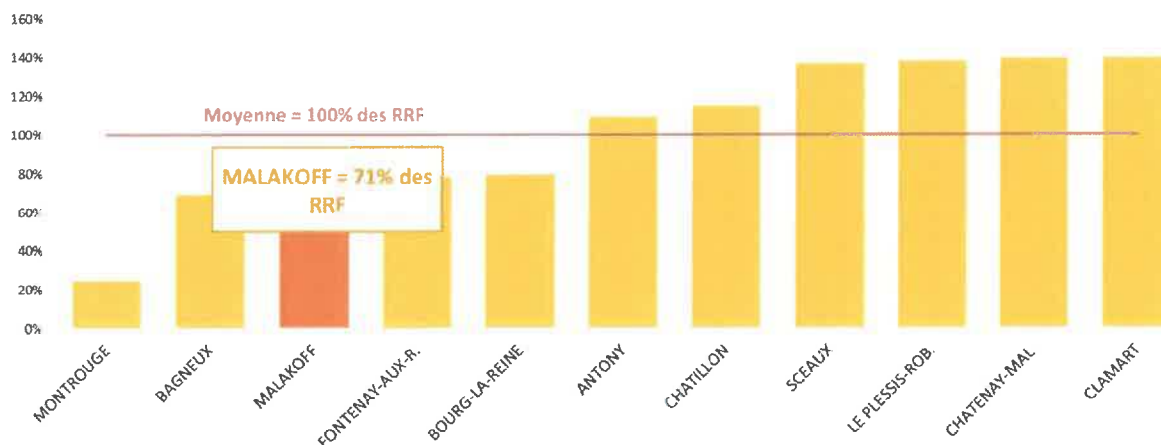


À titre de comparaison, la Ville disposait d'un encours de dette représentant 71 % de ses recettes réelles de fonctionnement.

Ce niveau d'endettement est inférieur à celui des communes du territoire.

Le niveau de recettes permet de soutenir le niveau de dette actuelle. En valeur 2022, la dette représente 69 % des RRF.

Encours de dette en % des recettes réelles de fonctionnement des Villes de l'EPT en 2021 (€)

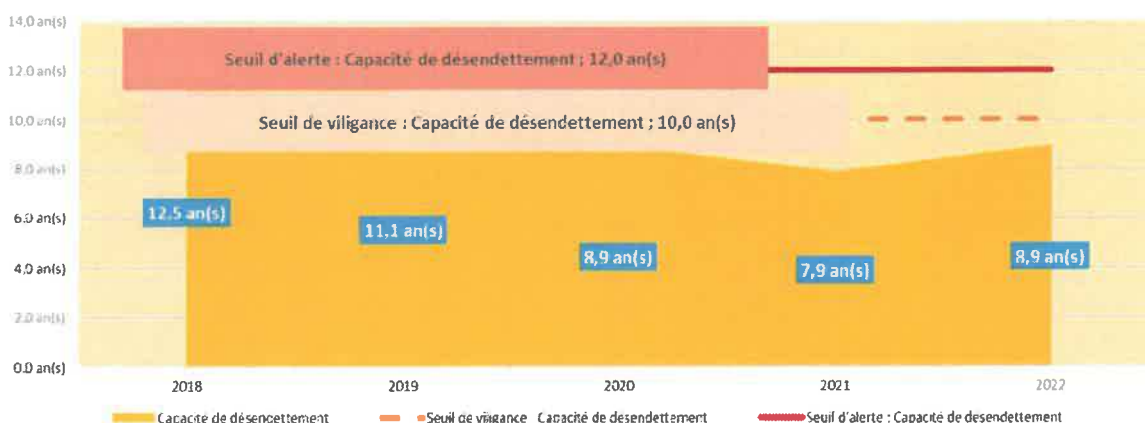


Néanmoins, pour juger du poids de la dette, il convient de rapporter celle-ci à son principal moyen de remboursement : l'épargne brute. Son calcul est alors = $40,8$ (dette nette au 31/12/2022)/ $4,6$ (épargne brute) = $8,9$ années.

Il faudrait donc **8,9 ans** à la Ville pour se désendetter intégralement avec son niveau d'épargne brute 2022.

Ce ratio est en diminution par rapport à 2021, car l'épargne brute a diminué de manière plus importante que le stock de dettes de la ville.

Evolution de la capacité de désendettement



IV. Conclusion

La situation financière de la ville s'est stabilisée par rapport à 2021. Le niveau d'épargne brute de la section de fonctionnement est constant et a pu être maintenu jusqu'à présent par des efforts importants de réduction des coûts.

Le stock de dette est maîtrisé et demeure à un niveau cohérent par rapport aux capacités de remboursement de la ville.

L'année 2022 démontre que le caractère atone des recettes ne permet pas de faire face à une augmentation des dépenses de fonctionnement, inévitable en 2023 compte tenu des coûts de l'énergie, sans dégrader la situation financière de la ville.

La ville poursuivra ses efforts afin de trouver des leviers lui permettant d'assurer le financement des services publics tout en recherchant les sources d'économies nécessaires.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Budget principal M14 - MAIRIE (1)
AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21920046600015

POSTE COMPTABLE : MONTROUGE

M 14

Compte administratif
voté par nature

BUDGET : BUDGET MAIRIE (3)

ANNEE 2022

Vu pour être annexé à la délibération n° *2023/17*
du Conseil Municipal en date du *29 mars 2023*



Le Maire de Malakoff

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	34
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	74
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	110
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	111
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	117
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	119
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	120
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	122
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	123
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	124
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	125
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	126
A4 - Etat des provisions	127
A5 - Etalement des provisions	128
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	129
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	130
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	132
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	133
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	134
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	135
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	136
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	137
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	138
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	139
A8 - Etat des charges transférées	140
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	141
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	142
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	143
A10.3 - Opérations liées aux cessions	144
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	145
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	146
A11 - Etat des travaux en régie	147
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	149
B - Engagements hors bilan	
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	150
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	156
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	157
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	158
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	159
B1.6 - Etat des engagements reçus	160

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	161
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	163
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	164
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	165
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	166
C1.2 - Actions de formation des élus	171
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	172
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	174
C3.2 - Liste des établissements publics créés	175
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	176
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	177
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	178
C3.6 - Identification des flux croisés	180
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	181
D2 - Arrêté et signatures	182

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE 92125046	MAIRIE BUDGET MAIRIE	CA 2022
-------------------------------	---------------------------------------	--------------------------

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	30720
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i>) :	554
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1174.64	1393.00
2	Produit des impositions directes/population	767.07	641.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1919.70	1533.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	327.38	394.00
5	Encours de dette/population	1372.93	1032.00
6	DGF/population	119.01	200.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.60	0.55
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.99	0.98
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.17	0.26
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.72	0.67

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

- I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
 - au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
 - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	7 131 877,58	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	769 326,12	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45411	Opération pour compte de tiers n° 1 - TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERD (2)	7 714,92	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 572 452,63	8 426 742,20	1 643 233,54	0,00	502 476,89
012	Charges de personnel, frais assimilés	32 851 226,00	31 385 876,50	1 664,30	0,00	1 463 685,20
014	Atténuations de produits	670 000,00	211 216,78	325 092,00	0,00	133 691,22
65	Autres charges de gestion courante	11 251 682,66	11 175 143,14	17 070,07	0,00	59 469,45
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		55 345 361,29	51 198 978,62	1 987 059,91	0,00	2 159 322,76
66	Charges financières	740 000,00	598 065,11	31 396,35	0,00	110 538,54
67	Charges exceptionnelles	665 240,00	554 467,82	584,51	0,00	110 187,67
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	93 000,00	5 000,00			88 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		56 843 601,29	52 356 511,55	2 019 040,77	0,00	2 468 048,97
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	8 500 000,00	9 854 259,90			-1 354 259,90
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		8 500 000,00	9 854 259,90			-1 354 259,90
TOTAL		65 343 601,29	62 210 771,45	2 019 040,77	0,00	1 113 789,07
Pour information		(3) 0,00				
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	900 000,00	505 825,23	0,00	0,00	394 174,77
70	Produits services, domaine et ventes div	6 720 060,64	6 555 444,16	258 745,50	0,00	-94 129,02
73	Impôts et taxes	41 855 139,00	41 463 973,75	0,00	0,00	391 165,25
74	Dotations et participations	10 372 153,86	9 738 382,04	461 896,84	0,00	171 874,98
75	Autres produits de gestion courante	1 172 850,00	1 272 559,75	10 549,84	0,00	-110 259,59
Total des recettes de gestion courante		61 020 203,50	59 536 184,93	731 192,18	0,00	752 826,39
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	147 000,00	1 709 379,02	0,00	0,00	-1 562 379,02
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	93 000,00	13 000,00			80 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		61 260 203,50	61 258 563,95	731 192,18	0,00	-729 552,63
042	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	3 800 000,00	3 907 438,22			-107 438,22
043	Opérat° ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		3 800 000,00	3 907 438,22			-107 438,22
TOTAL		65 060 203,50	65 166 002,17	731 192,18	0,00	-836 990,85
Pour information		(3) 283 397,79				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 439 645,78	863 447,29	1 094 541,72	481 656,77
204	Subventions d'équipement versées	52 000,00	51 232,62	0,00	767,38
21	Immobilisations corporelles	13 941 632,07	6 141 283,88	7 131 877,58	668 470,61
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 235 423,33	363 599,98	769 326,12	102 497,23
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	17 668 701,18	7 419 563,77	8 995 745,42	1 253 391,99
10	Dotations, fonds divers et réserves	297 759,93	297 759,93	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 350 000,00	4 090 731,91	0,00	259 268,09
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	747 500,00	747 500,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	5 397 259,93	5 137 991,84	0,00	259 268,09
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	2 126 460,60	46 285,68	7 714,92	2 072 460,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	25 192 421,71	12 603 841,29	9 003 460,34	3 585 120,08
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	3 800 000,00	3 907 438,22		-107 438,22
041	Opérations patrimoniales (1)	14 640,00	14 640,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	3 814 640,00	3 922 078,22		-107 438,22
	TOTAL	29 007 061,71	16 525 919,51	9 003 460,34	3 477 681,86
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 489 466,30	508 296,34	5 513 738,65	2 467 431,31
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	3 800 000,00	3 675 000,00	0,00	125 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 602 400,00	0,00	-1 602 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	14 640,00	0,00	-14 640,00
	Total des recettes d'équipement	12 289 466,30	5 800 336,34	5 513 738,65	975 391,31
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	2 550 000,00	3 114 331,72	0,00	-564 331,72
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	1 026 266,88	1 026 266,88	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	1 680,00	0,00	320,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 159 100,00		0,00	
	Total des recettes financières	5 737 366,88	4 142 278,60	0,00	1 595 088,28
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	2 274 064,20	0,00	0,00	2 274 064,20
	Total des recettes réelles d'investissement	20 300 897,38	9 942 614,94	5 513 738,65	4 844 543,79
021	Virement de la sect° de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (1)	8 500 000,00	8 251 859,90		248 140,10
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	8 500 000,00	8 251 859,90		248 140,10
	TOTAL	28 800 897,38	18 194 474,84	5 513 738,65	5 092 683,89

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap.	Libellé	Crédits ouverts <small>(BP+DM+RAR N-1)</small>	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information	(2) 206 164,33			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	10 069 975,74		10 069 975,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	31 387 540,80		31 387 540,80
014	Atténuations de produits	536 308,78		536 308,78
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	11 192 213,21		11 192 213,21
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	629 461,46	0,00	629 461,46
67	Charges exceptionnelles	555 052,33	1 602 400,00	2 157 452,33
68	Dot. aux amortissements et provisions	5 000,00	8 251 859,90	8 256 859,90
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		54 375 552,32	9 854 259,90	64 229 812,22
Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				0,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	297 759,93	0,00	297 759,93
13	Subventions d'investissement	0,00	6 838,00	6 838,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 090 731,91	0,00	4 090 731,91
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	<i>Neutral. et régul. d'opérations (5)</i>		3 900 600,22	3 900 600,22
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	863 447,29	0,00	863 447,29
204	Subventions d'équipement versées	51 232,62	0,00	51 232,62
21	Immobilisations corporelles (6)	6 141 283,88	14 640,00	6 155 923,88
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	363 599,98	0,00	363 599,98
26	Participations et créances rattachées	747 500,00	0,00	747 500,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	2 000,00
28	<i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)</i>		0,00	0,00
39	<i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	46 285,68	0,00	46 285,68
481	<i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
49	<i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i>		0,00	0,00
59	<i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		12 603 841,29	3 922 078,22	16 525 919,51
Pour information				0,00
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	505 825,23		505 825,23
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	6 814 189,66		6 814 189,66
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	41 463 973,75		41 463 973,75
74	Dotations et participations	10 200 278,88		10 200 278,88
75	Autres produits de gestion courante	1 283 109,59	0,00	1 283 109,59
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 709 379,02	3 907 438,22	5 616 817,24
78	Reprise sur amortissements et provisions	13 000,00	0,00	13 000,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		61 989 756,13	3 907 438,22	65 897 194,35
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				283 397,79

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 114 331,72	0,00	3 114 331,72
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 026 266,88		1 026 266,88
13	Subventions d'investissement	508 296,34	0,00	508 296,34
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 676 680,00	0,00	3 676 680,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	1 602 400,00	0,00	1 602 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	14 640,00	0,00	14 640,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		8 224 587,17	8 224 587,17
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		27 272,73	27 272,73
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		9 942 614,94	8 251 859,90	18 194 474,84
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				206 164,33

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	10 572 452,63	8 426 742,20	1 643 233,54	0,00	502 476,89
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	624 613,51	433 370,43	167 350,56	0,00	23 892,52
60611	Eau et assainissement	310 000,00	259 596,30	37 403,45	0,00	13 000,25
60612	Energie - Electricité	1 530 000,00	1 370 493,74	215 421,44	0,00	-55 915,18
60621	Combustibles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
60622	Carburants	85 000,00	103 487,98	14 000,00	0,00	-32 487,98
60623	Alimentation	261 951,70	220 040,98	30 889,93	0,00	11 020,79
60624	Produits de traitement	6 730,00	4 019,18	0,00	0,00	2 710,82
60628	Autres fournitures non stockées	157 666,11	122 440,09	22 079,22	0,00	13 146,80
60631	Fournitures d'entretien	129 320,00	151 202,81	16 153,54	0,00	-38 036,35
60632	Fournitures de petit équipement	557 819,58	420 355,57	30 154,35	0,00	107 309,66
60633	Fournitures de voirie	7 000,00	6 492,78	663,76	0,00	-156,54
60636	Vêtements de travail	115 500,00	69 246,20	10 108,59	0,00	36 145,21
6064	Fournitures administratives	40 350,00	56 044,34	8 123,39	0,00	-23 817,73
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	29 078,40	27 985,50	2 469,25	0,00	-1 376,35
6067	Fournitures scolaires	89 954,80	74 888,67	10 925,18	0,00	4 140,95
6068	Autres matières et fournitures	44 850,00	41 870,15	1 510,08	0,00	1 469,77
611	Contrats de prestations de services	577 580,70	524 561,81	54 586,81	0,00	-1 567,92
6132	Locations immobilières	242 530,00	112 344,88	53 753,83	0,00	76 431,29
6135	Locations mobilières	111 370,00	167 143,49	19 256,79	0,00	-75 030,28
614	Charges locatives et de copropriété	159 600,00	57 828,85	45 920,59	0,00	55 850,56
61521	Entretien terrains	148 200,00	171 340,75	635,91	0,00	-23 776,66
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	472 500,00	332 626,86	30 604,16	0,00	109 268,98
61551	Entretien matériel roulant	33 700,00	30 654,89	11 416,57	0,00	-8 371,46
61558	Entretien autres biens mobiliers	73 323,20	66 046,55	33 371,64	0,00	-26 094,99
6156	Maintenance	702 373,60	560 392,94	64 156,36	0,00	77 824,30
6161	Multirisques	265 800,00	250 950,97	7 542,04	0,00	7 306,99
617	Etudes et recherches	75 800,00	19 407,56	0,00	0,00	56 392,44
6182	Documentation générale et technique	32 306,00	25 694,62	494,00	0,00	6 117,38
6184	Versements à des organismes de formation	96 000,00	40 072,20	33 430,20	0,00	22 497,60
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 000,00	1 349,00	485,00	0,00	166,00
6188	Autres frais divers	387 324,99	88 785,63	155 076,47	0,00	143 462,89
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
6226	Honoraires	138 150,00	126 852,19	22 624,01	0,00	-11 326,20
6227	Frais d'actes et de contentieux	11 000,00	9 865,08	3 498,46	0,00	-2 363,54
6228	Divers	22 000,00	4 882,57	0,00	0,00	17 117,43
6231	Annonces et insertions	46 853,04	35 960,02	1 084,50	0,00	9 808,52
6232	Fêtes et cérémonies	183 565,00	124 319,02	27 874,75	0,00	31 371,23
6233	Foires et expositions	1 000,00	1 300,00	165,00	0,00	-465,00
6236	Catalogues et imprimés	210 260,00	196 843,39	10 107,98	0,00	3 308,63
6237	Publications	49 480,00	28 408,00	12 143,84	0,00	8 928,16
6241	Transports de biens	3 000,00	780,00	0,00	0,00	2 220,00
6247	Transports collectifs	117 500,00	85 285,36	8 814,05	0,00	23 400,59
6248	Divers	0,00	128,20	0,00	0,00	-128,20
6251	Voyages et déplacements	16 500,00	9 458,88	0,00	0,00	7 041,12
6256	Missions	8 000,00	21 937,37	320,00	0,00	-14 257,37
6257	Réceptions	22 892,00	6 540,31	2 501,21	0,00	13 850,48
6261	Frais d'affranchissement	64 200,00	63 689,54	0,00	0,00	510,46
6262	Frais de télécommunications	61 000,00	50 566,04	5 586,11	0,00	4 847,85
627	Services bancaires et assimilés	13 999,00	11 626,01	5 405,90	0,00	-3 032,91
6281	Concours divers (cotisations)	50 940,00	98 857,44	9 151,80	0,00	-57 069,24
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, ...)	8 300,00	5 853,90	0,00	0,00	2 446,10
6283	Frais de nettoyage des locaux	148 381,00	116 326,36	32 812,05	0,00	-757,41
6284	Redevances pour services rendus	139 570,00	132 511,00	19 425,79	0,00	-12 366,79
62878	Remb. frais à d'autres organismes	1 657 400,00	1 231 065,80	403 734,98	0,00	22 599,22
63512	Taxes foncières	210 000,00	237 833,00	0,00	0,00	-27 833,00
63513	Autres impôts locaux	13 000,00	15 117,00	0,00	0,00	-2 117,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	32 851 226,00	31 385 876,50	1 664,30	0,00	1 463 685,20
6218	Autre personnel extérieur	406 741,49	364 211,01	0,00	0,00	42 530,48
6331	Versement mobilité	571 934,86	522 395,67	0,00	0,00	49 539,19
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	100 646,47	88 856,39	0,00	0,00	11 790,08
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	260 101,76	255 654,34	0,00	0,00	4 447,42
64111	Rémunération principale titulaires	11 723 137,31	11 159 039,29	0,00	0,00	564 098,02
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	687 870,00	542 825,11	0,00	0,00	145 044,89
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	39 999,95	0,00	0,00	-39 999,95

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64118	Autres indemnités titulaires	3 229 093,13	2 987 640,28	37,50	0,00	241 415,35
64131	Rémunérations non tit.	6 702 161,60	7 048 747,14	0,00	0,00	-346 585,54
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	25 099,95	0,00	0,00	-25 099,95
64171	Apprentis - rémunérations	42 336,48	26 700,56	0,00	0,00	15 635,92
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	200,00	0,00	0,00	-200,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 926 935,59	3 673 195,20	0,00	0,00	253 740,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 476 848,68	3 974 704,61	0,00	0,00	502 144,07
6455	Cotisations pour assurance du personnel	31 955,01	32 064,02	0,00	0,00	-109,01
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	49 873,00	44 098,00	0,00	0,00	5 775,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	55 447,87	45 227,42	0,00	0,00	10 220,45
64731	Allocations chômage versées directement	319 652,36	455 732,50	0,00	0,00	-136 080,14
6475	Médecine du travail, pharmacie	133 680,00	2 894,17	1 626,80	0,00	129 159,03
6478	Autres charges sociales diverses	132 810,39	96 590,89	0,00	0,00	36 219,50
014	Atténuations de produits	670 000,00	211 216,78	325 092,00	0,00	133 691,22
739118	Autres reversements de fiscalité	150 000,00	18 393,00	0,00	0,00	131 607,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	500 000,00	254 724,00	255 092,00	0,00	-9 816,00
7398	Reverst. restitué° et prélevé divers	20 000,00	-61 900,22	70 000,00	0,00	11 900,22
65	Autres charges de gestion courante	11 251 682,66	11 175 143,14	17 070,07	0,00	59 469,45
6518	Autres	811,00	0,00	2 177,57	0,00	-1 366,57
6531	Indemnités	290 000,00	289 116,34	0,00	0,00	883,66
6532	Frais de mission	10 000,00	9 051,52	312,50	0,00	635,98
6533	Cotisations de retraite	44 000,00	17 239,98	0,00	0,00	26 760,02
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	18 000,00	41 852,77	0,00	0,00	-23 852,77
6535	Formation	31 900,00	0,00	2 180,00	0,00	29 720,00
6536	Frais de représentation du maire	2 990,00	214,90	0,00	0,00	2 775,10
6541	Créances admises en non-valeur	41 000,00	38 249,91	0,00	0,00	2 750,09
6542	Créances éteintes	18 800,00	1 369,47	0,00	0,00	17 430,53
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	8 755 560,00	8 804 905,00	0,00	0,00	-49 345,00
65548	Autres contributions	197 860,66	181 560,66	0,00	0,00	16 300,00
6558	Autres contributions obligatoires	130 761,00	124 761,00	0,00	0,00	6 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	860 000,00	860 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	850 000,00	806 820,00	12 400,00	0,00	30 780,00
65888	Autres	0,00	1,59	0,00	0,00	-1,59
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		55 345 361,29	51 198 978,62	1 987 059,91	0,00	2 159 322,76
66	Charges financières (b)	740 000,00	598 065,11	31 396,35	0,00	110 538,54
66111	Intérêts réglés à l'échéance	731 000,00	638 532,13	23 942,85	0,00	68 525,02
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	-40 512,36	5 000,00	0,00	40 512,36
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	4 000,00	45,34	2 453,50	0,00	1 501,16
67	Charges exceptionnelles (c)	665 240,00	554 467,82	584,51	0,00	110 187,67
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	55,33	0,00	0,00	-55,33
6714	Bourses et prix	25 000,00	14 590,00	0,00	0,00	10 410,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	7 000,00	-584,51	584,51	0,00	7 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	633 240,00	536 678,00	0,00	0,00	96 562,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	3 729,00	0,00	0,00	-3 729,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	93 000,00	5 000,00	0,00	0,00	88 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	93 000,00	5 000,00	0,00	0,00	88 000,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		56 843 601,29	52 356 511,55	2 019 040,77	0,00	2 468 048,97
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	8 500 000,00	9 854 259,90			-1 354 259,90
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	1 602 400,00			-1 602 400,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	8 450 000,00	8 224 587,17			225 412,83
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	50 000,00	27 272,73			22 727,27
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		8 500 000,00	9 854 259,90			-1 354 259,90
043	Opérat° ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		8 500 000,00	9 854 259,90			-1 354 259,90
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		65 343 601,29	62 210 771,45	2 019 040,77	0,00	1 113 789,07
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-35 512,36

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES						A2
Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	900 000,00	505 825,23	0,00	0,00	394 174,77
6419	Remboursements rémunérations personnel	900 000,00	440 262,38	0,00	0,00	459 737,62
6459	Remboursé charges SS et prévoyance	0,00	65 562,85	0,00	0,00	-65 562,85
70	Produits services, domaine et ventes div	6 720 060,64	6 555 444,16	258 745,50	0,00	-94 129,02
70311	Concessions cimetières (produit net)	40 000,00	103 483,30	0,00	0,00	-63 483,30
70312	Redevances funéraires	1 900,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
70321	Stationnement et location voie publique	430 000,00	1 148 837,31	0,00	0,00	-718 837,31
70328	Autres droits stationnement et location	8 000,00	7 866,00	0,00	0,00	134,00
70384	Forfait de post-stationnement	160 000,00	175 368,34	0,00	0,00	-15 368,34
70388	Autres redevances et recettes diverses	68 000,00	97 096,28	0,00	0,00	-29 096,28
7066	Redevances services à caractère social	3 307 874,84	2 351 862,56	0,00	0,00	956 012,28
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 513 000,00	1 072 450,02	0,00	0,00	440 549,98
70688	Autres prestations de services	117 616,80	123 990,73	1 474,70	0,00	-7 848,63
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	135 000,00	95 772,58	0,00	0,00	39 227,42
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	88 429,00	74 508,53	0,00	0,00	13 920,47
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	276 105,27	0,00	0,00	-276 105,27
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	220 000,00	181 842,83	23 000,00	0,00	15 157,17
70878	Remb. frais par d'autres redevables	630 240,00	846 260,41	234 270,80	0,00	-450 291,21
73	Impôts et taxes	41 855 139,00	41 463 973,75	0,00	0,00	391 165,25
73111	Impôts directs locaux	24 996 950,00	25 091 039,00	0,00	0,00	-94 089,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	60 000,00	146 314,00	0,00	0,00	-86 314,00
73211	Attribution de compensation	12 982 894,00	12 982 894,00	0,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	755 295,00	637 739,00	0,00	0,00	117 556,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	600 000,00	413 026,14	0,00	0,00	186 973,86
7362	Taxes de séjour	60 000,00	265 785,87	0,00	0,00	-205 785,87
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	100 000,00	85 174,64	0,00	0,00	14 825,36
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	2 300 000,00	1 842 001,10	0,00	0,00	457 998,90
74	Dotations et participations	10 372 153,86	9 738 382,04	461 896,84	0,00	171 874,98
7411	Dotation forfaitaire	3 040 736,00	3 040 736,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	395 000,00	394 063,00	0,00	0,00	937,00
744	FCTVA	50 000,00	52 996,27	0,00	0,00	-2 996,27
745	Dotation spéciale instituteurs	2 808,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00
7461	DGD	262 000,00	262 705,00	0,00	0,00	-705,00
74718	Autres participations Etat	276 936,00	161 125,66	0,00	0,00	115 810,34
7472	Participat° Régions	20 000,00	15 004,88	0,00	0,00	4 995,12
7473	Participat° Départements	2 042 966,74	1 737 637,95	0,00	0,00	305 328,79
74748	Participat° Autres communes	0,00	2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00
7478	Participat° Autres organismes	3 875 997,12	3 727 992,74	461 896,84	0,00	-313 892,46
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	2 489,00	0,00	0,00	-2 489,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	90 000,00	89 733,54	0,00	0,00	266,46
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	230 000,00	246 141,00	0,00	0,00	-16 141,00
7484	Dotation de recensement	0,00	5 757,00	0,00	0,00	-5 757,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	20 710,00	0,00	0,00	0,00	20 710,00
7488	Autres attributions et participations	65 000,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
75	Autres produits de gestion courante	1 172 850,00	1 272 559,75	10 549,84	0,00	-110 259,59
752	Revenus des immeubles	1 000 000,00	1 068 979,95	0,00	0,00	-68 979,95
757	Redevances versées par fermiers, conces.	79 650,00	80 730,57	0,00	0,00	-1 080,57
7588	Autres produits div. de gestion courante	93 200,00	122 849,23	10 549,84	0,00	-40 199,07
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES		61 020 203,50	59 536 184,93	731 192,18	0,00	752 826,39
(a) = 70+73+74+75+013						
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	147 000,00	1 709 379,02	0,00	0,00	-1 562 379,02
7714	Recouvert créances admises en non valeur	15 000,00	952,46	0,00	0,00	14 047,54
7718	Autres produits except. opérat° gestion	131 000,00	197 967,43	0,00	0,00	-66 967,43
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 000,00	4 899,82	0,00	0,00	-3 899,82
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	1 493 100,00	0,00	0,00	-1 493 100,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	12 459,31	0,00	0,00	-12 459,31
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	93 000,00	13 000,00	0,00	0,00	80 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	93 000,00	13 000,00	0,00	0,00	80 000,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		61 260 203,50	61 258 563,95	731 192,18	0,00	-729 552,63
=a+b+c+d						
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	3 800 000,00	3 907 438,22			-107 438,22
	(5)					
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	0,00	109 300,00			-109 300,00
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	3 750 000,00	3 791 300,22			-41 300,22

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	50 000,00	6 838,00			43 162,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 800 000,00	3 907 438,22			-107 438,22
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		65 060 203,50	65 166 002,17	731 192,18	0,00	-836 990,85
Pour information		283 397,79				
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	2 439 645,78	863 447,29	1 094 541,72	481 656,77
2031	Frais d'études	1 982 824,88	633 102,86	957 294,64	392 427,38
2051	Concessions, droits similaires	406 820,90	230 344,43	127 247,08	49 229,39
2088	Autres immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	10 000,00	40 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	52 000,00	51 232,62	0,00	767,38
2041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	52 000,00	51 232,62	0,00	767,38
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	13 941 632,07	6 141 283,88	7 131 877,58	668 470,61
2116	Cimetières	10 000,00	10 000,00	9 950,40	-9 950,40
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	47 460,09	18 896,77	18 544,48	10 018,84
2128	Autres agencements et aménagements	83 928,00	23 937,90	53 242,46	6 747,64
21316	Equipements du cimetière	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
2135	Installations générales, agencements	10 000 921,56	5 019 495,99	4 827 145,46	154 280,11
2138	Autres constructions	25 000,00	4 800,00	0,00	20 200,00
2151	Réseaux de voirie	640 582,85	263 083,75	241 350,63	136 148,47
2152	Installations de voirie	157 225,40	42 095,55	30 277,60	84 852,25
21533	Réseaux câblés	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
21534	Réseaux d'électrification	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
21538	Autres réseaux	30 000,00	27 067,32	16 198,80	-13 266,12
21571	Matériel roulant	36 000,00	0,00	21 465,66	14 534,34
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 700 000,00	30 012,60	1 509 110,69	160 876,71
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	700,00	3 000,00	-3 700,00
2183	Matériel de bureau et informatique	283 669,48	194 246,50	83 160,52	6 262,46
2184	Mobilier	415 244,95	226 602,77	181 175,76	7 466,42
2188	Autres immobilisations corporelles	491 599,74	280 344,73	137 255,12	73 999,89
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	1 235 423,33	363 599,88	769 326,12	102 497,23
2312	Agencements et aménagements de terrains	13 761,96	4 036,84	9 725,12	0,00
2313	Constructions	77 504,77	83 810,70	27 504,77	-33 810,70
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 144 156,60	242 431,16	732 096,23	169 629,21
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	33 321,28	0,00	-33 321,28
	Total des dépenses d'équipement	17 668 701,18	7 419 563,77	8 995 745,42	1 253 391,99
10	Dotations, fonds divers et réserves	297 759,93	297 759,93	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	297 759,93	297 759,93	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 350 000,00	4 090 731,91	0,00	259 268,09
1641	Emprunts en euros	4 350 000,00	4 089 204,91	0,00	260 795,09
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 527,00	0,00	-1 527,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	747 500,00	747 500,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	747 500,00	747 500,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	5 397 259,93	5 137 991,84	0,00	259 268,09
45411	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERD (3)	2 126 460,60	46 285,68	7 714,92	2 072 460,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	2 126 460,60	46 285,68	7 714,92	2 072 460,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	25 192 421,71	12 603 841,29	9 003 460,34	3 585 120,08
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	3 800 000,00	3 907 438,22		-107 438,22
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	3 800 000,00	3 798 138,22		1 861,78
13918	Autres subventions d'équipement	50 000,00	6 838,00		43 162,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	109 300,00		-109 300,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	3 750 000,00	3 791 300,22		-41 300,22
	Charges transférées (6)	0,00	109 300,00		-109 300,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	109 300,00		-109 300,00
041	Opérations patrimoniales (7)	14 640,00	14 640,00		0,00
2135	Installations générales, agencements	14 640,00	14 640,00		0,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	3 814 640,00	3 922 078,22		-107 438,22

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	29 007 061,71	16 525 919,51	9 003 460,34	3 477 681,86
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 489 466,30	508 296,34	5 513 738,65	2 467 431,31
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	1 446 021,90	0,00	270 491,90	1 175 530,00
1312	Subv. transf. Régions	250 000,00	2 142,00	0,00	247 858,00
1313	Subv. transf. Départements	5 623 857,00	0,00	5 243 246,75	380 610,25
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 169 587,40	119 636,90	0,00	1 049 950,50
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	352 500,00	0,00	-352 500,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	34 017,44	0,00	-34 017,44
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	3 800 000,00	3 675 000,00	0,00	125 000,00
1641	Emprunts en euros	3 800 000,00	3 675 000,00	0,00	125 000,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 602 400,00	0,00	-1 602 400,00
2138	Autres constructions	0,00	1 602 400,00	0,00	-1 602 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	14 640,00	0,00	-14 640,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	14 640,00	0,00	-14 640,00
	Total des recettes d'équipement	12 289 466,30	5 800 336,34	5 513 738,65	975 391,31
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 576 266,88	4 140 598,60	0,00	-564 331,72
10222	FCTVA	1 500 000,00	1 678 765,70	0,00	-178 765,70
10226	Taxe d'aménagement	1 050 000,00	1 435 566,02	0,00	-385 566,02
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 026 266,88	1 026 266,88	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	1 680,00	0,00	320,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 159 100,00		0,00	
	Total des recettes financières	5 737 366,88	4 142 278,60	0,00	1 595 088,28
45421	TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE COMPTE DE TIERS (2)	2 274 064,20	0,00	0,00	2 274 064,20
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	2 274 064,20	0,00	0,00	2 274 064,20
	TOTAL DES RECETTES REELLES	20 300 897,38	9 942 614,94	5 513 738,65	4 844 543,79
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	8 500 000,00	8 251 859,90		248 140,10
2802	Frais liés à la réalisation des document	1 993,76	0,00		1 993,76
28031	Frais d'études	753 316,88	804 890,67		-51 573,79
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	10 810,29	16 528,30		-5 718,01
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	20 258,00	20 258,00		0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	105 929,90	105 929,86		0,04
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 591 255,46	1 161 282,46		429 973,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	2 702 336,35	2 487 301,60		215 034,75
28051	Concessions et droits similaires	171 104,16	208 144,45		-37 040,29
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 467,23	30 658,55		-2 191,32
28132	Immeubles de rapport	402 203,60	399 808,51		2 395,09
28135	Installations générales, agencements, ..	1 257 182,56	1 542 925,45		-285 742,89
281571	Matériel roulant	96 365,80	85 427,80		10 938,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	167 075,29	140 595,50		26 479,79
28158	Autres installat°, matériel et outillage	16 279,38	16 159,08		120,30
28181	Installations générales, aménagt divers	497,34	497,34		0,00
28182	Matériel de transport	255 491,53	306 637,96		-51 146,43
28183	Matériel de bureau et informatique	313 528,91	279 900,77		33 628,14
28184	Mobilier	118 015,14	129 501,41		-11 486,27
28188	Autres immo. corporelles	437 888,42	488 139,46		-50 251,04
4817	Pénalités de renégociation de la dette	50 000,00	27 272,73		22 727,27
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	8 500 000,00	8 251 859,90		248 140,10
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	8 500 000,00	8 251 859,90		248 140,10

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	28 800 897,38	18 194 474,84	5 513 738,65	5 092 683,89
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	206 164,33			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

**IV
A1**

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
---------	--	--	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	1 307 123	2 110 356	82	5 709 544	24 746	1 359 454	77 595	957 781	236 672	820 488	0	12 603 841
- Equipements municipaux (2)		1 062 936	82	2 876 230	24 746	1 359 454	77 595	957 781	236 672	772 837	0	7 368 331
- Equip. non municipaux (c204) (3)		0	0	51 233	0	0	0	0	0	0	0	51 233
- Opérations financières	1 307 123											1 307 123
Dépenses d'ordre	3 922 078											3 922 078
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	5 229 201	2 110 356	82	5 709 544	24 746	1 359 454	77 595	957 781	236 672	820 488	0	16 525 920
Total recettes	14 776 331	3 542 541	0	0	0	0	0	0	0	81 767	0	18 400 639
Solde d'investissement	9 547 130	1 432 186	-82	-5 709 544	-24 746	-1 359 454	-77 595	-957 781	-236 672	-738 722	0	1 674 720
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	10 000	1 129 520	0	1 467 792	14 924	3 174 010	144 217	1 887 966	89 668	1 015 956	49 386	9 003 460
Total RAR recettes	0	3 661 898	0	956 349	0	625 900	0	0	0	270 492	0	5 513 739
SOLDE RAR investissement	-10 000	2 532 378	0	-531 444	-14 924	-2 549 010	-144 217	-1 887 966	-89 668	-745 464	-49 386	-3 489 722

FONCTIONNEMENT

REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	19 988 078	17 557 064	571 384	5 297 613	921 253	6 289 473	4 949 410	5 136 064	77 509	3 441 963	0	64 229 812
Total recettes	49 635 593	4 879 468	645 384	1 345 644	81 995	202 271	3 588 410	3 384 921	228 033	1 857 924	350 961	66 160 592
Solde de fonctionnement	29 647 514	-12 677 596	74 000	-3 951 969	-839 268	-8 087 202	-1 361 000	-1 771 144	150 523	-1 584 039	350 961	1 950 780
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total RAR recettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOLDE RAR fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

**IV
A1**

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* municipaux	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
----------	---------	--	---	--	----------------------------------	--------------	---------------------------	--	--------------	---------------	---	---------------------------	-------

INVESTISSEMENT

DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		5 239 201	3 239 875	82	7 197 337	39 670	4 533 464	221 812	2 845 747	326 360	1 836 445	49 388	25 529 380
Dépenses réelles		1 317 123	3 239 875	82	7 197 337	39 670	4 533 464	221 812	2 845 747	326 360	1 836 445	49 388	21 607 302
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	297 760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	297 760
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0	297 760	0	0	0	0	0	0	0	0	0	297 760
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	1 307 123	160	0	2 782 082	0	0	0	0	0	1 367	0	4 090 732
1641	Emprunts en euro	1 307 123	0	0	2 782 082	0	0	0	0	0	0	0	4 089 205
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	160	0	0	0	0	0	0	0	1 367	0	1 527
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	10 000	722 350	0	432 636	15 624	325 925	104 366	266 547	2 952	38 183	49 388	1 957 989
2031	Frais d'études	0	368 244	0	432 636	15 624	325 925	100 900	266 547	2 952	38 183	49 388	1 590 398
2051	Concessions, droits similaires	0	354 106	0	0	0	0	3 486	0	0	0	0	357 592
2068	Autres immobilisations incorporelles	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	51 233	0	0	0	0	0	0	0	51 233
2041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0	0	0	51 233	0	0	0	0	0	0	0	51 233
21	Immobilisations corporelles	0	770 082	82	3 617 782	24 046	4 203 393	117 426	2 589 200	323 408	1 327 783	0	13 273 181
2116	Cimetières	0	19 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 950
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 441	0	37 441
2128	Autres agencements et aménagements	0	0	0	9 352	0	23 428	0	0	0	44 400	0	77 180
2135	Installations générales, agencements	0	375 431	0	3 695 848	0	2 541 204	3 735	2 455 058	323 408	451 958	0	9 846 641
2138	Autres constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 800	0	4 800
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	504 434	0	504 434
2152	Installations de voirie	0	3 840	0	0	0	0	0	0	0	68 533	0	72 373
21538	Autres réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 266	0	43 266
21571	Matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 468	0	21 468
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	0	0	0	0	1 539 123	0	0	0	0	0	1 539 123
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	3 700	0	0	0	0	0	0	3 700
2183	Matériel de bureau et informatique	0	228 612	0	45 349	0	2 851	596	0	0	0	0	277 407
2184	Mobilier	0	120 853	0	83 547	0	24 404	62 921	116 053	0	0	0	407 779

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
2188	Autres immobilisations corporelles	0	21 306	82	83 666	20 346	72 384	50 175	18 090	0	151 464	0	417 600
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	700 024	0	13 624	0	4 146	0	0	0	415 132	0	1 132 926
2312	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 762	0	13 762
2313	Constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	111 315	0	111 315
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0	670 849	0	13 624	0	0	0	0	0	290 055	0	974 527
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	29 176	0	0	0	4 146	0	0	0	0	0	33 321
26	Participat* et créances rattachées	0	747 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	747 500
261	Titres de participation	0	747 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	747 500
27	Autres immobilisations financières	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
275	Dépôts et cautionnements versés	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
	Opérations d'équipement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 001	0	54 001
45411	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 001	0	54 001
	Dépenses d'ordre	3 922 078	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 922 078
040	Opérat* ordre transfert entre sections	3 907 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 907 438
13918	Autres subventions d'équipement	6 838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 838
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	109 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 300
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	3 781 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 781 300
041	Opérations patrimoniales	14 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 640
2135	Installations générales, agencements	14 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 640
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes d'investissement		14 776 331	7 204 439	0	956 349	0	625 000	0	0	0	352 259	0	23 914 378
Recettes réelles		6 318 307	7 204 439	0	956 349	0	625 000	0	0	0	352 259	0	15 456 354
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 026 267	3 114 332	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 140 599
10222	FCTVA	0	1 678 766	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 678 766
10226	Taxe d'aménagement	0	1 435 566	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 435 566
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 026 267	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 026 267
13	Subventions d'investissement	0	4 089 627	0	956 349	0	625 000	0	0	0	351 059	0	6 022 035
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	270 492	0	270 492

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménage et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
1312	Subv. transf. Régions	0	2 142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 142
1313	Subv. transf. Départements	0	3 061 898	0	956 349	0	625 000	0	0	0	0	0	5 243 247
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	39 070	0	0	0	0	0	0	0	80 567	0	119 637
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	352 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	352 500
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	34 017	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 017
16	Emprunts et dettes assimilées	3 675 000	480	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	3 676 680
1641	Emprunts en euros	3 675 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 675 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	480	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 680
18	Compte de liaison : affectat* (BA, régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	1 602 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 602 400
2138	Autres constructions	1 602 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 602 400
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	14 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 640
238	Avances versées commandes immo. incorp.	14 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 640
26	Participat* et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Opérations pour compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Recettes d'ordre	8 251 860	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 251 860
040	Opérat* ordre transfert entre sections	8 251 860	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 251 860
28031	Frais d'études	804 891	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	804 891
28041481	Subv. Cne : Bien mobilier, matériel	16 528	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 528
28041482	Subv. Cne : Bâtements, installations	20 258	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 258
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	105 930	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 930
2804172	Autres EPL : Bâtements, installations	1 181 282	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 181 282
280422	Privé : Bâtements, installations	2 487 302	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 487 302
28051	Concessions et droits similaires	208 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	208 144
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	30 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30 659
28132	Immeubles de rapport	399 809	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	399 809
28135	Installations générales, agencements, ..	1 542 925	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 542 925
281571	Matériel roulant	85 428	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85 428
281578	Autre matériel et outillage de voirie	140 596	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	140 596

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains. environnement	9 Action économique	TOTAL
28158	Autres installat*, matériel et outillage	18 159	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 159
28161	Installations générales, aménagt divers	497	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	497
28182	Matériel de transport	306 638	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	306 638
28183	Matériel de bureau et informatique	279 901	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279 901
28184	Mobilier	129 501	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	129 501
28188	Autres immo. corporelles	488 139	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	488 139
4817	Pénalités de renégociation de la dette	27 273	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 273
041	Opérations patrimoniales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
001	Solde d'exécution reporté de N-1	206 164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	206 164

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES											
Total dépenses de fonctionnement		19 988 078	17 557 064	571 384	5 297 613	921 253	6 289 473	4 949 410	5 136 064	77 509	3 441 963	0	64 229 812
Dépenses réelles		10 133 819	17 557 064	571 384	5 297 613	921 253	6 289 473	4 949 410	5 136 064	77 509	3 441 963	0	54 375 552
011	Charges à caractère général	68 457	4 539 752	281 537	1 937 771	263 415	154 264	778 627	417 766	77 509	1 550 678	0	10 069 976
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0	60 287	113 078	78 248	82 764	6 293	182 200	81 605	0	16 346	0	600 721
60611	Eau et assainissement	0	297 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	297 000
60612	Energie - Electricité	0	1 585 915	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 585 915
60622	Carburants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 488	0	117 488
60623	Alimentation	0	35 400	0	8 689	4 129	62 026	23 179	113 812	0	3 665	0	250 931
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	2 021	1 996	0	0	0	0	4 019
60628	Autres fournitures non stockées	0	106	0	1 822	0	6 915	100 672	27 275	0	7 730	0	144 519
60631	Fournitures d'entretien	0	162 258	0	0	0	-110	4 613	0	0	566	0	167 356
60632	Fournitures de petit équipement	132	11 841	0	29 018	6 539	25 600	102 477	19 838	0	255 067	0	450 610
60633	Fournitures de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 157	0	7 157
60636	Vêtements de travail	0	0	0	0	0	0	78 855	0	0	500	0	79 355
6064	Fournitures administratives	0	56 523	0	0	220	0	7 425	0	0	0	0	64 188
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	821	0	24 607	0	0	0	5 027	0	0	0	30 455
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	85 814	0	0	0	0	0	0	0	85 814
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0	0	1 628	0	41 752	0	43 380
611	Contrats de prestations de services	5 640	391 371	21 462	0	340	0	1 145	0	0	159 190	0	579 149
6132	Locatons immobilières	0	120 478	0	0	0	0	0	45 621	0	0	0	166 099
6135	Locatons mobilières	0	72 618	0	55 396	2 950	2 600	32 188	0	0	20 478	0	198 400
614	Charges locatives et de copropriété	0	13 940	0	0	9 227	0	0	7 445	73 138	0	0	103 748
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	171 977	0	171 977

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (f)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	347 849	0	0	0	10 004	5 378	0	0	0	0	383 231
81551	Entretien matériel roulant	0	0	0	0	0	531	0	0	0	41 540	0	42 071
81558	Entretien autres biens mobiliers	0	7 247	0	3 690	343	0	14 236	0	627	73 275	0	99 418
6156	Maintenance	0	249 319	143 277	20 899	269	12 172	119 155	2 106	3 745	73 617	0	524 649
8161	Multirisques	0	220 700	0	0	0	0	0	0	0	37 793	0	258 493
817	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	19 932	0	0	0	-524	0	19 408
6182	Documentation générale et technique	0	18 707	0	99	0	0	2 779	4 633	0	0	0	26 189
6184	Versements à des organismes de formation	0	73 502	0	0	0	0	0	0	0	0	0	73 502
8185	Frais de colloques et de séminaires	0	1 834	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 834
6188	Autres frais divers	38 000	90 883	3 720	3 612	43 779	1 328	49 885	1 976	0	10 682	0	243 862
6226	Honoraires	0	47 303	0	0	61 897	383	39 894	0	0	0	0	149 476
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	8 738	0	0	0	0	2 999	0	0	1 626	0	13 364
6228	Divers	0	0	0	0	0	0	0	4 883	0	0	0	4 883
6231	Annonces et insertions	0	37 045	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 045
6232	Fêtes et cérémonies	0	73 405	0	0	60 435	0	0	2 060	0	16 275	0	152 194
6233	Foires et expositions	0	0	0	0	1 465	0	0	0	0	0	0	1 465
6236	Catalogues et imprimés	0	201 326	0	0	5 626	0	0	0	0	0	0	206 951
6237	Publications	0	40 552	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 552
6241	Transports de biens	0	0	0	0	780	0	0	0	0	0	0	780
6247	Transports collectifs	0	0	0	0	0	450	7 500	688	0	85 462	0	94 099
6248	Divers	0	0	0	52	0	0	76	0	0	0	0	128
6251	Voyages et déplacements	0	6 112	0	240	0	3 107	0	0	0	0	0	9 459
6256	Missions	0	22 257	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22 257
6257	Réceptions	0	8 231	0	0	610	0	0	0	0	0	0	9 042
6261	Frais d'affranchissement	0	63 630	0	0	0	60	0	0	0	0	0	63 690
6262	Frais de télécommunications	0	56 152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 152
627	Services bancaires et assimilés	17 032	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 032
6281	Concours divers (cobsations)	7 853	93 725	0	0	1 842	958	1 973	0	0	1 861	0	108 009
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, ...)	0	5 854	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 854
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	16 362	0	16 001	0	0	0	99 249	0	17 527	0	149 138
6284	Redevances pour services rendus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	151 937	0	151 937
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	25 143	0	1 609 657	0	0	0	0	0	0	0	1 634 801
83512	Taxes foncières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	237 833	0	237 833
83513	Autres impôts locaux	0	15 117	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 117
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	10 278 782	289 647	3 235 081	655 661	6 135 209	4 183 577	4 718 299	0	1 891 085	0	31 387 541
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	0	0	0	0	364 211	0	0	0	364 211
8331	Versement mobilité	0	188 812	3 703	51 487	10 384	107 972	78 788	73 867	0	29 543	0	522 396

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	28 369	628	8 726	1 782	18 899	13 015	12 491	0	6 007	0	88 866
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	80 220	1 820	25 303	5 109	64 726	37 735	36 221	0	14 521	0	255 654
64111	Rémunération principale titulaires	0	3 725 865	126 010	1 836 191	304 433	1 879 398	1 007 302	1 685 338	0	994 505	0	11 159 039
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	178 433	5 595	89 875	13 406	77 630	54 928	91 479	0	51 479	0	542 825
64114	Personnel titulaire Indemnité infiat*	0	11 100	0	7 300	400	7 300	2 900	6 800	0	4 200	0	40 000
64116	Autres indemnités titulaires	0	1 053 511	92 105	360 566	95 915	483 591	273 810	371 158	0	257 020	0	2 987 678
64131	Rémunérations non tit.	0	1 921 171	0	236 862	57 439	2 182 569	1 663 694	961 413	0	45 569	0	7 048 747
64134	Personnel non tit. - Indemnité infiat*	0	7 400	0	200	0	10 000	3 800	3 500	0	200	0	25 100
64171	Apprentis - rémunérations	0	26 701	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 701
64172	Apprentis indemnité infiabon	0	200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	200
6451	Cotisations à F.U.R.S.S.A.F.	0	1 121 874	19 861	288 471	63 854	890 893	614 340	512 878	0	161 025	0	3 673 185
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	1 378 595	39 333	531 313	98 265	623 804	409 913	574 888	0	318 565	0	3 874 705
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	32 064	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 064
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	44 098	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 098
6458	Coûts. aux autres organismes sociaux	0	14 789	494	6 818	1 506	6 728	4 264	6 678	0	3 970	0	45 227
64731	Allocations chômage versées directement	0	455 733	0	0	0	0	0	0	0	0	0	455 733
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	0	0	0	0	0	4 521	0	0	0	0	4 521
6478	Autres charges sociales diverses	0	29 877	300	11 989	3 175	11 700	16 567	17 553	0	5 450	0	96 591
014	Atténuations de produits	538 309	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	538 309
739116	Autres reversements de fiscalité	18 393	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 393
739223	Fonds péréquation res. com. et intercom	509 816	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	509 816
7396	Reverset., restitut* et prélevé divers	8 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 100
65	Autres charges de gestion courante	8 868 274	2 198 500	0	124 761	2 178	0	500	0	0	0	0	11 192 213
6516	Autres	0	0	0	0	2 178	0	0	0	0	0	0	2 178
6531	Indemnités	0	289 116	0	0	0	0	0	0	0	0	0	289 116
6532	Frais de mission	0	9 364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 364
6533	Cotisations de retraite	0	17 240	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 240
6534	Coûts. de sécurité sociale - part patron	0	41 853	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 853
6535	Formation	0	2 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 180
6536	Frais de représentation du maire	0	215	0	0	0	0	0	0	0	0	0	215
6541	Créances admises en non-valeur	0	38 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 250
6542	Créances étalées	1 369	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 369
65541	Contrib fonds compens. ch. territoriales	8 804 905	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 804 905
65548	Autres contributions	0	181 061	0	0	0	0	500	0	0	0	0	181 561

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administratifs publics	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnem	9 Action économique	TOTAL
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	124 761	0	0	0	0	0	0	0	124 761
657362	Subv. fonct. CCAS	60 000	800 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	860 000
6574	Subv. fonct. Assocat', personnes privée	0	819 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	819 220
65888	Autres	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
86	Charges financières	629 481	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	629 481
66111	Intérêts réglés à l'échéance	662 475	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	662 475
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-35 512	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-35 512
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	2 499	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 499
67	Charges exceptionnelles	33 317	535 030	0	0	0	0	-13 295	0	0	0	0	555 052
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	55	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	55
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	0	0	14 590	0	0	0	0	14 590
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	27 885	0	0	0	0	-27 885	0	0	0	0	0
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	33 262	503 416	0	0	0	0	0	0	0	0	0	536 678
678	Autres charges exceptionnelles	0	3 729	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 729
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
Dépenses d'ordre		9 854 260	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 854 260
042	Opérat' ordre transfert entre sections	9 854 260	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 854 260
675	Valeurs comptables immobilisations cédées	1 602 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 602 400
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporées	8 224 587	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 224 587
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	27 273	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 273
043	Opérat' ordre intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		49 635 993	4 879 468	645 384	1 345 644	81 985	202 271	3 588 410	3 364 921	228 033	1 857 924	350 961	68 180 592
Recettes liées		45 444 757	4 879 468	645 384	1 345 644	81 985	202 271	3 588 410	3 364 921	228 033	1 857 924	350 961	61 989 756
013	Atténuations de charges	0	505 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	505 825

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généralistes administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	440 262	0	0	0	0	0	0	0	0	0	440 262
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0	65 563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 563
70	Produits des services, du domaine, vente	285 590	1 361 301	538 194	1 299 082	0	200 853	1 373 651	771 675	228 033	786 012	0	6 814 190
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	103 483	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103 483
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	362 625	0	0	0	0	0	0	786 012	0	1 148 637
70328	Autres droits stationnement et location	0	7 866	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 866
70384	Forfait de post-stationnement	0	0	175 368	0	0	0	0	0	0	0	0	175 368
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	97 096	0	0	0	0	0	0	0	0	0	97 096
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	196 632	0	104 296	1 279 260	771 675	0	0	0	2 351 863
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	1 072 450	0	0	0	0	0	0	0	1 072 450
70688	Autres prestations de services	0	31 074	0	0	0	0	94 391	0	0	0	0	125 465
7083	Locations diverses (autres qu'immuables)	0	0	0	0	0	95 773	0	0	0	0	0	95 773
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	51 319	0	0	0	0	0	0	0	23 190	0	0	74 509
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	276 105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	276 105
70873	Remb. frais per les C.C.A.S.	0	0	0	0	0	0	0	0	204 843	0	0	204 843
70878	Remb. frais par d'autres redevables	234 271	845 678	0	0	0	585	0	0	0	0	0	1 080 531
73	Impôts et taxes	41 113 013	0	0	0	0	0	0	0	0	0	350 961	41 463 974
73111	Impôts directs locaux	25 061 039	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 061 039
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	148 314	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	148 314
73211	Attribution de compensation	12 962 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 962 894
73222	Fonds solidaire. com. région Ile-de-France	637 739	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	637 739
7351	Taxe consommation finale d'électricité	413 026	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	413 026
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 786	265 786
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	85 175	85 175
7361	Taxes additionnelles droits de mutation	1 842 001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 842 001
74	Dotations et participations	3 884 189	1 310 492	107 190	6 800	81 985	1 616	2 214 750	2 593 246	0	0	0	10 200 278

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généralx administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
7411	Dotatoin forfaitaire	3 040 736	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 040 736
74123	Dotatoin de solidarité urbaine	394 063	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	394 063
744	FCTVA	0	52 996	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 996
7461	DGD	0	262 705	0	0	0	0	0	0	0	0	0	262 705
74716	Autres participatoin Etat	111 026	11 299	0	6 800	32 000	0	0	0	0	0	0	161 126
7472	Participatoin Régions	0	0	0	0	15 005	0	0	0	0	0	0	15 005
7473	Participatoin Départements	0	975 504	0	0	11 980	0	120 371	629 783	0	0	0	1 737 638
74746	Participatoin Autres communes	0	0	0	0	0	0	2 000	0	0	0	0	2 000
7478	Participatoin Autres organismes	0	2 231	107 190	0	23 000	1 610	2 092 388	1 963 463	0	0	0	4 169 890
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 489	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 489
74832	Attribution du fonds départemental TP	89 734	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	89 734
74834	Etat - Compens. exonératoin taxes foncières	246 141	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	246 141
7484	Dotatoin de recensement	0	5 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 757
75	Autres produits de gestion courante	79 750	134 380	0	0	0	0	0	0	0	1 068 960	0	1 283 110
752	Revenus des immeubles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 068 960	0	1 068 960
757	Redevances versées par fermiers, conces.	79 750	981	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 731
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	133 399	0	0	0	0	0	0	0	0	0	133 399
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	69 215	1 567 470	0	69 762	0	0	0	0	0	2 932	0	1 709 379
7714	Recourrt créances admises en non valeur	952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	952
7716	Autres produits except. opératoin gestion	63 363	61 911	0	69 762	0	0	0	0	0	2 932	0	197 967
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 900	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 900
775	Produits des césions d'immobilisations	0	1 463 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 463 100
7788	Produits exceptionnels divers	0	12 459	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 459
78	Reprise sur amortissements et provisions	13 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 000
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	13 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 000
	Receffes d'ordre	3 907 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 907 438

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat* publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
042	Opérat* ordre transfert entre sections	3 907 438	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 907 438
7701	Diff / réal (+) transférés en invest.	109 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 300
7768	Neutral. amort. subv. équip. versées	3 791 300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 791 300
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	6 838	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 838
043	Opérat* ordre Intérieur de la section	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
002	Excédent de fonctionnement reporté	283 398	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	283 398

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisée, PCI* européen	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	19 938 978,42	17 563 664,02	0,00	-4 600,00	0,00	37 545 142,51
	Réalisations	19 938 978,42	17 563 664,02	0,00	-4 600,00	0,00	37 545 142,51
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	68 456,91	4 546 311,85	0,00	-4 600,00	0,00	4 608 208,86
8042	Achats prestas* services (hors terrains)	0,00	63 887,26	0,00	-3 600,00	0,00	60 287,26
80611	Eau et assainissement	0,00	296 999,75	0,00	0,00	0,00	296 999,75
80612	Energie - Electricité	0,00	1 585 915,18	0,00	0,00	0,00	1 585 915,18
80623	Alimentation	0,00	35 400,37	0,00	0,00	0,00	35 400,37
80628	Autres fournitures non stockées	0,00	104,80	0,00	0,00	0,00	104,80
80631	Fournitures d'entretien	0,00	162 258,39	0,00	0,00	0,00	162 258,39
80632	Fournitures de petit équipement	132,00	11 841,27	0,00	0,00	0,00	11 973,27
8064	Fournitures administratives	0,00	56 522,72	0,00	0,00	0,00	56 522,72
8065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	821,06	0,00	0,00	0,00	821,06
811	Contrats de prestations de services	5 640,00	391 371,22	0,00	0,00	0,00	387 011,22
8132	Locations immobilières	0,00	120 478,15	0,00	0,00	0,00	120 478,15
8135	Locations mobilières	0,00	72 818,12	0,00	0,00	0,00	72 818,12
814	Charges locatives et de copropriété	0,00	13 939,87	0,00	0,00	0,00	13 939,87
813221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	347 849,06	0,00	0,00	0,00	347 849,06
81558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	7 247,34	0,00	0,00	0,00	7 247,34
8158	Maintenance	0,00	249 319,13	0,00	0,00	0,00	249 319,13
8161	Multirisques	0,00	220 700,07	0,00	0,00	0,00	220 700,07
8182	Documentation générale et technique	0,00	18 707,46	0,00	0,00	0,00	18 707,46
8184	Versements à des organismes de formation	0,00	73 502,40	0,00	0,00	0,00	73 502,40
8185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	1 834,00	0,00	0,00	0,00	1 834,00
8188	Autres frais divers	38 000,00	90 883,03	0,00	0,00	0,00	128 883,03
8228	Honoraires	0,00	47 302,79	0,00	0,00	0,00	47 302,79
8227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	8 738,40	0,00	0,00	0,00	8 738,40
8231	Annonces et insertions	0,00	37 044,52	0,00	0,00	0,00	37 044,52
8232	Fêtes et cérémonies	0,00	73 404,67	0,00	0,00	0,00	73 404,67
8236	Catalogues et imprimés	0,00	201 325,67	0,00	0,00	0,00	201 325,67
8237	Publications	0,00	40 551,84	0,00	0,00	0,00	40 551,84
8251	Voyages et déplacements	0,00	9 112,00	0,00	-3 000,00	0,00	6 112,00
8256	Missions	0,00	22 257,37	0,00	0,00	0,00	22 257,37
8257	Réceptions	0,00	8 231,06	0,00	0,00	0,00	8 231,06
8261	Frais d'affranchissement	0,00	63 828,70	0,00	0,00	0,00	63 828,70
8262	Frais de télécommunications	0,00	58 152,15	0,00	0,00	0,00	58 152,15
827	Services bancaires et assimilés	17 031,91	0,00	0,00	0,00	0,00	17 031,91
8281	Concours divers (coblations)	7 653,00	93 724,56	0,00	0,00	0,00	101 377,56
8282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	5 853,90	0,00	0,00	0,00	5 853,90

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisée, act* européen	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	16 362,00	0,00	0,00	0,00	16 362,00
62678	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	25 143,32	0,00	0,00	0,00	25 143,32
63513	Autres impôts locaux	0,00	15 117,00	0,00	0,00	0,00	15 117,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	10 278 782,05	0,00	0,00	0,00	10 278 782,05
6331	Versement mobilité	0,00	188 611,73	0,00	0,00	0,00	188 611,73
6332	Coisations versées au F.N.A.L.	0,00	28 358,77	0,00	0,00	0,00	28 358,77
6336	Coisations CNFPT et CDGFPT	0,00	80 220,47	0,00	0,00	0,00	80 220,47
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	3 725 865,83	0,00	0,00	0,00	3 725 865,83
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	178 433,16	0,00	0,00	0,00	178 433,16
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat*	0,00	11 066,93	0,00	0,00	0,00	11 066,93
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	1 053 511,35	0,00	0,00	0,00	1 053 511,35
64131	Rémunérations non tit.	0,00	1 921 170,89	0,00	0,00	0,00	1 921 170,89
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat*	0,00	7 400,00	0,00	0,00	0,00	7 400,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	26 700,56	0,00	0,00	0,00	26 700,56
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6451	Coisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 121 873,93	0,00	0,00	0,00	1 121 873,93
6453	Coisations aux caisses de retraites	0,00	1 378 595,17	0,00	0,00	0,00	1 378 595,17
6456	Coisations pour assurance du personnel	0,00	32 064,02	0,00	0,00	0,00	32 064,02
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	44 096,00	0,00	0,00	0,00	44 096,00
6458	Cois. aux autres organismes sociaux	0,00	14 768,72	0,00	0,00	0,00	14 768,72
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	455 732,50	0,00	0,00	0,00	455 732,50
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	28 877,22	0,00	0,00	0,00	28 877,22
014	Atteintures de produits	536 308,78	0,00	0,00	0,00	0,00	536 308,78
739118	Autres reversements de fiscalité	18 393,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 393,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	509 816,00	0,00	0,00	0,00	0,00	509 816,00
7398	Revers. "résultat" et créédit divers	8 099,78	0,00	0,00	0,00	0,00	8 099,78
042	Opérat* ordre transfert entre sections	9 854 259,90	0,00	0,00	0,00	0,00	9 854 259,90
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	1 602 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 602 400,00
6811	Dot. amort. et prov. immos incorporées	8 224 587,17	0,00	0,00	0,00	0,00	8 224 587,17
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	27 272,73	0,00	0,00	0,00	0,00	27 272,73
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 099 274,47	2 198 500,17	0,00	0,00	0,00	11 094 774,64
6531	Indemnités	0,00	289 116,34	0,00	0,00	0,00	289 116,34
6532	Frais de mission	0,00	9 364,02	0,00	0,00	0,00	9 364,02
6533	Coisations de retraite	0,00	17 239,98	0,00	0,00	0,00	17 239,98
6534	Cois. de sécurité sociale - part patron	0,00	41 852,77	0,00	0,00	0,00	41 852,77
6535	Formation	0,00	2 180,00	0,00	0,00	0,00	2 180,00
6536	Frais de représentation du maire	0,00	214,90	0,00	0,00	0,00	214,90
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	38 249,91	0,00	0,00	0,00	38 249,91
6542	Créances éteintes	1 369,47	0,00	0,00	0,00	0,00	1 369,47
65541	Contrib. fonds compens. ch. territoriales	8 804 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 804 905,00
65548	Autres contributions	0,00	181 060,66	0,00	0,00	0,00	181 060,66
657362	Subv. fonct. CCAS	80 000,00	800 000,00	0,00	0,00	0,00	880 000,00
6574	Subv. fonct. Associat*, personnes privée	0,00	819 220,00	0,00	0,00	0,00	819 220,00
65838	Autres	0,00	1,59	0,00	0,00	0,00	1,59
658	Frais fonctionnement des groupes d'états	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	629 461,46	0,00	0,00	0,00	0,00	629 461,46

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisée, act* européen	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
68111	Intérêts réglés à l'échéance	662 474,98	0,00	0,00	0,00	0,00	662 474,98
68112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-35 512,36	0,00	0,00	0,00	0,00	-35 512,36
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	2 498,64	0,00	0,00	0,00	0,00	2 498,64
67	Charges exceptionnelles	33 316,99	535 639,18	0,00	0,00	0,00	569 347,98
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	55,33	0,00	0,00	0,00	0,00	55,33
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	27 884,75	0,00	0,00	0,00	27 884,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	33 261,57	503 416,43	0,00	0,00	0,00	536 678,00
675	Autres charges exceptionnelles	0,00	3 729,00	0,00	0,00	0,00	3 729,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	5 900,00	0,00	0,00	0,00	5 900,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	49 635 592,88	4 879 467,98	0,00	0,00	0,00	54 515 060,86
	Réalisations	49 635 592,88	4 879 467,98	0,00	0,00	0,00	54 515 060,86
092	Résultat de fonctionnement reporté	283 387,79	0,00	0,00	0,00	0,00	283 387,79
013	Atténuations de charges	0,00	595 825,23	0,00	0,00	0,00	595 825,23
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	440 262,38	0,00	0,00	0,00	440 262,38
6459	Rembours. charges SS et prévoyance	0,00	65 562,85	0,00	0,00	0,00	65 562,85
042	Opérat* ordre transfert entre sections	3 907 438,22	0,00	0,00	0,00	0,00	3 907 438,22
7761	Diff / réal (+) transférées en invest.	109 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 300,00
7768	Neutrat. amort. subv. équip. versées	3 791 300,22	0,00	0,00	0,00	0,00	3 791 300,22
777	Quote-part subv invest transf. op. résul	6 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 838,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	285 569,54	1 361 300,87	0,00	0,00	0,00	1 646 890,21
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	103 483,30	0,00	0,00	0,00	103 483,30
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	7 866,00	0,00	0,00	0,00	7 866,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	97 096,28	0,00	0,00	0,00	97 096,28
70689	Autres prestations de services	0,00	31 074,00	0,00	0,00	0,00	31 074,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	51 318,74	0,00	0,00	0,00	0,00	51 318,74
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	276 105,27	0,00	0,00	0,00	276 105,27
70878	Remb. frais par d'autres redevables	234 270,80	645 675,82	0,00	0,00	0,00	1 079 946,62
73	Impôts et taxes	41 113 913,24	0,00	0,00	0,00	0,00	41 113 913,24
73111	Impôts directs locaux	25 091 038,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 091 038,00
7316	Autres impôts locaux ou assimilés	146 314,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 314,00
73211	Attribution de compensation	12 982 894,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 982 894,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	637 739,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 739,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	413 028,14	0,00	0,00	0,00	0,00	413 028,14
7361	Taxes additionnelles droits de mutation	1 842 001,10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 842 001,10
74	Dotations et participations	3 884 188,76	1 318 492,73	0,00	0,00	0,00	5 194 680,99
7411	Dotation forfaitaire	3 040 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 040 736,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	394 063,00	0,00	0,00	0,00	0,00	394 063,00
744	FCTVA	0,00	52 996,27	0,00	0,00	0,00	52 996,27
7481	DGD	0,00	262 705,00	0,00	0,00	0,00	262 705,00
74718	Autres participations Etat	111 026,22	11 299,44	0,00	0,00	0,00	122 325,66
7473	Participat* Départements	0,00	975 503,55	0,00	0,00	0,00	975 503,55
7478	Participat* Autres organismes	0,00	2 230,87	0,00	0,00	0,00	2 230,87
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	2 489,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 489,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisée, act* européen	05 Plan de rance (crise sanitaire)	Total
74832	Attribution du fonds départemental TP	89 733,54	0,00	0,00	0,00	0,00	89 733,54
74834	Etat - Compens. exonérat* taxes foncières	248 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 141,00
7484	Dotation de rconsement	0,00	5 757,00	0,00	0,00	0,00	5 757,00
75	Autres produits de gestion courante	79 750,00	134 379,64	0,00	0,00	0,00	214 129,64
757	Redevances versées par fermiers, conces.	79 750,00	960,57	0,00	0,00	0,00	80 730,57
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	133 399,07	0,00	0,00	0,00	133 399,07
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	89 215,33	1 567 479,21	0,00	0,00	0,00	1 656 694,54
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	952,46	0,00	0,00	0,00	0,00	952,46
7718	Autres produits except. opérat* gestion	63 363,05	61 910,90	0,00	0,00	0,00	125 273,95
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 899,82	0,00	0,00	0,00	0,00	4 899,82
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	1 493 100,00	0,00	0,00	0,00	1 493 100,00
7768	Produits exceptionnels divers	0,00	12 459,31	0,00	0,00	0,00	12 459,31
78	Reprise sur amortissements et provisions	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
7817	Rep. prov. dépréci. actifs circulants	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	29 847 514,46	-12 684 196,11	0,00	6 600,00	0,00	16 969 918,35

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat* générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act* de coopérat* décentralisée
	DÉPENSES	16 519 202,14	385 203,25	279 659,87	182 810,16	196 788,67	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalizations	16 519 202,14	385 203,25	279 659,87	182 810,16	196 788,67	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	4 347 225,85	0,00	2 337,17	0,00	196 788,67	0,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	35 013,69	0,00	0,00	0,00	28 873,57	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	296 998,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	1 585 915,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	25 055,46	0,00	0,00	0,00	10 344,91	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	104,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	162 258,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	6 035,46	0,00	0,00	0,00	5 805,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	56 522,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	292,90	0,00	528,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	391 371,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	120 478,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	72 818,12	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale
614	Charges locatives et de copropriété	13 939,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	347 849,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 247,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	249 319,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	220 700,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	18 707,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	73 502,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 834,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	80 466,29	0,00	1 416,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	47 302,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	8 738,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	37 044,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	7 937,82	0,00	0,00	0,00	65 486,85	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	200 633,39	0,00	392,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	40 551,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	9 112,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	22 257,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	606,55	0,00	0,00	0,00	7 625,51	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	63 829,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	56 152,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	63 724,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, ...)	0,00	0,00	0,00	0,00	5 853,90	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	16 362,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	25 143,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	15 117,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	9 782 137,63	36 994,16	276 840,70	182 810,16	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	157 304,38	4 237,47	4 329,78	2 940,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	26 433,72	692,67	733,96	496,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	76 647,58	0,00	2 127,67	1 445,22	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 472 516,81	0,00	150 382,32	102 966,70	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	166 562,15	0,00	7 755,01	4 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire indemnité initial	10 099,93	0,00	400,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ^g énérale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	045 Autres act ^g de coopérat ^g décentralisés
64116	Autres indemnités titulaires	994 456,55	0,00	38 577,89	20 477,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 921 170,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité infat ^g	7 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	26 700,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité infat ^g	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 062 807,06	0,00	22 646,99	16 419,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	1 297 876,96	0,00	48 495,76	32 222,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurances du personnel	0,00	32 064,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	44 096,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 762,91	0,00	601,52	404,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	455 732,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6476	Autres charges sociales diverses	28 387,23	0,00	790,00	719,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739116	Autres reversements de fiscalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation res. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Reversm., restitut ^g et prélèvt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat ^g ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat ^g ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 850 291,08	348 209,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	289 116,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	9 364,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 239,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	41 862,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	2 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	214,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ⁿ de coopérat ⁿ décentralisée
6541	Créances admises en non-valeur	38 249,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65541	Contrib. fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65546	Autres contributions	181 060,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat ⁿ , personnes privées	819 220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65808	Autres	1,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'étus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	534 548,18	0,00	462,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	27 402,75	0,00	482,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	503 418,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
679	Autres charges exceptionnelles	3 726,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	5 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		3 628 145,41	0,00	108 395,72	25 000,00	38 940,00	975 503,55	103 483,30	0,00	0,00
Réalizations		3 628 145,41	0,00	108 395,72	25 000,00	38 940,00	975 503,55	103 483,30	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Atténuations de charges	505 825,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	440 282,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6450	Remboursat charges SS et prévoyance	65 582,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat ⁿ ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff / réal (+) transférées en Invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ^s de coopérat ⁿ décentralisés
7768	Neutrat. amort. subv. équip. versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quota-part subv invest transf cette régie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat ⁿ ordre Intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	1 121 781,09	0,00	97 096,28	0,00	38 940,00	0,00	103 483,30	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 483,30	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	7 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	97 096,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70638	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	31 074,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. . règles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	278 105,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	845 675,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73222	Fonds solidar. com. région Ile-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	323 889,24	0,00	11 299,44	0,00	0,00	975 503,55	0,00	0,00	0,00
7411	Dotaton forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	52 996,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	262 705,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	11 299,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat ⁿ Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	975 503,55	0,00	0,00	0,00
7478	Participat ⁿ Autres organismes	2 230,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat ⁿ taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ^s de coopérat ⁿ décentralisée
7484	Ordonn de recensement	5 757,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	109 379,64	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	980,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres produits div. de gestion courante	108 399,07	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 567 479,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvr. créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat ⁿ gestion	61 910,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	1 483 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	12 459,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-12 891 056,73	-385 203,25	-171 264,15	-197 810,16	-157 848,67	975 567,55	103 483,30	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES				
	Réalisations	571 383,85	0,00	0,00	571 383,85
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	281 537,15	0,00	0,00	281 537,15
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	113 078,06	0,00	0,00	113 078,06
611	Contrats de prestations de services	21 462,40	0,00	0,00	21 462,40
6156	Maintenance	143 276,69	0,00	0,00	143 276,69
6168	Autres frais divers	3 720,00	0,00	0,00	3 720,00
617	Charges de personnel, frais assimilés	289 846,79	0,00	0,00	289 846,79
6331	Versement mobilité	3 702,70	0,00	0,00	3 702,70
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	627,58	0,00	0,00	627,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 819,79	0,00	0,00	1 819,79
64111	Rémunération principale titulaires	126 009,68	0,00	0,00	126 009,68
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 594,64	0,00	0,00	5 594,64
64118	Autres indemnités titulaires	92 105,24	0,00	0,00	92 105,24
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	19 860,79	0,00	0,00	19 860,79
6453	Cotisations aux caisses de retraites	39 332,74	0,00	0,00	39 332,74
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	493,55	0,00	0,00	493,55
6478	Autres charges sociales diverses	299,09	0,00	0,00	299,09
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'états	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	645 383,58	0,00	0,00	645 383,58
	Réalisations	645 383,58	0,00	0,00	645 383,58
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services du domaine, vente	538 193,57	0,00	0,00	538 193,57
70321	Stationnement et location voie publique	362 825,23	0,00	0,00	362 825,23
70384	Forfait de post-stationnement	175 368,34	0,00	0,00	175 368,34

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	11	12	13	Total
		Securite Interieure	Hygiene et salubrite publiques	Plan de relance (crise sanitaire)	
73	Imôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	107 190,01	0,00	0,00	107 190,01
7476	Participat* Autres organismes	107 190,01	0,00	0,00	107 190,01
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	73 999,73	0,00	0,00	73 999,73

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110	111	112	113	114
		Services communs	Police nationale	Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
	DEPENSES	0,00	0,00	571 383,85	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	571 383,85	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	281 537,15	0,00	0,00
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	0,00	113 078,06	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	21 462,40	0,00	0,00
6168	Maintenance	0,00	0,00	143 276,69	0,00	0,00
6168	Autres frais divers	0,00	0,00	3 720,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	289 846,70	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	3 702,70	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	627,56	0,00	0,00
6336	Cotisations CNPPT et CDGFPT	0,00	0,00	1 619,79	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	126 009,68	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	5 594,64	0,00	0,00
64116	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	92 105,24	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	19 860,79	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	39 332,74	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	483,55	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	299,89	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	645 383,56	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	645 383,56	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

[2]	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	538 193,57	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	362 825,23	0,00	0,00
70384	Forfait de poli-stationnement	0,00	0,00	175 368,34	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	107 190,01	0,00	0,00
7476	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	107 190,01	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	73 999,73	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les ceisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	700 187,31	2 303 182,74	6 759,88	0,00	0,00	2 287 503,23	0,00	5 297 613,16
	Réalisations	700 187,31	2 303 182,74	6 759,88	0,00	0,00	2 287 503,23	0,00	5 297 613,16
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 928,97	217 889,41	6 759,88	0,00	0,00	1 711 192,67	0,00	1 937 770,93
6042	Achats prestati services (hors terrains)	0,00	31 016,93	0,00	0,00	0,00	47 231,20	0,00	78 248,13
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 689,04	0,00	8 689,04
60626	Autres fournitures non stockées	0,00	1 790,37	0,00	0,00	0,00	31,19	0,00	1 821,56
60632	Fournitures de petit équipement	1 192,43	18 646,27	0,00	0,00	0,00	9 177,77	0,00	29 016,47
6095	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	17 846,63	6 759,88	0,00	0,00	0,00	0,00	24 606,51
6097	Fournitures scolaires	736,54	85 077,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 813,85
6135	Locations mobilières	0,00	55 365,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 365,69
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 669,56	0,00	3 669,56
6156	Maintenance	0,00	8 859,10	0,00	0,00	0,00	14 029,98	0,00	20 889,08
6182	Documentation générale et technique	0,00	69,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69,00
6188	Autres frais divers	0,00	1 218,11	0,00	0,00	0,00	2 393,57	0,00	3 611,68
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,20	0,00	52,20
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00	0,00	240,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,70	0,00	16 000,70
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 609 657,46	0,00	1 609 657,46
012	Charges de personnel, frais assimilés	698 258,34	1 960 512,33	0,00	0,00	0,00	576 310,56	0,00	3 235 081,23
6331	Versement mobilité	11 596,51	30 117,08	0,00	0,00	0,00	9 773,63	0,00	51 487,22
6332	Coûts versés au F.N.A.L.	1 965,40	5 104,16	0,00	0,00	0,00	1 656,48	0,00	8 726,02
6336	Coûts CNFPT et CDGFPT	5 699,79	14 600,26	0,00	0,00	0,00	4 803,09	0,00	25 303,14
64111	Rémunération principale titulaires	390 174,88	978 819,25	0,00	0,00	0,00	269 197,02	0,00	1 638 190,93
64112	NEI, SFT, indemnité résidence	14 433,06	39 893,08	0,00	0,00	0,00	15 748,90	0,00	69 875,05
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat	1 300,00	4 600,01	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	7 300,01
64118	Autres indemnités titulaires	84 861,49	222 059,79	0,00	0,00	0,00	53 645,10	0,00	380 566,38
64131	Rémunérations non tit.	0,00	167 680,06	0,00	0,00	0,00	66 181,99	0,00	236 862,05
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	200,00
6451	Coûts à l'U.R.S.S.A.F.	60 655,15	166 845,00	0,00	0,00	0,00	60 871,11	0,00	288 471,26
6453	Coûts aux caisses de retraites	124 390,26	318 803,72	0,00	0,00	0,00	88 118,52	0,00	531 312,50
6458	Coûts aux autres organismes sociaux	1 562,03	4 180,87	0,00	0,00	0,00	1 074,74	0,00	6 817,64
6478	Autres charges sociales diverses	1 611,69	9 509,04	0,00	0,00	0,00	840,00	0,00	11 960,73

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	124 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 761,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	124 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 761,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	72 583,37	0,00	0,00	0,00	1 273 060,50	0,00	1 345 643,87
	Réalisations	0,00	72 583,37	0,00	0,00	0,00	1 273 060,50	0,00	1 345 643,87
002	Résultat de fonctionnement report	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	65 783,37	0,00	0,00	0,00	1 203 298,85	0,00	1 269 082,22
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 632,20	0,00	196 632,20
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	65 783,37	0,00	0,00	0,00	1 006 666,65	0,00	1 072 450,02
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 800,00
74718	Autres participations Etat	0,00	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 800,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 781,65	0,00	69 781,65
7718	Autres produits except. opérat* gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 781,65	0,00	69 781,65
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-700 187,31	-2 230 579,37	-6 759,66	0,00	0,00	-1 014 442,73	0,00	-3 951 969,07

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	935 801,42	1 285 345,42	182 015,90	2 232 169,88	0,00	16 423,55	0,00	38 909,70
	Réalisations	935 801,42	1 285 345,42	182 015,90	2 232 169,88	0,00	16 423,55	0,00	38 909,70
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	78 346,59	102 287,92	37 254,90	1 655 859,42	0,00	16 423,55	0,00	38 909,70
6042	Achats prestati* services (hors terrains)	0,00	0,00	31 016,93	17 335,93	0,00	0,00	0,00	29 897,27
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 689,04
60628	Autres fournitures non stockées	651,34	1 139,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,19
60632	Fournitures de petit équipement	6 449,18	10 968,22	1 206,87	9 177,77	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	14 856,44	3 188,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	14 710,78	70 366,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	55 365,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	3 689,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 169,62	5 068,68	622,80	0,00	0,00	14 029,98	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	69,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	1 218,11	0,00	0,00	2 393,57	0,00	0,00
6246	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,20
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	16 000,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6287#	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	0,00	0,00	1 606 657,48	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	837 454,83	1 103 057,50	0,00	576 319,58	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	13 901,74	16 215,34	0,00	9 773,63	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 365,65	2 748,21	0,00	1 656,46	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 831,78	7 968,48	0,00	4 803,09	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	428 022,03	548 797,22	0,00	269 197,02	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	19 772,70	19 920,39	0,00	15 748,90	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat*	2 100,00	2 700,01	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	100 805,74	121 154,05	0,00	53 845,10	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	56 036,03	111 644,03	0,00	69 181,99	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat*	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	78 283,68	98 061,32	0,00	60 871,11	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	142 012,72	176 791,00	0,00	88 118,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 772,01	2 408,86	0,00	1 074,74	0,00	0,00	0,00	0,00
647B	Autres charges sociales diverses	5 480,45	4 046,59	0,00	840,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	124 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	124 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	72 583,37	1 253 933,48	0,00	0,00	0,00	20 607,62

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 23				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	Réalisations	0,00	0,00	72 583,37	1 253 053,48	0,00	0,00	0,00	20 007,02
002	Résultat de fonctionnement reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat' ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	65 783,37	1 183 291,83	0,00	0,00	0,00	20 007,02
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	176 625,18	0,00	0,00	0,00	20 007,02
7067	Redev. services périscolaires et animation	0,00	0,00	65 783,37	1 006 666,65	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	6 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	69 761,65	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits excepti. opérat' gestion	0,00	0,00	0,00	69 761,65	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-935 801,42	-1 292 549,42	-92 432,53	-978 118,50	0,00	-16 423,53	0,00	-18 902,88

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 6211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoines	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	795 517,12	0,00	125 225,11	511,00	0,00	921 253,23
	Réalisations	795 517,12	0,00	125 225,11	511,00	0,00	921 253,23
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	137 678,66	0,00	125 225,11	511,00	0,00	263 414,77
6042	Achats prestati° services (hors terrains)	62 763,66	0,00	0,00	0,00	0,00	62 763,66
60623	Alimentation	926,35	0,00	3 202,50	0,00	0,00	4 128,85
60632	Fournitures de petit équipement	1 280,34	0,00	5 256,52	0,00	0,00	6 536,86
6064	Fournitures administratives	220,20	0,00	0,00	0,00	0,00	220,20
611	Contrats de prestations de services	340,24	0,00	0,00	0,00	0,00	340,24
6135	Locations mobilières	900,00	0,00	2 350,00	0,00	0,00	2 950,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	9 226,96	0,00	0,00	9 226,96
61568	Entretien autres biens mobiliers	343,20	0,00	0,00	0,00	0,00	343,20
6156	Maintenance	0,00	0,00	269,00	0,00	0,00	269,00
6188	Autres frais divers	7 374,45	0,00	36 404,43	0,00	0,00	43 778,88
6226	Honoraires	1 120,00	0,00	60 777,00	0,00	0,00	61 897,00
6232	Fêtes et cérémonies	80 434,76	0,00	0,00	0,00	0,00	80 434,76
6233	Foires et expositions	1 465,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 465,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	5 625,70	0,00	0,00	5 625,70
6241	Transports de biens	0,00	0,00	780,00	0,00	0,00	780,00
6257	Réceptions	610,46	0,00	0,00	0,00	0,00	610,46
6261	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 331,00	511,00	0,00	1 842,00
612	Charges de personnel, frais assimilés	655 660,89	0,00	0,00	0,00	0,00	655 660,89
6331	Versement mobilité	10 393,85	0,00	0,00	0,00	0,00	10 393,85
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 761,63	0,00	0,00	0,00	0,00	1 761,63
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 108,98	0,00	0,00	0,00	0,00	5 108,98
64111	Rémunération principale titulaires	304 432,76	0,00	0,00	0,00	0,00	304 432,76
64112	NBI, SFT, indemnités résidence	13 405,62	0,00	0,00	0,00	0,00	13 405,62
64114	Personnel titulaire indemnité infiat°	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
64118	Autres indemnités titulaires	95 915,02	0,00	0,00	0,00	0,00	95 915,02
64131	Rémunérations non tit.	57 438,22	0,00	0,00	0,00	0,00	57 438,22
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	63 854,07	0,00	0,00	0,00	0,00	63 854,07
6453	Cotisations aux caisses de retraites	98 265,75	0,00	0,00	0,00	0,00	98 265,75
6458	Cots. aux autres organismes sociaux	1 508,80	0,00	0,00	0,00	0,00	1 508,80
6475	Autres charges sociales diverses	3 174,99	0,00	0,00	0,00	0,00	3 174,99
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoines	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
65	Autres charges de gestion courante	2 177,67	0,00	0,00	0,00	0,00	2 177,67
6516	Autres	2 177,67	0,00	0,00	0,00	0,00	2 177,67
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	21 990,00	0,00	51 990,00	7 004,88	0,00	81 984,88
	Réalisations	21 990,00	0,00	51 990,00	7 004,88	0,00	81 984,88
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7p	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	23 000,00	0,00	51 990,00	7 004,88	0,00	81 984,88
74716	Autres participations Etat	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	32 000,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	8 000,00	7 004,88	0,00	15 004,88
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	11 990,00	0,00	0,00	11 990,00
7476	Participat° Autres organismes	23 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Raprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-772 517,12	0,00	-73 245,11	6 493,00	0,00	-839 269,35

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinéma et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 225,11	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 225,11	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	125 225,11	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 202,50	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 256,52	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 350,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 228,96	0,00	0,00
61556	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	269,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtre	314 Cinéma et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 404,43	0,00	
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 777,00	0,00	
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 625,70	0,00	
6257	Receptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	790,00	0,00	
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	6281	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 331,00	0,00	
	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64114	Personnel titulaire Indemnité infiat*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6458	Cots. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
642	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
643	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6511	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 980,00	0,00	
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 980,00	0,00	
692	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
613	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
642	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
643	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Produits des services du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dons et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 980,00	0,00	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	
7472	Participat* Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	
7473	Participat* Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 980,00	0,00	
7478	Participat* Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				Sous-fonction 12			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-73 245,11	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les classes des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	1 511 834,85	395 917,55	4 381 720,68	0,00	6 299 473,08
	Réalisations	1 511 834,85	395 917,55	4 381 720,68	0,00	6 299 473,08
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	63 837,24	7 091,89	83 334,85	0,00	154 264,97
6042	Achats prestat services (hors terrains)	2 725,00	0,00	3 567,60	0,00	6 292,60
60623	Alimentation	700,90	0,00	61 325,57	0,00	62 026,47
60624	Produits de traitement	2 021,29	0,00	0,00	0,00	2 021,29
60626	Autres fournitures non stockées	3 356,34	339,90	3 219,04	0,00	6 915,28
60631	Fournitures d'entretien	-2 556,01	0,00	2 445,82	0,00	-110,39
60632	Fournitures de petit équipement	25 426,68	0,00	172,99	0,00	25 599,68
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	2 800,00	0,00	2 800,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	10 004,08	0,00	10 004,08
61551	Entretien matériel roulant	530,99	0,00	0,00	0,00	530,99
6156	Maintenance	5 420,23	6 752,08	0,00	0,00	12 172,32
617	Etudes et recherches	19 931,56	0,00	0,00	0,00	19 931,56
6188	Autres frais divers	1 325,53	0,00	0,00	0,00	1 325,53
6226	Honoraires	382,50	0,00	0,00	0,00	382,50
6247	Transports collectifs	449,60	0,00	0,00	0,00	449,60
6251	Voyages et déplacements	3 106,88	0,00	0,00	0,00	3 106,88
6261	Frais d'affranchissement	59,84	0,00	0,00	0,00	59,84
6281	Concours divers (cotisations)	956,00	0,00	0,00	0,00	956,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 447 997,31	388 825,58	4 298 385,78	0,00	6 135 208,65
6331	Versement mobilité	20 643,16	6 725,99	60 602,77	0,00	107 971,92
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 128,13	1 079,58	13 680,94	0,00	18 888,63
6336	Cotisations CNFPT et CDOFPT	11 969,84	3 130,97	38 824,89	0,00	54 725,70
64111	Rémunération principale titulaires	536 374,73	200 594,82	942 428,06	0,00	1 679 397,61
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	25 874,49	7 596,19	43 059,41	0,00	77 630,09
64114	Personnel titulaire indemnité inflat*	1 599,89	1 000,00	4 700,03	0,00	7 300,02
64118	Autres indemnités titulaires	164 796,41	62 589,58	256 205,08	0,00	483 691,06
64131	Rémunérations non tit.	318 264,38	0,00	1 844 334,67	0,00	2 162 599,05
64134	Personnel non tit. - indemnité inflat*	200,00	0,00	9 799,99	0,00	9 999,99
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	172 274,67	37 940,44	680 677,42	0,00	890 892,53
6453	Cotisations aux caisses de retraites	165 558,90	65 606,68	372 638,42	0,00	623 804,30
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 152,77	821,04	3 754,64	0,00	6 728,45
6478	Autres charges sociales diverses	3 060,04	1 740,01	6 899,45	0,00	11 699,51
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé					Total
		40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (inclu sanitaire)	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	202 270,82	0,00	202 270,82
	Réalisations	0,00	0,00	202 270,82	0,00	202 270,82
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services du domaine vente	0,00	0,00	200 652,93	0,00	200 652,93
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	104 295,75	0,00	104 295,75
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	95 772,58	0,00	95 772,58
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	584,59	0,00	584,59
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	1 617,90	0,00	1 617,90
7475	Participat* Autres organismes	0,00	0,00	1 617,90	0,00	1 617,90
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOL DE (3)	-1 511 824,85	-392 917,55	-4 179 449,86	0,00	-4 987 202,26

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Placines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	270 288,82	125 628,73	0,00	0,00	0,00	0,00	4 298 385,78	83 334,90
	Réalisations	270 288,82	125 628,73	0,00	0,00	0,00	0,00	4 298 385,78	83 334,90
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	6 752,09	339,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 334,90
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 567,80
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 325,57
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non bloquées	0,00	339,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 219,04
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 445,82
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	172,99
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 004,08
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 752,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
8188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
8226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6281	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
512	Charges de personnel, frais assimilés	282 536,73	125 288,83	0,00	0,00	0,00	4 288 385,78	0,00	
6331	Versement mobilité	4 652,82	2 073,17	0,00	0,00	0,00	80 602,77	0,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	728,26	351,28	0,00	0,00	0,00	13 650,94	0,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 112,14	1 018,83	0,00	0,00	0,00	39 824,89	0,00	
64111	Rémunération principale titulaires	134 303,28	66 291,54	0,00	0,00	0,00	942 428,06	0,00	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 480,57	2 135,62	0,00	0,00	0,00	43 056,41	0,00	
64114	Personnel titulaire Indemnité infiat*	700,00	300,00	0,00	0,00	0,00	4 700,03	0,00	
64118	Autres indemnités titulaires	43 497,77	19 091,79	0,00	0,00	0,00	256 205,08	0,00	
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 844 334,87	0,00	
64134	Personnel non tit. - Indemnité infiat*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 799,99	0,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	27 096,99	10 843,45	0,00	0,00	0,00	680 877,42	0,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraite	43 384,82	22 242,06	0,00	0,00	0,00	372 838,42	0,00	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	539,96	281,08	0,00	0,00	0,00	3 754,64	0,00	
6478	Autres charges sociales diverses	1 080,00	860,51	0,00	0,00	0,00	6 899,46	0,00	
914	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
942	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
943	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
85	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
856	Frais fonctionnement des groupes d'étus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
86	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
87	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
88	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 772,58	104 498,24	
	Réalizations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 772,58	104 498,24	
092	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
012	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
942	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
943	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
79	Produits des services du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 772,58	104 498,24	
7068	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 295,75	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 772,58	0,00	
70678	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	584,50	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 817,99	
7478	Participat* Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 817,99	
78	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
79	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 47			
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	SOLDE (3)	-379 288,82	-125 628,73	0,00	0,00	0,00	85 772,58	-4 298 385,78	23 163,34	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	3 785 184,95	1 164 224,89	0,00	4 949 409,75
	Réalisations	3 785 184,95	1 164 224,89	0,00	4 949 409,75
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	469 874,02	398 753,28	0,00	778 627,28
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	46 244,76	135 955,40	0,00	182 200,16
60623	Alimentation	300,23	22 879,05	0,00	23 179,28
60624	Produits de traitement	0,00	1 997,89	0,00	1 997,89
60628	Autres fournitures non stockées	63 722,38	38 949,50	0,00	100 671,88
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 612,53	0,00	4 612,53
60632	Fournitures de petit équipement	63 686,70	38 810,55	0,00	102 477,25
60638	Vêtements de travail	76 854,82	0,00	0,00	76 854,82
6064	Fournitures administratives	7 424,81	0,00	0,00	7 424,81
611	Contrats de prestations de services	1 144,96	0,00	0,00	1 144,96
6135	Locations mobilières	32 188,28	0,00	0,00	32 188,28
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	5 377,88	0,00	5 377,88
61558	Entretien autres biens mobiliers	14 236,28	0,00	0,00	14 236,28
6156	Maintenance	99 317,12	19 838,26	0,00	119 155,38
6182	Documentation générale et technique	2 779,00	0,00	0,00	2 779,00
6188	Autres frais divers	16 921,39	32 963,80	0,00	49 885,19
6226	Honoraires	39 893,91	0,00	0,00	39 893,91
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 999,38	0,00	0,00	2 999,38
6247	Transports collectifs	0,00	7 499,85	0,00	7 499,85
6248	Divers	0,00	76,00	0,00	76,00
6281	Concours divers (cotisations)	180,00	1 792,59	0,00	1 972,59
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 342 695,68	840 891,54	0,00	4 183 577,22
6331	Versement mobilité	62 775,72	14 012,58	0,00	76 788,30
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 639,97	2 374,96	0,00	13 014,93
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	30 848,95	6 885,62	0,00	37 734,57
64111	Rémunération principale titulaires	688 483,85	318 816,31	0,00	1 007 300,16
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	38 681,74	16 206,01	0,00	54 927,75
64114	Personnel titulaire Indemnité infat*	1 900,00	1 000,00	0,00	2 900,00
64118	Autres indemnités titulaires	176 221,27	97 589,14	0,00	273 810,41
64131	Rémunérations non tit.	1 496 172,01	167 522,18	0,00	1 663 694,19
64134	Personnel non tit. - Indemnité infat*	700,00	3 100,00	0,00	3 800,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	514 054,43	100 285,20	0,00	614 339,63
6453	Cotisations aux caisses de retraites	301 620,76	108 292,38	0,00	409 913,14
6458	Cotia. aux autres organismes sociaux	2 894,08	1 270,13	0,00	4 264,21
6476	Médecine du travail, pharmacie	4 520,97	0,00	0,00	4 520,97
6478	Autres charges sociales diverses	13 151,93	3 465,01	0,00	16 616,94

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre Intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	0,00	0,00	500,00
65546	Autres contributions	500,00	0,00	0,00	500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'étus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	-27 884,75	14 580,00	0,00	-13 304,75
6714	Bourses et prix	0,00	14 580,00	0,00	14 580,00
6716	Autres charges exceptionnelles gestion	-27 884,75	0,00	0,00	-27 884,75
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	2 023 427,09	1 564 983,16	0,00	3 588 410,25
	Réalisations	2 023 427,09	1 564 983,16	0,00	3 588 410,25
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre Intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	939 509,58	434 141,62	0,00	1 373 651,20
7066	Redevances services à caractère social	846 502,47	432 767,30	0,00	1 279 269,77
70665	Autres prestations de services	93 007,11	1 384,32	0,00	94 391,43
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 093 917,51	1 130 841,64	0,00	2 224 759,15
7473	Participat° Départements	120 371,06	0,00	0,00	120 371,06
74748	Participat° Autres communes	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
7478	Participat° Autres organismes	963 546,45	1 128 841,64	0,00	2 092 388,09
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 761 737,86	400 758,36	0,00	-1 360 979,50

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établis sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	49 244,14	3 652 565,02	83 375,79	762 313,55	0,00	391 254,95	10 856,30	0,00
	Réalisations	49 244,14	3 652 565,02	83 375,79	762 313,55	0,00	391 254,95	10 856,30	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	45 744,76	342 275,06	78 854,82	0,00	0,00	238 056,30	10 856,30	0,00
6042	Achats presta° services (hors terrain)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 955,40	4 000,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	300,23	0,00	0,00	0,00	22 370,05	500,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 997,89	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act* pour l'enfance et l'adolescence	523 Act* pour personnes en difficulté	524 Autres services
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	63 722,38	0,00	0,00	0,00	36 949,50	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 612,53	0,00	0,00
80632	Fournitures de petit équipement	0,00	63 688,70	0,00	0,00	0,00	32 654,25	6 156,30	0,00
80636	Vêtements de travail	0,00	0,00	78 854,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8064	Fournitures administratives	0,00	7 424,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811	Contrats de prestations de services	0,00	1 144,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	32 188,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 377,88	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	14 236,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	99 317,12	0,00	0,00	0,00	19 838,28	0,00	0,00
8182	Documentation générale et technique	0,00	2 779,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8188	Autres frais divers	0,00	16 921,39	0,00	0,00	0,00	32 963,80	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	39 993,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 899,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 499,85	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (collations)	0,00	180,00	0,00	0,00	0,00	1 792,55	0,00	0,00
612	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	3 338 174,71	4 520,97	762 313,55	0,00	78 567,99	0,00	0,00
8331	Versement mobilité	0,00	62 775,72	0,00	12 348,03	0,00	1 694,55	0,00	0,00
8332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	10 639,97	0,00	2 062,69	0,00	282,29	0,00	0,00
8336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	30 848,95	0,00	6 063,79	0,00	821,83	0,00	0,00
84111	Rémunération principale titulaires	0,00	688 483,85	0,00	318 818,31	0,00	0,00	0,00	0,00
84112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	38 661,74	0,00	18 266,01	0,00	0,00	0,00	0,00
84114	Personnel titulaire Indemnité infat*	0,00	1 900,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
84118	Autres indemnités titulaires	0,00	176 221,27	0,00	97 589,14	0,00	0,00	0,00	0,00
84131	Rémunérations non tit.	0,00	1 496 172,01	0,00	110 921,11	0,00	56 601,07	0,00	0,00
84134	Personnel non tit. - Indemnité infat*	0,00	700,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	514 054,43	0,00	83 457,16	0,00	18 828,04	0,00	0,00
8453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	301 620,76	0,00	105 922,17	0,00	2 370,21	0,00	0,00
8458	Coûts, aux autres organismes sociaux	0,00	2 994,06	0,00	1 270,13	0,00	0,00	0,00	0,00
8475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	4 520,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8478	Autres charges sociales diverses	0,00	13 101,83	0,00	3 485,01	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
642	Opéraf* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
643	Opéraf* ordre Intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Frais fonctionnement des groupes d'étus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	-27 884,75	0,00	0,00	0,00	14 296,09	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 690,00	0,00	0,00
6716	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	-27 884,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	2 023 427,09	0,00	0,00	0,00	1 562 963,15	2 000,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

[2]	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act* pour l'enfance et l'adolescence	523 Act* pour personnes en difficulté	524 Autres services
	Réalisations	0,00	2 023 427,09	0,00	0,00	0,00	1 562 993,18	2 000,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Abattements de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	939 509,58	0,00	0,00	0,00	434 141,67	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	846 502,47	0,00	0,00	0,00	432 757,30	0,00	0,00
7069#	Autres prestations de services	0,00	93 007,11	0,00	0,00	0,00	1 384,37	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 083 917,51	0,00	0,00	0,00	1 128 841,54	2 000,00	0,00
7473	Participat* Départements	0,00	120 371,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7474#	Participat* Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
7478	Participat* Autres organismes	0,00	963 546,45	0,00	0,00	0,00	1 128 841,54	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-8 244,14	-1 828 137,93	-83 373,79	-782 312,55	0,00	1 171 728,21	-8 856,30	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	158 001,06	0,00	123 893,80	4 854 369,60	0,00	5 136 064,46
	Réalisations	0,00	158 001,06	0,00	123 893,80	4 854 369,60	0,00	5 136 064,46
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	11 328,90	0,00	123 893,80	282 742,92	0,00	417 765,62
6042	Achats prestat* services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	63 161,32	18 343,98	0,00	81 505,30
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	4 590,81	109 221,30	0,00	113 812,11
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	4 340,12	0,00	0,00	22 935,31	0,00	27 275,43
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	2 532,79	17 305,02	0,00	19 837,81
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	193,00	4 634,19	0,00	5 027,19
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	1 628,20	0,00	0,00	1 628,20
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	38 659,48	6 981,10	0,00	45 620,58
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	7 607,08	-162,23	0,00	7 444,83
6158	Maintenance	0,00	2 106,21	0,00	0,00	0,00	0,00	2 106,21
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	4 633,16	0,00	0,00	4 633,16
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 975,60	0,00	1 975,60
6228	Divers	0,00	4 882,57	0,00	0,00	0,00	0,00	4 882,57
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	2 079,80	0,00	2 079,80
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	688,00	0,00	0,00	688,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	99 246,85	0,00	99 246,85
617	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	146 672,16	0,00	0,00	4 571 826,68	0,00	4 718 298,84
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	364 211,01	0,00	364 211,01
6331	Versement mobilité	0,00	2 306,84	0,00	0,00	71 389,93	0,00	73 696,77
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	391,17	0,00	0,00	12 100,28	0,00	12 491,45
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	1 132,98	0,00	0,00	35 087,94	0,00	36 220,92
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	79 515,48	0,00	0,00	1 805 820,06	0,00	1 885 335,54
64112	NEI, SFT, indemnité résidence	0,00	5 810,84	0,00	0,00	85 668,43	0,00	91 479,27
64114	Personnel titulaire Indemnité infiat*	0,00	300,00	0,00	0,00	6 499,99	0,00	6 799,99
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	17 491,85	0,00	0,00	353 866,89	0,00	371 158,34
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	981 412,55	0,00	981 412,55
64134	Personnel non tit. - Indemnité infiat*	0,00	0,00	0,00	0,00	3 499,96	0,00	3 499,96
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	12 086,23	0,00	0,00	500 811,82	0,00	512 878,05
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	25 994,91	0,00	0,00	548 891,31	0,00	574 886,22
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	304,06	0,00	0,00	6 371,50	0,00	6 675,56
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	1 358,00	0,00	0,00	16 195,21	0,00	17 553,21
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	477 730,47	0,00	324 367,78	2 562 827,64	0,00	3 364 925,89
	Réalisations	0,00	477 730,47	0,00	324 367,78	2 562 827,64	0,00	3 364 925,89
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	26 678,60	744 996,24	0,00	771 674,84
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	26 678,60	744 996,24	0,00	771 674,84
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	477 730,47	0,00	297 684,18	1 817 631,40	0,00	2 593 246,05
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	629 783,34	0,00	629 783,34
7478	Participat° Autres organismes	0,00	477 730,47	0,00	297 684,18	1 188 048,06	0,00	1 863 462,71
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	319 729,41	0,00	200 688,38	-2 291 541,96	0,00	-1 771 163,57

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	77 509,31	0,00	0,00	0,00	77 509,31
	Réalisations	0,00	77 509,31	0,00	0,00	0,00	77 509,31
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	77 509,31	0,00	0,00	0,00	77 509,31
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	73 137,68	0,00	0,00	0,00	73 137,68
61566	Entretien autres biens mobiliers	0,00	626,76	0,00	0,00	0,00	626,76
6156	Maintenance	0,00	3 744,87	0,00	0,00	0,00	3 744,87
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
05	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
056	Frais fonctionnement des groupes d'étés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	228 032,62	0,00	0,00	0,00	0,00	228 032,62
	Réalisations	228 032,62	0,00	0,00	0,00	0,00	228 032,62
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	228 032,62	0,00	0,00	0,00	0,00	228 032,62
70841	Mise à dispo personnel B.A., régies	23 189,79	0,00	0,00	0,00	0,00	23 189,79
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	204 842,83	0,00	0,00	0,00	0,00	204 842,83
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	228 032,62	-77 509,31	0,00	0,00	0,00	150 523,31

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81	82	83	84	Total
		Services urbains	Aménagement urbain	Environnement	Plan de relance (crise sanitaire)	
	DEPENSES					
	Réalisations	1 630 653,04	1 796 533,83	14 756,00	0,00	3 441 987,87
	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	629 879,11	805 131,74	14 756,09	0,00	1 559 877,85
6042	Achats prestati* services (hors terrains)	225,82	0,00	18 120,00	0,00	18 345,82
60622	Carburants	117 487,98	0,00	0,00	0,00	117 487,98
60623	Alimentation	3 694,79	0,00	0,00	0,00	3 694,79
60626	Autres fournitures non stockées	7 730,36	0,00	0,00	0,00	7 730,36
60631	Fournitures d'entretien	595,82	0,00	0,00	0,00	595,82
60632	Fournitures de petit équipement	210 332,07	44 734,51	0,00	0,00	255 066,58
60633	Fournitures de voirie	0,00	7 156,54	0,00	0,00	7 156,54
60636	Vêtements de travail	499,97	0,00	0,00	0,00	499,97
6088	Autres matières et fournitures	0,00	41 752,03	0,00	0,00	41 752,03
611	Contrats de prestations de services	0,00	159 189,80	0,00	0,00	159 189,80
6135	Locations mobilières	19 429,11	1 049,08	0,00	0,00	20 478,19
61521	Entretien terrains	0,00	171 976,66	0,00	0,00	171 976,66
61551	Entretien matériel roulant	41 540,47	0,00	0,00	0,00	41 540,47
61558	Entretien autres biens mobiliers	73 280,93	14,12	0,00	0,00	73 275,05
6156	Maintenance	12 171,70	61 444,82	0,00	0,00	73 616,62
6181	Multirisques	37 792,94	0,00	0,00	0,00	37 792,94
617	Etudes et recherches	0,00	840,00	-1 384,00	0,00	-524,00
6188	Autres frais divers	9 746,19	936,00	0,00	0,00	10 682,19
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 625,76	0,00	0,00	1 625,76
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	16 274,54	0,00	0,00	16 274,54
6247	Transports collectifs	85 461,96	0,00	0,00	0,00	85 461,96
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	1 861,13	0,00	0,00	1 861,13
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	17 526,86	0,00	0,00	17 526,86
6284	Redevances pour services rendus	10 000,00	141 936,79	0,00	0,00	151 936,79
63512	Taxes foncières	0,00	237 833,00	0,00	0,00	237 833,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 000 687,93	890 402,09	0,00	0,00	1 891 085,92
6331	Versement mobilité	15 290,96	14 252,20	0,00	0,00	29 543,16
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 601,57	2 415,79	0,00	0,00	5 007,36
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 515,37	7 005,40	0,00	0,00	14 520,77
64111	Rémunération principale titulaires	538 220,08	458 284,70	0,00	0,00	994 504,78
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	30 877,89	20 801,64	0,00	0,00	51 479,33
64114	Personnel titulaire - Indemnité infiat*	2 700,00	1 500,00	0,00	0,00	4 200,00
64118	Autres indemnités titulaires	146 534,56	110 485,43	0,00	0,00	257 019,99
64131	Rémunérations non tit.	2 229,88	43 339,71	0,00	0,00	45 569,39
64134	Personnel non tit. - Indemnité infiat*	0,00	200,00	0,00	0,00	200,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81				Total
		81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	80 297,12	80 727,82	0,00	0,00	161 024,94
6453	Cotisations aux caisses de retraites	170 176,24	148 418,55	0,00	0,00	318 594,79
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 139,84	1 630,85	0,00	0,00	3 770,69
6478	Autres charges sociales diverses	2 110,00	3 340,00	0,00	0,00	5 450,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'états	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	1 857 923,86	0,00	0,00	1 857 923,86
	Réalizations	0,00	1 857 923,86	0,00	0,00	1 857 923,86
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
79	Produits des services, du domaine, vente	0,00	786 817,08	0,00	0,00	786 817,08
79121	Stationnement et location voie publique	0,00	786 817,08	0,00	0,00	786 817,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 068 979,95	0,00	0,00	1 068 979,95
752	Revenus des immeubles	0,00	1 068 979,95	0,00	0,00	1 068 979,95
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 931,83	0,00	0,00	2 931,83
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	2 931,83	0,00	0,00	2 931,83
78	Rentrée sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 630 653,94	61 370,63	-14 756,09	0,00	-1 684 039,61

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Éclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	529 462,36	0,00	10 000,00	1 075 523,25	65 727,43	0,00	0,00
	Réalizations	529 462,36	0,00	10 000,00	1 075 523,25	65 727,43	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	529 462,36	0,00	10 000,00	24 940,32	65 727,43	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	225,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	117 487,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 694,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81							
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers	
60628	Autres fournitures non stockées	7 730,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	585,82	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	193 916,54	0,00	0,00	16 415,53	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	489,97	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
811	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	19 428,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	41 540,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61556	Entretien autres biens mobiliers	4 533,50	0,00	0,00	3 000,00	65 727,43	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	7 842,70	0,00	0,00	4 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	37 782,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	9 746,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	85 461,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R3512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 000 682,93	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	15 290,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	2 591,57	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	7 515,37	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	538 220,08	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	30 877,69	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité Inflat*	0,00	0,00	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	146 534,56	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	2 229,68	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité Inflat*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	80 297,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	170 176,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	2 138,64	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	2 110,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Opérat* ordre transfert entre sections							
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement report	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7716	Autres produits except. opérat* gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-529 467,38	0,00	-18 860,88	-1 625 523,28	-63 727,43	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act' spécif. lutt. contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES	256 985,62	138 246,36	33 790,87	1 386 494,98	936,00	14 756,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	256 985,62	138 246,36	33 790,87	1 386 494,98	936,00	14 756,00	0,00	0,00	0,00
997	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	256 985,62	138 246,36	33 790,87	476 992,89	936,00	14 756,00	0,00	0,00	0,00
6042	Achats prestati* services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 120,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60626	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	44 734,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	7 156,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	41 752,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	159 189,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	1 049,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	171 976,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61561	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61568	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	14,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	5 835,36	24 773,20	30 836,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	840,00	0,00	-1 364,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	936,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 625,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	16 274,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 861,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	17 526,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Radevances pour services rendus	0,00	132 511,00	0,00	9 425,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	237 833,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	890 402,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	14 252,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	2 415,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	7 005,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	456 284,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	20 601,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité infat*	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	110 485,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	43 339,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité infat*	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	80 727,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	148 418,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	1 830,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	3 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

[2]	Libellé	Sous-fonction 02					Sous-fonction 03			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act* spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
85	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
856	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	1 071 911,78	0,00	786 012,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	1 071 911,78	0,00	786 012,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	786 012,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publiques	0,00	0,00	786 012,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 068 979,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 068 979,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 931,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7719	Autres produits except. opérat* gestion	2 931,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	814 928,16	-138 349,39	786 221,21	-1 388 494,98	-936,00	-14 756,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact. BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
85	Autres charges de gestion courantes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
558	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
56	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	350 960,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 960,51
	Réalisations	350 960,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 960,51
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, ventes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	350 960,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 960,51
7362	Taxe de séjour	285 785,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	285 785,87

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Folres et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP	94 Aides commerca et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7388	Taxes locales sur la publicité extérieur	85 174,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 174,64
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	350 860,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 860,51

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 et R. 5211-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopératif décentralisé, act* européen	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	5 239 201,10	3 239 875,30	0,00	0,00	0,00	8 479 076,40
	Réalisations	5 239 201,10	2 110 355,53	0,00	0,00	0,00	7 339 556,63
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	3 907 438,22	0,00	0,00	0,00	0,00	3 907 438,22
13918	Autres subventions d'équipement	6 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 838,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	109 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 300,00
198	Neutral. amort. subv. équip. versées	3 791 300,22	0,00	0,00	0,00	0,00	3 791 300,22
041	Opérations patrimoniales	14 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640,00
2135	Installations générales, agencements	14 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640,00
19	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	297 759,93	0,00	0,00	0,00	297 759,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	297 759,93	0,00	0,00	0,00	297 759,93
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 307 122,88	160,00	0,00	0,00	0,00	1 307 282,88
1641	Emprunts en euros	1 307 122,88	0,00	0,00	0,00	0,00	1 307 122,88
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	160,00	0,00	0,00	0,00	160,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	472 180,91	0,00	0,00	0,00	472 180,91
2031	Frais d'études	0,00	245 322,48	0,00	0,00	0,00	245 322,48
2051	Concessions, droits similaires	0,00	226 858,43	0,00	0,00	0,00	226 858,43
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	561 579,09	0,00	0,00	0,00	561 579,09
2118	Cimetière	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	350 815,39	0,00	0,00	0,00	350 815,39
2152	Installations de voirie	0,00	1 920,00	0,00	0,00	0,00	1 920,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	163 190,14	0,00	0,00	0,00	163 190,14
2184	Mobilier	0,00	14 613,95	0,00	0,00	0,00	14 613,95
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	21 039,61	0,00	0,00	0,00	21 039,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	29 175,60	0,00	0,00	0,00	29 175,60
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisés, act* européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	29 175,60	0,00	0,00	0,00	29 175,60
26	Participat* et créances rattachées	0,00	747 500,00	0,00	0,00	0,00	747 500,00
261	Titres de participation	0,00	747 500,00	0,00	0,00	0,00	747 500,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	10 000,00	1 129 519,77	0,00	0,00	0,00	1 139 519,77
	RECETTES (2)	14 776 331,11	7 204 439,16	0,00	0,00	0,00	21 980 770,27
	Réalisations	14 776 331,11	3 542 541,16	0,00	0,00	0,00	18 318 872,27
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	206 164,33	0,00	0,00	0,00	0,00	206 164,33
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	8 251 859,90	0,00	0,00	0,00	0,00	8 251 859,90
28031	Frais d'études	804 890,87	0,00	0,00	0,00	0,00	804 890,87
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	16 528,30	0,00	0,00	0,00	0,00	16 528,30
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	20 258,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 258,00
28041511	GFP ral : Bien mobilier, matériel	105 929,86	0,00	0,00	0,00	0,00	105 929,86
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 161 282,46	0,00	0,00	0,00	0,00	1 161 282,46
280422	Privé : Bâtiments, installations	2 487 301,60	0,00	0,00	0,00	0,00	2 487 301,60
28051	Concessions et droits similaires	208 144,45	0,00	0,00	0,00	0,00	208 144,45
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	30 658,55	0,00	0,00	0,00	0,00	30 658,55
28132	Immeubles de rapport	399 808,51	0,00	0,00	0,00	0,00	399 808,51
28135	Installations générales, agencements, ..	1 542 925,45	0,00	0,00	0,00	0,00	1 542 925,45
281571	Matériel roulant	85 427,80	0,00	0,00	0,00	0,00	85 427,80
281578	Autre matériel et outillage de voirie	140 595,50	0,00	0,00	0,00	0,00	140 595,50
28158	Autres installat*, matériel et outillage	16 159,08	0,00	0,00	0,00	0,00	16 159,08
28181	Installations générales, aménage divers	497,34	0,00	0,00	0,00	0,00	497,34
28182	Matériel de transport	306 637,96	0,00	0,00	0,00	0,00	306 637,96
28183	Matériel de bureau et informatique	279 900,77	0,00	0,00	0,00	0,00	279 900,77
28184	Mobilier	129 501,41	0,00	0,00	0,00	0,00	129 501,41
28188	Autres immo. corporelles	488 139,46	0,00	0,00	0,00	0,00	488 139,46
4817	Pénalités de renégociation de la dette	27 272,73	0,00	0,00	0,00	0,00	27 272,73
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 026 266,88	3 114 331,72	0,00	0,00	0,00	4 140 598,60
10222	FCTVA	0,00	1 878 785,70	0,00	0,00	0,00	1 878 785,70
10228	Taxe d'aménagement	0,00	1 435 568,02	0,00	0,00	0,00	1 435 568,02
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 026 266,88	0,00	0,00	0,00	0,00	1 026 266,88
13	Subventions d'investissement	0,00	427 729,44	0,00	0,00	0,00	427 729,44
1312	Subv. transf. Régions	0,00	2 142,00	0,00	0,00	0,00	2 142,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat* décentralisée, act* européen	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	39 070,00	0,00	0,00	0,00	39 070,00
1321	Subv. non transf. Etat, étabi. nationaux	0,00	352 500,00	0,00	0,00	0,00	352 500,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	34 017,44	0,00	0,00	0,00	34 017,44
16	Emprunts et dettes assimilées	3 675 000,00	480,00	0,00	0,00	0,00	3 675 480,00
1641	Emprunts en euros	3 675 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 675 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	480,00	0,00	0,00	0,00	480,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 602 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 602 400,00
2138	Autres constructions	1 602 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 602 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	14 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	14 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 640,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	3 661 898,00	0,00	0,00	0,00	3 661 898,00
	SOLDE (2)	9 537 130,01	3 964 583,86	0,00	0,00	0,00	13 501 693,87

(1)	Libellé	Sous-fonction 02						Sous-fonction 04		
		020 Administrat* générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act* de coopérat* décentralisés
	DEPENSES (2)	3 211 777,05	0,00	0,00	351,77	7 796,08	0,00	19 950,40	0,00	0,00
	Réalisations	2 094 207,68	0,00	0,00	351,77	5 796,08	0,00	10 000,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
182	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
198	Neutrl. amort. subv. équip. versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	045 Autres act ^s de coopérat ⁿ décentralisés
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	297 759,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	297 759,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1841	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat ⁿ (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	472 180,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	245 322,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	226 858,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	545 431,24	0,00	0,00	351,77	5 796,06	0,00	10 000,00	0,00	0,00
2116	Cimetière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	350 815,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	163 190,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	8 817,87	0,00	0,00	0,00	5 796,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 687,84	0,00	0,00	351,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	29 175,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat ⁿ , matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administration générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	046 Autres act* de coopérat* décentralisée
238	Avances versées commandes immo. incorp.	29 175,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	747 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	747 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	1 117 589,37	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	9 950,40	0,00	0,00
	RECETTES (2)	7 204 439,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	3 542 541,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281576	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisés
28156	Autres Installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagement divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 114 331,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 678 765,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	1 435 568,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1088	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	427 729,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	2 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	39 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établi. nationaux	352 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	34 017,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régime)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat ⁿ générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act ⁿ de coopérat ⁿ décentralisée
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat ⁿ et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	3 681 898,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	3 992 662,11	0,00	0,00	-351,77	-7 796,68	0,00	-19 950,40	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)					
Réalizations		82,36	0,00	0,00	82,36
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	82,36	0,00	0,00	82,36
2188	Autres immobilisations corporelles	82,36	0,00	0,00	82,36
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)					
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	11	12	13	Total
		Sécurité intérieure	Hygiène et salubrité publiques	Plan de relance (crises sanitaires)	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-82,36	0,00	0,00	-82,36

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110	111	112	113	114
		Services communs	Police nationale	Police municipale	Pompiers, incendies et secours	Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	82,36	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	82,36	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	82,36	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	82,36	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, Incendies et secours	114 Autres services de protection civile
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-32,36	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécial(4)).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A12

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(f)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	3 545 296,40	3 504 338,08	0,00	0,00	85 422,03	62 280,06	0,00	7 197 336,57
	Réalisations	3 269 457,51	2 361 899,67	0,00	0,00	21 873,46	56 314,62	0,00	5 709 544,26
001	Bolde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 782 082,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 782 082,03
1641	Emprunts en euros	2 782 082,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 782 082,03
18	Compte de liaison : affectat* (BA, angle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	55 272,33	98 194,81	0,00	0,00	5 275,06	0,00	0,00	158 742,20
2031	Frais d'études	55 272,33	98 194,81	0,00	0,00	5 275,06	0,00	0,00	158 742,20
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 232,62	0,00	51 232,62
2041481	Subv.Cne : Ben mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 232,62	0,00	51 232,62
21	Immobilisations corporelles	431 434,12	2 283 703,86	0,00	0,00	16 588,40	5 082,00	0,00	2 716 818,38
2128	Autres agencements et aménagement	0,00	1 161,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 161,90
2135	Installations générales, agencements	325 423,76	2 184 401,30	0,00	0,00	16 588,40	0,00	0,00	2 526 423,46
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	30 460,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 460,88
2184	Mobilier	31 331,05	40 564,66	0,00	0,00	0,00	3 222,00	0,00	75 107,71
2188	Autres immobilisations corporelles	74 679,31	7 125,62	0,00	0,00	0,00	1 860,00	0,00	83 664,93
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	689,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	689,03

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2315	Installat*, matériel et outillage lochni	869,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	869,03
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	275 838,89	1 142 439,41	0,00	0,00	63 548,57	5 965,44	0,00	1 487 792,31
	RECETTES (2)	0,00	956 348,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 348,75
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (B.A.,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	956 348,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	956 348,75
	SOLDE (2)	-3 545 296,40	-2 547 989,33	0,00	0,00	-85 422,03	-62 280,06	0,00	-6 240 987,82

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		453 390,25	2 948 566,62	102 381,21	62 280,06	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		73 094,62	2 209 501,49	79 302,56	56 314,62	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat' (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	37 319,82	80 874,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	37 319,82	80 874,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	51 232,62	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	51 232,62	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	35 774,70	2 148 626,60	79 302,56	5 082,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	1 161,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	35 774,70	2 148 626,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	30 480,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	40 554,86	3 222,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	7 125,62	1 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat', matériel et outillage techn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat' et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		380 295,63	739 065,13	23 078,65	5 965,44	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	958 348,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	956 348,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-453 390,25	-1 992 217,87	-102 381,21	-62 280,06	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoines	33 Action culturelle	34 Plan de raliace (crtaa supplaire)	Total
	DEPENSES (2)	9 095,79	0,00	30 573,89	0,00	0,00	39 669,68
	Réalisations	2 931,69	0,00	21 813,89	0,00	0,00	24 745,58
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	9 864,00	0,00	0,00	9 864,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	9 864,00	0,00	0,00	9 864,00
284	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 931,69	0,00	11 949,89	0,00	0,00	14 881,58
2181	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00	700,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 931,69	0,00	11 249,89	0,00	0,00	14 181,58
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	6 164,10	0,00	8 760,00	0,00	0,00	14 924,10
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoines	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-9 895,79	0,00	-30 573,89	0,00	0,00	-39 869,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 949,89	0,00	15 624,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 949,89	0,00	9 864,00
001	Soide d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 864,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 864,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 949,89	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 249,89	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	5 700,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-14 949,83	0,00	-15 624,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	1 619 338,06	2 724 460,14	189 665,87	0,00	4 533 464,07
	Réalisations	104 242,45	1 112 402,80	142 806,48	0,00	1 359 453,73
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	12 984,00	80 625,38	22 176,00	0,00	85 785,38
2031	Frais d'études	12 984,00	80 625,38	22 176,00	0,00	95 785,38
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	87 112,77	1 051 777,42	120 632,48	0,00	1 259 522,67
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	1 032 129,16	102 223,40	0,00	1 134 352,56
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	30 012,80	0,00	0,00	0,00	30 012,80
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	8 463,35	15 148,24	0,00	0,00	23 611,59
2188	Autres immobilisations corporelles	48 636,82	0,00	18 409,08	0,00	67 045,90
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 145,88	0,00	0,00	0,00	4 145,88
238	Avances versées commandes immo. incorp.	4 145,88	0,00	0,00	0,00	4 145,88
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	1 515 095,61	1 612 057,34	46 857,39	0,00	3 174 010,34
	RECETTES (2)	625 000,00	0,00	0,00	0,00	625 000,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (cdse sanitaire)	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		625 000,00	0,00	0,00	0,00	625 000,00
SOLDE (2)		-994 338,06	-2 724 460,14	-189 685,87	0,00	-3 908 464,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		2 701 032,14	23 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 665,87
Réalizations		1 107 902,80	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 808,48
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	60 625,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 176,00
2031	Frais d'études	60 625,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 176,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 047 277,42	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 632,48
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 032 129,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	102 223,40

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42			
		411 Salles de sport, gymsases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centras de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances	
2156	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2184	Mobilier	15 148,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 409,08	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		1 593 129,34	18 928,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 857,39	
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
SOLDE (2)		-2 701 032,14	-23 428,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-189 665,67	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	151 375,82	70 436,42	0,00	221 812,24
	Réalisations	31 437,37	46 157,49	0,00	77 594,86
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 488,00	0,00	0,00	3 488,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	3 488,00	0,00	0,00	3 488,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	27 951,37	46 157,49	0,00	74 108,86
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	595,88	0,00	0,00	595,88
2184	Mobilier	11 263,89	31 491,00	0,00	42 754,89
2188	Autres immobilisations corporelles	16 071,80	14 666,49	0,00	30 738,29
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	119 938,45	24 278,93	0,00	144 217,38
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-151 375,82	-70 436,42	0,00	-221 812,24

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act* pour l'enfance et l'adolescence	523 Act* pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES (2)	0,00	151 375,82	0,00	0,00	0,00	70 436,42	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	31 437,37	0,00	0,00	0,00	46 157,49	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	3 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	3 488,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	27 951,37	0,00	0,00	0,00	46 157,49	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	565,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	11 283,88	0,00	0,00	0,00	31 491,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	16 071,80	0,00	0,00	0,00	14 666,49	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction #1			Sous-fonction #2				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établiss sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act' pour l'enfance et l'adolescence	523 Act' pour personnes en difficulté	524 Autres services
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	119 938,45	0,00	0,00	0,00	24 278,93	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalizations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Soide d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-151 375,82	0,00	0,00	0,00	-70 438,42	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	339 291,69	0,00	7 311,52	2 489 144,04	0,00	2 845 747,25
	Réalisations	0,00	34 038,19	0,00	3 258,06	920 486,86	0,00	957 781,11
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	121 012,80	0,00	121 012,80
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	121 012,80	0,00	121 012,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	34 038,19	0,00	3 258,06	799 474,06	0,00	836 768,31
2135	Installations générales, agencements	0,00	34 038,19	0,00	0,00	719 907,14	0,00	753 945,33
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	2 915,70	67 578,93	0,00	70 494,63
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	340,36	11 987,99	0,00	12 328,35
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	305 253,50	0,00	4 055,46	1 578 657,18	0,00	1 887 966,14
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-339 291,69	0,00	-7 311,52	-2 499 144,04	0,00	-2 845 747,25

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondant à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002) apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	326 359,61	0,00	0,00	0,00	326 359,61
	Réalisations	0,00	236 671,64	0,00	0,00	0,00	236 671,64
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	2 376,00	0,00	0,00	0,00	2 376,00
2031	Frais d'études	0,00	2 376,00	0,00	0,00	0,00	2 376,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	234 295,64	0,00	0,00	0,00	234 295,64
2135	Installations générales, agencements	0,00	234 295,64	0,00	0,00	0,00	234 295,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	89 687,97	0,00	0,00	0,00	89 687,97
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accèsion à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-326 359,61	0,00	0,00	0,00	-326 359,61

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	230 452,19	1 605 993,21	0,00	0,00	1 836 445,40
	Réalisations	43 098,75	777 390,59	0,00	0,00	820 489,34
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 367,00	0,00	0,00	1 367,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 367,00	0,00	0,00	1 367,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	43 098,75	400 128,24	0,00	0,00	443 226,99
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	18 896,77	0,00	0,00	18 896,77
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	18 276,30	0,00	0,00	18 276,30
2135	Installations générales, agencements	0,00	19 663,59	0,00	0,00	19 663,59
2138	Autres constructions	0,00	4 800,00	0,00	0,00	4 800,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	263 083,75	0,00	0,00	263 083,75
2152	Installations de voirie	0,00	40 175,55	0,00	0,00	40 175,55
21538	Autres réseaux	0,00	27 067,32	0,00	0,00	27 067,32
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	43 098,75	8 184,96	0,00	0,00	51 283,71
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	329 609,67	0,00	0,00	329 609,67
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	4 036,84	0,00	0,00	4 036,84
2315	Constructions	0,00	63 610,70	0,00	0,00	63 610,70
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	241 782,13	0,00	0,00	241 782,13
28	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81				Total
		81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	
	Opérations pour compte de tiers	0,00	46 285,68	0,00	0,00	46 285,68
45411	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERC	0,00	46 285,68	0,00	0,00	46 285,68
	Restes à réaliser au 31/12	187 353,44	828 602,62	0,00	0,00	1 015 956,06
	RECETTES (2)	80 566,90	271 691,90	0,00	0,00	352 258,80
	Réalisations	80 566,90	1 200,00	0,00	0,00	81 766,90
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	80 566,90	0,00	0,00	0,00	80 566,90
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Autres subventions d'équipement transf.	80 566,90	0,00	0,00	0,00	80 566,90
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	270 491,90	0,00	0,00	270 491,90
	SOLDE (2)	-149 885,29	-1 334 301,31	0,00	0,00	-1 484 186,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES (2)	230 452,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	43 098,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat' ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BAurgle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	43 098,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	43 098,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat*, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 01						
		010 Services communs	011 Eau et assainissement	012 Collecte et traitement ordures ménagères	013 Propreté urbaine	014 Eclairage public	015 Transports urbains	016 Autres réseaux et services divers
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	187 353,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	80 566,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	80 566,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	80 566,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	80 566,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
185	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA_régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-149 885,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82				Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act* spécif. lutte contre la pollution
	DEPENSES (2)	89 977,70	0,00	749 103,41	768 912,10	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	89 977,70	0,00	408 460,34	278 932,55	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 367,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 367,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA, règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	4 800,00	0,00	330 326,62	65 001,62	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	18 606,77	0,00	0,00	0,00	0,00
2125	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	18 276,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	19 663,59	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	4 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	263 083,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	40 175,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	27 067,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	6 164,96	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	83 810,70	0,00	31 848,04	213 950,93	0,00	0,00	0,00	0,00
2312		0,00	0,00	4 036,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act' spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Agencements et aménagements de terrains									
2313	Constructions	83 810,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat., matériel et outillage techni	0,00	0,00	27 811,20	213 850,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	46 285,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45411	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERD	0,00	0,00	46 285,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	340 843,07	487 959,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	1 200,00	0,00	270 491,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	270 491,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-88 777,70	0,00	-478 611,51	-788 912,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	49 386,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 386,27
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect' d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA, règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foire et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., RTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaires)	Total
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	49 386,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 386,27
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect* d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-49 386,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-49 386,27

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
9621751065A	29/04/2021	1 500 000,00	0,00	295,85	700 000,00	0,00
9622751069A	24/05/2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5196 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		1 500 000,00	0,00	295,85	700 000,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615 sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6818.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					84 707 894,72									
1641 Emprunts en euros (total)					84 707 894,72									
017143G	Caisse d'Epargne	17/10/2020	17/10/2020	05/11/2020	1 500 000,00	F	Taux Fixe	0,600	0,600	EUR	T	C	O	A-1
0988557	Caisse d'Epargne	08/12/2017	08/12/2017	15/12/2018	3 000 000,00	F	Taux Fixe	1,440	1,440	EUR	A	C	O	A-1
102780059600020038001	Crédit Mutuel	12/09/2022	15/12/2022	08/01/2023	3 675 000,00	F	Taux Fixe	1,100	1,110	EUR	T	P	O	A-1
1127751	Banque des Territoires	10/12/2008	28/12/2008	01/01/2010	1 800 000,00	F	Taux Fixe	4,540	4,540	EUR	A	C	O	A-1
15322-002	Société Générale	18/07/2004	24/09/2004	24/08/2005	1 500 000,00	F	Taux Fixe	4,420	4,420	EUR	A	C	O	A-1
1533/001	Société Générale	18/12/2016	27/12/2016	27/03/2017	1 600 000,00	F	Taux Fixe	1,350	1,390	EUR	T	C	O	A-1
17095/002	Société Générale	21/06/2007	01/10/2007	01/01/2008	1 000 000,00	V	TAG 3 mois	4,050	0,880	EUR	T	C	O	A-1
17095/003	Société Générale	21/06/2007	01/10/2007	01/04/2008	1 500 000,00	V	TAG 6 mois	4,080	0,990	EUR	S	C	O	A-1
17095/005	Société Générale	21/06/2007	01/02/2008	01/02/2009	2 500 000,00	F	Taux Fixe	4,740	4,740	EUR	A	C	O	A-1
1916946	Caisse d'Epargne	03/06/2006	01/02/2007	01/05/2007	500 000,00	V	Eurobor 3 mois	3,840	1,420	EUR	T	C	O	A-1
20500339	Caisse d'Epargne	02/09/2005	14/11/2005	14/12/2006	1 000 000,00	F	Taux Fixe	3,780	3,780	EUR	A	C	O	A-1
20800208	Caisse d'Epargne	03/06/2006	02/11/2006	02/02/2007	1 000 000,00	V	TAG 3 mois	3,140	1,210	EUR	T	C	O	A-1
20800209	Caisse d'Epargne	03/06/2006	02/11/2006	02/02/2007	800 000,00	V	TAG 3 mois	3,570	1,210	EUR	T	C	O	A-1
20800280	Caisse d'Epargne	03/06/2006	01/12/2006	01/01/2007	1 200 000,00	F	Taux Fixe	4,010	4,080	EUR	M	C	O	A-1
20800281	Caisse d'Epargne	03/06/2006	01/12/2006	01/01/2007	1 500 000,00	F	Taux Fixe	4,010	4,080	EUR	M	C	O	A-1
20700044/001	Caisse d'Epargne	22/03/2007	02/07/2007	02/10/2007	1 500 000,00	V	TAG 3 mois	4,140	0,680	EUR	T	C	O	A-1
20700044/002	Caisse d'Epargne	22/03/2007	02/07/2007	02/01/2008	1 000 000,00	V	TAG 6 mois	4,020	1,100	EUR	S	C	O	A-1
20700044/003	Caisse d'Epargne	22/03/2007	31/01/2008	30/04/2008	2 500 000,00	C	Taux Structuré	0,000	1,610	EUR	T	C	O	B-1
5042539	Banque des Territoires	30/06/2014	01/12/2014	01/08/2015	1 000 000,00	V	Livret A	2,250	2,500	EUR	A	C	O	A-1
5132958	Banque des Territoires	30/03/2016	27/09/2016	01/05/2019	1 500 000,00	V	Livret A	1,750	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5149085	Banque des Territoires	19/09/2016	31/10/2017	01/06/2018	1 600 000,00	V	Livret A	1,750	0,000	EUR	A	C	O	A-1
5384424	Banque des Territoires	24/04/2020	30/04/2020	01/11/2020	1 425 000,00	F	Taux Fixe	0,860	0,880	EUR	T	P	O	A-1
5910518	Caisse d'Epargne	20/04/2020	21/04/2020	05/06/2020	1 000 000,00	F	Taux Fixe	1,410	1,420	EUR	T	C	O	A-1
A7508148/001	Caisse d'Epargne	06/04/2008	01/07/2008	01/10/2008	2 000 000,00	V	TAG 3 mois	4,200	0,400	EUR	T	C	O	A-1
A7508148/002	Caisse d'Epargne	06/04/2008	01/07/2008	01/07/2009	1 000 000,00	V	TAM	4,250	0,580	EUR	A	C	O	A-1
A7508298/001	Caisse d'Epargne	11/09/2008	03/10/2008	03/01/2009	800 000,00	V	TAG 3 mois	4,730	0,710	EUR	T	C	O	A-1
A7508298/002	Caisse d'Epargne	11/09/2008	01/12/2008	01/03/2009	700 000,00	V	TAG 3 mois	4,210	0,950	EUR	T	C	O	A-1
A7508339	Caisse d'Epargne	02/09/2005	02/05/2006	02/05/2007	1 800 000,00	F	Taux Fixe	4,400	4,400	EUR	A	C	O	A-1

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
								Emprunts et dettes à l'origine du contrat						
A7508446/001	Caisse d'Épargne	28/11/2008	02/12/2008	02/03/2009	1 500 000,00	V	Euribor 3 mois	4,520	1,250	EUR	T	C	O	A-1
A7509750/001	Caisse d'Épargne	31/03/2009	08/01/2010	06/01/2011	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,500	4,500	EUR	A	C	O	A-1
MIN221341EUR/003	Sté de Fin. Local	18/06/2004	15/04/2005	01/08/2005	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,980	4,020	EUR	T	C	O	A-1
MIN221341EUR/004	Sté de Fin. Local	18/06/2004	20/06/2005	01/10/2005	700 000,00	F	Taux Fixe	3,490	3,540	EUR	T	C	O	A-1
MIN239324EUR/001	Sté de Fin. Local	24/04/2006	01/06/2006	01/07/2007	1 700 000,00	F	Taux Fixe	4,400	4,400	EUR	A	C	O	A-1
MIN239324EUR/003	Sté de Fin. Local	24/04/2006	01/09/2006	01/01/2007	800 000,00	V	Euribor 3 mois	3,320	1,530	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR/002	Sté de Fin. Local	20/11/2006	12/02/2007	01/06/2007	650 000,00	V	Euribor 3 mois	3,800	1,380	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR/003	Sté de Fin. Local	20/11/2006	01/02/2007	01/03/2008	1 100 000,00	F	Taux Fixe	4,340	4,400	EUR	A	C	O	A-1
MIN257400EUR	Sté de Fin. Local	24/04/2009	31/07/2009	01/08/2009	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,530	4,800	EUR	A	C	O	A-1
MIN264908EUR	Sté de Fin. Local	09/04/2009	31/05/2009	01/10/2010	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,580	0,000	EUR	T	P	O	A-1
MIN538287EUR	La Banque Postale	01/09/2021	16/09/2021	01/11/2021	2 000 000,00	V	€STR	0,570	0,000	EUR	M	X	O	A-1
MIN538287EUR	La Banque Postale	01/09/2021	10/02/2022	01/08/2022	2 000 000,00	F	Taux Fixe	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
MON231511EUR	Sté de Fin. Local	28/09/2005	29/09/2005	01/01/2006	4 000 000,00	F	Taux Fixe	3,500	3,600	EUR	T	C	O	A-1
MON279830EUR	Sté de Fin. Local	30/05/2013	01/08/2013	01/08/2014	2 957 894,72	F	Taux Fixe	4,450	4,520	EUR	A	C	O	A-1
MON279842EUR	La Banque Postale	07/08/2013	20/06/2013	01/10/2013	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,290	3,290	EUR	T	C	O	A-1
MON282451EUR	La Banque Postale	07/03/2014	17/04/2014	01/08/2014	1 000 000,00	F	Taux Fixe	3,620	3,670	EUR	T	C	O	A-1
MON526887EUR	La Banque Postale	21/12/2018	24/01/2019	01/05/2019	500 000,00	F	Taux Fixe	1,300	1,300	EUR	T	C	O	A-1
MON525897EUR	La Banque Postale	21/12/2018	24/01/2019	01/05/2019	500 000,00	F	Taux Fixe	1,300	1,300	EUR	T	C	O	A-1
MON527237EUR	La Banque Postale	11/04/2019	15/04/2019	01/08/2019	2 000 000,00	V	Euribor 3 mois	0,570	0,000	EUR	T	C	O	A-1
MON530368EUR	La Banque Postale	02/07/2019	10/07/2019	01/02/2020	6 500 000,00	F	Taux Fixe	0,920	0,930	EUR	S	C	O	A-1
MON532413EUR	La Banque Postale	18/12/2019	20/12/2019	01/04/2020	1 500 000,00	F	Taux Fixe	0,860	0,880	EUR	T	C	O	A-1
MON539949EUR	La Banque Postale	13/12/2020	24/12/2020	01/04/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	0,580	0,580	EUR	T	C	O	A-1
MON538286EUR	La Banque Postale	28/08/2021	01/09/2021	01/12/2021	2 000 000,00	F	Taux Fixe	0,750	0,750	EUR	T	C	O	A-1
MX1829182	Arkéa Banque	30/10/2020	30/10/2020	30/01/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	0,580	0,600	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locaux-locataires (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					193 000,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					193 000,00									
AO2003004	Caisse d'Alloc. Familiales	19/12/2002	02/01/2005	02/01/2006	193 000,00	F	Taux Fixe	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					84 906 894,72									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts payés (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		40 807 865,29					4 084 779,91	661 241,62	0,00	237 738,64
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		40 807 865,29					4 084 779,91	661 241,62	0,00	237 738,64
017143G	N	0,00	A-1	1 350 000,00	17,85	F	Taux Fixe	0,600	75 000,00	8 381,26	0,00	1 232,61
0986557	N	0,00	A-1	2 250 000,00	14,96	F	Taux Fixe	1,440	150 000,00	34 560,00	0,00	1 420,27
102780059600020036001	N	0,00	A-1	3 675 000,00	14,77	F	Taux Fixe	1,100	0,00	0,00	0,00	1 772,05
1127751	N	0,00	A-1	560 000,00	6,00	F	Taux Fixe	4,540	80 000,00	29 096,00	0,00	25 354,36
15322-002	N	0,00	A-1	150 000,00	1,55	F	Taux Fixe	4,420	75 000,00	9 945,00	0,00	1 780,11
1533001	N	0,00	A-1	1 120 000,00	13,99	F	Taux Fixe	1,350	80 000,00	16 013,25	0,00	168,00
17095002	N	0,00	A-1	250 000,00	4,75	V	TAG 3 mois + 0,02	0,038	50 000,00	101,98	0,00	0,00
17095003	N	0,00	A-1	375 000,00	4,75	V	TAG 6 mois + 0,02	0,010	75 000,00	41,94	0,00	0,00
17095005	N	0,00	A-1	750 000,00	5,09	F	Taux Fixe	4,741	125 000,00	41 486,38	0,00	32 442,18
1919948	N	0,00	A-1	106 250,00	4,09	V	Euribor 3 mois + 0,06	0,082	25 000,00	84,86	0,00	0,00
20500339	N	0,00	A-1	150 000,00	2,95	F	Taux Fixe	3,780	50 000,00	7 560,00	0,00	264,06
20600208	N	0,00	A-1	200 000,00	3,84	V	TAG 3 mois + 0,11	0,040	50 000,00	86,56	0,00	0,00
20600209	N	0,00	A-1	180 000,00	3,84	V	TAG 3 mois + 0,11	0,040	40 000,00	69,24	0,00	0,00
20600280	N	0,00	A-1	240 000,00	3,92	F	Taux Fixe	4,010	60 000,00	10 927,26	0,00	776,13
20600281	N	0,00	A-1	300 000,00	3,92	F	Taux Fixe	4,010	75 000,00	13 659,07	0,00	970,16
20700044/001	N	0,00	A-1	350 250,00	4,50	F	Taux Fixe	0,000	75 000,00	0,00	0,00	0,00
20700044/002	N	0,00	A-1	250 000,00	4,50	V	TAG 6 mois + 0,07	0,000	50 000,00	0,00	0,00	0,00
20700044/003	N	0,00	B-1	656 250,00	0,08	C	Taux Structure	4,050	125 000,00	30 315,23	0,00	4 503,52
5042539	N	0,00	A-1	600 000,00	11,69	V	Livret A + 1,00	1,500	50 000,00	9 750,00	0,00	4 372,60
5132998	N	0,00	A-1	1 200 000,00	15,33	V	Livret A + 1,00	1,500	75 000,00	19 125,00	0,00	14 038,36
5149085	N	0,00	A-1	1 200 000,00	14,42	V	Livret A + 1,00	1,500	80 000,00	19 200,00	0,00	12 254,78
5364424	N	0,00	A-1	1 276 588,75	17,59	F	Taux Fixe	0,860	66 309,23	11 299,17	0,00	1 784,27

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annulé de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
5010518	N	0,00	A-1	802 500,00	17,18	F	Taux Fixe	1,410	50 000,00	12 801,88	0,00	0,00
A7508148/001	N	0,00	A-1	575 000,00	5,51	F	Taux Fixe	0,000	100 000,00	0,00	0,00	0,00
A7508148/002	N	0,00	A-1	300 000,00	5,51	V	TAM + 0.11	0,360	60 000,00	0,00	0,00	0,00
A7508298/001	N	0,00	A-1	240 000,00	5,78	F	Taux Fixe	0,000	40 000,00	0,00	0,00	0,00
A7508298/002	N	0,00	A-1	210 000,00	5,82	V	TAG 3 mois + 0.40	0,208	35 000,00	452,66	0,00	0,00
A7508339	N	0,00	A-1	380 000,00	3,33	F	Taux Fixe	4,400	90 000,00	19 800,00	0,00	10 545,53
A7508449/001	N	0,00	A-1	450 000,00	5,92	V	Euribor 3 mois + 0.67	0,472	75 000,00	2 287,57	0,00	137,75
A7509750/001	N	0,00	A-1	800 000,00	7,02	F	Taux Fixe	4,500	100 000,00	40 500,00	0,00	35 408,22
MIN221341EUR/003	N	0,00	A-1	250 000,00	2,33	F	Taux Fixe	3,980	100 000,00	12 375,00	0,00	1 614,13
MIN221341EUR/004	N	0,00	A-1	98 250,00	2,50	F	Taux Fixe	3,490	35 000,00	4 122,57	0,00	830,85
MIN239324EUR/001	N	0,00	A-1	340 000,00	3,50	F	Taux Fixe	4,400	85 000,00	18 700,00	0,00	7 500,49
MIN239324EUR/003	N	0,00	A-1	180 000,00	3,75	V	Euribor 3 mois + 0.06	0,000	40 000,00	0,00	0,00	0,00
MIN243441EUR/002	N	0,00	A-1	138 125,00	4,16	V	Euribor 3 mois + 0.05	0,168	32 500,00	247,69	0,00	0,00
MIN243441EUR/003	N	0,00	A-1	275 000,00	4,16	F	Taux Fixe	4,340	55 000,00	14 520,82	0,00	10 111,59
MIN257400EUR	N	0,00	A-1	600 000,00	5,59	F	Taux Fixe	4,530	100 000,00	32 150,42	0,00	11 476,00
MIN264908EUR	N	0,00	A-1	814 319,47	6,09	V	Euribor 3 mois + 1.25	0,830	110 101,52	8 280,90	0,00	1 370,77
MIN538287EUR	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	eSTR + 0.57	0,570	0,00	2 248,34	0,00	0,00
MIN538287EUR	N	0,00	A-1	1 940 000,00	24,16	F	Taux Fixe	0,790	60 000,00	12 663,16	0,00	1 277,17
MON231511EUR	N	0,00	A-1	600 000,00	2,75	F	Taux Fixe	3,500	200 000,00	25 725,01	0,00	5 308,34
MON279830EUR	N	0,00	A-1	485 071,80	1,59	F	Taux Fixe	4,450	232 535,68	31 474,70	0,00	8 738,18
MON279842EUR	N	0,00	A-1	788 886,79	5,50	F	Taux Fixe	3,250	133 333,32	27 625,00	0,00	6 161,46
MON282451EUR	N	0,00	A-1	575 000,00	11,33	F	Taux Fixe	3,620	50 000,00	21 946,26	0,00	3 393,75
MON525887EUR	N	0,00	A-1	375 000,05	11,09	F	Taux Fixe	1,300	33 333,32	5 145,83	0,00	794,64
MON525897EUR	N	0,00	A-1	375 000,05	11,09	F	Taux Fixe	1,300	33 333,32	5 145,83	0,00	794,64
MON527237EUR	N	0,00	A-1	1 533 333,38	11,33	V	Euribor 3 mois + 0.57	0,637	133 333,32	10 411,19	0,00	1 456,67
MON530368EUR	N	0,00	A-1	5 525 000,00	16,68	F	Taux Fixe	0,920	325 000,00	53 815,85	0,00	21 451,56
MON532413EUR	N	0,00	A-1	1 293 750,00	17,00	F	Taux Fixe	0,860	75 000,00	11 689,28	0,00	2 612,47
MON536948EUR	N	0,00	A-1	912 500,00	18,00	F	Taux Fixe	0,580	50 000,00	5 473,76	0,00	1 308,75
MON538288EUR	N	0,00	A-1	1 900 000,00	23,87	F	Taux Fixe	0,750	80 000,00	14 625,00	0,00	1 187,50
MX1829182	N	0,00	A-1	900 000,00	17,83	F	Taux Fixe	0,590	50 000,00	5 570,58	0,00	814,50
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tréage sur ligne de trésorerie (total) (6)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuités de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		28 950,00					9 850,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		28 950,00					9 850,00	0,00	0,00	0,00
AQ2003004	N	0,00	A-1	28 950,00	2,01	F	Taux Fixe	0,000	9 850,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		40 838 815,29					4 094 429,91	661 241,62	0,00	237 738,64

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 788.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
20700044.003	Caisses d'Épargne	2 500 000,00	658 250,00	1	0,00		4,05%	Euribor 12 mois	0,00	Taux Structuré	4,050	30 315,23	0,00	1,61
TOTAL (B)		2 500 000,00	658 250,00						0,00			30 315,23	0,00	1,61
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 3 ou multiplificateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplificateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		2 500 000,00	658 250,00						0,00			30 315,23	0,00	1,61

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6) : 1 : indice zone euro / 2 : indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 86111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 868.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart de l'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart de l'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure						
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor).	Nombre de produits	52	0	0	0	
	% de l'encours	98,38	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	40 180 565,29	0,00	0,00	0,00	0,00
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	
	% de l'encours	1,61	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	656 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(C) Option d'échange (swapion)	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
(F) Autres types de structures	Nombre de produits					0
	% de l'encours					0,00
	Montant en euros					0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture						Catégorie d'emprunt (8)		
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Avant opération de couverture	Après opération de couverture	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768			
Taux fixe (total)							0,00	0,00		
Taux variable simple (total)							0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)							0,00	0,00		
Total							0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOC81015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Four chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annulé de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	

- (1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
- (2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
- (3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
- (4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
- (5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
- (6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
- (7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
- (9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
- (10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
- (11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
- (12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
- (13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 688.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICME de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (n'1 y n'2)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer : A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE	
DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Aucun des organismes de droit privé</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Aucun des organismes de droit public</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<u>Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)</u>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 666.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur			2018-06-01
Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 800.00 €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciel	3	27/11/1996
L	Frais études et autres immob incorporel	5	27/11/1996
L	Matériels informatiques	5	27/11/1996
L	Matériels de bureau électr ou électron	5	27/11/1996
L	Engins à deux roues	5	27/11/1996
L	Voitures	5	27/11/1996
L	Appareils électroménagers	5	27/11/1996
L	Appareils électroniques divers	5	27/11/1996
L	Appareils médicaux	5	27/11/1996
L	Matériels audiovisuels	5	27/11/1996
L	Matériels pour petite enfance	5	27/11/1996
L	Matériels de laboratoire	10	27/11/1996
L	Mobiliers	10	27/11/1996
L	Equipements sportifs	10	27/11/1996
L	Camions	10	27/11/1996
L	Véhicules industriels	10	27/11/1996
L	Matériels et outillages techniques	10	27/11/1996
L	Installation Electrique et téléphonique	10	27/11/1996
L	Instruments de musique	10	27/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	15	27/11/1996
L	Appareils de levage	15	27/11/1996
L	Gros équipements médicaux	15	27/11/1996
L	Gros équipements de garage et atelier	15	27/11/1996
L	Equipement de chauffage	15	27/11/1996
L	Bâtiments légers et abris	15	27/11/1996
L	Matériel et aménagement de cuisine	15	27/11/1996
L	Ascenseurs	20	27/11/1996
L	Agencements et aménag de bâtiments	20	27/11/1996
L	Plantations	20	27/11/1996
L	Immeubles productifs de revenus	20	27/11/1996
L	Autocars	20	27/11/1996
L	Hôtel de ville	20	22/06/2005
L	Bâtiments scolaires	20	22/06/2005
L	Equipements du cimetière	20	22/06/2005
L	Autres équipements	20	22/06/2005
L	Autres agencements et aménagements	20	22/06/2005
L	Bâtiments publics	20	22/06/2005
L	Installat générales agenc améng constr	20	22/06/2005
L	Autres constructions	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui bâtiments publics	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui immeub de rapport	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui inst général agenc	20	22/06/2005
L	Coffres forts	20	22/06/2005

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	93 000,00		93 000,00	186 000,00	93 000,00	93 000,00
Dépréciation des actifs communaux	93 000,00	04/04/2018	93 000,00	186 000,00	93 000,00	93 000,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	93 000,00		93 000,00	186 000,00	93 000,00	93 000,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		4 697 759,93	4 393 802,84
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		4 350 000,00	4 089 204,91
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 350 000,00	4 089 204,91
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		347 759,93	304 597,93
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	297 759,93	297 759,93
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	50 000,00	6 838,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	4 393 802,84	9 003 460,34	0,00	13 397 263,18

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		13 209 100,00	11 366 191,62
Ressources propres externes de l'année (a)		2 550 000,00	3 114 331,72
10222	FCTVA	1 500 000,00	1 678 765,70
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	1 050 000,00	1 435 566,02
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		10 659 100,00	8 251 859,90
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2802	Frais liés à la réalisation des document	1 993,76	0,00
28031	Frais d'études	753 316,88	804 890,67
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	10 810,29	16 528,30
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	20 258,00	20 258,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	105 929,90	105 929,86
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	1 591 255,46	1 161 282,46
280422	Privé : Bâtiments, installations	2 702 336,35	2 487 301,60
28051	Concessions et droits similaires	171 104,16	208 144,45
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	28 467,23	30 658,55
28132	Immeubles de rapport	402 203,60	399 808,51
28135	Installations générales, agencements, ..	1 257 182,56	1 542 925,45
281571	Matériel roulant	96 365,80	85 427,80
281578	Autre matériel et outillage de voirie	167 075,29	140 595,50
28158	Autres installat°, matériel et outillage	16 279,38	16 159,08
28181	Installations générales, aménagt divers	497,34	497,34
28182	Matériel de transport	255 491,53	306 637,96
28183	Matériel de bureau et informatique	313 528,91	279 900,77
28184	Mobilier	118 015,14	129 501,41
28188	Autres immo. corporelles	437 888,42	488 139,46
29...	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
39...	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4817	Pénalités de renégociation de la dette	50 000,00	27 272,73
49...	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59...	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 159 100,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
---------------------------------	--	--	---	----------

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Total ressources propres disponibles	11 366 191,62	5 513 738,65	206 164,33	1 026 266,88	18 112 361,48
---	----------------------	---------------------	-------------------	---------------------	----------------------

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	13 397 263,18
Ressources propres disponibles	IV	18 112 361,48
Solde	V = IV - II (3)	4 715 098,30

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
Total des recettes d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Acquisitions d'immobilisations	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	
	Autres dépenses éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
	Total des dépenses réelles	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
	Souscription d'emprunts et dettes assimilées	0,00
	Dotations et subventions reçues	0,00
	Autres recettes éventuelles	0,00
	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	
	Total des recettes réelles	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV ~ ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	2 159 100,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	1 493 100,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	1 602 400,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0.00
Recettes réelles de fonctionnement	0.00
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0.00 %

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE	A12

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					12 480 758,00	5 509 484,96										122 921,80	285 759,48	
LA FABRIQUE A NEUF	2018		PRET POUR TRAVAUX	Crédit Mutuel	30 000,00	6 703,57	1,11		F	Taux Fixe	1,770	F	Taux Fixe	1,750	A-1		170,92	5 638,28
MARCHES PUBLICS CORDONNIERS (SARL)	2012		PARTICIPATION AU FINACEMENT PLACE 11 NOVEMBRE	Société Générale	480 000,00	132 527,29	2,98		F	Taux Fixe	4,850	F	Taux Fixe	4,850	A-1		8 375,02	40 153,40
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2009		FINACEMENT DES TRAVAUX DE L'EXTENSION DU SIEGE	Caisse d'Epargne	2 300 000,00	1 207 747,09	8,31		F	Taux Fixe	4,150	F	Taux Fixe	4,090	A-1		52 391,06	116 541,39
SAS Loiseau Marchés	2019		RENOVATION DU MARCHÉ DE LA VILLE DE MALAKOFF	Banque Populaire	1 200 000,00	888 110,16	7,67		F	Taux Fixe	1,810	F	Taux Fixe	1,800	A-1		17 020,74	105 838,71
SCCV SQUARE DU TIR MALAKOFF	2016		FINACEMENT D'UN PROGRAMME IMMOBILIER	Crédit Agricole	2 696 000,00	467 949,54	23,50		V	Livret A	2,340	V	Livret A	1,860	A-1		8 888,57	15 360,80
SCI LES 3 ALLEES	2014		FINACEMENT D'UN PROGRAMME IMMOBILIER	Crédit Agricole	3 093 200,00	104 889,29	7,98		R	Livret A	1,980	R	Livret A	1,850	A-1		2 283,77	12 228,90

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux Initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riels (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SCI MALAKOFF VUE SUR PARC	2017		FINANCEMENT VEFA 13 LOGEMENTS SITUÉS 33-35 RUE ALEXIS MARTIN	La Banque Postale	2 701 558,00	2 701 558,00	1,62		V	Eonia/Eur ajusté	1,300	R	Euribor 3 mois	1,230	A-1		33 690,69	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					105 772 609,39	81 981 103,20											1 269 948,44	4 071 683,12
PARIS HABITAT	2007		1101086	Banque des Territoires	2 518 993,00	172 019,17	0,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,200	A-1		4 149,88	173 803,94
PARIS HABITAT	2015		REFINANCEMENT ET TRANSFERT DE L OPERATION DE 8 LOGEMENTS 35 RUE SAVIER	Caisse d'Epargne	201 172,58	137 332,94	12,42		F	Taux Fixe	1,470	F	Taux Fixe	1,470	A-1		2 158,80	9 524,02
RATP HABITAT	2005		1040342	Banque des Territoires	248 875,85	158 777,98	18,17		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,450	A-1		2 406,88	7 213,85
RATP HABITAT	2007		1100780	Banque des Territoires	3 309 572,96	2 422 869,79	23,15		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,950	A-1		48 776,60	78 596,77
RATP HABITAT	2018		1319580	Banque des Territoires	1 098 351,51	891 313,83	12,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,590	A-1		21 753,55	54 731,70
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2012		1207179	Banque des Territoires	1 512 000,00	552 103,22	4,16		R	Taux Fixe	0,000	R	Taux Fixe	1,900	A-1		12 472,07	104 321,52
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313575	Banque des Territoires	1 484 153,47	1 295 139,75	29,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,750	A-1		10 001,32	38 989,77
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313576	Banque des Territoires	4 267 462,97	2 964 700,43	12,67		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,750	A-1		24 018,81	217 807,23
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313587	Banque des Territoires	1 624 806,85	771 712,40	5,69		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,200	A-1		10 893,51	138 080,28
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313590	Banque des Territoires	45 463,99	17 855,82	2,33		R	Taux Fixe	1,900	R	Taux Fixe	1,900	A-1		448,16	5 731,40
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313591	Banque des Territoires	113 599,62	44 616,04	2,33		R	Taux Fixe	0,000	R	Taux Fixe	1,900	A-1		1 119,80	14 320,90
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313593	Banque des Territoires	283 794,01	248 292,33	27,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,460	A-1		4 639,26	6 723,90
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313594	Banque des Territoires	16 909 902,79	14 530 571,82	27,92		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,330	A-1		194 370,00	426 888,24
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313596	Banque des Territoires	1 725 337,26	1 074 950,67	7,00		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,500	A-1		6 031,64	131 378,08

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (5)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actu-riel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (6)	En capital
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313587	Banque des Territoires	332 819,14	244 900,26	12,25	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,500	A-1		1 313,76	17 855,02	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313598	Banque des Territoires	270 992,45	240 869,55	32,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		4 577,91	5 254,60	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313599	Banque des Territoires	222 790,87	205 040,71	42,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		3 871,37	3 097,36	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313600	Banque des Territoires	1 617 037,00	1 505 293,26	52,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,180	A-1		18 030,02	22 874,51	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313601	Banque des Territoires	1 976 378,00	1 757 416,89	32,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		24 327,68	44 633,48	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313602	Banque des Territoires	444 235,00	413 536,60	52,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,180	A-1		4 953,24	6 229,17	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313603	Banque des Territoires	542 854,00	474 618,97	32,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,550	A-1		2 685,95	13 735,48	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313604	Banque des Territoires	101 860,00	97 360,89	52,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		1 827,87	911,87	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313605	Banque des Territoires	124 287,00	113 319,56	32,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		2 150,46	2 297,54	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313607	Banque des Territoires	1 286 552,64	924 120,53	12,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,300	A-1		2 988,85	72 162,24	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1313608	Banque des Territoires	319 520,00	184 047,25	6,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,000	A-1		0,00	26 823,61	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317342	Banque des Territoires	446 296,11	351 816,91	12,09	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		5 081,72	24 807,11	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317343	Banque des Territoires	1 539 617,96	1 361 311,73	24,16	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		18 992,34	45 528,17	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317345	Banque des Territoires	570 265,17	490 413,22	24,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		6 842,00	18 401,55	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317347	Banque des Territoires	3 717 257,53	3 247 765,50	22,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		45 461,38	119 744,36	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317348	Banque des Territoires	132 362,40	115 644,94	22,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		1 618,77	4 263,60	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317349	Banque des Territoires	2 529 815,36	2 269 646,20	27,00	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		31 537,49	66 284,05	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317350	Banque des Territoires	926 542,09	828 396,13	29,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		11 517,69	24 756,48	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317351	Banque des Territoires	1 755 015,30	1 365 538,38	14,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		19 951,75	92 369,23	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317484	Banque des Territoires	2 219 535,38	1 844 829,24	16,00	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,050	A-1		39 729,10	63 175,80	

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En Intérêts (8)	En capital
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317499	Banque des Territoires	167 813,89	123 431,71	13,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,050	A-1		2 710,80	6 802,49	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317720	Banque des Territoires	690 638,70	582 119,50	20,50	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,500	A-1		15 231,52	27 141,24	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317721	Banque des Territoires	4 800 856,05	3 747 863,36	15,82	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,360	A-1		54 189,13	235 361,18	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317722	Banque des Territoires	2 191 091,34	1 722 685,77	13,00	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,060	A-1		37 914,83	117 829,75	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317723	Banque des Territoires	7 491 041,97	6 123 883,88	16,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	2,080	A-1		133 225,01	343 569,84	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317724	Banque des Territoires	605 845,63	513 065,34	21,00	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,590	A-1		8 526,22	23 154,71	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317725	Banque des Territoires	2 637 487,20	2 361 114,28	29,84	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,960	A-1		47 403,88	57 440,94	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317726	Banque des Territoires	1 029 981,71	808 676,05	14,68	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,960	A-1		16 751,57	45 995,84	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		1317727	Banque des Territoires	948 546,19	775 309,10	14,00	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,360	A-1		11 249,74	51 677,04	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1344131	Banque des Territoires	6 245 811,00	5 892 716,94	34,50	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		108 018,57	114 733,13	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		1344132	Banque des Territoires	5 110 209,00	4 784 182,95	44,50	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		90 243,73	67 630,43	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161677	Banque des Territoires	939 190,74	808 291,65	56,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,380	A-1		12 678,51	10 441,18	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161678	Banque des Territoires	1 148 789,85	1 082 363,29	36,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		14 914,88	22 442,84	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161679	Banque des Territoires	515 496,40	488 538,67	56,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,380	A-1		6 958,92	5 730,90	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161880	Banque des Territoires	621 834,01	579 780,55	38,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,550	A-1		3 286,31	14 094,78	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161881	Banque des Territoires	937 046,43	908 219,84	56,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,380	A-1		12 649,59	10 417,36	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161882	Banque des Territoires	630 105,25	567 244,80	36,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,960	A-1		11 316,26	11 155,62	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2017		5161813	Banque des Territoires	525 273,67	497 880,33	36,33	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,860	A-1		9 433,55	9 299,90	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		5242686	Banque des Territoires	1 904 000,00	1 703 025,85	16,92	R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,500	A-1		9 017,45	100 463,37	
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2018		5242687	Banque des Territoires	1 915 825,00	1 761 610,28	20,82	R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,350	A-1		24 824,67	77 268,88	

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2020		5289308	Banque des Territoires	872 350,00	707 110,67	7,00		R	Livret A	1,350	R	Livret A	1,350	A-1		10 668,84	83 173,61
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2016		FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REHABILITATION POUR 198 LOGEMENTS	La Banque Postale	913 000,00	576 627,46	8,87		F	Taux Fixe	1,780	F	Taux Fixe	0,580	A-1		10 854,05	68 583,58
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2005		FINANCEMENT DES CONSTRUCTIONS DE LA ZAC BERANGER-LOUIS BLANC ET SQUARE DU TIR	Sté de Fin. Local	540 000,00	50 816,86	2,92		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	0,000	A-1		0,00	15 890,86
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2005		FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE L'ENSEMBLE PIERRE VALETTE	Sté de Fin. Local	1 000 000,00	185 238,45	2,92		R	Euribor 3 mois	0,000	R	Euribor 3 mois	0,000	A-1		0,00	81 746,12
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2019		TRAVAUX DE REMPLACEMENTS OU D'INSTALLATIONS DE SYSTEMES D'INTERPHONIE	Banque des Territoires	891 672,00	713 257,80	7,79		V	Livret A	1,350	V	Livret A	1,350	A-1		10 832,60	89 157,20
SAIEM MALAKOFF HABITAT	2007		REFINANCEMENT DE 4 EMPRUNTS	Sté de Fin. Local	3 468 760,98	72 870,88	0,16		F	Taux Structuré	4,100	F	Taux Structuré	3,980	B-1		10 135,82	284 340,31
SCP HLM HABITAT FRANCIEN	2008		1108589	Banque des Territoires	335 993,43	260 607,28	27,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,550	A-1		4 153,05	7 389,63
SCP HLM HABITAT FRANCIEN	2008		1108593	Banque des Territoires	55 315,18	46 401,72	37,33		R	Livret A	0,000	R	Livret A	1,550	A-1		733,05	891,93
SCP HLM HABITAT FRANCIEN	2008		1112285	Banque des Territoires	278 304,91	204 003,87	27,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,550	A-1		1 158,99	8 722,24
SCP HLM HABITAT FRANCIEN	2008		1112286	Banque des Territoires	45 350,60	36 311,38	37,50		R	Livret A	0,000	R	Livret A	0,550	A-1		204,43	857,08
TOTAL GENERAL					116 253 367,39	87 490 588,16											1 392 870,24	4 367 442,60

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 68111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

- (1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.
(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dettes en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dettes en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8026	Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)			0,00	0,00	0,00
	8027	Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)			0,00	0,00	0,00
	8028	Autres engagements reçus			0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS
(Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
<u>Associations</u>		
ACLAM	21 500,00	
ADAVIP 92	550,00	
AGECSOG	3 000,00	
ALDEIAS DO MINHO DE MALAKOFF	400,00	
ALTERCONSOS MALAKOFF	100,00	
AMICALE DE CHATEAUBRIANT	500,00	
AMICALE DES ANCIENS DU CMS MALA	400,00	
AMICALE DES LOCATAIRES	320,00	
APCM ASS PROTECTION CHATS	1 100,00	
ARTS ET BIEN ETRE	2 000,00	
ASCPVM	150,00	
ASIAM COMITE DE JUMELAGE	17 000,00	
ASS FONDS MEMOIRE DAUSCHWITZ	220,00	
ASS PREVENTION ROUTIERE	300,00	
ASS REPUBL ANC COMB ARAC	700,00	
ASS SOLIDARITE FRANCE ETRANGER	100,00	
ASS SPORTIVE COLLEGE P BERT	600,00	
ASS SPORTIVE LEP MALAKOFF	500,00	
ASSOC KAZ ART MAISON DE LA VIE	500,00	
ASSOCIAT FRANCE ALZHEIMER 92	1 000,00	
ASSOCIATION 3 QUATRE	1 500,00	
ASSOCIATION BABY BOUGE	1 200,00	
ASSOCIATION MALAKOFF ET MAT	3 800,00	
ASSOCIATION TALA	500,00	
ASSOCIATION TEAM MAGNUM	2 400,00	
ASSOCIATION VAGABOND	500,00	
ATTAC 92	200,00	
AU COIN DE L'IMPASSE	500,00	
AU JARDIN SPIRITUEL	150,00	
BAR@MUSE	500,00	
BATON DE PAROLE	150,00	
BEAT AND BEER	5 000,00	
CASC PERSONNEL COMMUNAL	94 000,00	
CCFD COMITE NANTERRE	300,00	
CDPE 92 FERNAND LEGER	120,00	
CDPE CLPE G COGNIOT FCPE	200,00	
CHATS ERRANTS DE MALAKOFF	350,00	
CLUB BRIDGE MALAKOFF	400,00	
CLUB PHOTO DE MALAKOFF	1 000,00	
COLLECTIF SEMEURS DE ZEN	400,00	
COMITE DES FETES	1 000,00	
COMMISSION ADMINIS BOURSE DU TRA	37 000,00	
COMPAGNIE LES ANGES AU PLAFOND	4 500,00	
COMPAGNIE REVERII	500,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE	1 000,00	
DAFLOW COMMUNITY	500,00	
DINAMIC MEDIATION FAMILIALE	2 000,00	
DYNAMO MALAKOFF	250,00	
EMA DROUIN DEUXIEME GRPE INTERVE	31 000,00	
FCPE ELEMENTAIRE BARBUSSE	150,00	
FCPE GROUPE GUY MOQUET PRIM	200,00	
FCPE PAUL LANGEVIN ELEMENTAIRE	200,00	
FCPE PAUL VAILLANT COUTURIER	200,00	
FCPE PRIMAIRES JAURES	200,00	
FEMMES SOLIDAIRES DE MALAKOFF	2 760,00	
FNDIRP FED NLE DEPORTES INTERNES	700,00	
FREE SONS D AFRIQUE	2 000,00	
GOBIE CLUB PLONGEE	350,00	
GRANDIS SONS	300,00	
GROUPE	500,00	
HAMBUR'GAME	500,00	
HARRY S COOL	1 000,00	
INITIATIVE EMPLOI	2 000,00	
LA COMPAGNIE DU RESSORT	600,00	

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA COOPERATIVE ALIMENTAIRE AUTOG	500,00	
LA FABRICA SON ASSOCIATION	9 000,00	
LA PORTE BLEUE	500,00	
LA RESSOURCERIE	6 000,00	
LA TOUR	700,00	
LE LIVRE DE L AVEUGLE	500,00	
LECTEUR JEUNESSE	100,00	
LES AMIS DE LEO FIGUERES	700,00	
LES AMIS DU TEMPS DES CERISES	200,00	
LES AUXILIAIRES DES AVEUGLES	200,00	
LES FABRIQUEURS	500,00	
LES FLEURS DE DEMAIN	500,00	
LUTTA LIVRE MALAKOFF ASSOCIATION	3 000,00	
MALAKECOLO	200,00	
MALAKFE	500,00	
MALAKOFF VILLAGE	3 000,00	
MOUVEMENT DE LA PAIX	1 050,00	
MOUVEMENT DU NID DELEGATION DES	600,00	
MUSIQUES TANGENTES	23 000,00	
PROSPERO MIRANDA	1 000,00	
RADIO MLK	1 000,00	
RADIO MLK	250,00	
SAIS 92 ASSOCIATION	500,00	
SCARABEE SOLIDARITES	4 500,00	
SECOURS CATHOLIQUE HTS SEINE	3 000,00	
SECOURS DES COEURS SANS FRONTIER	300,00	
SECOURS POPULAIRE MALAKOFF	2 500,00	
STE MEMBRES DE LA LEGION DHONNEU	100,00	
UNAFAM 92	150,00	
UNION ATHLETIQUE DU LYCEE MICHEL	600,00	
UNION DEPT SYNDICAT CFDT	2 500,00	
UNION LOCALE FO	1 300,00	
UNION LOCALE SYNDICAT CGT	2 800,00	
USMM	6 500,00	
USMM	489 000,00	
VIE LIBRE ASSOC BAGNEUX	250,00	
VILLAGE DE L'AMITIE VAN CAHN	500,00	
ZERO WASTE FRANCE	400,00	
ZINZOLIN	2 000,00	
<u>Entreprises</u>		
<u>Personnes physiques</u>		
<u>Autres</u>		
Personnes de droit public		
<u>Etat</u>		
<u>Régions</u>		
<u>Départements</u>		
<u>Communes</u>		
<u>Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)</u>		
CCAS DE MALAKOFF	860 000,00	
<u>Autres</u>		
TOTAL GENERAL	1 683 420,00	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		0,00
TOTAL Recettes	0,00	Total Dépenses
		0,00
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		168,00	0,00	168,00	115,00	23,00	138,00
Adjoint administratif	C	12,00	0,00	12,00	11,00	1,00	12,00
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	37,00	0,00	37,00	31,00	0,00	31,00
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	44,00	0,00	44,00	28,00	0,00	28,00
Administrateur	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Attaché	A	29,00	0,00	29,00	9,00	17,00	26,00
Attaché principal	A	17,00	0,00	17,00	13,00	1,00	14,00
Rédacteur	B	14,00	0,00	14,00	10,00	4,00	14,00
Rédacteur principal de 1ère classe	B	9,00	0,00	9,00	9,00	0,00	9,00
Rédacteur principal de 2ème classe	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		277,00	1,00	278,00	255,00	13,00	268,00
Adjoint technique	C	71,00	0,00	71,00	63,00	8,00	71,00
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	54,00	1,00	55,00	53,00	0,00	53,00
Adjoint technique principal de 2ème Classe	C	100,00	0,00	100,00	99,00	0,00	99,00
Agent de Maîtrise	C	12,00	0,00	12,00	9,00	0,00	9,00
Agent de Maîtrise principal	C	13,00	0,00	13,00	11,00	0,00	11,00
Ingénieur	A	5,00	0,00	5,00	3,00	2,00	5,00
Ingénieur principal	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Technicien	B	8,00	0,00	8,00	4,00	3,00	7,00
Technicien principal 1ère classe	B	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Technicien principal 2ème classe	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
FILIERE SOCIALE (d)		83,00	1,00	84,00	69,00	8,00	77,00
Agent Social	C	26,00	0,00	26,00	20,00	6,00	26,00
Agent Social principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Agent Social principal de 2ème classe	C	18,00	1,00	19,00	16,00	0,00	16,00
Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 1ère classe	C	11,00	0,00	11,00	11,00	0,00	11,00
Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 2ème classe	C	6,00	0,00	6,00	5,00	1,00	6,00
Assistant socio-éducatif 1ère classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur de jeunes enfants 1ère classe	A	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Educateur de jeunes enfants 2ème classe	A	9,00	0,00	9,00	6,00	0,00	6,00
Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	A	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		66,00	2,00	68,00	45,00	15,00	60,00
Auxiliaire de soins principal de 1ere classe	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe	C	30,00	0,00	30,00	18,00	11,00	29,00
Auxiliaire de puériculture principal de 1ere classe	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Auxiliaire de soins principal de 2ème classe	C	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
Infirmier de classe supérieure	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	8,00	0,00	8,00	5,00	1,00	6,00
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Infirmier en soins généraux hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Manipulateur radio de classe supérieure	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
Psychologue de classe normale	A	1,00	2,00	3,00	2,00	1,00	3,00
Psychologue hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Psychomotricien	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Puéricultrice de classe normale	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice de classe supérieure	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Puéricultrice hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien paramédical de classe normale	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Technicien paramédical de classe supérieure	B	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
Biologiste hors classe	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Technicien paramédical de classe normale	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien paramédical de classe supérieure	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SPORTIVE (g)		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Educateur APS Principal 2ème classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint du Patrimoine	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		147,00	37,00	184,00	103,00	77,00	180,00
Adjoint animation principal 1ere classe	C	6,00	0,00	6,00	6,00	0,00	6,00
Adjoint animation principal 2ème classe	C	89,00	37,00	126,00	49,00	77,00	126,00
Adjoint d Animation	C	24,00	0,00	24,00	23,00	0,00	23,00
Animateur	B	16,00	0,00	16,00	16,00	0,00	16,00
Animateur principal de 1ère classe	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
Animateur principal de 2ème classe	B	8,00	0,00	8,00	6,00	0,00	6,00
FILIERE POLICE (j)		6,00	0,00	6,00	3,00	0,00	3,00
Brigadier	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Brigadier chef principal	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Chef de Police municipale	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		23,00	24,00	47,00	1,00	34,00	35,00
Collaborateur de cabinet	A	2,00	0,00	2,00	1,00	1,00	2,00
Dentiste	A	4,00	1,00	5,00	0,00	3,00	3,00
Médecin généraliste	A	7,00	1,00	8,00	0,00	6,00	6,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Médecin spécialiste	A	10,00	22,00	32,00	0,00	22,00	22,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		776,00	65,00	841,00	594,00	171,00	765,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9600102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalant temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (8)				0,00		
Adjoint administratif	C	ADM	350	0,00	3-2	CDD
Adjoint animation principal 2eme classe	C	ANIM	353	0,00	3-2	CDD
Adjoint animation principal 2eme classe	C	ANIM	351	0,00	3-2	CDD
Adjoint technique	C	TECH	350	0,00	3-2	CDD
Agent Social	C	S	350	0,00	3-2	CDD
Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 2ème classe	C	S	353	0,00	3-2	CDD
Attaché	A	ADM	821	0,00	3-3-1°	CDI
Attaché	A	ADM	759	0,00	3-3-1°	CDI
Attaché	A	ADM	732	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	778	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché	A	ADM	732	0,00	3-3-1°	CDD
Attaché principal	A	ADM	946	0,00	3-3-1°	A
Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe	C	MS	354	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe	C	MS	353	0,00	3-2	CDD
Auxiliaire de soins principal de 2ème classe	C	MS	358	0,00	3-2	CDD
Collaborateur de cabinet	A	OTR	680	0,00	A	CDD
Dentiste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Dentiste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Educateur de jeunes enfants 1ere classe	A	S	712	0,00	3-2	CDD
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	MS	489	0,00	3-3-1°	CDD
Ingénieur	A	TECH	565	0,00	3-3-1°	CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	3-3-1°	CDD
Médecin généraliste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Médecin généraliste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Médecin spécialiste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Médecin spécialiste	A	OTR		0,00	3-3-1°	CDD
Psychologue de classe normale	A	MS	457	0,00	3-3-1°	CDD
Rédacteur	B	ADM	372	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	431	0,00	3-2	CDD
Rédacteur	B	ADM	597	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	452	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	513	0,00	3-2	CDD
Technicien	B	TECH	388	0,00	3-2	CDD

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien paramédical de classe normale	B	MT	442	0,00	A	CDI
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3 : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'étus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	C1.2

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COUT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT
CONVENTION CIDEFE	CIDEFE	16 200,00	ACTIONS MULTIPLES	Convention de formation 1/01/2022 au 31/12/2022
FRANCOIS Thomas	CIDEFE	0,00	12/02/2002 PARIS	Maîtriser les règles du débat contradictoire
FRANCOIS Thomas	CIDEFE	0,00	18/05/2022 PARIS	Agir pour le droit aux vacances
GOLDBERG Mickaël	CIDEFE	0,00	18 AU 20/07/2022 AVIGNON	Les rencontres d'Avignon 2022 : Les pratiques culturelles locales innovantes
GUTIEREZ Grégory	Cédis formation Université été 2022	750,00	22/08/2022 SAINT-MARTIN D'HERES	Dans un monde en mutation, mettre œuvre la sobriété pour construire la transition écologique
GUTIEREZ Grégory	Cédis formation	580,00	02/02/2022 STRASBOURG	Journées nationales de formation des élus municipaux et communautaires
MURET Julie	Cédis formation Université été 2022	750,00	22/08/2022 SAINT-MARTIN D'HERES	Dans un monde en mutation, mettre œuvre la sobriété pour construire la transition écologique
PARMENTIER Corinne	AMIF	1 700,00	19/10/2022 MADRID	Voyage d'études à Madrid
RAJZMAN Olivier	TOUS POLITIQUE	480,00	14/12/2022 PARIS	Atelier de formation DFEL
TAUTHUI Stéphane	LEADON	680,00	29/12/2021 PARIS	Prise de parole en public

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
- Participation au capital	SAIEM. Malakoff habitat	SAIEM Malakoff habitat	Public	5 257 022,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
16/02/2005 - 1040342	RATP HABITAT	ESH	Privé	246 875,65
19/10/2005 - FINANCEMENT DES CONSTRUCTIONS DE LA ZAC BERANGER-LOUIS BLANC ET SQUARE DU TIR	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	540 000,00
19/10/2005 - FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE L ENSEMBLE PIERRE VALETTE	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 000 000,00
22/01/2007 - REFINANCEMENT DE 4 EMPRUNTS	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	3 466 760,98
01/04/2007 - 1100760	RATP HABITAT	ESH	Privé	3 309 572,96
19/12/2007 - 1101086	PARIS HABITAT	OPH	Public	2 518 993,00
16/04/2008 - 1108589	SCP HLM HABITAT FRANCILIEN	OPH	Privé	335 993,43
16/04/2008 - 1108593	SCP HLM HABITAT FRANCILIEN	OPH	Privé	55 315,18
06/06/2008 - 1112285	SCP HLM HABITAT FRANCILIEN	OPH	Privé	276 304,91
06/06/2008 - 1112286	SCP HLM HABITAT FRANCILIEN	OPH	Privé	45 350,60
08/12/2009 - FINANCEMENT DES TRAVAUX DE L EXTENSION DU SIEGE	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	2 300 000,00
20/02/2012 - 1207179	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 512 000,00
21/05/2014 - FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER	SCI LES 3 ALLEES	AUTRES	Privé	3 093 200,00
30/05/2015 - PARTICIPATION AU FINACEMENT PLACE 11 NOVEMBRE	MARCHES PUBLICS CORDONNIERS SARL	AUTRES	Privé	460 000,00
07/10/2015 - FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER	SCCV SQUARE DU TIR MALAKOFF	AUTRES	Privé	2 696 000,00
07/10/2015 - REFINANCEMENT ET TRANSFERT DE L OPERATION DE 8 LOGEMENTS 35 RUE SAVIER	PARIS HABITAT	OPH	Public	201 172,58
29/06/2016 - FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REHABILITATION POUR 198 LOGEMENTS	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	913 000,00
10/04/2017 - 5161677	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	939 190,74
10/04/2017 - 5161678	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 148 798,95
10/04/2017 - 5161679	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	515 498,40
10/04/2017 - 5161680	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	621 834,01
10/04/2017 - 5161681	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	937 048,43
10/04/2017 - 5161682	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	630 105,25
10/04/2017 - 5161813	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	525 273,67
31/07/2017 - 1313575	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 484 153,47
31/07/2017 - 1313576	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	4 267 462,97
31/07/2017 - 1313587	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 624 808,95
31/07/2017 - 1313590	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	45 463,99
31/07/2017 - 1313591	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	113 599,62
31/07/2017 - 1313593	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	283 794,01
31/07/2017 - 1313594	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	16 809 602,79
31/07/2017 - 1313596	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 725 337,26
31/07/2017 - 1313597	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	332 819,14
31/07/2017 - 1313598	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	270 992,45
31/07/2017 - 1313599	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	222 796,87
31/07/2017 - 1313600	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 617 037,00
31/07/2017 - 1313601	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 976 378,00
31/07/2017 - 1313602	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	444 235,00
31/07/2017 - 1313603	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	542 954,00
31/07/2017 - 1313604	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	101 690,00
31/07/2017 - 1313605	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	124 287,00
31/07/2017 - 1313607	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 286 552,64
31/07/2017 - 1313608	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	319 520,00
31/07/2017 - 1344131	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	6 245 811,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - CA - 2022

31/07/2017 - 1344132	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	5 110 209,00
26/10/2017 - FINANCEMENT VEFA 13 LOGEMENTS SITUES 33-35 RUE ALEXIS MARTIN	SCI MALAKOFF VUE SUR PARC	AUTRES	Privé	2 701 558,00
01/07/2018 - 1317342	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	448 296,11
01/07/2018 - 1317343	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 539 817,96
01/07/2018 - 1317345	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	570 265,17
01/07/2018 - 1317347	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	3 717 257,53
01/07/2018 - 1317348	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	132 362,40
01/07/2018 - 1317349	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	2 529 615,36
01/07/2018 - 1317350	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	926 542,09
01/07/2018 - 1317351	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 755 015,30
01/07/2018 - 1317464	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	2 219 535,38
01/07/2018 - 1317499	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	167 613,89
01/07/2018 - 1317720	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	690 939,70
01/07/2018 - 1317721	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	4 800 858,05
01/07/2018 - 1317722	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	2 191 091,34
01/07/2018 - 1317723	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	7 491 041,97
01/07/2018 - 1317724	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	605 849,63
01/07/2018 - 1317725	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	2 637 487,20
01/07/2018 - 1317726	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 029 981,71
01/07/2018 - 1317727	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	948 546,19
01/11/2018 - 1319580	RATP HABITAT	ESH	Privé	1 098 351,51
14/11/2018 - PRET POUR TRAVAUX	LA FABRIQUE A NEUF	ASSOCIATION	Privé	30 000,00
16/11/2018 - 5242686	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 904 000,00
16/11/2018 - 5242687	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	1 915 625,00
19/12/2018 - RENOVATION DU MARCHÉ DE LA VILLE DE MALAKOFF	SAS Loiseau Marchés	AUTRES	Privé	1 200 000,00
19/12/2019 - TRAVAUX DE REMPLACEMENTS OU D INSTALLATIONS DE SYSTEMES D INTERPHONIE	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	891 572,00
01/01/2020 - 5289308	SAIEM MALAKOFF HABITAT	OPH	Public	872 350,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- Subvention supérieure à 75000 ou représentant plus de 50% produit figurant au compte du résultat	USMM	association	Public	488 272,00
- Subvention supérieure à 75000 ou représentant plus de 50% produit figurant au compte du résultat	CASC	association	Public	94 000,00
- Subvention supérieure à 75 000 €	CCAS	Etablissement Public	Public	860 000,00
Autres				

- (1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
 (2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
 (3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat Intercommunal Funéraire de la région Parisienne SIFUREP	01/01/1900		3 266,00
Syndicat Interco Périphérie de Paris Energies et Réseaux Communication SIPPEREC	01/01/1900		5 873,09
Syndicat Intercommunal du cimetière de Clamart	17/04/1946		189 128,30
EPT Vallée Sud Grand Paris	01/01/2016		8 804 905,00
Syndicat Autolib Vélib Métropole	01/01/2017		137 272,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	Bureau de bienfaisance		5.0 -	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
LOCATION DES PARKINGS	Construction-Acquisition-Location des Parkings	18/03/1998	25.0 - 18/03/1998	21920046600296	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	29 116 361,71	16 525 919,51	9 003 460,00	3 586 982,20
RECETTES	29 116 361,71	18 400 639,17	5 513 739,00	5 201 983,54
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	66 946 001,29	64 229 812,22	0,00	2 716 189,07
RECETTES	66 946 001,29	66 180 592,14	0,00	765 409,15

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : / N°SIRET :				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	318 968,52	115 519,62	451,33	202 997,57
RECETTES	318 968,52	278 350,86	0,00	40 617,66
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 597 814,91	376 297,65	0,00	1 221 517,26
RECETTES	1 597 814,91	1 436 610,63	0,00	161 204,28

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	29 435 330,23	16 641 439,13	9 003 911,33	3 789 979,77
RECETTES	29 435 330,23	18 678 990,03	5 513 739,00	5 242 601,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	68 543 816,20	64 606 109,87	0,00	3 937 706,33
RECETTES	68 543 816,20	67 617 202,77	0,00	926 613,43
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	97 979 146,43	81 247 549,00	9 003 911,33	7 727 686,10
TOTAL GENERAL DES RECETTES	97 979 146,43	86 296 192,80	5 513 739,00	6 169 214,63

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	29 435 330,23	16 641 439,13	9 003 911,33	3 789 979,77
RECETTES	29 435 330,23	18 678 990,03	5 513 739,00	5 242 601,20
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	68 543 816,20	64 606 109,87	0,00	3 937 706,33
RECETTES	68 543 816,20	67 617 202,77	0,00	926 613,43
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	97 979 146,43	81 247 549,00	9 003 911,33	7 727 686,10
TOTAL GENERAL DES RECETTES	97 979 146,43	86 296 192,80	5 513 739,00	6 169 214,63

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00			0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
 Nombre de membres présents : 0
 Nombre de suffrages exprimés : 0
 VOTES :
 Pour : 0
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
 A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
 A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AARSSE Rodéric	
ALAUDAT Fatiha	
AOUAD Michel	
APRIKIAN Virginie	
BA Saliou	
BEL HADJ YOUSSEF Héla	
BELHOMME Jacqueline	
BOYAVAL Jocelyne	
BRESSET Gilles	
BRICE Pascal	
CARDOT Dominique	
COURTEILLE Loïc	
DANAES Aurélien	
FIGUERES Sonia	
FRANCOIS Thomas	
GARCIA Nicolas	
GHIATI Vanessa	
GOLDBERG Michaël	
GUTIEREZ Grégory	
HAMMACHE Nadia	
HEMIDI Farid	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 39

Nombre de membres présents : 37

Nombre de suffrages exprimés : 31

VOTES :

Pour : 30

Contre : 1

Abstentions : 6

Date de convocation : 23/03/2023

Présenté par (1) .

A Hôtel de Ville de Malakoff, le 29/03/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .

A Hôtel de Ville de Malakoff, le 29/03/2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AARSSE Rodéric	
ALAUDAT Fatiha	
AOUAD Michel	
APRIKIAN Virginie	
BA Saliou	
BEL HADJ YOUSSEF Héla	
BELHOMME Jacqueline	
BOYAVAL Jocelyne	
BRESSET Gilles	
BRICE Pascal	
CARDOT Dominique	
COURTEILLE Loïc	
DANAES Aurélien	
FIGUERES Sonia	
FRANCOIS Thomas	
GARCIA Nicolas	
GHIATI Vanessa	
GOLDBERG Michaël	
GUTIEREZ Grégory	
HAMMACHE Nadia	
HEMIDI Farid	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

IBOS Bénédicte	
JANNES Emmanuelle	
KITENGE Tracy	
MORICE Catherine	
MURET Julie	
OLIVEIRA Antonio	
PARMENTIER Corinne	
POULLE Jean-Michel	
POUPARD Hugo	
PRONESTI Roger	
RAJZMAN Olivier	
RAULT Charlotte	
SOURIGUES Carole	
SYLLA Fatou	
TAUTHUI Stéphane	
TOUEILLES Antony	
TRICHET-ALLAIRE Dominique	
VERNANT Martin	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : conseil municipal .


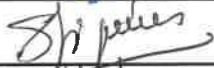




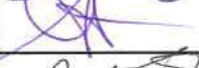




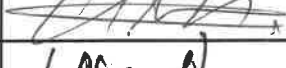
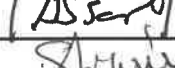
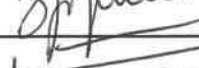

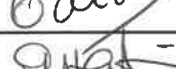


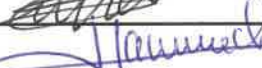


IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2



















Nombre de membres en exercice : 39
 Nombre de membres présents : 37
 Nombre de suffrages exprimés : 31
 VOTES :
 Pour : 30
 Contre : 1
 Abstentions : 6

Date de convocation : 23 mars 2023

Présenté par (1).
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
 A , le 29 mars 2023
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AARSSE Rodéric	Pouvoir de Mme TRICHET-AUSINE	
ALAUDAT Fatiha	Donne pouvoir à Mme FIGUÈRES	
AOUAD Michel		
APRIKIAN Virginie		
BA Saliou	Pouvoir de k. tenge	
BEL HADJ YOUSSEF Héla		
BELHOMME Jacqueline	Non présente lors du vote.	
BOYAVAL Jocelyne		
BRESSET Gilles		
BRICE Pascal		
CARDOT Dominique	Pouvoir de Mr Paulle	
COURTEILLE Loïc		
DANAES Aurélien		
FIGUERES Sonia	Pouvoir de Mme ALAUDAT	
FRANCOIS Thomas		
GARCIA Nicolas		
GHIATI Vanessa		
GOLDBERG Michaël	Donne pouvoir à Mme IBOS	
GUTIEREZ Grégory	Pouvoir de Mme PURET	
HAMMACHE Nadia		
HEMIDI Farid		

IV – ANNEXES		IV
ARRETE ET SIGNATURES		D2
IBOS Bénédicte	Pavai de N. GOLDBERG	
JANNES Emmanuelle		
KITENGE Tracy	Donne pavai à Mr DA	
MORICE Catherine		
MURET Julie	Donne pavai à N. GOUTIEREZ	
OLIVEIRA Antonio		
PARMENTIER Corinne		
POULLE Jean-Michel	Donne pavai à M. Cardot	
POUPARD Hugo		
PRONESTI Roger		
RAJZMAN Olivier		
RAULT Charlotte		
SOURIGUES Carole		
SYLLA Fatou		
TAUTHUI Stéphane		
TOUEILLES Antony		
TRICHET-ALLAIRE Dominique	Donne pavai à N. ANASSE.	
VERNANT Martin		

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL
Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations
Délibération n°DEL2023_18

Objet : Approbation du compte administratif 2022 - Budget annexe location de parkings.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-12, L.2121-14, L.2121-29, L.2121-31, D.2342-1 et suivants ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics locaux à caractère industriel et commercial ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2022-149 du 14 décembre 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2022-56 du 24 mai 2022 relative à l'adoption du budget supplémentaire du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2022 ;

Vu le compte de gestion pour le budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2022, établi par le comptable du SGC de Montrouge, faisant apparaître la conformité des écritures ;

Vu le compte administratif 2022 du budget annexe *Location de parkings* dressé par l'ordonnateur et joint en annexe de la présente délibération ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant le compte administratif du budget annexe *Location de parkings* de l'exercice 2022 dressé par l'ordonnateur ;

Considérant la présentation du compte administratif du budget annexe *Location de parkings* de l'exercice 2022 faite par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire ;

Considérant que Madame Jacqueline BELHOMME, Maire, s'est retirée lors du vote ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : **ACTE** de la présentation par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire, du compte administratif du budget annexe *Location de parkings* de l'exercice 2022.

Article 2 : **APPROUVE** le compte administratif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2022 et acte les résultats joints en annexe de la présente délibération.

Arrivée en Préfecture le : 14 avril 2013

Publiée le : 14 avril 2013

Exécutoire le : 14 avril 2013



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,
Jacqueline BELHOMME

Vote :

La délibération est adoptée par 30 voix POUR dont 6 mandats (Mme Poullé, Mme Trichet-Allaire, Mme Alaudat, M. Goldberg, Mme Muret, Mme Kitenge), 1 voix CONTRE (M. Tauthui) et 6 ABSTENTIONS (Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Touailles).
Mme la Maire ne prend pas part au vote.

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
21920046600296

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
BUDGET ANNEXE DE LOCATION DES PARKINGS
M4 MAIRIE

POSTE COMPTABLE DE : POSTE COMPTABLE DE MONTROUGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/18.

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



Maire de Malakoff

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	4
-----------------------------	---

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	16
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	23
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	25
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	26
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	36
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	37
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	38
A6 - Etat des charges transférées	39
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers	40
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	41
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	42
A8.3 - Opérations liées aux cessions	43
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	44
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	45
A10 - Etat des travaux en régie	46

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	51
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	53
B1.7 - Etat des engagements reçus	54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	56

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	57
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	59
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	60
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	61

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 62

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 63

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	376 297,65	G	381 483,72	G-A	5 186,07
	Section d'investissement	B	115 519,62	H	111 382,34	H-B	-4 137,28

		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 055 126,91 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	166 968,52 (si excédent)

		=		=			
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	491 817,27	Q= G+H+I+J	1 714 961,49	=Q-P	1 223 144,22

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation		E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement		F	451,33	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1		= E+F	451,33	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	376 297,65	= G+H+K	1 436 610,63	1 060 312,98	
	Section d'investissement	= B+D+F	115 970,95	= H+J+L	278 350,86	162 379,91	
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	492 268,60	= G+H+I+J+K+L	1 714 961,49	1 222 692,89	

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	451,33
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	451,33	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 334 126,91	188 330,28	10 973,62	0,00	1 134 823,01
012	Charges de personnel, frais assimilés	66 000,00	51 318,74	0,00	0,00	14 681,26
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	640,14	0,00	0,00	19 359,86
Total des dépenses de gestion courante		1 420 126,91	240 289,16	10 973,62	0,00	1 168 864,13
66	Charges financières	25 000,00	14 474,89	0,00	0,00	10 525,11
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	97,64	0,00	0,00	4 902,36
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	10 000,00	0,00			10 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		1 460 126,91	254 861,69	10 973,62	0,00	1 194 291,60
023	Virement à la section d'investissement (4)	26 688,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	111 000,00	110 462,34			537,66
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		137 688,00	110 462,34			27 225,66
TOTAL		1 597 814,91	365 324,03	10 973,62	0,00	1 221 517,26
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	540 688,00	381 043,72	0,00	0,00	159 644,28
Total des recettes de gestion courante		540 688,00	381 043,72	0,00	0,00	159 644,28
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	360,00	0,00	0,00	1 640,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	80,00			-80,00
Total des recettes réelles d'exploitation		542 688,00	381 483,72	0,00	0,00	161 204,28
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00			0,00
TOTAL		542 688,00	381 483,72	0,00	0,00	161 204,28
Pour information		1 055 126,91				
R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1						

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	116 968,52	0,00	0,00	116 968,52
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	196 968,52	0,00	0,00	196 968,52
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	122 000,00	115 519,62	451,33	6 029,05
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	122 000,00	115 519,62	451,33	6 029,05
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	318 968,52	115 519,62	451,33	202 997,57
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00		0,00
	TOTAL	318 968,52	115 519,62	451,33	202 997,57
	Pour information	0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	12 312,00	0,00	0,00	12 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	12 312,00	0,00	0,00	12 312,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	920,00	0,00	1 080,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	2 000,00	920,00	0,00	1 080,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	14 312,00	920,00	0,00	13 392,00
021	Virement de la section d'exploitation (2)	26 688,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (2)	111 000,00	110 462,34		537,66
041	Opérations patrimoniales (2)	0,00	0,00		0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	137 688,00	110 462,34		27 225,66
	TOTAL	152 000,00	111 382,34	0,00	40 617,66
	Pour information	166 968,52			
	R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	199 303,90		199 303,90
012	Charges de personnel, frais assimilés	51 318,74		51 318,74
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	<i>Achats et variation des stocks (3)</i>		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	640,14		640,14
66	Charges financières	14 474,89	0,00	14 474,89
67	Charges exceptionnelles	97,64	0,00	97,64
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	110 462,34	110 462,34
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	<i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i>		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	265 835,31	110 462,34	376 297,65

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
--	-------------

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	376 297,65
---	-------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	<i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>		0,00	0,00
15	<i>Provisions pour risques et charges (5)</i>		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	115 519,62	0,00	115 519,62
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	<i>Amortissement des immobilisations(reprises)</i>		0,00	0,00
29	<i>Dépréciation des immobilisations</i>		0,00	0,00
39	<i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	<i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	115 519,62	0,00	115 519,62

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
--	-------------

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	115 519,62
--	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
 (2) Voir liste des opérations d'ordre.
 (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
 (4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
 (5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
 (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
 (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage)(3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	381 043,72		381 043,72
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	360,00	0,00	360,00
78	Reprise amort., dépréciat ^e et provisions	80,00	0,00	80,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes d'exploitation – Total		381 483,72	0,00	381 483,72

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	1 055 126,91
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 436 610,63
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	920,00	0,00	920,00
18	Comptes liaison : affectat ^e BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		110 462,34	110 462,34
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat ^e des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		920,00	110 462,34	111 382,34

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	166 968,52
---	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	278 350,86
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général (2) (3)	1 334 126,91	188 330,28	10 973,62	0,00	1 134 823,01
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6132	Locations immobilières	40 637,00	19 320,00	0,00	0,00	21 317,00
614	Charges locatives et de copropriété	66 320,00	33 548,29	3 769,73	0,00	29 001,98
6156	Maintenance	875 166,91	0,00	0,00	0,00	875 166,91
627	Services bancaires et assimilés	3,00	1,83	0,00	0,00	1,17
6283	Frais de nettoyage des locaux	58 500,00	4 684,16	945,89	0,00	52 869,95
63512	Taxes foncières	160 000,00	72 535,00	0,00	0,00	87 465,00
63513	Autres impôts locaux	132 000,00	58 241,00	6 258,00	0,00	67 501,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	66 000,00	51 318,74	0,00	0,00	14 681,26
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	66 000,00	51 318,74	0,00	0,00	14 681,26
014	Atténuations de produits (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	640,14	0,00	0,00	19 359,86
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	640,14	0,00	0,00	9 359,86
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		1 420 126,91	240 289,16	10 973,62	0,00	1 168 864,13
66	Charges financières (b) (5)	25 000,00	14 474,89	0,00	0,00	10 525,11
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 000,00	15 945,86	0,00	0,00	6 054,14
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	3 000,00	-1 470,97	0,00	0,00	4 470,97
67	Charges exceptionnelles (c)	5 000,00	97,64	0,00	0,00	4 902,36
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	97,64	0,00	0,00	4 902,36
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	10 000,00	0,00			10 000,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	10 000,00	0,00			10 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		1 460 126,91	254 861,69	10 973,62	0,00	1 194 291,60
023	Virement à la section d'investissement	26 688,00				
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)	111 000,00	110 462,34			537,66
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	111 000,00	110 462,34			537,66
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		137 688,00	110 462,34			27 225,66
043	Opérat° ordre intérieur de la section (10)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		137 688,00	110 462,34			27 225,66
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 597 814,91	365 324,03	10 973,62	0,00	1 221 517,26
Pour information		0,00				
D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1						

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	3 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 470,97

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
 (2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
 (3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
 (4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
 (5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
 (6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
 (7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
 (8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DE 042 = RI 040.
 (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
 (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	540 688,00	381 043,72	0,00	0,00	159 644,28
752	Revenus des immeubles	540 688,00	381 042,27	0,00	0,00	159 645,73
7588	Autres	0,00	1,45	0,00	0,00	-1,45
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		540 688,00	381 043,72	0,00	0,00	159 644,28
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	2 000,00	360,00	0,00	0,00	1 640,00
778	Autres produits exceptionnels	2 000,00	360,00	0,00	0,00	1 640,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	80,00			-80,00
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	80,00			-80,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		542 688,00	381 483,72	0,00	0,00	161 204,28
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		542 688,00	381 483,72	0,00	0,00	161 204,28
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		1 055 126,91				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	116 968,52	0,00	0,00	116 968,52
2031	Frais d'études	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	86 968,52	0,00	0,00	86 968,52
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
2135	Installations générales, agencements	80 000,00	0,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		196 968,52	0,00	0,00	196 968,52
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	122 000,00	115 519,62	451,33	6 029,05
1641	Emprunts en euros	119 000,00	113 319,90	0,00	5 680,10
165	Dépôts et cautionnements reçus	3 000,00	2 199,72	451,33	348,95
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		122 000,00	115 519,62	451,33	6 029,05
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		318 968,52	115 519,62	451,33	202 997,57
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		318 968,52	115 519,62	451,33	202 997,57
Pour information		0,00			
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1					

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(6) Les comptes 15.2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	12 312,00	0,00	0,00	12 312,00
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	12 312,00	0,00	0,00	12 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		12 312,00	0,00	0,00	12 312,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	920,00	0,00	1 080,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 000,00	920,00	0,00	1 080,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		14 312,00	920,00	0,00	13 392,00
021	Virement de la section d'exploitation	26 688,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	111 000,00	110 462,34		537,66
28131	Bâtiments	111 000,00	98 098,48		12 901,52
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	12 129,86		-12 129,86
28181	Installations générales, agencements	0,00	234,00		-234,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		137 688,00	110 462,34		27 225,66
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		137 688,00	110 462,34		27 225,66
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		152 000,00	111 382,34	0,00	40 617,66
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		166 968,52			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (5)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					2 492 102,15									
1641 Emprunts en euros (total)					2 492 102,15									
MIN173065EUR	Sté de Fin. Local	31/12/1998	01/01/2002	01/03/2002	442 102,15	F	Taux Fixe	5,490	5,440	EUR	A	C	O	A-1
MIN221341EUR002	Sté de Fin. Local	18/09/2004	22/02/2005	01/07/2005	1 300 000,00	F	Taux Fixe	3,990	4,050	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR001	Sté de Fin. Local	20/11/2006	01/02/2007	01/06/2007	354 000,00	V	Euribor 3 mois	3,830	1,380	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR004	Sté de Fin. Local	20/11/2006	02/04/2007	01/08/2007	396 000,00	V	Euribor 3 mois	3,920	1,320	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					2 492 402,15									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 31/12/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt			Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		448 784,25					117 744,90	15 945,86	0,00	8 378,82
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		448 784,25					117 744,90	15 945,86	0,00	8 378,82
MIN173065EUR	N	0,00	A-1	121 956,25	7,16	F	Taux Fixe	5,480	15 244,90	7 830,08	0,00	6 775,50
MIN221341EUR/002	N	0,00	A-1	182 500,00	2,25	F	Taux Fixe	3,990	85 000,00	8 104,89	0,00	1 603,32
MIN243441EUR/001	N	0,00	A-1	75 225,00	4,16	V	Euribor 3 mois + 0,05	0,168	17 700,00	134,90	0,00	0,00
MIN243441EUR/004	N	0,00	A-1	89 100,00	4,33	V	Euribor 3 mois + 0,05	0,079	19 800,00	78,19	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		448 784,25					117 744,90	15 945,86	0,00	8 378,82

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

- (12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
- (14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 68111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 688.
- (16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indice sous-jacents		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
		Indices zone euro	Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	Ecart d'indices zone euro	Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	Ecart d'indices hors zone euro	Autres indices	
Structure								
	(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	448 784,25	0,00	0,00	0,00	0,00		
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier		Nombre de produits	0	0	0	0		
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
(C) Option d'échange (swapion)		Nombre de produits	0	0	0	0		
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé		Nombre de produits	0	0	0	0		
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
(E) Multiplicateur jusqu'à 5		Nombre de produits	0	0	0	0		
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
(F) Autres types de structures		Nombre de produits					0	
	% de l'encours						0,00	
	Montant en euros						0,00	

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert				Instrument de couverture							Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture						Catégorie d'emprunt (8)		
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Avant opération de couverture	Après opération de couverture	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/788			
Taux fixe (total)							0,00	0,00		
Taux variable simple (total)							0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)							0,00	0,00		
Total							0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) À compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (n-1) y a lieu)		
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital	
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.									
Total													0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

- (1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.
 (2) Taux à la date de renégociation.
 (3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
 (4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
 (5) Nominal à la date de renégociation.
 (6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
 - Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.8

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Logiciel	3	27/11/1996
L	Frais études et autres immob incorporel	5	27/11/1996
L	Matériels informatiques	5	27/11/1996
L	Matériels de bureau électr ou électron	5	27/11/1996
L	Engins à deux roues	5	27/11/1996
L	Voitures	5	27/11/1996
L	Appareils électroménagers	5	27/11/1996
L	Appareils électroniques divers	5	27/11/1996
L	Appareils médicaux	5	27/11/1996
L	Matériels audiovisuels	5	27/11/1996
L	Matériels pour petite enfance	5	27/11/1996
L	Matériels de laboratoire	10	27/11/1996
L	Mobiliers	10	27/11/1996
L	Equipements sportifs	10	27/11/1996
L	Camions	10	27/11/1996
L	Véhicules industriels	10	27/11/1996
L	Matériels et outillages techniques	10	27/11/1996
L	Installation Electrique et téléphonique	10	27/11/1996
L	Instruments de musique	10	27/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	15	27/11/1996
L	Appareils de lavage	15	27/11/1996
L	Gros équipements médicaux	15	27/11/1996
L	Gros équipements de garage et atelier	15	27/11/1996
L	Equipement de chauffage	15	27/11/1996
L	Bâtiments légers et abris	15	27/11/1996
L	Matériel et aménagement de cuisine	15	27/11/1996
L	Ascenseurs	20	27/11/1996
L	Agencements et aménag de bâtiments	20	27/11/1996
L	Plantations	20	27/11/1996
L	Immeubles productifs de revenus	20	27/11/1996
L	Autocars	20	27/11/1996
L	Hôtel de ville	20	22/06/2005
L	Bâtiments scolaires	20	22/06/2005
L	Equipements du cimetière	20	22/06/2005
L	Autres équipements	20	22/06/2005
L	Autres agencements et aménagements	20	22/06/2005
L	Bâtiments publics	20	22/06/2005
L	Installat générales agenc améng constr	20	22/06/2005
L	Autres constructions	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui bâtiments publics	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui immeub de rapport	20	22/06/2005
L	Const sur sol autrui inst général agenc	20	22/06/2005
L	Coffres forts	20	22/06/2005

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	10 000,00		10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00
Dépréciation des actifs communaux	10 000,00	20/12/2016	10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	10 000,00		10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		119 000,00	113 319,90
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		119 000,00	113 319,90
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	119 000,00	113 319,90
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	113 319,90	451,33	0,00	113 771,23

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		137 688,00	III 110 462,34
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		137 688,00	110 462,34
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28131	Bâtiments	111 000,00	98 098,48
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	12 129,86
28181	Installations générales, agencements	0,00	234,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	26 688,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	110 462,34	0,00	166 968,52	0,00	277 430,86

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 113 771,23
Ressources propres disponibles	IV 277 430,86
Solde	V = IV – II (3) 163 659,63

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A5.3.1

A5.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	<i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>	0,00
043	<i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.3.2

A5.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A10

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	Travaux en régie		0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0.00
Recettes réelles d'exploitation	0.00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0.00 %

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autre (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 06111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
- (2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
- (3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

- (1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.
(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dettes en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dettes en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annulé reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annulés restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-63 du 26 janvier 1984 etc.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URS : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a : article 3, 1^{ère} alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2^{ème} alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (malade, maternité...)
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1 : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2 : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3 : emplois de secrétaires de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaires des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4 : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5 : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à rétablissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnaires.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'étus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

IV – ANNEXES	IV
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)	C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 39
 Nombre de membres présents : 37
 Nombre de suffrages exprimés : 31
VOTES :
 Pour : 30
 Contre : 1
 Abstentions : 6

Date de convocation : 23/03/2023

Présenté par (1) ,
 A Hôtel de Ville de Malakoff le 29/03/2023
 (1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
 A Hôtel de Ville de Malakoff, le 29/03/2023
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AARSSE Rodéric	
ALAUDAT Fatiha	
AOUAD Michel	
APRIKIAN Virginie	
BA Saliou	
BEL HADJ YOUSSEF Héla	
BELHOMME Jacqueline	
BOYAVAL Jocelyne	
BRESSET Gilles	
BRICE Pascal	
CARDOT Dominique	
COURTEILLE Loïc	
DANAES Aurélien	
FIGUERES Sonia	
FRANCOIS Thomas	
GARCIA Nicolas	
GHIATI Vanessa	
GOLDBERG Michaël	
GUTIEREZ Grégory	
HAMMACHE Nadia	
HEMIDI Farid	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

IBOS Bénédicte	
JANNES Emmanuelle	
KITENGE Tracy	
MORICE Catherine	
MURET Julie	
OLIVEIRA Antonio	
PARMENTIER Corinne	
POULLE Jean-Michel	
POUPARD Hugo	
PRONESTI Roger	
RAJZMAN Olivier	
RAULT Charlotte	
SOURIGUES Carole	
SYLLA Fatou	
TAUTHUI Stéphane	
TOUEILLES Antony	
TRICHET-ALLAIRE Dominique	
VERNANT Martin	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : conseil municipal .


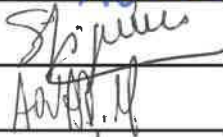
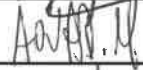
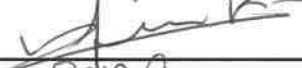









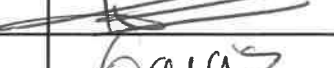



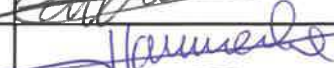


IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D








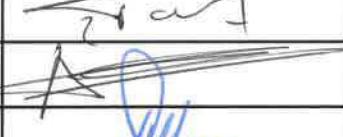








Nombre de membres en exercice : 39
 Nombre de membres présents : 38
 Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
 Pour : 30
 Contre : 1
 Abstentions : 6

Date de convocation :

Présenté par (1),
 A le
 (1),

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
 A, le Nadaloff, le 13 Mars 2023
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AARSSE Rodéric	Pouvoir de Mme TRICHET-SUSIRE	
ALAUDAT Fatiha	Donne pouvoir à Mme FLOUÈRES	
AOUAD Michel		
APRIKIAN Virginie		
BA Saliou	Pouvoir de Mme KIRONGE	
BEL HADJ YOUSSEF Héla		
BELHOMME Jacqueline	Non présente lors des vote	
BOYVAL Jocelyne		
BRESSET Gilles		
BRICE Pascal		
CARDOT Dominique	Pouvoir de M. POUCE	
COURTEILLE Loïc		
DANAES Aurélien		Absent
FIGUERES Sonia	Pouvoir de Mme SUSUDAT	
FRANCOIS Thomas		
GARCIA Nicolas		
GHIATI Vanessa		
GOLDBERG Michaël	Donne pouvoir à Mme IBAS	
GUTIEREZ Grégory	Pouvoir de Mme NURST	
HAMMACHE Nadia		
HEMIDI Farid		

IV – ANNEXES		IV
ARRETE ET SIGNATURES		D
IBOS Bénédicte	Parvai de N. GOLDBERG	
JANNES Emmanuelle		
KITENGE Tracy	Donne parvai = N. BA	
MORICE Catherine		
MURET Julie	Donne parvai = N. GUTKESZ	
OLIVEIRA Antonio		
PARMENTIER Corinne		
POULLE Jean-Michel	Donne parvai = N. CHARDOT	
POUPARD Hugo		
PRONESTI Roger		
RAJZMAN Olivier		
RAULT Charlotte		
SOURIGUES Carole		
SYLLA Fatou		
TAUTHUI Stéphane		
TOUEILLES Antony		
TRICHET-ALLAIRE Dominique	Donne parvai = N. DANSE	
VERNANT Martin		

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant :



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget principal.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_19
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-19 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_19-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_19

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget principal.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2311-5 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 ;

Vu le compte administratif du budget principal de la ville de Malakoff pour l'exercice 2022 ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant que le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 1 950 779,92 € ;

Considérant que le résultat de la section d'investissement s'élève à 1 874 719,66 € ;

Considérant que le solde des reports s'élève à -3 489 721,69 € ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : **AFFECTE** le résultat de l'exercice 2022 de la manière suivante :

Affectation sur l'exercice 2023	
Résultat de fonctionnement reporté chapitre 002 (recettes)	335 777,89 €
Excédents de fonctionnement Capitalisés 1068 (recettes)	1 615 002,03 €
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté Chapitre 001 (recettes)	1 874 719,66 €

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_19-DE

S²LOW

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire



La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe location de parkings.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_20
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_20-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_20

Objet : Affectation du résultat de l'exercice 2022 - Budget annexe location de parkings.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2311-5 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu le compte administratif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2022 ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant que le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 1 060 312,98€ ;

Considérant que le résultat de la section d'investissement s'élève à 162 931,24€ ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : **AFFECTE** le résultat de l'exercice 2022 de la manière suivante :

Affectation sur 2023	
Résultat de fonctionnement reporté chapitre 002 (recettes)	1 060 312,98
Solde d'exécution de la section d'investissement reporté Chapitre 001 (recettes)	162 831,24€

Le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes pour un exercice budgétaire.

En application des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4, il convient de procéder à l'affectation des résultats de l'exercice 2022, issus du compte administratif.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Adoption du budget supplémentaire pour l'exercice 2023 - Budget ville.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_21
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_21

Objet : Adoption du budget supplémentaire pour l'exercice 2023 - Budget ville.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1612-1, L.1612-11 et L.2121-29 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 relative aux communes et aux établissements publics communaux ;

Vu la délibération DEL2022-148 du 14 décembre 2022 portant adoption du budget principal de la ville ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant que les communes peuvent modifier leur budget primitif au cours de l'année concernée,

Après en avoir délibéré,

Article 1 : : ADOPTE le budget supplémentaire du budget principal de la ville équilibré en dépenses et en recettes de la manière suivante :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	2 000 000,00	1 094 541,72	190 000,00	190 000,00	3 284 541,72
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	6 795 000,00	7 131 877,58	1 061 800,00	1 061 800,00	14 988 677,58
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	500 000,00	769 326,12	20 200,00	20 200,00	1 289 526,12
Total des dépenses d'équipement		9 295 000,00	8 995 745,42	1 272 000,00	1 272 000,00	19 562 745,42
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 264 500,00	0,00	0,00	0,00	4 264 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Total des dépenses financières		4 269 500,00	0,00	0,00	0,00	4 269 500,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	7 714,92	0,00	0,00	7 714,92
Total des dépenses réelles d'investissement		13 564 500,00	9 003 460,34	1 272 000,00	1 272 000,00	23 839 960,34
040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	3 800 000,00		0,00	0,00	3 800 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		3 800 000,00		0,00	0,00	3 800 000,00
TOTAL		17 364 500,00	9 003 460,34	1 272 000,00	1 272 000,00	27 639 960,34
+						
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE						0,00
=						
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						27 639 960,34

Envoyé en préfecture le 14/04/2023

Reçu en préfecture le 14/04/2023

S²LO

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	Publié le	Vote de	TOTAL
		l'exercice (1)	N-1 (2)		ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF	III	IV = I + II + III
		I	II				
018	RSA	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 500 000,00	5 513 738,65	0,00		0,00	7 013 738,65
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 260 000,00	0,00	0,00		0,00	4 260 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		5 760 000,00	5 513 738,65	0,00		0,00	11 273 738,65
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 100 000,00	0,00	0,00		0,00	3 100 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	1 615 002,03		1 615 002,03	1 615 002,03
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 500,00	0,00	0,00		0,00	4 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des recettes financières		3 104 500,00	0,00	1 615 002,03		1 615 002,03	4 719 502,03
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		8 864 500,00	5 513 738,65	1 615 002,03		1 615 002,03	15 993 240,68
021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		1 272 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	8 500 000,00		0,00		0,00	8 500 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00		0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		8 500 000,00		1 272 000,00		1 272 000,00	9 772 000,00
TOTAL		17 364 500,00	5 513 738,65	2 887 002,03		2 887 002,03	25 765 240,68
							+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE							1 874 719,66
							=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES							27 639 960,34

Envoyé en préfecture le 14/04/2023

Reçu en préfecture le 14/04/2023



Publié le : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL
		I	II		III	IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	11 542 553,00	0,00	1 247 872,89	1 247 872,89	12 790 425,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	31 436 530,00	0,00	0,00	0,00	31 436 530,00
014	Atténuations de produits	540 000,00	0,00	0,00	0,00	540 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	11 398 235,00	0,00	745 200,00	745 200,00	12 143 435,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		54 917 318,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	56 910 390,89
66	Charges financières	847 684,00	0,00	0,00	0,00	847 684,00
67	Charges spécifiques (4)	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	93 000,00		0,00	0,00	93 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		56 013 002,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	58 006 074,89

023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	8 500 000,00		0,00	0,00	8 500 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		8 500 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00	9 772 000,00

TOTAL		64 513 002,00	0,00	3 265 072,89	3 265 072,89	67 778 074,89
+						
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						0,00
=						
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						67 778 074,89

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL
		I	II		III	IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 029 580,00	0,00	3 500,00	3 500,00	6 033 080,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 633 494,00	0,00	0,00	0,00	13 633 494,00
731	Fiscalité locale	29 494 752,00	0,00	2 865 795,00	2 865 795,00	32 360 547,00
74	Dotations et participations (4)	9 277 125,00	0,00	60 000,00	60 000,00	9 337 125,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	1 284 051,00	0,00	0,00	0,00	1 284 051,00
Total des recettes de gestion courante		60 619 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	63 548 297,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	93 000,00		0,00	0,00	93 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		60 713 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	63 642 297,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	3 800 000,00		0,00	0,00	3 800 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		3 800 000,00		0,00	0,00	3 800 000,00

TOTAL		64 513 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	67 442 297,00
+						
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						335 777,89
=						
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						67 778 074,89

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Ville de Malakoff 



RAPPORT BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023

Conseil municipal du 29 mars 2023

Vu pour être annexé à la délibération n° DEL2023/21
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



I. Équilibre du budget supplémentaire

Le budget supplémentaire intègre le résultat de l'année N-1, mais aussi les reports d'investissement.

Le résultat de l'année 2022 est de 3 825 500 €. Il permet de compenser le solde des reports d'investissements, en effet, ces derniers s'élèvent à 9,0 M€ s'agissant des dépenses et 5,5 M€ s'agissant des recettes.

Les reports correspondent à des dépenses pour lesquelles la ville s'est engagée, mais qui n'ont pas été mandatées parce que la prestation n'est pas terminée ou parce que les factures n'étaient pas arrivées avant la clôture de comptes. Par parallélisme, la ville reporte aussi les subventions certaines à percevoir sur ces opérations.

Par exemple, 1,5 M€ de dépenses ont été reportées relatives au stade Cerdan dont les travaux sont en cours et 0,6 M€ de recettes correspondent aux montants certains à percevoir via le contrat départemental.

Le résultat de 3,8 M€ permet de couvrir le solde des reports de 3,5 M€. L'affectation en report à nouveau s'élève à 0,3 M€ sur la section de fonctionnement et le solde est inscrit au compte 1068 pour couvrir le déficit d'investissement.

	Résultat 2022	Reports 2022
Recettes réelles de fonctionnement	1 950 780	
Dépenses réelles de fonctionnement		
Recettes réelles d'investissements	1 874 720	5 513 739
Dépenses réelles d'investissements		9 003 460
Solde fonctionnement	1 950 780	0
Solde investissement	1 874 720	-3 489 722
Solde	3 825 500	-3 489 722
Total		335 778

Par ailleurs, le budget supplémentaire intègre une hausse des taux d'imposition. Cela permet une augmentation des recettes d'environ **2 865 795,00 €**.

Taxes	Taux 2022	Taux 2023	Recettes supplémentaires BS
Taxe d'habitation	20,50 %	22,74 %	50 000 €
Taxe foncière sur les propriétés bâties	31,99 %	35,49 %	2 812 795 €
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	13,29 %	14,74 %	3 000 €

Ce sont donc 3,2 M€ de recettes supplémentaires à inscrire au budget supplémentaire.

II. Détail des opérations du budget supplémentaire 2023

1. Section de fonctionnement

Les dépenses supplémentaires liées à l'inflation sont surlignées en vert.

Fonctionnement	Dépenses	Recettes
Batiments	363 572,89 €	- €
Fluides	363 572,89 €	
CCAS	345 200,00 €	- €
Cohesia	3 200,00 €	
Maintien des politiques de solidarité	188 000,00 €	
RA Augm fluides	70 000,00 €	
RH Augm SMIC	84 000,00 €	
Communication	15 000,00 €	- €
Campagnes supplémentaires (annonce travaux, etc.)	15 000,00 €	
Culture	30 000,00 €	5 000,00 €
Rencontres de la culture	30 000,00 €	5 000,00 €
DCVAE	70 000,00 €	- €
14/07/2023	20 000,00 €	
Augm des tarifs de location de matériel et renfort implantation	30 000,00 €	
Subventions aux associations	20 000,00 €	
DPE	6 000,00 €	- €
Augmentation prix restauration	6 000,00 €	
DRIEL	412 000,00 €	- €
Augmentation du prix des repas	412 000,00 €	
DSVQ	27 300,00 €	500,00 €
Local Stalingrad (préavis)	7 800,00 €	
Séjours été	19 500,00 €	500,00 €
Éducation	23 000,00 €	3 000,00 €
Augmentation du prix alimentation	8 000,00 €	
Séjour Fulvy	15 000,00 €	3 000,00 €
Espaces verts	107 000,00 €	- €
Entretien/contrats	107 000,00 €	
Finances	1 732 000,00 €	3 201 572,89 €
FCCT	380 000,00 €	
Dépenses supplémentaires liées à l'inflation	80 000,00 €	
Hausse de la fiscalité		2 865 795,00 €
Reprise du résultat de fonctionnement		335 777,89 €
Transfert de crédits en investissement pour équilibrer la section d'investissement	1 272 000,00 €	
Garage	30 000,00 €	- €
Cars supplémentaires séjours + inflation essence	30 000,00 €	
MDA	57 000,00 €	55 000,00 €
Loyer supérette - Recettes : Subvention paris habitat	15 000,00 €	8 000,00 €
Nuit blanche + été culturel	42 000,00 €	47 000,00 €
Nature en ville	42 000,00 €	- €
Budget ferme urbaine	25 000,00 €	
Sensibilisation	17 000,00 €	
Voirie	5 000,00 €	- €
MAJ bornes	5 000,00 €	
TOTAL	3 265 072,89 €	3 265 072,89 €

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Budget principal M14 : MAIRIE (1)

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21920046600015

POSTE COMPTABLE : MONTROUGE

M. 57

Budget supplémentaire (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET MAIRIE (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/21
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



Le Maire de Malakoff

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	122
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	123
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	124
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	126
B3.1 - Etat des provisions constituées	127
B3.2 - Etalement des provisions	128
B4 - Etat des charges transférées	129
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	130
B6 - Prêts	131
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	132
B9 - Etat du personnel	134
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	135
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	136
B11.2 - Liste des établissements publics créés	137
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	138
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	139
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	141
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	142
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	143
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	144
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ; les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 52117-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 9 003 460,34
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	1 094 541,72
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	7 131 877,58
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	769 326,12
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	7 714,92
454110	TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERD	7 714,92
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	1 272 000,00	2 887 002,03
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	9 003 460,34	5 513 738,65
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 874 719,66
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		10 275 460,34	10 275 460,34
		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	3 265 072,89	2 929 295,00
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 335 777,89
=		=	=
Total de la section de fonctionnement (3)		3 265 072,89	3 265 072,89
TOTAL DU BUDGET (4)		13 540 533,23	13 540 533,23

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID: 092-219200488-20230329-DEC 2023 210-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
PRESENTATION DES AE VOTEES

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
 (2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT**

C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 500 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	7 013 738,65
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 260 000,00	0,00	0,00	0,00	4 260 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		5 760 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	11 273 738,65
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	3 100 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	1 615 002,03	1 615 002,03	1 615 002,03
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 500,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 104 500,00	0,00	1 615 002,03	1 615 002,03	4 719 502,03
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		8 864 500,00	5 513 738,65	1 615 002,03	1 615 002,03	15 993 240,68

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	8 500 000,00		0,00	0,00	8 500 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		8 500 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00	9 772 000,00

TOTAL	17 364 500,00	5 513 738,65	2 887 002,03	2 887 002,03	25 765 240,68
--------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	1 874 719,66
--	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	27 639 960,34
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

5 972 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Publié le

ID: 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	11 542 553,00	0,00	1 247 872,89	1 247 872,89	12 790 425,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	31 436 530,00	0,00	0,00	0,00	31 436 530,00
014	Atténuations de produits	540 000,00	0,00	0,00	0,00	540 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	11 398 235,00	0,00	745 200,00	745 200,00	12 143 435,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		54 917 318,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	56 910 390,89
66	Charges financières	847 684,00	0,00	0,00	0,00	847 684,00
67	Charges spécifiques (4)	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	93 000,00		0,00	0,00	93 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		56 013 002,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	58 006 074,89
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	8 500 000,00		0,00	0,00	8 500 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		8 500 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00	9 772 000,00
TOTAL		64 513 002,00	0,00	3 265 072,89	3 265 072,89	67 778 074,89
+						
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						0,00
=						
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						67 778 074,89

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	1 284 541,72	0,00	1 284 541,72
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	8 193 677,58	0,00	8 193 677,58
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	789 526,12	0,00	789 526,12
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	7 714,92	0,00	7 714,92
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		10 275 460,34	0,00	10 275 460,34

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 275 460,34
---	----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 247 872,89		1 247 872,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	745 200,00	0,00	745 200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement		1 272 000,00	1 272 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		1 993 072,89	1 272 000,00	3 265 072,89

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 265 072,89
--	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	5 513 738,65	0,00	5 513 738,65
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		1 272 000,00	1 272 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		5 513 738,65	1 272 000,00	6 785 738,65

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	1 874 719,66
--	---------------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	1 615 002,03
---------------------------------------	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	10 275 460,34
---	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 500,00		3 500,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	2 865 795,00		2 865 795,00
74	Dotations et participations (8)	60 000,00		60 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		2 929 295,00	0,00	2 929 295,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	335 777,89
---	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	3 265 072,89
--	---------------------

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		17 364 500,00	9 003 460,34	0,00	1 272 000,00	1 272 000,00	0,00	1 272 000,00	10 275 460,34
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 000 000,00	1 094 541,72	0,00	190 000,00	190 000,00	0,00	190 000,00	1 284 541,72
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 795 000,00	7 131 877,58	0,00	1 061 800,00	1 061 800,00	0,00	1 061 800,00	8 193 677,58
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	500 000,00	769 326,12	0,00	20 200,00	20 200,00	0,00	20 200,00	789 526,12
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		9 295 000,00	8 995 745,42	0,00	1 272 000,00	1 272 000,00	0,00	1 272 000,00	10 267 745,42
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 264 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		4 269 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	7 714,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 714,92
Total des dépenses réelles		13 564 500,00	9 003 460,34	0,00	1 272 000,00	1 272 000,00	0,00	1 272 000,00	10 275 460,34
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	3 800 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		3 800 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)

0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées

10 275 460,34

(1) Voir état IB pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

SLO

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - RECETTES

A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
TOTAL		17 364 500,00	5 513 738,65	1 272 000,00	1 272 000,00	6 785 738,65
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 500 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		5 760 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 104 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		8 864 500,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	8 500 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		8 500 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						1 874 719,66
Affectation au compte 1068 (9)						1 615 002,03
Total des recettes d'investissement cumulées						10 275 460,34

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

III – VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I			II			III = I + II
TOTAL	17 364 500,00	9 003 460,34	0,00	1 272 000,00	1 272 000,00	0,00	1 272 000,00	10 275 460,34
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 000 000,00	1 094 541,72	0,00	190 000,00	190 000,00	0,00	190 000,00	1 284 541,72
2031 Frais d'études	1 640 000,00	957 294,64		185 000,00	185 000,00	0,00	185 000,00	1 442 294,64
2051 Concessions, droits similaires	360 000,00	127 247,08		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	132 247,08
2068 Autres immobilisations incorporelles	0,00	10 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481 Subv. Autres cnes: Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	6 795 000,00	7 131 877,58	0,00	1 061 800,00	1 061 800,00	0,00	1 061 800,00	8 193 677,58
2116 Cimetières	40 000,00	9 950,40		0,00	0,00	0,00	0,00	9 950,40
2121 Plantations d'arbres et d'arbustes	10 000,00	18 544,48		0,00	0,00	0,00	0,00	18 544,48
2128 Autres agencements et aménagements	45 000,00	53 242,46		0,00	0,00	0,00	0,00	53 242,46
21316 Equipements du cimetière	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351 Bâtiments publics	140 000,00	4 827 145,46		471 800,00	471 800,00	0,00	471 800,00	5 298 945,46
2138 Autres constructions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151 Réseaux de voirie	0,00	241 350,63		0,00	0,00	0,00	0,00	241 350,63
2152 Installations de voirie	0,00	30 277,60		345 000,00	345 000,00	0,00	345 000,00	375 277,60
21533 Réseaux câblés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21534 Réseaux d'électrification	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538 Autres réseaux	0,00	16 198,80		0,00	0,00	0,00	0,00	16 198,80
215731 Matériel roulant	150 000,00	21 465,66		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	71 465,66
2158 Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	1 508 110,69		0,00	0,00	0,00	0,00	1 508 110,69
21621 Biens sous-jacents	0,00	3 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
21838 Autre matériel informatique	0,00	65 357,43		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	70 357,43
21841 Matériel de bureau et mobilier scolaire	63 500,00	5 965,44		0,00	0,00	0,00	0,00	5 965,44
21848 Autres matériels de bureau et mobiliers	341 398,00	193 013,41		80 000,00	80 000,00	0,00	80 000,00	273 013,41
2188 Autres immobilisations corporelles	6 005 102,00	137 255,12		110 000,00	110 000,00	0,00	110 000,00	247 255,12
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 ID : 052-9120-088-20230324-DEL2023_215-BF

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	III = I + II
040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	3 800 000,00		0,00	0,00		0,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	3 800 000,00		0,00	0,00		0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	50 000,00		0,00	0,00		0,00
198	Neutralisation des amortissements	3 750 000,00		0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (8)	0,00		0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00		0,00	0,00		0,00
21351	Bâtiments publics	0,00		0,00	0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre		3 800 000,00		0,00	0,00		0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

SLO

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
TOTAL		17 364 500,00	5 513 738,65	1 272 000,00	1 272 000,00	6 785 738,65
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 500 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
1311	Subv. transf. Etat et etabl. nationaux	0,00	270 491,90	0,00	0,00	270 491,90
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	1 500 000,00	5 243 246,75	0,00	0,00	5 243 246,75
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	4 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		5 760 000,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		3 104 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		8 864 500,00	5 513 738,65	0,00	0,00	5 513 738,65
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		1 272 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	8 500 000,00		0,00	0,00	0,00
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00		0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	753 316,88		0,00	0,00	0,00
28041481	Subv. Autres cnes: Bien mobilier, matériel	10 810,29		0,00	0,00	0,00

III – VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
	TOTAL	64 513 002,00	0,00	0,00	3 265 072,89	3 265 072,89	0,00	3 265 072,89	3 265 072,89
011	Charges à caractère général (4)	11 542 553,00	0,00	0,00	1 247 872,89	1 247 872,89	0,00	1 247 872,89	1 247 872,89
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	31 438 530,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	540 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	11 398 235,00	0,00	0,00	745 200,00	745 200,00	0,00	745 200,00	745 200,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion des services	54 917 318,00	0,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89
66	Charges financières	847 684,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	155 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	93 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
	Total des dépenses financières	1 095 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
	Total des dépenses réelles	56 013 002,00	0,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89
023	Virement à la section d'investissement	0,00			1 272 000,00	1 272 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	8 500 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre	8 500 000,00			1 272 000,00	1 272 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00
								D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	0,00
								Total des dépenses de fonctionnement cumulées	3 265 072,89

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		64 513 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	2 929 295,00
013	Atténuations de charges (3)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 029 580,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 633 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	29 494 752,00	0,00	2 865 795,00	2 865 795,00	2 865 795,00
74	Dotations et participations (3)	9 277 125,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	1 284 051,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		60 619 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	2 929 295,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	93 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		94 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		60 713 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	2 929 295,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
R002 Résultat reporté ou anticipé (8)						335 777,89
Total des recettes de fonctionnement cumulées						3 265 072,89

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Incrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Vote)	
			I					Crédits gérés hors AE	III = I + II
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	126 925,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	46 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	46 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	133 670,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	34 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	280 033,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	2 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	113 166,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	13 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	54 640,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	61 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	13 999,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	98 649,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	149 381,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	186 570,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 803 500,00	0,00		412 000,00	412 000,00	0,00	412 000,00	412 000,00
63512	Taxes foncières	220 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	31 436 530,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	376 741,49	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	571 934,86	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	100 646,47	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	260 101,76	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	11 314 722,22	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	687 870,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64114	Personnel tit. - Indemnité inflation	67 900,03	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	2 867 458,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	7 073 761,35	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflation	42 599,91	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	46 336,48	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 082-219206486-20230329-DEL2023-210-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Crédits gérés hors AE	Vote)
			I			II			III = I + II
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		54 917 318,00	0,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89
66	Charges financières	847 684,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	835 684,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	7 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	155 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	155 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	93 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	93 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		1 095 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses réelles		56 013 002,00	0,00	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89	0,00	1 993 072,89	1 993 072,89
023	Virement à la section d'investissement	0,00			1 272 000,00	1 272 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	8 500 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédées	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	8 450 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	50 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		8 500 000,00			1 272 000,00	1 272 000,00		1 272 000,00	1 272 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	5 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
 (2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

III – VOTE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
	TOTAL	64 513 002,00	0,00	2 929 295,00	2 929 295,00	2 929 295,00
013	Atténuations de charges (4)	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.société et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	6 029 580,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	660 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	97 647,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	2 679 118,00	0,00	3 500,00	3 500,00	3 500,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	1 632 137,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	114 733,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,règle	102 945,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	13 633 494,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	12 982 894,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73331	Communes (FSRIF)	650 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	29 494 752,00	0,00	2 865 795,00	2 865 795,00	2 865 795,00
73111	Impôts directs locaux	26 834 752,00	0,00	2 865 795,00	2 865 795,00	2 865 795,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	9 277 125,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
74111	Dotation forfaitaire des communes	3 167 846,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741123	DSU des communes	425 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	2 808,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 778 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1


Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	617 000,00	0,00	33 200,00	200 000,00		14 836 500,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	2 000,00	0,00	0,00	0,00		4 264 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	370 000,00	0,00	0,00	0,00		2 190 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	95 000,00	0,00	15 000,00	200 000,00		7 856 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	150 000,00	0,00	18 200,00	0,00		520 200,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
	RECETTES	1 304 500,00	0,00	6,00	0,00		10 479 502,03
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00		4 715 002,03
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		1 500 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	4 500,00	0,00	0,00	0,00		4 264 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admn. générale de la collectivité	021 Personnel non verifié	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompe funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	5 574 939,00	0,00	8 863,00	8 000,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
184	Emprunts auprès des ét financiers	4 280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
185	Dépôts et cautionnements reçus	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	365 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00
213	Constructions	235 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Installat", matériel, outillage techniq.	345 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	271 539,00	0,00	8 863,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 052-219200466-20230329-DEL2023-210-8F

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coopérat. act. interrég. eur. intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 828 792,00
164	Emprunts auprès des états financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 260 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	355 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	235 000,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 202,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
	RÉCETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le: 
 ID : 002-219200468-20230329-DEL2023_210-BF
 41-301

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10	11	12	13	16	TOTAL DU CHAPITRE
		Services communs	Police, sécurité, justice	Incendie et secours	Hygiène et salubrité <i>publique</i>	Autres interv. protect. <i>personnes, biens</i>	
	DEPENSES	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Clés scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autre		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes Immo Incorporables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 082-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture								
			311 Activités artistiques et manifest. cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinéma et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive	
	DEPENSES	140 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	140 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		38 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
	DEPENSES	35 000,00	40 000,00	18 296,00	0,00	100 000,00	0,00	348 296,00
218	Autres immobilisations corporelles	35 000,00	40 000,00	18 296,00	0,00	100 000,00	0,00	348 296,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-215200486-20230329-DEL2023_210-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42							
		420 Services commune	421 Action sociale				422 Petite enfance		
			421 Famille et enfance				4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4223 Autres actions pour la petite enfance
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence			
DEPENSES		0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	389 300,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 800,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	14 000,00	0,00	0,00	12 500,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023-210-BF

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espèces de dév.	55 Habitat / logement				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur localif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aide d'accueil des sans de voyage	555 Logement social
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
185	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF
 A1.000

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 092-219200468-20230329-DEL2023-210-BF

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoyement
DEPENSES		0,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
216	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	18 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00


(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	ID : 052-215200456-20230329-DEL2023_210-BF
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel, risques techn.	Environnement Infrastructures transports	Autres actions	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 200,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 200,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.


Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 052-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83						
		Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Fret routier	Fret ferroviaire	Fret fluvial	Fret maritime	Fret aérien	Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200486-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferroviaires	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV


A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	0,00	1 828 823,84	2 000,00	1 150 750,39	678 335,00		58 006 074,89
011	Charges à caractère général	0,00	823 858,00	2 000,00	37 850,00	678 135,00		12 790 425,89
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	881 965,84	0,00	1 112 900,39	0,00		31 436 530,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		540 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	8 000,00	0,00	0,00	200,00		12 143 435,00
6588	Frais fonctionnement des groupes d'étus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		847 884,00
67	Charges spécifiques	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00		156 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		83 000,00
	RECETTES	0,00	1 648 147,00	300 000,00	0,00	450 000,00		63 642 287,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		900 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	317 647,00	0,00	0,00	450 000,00		6 033 080,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		13 633 494,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00		32 360 547,00
74	Dotations et participations	0,00	408 500,00	0,00	0,00	0,00		9 337 125,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	913 000,00	0,00	0,00	0,00		1 284 951,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		1 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		83 000,00

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non vendé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		14 522 866,55	0,00	706 993,97	263 916,00	1 500,00	0,00	289 518,84	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	62 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 624 763,99	0,00	23 400,00	46 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	177 700,00	0,00	110 474,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	152 863,00	0,00	600,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Entretien et réparations	618 066,00	0,00	20 030,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	230 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	227 208,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	1 760,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	31 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	39 000,00	0,00	284 330,00	79 910,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	6 750,00	0,00	0,00	0,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	61 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	100 380,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orgs.)	210 786,06	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	7 707,51	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 884 723,85	0,00	186 600,00	0,00	0,00	0,00	201 625,78	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	2 063 929,06	0,00	65 600,00	0,00	0,00	0,00	75 585,35	0,00
647	Autres charges sociales	267 124,70	0,00	658,97	0,00	0,00	0,00	1 140,00	0,00
663	Indemnités	2 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
664	Pertes sur créances irrécouvrables	41 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
665	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
667	Charges Intervent* cpt prop. - Subvent*	580 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Charges diverses de gestion courante	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	63 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		2 218 457,00	0,00	25 000,00	63 116,00	0,00	70 000,00	770,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	46 116,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 176 457,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	770,00	0,00

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-Z19200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édec., arrv.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,cultura.,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		675 548,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	12 858,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations Intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	54 109,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	5 091,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	31 955,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	372 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	124 985,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant cpl prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercice antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		29 719,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coopérat. act. Intern. sur Intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	16 513 983,78
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	66 040,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 687 229,89
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301 032,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 163,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 096,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	257 968,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 010,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	404 740,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
626	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 250,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	115 109,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 380,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	231 584,17
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 272 149,63
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 267 069,42
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	268 924,87
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 940,00
654	Pertes sur créances incouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00
656	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 985,00
657	Charges intervenit cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	590 000,00
658	Charges diverses de gestion courantes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 389 953,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 116,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 177 227,00

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 002-219200466-20230329-DEL2023-210-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200468-20230329-DEL2023_210-BF

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
				211	212	213	221	222	223
				Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycées publics	Lycées privés
DEPENSES		941 095,20	0,00	1 090 909,00	1 174 769,70	165 632,00	0,00	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	31 376,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	4 000,00	0,00	22 800,00	82 275,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	2 150,00	8 300,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	310,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectif	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	22 273,53	0,00	37 000,00	29 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	685 476,52	0,00	702 654,53	794 984,70	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	226 446,17	0,00	276 304,47	282 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 899,86	0,00	10 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	129 756,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	216 852,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	120 601,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	38 800,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	57 451,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classees de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	3 079 887,95	22 850,00	0,00	42 621,00	0,00	0,00	6 477 984,85
604	Achats d'études, prestations de services	5 000,00	0,00	0,00	22 475,00	0,00	0,00	58 851,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 000,00	0,00	0,00	20 146,00	0,00	0,00	140 221,00
611	Contrats de prestations de services	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
615	Entretien et réparations	5 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 460,00
618	Divers	0,00	2 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 960,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	2 234 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 234 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	22 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 673,53
641	Rémunérations du personnel	512 887,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 066 003,73
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	218 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 003 548,64
647	Autres charges sociales	1 199,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 069,96
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 758,00
	RECETTES	1 511 538,00	0,00	0,00	39 340,00	0,00	0,00	1 767 728,00
706	Prestations de services	1 511 538,00	0,00	0,00	39 340,00	0,00	0,00	1 671 477,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 451,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200456-20230329-DEL2023_218-BF

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture								
			311 Activités artistiques et manifest. cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinéma et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive	
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	119 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES


A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		189 650,00	242 707,00	4 468 192,34	41 590,00	22 000,00	0,00	7 937 025,36
604	Achats d'études, prestations de services	56 200,00	10 618,00	49 800,00	4 000,00	17 000,00	0,00	216 528,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	94 650,00	96 314,00	13 900,00	0,00	3 000,00	0,00	237 010,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	33 141,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 141,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	7 500,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	38 134,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 577,00
618	Divers	0,00	54 000,00	7 100,00	37 500,00	0,00	0,00	144 900,00
622	Rémunérations Intermédiaires, honoraires	0,00	3 000,00	300,00	0,00	0,00	0,00	44 925,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 060,00
624	Transports biens, transports collectifs	8 500,00	0,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00	14 550,00
626	Déplacements et missions	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	136 957,01	0,00	0,00	0,00	200 828,12
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	3 295 886,77	0,00	0,00	0,00	5 201 995,42
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	940 025,61	0,00	0,00	0,00	1 650 580,30
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	7 122,95	0,00	0,00	0,00	17 069,52
651	Charges Interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	13 300,00	0,00	0,00	0,00	13 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	511,00
RÉCETTES		1 259 774,00	188 364,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 702 838,00
706	Prestations de services	502 514,00	123 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00	626 278,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
747	Participations	757 260,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	878 760,00
758	Produits divers de gestion courants	0,00	64 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DIEL2023_21D-BE

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		907 725,05	0,00	156 890,00	0,00	0,00	5 197 351,22	0,00	0,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	61 300,00	0,00	0,00	441 021,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	19 090,00	0,00	0,00	141 530,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	16 800,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	25 200,00	0,00	0,00	3 850,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	376 741,49	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 700,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 381,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	72 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 190,77	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	695 365,03	0,00	0,00	0,00	0,00	2 885 984,85	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	235 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080 986,79	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	4 160,02	0,00	0,00	0,00	0,00	18 865,52	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	291 148,00	0,00	0,00	1 983 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	692 000,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	266 148,00	0,00	0,00	1 301 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF


IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-8F

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	516 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		116 000,00	245 000,00	1 280 823,94	40 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matériels et fourni	0,00	0,00	60 095,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 000,00	0,00	237 929,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	44 834,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	49 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	25 000,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	22 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
636	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	13 000,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	648 365,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	215 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Charges diverses de gestion courante	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		262 000,00	912 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	262 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	912 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	66 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comun.	68 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				681 Réserves Foncières	688 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 828 823,94
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 095,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	242 929,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 834,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
622	Rémunérations Intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 800,00
635	Autres impôts, taxes (Adm'n Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	233 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	648 365,94
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 849 147,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 647,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	262 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 500,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	912 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidarité	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et Innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
	RÉCETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BE

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 082-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF
 P. 1/100

IV – ANNEXES
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820	821	822	823	824	825	826
				Services communs	Transport sur route	Transport ferroviaire	Transport fluvial	Transport maritime	Transport aérien	Autres transports
DEPENSES		348 706,00	124 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
605	Achats non stockés de matières et fourni	127 167,00	118 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	43 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	26 467,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	95 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Charges diverses de gestion courante	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84							
		Voies							
		841	842	843	844	845	846	847	848
		Voie nationale	Voie régionale	Voie départementale	Voie métropolitaine	Voie communale	Visibilité hivernale et autres climatiques	Equipements de voies	Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	28 065,00	0,00	177 670,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	13 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 065,00	0,00	164 070,00	0,00
668	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 082-219200466-20230329-DEL 2023_210-BF

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8800071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-6 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 0615.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Recu en préfecture le 14/04/2023
 ID : 062-219200465-20230329-DEL2023_210-BF

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	clé des remboursements (5)	Primitif d'amortissement (7)	ou remboursement anticipé C/N	catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
A7508448001	Caisse d'Épargne	28/11/2008	02/12/2008	02/03/2009	1 000 000,00	V	Euribor 3 mois	4,520	1,250	EUR	T	C	O	A-1
A7508750001	Caisse d'Épargne	31/03/2009	08/01/2010	08/01/2011	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,500	4,500	EUR	A	C	O	A-1
MIN221341EUR003	Sté de Fin. Local	18/06/2004	15/04/2005	01/08/2005	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,980	4,020	EUR	T	C	O	A-1
MIN221341EUR004	Sté de Fin. Local	18/06/2004	20/06/2005	01/10/2005	700 000,00	F	Taux Fixe	3,490	3,540	EUR	T	C	O	A-1
MIN239324EUR001	Sté de Fin. Local	24/04/2006	01/08/2006	01/07/2007	1 700 000,00	F	Taux Fixe	4,400	4,400	EUR	A	C	O	A-1
MIN239324EUR003	Sté de Fin. Local	24/04/2006	01/09/2006	01/01/2007	800 000,00	V	Euribor 3 mois	3,320	1,530	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR002	Sté de Fin. Local	20/11/2008	12/02/2007	01/08/2007	650 000,00	V	Euribor 3 mois	3,900	1,380	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR003	Sté de Fin. Local	20/11/2008	01/02/2007	01/03/2008	1 100 000,00	F	Taux Fixe	4,340	4,400	EUR	A	C	O	A-1
MIN257400EUR	Sté de Fin. Local	24/04/2009	31/07/2008	01/08/2009	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,530	4,600	EUR	A	C	O	A-1
MIN264908EUR	Sté de Fin. Local	08/04/2009	31/05/2009	01/10/2010	2 000 000,00	F	Taux Fixe	4,580	0,000	EUR	T	P	O	A-1
MIN538287EUR	La Banque Postale	01/08/2021	10/02/2022	01/08/2022	2 000 000,00	F	Taux Fixe	0,790	0,790	EUR	T	C	O	A-1
MON231511EUR	Sté de Fin. Local	28/06/2006	29/09/2005	01/01/2006	4 000 000,00	F	Taux Fixe	3,500	3,600	EUR	T	C	O	A-1
MON279830EUR	Sté de Fin. Local	30/05/2013	01/08/2013	01/08/2014	2 557 894,72	F	Taux Fixe	4,450	4,520	EUR	A	C	O	A-1
MON279842EUR	La Banque Postale	07/08/2013	20/06/2013	01/10/2013	2 000 000,00	F	Taux Fixe	3,250	3,290	EUR	T	C	O	A-1
MON282451EUR	La Banque Postale	07/03/2014	17/04/2014	01/08/2014	1 000 000,00	F	Taux Fixe	3,620	3,670	EUR	T	C	O	A-1
MON525887EUR	La Banque Postale	21/12/2018	24/01/2019	01/05/2019	500 000,00	F	Taux Fixe	1,300	1,300	EUR	T	C	O	A-1
MON525897EUR	La Banque Postale	21/12/2018	24/01/2019	01/05/2019	500 000,00	F	Taux Fixe	1,300	1,300	EUR	T	C	O	A-1
MON527237EUR	La Banque Postale	11/04/2019	15/04/2019	01/08/2019	2 000 000,00	V	Euribor 3 mois	0,570	0,000	EUR	T	C	O	A-1
MON530368EUR	La Banque Postale	02/07/2019	10/07/2019	01/02/2020	6 500 000,00	F	Taux Fixe	0,520	0,530	EUR	S	C	O	A-1
MON532413EUR	La Banque Postale	16/12/2019	20/12/2019	01/04/2020	1 500 000,00	F	Taux Fixe	0,980	0,980	EUR	T	C	O	A-1
MON538948EUR	La Banque Postale	13/12/2020	24/12/2020	01/04/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	0,580	0,580	EUR	T	C	O	A-1
MON638286EUR	La Banque Postale	26/08/2021	01/09/2021	01/12/2021	2 000 000,00	F	Taux Fixe	0,750	0,750	EUR	T	C	O	A-1
MX1829182	Arkia Banque	30/10/2020	30/10/2020	30/01/2021	1 000 000,00	F	Taux Fixe	0,590	0,600	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances concédées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture 7 ON (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt		Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
						Type de taux (13)	Index (14)					
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		40 807 865,29				4 243 341,77	810 096,17	0,00	284 869,93	
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		40 807 865,29				4 243 341,77	810 096,17	0,00	284 869,93	
017143G	N	0,00	A-1	1 350 000,00	17,85	F	Taux Fixe	0,800	75 000,00	7 981,28	0,00	1 164,13
0886557	N	0,00	A-1	2 250 000,00	14,95	F	Taux Fixe	1,440	150 000,00	32 400,00	0,00	1 321,97
102780059600020036001	N	0,00	A-1	3 675 000,00	14,77	F	Taux Fixe	1,100	226 611,67	32 044,20	0,00	8 656,46
1127751	N	0,00	A-1	560 000,00	6,00	F	Taux Fixe	4,540	80 000,00	25 424,00	0,00	21 732,30
15322-002	N	0,00	A-1	150 000,00	1,55	F	Taux Fixe	4,420	75 000,00	6 630,00	0,00	887,62
1533/001	N	0,00	A-1	1 120 000,00	13,99	F	Taux Fixe	1,350	80 000,00	14 918,25	0,00	169,00
17065/002	N	0,00	A-1	250 000,00	4,75	V	TAG 3 mois + 0.02	2,629	50 000,00	5 994,33	0,00	2 032,34
17065/003	N	0,00	A-1	375 000,00	4,75	V	TAG 6 mois + 0.02	3,520	75 000,00	12 622,23	0,00	3 048,50
17095/005	N	0,00	A-1	750 000,00	5,09	F	Taux Fixe	4,741	125 000,00	36 558,75	0,00	27 035,16
1916948	N	0,00	A-1	106 250,00	4,06	V	Euribor 3 mois + 0.06	2,966	25 000,00	2 851,09	0,00	549,79
20500339	N	0,00	A-1	150 000,00	2,95	F	Taux Fixe	3,760	50 000,00	5 670,00	0,00	175,57
20600206	N	0,00	A-1	200 000,00	3,84	V	TAG 3 mois + 0.11	3,079	50 000,00	5 446,24	0,00	896,69
20600209	N	0,00	A-1	160 000,00	3,84	V	TAG 3 mois + 0.11	3,079	40 000,00	4 368,98	0,00	796,47
20800280	N	0,00	A-1	240 000,00	3,92	F	Taux Fixe	4,010	60 000,00	6 521,26	0,00	582,10
20800281	N	0,00	A-1	300 000,00	3,92	F	Taux Fixe	4,010	75 000,00	10 851,56	0,00	727,63
20700044/001	N	0,00	A-1	358 250,00	4,50	F	Taux Fixe	0,000	75 000,00	0,00	0,00	0,00
20700044/002	N	0,00	A-1	250 000,00	4,50	V	TAG 6 mois + 0.07	2,225	50 000,00	5 045,11	0,00	4 036,49
20700044/003	N	0,00	B-1	658 250,00	0,08	C	Taux Structuré	4,050	31 250,00	6 782,19	0,00	0,00
5042539	N	0,00	A-1	600 000,00	11,58	V	Livret A + 1.00	3,000	50 000,00	16 000,00	0,00	11 420,77
5132958	N	0,00	A-1	1 200 000,00	16,33	V	Livret A + 1.00	4,500	75 000,00	54 000,00	0,00	33 750,00
5149085	N	0,00	A-1	1 200 000,00	14,42	V	Livret A + 1.00	4,500	80 000,00	54 000,00	0,00	29 331,15

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1671 Avances consenties du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		28 836,00					9 650,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		28 950,00					9 650,00	0,00	0,00	0,00
AO2003004	N	0,00	A-1	28 950,00	2,01	F	Taux Fixe	0,000	9 650,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		40 836 015,29					4 252 991,77	810 098,17	0,00	284 960,93

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).


(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 788.

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF



IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instruments de couverture							Primes éventuelles		
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annulé à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aucun des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Aucun des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
 (2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
 (3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 663.

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 800.00 €		2018-06-01
	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais liés à la réalisation de documents d'urbanisme et de frais de recherche et de développement	5	14/12/2022
L	Frais d'études et d'insertion suivis de réalisation	5	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens mobiliers, de matériel et d'études	5	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens immobiliers ou d'installation	20	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de projets d'infrastructure d'intérêt national	30	14/12/2022
L	Logiciels	3	14/12/2022
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	20	14/12/2022
L	Immeuble de rapport	20	14/12/2022
L	Matériel et outillage de voirie	10	14/12/2022
L	Autres installation, matériels et outillages techniques	10	14/12/2022
L	Matériel de transport (véhicules)	5	14/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	14/12/2022
L	Mobilier	10	14/12/2022
L	Autres immobilisations corporelles	10	14/12/2022

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 082-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 082-219200466-20230329-DEL2023_21D-BS

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00	0,00	0,00
Non assortis d'intérêts (total)		0,00	0,00		

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_210-BF

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)	0,00	0,00	0,00
8027	Subvention à recevoir par annuité	0,00	0,00	0,00
8028	Autres engagements reçus			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.
 (2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 062-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

B9

D1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.
 (2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 POL : Police.
 POMP : Sapeurs-pompiers.
 X : Emplois non classés.
 (3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
 (4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
 332-23-1* : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
 332-23-2* : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
 332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans.
 332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
 332-14 : Vacances temporaire d'un emploi.
 332-5-1* : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 332-8-2* : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
 332-8-3* : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
 332-8-4* : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
 332-8-5* : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 332-8-6* : Emplois des communes (< 2 000 hab.) et des groupements de communes (< 10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
 327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
 332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
 332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
 326-362 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L328 et L.352).
 343-1-343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
 333-1-333-10 : Collaborateurs de cabinet.
 333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
 A : Autres.
 (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
 (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.
 (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.
 (8) Si un contrat est comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023
 ID : 002-216200466-20230338-DEL2023_210-BF
 21111

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT

LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 14/04/2023
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_210-BF

IV – ANNEXES
ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES
ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 11 600 000,00	1 272 000,00	VI 1 272 000,00
Ressources propres externes de l'année (a)		3 100 000,00	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	1 800 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	1 300 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		8 500 000,00	1 272 000,00	1 272 000,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
2802	Frais liés à la réalisation de document	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	753 316,88	0,00	0,00
28041481	Subv. Autres cnés: Bien mobilier, matériel	10 810,29	0,00	0,00
28041482	Subv. Autres cnés: Bâtiments, installations	20 258,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	1 591 255,46	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	3 702 336,35	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	402 203,60	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	1 302 210,53	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	96 365,80	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	167 075,29	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	16 279,38	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	437 888,42	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
4817	Indemnités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00	1 272 000,00	1 272 000,00

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200468-20230328-DEL2023_21D-BF

IV – ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_21D-BF

S'LO

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Cet état ne contient pas d'information.


V – ARRETE ET SIGNATURES
ARRETE ET SIGNATURES

HEMIDI Farid	
IBOS Bénédicte	
JANNES Emmanuelle	
KITENGE Tracy	
MORICE Catherine	
MURET Julie	
OLIVEIRA Antonio	
PARMENTIER Corinne	
POULLE Jean-Michel	
POUPARD Hugo	
PRONESTI Roger	
RAJZMAN Olivier	
RAULT Charlotte	
SOURIGUES Carole	
SYLLA Fatou	
TAUTHUI Stéphane	
TOUEILLES Antony	
TRICHET-ALLAIRE Dominique	
VERNANT Martin	

Certifié exécutoire par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire de Malakoff (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

V - ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 39

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 38

VOTES :

Pour : 38

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 23 mars 2023



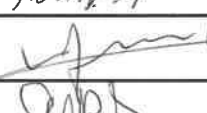



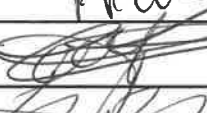
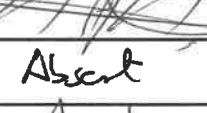

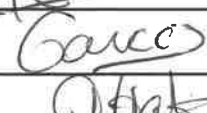



Présenté par (1),

A, le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A, le 20 mars 2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

AARSSE Rodéric	Parvai de Mme TRICHET-AUSTINE	
ALAUDAT Fatïha	Donne parvai à Mme FIGUÈRES	
AOUAD Michel		
APRIKIAN Virginie		
BA Saliou	Pouvoir de Mme Kitenge	
BEL HADJ YOUSSEF Héla		
BELHOMME Jacqueline		
BOYAVAL Jocelyne		
BRESSET Gilles		
BRICE Pascal		
CARDOT Dominique	Pouvoir de Mr Poulle	
COURTEILLE Loïc		
DANAES Aurélien		Absent
FIGUERES Sonia	Parvai de Mme ALAUDAT	
FRANCOIS Thomas		
GARCIA Nicolas		
GHIATI Vanessa		
GOLDBERG Michaël	Donne parvai à Mme IBOS	
GUTIEREZ Grégory	Parvai de Mme PURET	
HAMMACHE Nadia		

V – ARRETE ET SIGNATURES		V
ARRETE ET SIGNATURES		A
HEMIDI Farid		
IBOS Bénédicte	Pouvoir de N. GOLDBERG	
JANNES Emmanuelle		
KITENGE Tracy	Donne pouvoir à M. BA	
MORICE Catherine		
MURET Julie	Donne pouvoir à N. GUTIEREZ	
OLIVEIRA Antonio		
PARMENTIER Corinne		
POULLE Jean-Michel	Donne pouvoir à M. Carbot	
POUPARD Hugo		
PRONESTI Roger		
RAJZMAN Olivier		
RAULT Charlotte		
SOURIGUES Carole		
SYLLA Fatou		
TAUTHUI Stéphane		
TOUEILLES Antony		
TRICHET-ALLAIRE Dominique	Donne pouvoir à N. AARJSE	
VERNANT Martin		

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ... du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Adoption du budget supplémentaire pour l'exercice 2023 - Budget annexe location de parkings.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_22
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui


Avaient donné mandat :

M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_22

Objet : Adoption du budget supplémentaire pour l'exercice 2023 - Budget annexe location de parkings.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;
- Vu** l'instruction budgétaire et comptable M4 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal n°DEL2022-25 du 23 mars 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2022 ;
- Vu** la délibération du conseil municipal n°DEL2022-149 du 14 décembre 2022 relative à l'adoption du budget primitif du budget annexe *Location de parkings* pour l'exercice 2023 ;
- Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : APPROUVE le budget supplémentaire pour l'exercice 2023 du budget annexe *Location de parkings* équilibré en dépenses et en recettes de la manière suivante :

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	930 312,98		930 312,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00		50 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 000,00		50 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	30 000,00	0,00	30 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	1 060 312,98	0,00	1 060 312,98

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

1 060 312,98

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	451,33	0,00	451,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	82 379,91	0,00	82 379,91
21	Immobilisations corporelles (6)	80 000,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	162 831,24	0,00	162 831,24

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

162 831,24

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat* et provisions		0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 060 312,98
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 060 312,98
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00		0,00
18	Comptes liaison : affectat* BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat* des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45_	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	162 831,24
--	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	162 831,24
---	-------------------

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 03/04/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF



La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET
21920046600296

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
BUDGET ANNEXE DE LOCATION DES PARKINGS
M4 MAIRIE

POSTE COMPTABLE DE : POSTE COMPTABLE DE MONTROUGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (3)

BUDGET : BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV (3)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/22
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



La Maire de Malakoff

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	18
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	25
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	27
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	29
A3.2 - Etalement des provisions	30
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	36
A6 - Etat des charges transférées	37
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	38

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	39
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	40
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	41
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	42
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé	43
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	44
B1.7 - Etat des engagements reçus	45
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	46
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	47

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	48
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	50
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	51
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	52

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	53
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
 - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement).

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 060 312,98	0,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 060 312,98
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		1 060 312,98	1 060 312,98

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	162 379,91	0,00
+		+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	451,33	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 162 831,24
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		162 831,24	162 831,24
TOTAL			
TOTAL DU BUDGET (3)		1 223 144,22	1 223 144,22

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES**

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	239 000,00	0,00	930 312,98	930 312,98	1 169 312,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	106 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	156 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	70 000,00
Total des dépenses de gestion des services		365 000,00	0,00	1 030 312,98	1 030 312,98	1 395 312,98
66	Charges financières	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	35 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (4)	10 000,00		0,00	0,00	10 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		405 000,00	0,00	1 060 312,98	1 060 312,98	1 465 312,98
023	Virement à la section d'investissement (6)	26 688,00		0,00	0,00	26 688,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	111 000,00		0,00	0,00	111 000,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		137 688,00		0,00	0,00	137 688,00
TOTAL		542 688,00	0,00	1 060 312,98	1 060 312,98	1 603 000,98

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 603 000,98
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	540 688,00	0,00	0,00	0,00	540 688,00
Total des recettes de gestion des services		540 688,00	0,00	0,00	0,00	540 688,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		542 688,00	0,00	0,00	0,00	542 688,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		542 688,00	0,00	0,00	0,00	542 688,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 060 312,98
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 603 000,98
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	137 688,00
---	-------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de	Restes à	Propositions	VOTE (3)	TOTAL
		l'exercice (1)	réaliser N-1	nouvelles	III	IV = I + II + III
		I	(2) II			
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00	0,00	82 379,91	82 379,91	112 379,91
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	30 000,00	0,00	162 379,91	162 379,91	192 379,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	122 000,00	451,33	0,00	0,00	122 451,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	122 000,00	451,33	0,00	0,00	122 451,33
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	152 000,00	451,33	162 379,91	162 379,91	314 831,24
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	152 000,00	451,33	162 379,91	162 379,91	314 831,24

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	314 831,24
---	-------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de	Restes à	Propositions	VOTE (3)	TOTAL
		l'exercice (1)	réaliser N-1	nouvelles	III	IV = I + II + III
		I	(2) II			
13	Subventions d'investissement	12 312,00	0,00	0,00	0,00	12 312,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	12 312,00	0,00	0,00	0,00	12 312,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	14 312,00	0,00	0,00	0,00	14 312,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	26 688,00		0,00	0,00	26 688,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	111 000,00		0,00	0,00	111 000,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	137 688,00		0,00	0,00	137 688,00
	TOTAL	152 000,00	0,00	0,00	0,00	152 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	162 831,24
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	314 831,24
---	-------------------



Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (8)**

137 688,00

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 - RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 - DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	930 312,98		930 312,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00		50 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	50 000,00		50 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	30 000,00	0,00	30 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	1 060 312,98	0,00	1 060 312,98

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 060 312,98
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	451,33	0,00	451,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	82 379,91	0,00	82 379,91
21	Immobilisations corporelles (6)	80 000,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	162 831,24	0,00	162 831,24

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	162 831,24
---	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la règle applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 060 312,98
---	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 060 312,98
---	---------------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	162 831,24
--	-------------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	162 831,24
---	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	239 000,00	930 312,98	930 312,98
6063	Fournitures entretien et petit équipt	1 500,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	38 700,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	40 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	930 312,98	930 312,98
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	110 000,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	43 300,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	106 000,00	50 000,00	50 000,00
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	106 000,00	50 000,00	50 000,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00	50 000,00	50 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	50 000,00	50 000,00
6542	Créances éteintes	10 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		365 000,00	1 030 312,98	1 030 312,98
66	Charges financières (b) (8)	25 000,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	3 000,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	5 000,00	30 000,00	30 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	30 000,00	30 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	10 000,00	0,00	0,00
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	10 000,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		405 000,00	1 060 312,98	1 060 312,98
023	Virement à la section d'investissement	26 688,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)	111 000,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. immos incorp. et corporelles	111 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		137 688,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		137 688,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		542 688,00	1 060 312,98	1 060 312,98

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 060 312,98
---	---------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	3 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	3 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.



(9) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures, des mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la règle applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

S2LO

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	540 688,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	540 688,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		540 688,00	0,00	0,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	2 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		542 688,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		542 688,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
-----------------------------------	-------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	1 060 312,98
--	---------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 060 312,98
---	---------------------

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

SLO

III – VOTE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	30 000,00	82 379,91	82 379,91
2031	Frais d'études	30 000,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	82 379,91	82 379,91
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	80 000,00	80 000,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	80 000,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		30 000,00	162 379,91	162 379,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	122 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	120 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		122 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		152 000,00	162 379,91	162 379,91
040	Opérat* ordre transfert entre sections (7) (8)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		152 000,00	162 379,91	162 379,91

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	451,33
-----------------------------------	---------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	162 831,24
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

S2LO

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	12 312,00	0,00	0,00
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	12 312,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		12 312,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régle)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		2 000,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES REELLES		14 312,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	26 688,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	111 000,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, agencements	111 000,00	0,00	0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		137 688,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE		137 688,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		152 000,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
----------------------------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	162 831,24
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	162 831,24
---	-------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envo	Reçu en préfecture le 14/04/2023
	Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le	
ID :	092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

SLO

III – VOTE DU BUDGET
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INTB8600071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (9)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					2 482 102,15									
1641 Emprunts en euros (total)					2 482 102,15									
MIN173065EUR	Sté de Fin. Local	31/12/1996	01/01/2002	01/03/2002	442 102,15	F	Taux Fixe	5,460	5,440	EUR	A	C	O	A-1
MIN221341EUR002	Sté de Fin. Local	18/06/2004	22/02/2005	01/07/2005	1 300 000,00	F	Taux Fixe	3,990	4,050	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR001	Sté de Fin. Local	20/11/2006	01/02/2007	01/06/2007	354 000,00	V	Euribor 3 mois	3,830	1,380	EUR	T	C	O	A-1
MIN243441EUR004	Sté de Fin. Local	20/11/2006	02/04/2007	01/06/2007	396 000,00	V	Euribor 3 mois	3,820	1,320	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le 14/04/2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat											Date de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)	
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	dotaé des remboursements (6)			d'amortissement (7)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					2 492 102,15									

- (1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
 (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme le simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
 (4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
 (5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
 (6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.
 (7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *à fine*, X pour autres à préciser.
 (8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? OM (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Taux d'intérêt		Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
							Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)				
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		448 784,25					117 744,90	16 858,99	0,00	7 589,76
1641 Emprunts en euro (total)		0,00		448 784,25					117 744,90	16 858,99	0,00	7 589,76
MIN173065EUR	N	0,00	A-1	121 959,25	7,18	F	Taux Fixe	5,460	15 244,90	6 797,71	0,00	5 945,84
MIN221341EUR/002	N	0,00	A-1	162 500,00	2,25	F	Taux Fixe	3,990	66 000,00	5 511,19	0,00	961,99
MIN243441EUR/001	N	0,00	A-1	75 225,00	4,18	V	Euribor 3 mois + 0,05	3,114	17 700,00	2 129,22	0,00	194,15
MIN243441EUR/004	N	0,00	A-1	89 100,00	4,33	V	Euribor 3 mois + 0,05	2,960	19 800,00	2 420,87	0,00	487,76
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		448 784,25					117 744,90	16 858,99	0,00	7 589,76

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - BS - 2023

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023-22D-BF


IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Datas des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
 (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
 (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
 (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
 (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
 (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
 (8) Montant, index ou formule.
 (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
 (10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
 (11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices Inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart de indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart de indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou Inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sans unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (floor)	Nombre de produits	4	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	448 784,25	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.



IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexes (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, turndel, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092219200406-20230329-DEL2023_22D-SF



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Etat de l'instrument de couverture						Catégorie d'emprunt (8)		
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'ordonne du contrat		Avant opération de couverture	Après opération de couverture	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768			
Taux fixe (total)							0,00	0,00		
Taux variable simple (total)							0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)							0,00	0,00		
Total							0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En 2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

S'LO

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE
AUTRES DETTES

A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

S2LO
IV

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais liés à la réalisation de documents d'urbanisme et de frais de recherche et de développement	5	14/12/2022
L	Frais d'études et d'insertion suivis de réalisation	5	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens mobiliers, de matériel et d'études	5	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de biens immobiliers ou d'installation	20	14/12/2022
L	Subvention d'équipement versée pour le financement de projets d'infrastructure d'intérêt national	30	14/12/2022
L	Logiciels	3	14/12/2022
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	20	14/12/2022
L	Immeuble de rapport	20	14/12/2022
L	Matériel et outillage de voirie	10	14/12/2022
L	Autres installation, matériels et outillages techniques	10	14/12/2022
L	Matériel de transport (véhicules)	5	14/12/2022
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	14/12/2022
L	Mobilier	10	14/12/2022
L	Autres immobilisations corporelles	10	14/12/2022

SLO
IV

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	10 000,00		10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00
Dépréciation des actifs communaux	10 000,00	20/12/2016	10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	10 000,00		10 000,00	20 000,00	10 000,00	10 000,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

En 2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF



IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.



IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 120 000,00	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		120 000,00	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	120 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00	0,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	120 000,00	451,33	0,00	120 451,33

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.



IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES
A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 137 688,00	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		137 688,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28181	Installations générales, agencements	111 000,00	0,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations			
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours			
481...	Charges à répartir plusieurs exercices			
021	Virement de la section d'exploitation	26 688,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	137 688,00	0,00	162 831,24	0,00	300 519,24

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 120 451,33
Ressources propres disponibles	VIII 300 519,24
Solde	IX = VIII – IV (5) 180 067,91

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

S'LO
IV

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF



IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN	
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Cet état ne contient pas d'information.

S:LO
IV

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**

A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023-22D-BF



IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT
A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

S'LO
IV

IV – ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actualisé (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00										0,00	0,00	
TOTAL GENERAL					0,00	0,00										0,00	0,00	

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autre (à préciser).
 (2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
 (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
 (4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
 (5) Taux annuel, tous frais compris.
 (6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
 (7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1016077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
 (8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT
GARANTIES D'EMPRUNT

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	0,00

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES		Publié le	 IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET		ID : 002-219200466-20230329	
			B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
- (2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
- (3) Objet pour lequel est versée la subvention.

S²LO
IV

IV – ANNEXES

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

- (1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.
- (2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumulé.

En 2023	Reçu en préfecture le 14/04/2023
	Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le	<i>SLO</i>
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF	

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
B1.5

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
	8017 Subventions à verser en annuités				0,00	0,00	0,00
	8018 Autres engagements donnés				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics				0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (1)				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

SLOW
IV

IV – ANNEXES
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS
B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
	8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)				0,00	0,00	0,00
	8028 Autres engagements reçus				0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises				0,00	0,00	0,00
	TOTAL				0,00	0,00	0,00

S²LO

B2.1

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

S'LO
IV

IV – ANNEXES	
ENGAGEMENTS HORS BILAN	
AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
- (2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.
- (3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalents temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 0,5).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1* : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2* : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3* : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4* : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5* : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnaires.
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 8 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

En 2023 en préfecture le 14/04/2023
 Reçu en préfecture le 14/04/2023
 Publié le
 ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF

IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT	C1.2
EMPLOYE PAR LA REGIE	

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0.00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

S'LO
IV

IV – ANNEXES
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
<u>Délégation de service public (3)</u>				
<u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>				
<u>Autres</u>				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

Envoyé en préfecture le 14/04/2023
Reçu en préfecture le 14/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230329-DEL2023_22D-BF



IV – ANNEXES	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS	
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	
	C3

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

S'LO

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

D

Nombre de membres en exercice : 39

Nombre de membres présents : 38

Nombre de suffrages exprimés : 38

VOTES :

Pour : 38

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 29/03/2023

Présenté par (1) Madame Jacqueline BELHOMME, Maire de Malakoff,
A Hôtel de ville le 29/03/2023

(1) Madame Jacqueline BELHOMME, Maire de Malakoff,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Conseil municipal
A Hôtel de ville, le 29/03/2023

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AARSSE Rodéric	
ALAUDAT Fatïha	
AOUAD Michel	
APRIKIAN Virginie	
BA Saliou	
BEL HADJ YOUSSEF Héla	
BELHOMME Jacqueline	
BOYAVAL Jocelyne	
BRESSET Gilles	
BRICE Pascal	
CARDOT Dominique	
COURTEILLE Loïc	
DANAES Aurélien	
FIGUERES Sonia	
FRANCOIS Thomas	
GARCIA Nicolas	
GHIATI Vanessa	
GOLDBERG Michaël	
GUTIEREZ Grégory	
HAMMACHE Nadia	

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

HEMIDI Farid	
IBOS Bénédicte	
JANNES Emmanuelle	
KITENGE Tracy	
MORICE Catherine	
MURET Julie	
OLIVEIRA Antonio	
PARMENTIER Corinne	
POULLE Jean-Michel	
POUPARD Hugo	
PRONESTI Roger	
RAJZMAN Olivier	
RAULT Charlotte	
SOURIGUES Carole	
SYLLA Fatou	
TAUTHUI Stéphane	
TOUEILLES Antony	
TRICHET-ALLAIRE Dominique	
VERNANT Martin	

Certifié exécutoire par (1) Madame Jacqueline BELHOMME, Maire de Malakoff, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : Conseil municipal.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 39
 Nombre de membres présents : 38
 Nombre de suffrages exprimés : 38
 VOTES :
 Pour : 38
 Contre : 0
 Abstentions : 0

Date de convocation : 23 mars 2023

Présenté par (1),
 A le
 (1),

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
 A, le 23 mars 2023
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

AARSSE Rodéric	Pouvoir de Mme TRICHET -AUSAIRE	[Signature]
ALAUDAT Fatïha	Donne pouvoir à Mme FIGUÈRES	[Signature]
AOUAD Michel		[Signature]
APRIKIAN Virginie		[Signature]
BA Saliou	Pouvoir de Mme ICTENGE	[Signature]
BEL HADJ YOUSSEF Héla		[Signature]
BELHOMME Jacqueline		[Signature]
BOYAVAL Jocelyne		[Signature]
BRESSET Gilles		[Signature]
BRICE Pascal		[Signature]
CARDOT Dominique	Pouvoir de M. POUILLÉ	[Signature]
COURTEILLE Loïc		[Signature]
DANAES Aurélien		Absent
FIGUERES Sonia	Pouvoir de Mme ALAUDAT	[Signature]
FRANCOIS Thomas		[Signature]
GARCIA Nicolas		[Signature]
GHIATI Vanessa		[Signature]
GOLDBERG Michaël	Donne pouvoir à Mme IBAS	[Signature]
GUTIEREZ Grégory	Pouvoir de Mme PULET	[Signature]
HAMMACHE Nadia		[Signature]

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES		IV D
HEMIDI Farid		
IBOS Bénédicte	Parai de M. GOLDBERG	
JANNES Emmanuelle		
KITENGE Tracy	Donne parai à N. BA.	
MORICE Catherine		
MURET Julie	Donne parai à M. GUTIEREZ	
OLIVEIRA Antonio		
PARMENTIER Corinne		
POULLE Jean-Michel	Donne parai à P. WRODT	
POUPARD Hugo		
PRONESTI Roger		
RAJZMAN Olivier		
RAULT Charlotte		
SOURIGUES Carole		
SYLLA Fatou		
TAUTHUI Stéphane		
TOUEILLES Antony		
TRICHET-ALLAIRE Dominique	Donne parai à M. AARSSSE.	
VERNANT Martin		

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2023.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_23
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_23-DE



CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_23

Objet : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2023.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le code général des impôts, et notamment les sections I à V du Chapitre premier : Impôts directs et taxes assimilées, du Titre premier : Impositions communales, de la Deuxième partie : Impositions perçues au profit des collectivités locales, du Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : VOTE pour l'année 2023 ainsi qu'il suit, les taux des contributions directes locales :

Taxes	Taux 2023
Taxe d'habitation	22,74 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties	35,49 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	14,74 %

Vote : la délibération est adoptée par 33 voix pour,
1 contre,

M. Stéphane Tauthui

4 abstention(s)

Mme Nadia Hammache - Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_23-DE

S²LOW

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/23

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_23-DE

S²LO



La Maire de Malakoff

A handwritten signature in black ink, appearing to be "A. ...", is written over the text "La Maire de Malakoff".

ville de Malakoff 



Annexe à la délibération vote des taux

Conseil municipal du 29 mars 2023

Table des matières

I. Comparatif fiscal	3
1. Foncier bâti.....	3
2. Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale.....	5
3. Taxe sur le foncier non bâti.....	5
II. Hausse des taux projetés.....	8

I. Comparatif fiscal

1. Foncier bâti

La taxe foncière sur les propriétés bâties est due par le propriétaire ou l'usufruitier de tout local, qu'il soit occupé ou vacant.

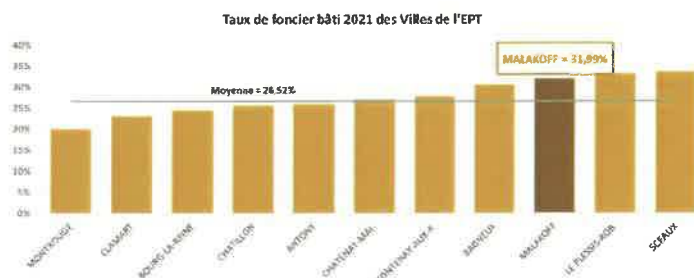
Les taux d'imposition sont votés par les collectivités territoriales. Le montant de la TFPB s'obtient en multipliant le taux à la base d'imposition.

Les valeurs locatives cadastrales qui servent d'assiette à la TFPB sont largement obsolètes, puisque leurs bases n'ont pas été révisées depuis 1970.

Les bases évoluent en fonction de l'inflation pour les locaux d'habitation et selon un coefficient de revalorisation départementale pour les locaux professionnels (associée à chaque catégorie de bien, par exemple « bureau ancien »).

En plus de cette revalorisation annuelle, les bases fiscales connaissent chaque année une évolution physique en fonction des constructions nouvelles (ou des démolitions).

À titre de comparaison, Par rapport aux autres communes de Vallée Sud Grand Paris, le taux de foncier bâti peut paraître important.

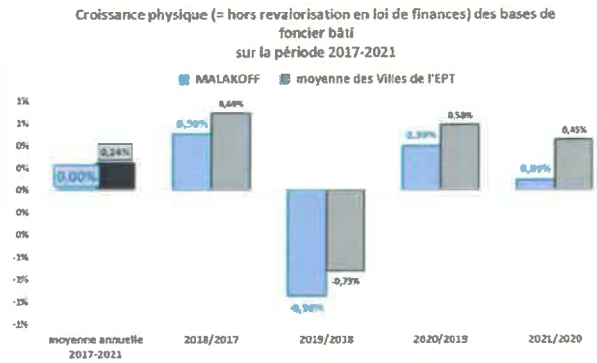
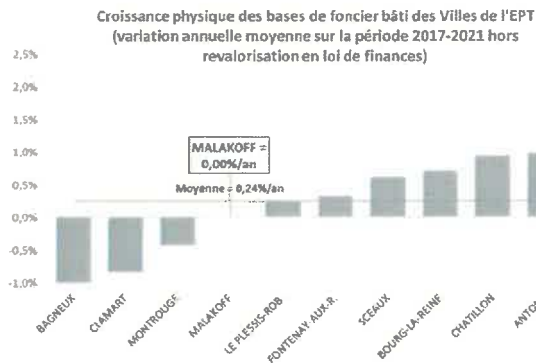


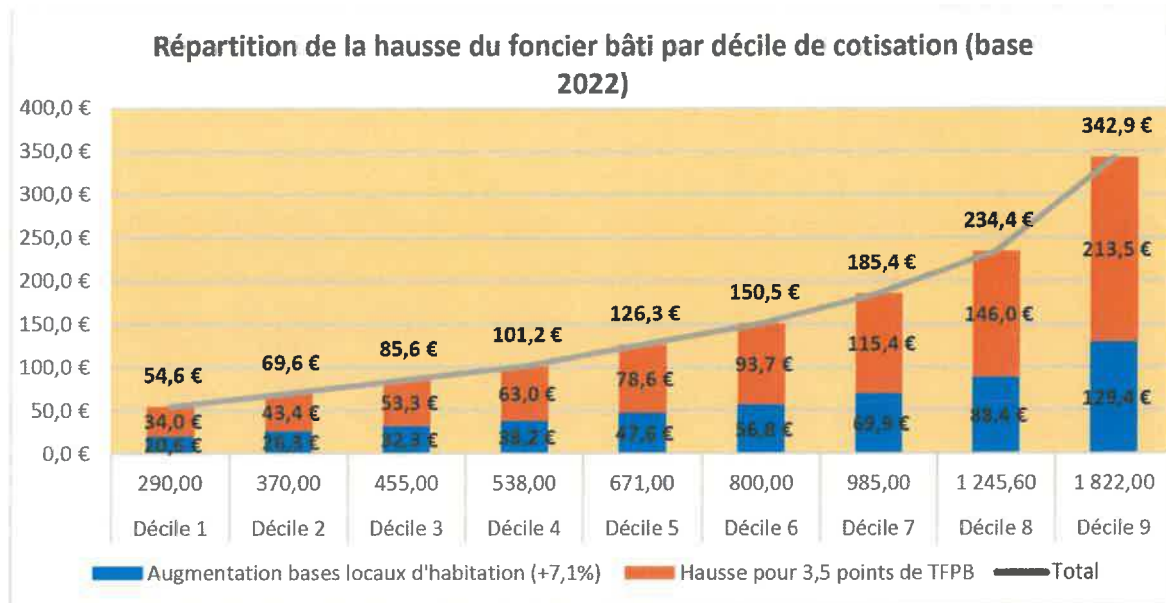
Néanmoins, la ville souffre d'une faiblesse des valeurs locative sur laquelle le montant des bases est calculé. Dès lors, pour avoir un produit équivalent aux autres villes, les taux de la ville doivent être supérieurs.

Valeur locative moyenne 2021 des Villes de l'EPT (en €)



D'autre part, les bases de la ville sont atones. En effet, le solde annuel de croissance physique des bases (en somme construction nouvelle — démolition) est presque neutre sur la période. Dès lors, pour faire face à la hausse des dépenses liées notamment à l'inflation, il peut s'avérer nécessaire d'accroître les taux, comme ce fut le cas en 2015.





Calculer les déciles de contributeur nous permet de constater que parmi les propriétaires, 10 % vont contribuer entre 1 € et 290 €. Les 10 % suivant vont contribuer entre 290 € et 370 € par an et ainsi de suite. La médiane de contribution annuelle est de 671 €/an, soit 56 €/mois (5^e décile). Il y a donc autant de propriétaire qui payent moins de 671 €/ans que de propriétaires qui payent plus. Enfin, les 10 % les plus imposés payent plus de 1 822 € par an (le dixième décile est exclu pour que le graphique soit lisible ; le plus gros contributeur de la ville étant la SAIEM pour 2,9 M€ en 2022).

2. Taxe sur le foncier non bâti

De la même manière, le taux de TFNB est soumis à la règle de lien des taux. Dès lors, il ne peut varier plus que le foncier bâti.

Celui-ci est donc revalorisé à due proportion. Il passe donc de 13,29 % à 14,74 %.

3. Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

À la suite de la suppression progressive de la taxe d'habitation (TH) prévue par la loi n° 2019 — 1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, les taux de TH ont été gelés à leur niveau

de 2019 entre 2020 et 2022. Pour l'année 2023, un taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale doit à nouveau être voté.

Est considérée comme résidence secondaire la résidence qui n'est pas signalée comme étant la résidence principale dans la déclaration d'impôt sur le revenu. La majoration de taxe d'habitation de 60 % voté en 2022 sur les résidences secondaires s'applique à ces locaux.

Certains locaux meublés non affectés à l'habitation principale autre que les résidences secondaires restent redevables de la taxe d'habitation.

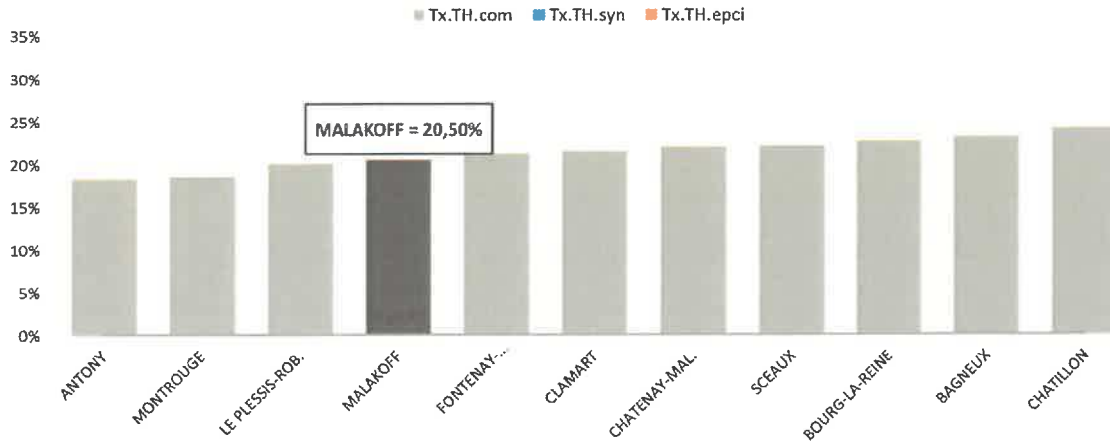
Ainsi, les associations, fondations, syndicats, organisations politiques ou toute autre personne morale qui bénéficient de la mise à disposition d'un local au 1^{er} janvier d'une année peuvent être redevables de la taxe d'habitation.

Pour qu'un local soit soumis à la taxe d'habitation, il doit être meublé conformément à sa destination, faire l'objet d'une occupation privative et ne pas être retenu pour l'imposition à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). Les locaux administratifs (bureaux, salles de réunion, salles de lectures, etc.) occupés par une association sont donc imposables à la taxe d'habitation; en revanche, les locaux accessibles au public (vestiaires, salles d'exposition, etc.) ne le sont pas. La majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ne s'applique pas à ces locaux.

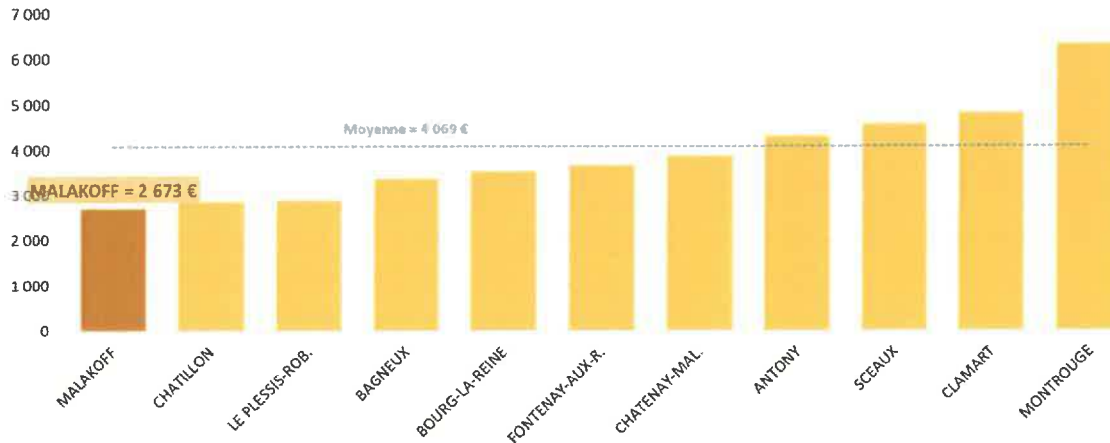
À l'inverse de la taxe foncière, le taux de taxe d'habitation était particulièrement faible.

Le produit 2022 est d'environ 0,6 M€.

Taux de taxe d'habitation 2021 des Villes de l'EPT



Valeur locative moyenne des résidences secondaires 2021 des Villes de l'EPT (en €)



La commune fait le choix d'augmenter son taux de THRS dans la même proportion que celui de TFPB. Dès lors, le taux de THRS va donc passer de 20,50 % à 22,74 %.

II. Hausse des taux projetés

Conformément aux orientations définies dans le cadre de l'élaboration du budget supplémentaire 2023, il est proposé de voter une hausse des taux de TFPB de 3,5 points.

Cela représente une hausse de +10,94%. Les autres taux vont évoluer dans les mêmes proportions. Cela entraîne une hausse du taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux de 2,24 points et de 1,45 point pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Ces hausses de taux permettent à la ville d'accroître ses produits de 2,86 M€ en incluant le coefficient correcteur issu de la réforme de la taxe d'habitation. A ce stade de l'année, les bases fiscales de TFPB de la commune ne peuvent qu'être estimées, le produit fiscal définitif sera arrêté définitivement que dans les mois qui viennent.

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Rapport annuel 2021/2022 de la Commission communale d'accessibilité.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_24
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	31	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	2	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes - M. Stéphane Tauthui

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_24-DE



CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_24

Objet : Rapport annuel 2021/2022 de la Commission communale d'accessibilité.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2143-3 du code général des collectivités ;

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes,

Considérant que la loi n°2005-102 du 11 février 2005 susvisée dispose que les communes sont tenues à un certain nombre d'obligations en matière d'accessibilité, notamment la rédaction du rapport annuel de la Commission communale pour l'accessibilité faisant état des réalisations dans les domaines de la voirie, des bâtiments communaux et des logements ;

Considérant l'obligation de communiquer ledit rapport au conseil municipal ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : PREND ACTE de la communication du rapport annuel 2021/2022 de la Commission communale pour l'accessibilité.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_24-DE

La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_24-DE

S²LOW

ville de Malakoff



COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

RAPPORT 2021/2022

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/24

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



Le Maire de Malakoff

**Mission Handicap/Pôle Solidarité CCAS
Avec la DST Bâtiments et voirie
SAIEM Malakoff-Habitat
Paris Habitat
Photos Ville de Malakoff
Mars 2023**

SOMMAIRE

Introduction

I- La population des personnes handicapées

A. – Dans les Hauts-de Seine

B. – A Malakoff

II- Malakoff s'engage

A – La Charte Ville-Handicap

B – Dates à retenir

III- Les réalisations 2021/2022 et projets 2023

A – Dans le domaine de la voirie

B – Dans le domaine des établissements recevant du public

C – Dans le domaine du logement

D – Dans le domaine de la communication

INTRODUCTION

La loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées généralise et intensifie les obligations des communes quant à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports et de la voirie qui doivent progressivement s'adapter aux besoins des personnes handicapées ou à mobilité réduite. Elle instaure les Commissions communales pour l'accessibilité (CCA), qui imposent aux communes de 5000 habitants et plus, d'établir un constat de l'état d'accessibilité de leur territoire et d'engager une réflexion pour améliorer la chaîne de déplacement dans son intégralité. Dans ce contexte, les CCA sont tenues d'établir un rapport annuel présenté en conseil municipal et de l'adresser au préfet. A noter, les commissions communales pour l'accessibilité (CCA) se distinguent des commissions communales d'accessibilité (CA). Tandis que ces dernières ont pour vocation de donner des avis sur le respect de la réglementation dans le cadre de projets de travaux, les CCA n'ont, elles, pas de pouvoir décisionnel. Il s'agit d'observatoires locaux de la mise en accessibilité du territoire.

L'ordonnance N° 2014-1090 du 26 septembre 2014 prévoit la mise en œuvre des Agendas d'Accessibilité programmée (Ad'AP), soit la possibilité d'un nouveau délai dans le cadre d'un engagement de mise en accessibilité d'un établissement recevant du public (ERP). L'Ad'AP est obligatoire pour tous les propriétaires ou exploitants d'ERP) qui n'ont pas respecté leurs obligations au 31 décembre 2014. Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un calendrier précis.

Votées plus récemment, les mesures en faveur de l'accessibilité contenues dans loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ont plus spécifiquement pour objectif de renforcer la mobilité des personnes handicapées dans les transports. Elles fixent de nouvelles obligations aux collectivités dans les domaines de la voirie et des transports et de nouvelles missions à la Commission communale pour l'accessibilité.

Engagée au quotidien, la ville de Malakoff met en œuvre de nombreuses actions pour améliorer l'accessibilité et favoriser l'inclusion des personnes handicapées dans la vie de la commune, exposées dans les rapports annuels rédigés entre 2009 et 2020. Ce rapport présente les travaux et mises aux normes sur la période 2021/2022 et les programmations 2023/2024.

N. B. Le calendrier de certaines réalisations et programmations peut avoir été impacté par le contexte sanitaire.

I - LA POPULATION DES PERSONNES HANDICAPÉES

A – Dans les Hauts-de-Seine

Sauf autre mention, l'essentiel des chiffres sont donnés par la plateforme Open data du département (Données 2021).

- ❖ **19798** bénéficiaires de l'Allocation adulte handicapé (AAH) (Caf 2022) ;
- ❖ **1394** bénéficiaires de l'Allocation compensatrice tierce personne (ACTP) ;
- ❖ **4003** bénéficiaires de la Prestation de compensation (PCH) « volet aide humaine » ;
- ❖ **2010** adultes bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;
- ❖ **114** structures d'accueil pour adultes dont :
 - **33** centres d'accueil de jour ;
 - **15** foyers d'accueil médicalisés ;
 - **25** foyers d'hébergement ;
 - **20** foyers de vie ;
 - **20** services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) ;
- ❖ **53** prestataires du secteur du travail protégé et adapté (STPA) ;
 - **31** établissements et services d'aide par le travail (Esat) ;
 - **22** entreprises adaptées (EA).

B – A Malakoff

La population de Malakoff est estimée à 30 988 habitants (Insee).

Parmi lesquels un certain nombre de bénéficiaires d'une ou plusieurs prestations spécifiques aux personnes handicapées :

- ❖ **507** bénéficiaires de l'Allocation adulte handicapé (AAH) (Caf 2021) ;
- ❖ **104** bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) (Caf 2021) ;
- ❖ **47** bénéficiaires de l'Allocation compensatrice tierce personne (ACTP) ;
- ❖ **105** bénéficiaires de la Prestation de compensation (PCH) « volet aide humaine » ;
- ❖ **37** adultes bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;
- ❖ **3** établissements pour adultes Michelle Darty :
 - **1** foyer de vie ;
 - **1** foyer d'hébergement ;
 - **1** centre d'accueil de jour ;
- ❖ **1** résidence accueil : la résidence François Belloeuvre ;
- ❖ **1** habitat inclusif en colocation la Villa Elena ;
- ❖ **45** places de stationnement pour personne à mobilité réduite (PMR).

Par ailleurs, à Malakoff, plusieurs centaines de personnes sont titulaires :

- ❖ d'une Carte Mobilité Inclusion CMI) Invalidité temporaire ou permanente avec un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 % ;
- ❖ ou d'une CMI Priorité avec un taux d'incapacité compris entre 50 et 79 % lorsque la station debout est reconnue pénible ;
- ❖ et/ou d'une CMI Stationnement.

Déployées depuis janvier 2017, ces cartes, plus petites et plus sûres, remplacent progressivement les anciennes cartes en carton qui ne devront plus être en circulation d'ici décembre 2026. Les CMI sont directement adressées aux bénéficiaires par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), ou par le département si elles ont été accordées conjointement à une allocation personnalisée d'autonomie (APA). En 2022, 532 demandes de CMI ont été déposées auprès de la MDPH dont 250 via la Mission Handicap du CCAS. 425 cartes ont été accordées : **287 CMI Invalidité ou Priorité et 138 CMI Stationnement (Stats MDPH+MH 2022)**. Pour rappel, la CMI stationnement donne à son titulaire droit à l'utilisation des places spécifiquement réservées mais également à la gratuité du stationnement sur l'ensemble des places de la voirie communale.

Il est à noter que de plus en plus de communes instaurent des obligations complémentaires pour bénéficier de cette gratuité telle la présence d'un ticket « handi » sur le pare-brise ou le référencement sur la base Handi'Stat, à l'instar de la ville de Paris depuis le 8 mars 2021.

II – MALAKOFF S'ENGAGE

A – La Charte Ville-Handicap

Elaborée entre 2002 et 2003, La charte Ville-Handicap est l'aboutissement d'un travail réalisé avec des habitants de Malakoff, des agents municipaux, des élus et des associations, des partenaires institutionnels, etc.

En signant cette charte, la Ville s'est engagée à mettre en œuvre des mesures concrètes pour faciliter le quotidien, et faire de Malakoff une ville du "mieux vivre ensemble" pour toutes et tous. La Charte du handicap se veut le reflet exact de préoccupations largement partagées. L'ambition est de permettre à l'ensemble des institutions et partenaires concernés de s'engager à améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap dans tous les domaines de la vie sociale et quotidienne.

Après la signature de la charte Ville-Handicap en novembre 2003, la ville de Malakoff a concrétisé son engagement en faveur des personnes handicapées par le recrutement d'une chargée de Mission

Handicap dès le mois de janvier 2004. Au sein du CCAS, la chargée de Mission Handicap travaille en transversalité avec l'ensemble des services et partenaires de la ville et intervient plus particulièrement sur certaines initiatives et réalisations des services dès lors que les personnes en situation de handicap sont directement concernées.

En 2023 la charte fête ses 20 ans. A cette occasion, la municipalité souhaite réaffirmer son engagement en faveur de l'inclusion des personnes handicapées et de leurs familles, en organisant des actions de sensibilisation qui pour certaines investiront des évènements municipaux annuels comme les fêtes de quartier.

B – Dates à retenir

- ❖ **2003** : Signature de la Charte Ville-Handicap ;
- ❖ **2004** : Création de la Mission Handicap ;
- ❖ **2005** : Réalisation du PAVE (plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics) ;
- ❖ **2008** : Mise en place de la CCAPH (Commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées) ;
- ❖ **2010** : Diagnostic des ERP (Etablissements recevant du public) communaux ;
- ❖ **2015** : Prorogation du délai d'un an pour dépôt d'un Ad'AP bâtiments communaux ;
- ❖ **2016** : **Dépôt de l'Ad'AP en préfecture** (dossier validé le 02/09/2016 pour 54 Etablissements recevant du public et IOP -Installations ouvertes au public- sur 9 ans) ;
- ❖ **2018** : 15^e anniversaire de la charte Ville-Handicap ;
- ❖ **2020** : Nouvelle commission communale pour l'accessibilité ;
- ❖ **2023** : 20^e anniversaire de la Charte Ville-Handicap.

III - LES REALISATIONS 2021-2022 ET PROJETS 2023

A – Dans le domaine de la Voirie

1) – Réalisations 2021/2022

- ❖ Dans le cadre du plan global de déplacement (*Voir page 8*), réaménagement du boulevard Henri Barbusse, renommé boulevard Louise Michel, et notamment :
 - redéfinition des espaces de circulation (véhicules, piétons et cycles) ;
 - *sécurisation des cheminements piétons et des traversées piétonnes.*



Réaménagement du boulevard Louise Michel

2) – Programmations 2023

Projets pilotés par la Direction Cadre de Vie

- ❖ Crèche Anne Sylvestre : mise en accessibilité des abords extérieurs faisant suite à la mise en accessibilité du bâti ;
- ❖ Square Ferry/Danton : réaménagement de l'espace, des cheminements et mises en verdure ;
- ❖ Placette Gallieni/Valette : extension du parc avec amélioration de l'accessibilité.

Projets pilotés par la Direction de la Voirie

- ❖ Ecole maternelle Paulette Nardal :
 - création d'une cour oasis avec îlots de fraîcheur et différents espaces : sport, jeu, détente, sur les principes d'une cour d'école non genrée ;
 - mise en accessibilité du site ;
 - création d'un parvis ;
 - piétonisation de la rue Lahy Hollebecque (Réalisation 2022/2023).



- ❖ Rue Victor Hugo :
 - réaménagement sur le principe d'un partage de la chaussée sur le modèle d'une vélorue ;
 - élargissement des trottoirs ;
 - aménagement de nature à limiter la vitesse des véhicules motorisés ; (Réalisation 2023/2024)

- ❖ Projet 100% Barbusse : un quartier réinventé :
 - Habitat : réhabilitation et création de logements ;
 - activité économique : réhabilitation du centre commercial et relocalisation de commerces ;
 - lieux publics : création d'un parc public et de nouveaux espaces verts ;
 - circulation et stationnement : création de places de stationnement et d'un parking à étages (Réalisation 2023/2024/2025).

Pour en savoir plus : [Projet 100% Barbusse](#)

3) – Le plan global de déplacement

En 2018, la Ville de Malakoff a entrepris l'élaboration d'un Plan Global de Déplacement (PGD) à l'échelle de la commune. Approuvé par le Conseil municipal du 12 décembre 2019, le PGD a pour objet d'une part d'apporter des réponses aux besoins actuels pour tous les modes de déplacement à l'échelle de la commune et en interconnexion avec les communes voisines ; d'autre part d'anticiper les évolutions en cours et à venir, les besoins futurs et les nouvelles formes de mobilité. La démarche a permis de retenir une stratégie déclinée en plan d'actions. Cinq grands enjeux ont été validés à l'issue du diagnostic :

- ❖ Diminuer les pollutions atmosphériques, sonores et visuelles liées aux déplacements ;
- ❖ Assurer une offre de mobilité durable et juste, adaptée aux besoins de tous et anticipant les évolutions ;
- ❖ Poursuivre le dynamisme démographique et économique par des conditions de mobilité attractives ;
- ❖ Valoriser les espaces verts, les espaces publics, les sentes et venelles ;
- ❖ Améliorer le cadre de vie, la santé et la sécurité de tous les habitants : travailleurs, écoliers, étudiants, personnes âgées et handicapées.

Un comité de suivi réunit régulièrement les différents acteurs du PGD dont 2 personnes représentant la Commission communale pour l'accessibilité. Réuni en mai 2022, ce comité a validé sa nouvelle composition, rappelé les enjeux et objectifs du PGD et fait le point sur les actions menées et l'avancement des projets de mobilité. Une autre réunion en octobre a porté plus particulièrement sur le réaménagement de la rue Victor Hugo.

Loi LOM : accessibilité et données numériques

L'objectif de la loi d'orientation sur les mobilités est d'inciter les collectivités territoriales et les transporteurs à améliorer globalement la qualité de service, assurer une meilleure continuité du parcours usager et également permettre l'émergence de services innovants d'information multimodale. Les informations d'accessibilité de la chaîne du déplacement (transports, voirie/espace public, établissements recevant du public) sont en effet indispensables pour la mobilité des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite. Les collectivités locales ont l'obligation de collecter les données d'accessibilité des transports et de la voirie, d'ici décembre 2023, pour alimenter les applications permettant de renseigner les usagers sur les possibilités qui leur sont ouvertes. La réutilisation des données se fait dans des applications telles que les calculateurs d'itinéraires, les GPS piétons et tous les outils ou sites d'information. Afin de rendre le dispositif le plus complet possible, la loi LOM impose aux Commissions communales pour l'accessibilité une nouvelle mission : utiliser ces données sur l'accessibilité pour contribuer à la programmation. L'objectif est que les CCA utilisent les bases de données réalisées par les gestionnaires de la voirie pour décrire et faire un bilan du niveau d'accessibilité des cheminements autour des points d'arrêts prioritaires, à l'échelle de la commune ou de l'intercommunalité. Un point d'arrêt prioritaire en IDF remplit au moins une des conditions suivantes : desservi par au moins 2 lignes de transport public ; constitue un pôle d'échange ; situé dans un rayon de 200 mètres autour d'un pôle générateur de déplacement* ou structure d'accueil pour personnes handicapées ou personnes âgées. Cette analyse est à présenter aux associations et aux administrés et permettra de mettre en valeur les aménagements déjà réalisés et de déterminer les priorités d'aménagement. Ainsi, ces bases de données sur l'accessibilité ont une deuxième fonction, au-delà de l'information des personnes handicapées : permettre aux collectivités territoriales de programmer les travaux d'accessibilité.

**Pôle générateur de déplacement = ERP catégorie 1, 2 et 3 et Immeuble de plus de 300 personnes.*

Pour en savoir plus : [Les données d'accessibilité](#)

B- Dans le domaine des Etablissements recevant du public

Pour mémoire, la Ville a mené une démarche de mise en accessibilité de ses bâtiments dès la période 2005-2015. Ainsi la Ville a déclaré 10 ERP accessibles au 1^{er} janvier 2015 (cf. rapport d'accessibilité 2014). Cependant il restait encore 41 ERP et 13 IOP à intégrer à l'Ad'AP (agenda d'accessibilité programmé).

Rappel : pour l'élaboration de l'agenda, la Ville de Malakoff a choisi de retenir les critères de priorité suivants, par ordre d'importance :

- ❖ **Secteur d'activité** : une priorité est donnée aux établissements recevant fréquemment du public handicapé (résidences autonomie pour personnes âgées, centre de santé, hôtel de Ville...) et également en fonction des besoins.
- ❖ **Fréquentation de l'établissement** : réaliser l'accessibilité des plus gros établissements prioritairement (les ERP des 3^e et 4^e catégories seront réalisés en priorité).

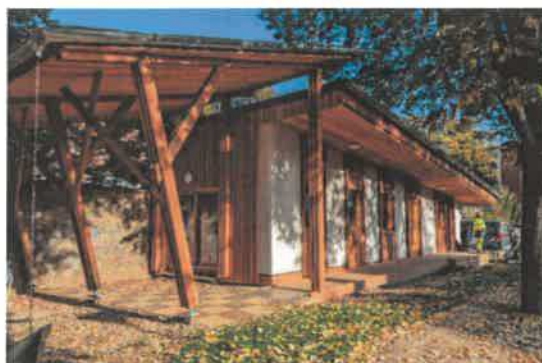
L'Ad'AP de la Ville de Malakoff a été approuvé par la Préfecture le 2 septembre 2016 et s'achèvera fin 2025. Un bilan à mi-parcours a été transmis à la préfecture en octobre 2021.

1)- Réalisations 2021/2022

Les projets pilotés par la Direction des Bâtiments

- ❖ Réhabilitation de la crèche Paul Vaillant-Couturier, renommée crèche Anne Sylvestre :
 - mise en conformité de l'accessibilité aux personnes handicapées : création d'une rampe d'accès au rez-de-chaussée et d'un ascenseur à l'intérieur du bâtiment ;
 - rénovation thermique complète et réaménagement des espaces intérieurs.

- ❖ Maison Wangari Maathai créée à la ferme urbaine Corsico avec une rampe d'accès extérieure pour desservir le bâtiment ; à finaliser en 2023 : création d'une main courante et d'un cheminement PMR.



❖ Crèche municipale Helen Keller :

- nouvel établissement réalisé de plain-pied et aux normes PMR
- création de trottoirs élargis

2)- Programmatons 2023

Les projets pilotés par la Direction des Bâtiments

❖ Poursuite de la réhabilitation de l'école élémentaire Paulette Nardal avec prise en compte de l'accessibilité :

- création d'un ascenseur pour desservir le bâtiment ;
- mise aux normes PMR de la cantine et réfectoire ;
- mise aux normes des sanitaires.

❖ Gymnase Rousseau :

- mise en accessibilité des vestiaires ;
- création d'une rampe d'accès au dojo ;
- Mise en accessibilité de la grande salle et création d'un ascenseur prévues en 2024.

C - Dans le domaine du logement

1)- Réalisations 2021/2022 et projets 2023 de la SALEM Malakoff-Habitat

Mise en accessibilité

La commune dispose de 40 % de logements sociaux et la SALEM Malakoff-Habitat est le principal bailleur social. Il a mené plusieurs programmes de construction en 2021 et 2022 et compte maintenant 4668 logements dans 61 résidences ainsi qu'un grand nombre d'établissements recevant du public (ERP) destinés à diverses activités, tels que commerces de bouche, commerces de services, des activités professionnelles, équipements publics, etc.



Nouvelle résidence rue Danton, en rez-de chaussée, la crèche Helen Keller © Valero Gadan Architectes & Associés

Pour mémoire, en 2015 la SAIEM a mis en route le programme pluriannuel de travaux d'accessibilité des ERP et commerces de son patrimoine dans le cadre de l'Agenda d'accessibilité programmée.

- ❖ Club d'échec du 22 passage du Nord : création d'une rampe d'accès PMR avec changement du portail.
- ❖ Fiches de recensement des immeubles accessibles. Depuis plusieurs années, la SAIEM-Malakoff-Habitat s'est également attelée à la réalisation des fiches de recensement des immeubles accessibles pour l'ensemble de son patrimoine sur la commune. 36 fiches ont été réalisées il en reste encore 7 à étudier :
 - Résidence Georges Brassens, accessible pour tous handicaps ;
 - Résidence Pierre Valette, accessible pour tous handicaps ;
 - Résidence Variot (12 Allende et 13 Béranger, accessibles pour tous handicaps ;
 - Résidence les poètes (Baudelaire, Valéry, Fabié et Samain) en cours de réalisation ;
 - Résidence Joliot Curie (en cours de réalisation) ;
 - 13 Allée Tissot (pavillon) ;
 - La résidence 74 Jules Guesde est toujours en cours de réhabilitation.
- ❖ Centre médico-psychologique (CMP) du 1 place du 14 juillet : réduction du ressaut du seuil de la porte extérieure pour permettre l'accès en fauteuil roulant (réalisation mars 2023).

Adaptation de logements

Chaque année, la SAIEM Malakoff-Habitat effectue des travaux d'adaptation en réponse à des demandes individuelles de personnes âgées ou à mobilité réduite. Il s'agit pour l'essentiel du souhait de remplacer la baignoire par une douche. Depuis 2015, le bailleur réalise la pose d'une cabine de douche adaptée - receveur extra-plat, barre de maintien, rampe d'accès amovible- en lieu et place de la baignoire. Le coût d'une cabine est de 4 500 euros environ. La demande est à faire par courrier accompagné d'un rapport d'un ergothérapeute dont l'intervention n'est pas prise en charge par le bailleur. A réception du dossier complet, un technicien vient étudier la faisabilité des travaux et l'éventuel impact sur le logement.

En 2022, du fait d'un important retard pris à cause de la période covid, l'essentiel des demandes traitées étaient celles faites en 2021. 22 demandes de suppression de la baignoire ou du bac à douche standard pour l'installation d'une cabine de douche adaptée aux personnes à mobilité réduite ont été réalisées pour un montant de 102 583 €. Les 39 demandes de 2022 seront traitées en 2023 avec la volonté de rattraper progressivement le retard accumulé tout en assurant le suivi des nouvelles demandes, vouées à augmenter.

2)- Réalisations 2021/2022 et projets 2023 de Paris Habitat

Paris Habitat-OPH dispose sur la commune de 45 locaux commerciaux et 1269 logements sociaux.

Mise en accessibilité

❖ Logements :

- 881 sont accessibles à la canne (moins de 3 marches) ;
- 129 sont accessibles aux personnes à mobilité réduite (PMR) dont 39 adaptés
- 259 sont inaccessibles (à partir de 4 marches)

❖ Commerces :

- 9 locaux ont été mis en accessibilité dont 7 en 2021 ;
- 23 locaux restent à traiter dont 12 en 2023 ;
- 6 locaux seront à mettre en accessibilité si deviennent des ERP.

Adaptation de logements

Chaque année Paris Habitat finance et réalise les travaux d'adaptation dans le logement des personnes âgées et /ou handicapées sous réserve de leur faisabilité technique. La majorité des demandes concernent l'adaptation de la salle de bain. Il fait systématiquement appel à un ergothérapeute pour valider la demande de travaux d'adaptation. L'intervention de ce professionnel est prise en charge par le bailleur.

1 adaptation a été réalisé en 2021. Aucune n'était programmée à Malakoff en 2022.

D - Dans le domaine de la communication

1)- L'inclusion numérique à Malakoff

Très facilitatrice pour le plus grand nombre, la dématérialisation de nombreux services publics alimente le phénomène de fracture numérique, plus particulièrement pour les personnes âgées et handicapées, mais aussi pour les publics dits illectroniques de tous âges. Cette fracture a pour conséquence de limiter voire empêcher leur accès aux droits en raison de l'absence de matériel nécessaire (ordinateur, internet...) ; de la mauvaise maîtrise du numérique qui rend les démarches plus longues ; de la difficulté à comprendre les démarches en ligne et à trouver des informations.

Afin de répondre à ces enjeux, plusieurs structures viennent en soutien aux malakoffiots :

- ❖ « l'Espace de Vie Sociale Valette » : lieu dédié au numérique pour tous les publics, ouvert courant 2021, dispense des cours d'informatique ainsi que des ateliers individuels. En plus de lutter contre la fracture numérique, ils ont vocation de créer des liens intergénérationnels.
- ❖ La salle informatique de la médiathèque est ouverte en libre accès (sous réserve de signer une charte d'utilisation), avec imprimante mise à disposition. Des ateliers numériques sont également proposés.
- ❖ Le pôle Solidarités du CCAS accompagne quotidiennement les malakoffiots dans leurs démarches administratives en ligne : ouverture ou consultation de comptes, mise à jour de leur situation (ex : déclaration trimestrielle de ressources auprès de la CAF), instruction de dossier (ex : demande de logement social) ou de demande d'aide (ex : Aide Médical d'Etat), prise de rendez-vous (ex : en sous-préfecture), etc. le tout dans un objectif d'accès aux droits. Depuis mars 2020, l'instruction des dossiers MDPH est réalisable en ligne via la plateforme mise en place par la Caisse nationale de solidarité et d'autonomie (CNSA). Les personnes qui le souhaitent peuvent être aidées par la mission Handicap, sur rendez-vous.

2)- Les projets 2023/2024

- ❖ Mettre à jour des contenus handicap sur le site de la ville ;
- ❖ Affiner la cartographie des espaces de médiation numérique à et aux alentours de Malakoff ;
- ❖ Travailler sur la création de documents en Facile à lire et à comprendre (FALC) ;
- ❖ Travailler sur la signalétique des établissements recevant du public.

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Rapport d'activité 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parkings Hôtel de Ville et Plateau de Vanves par la société INDIGO PARK.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_25
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikan -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_25

Objet : Rapport d'activité 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parkings Hôtel de Ville et Plateau de Vanves par la société INDIGO PARK.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1411-3, L.1413-1 et L.2129-29 ;

Vu le décret n°2005-236 du 14 mars 2015, relatif au rapport annuel du délégataire de service public local et modifiant le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2012-149 du conseil municipal du 12 décembre 2012 portant approbation du choix du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement de la Ville de Malakoff ;

Vu le contrat de délégation de service public déléguant l'exploitation des parcs de stationnement *Hôtel de ville et Plateau de Vanves* à la société *VINCI PARK*, renommée *INDIGO PARK* à la date du 5 novembre 2015 ;

Vu le rapport annuel produit par la société *INDIGO PARK* au titre de l'année 2021, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux en date du 22 mars 2023 ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant que l'autorité concédante doit être en mesure d'apprécier les conditions d'exercice du service public ;

Considérant que le compte de résultat de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement de la ville de Malakoff présente un solde positif de 104 120 euros ;

Considérant la redevance versée pour l'année 2021 est d'un montant de 50 957,14 euros ;

Après en avoir délibéré,

Article unique : **PREND ACTE** du rapport annuel au titre de l'année 2021 du délégataire *INDIGO PARK* pour l'exploitation des parcs de stationnement *Hôtel de Ville et Plateau de Vanves*.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S²LOW



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr



VILLE DE MALAKOFF

RAPPORT D'ACTIVITE 2021

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES
PARCS HÔTEL DE VILLE ET PLATEAU DE VANVES

Vu pour être annexé à la délibération n° *2023/25*.

du Conseil Municipal en date du *29 mars 2023*



Maire de Malakoff

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S²LOW



SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
AVANT-PROPOS	5
PRÉAMBULE	6
1. PRESENTATION GÉNÉRALE	8
1.1. PRÉSENTATION.....	9
1.2. ORGANISATION FRANCE	10
1.3. NOS METIERS.....	11
1.4. NOTRE HISTOIRE.....	12
1.5. NOTRE RAISON D'ETRE	14
1.6. NOS ENGAGEMENTS RSE.....	15
2. CRISE SANITAIRE	22
2.1. PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE	24
2.2. PLAN DE RELANCE.....	26
3. LE CONTRAT	29
3.1. FICHE D'IDENTITE.....	30
4. DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION	33
4.1. HOTEL DE VILLE.....	34
4.2. PLATEAU DE VANVES	36
4.3. FAITS MARQUANTS	38
5. MAINTENANCE ET TRAVAUX	43
5.1. HÔTEL DE VILLE.....	44
5.2. PLATEAU DE VANVES	46
6. ORGANISATION ET MOYENS D'EXPLOITATION	48
6.1. L'ORGANISATION LOCALE	49
6.2. FORMATION DE NOS COLLABORATEURS	51
6.3. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE	52

6.4.	LA BOUTIQUE	53
6.5.	SERVICE RELATION CLIENTS	54
6.6.	CONTROLES QUALITÉ	56
6.7.	LES SERVICES	57
7.	ANALYSES.....	60
7.1.	HÔTEL DE VILLE.....	61
8.	BILAN FINANCIER : COMPTE DE RESULTAT ET PATRIMOINE	73
8.1.	PARC HÔTEL DE VILLE	74
8.2.	PARC PLATEAU DE VANVES.....	76
9.	ANNEXES.....	79
9.1.	NOTE FINANCIERE	80

AVANT-PROPOS

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession publié au Journal Officiel du 2 février 2016. Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers.

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journalièrement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

PRÉAMBULE

Ces dernières décennies ont été marquées par la prise de conscience de problématiques environnementales à l'échelle mondiale et notamment dans les pays occidentaux.

La crise sanitaire du Coronavirus traversée depuis le début de l'année 2020 ne fera, à terme, qu'accélérer cette prise de conscience et modifier de manière profonde et durable le domaine de la mobilité, notamment autour du site de Hôtel de Ville et Malakoff. Les modèles que nous connaissons aujourd'hui s'effacent peu à peu, afin de laisser place à un nouveau paysage.

Leader du stationnement, INDIGO participe activement à l'évolution du stationnement et souhaite s'intégrer durablement dans ce nouveau paysage urbain. En particulier, nous accompagnons depuis de nombreuses années la Ville de Malakoff et nous restons plus que jamais force de proposition en matière de stationnement.



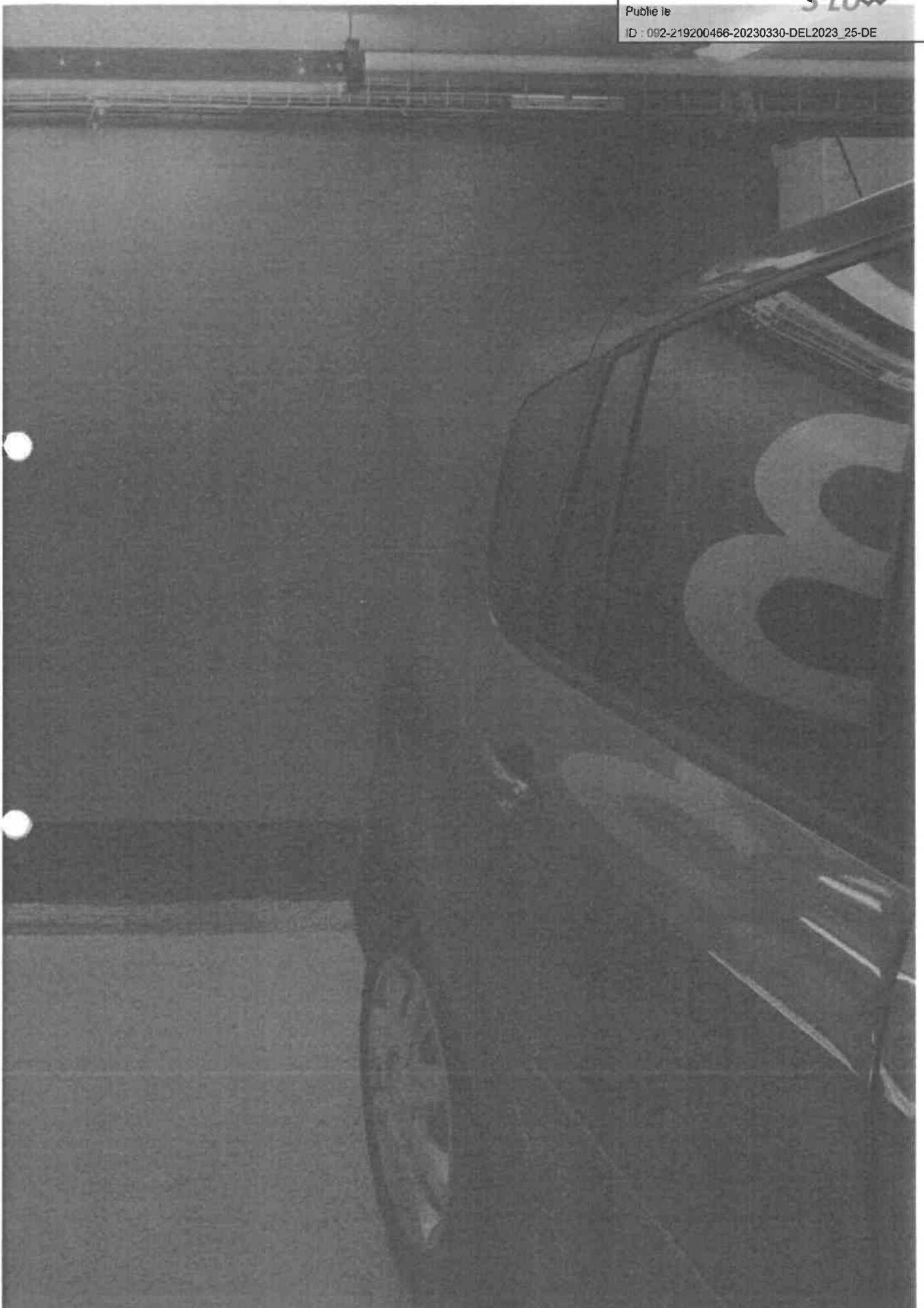
Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S²LO



Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S²LOW

1.

PRESENTATION GÉNÉRALE

1.1. PRÉSENTATION

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

INDIGO construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.



Indigo Group a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !

Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.

Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.



SERGE CLÉMENTE, PRÉSIDENT D'INDIGO GROUP

5 570
parkings dans
le monde

+750
villes

2,4M
de places de
stationnement gérées

2 100 km
de voirie urbaine
gérée

11
pays

14 500
collaborateurs



1.2. ORGANISATION FRANCE

La direction d'INDIGO a choisi la mise en place d'une organisation décentralisée. Indigo est le seul exploitant de parkings à pouvoir rapprocher le pouvoir de décision au plus près du terrain et des réalités locales si importantes en matière de stationnement. Cette organisation permet d'avoir une réactivité optimale en accord avec les attentes des usagers, de ses clients amont et des différents interlocuteurs



Serge CLEMENTE
Président



Sébastien FRAISSE
Directeur Général France



Vincent MILLER
Directeur Adjoint France



Xavier COLLEAU
Directeur Régional Ouest

Xavier COLLEAU est le Directeur régional Ouest dans le périmètre duquel se situe la ville de Malakoff.

1.3. NOS METIERS



Véritable expert du modèle concessif, ce sont nos 50 ans d'expérience, notre capacité d'investissement et notre ingénierie recette que nous mettons au service de la construction de nouveaux ouvrages et de leur exploitation. Nos équipes sont impliquées sur toutes les phases des projets et il leur tient à cœur de proposer le meilleur service possible pour répondre aux demandes de nos clients et répondre aux besoins des usagers.

SÉBASTIEN FRAISSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DE LA FRANCE



CONCEVOIR, CONSTRUIRE, FINANCER ET EXPLOITER

Depuis plus de 50 ans, Indigo met en œuvre sa vision du stationnement en ouvrage ou service des villes et de la mobilité urbaine. Expert mondial du modèle concessif, Indigo investit dans des parcs modernes, accueillants, offrant des services intelligents et digitalisés, pour faciliter le parcours client et la mobilité en ville.

PROPOSER DES SOLUTIONS DE MOBILITES



Faciliter les déplacements dans les centres villes est au cœur de nos préoccupations. Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des collectivités, nous développons de nouvelles solutions de mobilité individuelles complémentaires, simples d'utilisation et écologiques. Avec sa nouvelle entité Mobilité et Solutions Digitales, Indigo imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde, à l'image du nouveau service de vélos et de scooters en libre-service sans station INDIGO® Weel.

DEVELOPPER DES SOLUTIONS DIGITALES

Pour valoriser ses services de stationnement et mobilité, le groupe Indigo inclut pleinement le digital et la logique de Maas (Mobility As A Service) dans sa stratégie globale pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes et leurs habitants. Pleinement conscients des enjeux d'accroissement de la population, d'écologie et de congestion de trafic, nous nous positionnons comme véritable acteur et facilitateur de ces changements en proposant des services digitalisés qui révolutionnent le quotidien des usagers.

EXPERT DU STATIONNEMENT EN VOIRIE

Nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des riverains... Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers. INDIGO crée STREETEO, la marque dédiée au contrôle et à la verbalisation du stationnement en voirie.



1.4. NOTRE HISTOIRE

1960-2000 : ORGANISER LE STATIONNEMENT

Face à la nécessité ce stationnement grandissante dans les villes, Indigo à l'époque GTM, inaugure en 1964 son premier parc de stationnement en modèle concessif, sous l'esplanade des Invalides, suivi de Georges V et de Malesherbes-Anjou. Paris devient le laboratoire des innovations d'Indigo. Avec le développement du stationnement en ouvrage et en voirie, le système de péage s'automatise et le paiement se dématérialise grâce à l'arrivée de la carte bleue. GTM et Sogeparc exportent leur savoir-faire à l'international.

2001-2004 : OFFRIR PLUS QU'UNE PLACE DE STATIONNEMENT

Le parking n'est plus un lieu à usage unique mais devient un espace de services. Services de mobilité, prêt de parapluies, de vélos, de cobas, le parking du XXI^e siècle prend forme et se veut un maillon de la mobilité urbaine. En 2001 GTM & Sogeparc fusionnent pour donner naissance à VINCI Park qui s'appuie sur les fondamentaux (qualité, sécurité, accueil) pour séduire les utilisateurs.

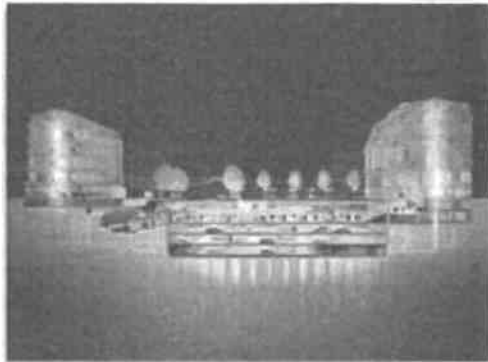
2015-2019 : L'ÈRE DU DIGITAL ET LE DÉVELOPPEMENT DES MOBILITÉS DOUCES

En 2015, VINCI Park devient INDIGO et se positionne comme un acteur clé du stationnement et de la mobilité individuelle, avec de nouvelles offres digitales et de mobilité douce.

L'expérience client évolue vers plus de liberté, plus de choix et plus de personnalisation. Pour répondre à ces nouvelles attentes, Indigo lance OPnGO, une application qui offre à l'automobiliste une expérience de stationnement complète permettant de trouver et réserver la meilleure place au meilleur prix. Ce nouveau service fluidifie et facilite le parcours utilisateurs grâce à la reconnaissance de plaques d'immatriculation en ouvrage et le paiement du stationnement en voirie depuis l'application.

En 2017, pour répondre aux enjeux d'urbanisation croissante et de l'évolution des usages, INDIGO déploie en France INDIGO Weel, un service de vélos et de scooters électriques partagés. En parallèle, l'entreprise devient actionnaire majoritaire de Smovengo, un groupement d'acteurs de la mobilité qui gagne l'appel d'offre pour opérer les Vélib's parisiens. En 2018, Smovengo lance la nouvelle offre Vélib' 2 avec un périmètre d'exploitation élargi.

DEPUIS 2020 : ACTEUR DE LA VILLE DE DEMAIN



mettre en œuvre dans les ouvrages INDIGO.

Enfin, cette nouvelle ère s'ouvre sous le signe du développement durable. Véritable acteur à impact positif dans les villes et les territoires, INDIGO s'engage dans une stratégie Climat à horizon 2025.

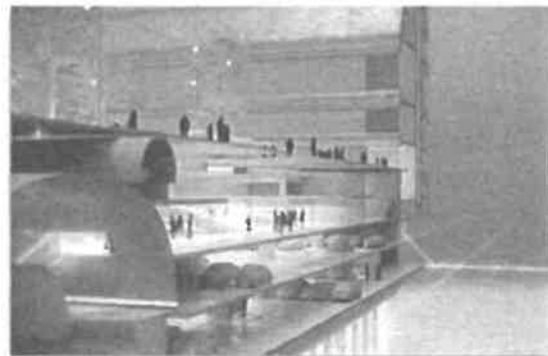
Pour répondre aux besoins et usages qui évoluent et fort de son expertise en conception d'ouvrages, le groupe INDIGO propose une nouvelle vision du parking du futur. Investir l'espace souterrain, le penser différemment pour prendre en compte les attentes d'aujourd'hui et anticiper les changements à venir font partie de nos réflexions. Les parkings souterrains permettent d'intensifier les activités urbaines tout en protégeant l'intégralité du tissu urbain. Il nous semble en effet naturel d'étendre les possibilités que le sous-sol peut offrir en adressant ces enjeux clés :

Intégrer les sous-sols dans la vie urbaine et améliorer la vie quotidienne des habitants des villes qui se densifient en connectant le parking au transport.

Offrir plus de mobilité et de services aux usagers et ainsi proposer un parcours client plus fluide et digitalisé et des services entièrement interconnecté avec leur environnement, agissant comme une extension de la ville au-dessus.

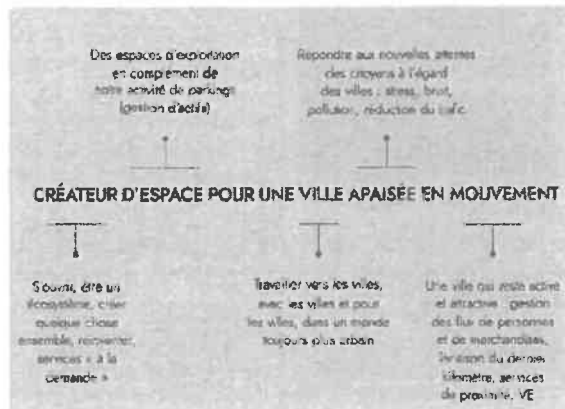
Répondre aux besoins de la ville intelligente et de la ville durable en facilitant la logistique urbaine ou encore alimenter la ville durable par l'énergie produite grâce à l'inertie thermique des espaces souterrains.

Une réflexion menée en partenariat avec Dominique Perrault Architecture, spécialiste de l'architecture souterraine. Indigo a souhaité s'entourer du meilleur partenaire, Dominique Perrault et son cabinet d'architectes internationaux : DPA. Inventeur du concept «groundscope» (contraction de «ground», le sol et «landscape», paysage).



1.5. NOTRE RAISON D'ETRE

Face à l'évolution des attentes de nos parties prenantes, de nos collaborateurs, des citoyens, de nos clients collectivités locales ou privés, notre Groupe doit s'interroger pour savoir quel rôle il souhaite jouer dans son environnement, aujourd'hui et demain. C'est l'objet de notre démarche et de la création de notre raison d'être : « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ». Cette raison d'être du Groupe INDIGO guide l'action de nos collaborateurs au quotidien et transforme la vision stratégique de l'entreprise sur le long terme.



La ville de demain aura pour enjeu de libérer sa voirie pour créer des espaces partagés entre les différentes mobilités (piétons, vélos, livraisons, etc.), des espaces verts et des lieux de convivialité, tels que les terrasses de café. La logistique du dernier kilomètre doit s'enrichir pour donner une réalité tangible à la ville du quart d'heure.

Nous nous trouvons face à des besoins inédits auxquels nous devons répondre par notre capacité d'innovation. Et notre raison d'être adresse ces enjeux : « Créateur d'espace pour une ville apaisée en mouvement ». Elle nous ouvre la voie vers ce qui incarne, selon nous, une ville d'avenir, apaisée, plus fluide, plus respectueuse, et plus inclusive. Pour cela, nos parkings en centre-ville, nos infrastructures, nos services offrent des lieux et des temps de vie enrichis, en devenant des emplacements de recharge de véhicules électriques, des espaces culturels, ou même événementiels. Nous pouvons tout imaginer et tout concevoir pour apporter à nos clients et leurs usagers des réponses satisfaisantes à leurs besoins. Elle affirme notre capacité à nous ouvrir pour constituer un écosystème autour de notre groupe, à nous réinventer en créant des services « à la demande ». Nos espaces d'exploitation, au-delà des parkings, conservent leur place centrale au sein de notre activité de gestion d'actifs. Les villes sont notre terrain d'action : nous travaillons vers les villes, avec les villes et pour les villes.

Dans ces espaces urbains, nous voulons répondre aux attentes des citoyens : réduction du stress, du bruit, de la pollution, du trafic, etc. Et parce que les mouvements s'accroissent et se multiplient, nous déployons des solutions innovantes de gestion des flux de personnes et de marchandises : livraison du dernier kilomètre, services de proximité, véhicules électriques, etc.

De nombreux parkings INDIGO ont déjà fait l'objet de transformation pour y intégrer certains nouveaux usages liés à la logistique urbaine.

Situés en cœur de ville avec des espaces propices au stockage et aux flux de circulation, la localisation et configuration de nos parcs de stationnements sont des atouts-clés dans le développement de nouveaux services de logistique du dernier kilomètre.

Des partenariats ont ainsi vu le jour avec des opérateurs permettant sur la livraison de produits frais en ville aux particuliers, la mise à disposition en plein centre-ville de matériels à des professionnels de la construction, ou encore du stockage.

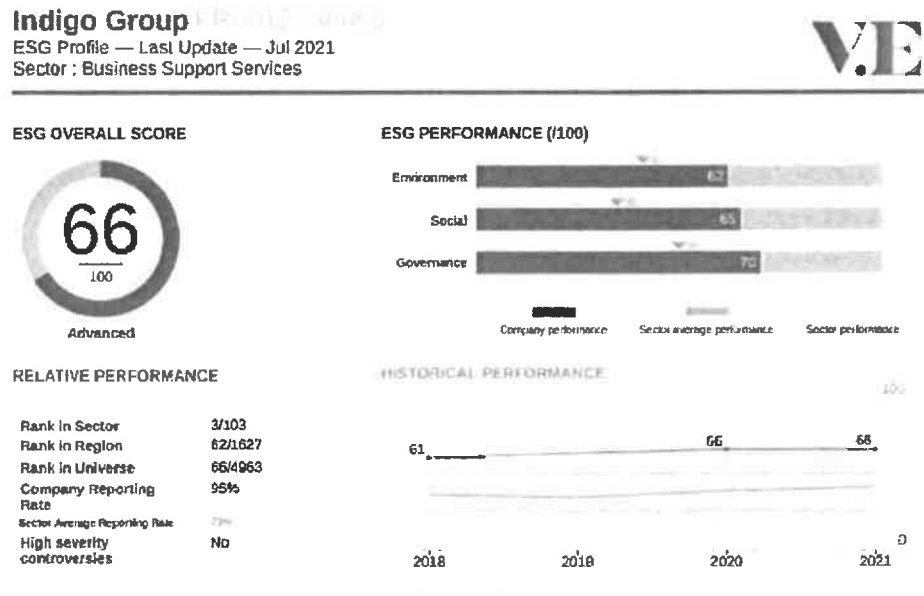


1.6. NOS ENGAGEMENTS RSE

Nous pensons qu'il ne peut y avoir de croissance durable sans éthique claire et concrète. Cette conviction est incarnée par un socle de valeurs communes et des outils d'alerte performants : toutes nos activités reposent ainsi sur des pratiques transparentes, régies par un Code de Conduite rigoureux partagé par tous, dans tous les pays où nous exerçons. Nous encourageons également la mise en œuvre de ces hauts standards d'intégrité dans les co-entreprises et entités du Groupe.

INDIGO et sa maison mère INFRA PARK se sont engagés depuis quelques années dans une démarche volontariste sur les thématiques du développement durable. INDIGO a fait le choix de faire réaliser notation extra financière par l'agence indépendante VIGEO Eiris, qui évalue suivant 16 critères correspondant au secteur d'activité, dont 3 dédiés à l'environnement.

INDIGO Group s'est vu attribuer en juillet 2021 par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44ème rang mondial sur un panel de 4 903 groupes évalués. Pour mémoire, le précédent score de mars 2020 était de 66/100.



L'agence GRESB (agence de notation extra-financière dédiée aux gestionnaires d'actifs immobiliers et d'infrastructures).

Note de 78, en évolution de +11 points par rapport à la note de 67 de 2020.

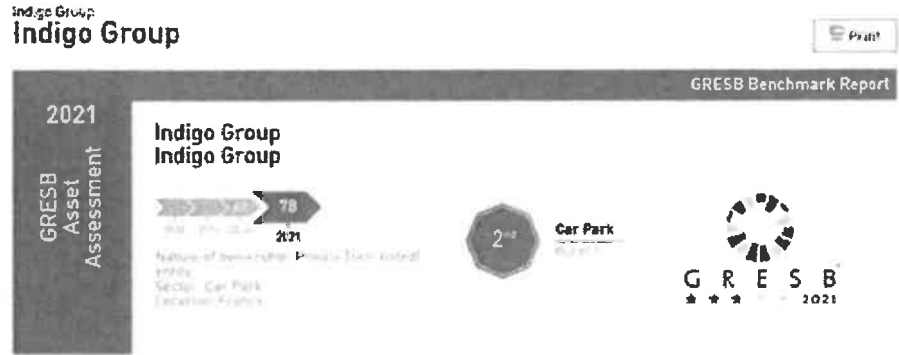
Au niveau des entreprises évaluées, nous passons du 186^{ème} rang mondial sur 406 entreprises évaluées en 2020 au 260^{ème} rang sur 549 entreprises en 2021. soit une perte de 74 places pour +143 nouveaux entrants.

Pour le « Management score », qui englobe la gouvernance, la stratégie, le reporting et les politiques RSE, Indigo passe de la 107^{ème} place sur 417 entreprises en 2020 au 10^{ème} rang sur 556 entreprises, soit un gain de 97 places pour + 139 nouveaux évalués.

Enfin, dans la catégorie des « Car Park », nous maintenons notre 2^{ème} place pour une entreprise supplémentaire évaluée (Interparking, dont c'était la première participation).



Les 6 autres sociétés de parking évaluées : Urbis Park Infrastructure, Empark (Espagne), Interparking (Belgique), et 3 sociétés américaines, Millennium Parking Garages, Parking Garages et Twin Parking Holdings.



1.6.1. LES PRINCIPAUX ENJEUX D'INDIGO

Indigo développe en faveur de tous ses salariés une politique sociale, de santé et de sécurité.

Parce que le parking se doit aussi d'être bien intégré dans la société, Indigo s'engage par ailleurs dans l'accompagnement et la réinsertion de personnes en difficultés, en errance ou soumises à l'exclusion sociale.

UN SOCLE DE VALEURS PARTAGÉES

qui guident notre activité au quotidien

- » Respect
- » Responsabilité
- » Solidarité

1.6.1.1. CAMPUS INDIGO

Pour assurer la meilleure qualité de service à ses clients, Indigo a créé, en 2004, une école de formation interne dédiée aux métiers du stationnement. Cet engagement répond à une logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle. Il concerne des métiers aussi variés que l'exploitation, la sécurité, la relation client ou la gestion du conflit. Sous forme de parcours personnalisés et en fonction des motivations et des possibilités d'évolution, près de 15 000 heures de formation ont ainsi été dispensées en 2021.

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement.

Voici quelques chiffres pour l'année 2021 :

Baromètre formation Campus INDIGO

Présentiel + Classe virtuelle + E-learning

Gestion

1412

Stagiaires



14860

heures de formation

58%

Taux d'accès à la formation

10h30

de formation par stagiaire*

22

Formateurs



1.6.1.2. LA VALORISATION DES HOMMES ET DES METIERS

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Afin de valoriser nos équipes et les métiers du stationnement, nous réalisons une série



de portraits représentatifs de nos fonctions terrain. Celle-ci remplit plusieurs objectifs, à la fois internes (diffusion sur Inwego (site intranet d'INDIGO, sur le parcours d'accueil des nouveaux arrivants...)) mais aussi de marque employeur (Linked in, plateformes d'emplois, rubrique carrière du site corporate...).

Une rubrique Trucs et Astuces, met en avant les bonnes pratiques de nos collaborateurs sur le terrain. Ainsi qu'une rubrique Talents dans laquelle

nos collaborateurs peuvent mettre en avant un Talent, une Passion, des collaborateurs qui peuvent être des Aventuriers, des Humanitaires, des Sportifs, des Musiciens et qui veulent partager cela avec leurs collègues.

1.6.1.3. CAMPAGNES DEDIEES AUX ENGAGEMENTS SOCIAUX, SOCIETAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

1.6.1.3.1. CAMPAGNE SUR LE HANDICAP AU TRAVAIL

En 2021, INDIGO a lancé une campagne de prévention et de sensibilisation.

Un Pitch&Go (émission mensuelle interne) a été dédié au sujet en septembre 2021, de même qu'une campagne d'affichage dans les locaux, l'envoi de documentations avec les bulletins de salaire en novembre 2021, et un article Inwego (intranet Indigo)



INDIGO travaille à l'amélioration de la prise en compte des travailleurs handicapés. INDIGO accompagne notamment ses travailleurs handicapés dans leurs démarches de Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH) et leur renouvellement.

1.6.1.3.2. LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT

En conformité de la Loi pour la Liberté de choisir son avenir professionnel, depuis janvier 2019, deux référents harcèlement sexuel et agissements sexistes ont été nommés. Dans un but de parité et pour faciliter la libération de la parole, le rôle de référent est représenté par une femme côté employeur et un homme côté CSE.

Des actions de communication et préventions ont été mises en place :

- Communication interne sur l'existence des référents (Pitch&Go – Emission mensuelle interne INDIGO),
- Communication de prévention (affichage dans tous les locaux siège et exploitation),
- E-learning ce prévention,
- Process pour l'alerte, l'enquête et le suivi de faits de harcèlement et agressions sexuelles.



1.6.1.4. IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Nos engagements RSE pour l'environnement s'illustrent de la manière suivante :



Les bornes de recharge pour véhicules électriques

Parce qu'INDIGO soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à votre disposition des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés. Aujourd'hui en France, près de 1250 points de charge électrique sont disponibles dans les parkings INDIGO. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

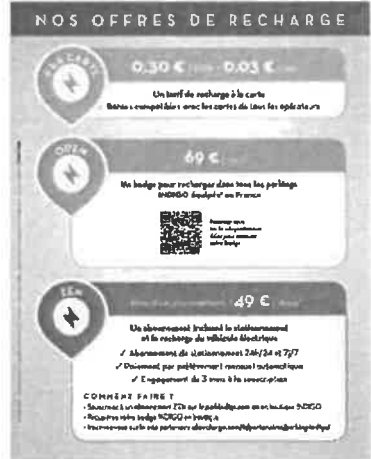


L'objectif est double, proposer à nos clients une offre de recharge pour leur véhicule électrique facilitée pendant leur stationnement, et assurer aux automobilistes des points de recharge de proximité en mode urbain.

Afin de profiter pleinement de ces bornes de recharges, INDIGO a créé les abonnements **Park&Charge**, incluant le stationnement et la recharge de véhicule électrique. Ainsi, les usagers peuvent avoir le choix entre deux abonnements de stationnement : Start qui permet un paiement des recharges à la session et l'abonnement



Zen pour des recharges en illimité. En plus de ces abonnements, INDIGO propose également des offres de recharge en dehors du coût du stationnement : l'offre Open qui donne accès à un badge de recharge en illimité disponibles dans tous les parkings INDIGO



France ainsi qu'un tarif à la carte.

7 bornes de recharge électrique dont 6 Autolib sont opérationnelles dans le parking Plateau de Vanves.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL 2023_25-DE



CRISE SANITAIRE

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S'LO

VILLE DE MALAKOFF

23

RAPPORT D'ACTIVITE 2021

INDIGO INFRA CGST

L'année 2020 a été marquée par l'apparition et la propagation du virus COVID-19. Très rapidement, INDIGO a pris les mesures qui s'imposaient afin de poursuivre l'activité des parcs de stationnement et des voiries tout en garantissant les conditions de sécurité et d'accueil des usagers, comme celle de ses collaborateurs. Des Plans de Continuité d'Activité ont été bâtis en suivant le cadre des mesures gouvernementales.

La COVID19 étant encore en circulation durant l'année 2021, les mesures prises en 2020 quant à la protection de nos salariés et usagers ont été poursuivies en s'adaptant aux recommandations gouvernementales. INDIGO s'est conformé aux mesures gouvernementales prises toute au long de l'année 2021, et a vu son activité fortement dépendre des restrictions liées aux générateurs avoisinants (fermetures des centres commerciaux de plus de 20 000m² en janvier 2021, restrictions de circulation dans les transports, couvre-feu...).

Sont mentionnées ci-après l'ensemble des mesures prises par le groupe INDIGO pour garantir aux usagers l'accès aux parkings dans les conditions sanitaires satisfaisantes, et à ses salariés de travailler en étant équipés des EPI et moyens nécessaires (Masques, gels hydroalcooliques...).

2.1. PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Afin de faire face à cette crise sanitaire inédite et sans précédent, INDIGO Group a mis en place plusieurs mesures destinées à garder un service minimum sur les parcs et voiries.

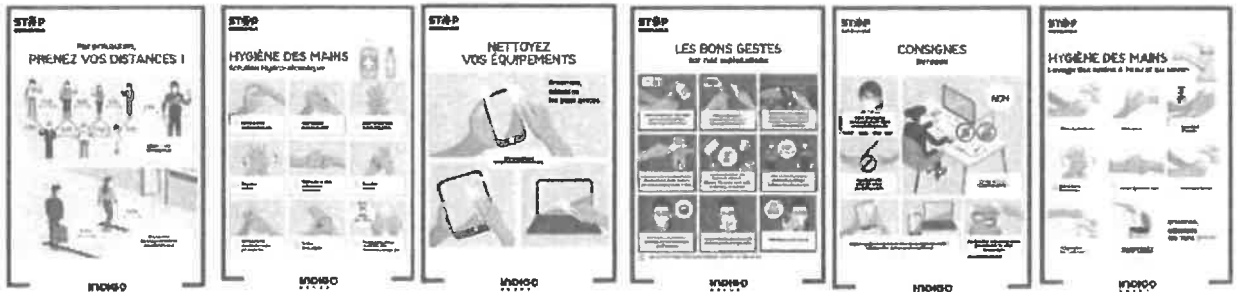
2.1.1. MESURES MISES EN PLACE

Vous retrouverez les Plans de Continuité d'Activité en Annexe de ce présent rapport.

2.1.1.1. MESURES SANITAIRES

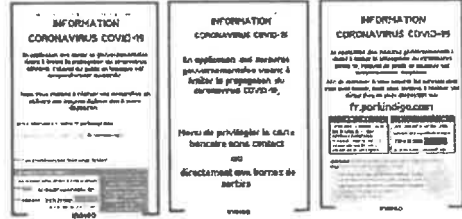
SALARIES INDIGO

Des dotations de masques, gants, visières de protections, ont été faites hebdomadairement afin que nous équipes puissions continuer à travailler en étant protégées. Un affichage rappelant les gestes barrières a été mis en place dans les locaux du personnel.



CLIENTS INDIGO

Pour la protection de nos clients, des distributeurs de gels, des sens de circulation, des protections en plexiglas et un affichage rappelant les gestes barrières ont été mis en place. Le paiement sans contact a aussi été fortement encouragé.



2.1.1.2. ADAPTATION DE L'EXPLOITATION

Suites aux contraintes sanitaires mises en place par le gouvernement, notre organisation sur site a été adaptée pour maintenir un service auprès de nos usagers.

Afin de minimiser l'impact financier de la crise sanitaire sur l'équilibre de la concession, nous avons eu recours, dès que possible aux mesures mises en place par le gouvernement (activité partielle, dont le champ d'application s'est restreint sur l'année 2021) et avons actionné les leviers opérationnels pour optimiser les coûts d'exploitation.

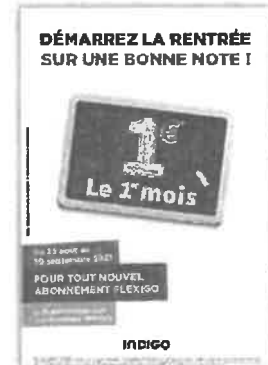
2.2. PLAN DE RELANCE

En cette période de reprise d'activité sous la contrainte du coronavirus, la mobilité individuelle (vélos et scooters électriques, 2 roues motorisées, voiture...) est un élément majeur du dispositif de la redynamisation des centre villes et de la relance économique. Indigo contribue à cet effort national en offrant les meilleures conditions d'accueil dans ses parkings, grâce à des mesures sanitaires protégeant ses clients et ses salariés. Protections plexiglas, masques et visières pour les opérateurs, marquage au sol permettent de respecter les gestes barrière, Indigo propose en outre à ses clients un ensemble d'outils et de mesures pour éviter au maximum les contacts (application « mains libres » OPnGO, paiement sans contact, prise et renouvellement des abonnements via le site internet fr.parkindigo.com, affichage et informations pratiques dans les parkings).

Pour aider les citoyens à la reprise de la mobilité dans ces circonstances délicates, INDIGO déploie un plan d'offres promotionnelles de grande ampleur. Elles visent à faciliter la flexibilité et les déplacements des usagers avec des offres à 10€ ou 15€ la journée de stationnement dans 180 parkings INDIGO en France, en réservant via l'application OPnGO, l'offre digitale du Groupe INDIGO. (Plus d'infos : <https://blog.opngo.com/offre-stationnement-deconfinement/>)

2.2.1. ACTIONS COMMERCIALES

En raison de la crise sanitaire, nous avons en 2021 porté une attention particulière sur les opérations commerciales visant à dynamiser la fréquentation dans nos ouvrages et en particulier pour les abonnés.



Sur nos autres sites en France, différents moyens de communication ont été déployés pour accompagner le lancement de nos campagnes commerciales.

SUPPORTS DE COMMUNICATION PHYSIQUES

Dans nos parkings, les affiches 60x80, les affiches A3, les manchons de barrières ainsi que les flyers supportent nos visuels lors des campagnes. Des messages radios sont également diffusés dans les parkings.



SUPPORTS DIGITAUX



La visibilité des parcs sur Internet est possible grâce au référencement naturel, qui consiste à améliorer le positionnement et la visibilité de sites dans des pages de résultats de moteurs de recherche permettant ainsi de mieux guider vers les parcs de stationnement.

Indigo travaille actuellement sur l'amélioration du référencement de l'ensemble de ses parkings sur Internet, mais également sur des annuaires spécialisés (systèmes GPS, Applications spécialisées, ...).

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

S'LOW

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

3.

LE CONTRAT

3.1. FICHE D'IDENTITE

En 2013, Indigo a conclu un contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement Hôtel de Ville et Plateau de Vonves.

Signature du contrat : 04/01/2013

Début du contrat : **04/02/2015**

Echéance du contrat : 03/02/2027

Société titulaire du contrat : **Indigo Infra CGST**

Société exploitante : **Indigo Park**

3.1.1. VOS INTERLOCUTEURS

3.1.1.1. PILOTES DE LA RELATION COMMERCIALE

XAVIER COLLEAU – DIRECTEUR REGIONAL

Responsable de la région, il travaille en étroite collaboration avec le Directeur de Secteur qui, lui, veille à la bonne application de la politique qualité et commerciale d'Indigo ; il entretient des relations régulières avec le client et aide son équipe sur le terrain à déployer les offres commerciales.

JEAN-CHARLES PIROT – DIRECTEUR DE SECTEUR

Il gère la relation contractuelle et l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du secteur en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir :

- Pilote l'activité du secteur Hauts de Seine Sud en supervisant les résultats financiers (contrôle des flux financiers, gestion budgétaire des frais de fonctionnement et des investissements) et la réalisation des contrats,
- Identifie les produits et services à développer dans le cadre d'actions commerciales sur le secteur,
- Gère les moyens humains, matériels et techniques (travaux courants de rénovation, grandes rénovations, etc.) nécessaires à l'exploitation dans le respect des normes et réglementations en vigueur,
- Est votre interlocuteur au quotidien dans les relations avec, partenaires locaux, les services support d'Indigo et est force de proposition, participe à la définition et garantit la mise en application de la politique d'exploitation de la Direction Régionale.

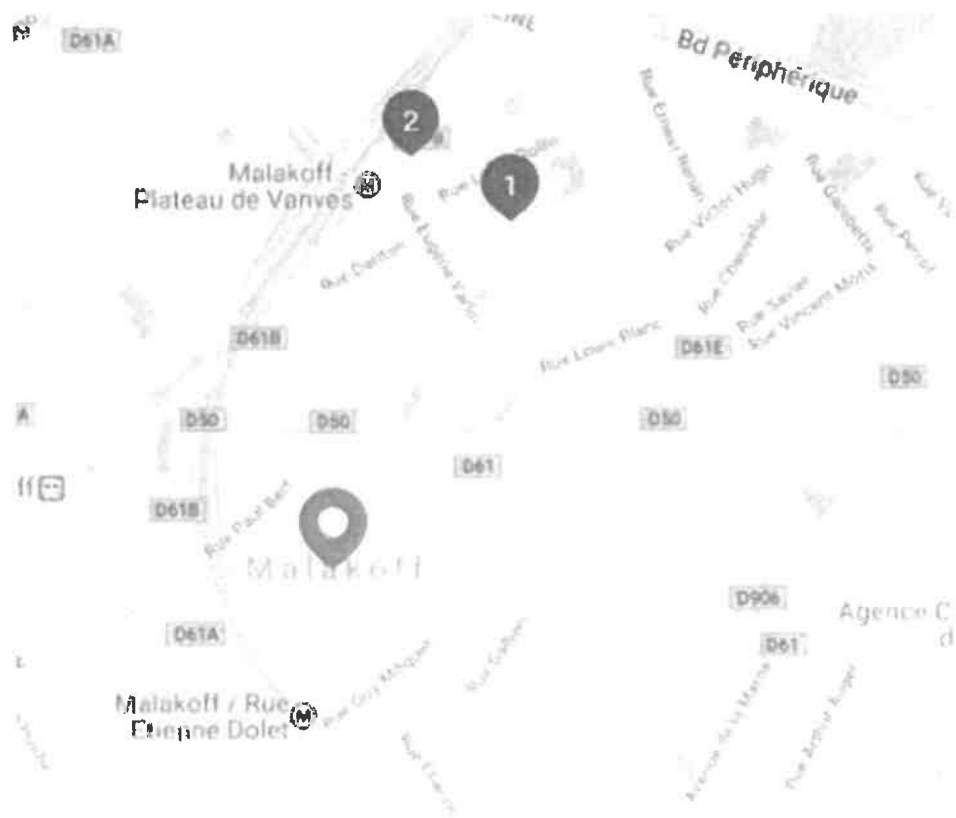
3.1.1.2. PILOTES DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

HACHEMI BENDAOU – RESPONSABLE DE DISTRICT

Sous la responsabilité du Directeur de Secteur, il gère l'exploitation des parcs et voiries sous contrat et assure le développement du district en privilégiant les relations externes avec nos interlocuteurs locaux à savoir, assure auprès des interlocuteurs et partenaires locaux une représentation et des liens privilégiés au quotidien, un rôle de conseil ou d'assistance.

3.1.2. LE PERIMETRE GLOBAL

Indigo exploite depuis 2013 sur la ville de Malakoff dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public pour les parcs Hôtel de Ville et Plateau de Vanves.



3.1.3. L'EXPLOITATION



LA BOUTIQUE

La boutique Indigo est située à l'adresse suivante

Parking INDIGO Hôtel de Ville
40, rue Gabriel Crié
92240 MALAKOFF

Horaires d'ouverture de la Boutique








Mardi de 09h à 13h
Mercredi de 09h à 13h
Vendredi de 09h à 13h
Dimanche de 11h à 14h

4.

DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION

4.1. HOTEL DE VILLE

4.1.1. DESCRIPTIF

 Descriptif	 Moyens d'accès & de paiement	 Services
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 169 places ✓ 1 niveau ✓ 4 places PMR ✓ 169 places au nivl 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7 ✓ Carte bancaire ✓ Carte Total GR ✓ Liber T ✓ OPnGO ✓ Application INDIGO ✓ Abonnement par internet    	<ul style="list-style-type: none"> ✗ 17 places moto ✗ 1 Ascenseur en surface ✓ Radio indigo ✗ Lecture de plaque ✓ Station de gonflage

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

La Crise Sanitaire a fortement contribué au reflexe paiement en carte bancaire, en effet la fonction sans contact a été fortement recommandée par les autorités sanitaires, ainsi que par un affichage dans nos parcs.











4.1.2. TARIFICATION

Temps en minutes	Tarif en vigueur	
15 minutes	Gratuit	
30 minutes	0,50 €	
45 minutes	0,80 €	
1 heure	1,10 €	
De 1h jusqu'à 8h	0,30 €	par ¼ d'heure
De 8h jusqu'à 11h	0,20 €	par ¼ d'heure
De 8h jusqu'à 11h15	0,10 €	par ¼ d'heure
De 11h15 jusqu'à 24h	12,00 €	
Ticket perdu	17,70 €	

Abonnements et forfaits	
Mensuel	77,00 €
Trimestriel	227,00 €
Annuel	900,00 €
CB Mensuel	75,00 €
Mensuel nuit et Week end	49,00 €
Trimestriel nuit et Week end	135,00 €
CB mensuel nuit et Week end	45,00 €
Mensuel Moto	38,00 €
Trimestriel Moto	105,00 €
CB mensuel Moto	35,00 €

4.2. PLATEAU DE VANVES

4.2.1. DESCRIPTIF

 Descriptif	 Moyens d'accès & de paiement	 Services
<ul style="list-style-type: none"> ✓ 149 places ✓ En enclos ✓ 4 places PMR 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7 ✓ Carte bancaire ✓ Carte Total GR ✓ Liber T ✓ OPnGO ✓ Application INDIGO ✓ Abonnement par Internet <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center; margin-top: 10px;">      </div>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Lecture de plaques ✓ Recharge véhicule électrique

4.2.2. TARIFICATION

Temps en minutes	Tarif en vigueur	
15 minutes	0,30	
30 minutes	0,60 €	
45minutes	0,90 €	
1 heure	1,20 €	
De 1h jusqu'à 10h	0,30 €	par ¼ d'heure
De 10h jusqu'à 11h15	0,20 €	par ¼ d'heure
De 11h15 jusqu'à 24h00	13,00 €	
Ticket perdu	13,00 €	

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE



VILLE DE MALAKOFF

37

RAPPORT D'ACTIVITE 2021

INDIGO INFRA CGST

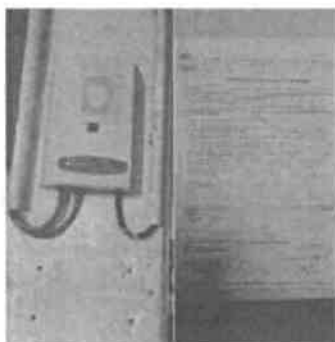
Abonnements et forfaits	
Mensuel	77,00 €
Trimestriel	227,00 €
Annuel	900,00 €
CB Mensuel	75,00 €
Mensuel nuit et Week end	49,00 €
Trimestriel nuit et Week end	135,00 €
CB mensuel nuit et Week end	45,00 €
Mensuel Moto	38,00 €
Trimestriel Moto	105,00 €
CB mensuel Moto	35,00 €

4.3. FAITS MARQUANTS

Voici les faits marquants intervenus en 2021 :

PARC HOTEL DE VILLE :

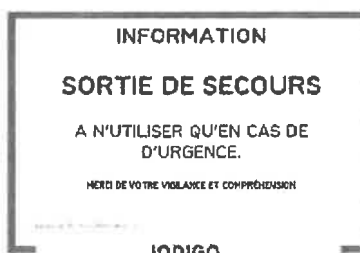
- Le 11 janvier 2021 : remplacement de 3 EVAC 3 à la suite de vandalisme.



- Le 22 janvier 2021 : remise de 4 badges d'accès parc HDV et 1 badge d'accès à PDV pour la Police Municipale de Malakoff, dans le cadre de la sécurisation des ouvrages et la tranquillité des usagers.



- Dysfonctionnements récurrents sur le paiement bancaire, mise à jour du logiciel bancaire et RGPD par notre mainteneur DESIGNA.
- Mise en place d'un affichage sortie de secours à n'utiliser qu'en cas d'urgence :





- Mai 2021 : repositionnement de LPM, afin de réduire les incidents OPnGO.



- Lavage périodique à haute pression de l'ensemble de l'ouvrage Hôtel de Ville par notre prestataire.



- Juin 2021 : remplacement de l'arbre ainsi que les barrières entrées et sortie.



PARC PLATEAU DE VANVES :

- Mise à jour du logiciel bancaire et RGPD par notre mainteneur DESIGNA.
- Octobre 2021 : opération d'enlèvement encombrants sur les parcs Plateau de Vanves et Hôtel de Ville. Mise en place d'une benne de 12m³. Ramassage de gravats de chantier déposés par des inconnus dans l'allée d'entrée gauche à l'endroit des camions de commerçants et ramassage de feuilles mortes dans les allées et emplacements de stationnement.



- Elogage des branches aux abords des allées de circulation.

4.3.1. OPERATIONS COMMERCIALES

- Une campagne d'abonnement valable du 17 mai au 30 juin offrant une remise de 50% sur les 3 premiers mois de souscription à un abonnement Flexigo pour tout client n'ayant pas d'abonnement INDIGO depuis le 1er mars 2021 > Offre BARRIERE
- Une campagne horaire valable du 19 mai au 30 juin pour les parkings OPnGO offrant 50% de remise sur des PASS Journée et des PASS loisirs (4 heures de stationnement) > Offre PASS TEMPS



- Le parc Centre-villie a participé à la COMPAGNE RENTREE 2021 du 23 août au 30 septembre 2021. Le Slogan pour cette campagne est : « Démarrez la rentrée sur une bonne note ! »

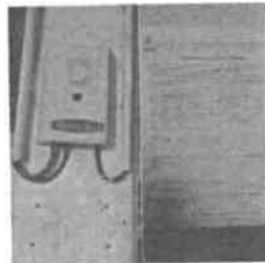
Le parc Hôtel de Ville a comptabilisé **13 souscriptions Web**. Ces nouveaux clients sont aujourd'hui toujours présents.

DÉMARREZ LA RENTRÉE
SUR UNE BONNE NOTE !



4.3.2. VANDALISME

- 3 EVAC3 vandalisés sur le parc Hôtel de Ville, remplacés par notre mainteneur ERIS.



- Vandalisme et vadage de 3 extincteurs dans le parc par des intrus.



- Bras de barrière de sortie vandalisé sur le parc Hôtel de Ville.



-
- Le 06 octobre 2021, renversement de la borne AUTOLIB par un camion stationné à l'endroit de la station su le parc Plateau de Vanves.



- Le 11 octobre 2021, enlèvement par la Police Municipale d'un véhicule volé stationné dans le parc Plateau de Vanves



- Le 15 octobre 2021, nous avons constaté la présence d'un véhicule volé stationné sur l'allée gauche. Une demande d'enlèvement est formulée auprès du commissariat de Vanves.



Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

SLO

5.

MAINTENANCE ET TRAVAUX

5.1. HÔTEL DE VILLE

5.1.1. EQUIPEMENTS

Équipements	Descriptif	Maintenance
Péage	Marque : DESIGNA Borne d'entrée : 1 Borne de sortie : 1 Caisse automatique : 1 Barrières : 2 Caisse manuelle : 1 Lecteur piéton : 2 Unité Centrale de gestion : 1	Contrat de maintenance : Oui Périodicité : Trimestrielle
Interphonie	Marque : Commend Modèle : GE300	Contrat de maintenance : Non
Vidéosurveillance	Marque : Effibat Elbex Caméras : 7 Enregistreur : 1	Contrat de maintenance : Non
Détection incendie	Modèle : EVAC 3 Nombre : 4	Contrat de maintenance : Oui Périodicité : Semestrielle Qui : ERISI
Extincteurs	Marque : Sicli Modèle : Poudre - CO2	Contrat de maintenance : Oui Périodicité : Annuelle Qui : Sicli
Boîtiers bris de glace	Marque : Siemens Cerberus et Legrand	
Colonnes sèches		
Ascenseurs	Marque : 1 CFA 1 OTIS Type : MONOSPACE 500 Nb de niveaux : 1 Charge en Kg : 630 Kg	Contrat de maintenance : Oui Périodicité : Trimestrielle Qui : Kone
Electricité	BAES Marque LUMINOX Luminaire LED Marque Ledvance	Contrat de maintenance : Non Contrôle périodique toutes les semaines
Portes automatiques	Marque : SANDAUR	Contrat de maintenance : Oui Périodicité : Semestrielle Qui : KONE
Sonorisation	Marque : AUDIO PROCESSOR SYTEM Nombre de HP : 25	Contrat de maintenance : Non

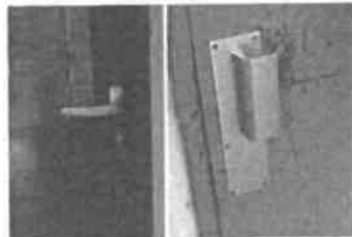
5.1.2. TRAVAUX

Conformément au plan d'investissement défini dans le contrat, les travaux suivants ont été effectués sur le parking :

- Remplacement des luminaires hors service (niveau et escaliers),
- Remplacement des grooms pour sécuriser l'accès coté ascenseur,
- Reparation de la barre anti panique et la porte sortie rue Raymond FASSIN.



- Remplacement des poignées de portes hors service, ainsi que les codes d'accès des digicodes.



- Lavage complet haute pression de l'ouvrage.



- Remise en état de la ventouse sortie piétons coté ascenseur niveau 0 ;
- Remplacement d'un robinet coté de l'accueil ;
- Traitement des Tags et reprise en peinture de la zone squattée ;
- Renforcement des diffuseurs de parfum dans les accès piétons.

Nous tenons à alerter la collectivité sur la nécessité de reprise de l'étanchéité des évacuations au-dessus de l'accueil du parc.

5.2. PLATEAU DE VANVES

5.2.1. EQUIPEMENTS

Équipements	Descriptif	Maintenance
Péage	Marque : DESIGNA Borne d'entrée : 1 Borne de sortie : 1 Caisse automatique : 1 Barrières : 2	Contrat de maintenance : Oui Périodicité Trimestrielle
Interphonie	Marque : Commend Modèle : GE300	Contrat de maintenance : Non
Vidéosurveillance	Marque : Effibat Elbex Caméras : 3 Enregistreur : 1	Contrat de maintenance : Non
BRVE	Marque : hōger Modèle : XEV20/VP	Contrat de maintenance : Non Contrôle périodique toutes les semaines

5.2.2. TRAVAUX

Conformément au plan d'investissement défini dans le contrat, les travaux suivants ont été effectués sur le parking :

- Nettoyage et enlèvement des feuilles mortes dans les allées du parking et mise à disposition d'une benne.



- Elagage de l'espace vert en zone de sortie du parc.
- Remise en état et renforcement des fixations de la barrière de péage en sortie du parking

6.1. L'ORGANISATION LOCALE

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion, nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

- L'entretien des ouvrages et des équipements,
- L'accueil des clients,
- La gestion des flux financiers.

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

Un Responsable de District, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.

Un responsable de sites B.L.I. (Base Locale d'Intervention), en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, le suivi des prestataires et fournisseurs.

Un Référent Commercial, avec pour mission de piloter la commercialisation des abonnements sur les points de vente et en ligne, d'assurer le suivi des demandes et réclamations clients, et de manager les équipes en charge de l'accueil.

Un Référent Administratif, avec pour mission de gérer l'ensemble des flux financiers.

Hochemi BENDAOU
Responsable de District

Patricia JOUVE
Référent commercial

Philippe DELPONT
Responsable B.L.I.

Parcs

Le responsable BLI dispose des collaborateurs qui sont amenés à intervenir sur l'ensemble des exploitations, non en fonction d'une affectation fixe mais en fonction du besoin et de la compétence des collaborateurs.

Quatre rôles sont attribués aux agents en fonction des besoins et des compétences :



L'Agent Mobile assure les rondes sur l'ensemble des parkings et note les anomalies à l'aide de son PDA et éventuellement intervient sur de la maintenance de 1er niveau ;

L'Agent d'Intervention assure sur demande de dépannage ou en de façon planifiée des interventions de dépannage ou de remise à niveau ;

Le téléopérateur réceptionne les appels et les alarmes des parkings, il répond aux demandes clients à distance et diligente l'agent d'intervention en cas de besoin et applique les consignes en cas d'incident ;

L'Agent Fixe assure des vocations sur site en fonction des besoins et du trafic pour intervenir immédiatement en cas de demande ou plus près du problème.

Le responsable BLI assure également le suivi des prestataires en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements. Il peut également solliciter en fonction du besoin l'équipe maintenance qualifiée pour les interventions de 2ème et 3ème niveau.

En outre, afin d'assurer des rondes régulières et qualitatives, les parkings ont par ailleurs été équipés de pointeurs et nos collaborateurs disposent désormais de PDA (Personnel Digital Assistant) leur permettant de pointer les rondes sur chaque parking et de créer immédiatement des tickets d'anomalie en cas de besoin.



6.2. FORMATION DE NOS COLLABORATEURS

Au cours de l'année 2021, plusieurs de nos collaborateurs ont pu bénéficier de formation, aussi bien en présentiel qu'en distanciel, cette dernière modalité étant particulièrement adaptée au contexte sanitaire.

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement.

Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

Sur le parc de Hôtel de Ville, plusieurs collaborateurs ont été formés en 2021.

Intitulé du Poste	Formation
Agent d'exploitation	Habilitation électrique (de niveau HOV-BEM-BS)
Responsable BLI	Habilitation électrique (de niveau HOV-BEM-BS)
Responsable BLI	Intégrer les éléments juridiques liés au management
Responsable BLI	Sécurité incendie
Agent d'exploitation	Sécurité incendie
Agent d'exploitation	La promesse client chez INDIGO
Référente commerciale	La promesse client chez INDIGO
Référente commerciale	Habilitation électrique (de niveau HOV-BEM-BS)
Référente commerciale	Sécurité incendie

6.2.1. FORMATION ACCUEIL DES PMR

Conformément à la réglementation, le personnel en contact avec les usagers et les clients est sensibilisé à l'accueil des personnes souffrant d'un handicap. Reprenant le guide ministériel « Bien accueillir les personnes handicapées » qui fait partie du registre d'accessibilité, une formation courte sur le portail web de l'entreprise doit être réalisée par chaque collaborateur.

6.2.2. EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPEES

Indigo a institué des partenariats avec l'Association de Gestion du Fond pour l'insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation.

6.3. SERVICE DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE

L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).

Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis la BLI ou depuis notre centre national de téléopération situé à la Défense.

De même, la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie).

L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.

Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.



LE CENTRE NATIONAL DE TELE-OPERATION ET D'ASSISTANCE (CNTO), UNE EXCLUSIVITE INDIGO ISSUE DE SA DEMARCHE INNOVATION, GARANTIT UNE SECURITE MAXIMALE DES CLIENTS.

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).

Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

6.4. LA BOUTIQUE

Le Référent Commercial est basé à la boutique de Hôtel de Ville, il centralise les demandes clients de l'ensemble des parkings quel que soit le canal (accueil, téléphone, web, numéro client...) et garantit ainsi un suivi qualitatif des demandes, de son enregistrement jusqu'à la solution apportée à l'utilisateur.

Les demandes sont suivies dans un outil CRM (Customer Relationship Manager). Il gère le personnel présent sur la boutique afin de garantir un accueil qualitatif localement ou au téléphone. Il pilote la politique commerciale de l'ensemble des parkings afin d'assurer la bonne application des tarifs et l'homogénéité des pratiques commerciales et participe à l'élaboration des documents de communication.



Ainsi pour obtenir des renseignements sur les abonnements et services disponibles ou souscrire un abonnement, les clients pourront rencontrer en boutique, nos collaborateurs spécialement formés.

6.5. SERVICE RELATION CLIENTS

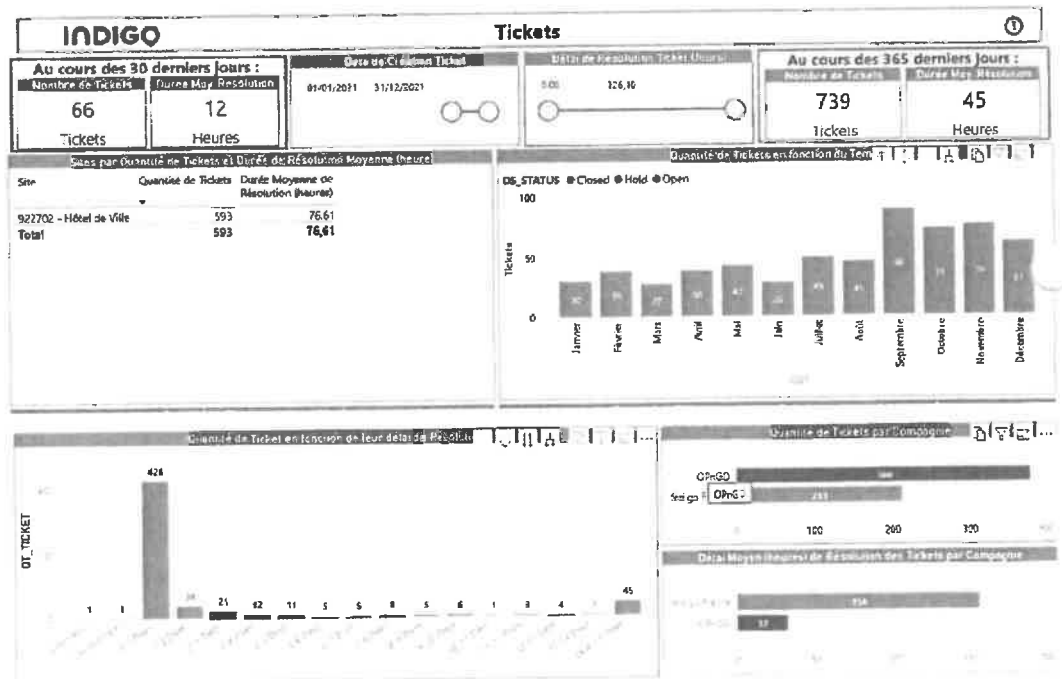
Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.

Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société Indigo s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.

NOS CLIENTS PEUVENT EN EFFET NOUS CONTACTER PAR :

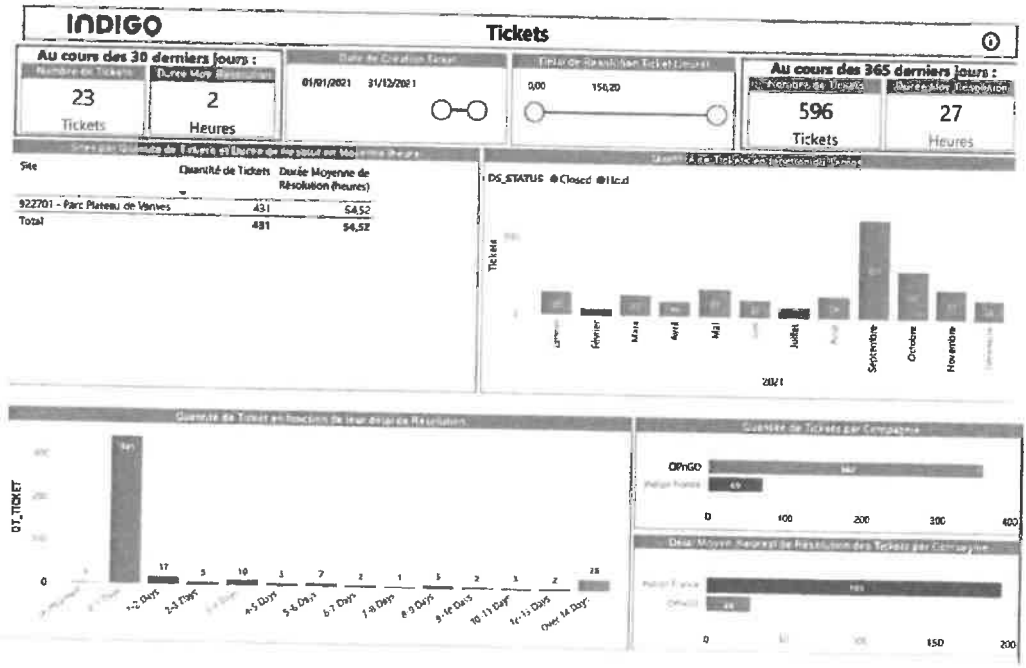
- Courrier : Indigo - 1 Place des Degrés - TSA 43214 - 92919 La Défense Cedex ;
- Mail : service.clients@group-indigo.com ;
- Téléphone : 0 810 26 3000 de 08 h 30 à 19 h 00 sans interruption du lundi au vendredi ;
- Directement par formulaire depuis le site web <https://fr.porkindigo.com/> ou depuis l'application mobile.

En 2021, pour le parc de Hôtel de Ville, le Service Relation Client a traité 739 demandes réparties de la façon suivante :





En 2021, pour le parc Plateau de Vanves, le Service Relation Client a traité 596 demandes réparties de la façon suivante :



6.6. CONTROLES QUALITÉ

6.6.1. CONTROLE INDIGO

Soucieux de la qualité de son service, Indigo réalise des contrôles des parkings avec un organisme spécialisé dans les visites mystères et expériences clients. Ce mode opératoire fait partie intégrante du management des équipes d'exploitation.

En 2021, deux visites ont été réalisées sur les parkings.

Le parking Hôtel de Ville a obtenu la note de 94.20 % de satisfaction.

INDIGO ORPHÉE

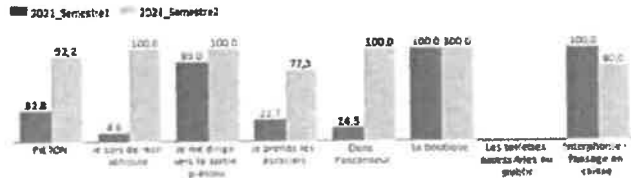
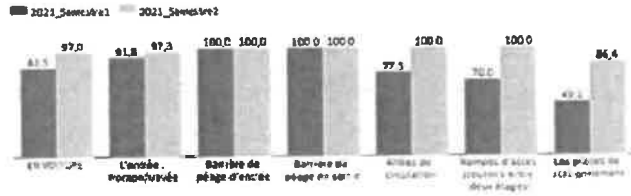
AUDIT MYSTERE



Score Global
 2020 semestre 1 : / 100
 2021 semestre 1 : 68,1 / 100
 2021 semestre 2 : 94,2 / 100



Score Incontournables
 2020 semestre 1 : / 100
 2021 semestre 1 : 53,0 / 100
 2021 semestre 2 : 94,0 / 100



6.7. LES SERVICES

6.7.1. APPLICATION SMARTPHONE

L'application Park indigo permet d'accéder à de nouvelles fonctionnalités, de souscrire et de gérer son abonnement et de profiter d'une meilleure expérience utilisateur.

Avec des parkings dans toute l'Europe, l'application Park Indigo est la solution de stationnement la plus simple et la plus facile. Rechercher son parking préféré, consulter les informations telles que la tarification et le nombre de places disponibles. Afficher ensuite l'itinéraire sur la carte. C'est très facile !

Avec votre application, les clients peuvent :

- Souscrire et gérer leur abonnement Indigo ;
- Pour certains parkings, vous pouvez réserver et payer à l'avance votre stationnement grâce à OPNGO ;
- Trouver l'itinéraire pour accéder au parc de stationnement de son choix.



6.7.2. SOUSCRIPTION PAR INTERNET

Indigo propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet <https://fr.parkindigo.com/>, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.

Le site Indigo fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins.

Abonnement 1 Mois	Abonnement 3 Mois	Abonnement 1 An	Abonnement Flexigo
Durée de stationnement : 1 mois	Durée de stationnement : 3 mois	Durée de stationnement : 12 mois	Durée de stationnement : Libre
Paiement unique lors de la souscription	Paiement unique lors de la souscription	Paiement unique lors de la souscription	Engagement : 3 mois
			Prélèvements mensuels automatiques

6.7.3. OPNGO

OPnGO est un service digital innovant qui ambitionne de révolutionner l'expérience de stationnement dans les zones urbaines.

Via l'application mobile, les usagers sont en mesure de réserver et payer leur stationnement horaire en ouvrage, et régler et renouveler leur stationnement en voirie. Le tout au juste prix et sans ticket, ni facture papier, puisque l'ensemble est dématérialisé et les véhicules reconnus via leur plaque d'immatriculation. Grâce à la géolocalisation, ils peuvent comparer les tarifs et la distance des parkings à proximité ou encore, préparer leur trajet en toute sérénité en réservant leur stationnement à l'avance dans un parking.

Pour offrir un service encore plus complet et toujours plus simple à nos clients, nous prévoyons de lancer prochainement une plateforme unique pour l'ensemble de nos services proposant une expérience client modulable et adaptée à tous les besoins de stationnement. Celle-ci recouvre en effet, le parking en ouvrage, et en voirie, le stationnement vélo ; ainsi que la recharge électrique.



6.7.4. SERVICE DE PROXIMITÉ

RADIO INDIGO

Radio Indigo est la radio diffusée 24h/24 dans les parkings Indigo. Produite par des professionnels de la radio, Radio Indigo informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.

Radio Indigo propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

ZONE DEUX ROUES MOTORISÉES

Grâce à ses systèmes de péage performants, Indigo détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.

Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.

Afin d'améliorer le confort des motards, Indigo propose dans ses parcs des consignes de casques en accès gratuit. Par mesure de sécurité, les portes de ces consignes sont transparentes.

PLAN DE QUARTIER MULTIMODAL

Un plan de quartier multimodal est proposé dans tous les parkings à côté des caisses automatiques, et à proximité des accès principaux.

GONFLAGE DE PNEUS

Pour pallier les urgences éventuelles liées aux petits problèmes techniques des véhicules, les automobilistes et les cyclistes pourront profiter des services du parking prévus à cet effet.

Nous mettons ainsi gratuitement à disposition de nos clients :

- Une station pour gonfler les pneumatiques pour les deux-roues et véhicules.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

SLO

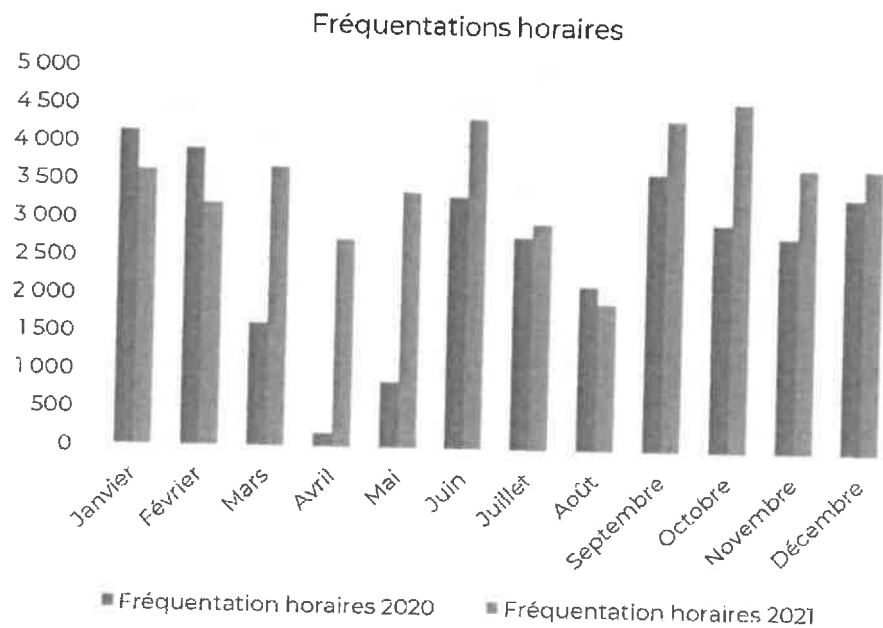
7.

ANALYSES

7.1. HÔTEL DE VILLE

7.1.1. FREQUENTATION HORAIRES

	Fréquentation horaires 2020	Fréquentation horaires 2021	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	4 158	3 639	-12,5
Février	3 927	3 213	-18,2
Mars	1 627	3 689	126,7
Avril	183	2 754	1 404,9
Mai	874	3 389	287,8
Juin	3 333	4 363	30,9
Juillet	2 812	2 984	6,1
Août	2 176	1 953	-10,2
Septembre	3 673	4 378	19,2
Octobre	3 015	4 617	53,1
Novembre	2 853	3 763	31,9
Décembre	3 378	3 769	11,6
Total	32 009	42 511	32,8

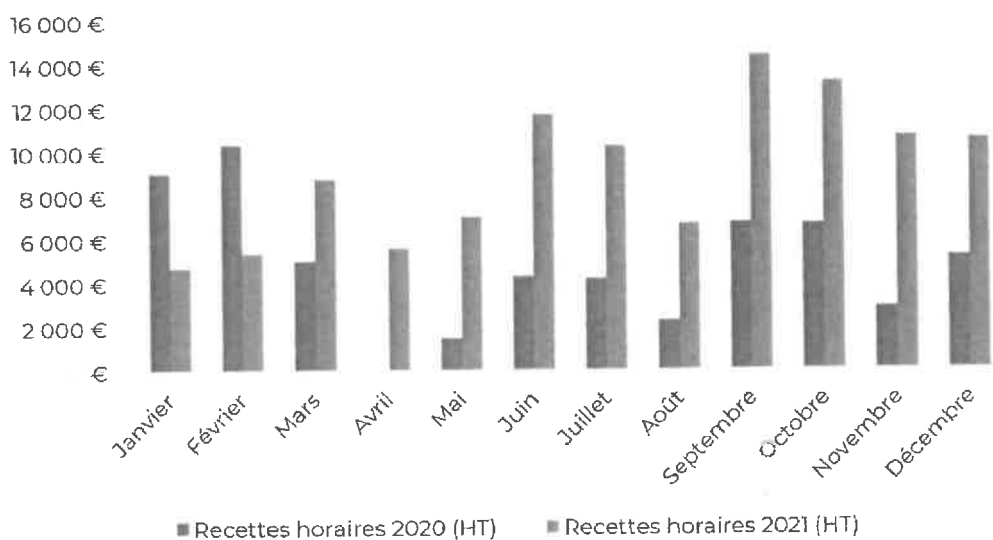




7.1.2. RECETTES HORAIRES

	Recettes horaires 2020 (HT)	Recettes horaires 2021 (HT)	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	10 826 €	8 011 €	-26,0
Février	9 995 €	7 650 €	-23,5
Mars	5 124 €	8 861 €	72,9
Avril	7 €	9 980 €	139 096,9
Mai	2 054 €	7 492 €	264,7
Juin	7 502 €	10 291 €	37,2
Juillet	7 416 €	9 240 €	24,6
Août	3 302 €	6 394 €	93,6
Septembre	9 877 €	11 836 €	19,8
Octobre	8 171 €	13 211 €	61,7
Novembre	4 513 €	9 579 €	112,2
Décembre	6 961 €	11 624 €	67,0
Total	75 734 €	94 209 €	24,4

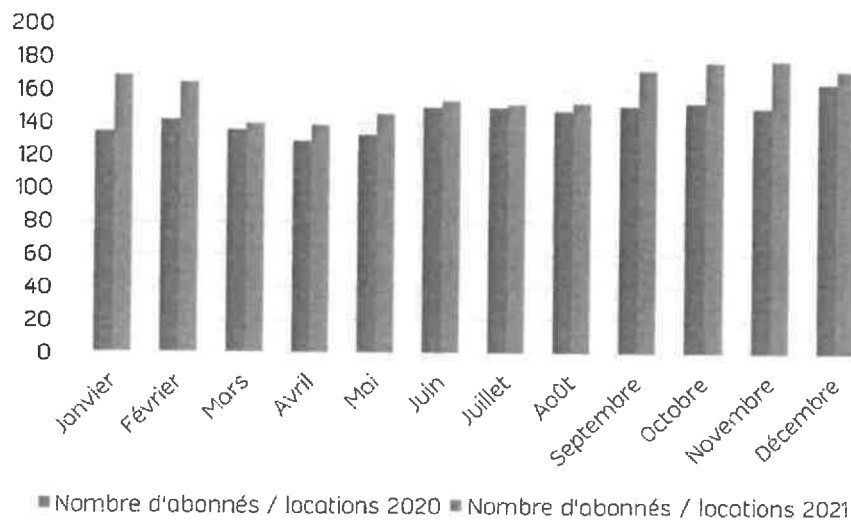
Recettes horaires



7.1.3. NOMBRE D'ABONNES ET LOCATIONS

	Nombre d'abonnés et locations en 2020	Nombre d'abonnés et locations en 2021	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	135	169	25,2
Février	142	165	16,2
Mars	136	140	2,9
Avril	129	139	7,8
Mai	133	146	9,8
Juin	150	154	2,7
Juillet	150	152	1,3
Août	148	153	3,4
Septembre	151	173	14,6
Octobre	153	178	16,3
Novembre	150	179	19,3
Décembre	165	173	4,8
Total	1 742	1 921	10,3

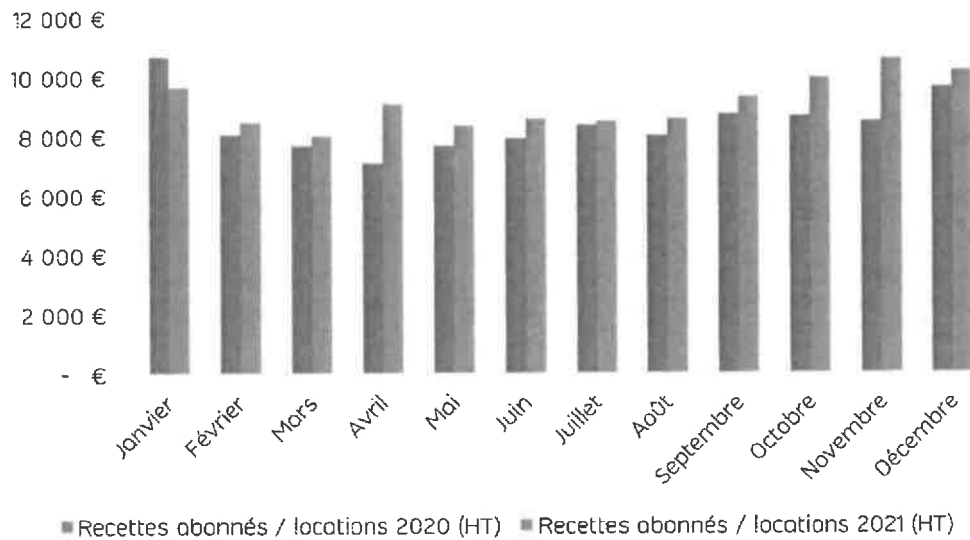
Nombre d'abonnés / locations



7.1.4. RECETTES ABONNES ET LOCATIONS

	Recettes abonnés / locations 2020 (HT)	Recettes abonnés / locations 2021 (HT)	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	10 703 €	9 675 €	-9,6
Février	8 082 €	8 483 €	5,0
Mars	7 692 €	8 029 €	4,4
Avril	7 108 €	9 118 €	28,3
Mai	7 691 €	8 383 €	9,0
Juin	7 946 €	8 614 €	8,4
Juillet	8 400 €	8 522 €	1,4
Août	8 043 €	8 611 €	7,1
Septembre	8 759 €	9 351 €	6,8
Octobre	8 693 €	9 980 €	14,8
Novembre	8 499 €	10 624 €	25,0
Décembre	9 661 €	10 229 €	5,9
Total	101 277 €	109 620 €	8,2

Recettes abonnés / locations



7.1.5. CONCLUSION

	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
PREVENDUS	2 7 67 €	7 631	5 049 €	9 715 €	92,4
HORAIRES	134 186 €	129 426 €	75 734 €	94 209 €	24,4
ABONNEMENT / LOCATION	93 337 €	86 103 €	101 277 €	109 620 €	8,2
PRESTATIONS DE SERVICES	0 €	0 €	14 634 €	0 €	-100,0
AMODIATIONS			4 260 €	4 267 €	0,2
DIVERS			10 833 €	10 958 €	1,2
Recettes totales	230 315 €	223 211 €	211 787 €	228 768 €	8,0

Analyse sur l'activité 2021

Plusieurs événements en 2021 ont impacté de façon plus ou moins forte la fréquentation du parking, en particulier les événements suivants :

- ✓ Confinement mois d'avril 2021, baisse de CA ;
- ✓ Le renforcement du télétravail ;
- ✓ Déconfinement le 19 mai 2021, reprise de l'activité et le chiffre d'affaire ;
- ✓ Réouverture de la Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion ;
- ✓ Reprise d'activité de la ligne 13 du métro desservant le parc Plateau de Vanves ;
- ✓ Reprise d'activité des salons de la porte de Versailles ;
- ✓ Reprise de l'activité tertiaire, notamment le marché les mercredis, vendredis et dimanches.

La fréquentation horaire est reportée à la hausse après la baisse constatée au 1^{er} trimestre 2021 avec + 32,8% par rapport à l'exercice 2020 qui a été particulièrement marqué par le covid.

Les principaux générateurs restent le marché (mercredis, vendredis, dimanches) et les entreprises environnantes. A noter, la présence d'une clientèle étrangère en location dans les hôtels du périmètre générant un fort ticket moyen, favorisant les transports publics pour se rendre dans Paris.

Par conséquent, la recette horaire a enregistré une nette progression +24,4%.

La fréquentation abonné a également enregistré une hausse significative tout au long de l'exercice 2021 (+10,3%). Principalement, Hôtel de Ville est plebiscité par les résidents de Malakoff, et les entreprises du secteur. Le chiffre d'affaire abonné a progressé de +8,2%.

En conclusion :

En 2021, les 169 places du parking ont généré 229 K€ HT de recettes globales réparties pour 54% de recette abonné et de 46% de recette horaire.

La recette globale moyenne par mois d' Hôtel de Ville est de 113€ par place exploitée. Elle était de 104€ en 2020, soit une progression de +9%.

42 511 clients horaires ont fréquenté le parking en 2021, ce qui représente 10 502 clients de plus qu'en 2020 et +32,8% de progression.

Le nombre d'abonnés a fortement augmenté au quatrième trimestre +10,3%. Par conséquent, nous avons limité les nouvelles souscriptions jusqu'à nouvel ordre, afin de ne pas saturer le parc les jours de marché

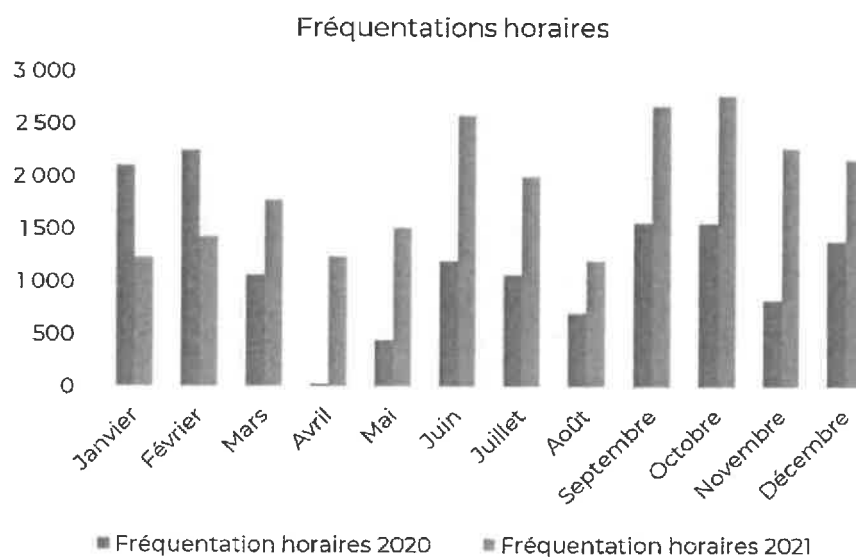
La recette globale du parc est en hausse de +8%.



PLATEAU DE VANVES

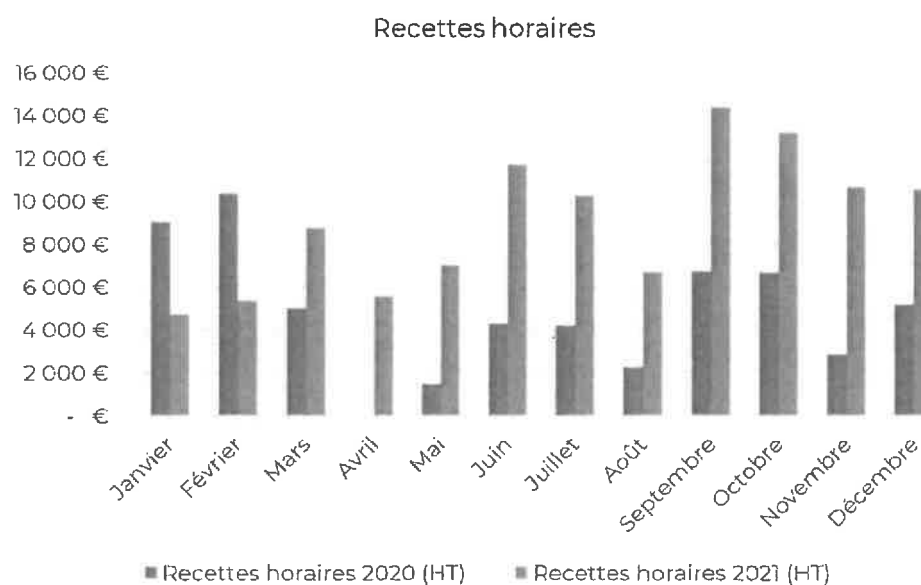
7.1.6. FREQUENTATION HORAIRES

	Fréquentation horaires 2020	Fréquentation horaires 2021	Ecart 2021 / 2020 (%)
Janvier	2 113	1 237	-41,5
Février	2 258	1 435	-36,4
Mars	1 070	1 785	66,8
Avril	28	1 248	4 357,1
Mai	449	1 523	239,2
Juin	1 205	2 592	115,1
Juillet	1 072	2 013	87,8
Août	710	1 208	70,1
Septembre	1 569	2 682	70,9
Octobre	1 564	2 783	77,9
Novembre	833	2 283	174,1
Décembre	1 396	2 173	55,7
Total	14 267	22 962	60,9



7.1.7. RECETTES HORAIRES

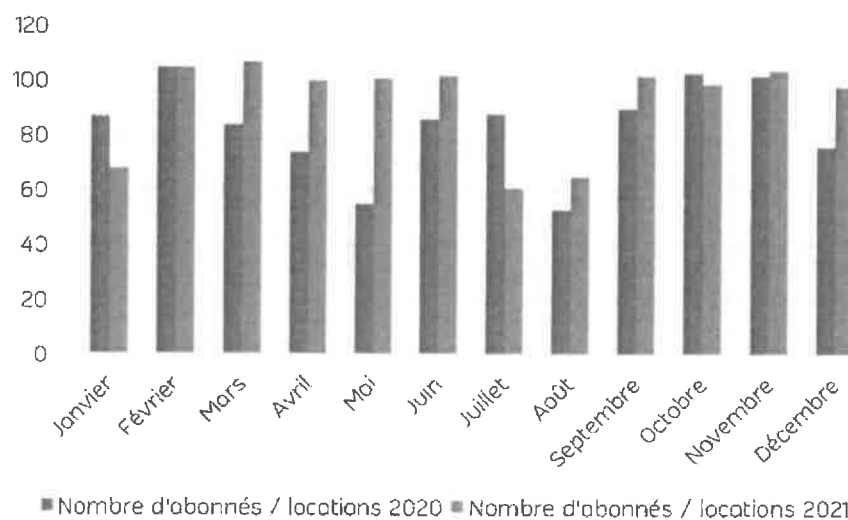
	Recettes horaires 2020 (HT)	Recettes horaires 2021 (HT)	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	9 059 €	4 727 €	-47,8
Février	10 381 €	5 386 €	-48,1
Mars	5 034 €	8 779 €	74,4
Avril	- €	5 606 €	-
Mai	1 486 €	7 034 €	373,4
Juin	4 316 €	11 728 €	171,7
Juillet	4 209 €	10 290 €	144,5
Août	2 282 €	6 721 €	194,5
Septembre	6 755 €	14 422 €	113,5
Octobre	6 693 €	13 228 €	97,6
Novembre	2 864 €	10 694 €	273,4
Décembre	5 177 €	10 556 €	103,9
Total	58 254 €	109 170 €	87,4



7.1.8. NOMBRE D'ABONNES ET LOCATIONS

	Nombre d'abonnés et locations en 2020	Nombre d'abonnés et locations en 2021	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	87	68	-21,8
Février	105	105	0,0
Mars	84	107	27,4
Avril	74	100	35,1
Mai	55	101	83,6
Juin	86	102	18,6
Juillet	88	61	-30,7
Août	53	65	22,6
Septembre	90	102	13,3
Octobre	103	99	-3,9
Novembre	102	104	2,0
Décembre	76	98	28,9
Total	1 003	1 112	10,9

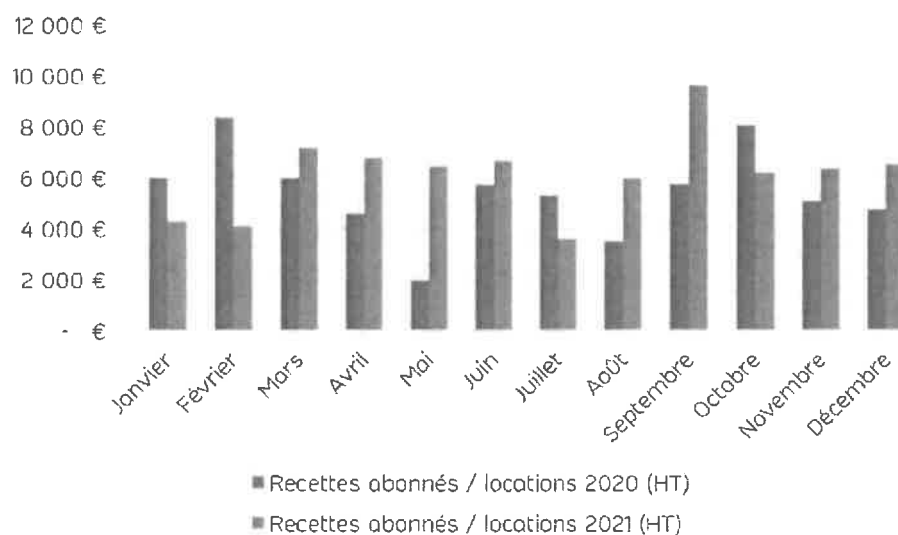
Nombre d'abonnés / locations



7.1.9. RECETTES ABONNÉS ET LOCATIONS

	Recettes abonnés / locations 2020 (HT)	Recettes abonnés / locations 2021 (HT)	Ecart 2020 / 2021 (%)
Janvier	6 029 €	4 311 €	-28,5
Février	8 408 €	4 135 €	-50,8
Mars	5 990 €	7 183 €	19,9
Avril	4 599 €	6 801 €	47,9
Mai	1 964 €	6 472 €	229,6
Juin	5 729 €	6 676 €	16,5
Juillet	5 313 €	3 607 €	-32,1
Août	3 506 €	5 993 €	70,9
Septembre	5 766 €	9 654 €	67,4
Octobre	8 071 €	6 226 €	-22,9
Novembre	5 099 €	6 355 €	24,6
Décembre	4 757 €	6 542 €	37,5
Total	65 230 €	73 956 €	13,4

Recettes abonnés / locations



7.1.10. CONCLUSION

	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020
PREVENDUS	6 750 €	10 466 €	4 312 €	8 892 €	106,2
HORAIRES	127 869 €	114 015 €	58 254 €	109 170 €	87,4
ABONNEMENT / LOCATION	36 592 €	61 188 €	65 230 €	73 956 €	13,4
DIVERS	25 €	25 €	225 €	263 €	16,5
TOTAL GENERAL	171 237 €	185 693€	128 021 €	192 280 €	50,2

Analyse sur l'activité 2021

Le parc Plateau de Vanves a également été impacté de façon plus ou moins forte par les évènements suivants :

- ✓ Confinement mois d'avril 2021, baisse de CA ;
- ✓ Le renforcement du télétravail ;
- ✓ Déconfinement le 19 mai 2021, reprise de l'activité et le chiffre d'affaire ;
- ✓ Réouverture de la Faculté de Droit, d'Économie et de Gestion ;
- ✓ Reprise d'activité de la ligne 13 du métro déservant le parc Plateau de Vanves ;
- ✓ Reprise d'activité des salons de la porte de Versailles ;
- ✓ Reprise de l'activité tertiaire, notamment le marché les mercredis, vendredis et dimanches ;
- ✓ Installation du siège social SAFRAN ;
- ✓ Nouvelles souscriptions par les entreprises Pichet et Ecotech ;
- ✓ Evacuation de plusieurs véhicules épaves.

La fréquentation horaire a fortement baissé au 1^{er} trimestre 2021 (-39%), pour ensuite repartir à la hausse en mai. Au 31 décembre 2021, le parc a enregistré une augmentation de +60,9%.

Les principaux générateurs restent la proximité de l'ouvrage de la ligne 13 de métro, les entreprises dans le secteur, la Faculté de Droit et les évènements de la porte de Versailles. Contrairement à 2020, le chiffre d'affaire horaire affiche le double en 2021 à + 87,4%.

La fréquentation abonné a évolué de +10,9 à la suite de la souscriptions de 22 abonnements par la Société PICHET et 16 abonnements par la Société ECOTHEC en début du mois de mars 2021. Le chiffre d'affaire abonné a progressé de +13,4%.

En conclusion :

En 2021, les 149 places du parking ont généré 192 K€ HT de recettes globales réparties pour 40% de recette abonnés et de 60% de recette horaire.

La recette globale moyenne par mois d' Hôtel de Ville est de 108€ par place exploitée. Elle était de 72€ en 2020, soit une progression de +50%.

22 962 clients horaires ont fréquenté le parking en 2021, ce qui représente 8 695 clients de plus qu'en 2020 et +60,9% de progression.

La recette globale du parc est en hausse de +50,2%.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S L G

8.

BILAN FINANCIER :
COMPTE DE
RESULTAT ET
PATRIMOINE

8.1. PARC HÔTEL DE VILLE

PARC DE STATIONNEMENT	922702 - Malakoff Parking de l'Hotel de Ville
DELEGANT	0
DELEGATAIRE	INDIGO INFRA CGST
ANNEE	2021

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2021

EN H.T.	Année 2020	Année 2021	2021 / 2020 en valeur	2021 / 2020 en %
Horaires parcs	80 783	103 924	23 141	28,6%
Abonnés parcs	101 277	109 620	8 343	8,2%
Voirie	0	0	0	
Garantie de recettes villes	0	0	0	
Prestation de services	14 634	0	-14 634	-100,0%
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodataires	4 260	4 267	7	0,2%
Activités annexes	10 833	10 958	125	1,2%
Sous Total Chiffre d'Affaires	211 787	228 768	16 981	8,0%
Subventions d'exploitation	0	0	0	
Autres Produits	0	5 343	5 343	
Sous Total Autres Produits	0	5 343	5 343	
Total Produits d'Exploitation	211 787	234 112	22 324	10,5%
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-62 091	-56 405	5 685	-9,2%
Personnel Contrat à Durée Déterminée			0	
Autre Personnel externe et Frais Divers	-797	-547	250	-31,3%
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-1 031	-636	395	-38,3%
Prestations de Nettoyage	-23 529	-20 565	2 964	-12,6%
Prestations de Gardiennage	-71 088	-5 560	65 528	-92,2%
Sous Total Frais de Personnel	-158 535	-83 714	74 821	-47,2%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-4 056	-11 146	-7 090	174,8%
Entretien : Contrats	-6 952	-4 788	2 164	-31,1%
Electricité, Fluides	-11 676	-10 833	843	-7,2%
Autres Prestations Sous Traitées	0	0	0	
Frais de Télécommunication	-2 114	-2 080	33	-1,6%
Location Matériel d'Exploitation	-174	-257	-83	47,7%
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-24 972	-29 105	-4 133	16,6%
Actions Commerciales	-416	-658	-242	58,1%
Collecte de Fonds et Commissions	-3 123	-4 812	-1 689	54,1%
Frais Administratifs et Divers	-829	0	829	-100,0%
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-4 368	-5 469	-1 102	25,2%
Total Charges Directes d'Exploitation	-187 874	-118 288	69 586	-37,0%
Police d'Assurances	-1 330	-1 373	-43	3,2%
Sinistres	0	-2 865	-2 865	
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-1 107	-1 144	-37	3,4%
Redevances Aux Concedants	-6 568	-3 862	2 706	-41,2%
Taxes et Versements Assimilés	-1 501	-5 409	-3 908	260,4%
Autres Charges et Provisions Courantes	187	-1 463	-1 650	-882,4%
Charges de Gros Entretien	0	0	0	
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-4 278	-4 484	-206	4,8%
Frais Généraux Siège	-17 239	-14 573	2 666	-15,5%
Total Autres Charges d'Exploitation	-31 835	-35 172	-3 336	10,5%
Total Autres Charges d'Exploitation	-31 835	-35 172	-3 336	10,5%
Total Charges d'Exploitation	-219 710	-153 460	66 250	-30,2%
Autres Charges Non Courantes	0	0	0	
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	-100	-59	40	-40,6%
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-77 538	-78 984	-1 446	1,9%
Autres Provisions Non Courantes	0	0	0	
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-77 638	-79 043	-1 405	1,8%
Total Charges Non Courantes	-77 638	-79 043	-1 405	1,8%
EBIT	-85 560	1 609	97 169	-101,9%
Frais Financiers	-16 273	-12 116	4 157	-25,5%
Total Frais Financiers	-16 273	-12 116	4 157	-25,5%
Total Frais Financiers	-16 273	-12 116	4 157	-25,5%
Resultat Net avant Impot Parc	-101 833	-10 507	91 326	-89,7%

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2021

Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2021	Cumul Amortissement au 31/12/2021	Valeur nette comptable au 31/12/2021
<input type="checkbox"/> BIENS DE RETOUR	AAI EN CONCESSION	660 951 -	465 938	195 013
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	151 002 -	103 961	47 041
Total BIENS DE RETOUR		811 953 -	569 899	242 054
<input type="checkbox"/> BIENS DE REPRISE*	MATERIEL ENGIN ET GROS OUTILLAG	2 425 -	1 950	474
	MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU	2 039 -	2 039	-
	PETITS MOBILIER ET MATERIEL DE B	698 -	698	-
Total BIENS DE REPRISE*		5 162 -	4 687	474
Total général		817 115 -	574 586	242 529

* quote part des actifs Immobilisés détenus par Indigo Park

Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

en euros H.T.	31/12/2021
Immobilisations Valeur Comptable Brute	817 115
Immobilisations Valeur Comptable Nette	242 529
Immobilisation en cours	0

8.2. PARC PLATEAU DE VANVES

PARC DE STATIONNEMENT	922701 - Malakoff Plateau de Vanves
DELEGANT	0
DELEGATAIRE	INDIGO INFRA CGST
ANNEE	2021

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2021

EN H.T.	Année 2020	Année 2021	2021 / 2020 en valeur	2021 / 2020 en %
Horaires parcs	62 566	118 062	55 497	88,7%
Abonnés parcs	65 230	73 956	8 726	13,4%
Voirie	0	0	0	
Garantie de recettes villes	0	0	0	
Prestation de services	0	0	0	
Activité de Contrôle				
Appels de charges amodiataires	0	0	0	
Activités annexes	225	263	37	16,5%
Sous Total Chiffre d'Affaires	128 021	192 280	64 259	50,2%
Subventions d'exploitation	0	0	0	
Autres Produits	0	22	22	
Sous Total Autres Produits	0	22	22	
Total Produits d'Exploitation	128 021	192 302	64 281	50,2%
Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique)	-6 940	-9 831	-2 891	41,6%
Personnel Contrat à Durée Déterminée			0	
Autre Personnel externe et Frais Divers	-132	-60	73	-54,9%
Personnel Intérimaire d'Exploitation	-2 136	-1 953	182	-8,5%
Prestations de Nettoyage	-86	1 169	1 256	-1453,5%
Prestations de Gardiennage	-170	-180	-10	5,9%
Sous Total Frais de Personnel	-9 464	-10 854	-1 390	14,7%
Entretien : Interventions Techniques et Fournitures	-1 273	-162	1 111	-87,3%
Entretien : Contrats	-4 211	-3 946	264	-6,3%
Electricité, Fluides	-1 329	-1 008	321	-24,2%
Autres Prestations Sous Traitées	0	0	0	
Frais de Télécommunication	-1 505	-1 530	-25	1,7%
Location Matériel d'Exploitation	-497	-257	240	-48,3%
Sous Total Autres Frais d'Exploitation	-8 815	-6 904	1 911	-21,7%
Actions Commerciales	-269	-151	118	-43,9%
Collecte de Fonds et Commissions	-3 058	-4 444	-1 387	45,4%
Frais Administratifs et Divers	0	-32	-32	
Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.	-3 326	-4 628	-1 301	39,1%
Total Charges Directes d'Exploitation	-21 606	-22 385	-780	3,6%
Police d'Assurances	-883	-1 154	-271	30,7%
Sinistres	0	0	0	
Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété	-734	-961	-227	31,0%
Redevances Aux Concédants	-6 059	-5 246	813	-13,4%
Taxes et Versements Assimilés	-3 421	-3 812	-392	11,4%
Autres Charges et Provisions Courantes	-95	-3 923	-3 829	4047,7%
Charges de Gros Entretien	0	0	0	
Frais de Pilotage et d'Encadrement Région	-2 586	-3 769	-1 183	45,7%
Frais Généraux Siège	-10 420	-12 248	-1 828	17,5%
Total Autres Charges d'Exploitation	-24 197	-31 114	-6 917	28,6%
Total Autres Charges d'Exploitation	-24 197	-31 114	-6 917	28,6%
Total Charges d'Exploitation	-45 802	-53 499	-7 697	16,8%
Autres Charges Non Courantes	0	0	0	
Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport	0	0	0	
Dotations aux amortissements d'Exploitation	-18 160	-21 446	-3 286	18,1%
Autres Provisions Non Courantes	0	0	0	
Total Amortissements et Provisions Non Courantes	-18 160	-21 446	-3 286	18,1%
Total Charges Non Courantes	-18 160	-21 446	-3 286	18,1%
EBIT	64 058	117 357	53 299	83,2%
Frais Financiers	-3 509	-2 730	779	-22,2%
Total Frais Financiers	-3 509	-2 730	779	-22,2%
Total Frais Financiers	-3 509	-2 730	779	-22,2%
Resultat Net avant Impôt Parc	60 549	114 627	54 078	89,3%

Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2021

Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves

Code sous-classe immo.	Libellé Compte	Valeur Brute au 31/12/2021	Cumul Amortissement au 31/12/2021	Valeur nette comptable au 31/12/2021
<input type="checkbox"/> BIENS DE RETOUR	AAI EN CONCESSION	97 034 -	71 816	25 218
	MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION	87 732 -	57 073	30 658
Total BIENS DE RETOUR		184 765 -	128 889	55 876
<input type="checkbox"/> BIENS DE REPRISE*	MATERIEL ENGIN ET GROS OUTILLAG	1 631 -	1 631	-
Total BIENS DE REPRISE*		1 631 -	1 631	-
Total général		186 397 -	130 521	55 876

*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves

en euros H.T.	31/12/2021
Immobilisations Valeur Comptable Brute	186 397
Immobilisations Valeur Comptable Nette	55 876
Immobilisation en cours	-2 384

INDIGO

Ville de Malakoff - Année 2021

Détermination de la redevance du contrat de Délégation de Service Public
Selon les articles 29 et 30 du contrat d'affermage du 4 janvier 2013

Révision de l'indexation : 1er janvier 2021

Formule d'indexation :

$$K_n = 0,70 \text{ ICHT-rev-TS1} / \text{ICHT-rev-Tso} + 0,30 \text{ EBIQ00} / \text{EBIQ00o}$$

dans laquelle les valeurs de base sont celles connues au 1er septembre 2012

Valeur des indices :

ICHT-rev-Tso 106,9 Valeur de mars 2012 publiée le 02/07/2012

L'indice EBIQ00 en base 100 2005 a été supprimé et remplacé par l'indice EBIQ00 en base 100 2010 après sa valeur d'octobre 2012.

Pour déterminer la valeur de base de cet indice, il convient de prendre la dernière valeur connue de l'indice en base 100 2005 au 1er septembre 2012 puis de prendre son équivalent en base 2010.

EBIQ00o base 100 en 2005 121,3 Valeur de juin 2012 publié le 31/07/2012
Soit
EBIQ00o base 100 en 2010 107,7 Valeur de juin 2012
ICHT-rev-TS1 115,3 Valeur de juin 2020
EBIQ00 103,1 x 1,0564 108,8 Valeur de novembre 2020 publiée le 23/12/2020 et révisée le 31/03/2021

$$K_n = 0,70 \times (115,3 / 106,9) + 0,30 \times (108,8 / 107,7)$$

$$K_n = 1,058389$$

Redevance pour frais de contrôle

Montant de la redevance annuelle 2 000,00 €

Redevance variable

Chiffre d'Affaires HT 2021 421 048,68 €

Valeurs de base	Coefficient		Seuil Indexé
310 000,00 €	1,058389	=	328 100,59 €
390 000,00 €	1,058389	=	412 771,71 €

Seuil Indexé	Part de chiffre d'affaires soumise	Taux	Redevance	
de 328 100,59 €	à 412 771,71 €	84 671,12 €	50%	42 335,56 €
412 771,71 €		8 276,87 €	80%	6 621,58 €

Total redevance variable 2021 48 957,14 €

Redevance 2021 50 957,14 €

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

S'LO

9.

ANNEXES

9.1. NOTE FINANCIERE

Note sur l'établissement des comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public.

INDIGO

ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (données comptables - exercice 2021)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 - 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « données comptables » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

- a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;
- b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle précanisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 - gestion des services communs (a/b).

INDIGO

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immobiliers intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2021.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2021 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 - 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux - La Défense, le 30 mars 2022

Le Directeur Administratif et Financier
Etienne PIQUET



INDIGO

PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL

(Articles R 3131-3 - 1°) - a et b du code de la commande publique)

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

1. Produits et charges directs

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dus au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

2. Charges calculées

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement¹ liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

¹ Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

3. Charges indirectes

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2021 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :

- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui-ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2021, il est appliqué un pourcentage de 3,9 % à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2021. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

INDIGO

ANNEXÉ 1

RÈGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2021 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2016-07.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mall technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

(a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant ou concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.
- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

(b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

(a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

(b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

Immobilisations	Durée	Mode
Installation technique, matériel et outillage	2 à 30 ans	linéaire
Installation générale, agencement, aménagement	7 à 10 ans	linéaire
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	linéaire
Mobilier	7 à 9 ans	linéaire

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

3. Provisions**Renouvellement et grosses réparations :**

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

INDIGO

ANNEXE 2

GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE Exercice 2021

A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.

Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.

Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.

Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.

La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, id encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.

Ainsi, concernant l'exercice 2021, l'affectation des frais de structure correspond à 8,33% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

1. Exécution directe de l'activité

- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

2. Missions d'exploitation

- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

INDIGO

ANNEXE 2

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
 - Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.
3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
 - Prospection de marché,
 - Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
 - Etude des produits et tarifs.
4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
 - Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
 - Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient ou non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
 - Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
 - Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
 - Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
 - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.
5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
 - Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
 - Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
 - Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
 - Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
 - Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
 - Relations avec les Commissaires aux comptes,
 - Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
 - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégitaire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des évènementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.
2. Stratégie, études, développement
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.
3. Financement
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.
4. Innovation
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

INDIGO

ANNEXE 2

5. Audit interne
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité délégante.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE

SLO

INDIGO

INDIGO INFRA CGST
Direction Régionale Ouest

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_25-DE



Vertical text on the right side of the page, possibly a page number or reference code, including the number '3'.

VILLE DE MALAKOFF
HAUTS DE SEINE

ville de Malakoff 

PROCES VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION
CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX
DU 22 MARS 2023.

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux mars,

En application des articles L.1411-3 et L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, dès communication à l'autorité délégante d'un rapport établi par le délégataire de service public, celui-ci est soumis pour examen à la commission consultative des services publics locaux.

En conséquence, les membres de la commission consultative des services publics locaux se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Sonia FIGUÈRES, 1^{ère} Maire-adjointe, afin d'examiner :

- **Le rapport d'activité relatif à l'exercice 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.**

Les membres de la commission consultative des services publics locaux se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Sonia FIGUÈRES, 1^{ère} Maire-adjointe.

Etaient présents :

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/25.

du Conseil Municipal en date du 22 mars 2023

• **Membres élu.e.s de la CCSPL :**

- Madame Sonia FIGUÈRES, 1^{ère} Maire-adjointe, Présidente,
- Monsieur Dominique CARDOT, 4^{ème} Maire-adjoint, membre titulaire
- Monsieur Anthony TOUEILLES, Conseiller municipal, membre titulaire
- Monsieur Roger PRONESTI, Conseiller municipal, membre titulaire



Le Maire de Malakoff

• **Membres de l'Administration :**

- Monsieur Loïc SAINT-CAST, Responsable du service police municipale – garde urbaine ;
- Monsieur Clément DAUTELLE, Directeur des affaires générales.

- **Membres des associations :**

Absents convoqués et excusés

- Malakoff Village,
- Secours Catholique,
- Secours Populaire,
- La Vigie,
- Association Conférence Nationale du Logement des Hauts-de-Seine.

Madame Sonia FIGUÈRES, Présidente, ouvre la séance et présente son objectif, à savoir :

- Émettre un avis sur le rapport d'activité relatif à l'exercice 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.

Il convient donc de recueillir l'avis de la commission consultative des services publics locaux, conformément aux dispositions des articles L.1411-3 et L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, avant que le conseil municipal ne se prononce lors de sa séance du 29 mars 2023.

Madame Sonia FIGUÈRES demande ensuite à Monsieur Loïc SAINT-CAST de présenter la synthèse du rapport.

Ledit rapport est annexé au procès-verbal.

Elle invite ensuite les membres de la commission à échanger sur le rapport présenté.

Après avoir échangé, Madame Sonia FIGUÈRES propose à chaque membre d'émettre un avis.

Le rapport d'activité relatif à l'exercice 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement ;

Le tableau suivant en donne le résultat :

Membre de la Commission	Avis favorable	Avis défavorable
Madame Sonia FIGUÈRES	X	
Monsieur Dominique CARDOT	X	
Monsieur Anthony TOUEILLES	X	
Monsieur Roger PRONESTI	X	

Il en ressort de la commission consultative des services publics locaux émet un **avis favorable** concernant Le rapport d'activité relatif à l'exercice 2021 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.

ANNEXE 1 AU PROCÈS-VERBAL

**TABLEAU RECAPITULATIF
APPRECIATIONS PORTEES SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE 2021
RELATIF À LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT**

Appréciation générale : Favorable

PRECONISATIONS / COMMENTAIRES

Les élus souhaitent que les délais d'intervention du délégataire soient plus courts.
Ils soulignent la nécessité d'appliquer les pénalités prévues en cas de délais d'intervention trop longs.

En outre, les élus rappellent la nécessité d'une réponse rapide quand les usagers utilisent le bouton d'appel, ce qui ne semble pas toujours être le cas.

VILLE DE MALAKOFF
HAUTS DE SEINE

ville de Malakoff

PROCES VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION
CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

FEUILLE D'ÉMARGEMENT

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/25

du Conseil Municipal en date du 22 mars 2023

Fait à Malakoff, le 22 mars 2023,

Les membres de la commission :



Le Maire de Malakoff

La Présidente Madame Sonia FIGUÈRES	
Monsieur Dominique CARDOT	
Monsieur Pascal BRICE	Excuse
Monsieur Anthony TOUEILLES	
Monsieur Roger PRONESTI	

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Avenant relatif à la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la ville de Malakoff et le syndicat mixte Autolib et Vélib Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Vélib.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_26
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaiant donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour exercer les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_26-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_26

Objet : Avenant relatif à la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la ville de Malakoff et le syndicat mixte Autolib et Vélib Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Vélib.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5721-2 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/168 du 13 décembre 2017 portant approbation de la convention de superposition d'affectation du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la ville de Malakoff et le Syndicat mixte Autolib et Velib Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib ;

Vu l'avenant n°1 relatif à ladite convention, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant que l'Établissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris (VSGP) sera compétent en matière de voirie à compter du 1er avril 2023 pour l'ensemble des voiries communales situées sur le territoire de la ville Malakoff ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°1 relatif à la convention susvisée afin de prendre en compte le transfert de compétence dans la mise en œuvre du service public Velib ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE l'avenant n°1 relatif à la convention de superposition d'affectation du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la ville de Malakoff et le Syndicat mixte Autolib et Velib Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire à signer l'avenant n°1 annexé à la présente délibération.

Article 3 : La présente délibération sera affichée, inscrite au registre des décisions et publiée. Amplia
Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécoeurs citoyens accessible par le site Internet www.telerecoeurs.fr

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_26-DE

S²LO

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/26
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



Le Maire de Malakoff

AVENANT 1

Relatif à la convention

De superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la Commune et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'

Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris et Commune de Malakoff

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P),
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT),
Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole,
Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Malakoff du 13 décembre 2017 relative à l'approbation de la convention de superposition d'affectation du domaine public, de financement et de gestion du service public Velib',
Vu la convention entre la commune de Malakoff et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole signée le 2 mars 2018.

Considérant que l'établissement public territorial (EPT) Vallée Sud Grand Paris est devenu compétent en termes de voirie à compter du 1^{er} avril 2023 pour l'ensemble des voiries communales situées sur le territoire de Malakoff,

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, établissement public à caractère administratif, régi par les dispositions des articles L5111-1 et suivants et L5721-1 et suivants du CGCT, représenté par son Président dûment habilité à signer l'avenant n°1 à la convention par le comité syndical Autolib' et Velib' Métropole,
ci-après dénommé « Syndicat mixte »,

ET

La Commune de Malakoff, représentée par son Maire, dûment habilité(e) à signer l'avenant n°1 à la convention, en vertu de la délibération du Conseil Municipal du **29 Mars 2023**,
ci-après dénommée « Commune »,

ET

L'Etablissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud Grand Paris représenté par son Président, dûment habilité(e) à signer l'avenant n°1 à la convention, en vertu de la délibération du Bureau Territorial du 23 mars 2023,
ci-après dénommé « EPT »,

Préambule

Suite à la délibération du Conseil Municipal de Malakoff en date du 28 juin 2017 portant sur l'adhésion de la commune à la compétence optionnelle Velib' du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole, il avait été acté le 2 mars 2018 l'implantation de 7 stations Velib' sur le territoire de la Commune :

22401	Boulevard Charles de Gaulle croisement rue Edgar Quinet	92240
22402	10 avenue Jean Jaurès	92240
22403	face 35 avenue Pierre Brossolette	92240
22404	102 avenue Pierre Brossolette	92240
22406	81 rue de Guy Moquet	92240
22408	Face au 90 rue Gabriel Peri	92240
22409	Rond point Barbusse	92240

L'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris devient compétent en termes de voirie à compter du 1^{er} avril 2023 pour l'ensemble des voiries situées sur le territoire de la Commune. Il convient de régulariser la situation et en conséquence d'adjoindre l'EPT comme partie par un avenant n°1 à la convention de superposition d'affectations du domaine public initialement conclue entre la commune de Malakoff et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole.

Il a été exposé ce qui suit.

Article 1- Modifications apportées à la convention initiale

Article 1-1 - Modifications de l'article 2-1 Domaine public

Une modification est apportée à l'article 2-1 relatif au domaine public du fait de la compétence de l'Etablissement Public Territorial en matière de voirie à compter du 1^{er} avril 2023, date de transfert de compétence, en régularisation des stations déjà installées.

Le premier paragraphe de l'article 2.1 est modifié comme suit :

« Sans préjudice de leur affectation principale, les emplacements des stations Velib' sur l'espace public de voirie, situées sur le territoire géographique de la Commune, font l'objet d'une superposition d'affectations avec l'Etablissement Public Territorial compétent à compter du 1^{er} avril 2023, date de transfert de compétence, ou le cas échéant pour toute nouvelle station, à compter de la date du procès-verbal de remise d'emprise prévu à l'article 5-5. »

Article 1-2 - Modifications de l'article 2-2 Indemnisation

L'article 2-2 relatif à l'indemnisation est modifié comme suit par le remplacement de la Commune par l'EPT désormais compétent :

« Aucune indemnisation n'est due par le Syndicat mixte en application de l'article L2123-8 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dans la mesure où les affectations supplémentaires consenties n'engendrent pas de pertes de revenus pour l'Etablissement Public Territorial. »

Article 1- 3- Modification de l'article 3-5 Modification, déplacement de stations

Une modification est apportée à l'article 3-5, pour associer l'EPT aux évolutions des stations installées sur le territoire de la Commune et s'établit comme suit :

« La Commune et l'Etablissement Public Territorial se réservent le droit d'apporter toutes les modifications rendues nécessaires par leurs projets d'intérêt général ou d'aménagement, leurs travaux ou ceux de leurs concessionnaires, sans que le Syndicat ne puisse s'y opposer.

Toutefois, la Commune et l'Etablissement Public Territorial communiquent au Syndicat mixte l'ensemble des informations nécessaires lui permettant d'assurer la continuité du service public Velib', au moins six mois avant les modifications envisagées.

Dans ce délai, les Parties s'obligent à échanger pour trouver une solution. »

Article 1- 4- Modification de l'article 3-6 Neutralisation temporaire de stations

Une modification est apportée à l'article 3-6 paragraphe 2. Il est ajouté : « ou de l'Etablissement Public Territorial »

« Le Syndicat mixte peut procéder à la neutralisation temporaire d'une station à la demande de la Commune ou de l'Etablissement Public Territorial, pour des questions techniques ou pour motif d'intérêt général. »

Une modification est apportée à l'article 3-6 paragraphe 3. Il est ajouté : « ou de l'Etablissement Public Territorial » :

« La demande émane de l'interlocuteur désigné par la Commune ou par l'Etablissement Public Territorial pour le suivi de la présente convention. (...) »

Le Syndicat informe la Commune, l'Etablissement Public Territorial ou le Département du début de la neutralisation effective de la station ainsi que de la remise en service. »

Article 1- 5- Modification de l'article 3-7 Suppression de station

Une modification est apportée à l'article 3-7 paragraphe 1 pour y ajouter comme suit l'Etablissement Public Territorial :

« La suppression d'une station Velib' relève de la décision motivée du Syndicat après consultation de la Commune et de l'Etablissement Public Territorial » (...).

Une modification est apportée à l'article 3-7 paragraphe 3. L'Etablissement Public Territorial compétent est substitué à la Commune comme suit :

« La fin de superposition d'affectations donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal. Le Syndicat mixte et l'Etablissement Public Territorial signent ce procès-verbal contradictoirement suite à la réalisation des éventuels travaux de remise en état de la voirie par le Syndicat mixte. Le procès-verbal inclut notamment l'état du revêtement de surface permettant la remise en circulation. »

Article 1- 6- Modification de l'article 5 Suivi du dispositif Velib'

Une modification est apportée à l'article 5. Il est ajouté : « et l'Etablissement Public Territorial »

« La Commune, l'Etablissement Public Territorial et le Syndicat mixte désignent chacun un interlocuteur privilégié responsable du suivi du dispositif Velib'.... »

Article 1- 7- Compléments apportés à l'article 5-1 Rapport d'activités

Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 5-1 :

« Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à l'Etablissement Public Territorial »

Ainsi, le rapport d'activités sera transmis à l'Etablissement Public Territorial qui disposera d'un accès informatique sécurisé.

Article 1- 8- Compléments apportés à l'article 5-2 Généralités

L'Etablissement Public Territorial est associé à toutes les étapes du choix des emplacements avec l'ajout du paragraphe suivant à l'article 5-2 :

« Le Syndicat mixte associe également l'Etablissement Public Territorial aux différentes étapes des études prévues au présent article.

La validation des emplacements définitifs est établie par la Commune conjointement avec l'Etablissement Public Territorial, de même que les propositions, le cas échéant, d'emplacement de substitution. »

Article 1-9- Compléments à l'article 5-4 Etat des lieux

L'Etablissement Public Territorial sera associé à l'état des lieux prévu au présent article pour toutes nouvelles stations installées sur voirie par l'ajout du paragraphe suivant :

« Pour toutes les nouvelles stations réalisées sur voirie, l'Etablissement Public Territorial est associé à l'état des lieux et signe le procès verbal.»

Article 1-10- Modifications de l'article 5-5 Procès-verbal de remise de parcelle

Le titre de l'article 5-5 est modifié comme suit : « Procès-verbal de remise d'emprise »

Le premier paragraphe est complété comme suit pour tenir compte de la prise de compétence de l'Etablissement Public Territorial en matière de voirie :

« Pour toute nouvelle station installée sur voirie, un procès-verbal appelé « procès-verbal de remise d'emprise » est signé contradictoirement entre le Syndicat mixte et l'Etablissement Public Territorial, postérieurement à l'état des lieux. Il marque le début de la superposition d'affectations. Le procès-verbal d'état des lieux est annexé au procès-verbal de remise d'emprise.

Pour toutes les stations déjà installées conformément à l'article 3-3 de la convention, les procès-verbaux établis sont considérés comme repris par l'Etablissement Public Territorial désormais compétent en matière de voirie.

Le Syndicat fournit les plans d'implantation pour chaque station. »

Article 1-11- Modifications de l'article 6-1 Généralités

Les deux premiers paragraphes de l'article 6.1 relatif aux généralités des travaux sont modifiés comme suit afin d'y associer l'Etablissement Public Territorial.

« Le Syndicat mixte associe la Commune et l'Etablissement Public Territorial à toutes les étapes de la préparation, de la réalisation et du suivi des travaux en assurant leur information régulière.

L'Etablissement Public Territorial en lien avec la Commune assurent la coordination des travaux affectant le domaine public. La Commune et l'Etablissement Public Territorial sont maîtres du calendrier de déroulement des travaux sur leur territoire. »

Le dernier paragraphe de l'article 6-1 est modifié comme suit :

« La réalisation des travaux supplémentaires fait l'objet d'une étroite coordination entre La Commune, l'Etablissement Public Territorial, le tiers qui les demande et le Syndicat mixte afin d'écourter la durée de l'ensemble des travaux, minimisant ainsi la gêne occasionnée sur l'espace public. »

Article 1-12- Compléments à l'article 6-2 Amiante

L'article 6-2 est complété comme suit :

« L'Etablissement Public Territorial est substitué à la Commune dans les obligations issues de l'article 6-2. »

Article 1-13- Compléments à l'article 6-5 Concessionnaires de réseaux

Il est apporté des compléments à l'article 6-5 relatif aux concessionnaires de réseaux pour tenir compte des compétences de l'Etablissement Public Territorial par l'ajout du paragraphe suivant :

« Les dispositions du présent article s'applique à l'Etablissement Public Territorial dans le champ de ses compétences. »

La phrase « La Commune organise les travaux de réfection de sol imposés par les travaux des concessionnaires. » devient « La Commune et l'Etablissement Public Territorial s'assurent de la réfection des revêtements par les concessionnaires. ».

Article 1-14- Compléments à l'article 7 Réception

Les dispositions de l'article 7 sont complétées pour associer l'Etablissement Public Territorial.

« L'Etablissement Public Territorial participe dans les mêmes conditions que la Commune à la réception des travaux prévue au présent article. »

Article 1-15- Compléments à l'article 8-1 Responsabilités

Les dispositions de l'article 8-1 sont complétées comme suit :

« Les dispositions du présent article s'appliquent à l'Etablissement Public Territorial dans les mêmes conditions que la Commune. »

Article 1-16- Modifications à l'article 8.2 Entretien et nettoyage

Les dispositions de l'article 8-2 sont modifiées comme suit :

Le 1^{er} paragraphe est remplacé par « L'accès aux emplacements, objets de la superposition d'affectations, des agents de la Commune ou de l'Etablissement Public Territorial, ainsi que les entreprises intervenant pour leur compte, est autorisé en permanence. »

Le 2nd paragraphe est remplacé par « L'Etablissement Public Territorial assure l'entretien de la structure et du revêtement, et la Commune le nettoyage des emplacements.

Le dernier paragraphe est remplacé par « Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le Syndicat mixte au titre de la privation temporaire d'exploitation du service public Velib' liées aux opérations d'entretien et de nettoyage des emplacements. »

Article 2 – Autres dispositions

Toutes les autres clauses et conditions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Article 3 – Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature, et au plus tôt au 1^{er} avril 2023, et prend fin à la date d'échéance du marché public.

Fait à

Le

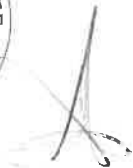
Pour le Président et par délégation, le Directeur du Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole
Monsieur Yannick CABARET

Le

Le Président de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris
Monsieur Jean-Didier BERGER

Le

La Maire de la commune de Malakoff
Madame Jacqueline BELHOMME



Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Convention de partenariat à intervenir entre l'École Européenne Supérieure d'Art de Bretagne (EESAB) et la ville de Malakoff dans le cadre du projet "Couper les fluides".

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_27
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_27

Objet : Convention de partenariat à intervenir entre l'École Européenne Supérieure d'Art de Bretagne (EESAB) et la ville de Malakoff dans le cadre du projet "Couper les fluides".

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de convention de partenariat à intervenir entre l'École Européenne Supérieure d'Art de Bretagne (EESAB) et la ville de Malakoff, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes;

Considérant que le centre d'art contemporain de la ville de Malakoff organise du 11 février au 08 juillet 2023 le projet Couper les fluides ;

Considérant que, dans cette perspective, le centre d'art contemporain de Malakoff souhaite inviter l'artiste/enseignant à l'EESAB-site de Rennes, Laurent Tixador, avec un groupe de sept étudiants et le photographe/enseignant George Dupin, à travailler au sein du centre d'art contemporain de Malakoff sur le site de la Maison des arts du 30 janvier au 03 février 2023 ;

Considérant qu'afin de définir les conditions du partenariat il convient de signer la convention proposée par l'École Européenne Supérieure d'Art de Bretagne ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la convention de partenariat à intervenir entre l'EESAB et la ville de Malakoff dans le cadre du projet Couper les fluides, annexée à la présente délibération.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer ladite convention ainsi que les actes administratifs en découlant.

Article 3 : DIT QUE les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Hoche
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE

F : +33(0)2 23 82 22 89

contactrennes@eesab.fr

WWW.EESAB.FR



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés

La ville de Malakoff

Hôtel de ville 1, place du 11 novembre 1918 - CS 80031 - 92245 MALAKOFF CEDEX,

Siret : 219 200 466 000 15

APE : 751A

Désignée ci-après la ville de Malakoff

représentée par sa Maire en exercice Jacqueline BELHOMME, Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/27

Et

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Ecole Européenne Supérieure d'Art de Bretagne – site de Rennes

34, Rue Hoche 35000 Rennes

Désignée ci-après l'EESAB-site de Rennes

SIREN : 200 027 878

Représentée par Maëva BLANDIN, en sa qualité de Directrice de l'EESAB-site de Rennes.



Préambule

La ville de Malakoff

La ville de Malakoff par le biais de son centre d'art déploie un projet d'établissement en faveur de la création artistique, en attention avec les auteur·ice·s et l'ensemble des publics.

Le centre d'art contemporain de Malakoff déploie ses actions entre deux lieux : la maison des arts, lieu de diffusion, et la supérette, lieu d'expérimentation.

Laboratoire émetteur d'idées, d'utopies et de formes inédites, lieu de rencontre avec les auteur·rice·s, initiateur de débats et échanges sur les mutations de notre société, le centre d'art reste avant tout le lieu du projet de l'artiste. Il s'emploie, à ce titre, à leur offrir la possibilité de produire, exposer, travailler. Il est un lieu de ressources pour les auteur·rice·s, étudiant·e·s en art, qui savent pouvoir compter sur du soutien intellectuel, logistique et administratif. Le pôle médiation et éducation artistique mène des actions pédagogiques et de médiations particulièrement actives.

Depuis 2015, le centre d'art s'est engagé dans deux axes de recherches : l'une autour de la notion du travail collectif dans le champ des arts visuels et la seconde dans une étude écoresponsable. L'observation tout comme l'application de celles-ci se donnent à voir dans les deux expositions qui ont lieu sur le site de la maison des arts, tout comme à la supérette, lieu dédié aux résidences de recherche pour les collectifs d'auteur·rice·s.

EESAB-site de Rennes

Acteur de premier plan sur le territoire culturel breton, l'EESAB-site de Rennes dispense un enseignement public de haut niveau habilité par les ministères de la Culture et de l'Enseignement supérieur. Ses étudiant·e·s développent une pratique personnelle engagée dans la société contemporaine, accompagnée par des artistes, théoricien·ne·s, designers, architectes, graphistes... exerçant dans le milieu de la création et de la recherche. De nombreux partenariats complètent cette pédagogie singulière par une connaissance pratique de l'environnement socio-économique.

Un cursus de 3 ans permet l'obtention du Diplôme National d'Art (DNA). Un cycle supplémentaire de 2 ans conduit au Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP), équivalent à un grade de Master. Trois options – **Art, Design, Communication mention Design graphique** – sont proposées dans cet enseignement théorique et pratique, aux dispositifs innovants et ouverts sur les échanges internationaux, pour une insertion rapide et durable dans la vie artistique et professionnelle.



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Hoche
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE
F : +33(0)2 23 62 22 89
contactrennes@eesab.fr
WWW.EESAB.FR

Offrant des espaces de travail en plein centre-ville, une bibliothèque spécialisée, et de nombreux ateliers techniques perfectionnés, l'École investit également le champ de l'édition. Chaque année, elle accueille de nombreux artistes et acteurs culturels à l'occasion d'expositions et de conférences ouvertes à tous.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet

La convention définit les modalités du partenariat entre l'EESAB-site de Rennes et la Ville de Malakoff, qui s'associent dans le cadre du projet "couper les fluides – alternatives pragmatopiques" du centre d'art contemporain de Malakoff et de l'intervention de l'artiste et enseignant à l'EESAB-site de Rennes, Laurent Tixador.

Dans ce contexte, Laurent Tixador est invité, avec un groupe de sept étudiant-es de l'atelier Pourquoi pas de l'EESAB-site de Rennes (voir liste en annexe) et le photographe et enseignant George Dupin, à travailler au sein de la maison des arts de Malakoff du 30 janvier au 03 février 2023.

Article 2 – Éléments du partenariat

Le projet "couper les fluides – alternatives pragmatopiques", proposé par le centre d'art contemporain de Malakoff fait corpus autour de quatre axes structurants : « **l'agora** », un espace de débats, conçu par l'architecte Olivier Vadrot, avec un programme d'invitations, de journées de recherches et de performances ; « **la librairie consultative** » composée de plus d'une centaine d'ouvrages spécialisés, consultables sur place, portant sur des questions d'écologie, d'art, d'architecture, d'urbanisme, d'éco-féminisme, d'éco-décolonialisme, et qui sera le support d'arpentages collectifs tous les jeudis après-midi ; « **la vie des œuvres** » convie le travail d'artistes-auteur-riche-s qui questionnent l'impact écologique de la production des œuvres, des métiers disparus ou oubliés en milieu urbain ou de notre monde contemporain. Conçue comme une expérience de recherche et de solutions menées par l'équipe du centre d'art, « **la vie du lieu** » sera accompagnée par l'agence Les Augures. Ouvert à tou-te-s, ce projet permettra notamment de rendre la recherche accessible et d'impulser des discussions.

Dans ce contexte, le centre d'art contemporain de Malakoff invite l'artiste et enseignant à l'EESAB-site de Rennes, Laurent Tixador, avec un groupe de sept étudiant-es de l'atelier Pourquoi pas de l'EESAB-site de Rennes (voir liste en annexe) et le photographe et enseignant George Dupin, à travailler au sein du centre d'art contemporain de Malakoff sur le site de la maison des arts du 30 janvier au 03 février 2023.

Article 3 : Engagements de l'EESAB-Site de Rennes

L'EESAB-site de Rennes s'engage à :

- Mener dans le cadre de sa pédagogie le workshop décrit ci-dessus. Les enseignants Laurent Tixador et George Dupin encadreront le workshop à partir des intentions des étudiant-es pour atteindre des propositions plastiques pertinentes y compris dans la faisabilité technique ;
- Avancer les frais de voyage en train des sept étudiant-es de l'EESAB-site de Rennes à hauteur de 505 euros TTC ;
- Prendre en charge le temps pédagogique des enseignantes dans la limite de leur temps de travail.

L'EESAB-site de Rennes conserve vis-à-vis de ses étudiant-es toutes ses charges et obligations, les étudiant-es concerné-es étant sous sa responsabilité civile et pédagogique. Dans le cas de la venue d'étudiant-es à la Maison des Arts de Malakoff, les étudiant-es doivent se conformer aux normes et équipements de sécurité applicables aux lieux et, le cas échéant, au règlement intérieur.



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Hecho
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE



**F : +33(0)2 23 62 22 69
contact.rennes@eesab.fr
WWW.EESAB.FR**

Article 4 : Engagements de la ville de Malakoff

La ville de Malakoff s'engage à :

- Accueillir les sept étudiant·es et les deux enseignants de l'EESAB-Site de Rennes au sein des locaux de la maison des arts au 105, avenue du 12 février 1934, 92240 Malakoff, entre le 30 janvier et le 3 février 2023 ;
- Prendre en charge les repas des 7 étudiant·es et des enseignants les midis ;
- Transmettre aux étudiant·es de l'EESAB-site de Rennes, les enjeux et les potentiels de son secteur d'activité ;
- Rembourser les frais de transport (train) avancés par l'EESAB-site de Rennes à hauteur de 505 euros TTC (voir détail en Annexe) ;
- Loger les sept étudiant·es et Laurent Tixador les nuits du lundi 30 janvier au jeudi 02 février inclus.

Article 5 – Communication

Les deux parties mentionnent sur les supports de communication la spécificité de leur collaboration. Elles diffusent par les moyens les plus appropriés les résultats qui émanent de cette convention : site web, édition, exposition, réseaux sociaux.

Les supports comportant les marques et signes distinctifs du centre d'art contemporain de Malakoff et notamment son logo et son graphisme devant être diffusés ou publiés en interne et en externe, seront adressés préalablement pour accord au centre d'art contemporain de Malakoff au moment du bon à tirer et, dans tous les cas, avant toute diffusion ou publication.

Les supports comportant les marques et signes distinctifs de l'Ecole Européenne Supérieure d'Art de Bretagne et notamment son logo et son graphisme devant être diffusés ou publiés en interne et en externe, seront adressés préalablement pour accord à l'Ecole Européenne Supérieure d'Art de Bretagne au moment du bon à tirer et, dans tous les cas, avant toute diffusion ou publication.

Article 6- Responsabilités à l'égard des personnels

Chaque partie conserve vis-à-vis de son personnel toutes les charges et obligations afférentes à sa qualité d'employeur y compris lorsque ceux·celles-ci sont accueilli·es dans les locaux de l'autre partie pour les projets engagés ou pour les réunions concourant à leur mise en place, ainsi que lors des visites de sites. Chaque partie assume la couverture sociale de son personnel en matière d'accident du travail et des maladies professionnelles conformément à la législation en vigueur, sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables, et s'engage à garantir la responsabilité civile de son personnel accueilli au sein des autres parties. Le personnel doit se conformer aux normes de sécurité des autres parties et, le cas échéant, au règlement intérieur de chacune des parties.

Article 7 : Assurances

Chaque partie reste responsable suivant les règles de droit commun des dommages de toute nature causée aux tiers. Les deux parties déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux activités dans leurs lieux.

- Fournir une attestation par structure.

Article 8 – Résiliation de la convention


En cas de non-respect par les parties des engagements respectifs, ainsi qu'en cas de faute grave, l'une ou l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Hoche
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE
F : +33(0)2 23 62 22 69
contactrennes@eesab.fr
WWW.EESAB.FR

Article 9 – Litige

Tout litige survenant de l'application de la présente convention sera discuté préalablement afin de trouver une solution amiable avant d'être soumis, le cas échéant, à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à Rennes

Le 19/01/2023

**Pour la ville de Malakoff
Mme Jacqueline Belhomme
Maire de Malakoff**

**Pour l'EESAB-site de Rennes
Mme Maëva BLANDIN,
Directrice par intérim de l'EESAB-Site de Rennes**



EESAB

**34 RUE HOCHÉ
35000 RENNES**

**ÉCOLE EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE D'ART DE BRETAGNE**

**34, RUE HOCHÉ
35000 RENNES - FRANCE
T: +33 (0)2 23 62 22 69
F: +33 (0)2 23 62 22 69**



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Heche
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE

F : +33(0)2 23 62 22 69

contactrennes@eesab.fr

WWW.EESAB.FR

S²LO

Liste des étudiant-es de l'EESAB-site de Rennes participant au workshop du 30 janvier au 3 février

Amaïa Brunet, 5^e année option Communication
Marie Ganter, 2^e année option Art
Eugénie Chat, 5^e année option Art
Julie Henriette-Michelle Le Meur, 2^e année option Art
Fanny Latgé, 5^e année option Art
Ronan Le Saout, 4^e année option Art
Luena Santiago, 3^e année option Art



**ÉCOLE
EUROPÉENNE
SUPÉRIEURE
D'ART DE BRETAGNE**

**BREST
LORIENT
QUIMPER
RENNES**

**SITE DE RENNES
34 rue Hoche
35 000 Rennes
France**

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_27-DE
F : +33(0)2 23 62 22 69
contactrennes@eesab.fr
WWW.EESAB.FR



Frais de transport à rembourser à l'EESAB-site de Rennes

Noms	Prénoms	RESA TRAINS	TARIF A/R
BRUNET	Amaia	RNS PARIS aller retour	98,00 €
LE MEUR	Julie	RNS PARIS aller retour	67,00 €
LE SAOUT	Ronan	RNS PARIS aller retour	67,00 €
CHAT	Eugénie	Moulins sur alliers - Paris + retour PAR - RNS	83,00 €
LATGE	Fanny	Moulins sur alliers – Paris (aller seul)	25,00 €
SANTIAGO	Luena	RNS PARIS aller retour	67,00 €
GANTER	Marie	RNS PARIS aller retour	98,00 €
			505,00 €

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Convention de partenariat à intervenir entre l'Institut National du Patrimoine (INP), la ville de Malakoff et le collège Paul Bert dans le cadre du dispositif national "Cordée de la réussite : à nous le patrimoine !".

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_28
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikan -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_28-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_28

Objet : Convention de partenariat à intervenir entre l'Institut National du Patrimoine (INP), la ville de Malakoff et le collège Paul Bert dans le cadre du dispositif national "Cordée de la réussite : à nous le patrimoine !".

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n°2000-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de convention de partenariat à intervenir entre l'École Européenne Supérieure d'Art de Bretagne (EESAB) et la ville de Malakoff, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes;

Considérant que le centre d'art contemporain de Malakoff mène des actions d'éducation artistique et culturelle ;

Considérant que dans cette perspective, le centre d'art souhaite s'associer avec l'Institut National du Patrimoine (INP) et le collège Paul Bert afin de mettre en place un projet dans le cadre du dispositif national *Cordée de la réussite : à nous le patrimoine !* ;

Considérant qu'il convient de signer la convention proposée par l'INP afin de définir les conditions du partenariat ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la convention de partenariat à intervenir entre l'Institut National du Patrimoine (INP), la ville de Malakoff et le collège Paul Bert dans le cadre du dispositif national *Cordée de la réussite : à nous le patrimoine !*.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer ladite convention ainsi que les actes administratifs en découlant.

Article 3 : DIT QUE les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_28-DE



Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/28

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_28-DE

S²LO



Le Maire de Malakoff

Convention de partenariat entre l'Institut national du patrimoine, la ville de Malakoff et le collège Paul Bert

Entre

L'Institut national du patrimoine, Établissement public administratif, régi par le décret n°90-406 du 16 mai 1990 modifié portant statut de l'Institut national du patrimoine
Dont le siège est 2, rue Vivienne, 75 002 Paris
Représenté par M. Charles Personnaz, Directeur

Ci-après désigné « INP »

Et

La ville de Malakoff, dont le siège social se situe à l'Hôtel de ville 1, place du 11 novembre 1918 - CS 80031 - 92245 MALAKOFF CEDEX, représentée par sa Maire en exercice Jacqueline Belhomme, désignée dans la présente convention sous la dénomination « la ville de Malakoff ».

Ci-après désigné « ville de Malakoff »

Et

Le collège Paul Bert, 112 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff, représenté par sa Principale Mme Christelle Krief, désigné dans la présente convention sous la dénomination « le collège Paul Bert ».

Ci-après désigné « collège Paul Bert »

Étant préalablement exposé que :

L'Institut national du patrimoine est un établissement d'enseignement supérieur du ministère de la culture. Il a pour mission le recrutement par concours et la formation initiale des conservateurs du patrimoine de l'État, des collectivités territoriales et de la Ville de Paris, ainsi que la sélection, également par concours, et la formation des restaurateurs du patrimoine habilités à intervenir sur les collections publiques. L'Inp participe à divers projets de coopération au plan international, organise des colloques et tables-rondes, et réalise la publication d'ouvrages liés à ses domaines d'activité.

Le centre d'art contemporain de Malakoff déploie ses actions entre deux lieux : la maison des arts, lieu de diffusion, et la supérette, lieu d'expérimentation. Laboratoire émetteur d'idées, d'utopies et de formes inédites, lieu de rencontre avec les auteur·rice·s, initiateur de débats et échanges sur les mutations de notre société, le centre d'art reste avant tout le lieu du projet de l'artiste. Il s'emploie, à ce titre, à leur offrir la possibilité de produire, exposer, travailler. Il est un lieu de ressources pour les auteur·rice·s, étudiant·e·s en art, qui savent pouvoir compter sur du soutien intellectuel, logistique et administratif. Le pôle médiation et éducation artistique mène des actions pédagogiques et de médiations particulièrement actives.

Depuis 2015, le centre d'art s'est engagé dans deux axes de recherches : l'une autour de la notion du travail collectif dans le champ des arts visuels et la seconde dans une étude écores-

ponsable.

L'observation tout comme l'application de celles-ci se donnent à voir dans les trois expositions qui ont lieu sur le site de la maison des arts, tout comme à la supérette, lieu dédié aux résidences de recherche pour les collectifs d'auteur·rice·s.

Le centre d'art est membre des réseaux TRAM, BLA/ et Arts en résidence-réseau national.

Le collège Paul Bert, est un établissement public d'enseignement secondaire généraliste, situé dans la ville de Malakoff, dans le département des Hauts-de-Seine, accueille 600 élèves de la 6^{ème} à la 3^{ème} dans 22 classes. Il propose notamment des dispositifs UPE2A (pour les élèves non-francophones) et ULIS (pour les élèves présentant des troubles spécifiques du langage). Issus de milieux très différents, ces élèves sont d'une grande diversité culturelle qui constitue une richesse pour l'établissement. Il est signataire de la convention de partenariat Cordées de la réussite 2022-2023. Les Cordées de la réussite visent à faire de l'accompagnement à l'orientation un réel levier d'égalité des chances. Elles ont pour objectif de lutter contre l'autocensure et de susciter l'ambition scolaire des élèves par un continuum d'accompagnement de la classe de 4e au lycée et jusqu'à l'enseignement supérieur.

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit.

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de l'INP, de la ville de Malakoff et du collège Paul Bert de Malakoff relatifs à la mise en place d'un partenariat portant sur la conception et la mise en œuvre d'actions d'éducation artistique et culturelle à destination des élèves de la classe 3^e D du collège Paul Bert. Les actions d'éducation artistique et culturelle sont mises en œuvre par les élèves conservateurs de l'INP dans le cadre de leur formation d'application en lien avec les personnes référentes du collège Paul Bert et en collaboration avec la chargée de médiation du centre d'art contemporain de Malakoff.

Pour l'année 2022-2023, le partenariat porte plus particulièrement sur la conception d'un programme d'actions éducatives à déployer sur une année scolaire à destination des élèves de la classe 3^e D du collège Paul Bert, dans le cadre du dispositif national « Cordée de la réussite : à nous le patrimoine ! ». Pour rappel, une convention de partenariat Cordée de la réussite 2021-2022 a été signée entre le collège Paul Bert et l'INP le 18 octobre 2021. Les Cordées de la réussite apportent leur soutien financier à hauteur de huit cents euros (800 euros)

Article 2. Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 mois, soit à compter du 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 30 juin 2023.

Elle peut être renouvelée par reconduction expresse.

Article 3. Engagements de l'Inp

3.01 Référent Inp

Mme Séverine Blenner-Michel, directrice des études du département des conservateurs à l'Institut national du patrimoine, assure le lien avec la direction du collège Paul Bert de Malakoff.

Elle s'engage, elle ou son équipe, à assurer l'encadrement des élèves conservateurs ainsi que l'organisation et le suivi de leurs actions au sein de la structure partenaire. Elle informe la direction du collège des éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets.

3.02 Recrutement des élèves conservateurs

L'INP s'engage à :

- Assurer des actions de sensibilisation et de formation auprès des élèves conservateurs ;
- Souscrire une assurance en responsabilité civile couvrant les personnes et les biens en cas de dommage résultant des activités organisées dans le cadre du programme ;
- Informer la direction du collège Paul Bert du nombre d'élèves conservateurs volontaires.

3.03 Effectifs visés

L'INP s'engage à faire son possible pour mobiliser entre 2 et 4 élèves conservateurs pour la réalisation de projets d'éducation artistique et culturelle au sein de la structure partenaire en 2022-2023.

3.04 Engagements financiers

Pour 2022-2023 :

L'INP s'engage à faciliter la mise en œuvre des actions d'éducation artistique et culturelle en apportant un soutien financier à hauteur de deux cent quarante euros nets (240 €) pour couvrir des dépenses liées à la rémunération d'un intervenant artistique.

Article 4. Engagements de la ville de Malakoff

4.01 Engagements

La ville de Malakoff s'engage à faciliter la mise en œuvre des actions d'éducation artistique et culturelle portées par les élèves conservateurs de l'INP en apportant aux élèves conservateurs le soutien et l'expertise de ses équipes.

4.02 Référent ville de Malakoff

Julie Esmaelipour, chargée de médiation et de l'éducation artistique à la Maison des Arts de Malakoff, assure le lien avec l'INP et les élèves conservateurs.

Elle s'engage à accompagner les élèves conservateurs dans la conception, l'organisation et le suivi de leurs actions au sein du centre d'art contemporain de Malakoff partenaire. Elle informe l'INP des éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets.

4.03 Publics visés

Les actions d'éducation artistique et culturelle sont destinées à la classe de 3^e D du collège Paul Bert. Elles ont pour objectif de sensibiliser ces jeunes aux métiers du patrimoine, d'artiste et aux arts visuels.

4.04 Engagements financiers

La ville s'engage à faciliter la mise en œuvre des actions d'éducation artistique et culturelle en apportant un soutien financier pour la prise en charge d'une partie des interventions artistiques : soit deux cent quarante euros (240 €) TCC d'honoraires pour les heures de rendez-vous et de préparation de l'artiste-intervenant.e.

Article 5. Engagements du collège Paul Bert

5.01 Engagements

Le collège Paul Bert s'engage à faciliter la mise en œuvre des actions d'éducation artistique et culturelle portées par les élèves conservateurs de l'INP en apportant aux élèves conservateurs le soutien et l'expertise de ses équipes, dans le respect des dispositions décrites dans la convention « Cordée de la réussite : à nous le patrimoine », signée avec le collège Paul Bert et l'INP.

5.02 Référent(s) du collège Paul Bert

Eric Lemoine, enseignant d'histoire et de géographie, assure le lien avec l'INP et les élèves conservateurs.

Il s'engage à accompagner les élèves conservateurs dans la conception, l'organisation et le suivi de leurs actions au sein du centre d'art contemporain partenaire. Il informe l'INP des éventuelles difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets.

5.03 Publics visés

Les actions d'éducation artistique et culturelle sont destinées à la classe de 3^e D. Elles ont pour objectif de sensibiliser ces jeunes aux métiers du patrimoine, d'artiste et aux arts visuels.

5.04 Engagements financiers

Le collège Paul Bert s'engage à faciliter la mise en œuvre des actions d'éducation artistique et culturelle en apportant un soutien financier d'un montant forfaitaire de cent euros (100 €) pour les frais de transport vers le musée d'Orsay. Il mobilise par ailleurs les financements obtenus dans le cadre du dispositif des Cordées de la réussite à hauteur de huit cent euros (800 €) pour participer à la rémunération de l'artiste et à l'achat de matériel.

Article 6. Conduite des projets d'Éducation artistique et culturelle

6.01 Lieu de réalisation

Les projets d'éducation artistique et culturelle sont réalisés en lien avec l'artiste-intervenante Catherine Radosa au sein de la maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff, pour sa pertinence dans le cadre des actions d'EAC.

6.02 Encadrement des élèves conservatrices

Dans la mise en œuvre de leur projet, les élèves conservatrices sont accompagnées par le référent INP et les référents du centre d'art contemporain de Malakoff et du collège Paul Bert.

6.03 Respect du règlement intérieur

Les élèves conservatrices sont soumises aux règles générales en vigueur dans les lieux de réalisation du projet, notamment en matière de sécurité, de respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Article 7. Bilan

L'INP, le centre d'art contemporain de Malakoff et le collège Paul Bert s'engagent à produire conjointement un bilan d'activité précisant l'effectif d'élèves conservateurs engagés, le nombre d'élèves bénéficiaires des projets d'éducation artistique et culturelle, la nature des projets conduits.

Article 8. Communication et promotion

Le centre d'art contemporain de Malakoff, le collège Paul Bert et l'INP se donnent mutuellement l'autorisation d'utiliser la dénomination de leurs entités respectives lors des communications orales ou écrites et à placer leur logo ainsi qu'un lien hypertexte sur leur site Internet, et qui renverra vers chacune des parties pendant la durée de la présente convention :

- Institut national du patrimoine
- maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff
- collège Paul Bert

Ainsi que préciser les mentions obligatoires pour toutes les publications éditoriales papier, web :

Dans le cadre du dispositif partenarial du Ministère de l'Éducation Nationale « Les Cordées de la réussite » 2022-2023 entre l'Institut national du patrimoine et le collège Paul Bert à Malakoff, le centre d'art contemporain de Malakoff s'associe au projet d'éducation artistique et culturel « (Se) déconstruire », de janvier à mai 2023, dans le cadre du projet Couper les fluides sur le site maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff.

Pour les réseaux sociaux :

Facebook : @maisondesartscentredartcontemporaindemalakoff

@Institutnationaldupatrimoine @ministèredelaculture

@ministereeducationnationalefrance @villedemalakoff @lehouloc

Instagram : @maisondesarts_malakoff @inp.patrimoine @education_gouv @culture_gouv @villedemalakoff

L'utilisation des signes distinctifs respectifs ainsi que du nom et de l'image des parties est strictement limitée à l'exécution et pour la durée de la présente convention. Chaque partie ne peut prétendre à aucun droit d'utilisation des signes distinctifs de l'autre partie ou du nom ou de l'image de l'autre partie en dehors de ces cas, sauf accord préalable et écrit de l'autre partie.

Pour tout usage et diffusion de photographies représentant des élèves, la signature d'une autorisation de reproduction et de diffusion de photographie est requise.

Article 9. Résiliation

Chacune des parties pourra mettre fin, avant terme, au contrat en prévenant l'autre partie de son intention trois mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour toute difficulté dans l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher, sans délai, un règlement amiable.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 10. Dispositions diverses

10.01 Intuitu personae

La présente convention est conclue en considération de la personnalité des parties. Elle ne peut être transférée ou cédée à une autre personne physique ou morale, sauf accord exprès des parties.

10.02 Nullité d'une clause

Lorsque l'une des clauses ou dispositions de la présente convention venait à être annulée ou privée de tout ou partie de ses effets, cela n'affectera aucunement les autres clauses ou dispositions de la convention.

Article 11. Compétence territoriale

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation, son exécution ou sa réalisation, sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait en trois exemplaires,

à Malakoff, le

Pour la ville de Malakoff

à Paris, le**2.FEV..2023**

Pour l'Institut national du patrimoine


Jacqueline Belhomme



Le Directeur
Charles Personnaz

A Malakoff, le ...**2.6.23**...**2023**

Pour le collège Paul Bert

La Principale
Mme Krief


Christelle KRIEF
La Principale


PJ : Budget prévisionnel du projet

BUDGET PREVISIONNEL PROJET EAC : Couper les Fluides

DEPENSES

SEQ 1 - Visite "Couper les Fluides à la maison des arts

Billetterie et visite guidée 0
 Frais de transport Collège -> Centre d'art 0
 Intervention artiste 2h +4h prépa + 2h arpentage 640

SEQ 2 - Visite musée d'Orsay

Billetterie et visite guidée Orsay 0
 Frais de transport Collège -> Paris 100
 Présence de Catherine Radosa 160

SEQ 3 - ATELIER ARTISTIQUE à la supérette

Intervention artiste (2h atelier, 2h restitution) 320
 Frais de transport Collège -> Centre d'art 0
 Matériel 60
 Restitution goûter 1380
TOTAL

RECETTES

INP

3h préparation artiste 240

Collège Paul Bert Via les Cordées de la Réussite

8h Interventions artiste 640
 Matériel artiste 100
 Goûter - restitution 60

frais de transport (budget à part du collège) 100

Ville de Malakoff (Centre des arts)

2h d'arpentage + 1h préparation de l'artiste 240

TOTAL

1380

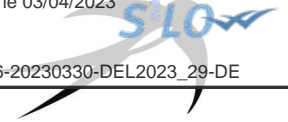
Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_28-DE



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Modification de la délibération du conseil municipal n°2018/93 du 28 septembre 2018 portant adoption du cadre de référence du Régime Indemnitaire lié aux Fonctions, Sujétions, à l'Expertise et à l'Expérience Professionnelle (RIFSEEP).

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_29
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	31	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	2	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
- M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
Mme Charlotte Rault

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes - M. Stéphane Tauthui

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour exercer les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_29-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_29

Objet : Modification de la délibération du conseil municipal n°2018/93 du 28 septembre 2018 portant adoption du cadre de référence du Régime Indemnitaire lié aux Fonctions, Sujétions, à l'Expertise et à l'Expérience Professionnelle (RIFSEEP).

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020, relatif au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale, instaurant des corps d'équivalence provisoire entre certains cadres d'emplois de la fonction publique d'État et ceux de la fonction publique territoriale pour les agents exerçant des fonctions équivalente ;

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du conseil municipal du 31 mars 2004 portant refonte du régime indemnitaire des agents de la commune ;

- Vu** les délibérations du conseil municipal des 16 décembre 2015 et 9 octobre 2016 portant revalorisation partielle du régime indemnitaire, des agents des catégories A et B, et des agents de catégorie d'encadrement ;
- Vu** la délibération du conseil municipal du 28 septembre 2018, portant adoption du cadre de référence pour la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
- Vu** la délibération du conseil municipal du 30 juin 2021 portant avenant à la délibération du 28 septembre 2018 instaurant le RIFSEEP ;
- Vu** la circulaire NOR RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
- Vu** l'avis du comité social territorial en date du 28 mars 2023 ;
- Vu** le budget communal ;
- Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour certains cadres d'emplois et notamment celui des auxiliaires de puériculture ;

Considérant que le cadre de référence a été adopté par délibération en septembre 2018 ;

Considérant que les difficultés de recrutement s'agissant des métiers de la petite enfance nécessitent une revalorisation du régime indemnitaire spécifique pour ces agents ;

Considérant les spécificités des métiers de la petite enfance et notamment la nécessité d'être titulaire d'un diplôme spécifique en plus d'un concours de la fonction publique territoriale ;

Considérant que le référentiel de fonction a été structuré autour de 15 groupes de fonction et qu'il nécessite la création de 3 groupes supplémentaires spécifiques aux métiers de la petite enfance ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : DÉCIDE de mettre en place l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2 : ÉTEND le RIFSEEP aux agents, titulaires, stagiaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de certains cadres d'emploi de la filière médico-sociale :

- Les auxiliaires de puériculture

Article 3 : DÉTERMINE les groupes de fonctions et des montants maximum de l'IFSE.

Le montant de l'IFSE est déterminé par référence à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'État.

En effet, chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre les différents groupes de fonctions ci-dessous au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

CLASSIFICATION DE LA PART FONCTIONNELLE DES FONCTIONS

CATÉGORIE A

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
A1A: Fonction de direction générale	18 900,00 €	1 575,00 €	Fonction de catégorie A impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de la conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A1B: Fonction de direction générale adjointe	17 640,00 €	1 470,00 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A2: Fonction de direction	10 710,00 €	892,50 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
A3.1: Fonction de responsable d'un service ou d'un équipement	7 686,00 €	640,50 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
A3.2: Fonction de responsable d'un équipement d'accueil de jeunes enfants	10 086,00 €	840,50 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
A4.1: Fonction de cadre intermédiaire, de coordination et/ou d'expertise sans encadrement	7 056,00 €	588,00 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie A, B, ou C, et/ou possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets
A4.2: Fonction de cadre intermédiaire, de coordination et/ou d'expertise sans encadrement au sein d'un équipement d'accueil de jeunes enfants	8 856,00 €	738,00 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie A, B, ou C, et/ou possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets

CATÉGORIE B

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
B1A: Fonction de responsable de service ou de direction	6 426,00 €	535,50 €	Fonction de catégorie B ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
B1B: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	6 048,00 €	504,00 €	Fonction de catégorie B ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie B ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B1C: Fonction de cadre intermédiaire	5 544,00 €	462,00 €	Fonction de catégorie B sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie B, ou C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B2: Fonction de coordination ou fonction d'expertise exerçant des missions de régisseur	5 166,00 €	430,50 €	Fonction de catégorie B assurant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation et/ou des partenaires, pour la gestion et la coordination complexe de projets
B3.1: Fonction d'expertise	4 788,00 €	399,00 €	Fonction de catégorie B occupant un emploi ressources pour une expertise spécifique, sans mission d'encadrement ni sujétions particulières
B3.2: Fonction d'expertise en	6 000,00 €	500,00 €	Fonction de catégorie B occupant un emploi

CATÉGORIE C

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
C1A: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	4 410,00 €	367,50 €	Fonction de catégorie C ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
C1B: Fonction d'encadrement de proximité et de policier municipal	3 780,00 €	315,00 €	Fonction de catégorie C sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonction de policier municipal.
C2: Fonction opérationnelle spécialisée	3 150,00 €	262,50 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions supposent des habilitations ou formations précises et pouvant comporter des sujétions importantes
C3: Fonction opérationnelle	2 520,00 €	210,00 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions ne supposent pas d'habilitations ou formations précises mais pouvant comporter des sujétions importantes

Article 4 : DÉTERMINE les critères de modulations de l'IFSE au titre de l'expérience professionnelle.

L'expérience professionnelle est appréciée pour les agents faisant fonction, c'est-à-dire des agents dont il est reconnu qu'ils exercent des fonctions relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure (B vers A ou C vers B) selon la catégorie du poste définie au tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal.

Dans cette situation, les agents concernés perçoivent une indemnité d'expérience professionnelle correspondant à 60 % de la différence entre le montant du régime indemnitaire de leur groupe de fonction et celui du poste qu'ils occupent.

Article 5 : FIXE les modalités de réexamen du montant de l'IFSE.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion,
- au minimum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions, au titre de l'expérience acquise par l'agent.

Article 6 : FIXE les conditions de Modulation de l'IFSE selon le temps de travail et en cas d'absence pour raison de santé.

Conformément à la réglementation, le Régime Indemnitaire suit le sort du traitement. Cela signifie que le temps non complet et le temps partiel impliquent un calcul et un versement de l'IFSE au prorata du temps de travail rémunéré, et que le passage à demi-traitement ou sans traitement, issu du reliquat ou de l'épuisement des droits à rémunération lors d'un congé maladie de l'agent, impacte la part fonctionnelle du RI (l'IFSE ou autres primes pour les agents non éligibles au RIFSEEP à la date de mise en œuvre de la délibération) dans les mêmes conditions.

En cas de suspension de fonctions* (CE, 25 octobre 2000) de grève (CE 11 juillet 1973, M.A, req. n° 8892), le

supprimé.
*(mesure dite conservatoire prise par l'administration qui décide d'écarter momentanément du service un agent qui a commis une faute grave. Ce n'est pas une sanction disciplinaire)

Article 7 : FIXE les conditions Versement de l'IFSE.

L'IFSE est versée mensuellement, selon les montants forfaitaires fixes précités. L'indemnité « garantie de maintien » est également versée mensuellement, selon les modalités citées à l'article 9. Les modulations de l'IFSE feront l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale, selon les modalités précitées.

Article 8 : FIXE les conditions de revalorisation de l'IFSE.

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

Article 9 : FIXE les conditions d'attribution individuelle de l'IFSE, mobilité et garantie de maintien.

L'attribution individuelle de l'IFSE décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel à chaque agent.

Lors de la première application des dispositions de la présente délibération, le montant indemnitaire mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, peut être conservé à titre individuel au titre de l'IFSE, si ce montant se trouve diminué par l'application des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence.

Le maintien de ce montant prend la forme, dans les bulletins de paie des agents concernés, d'une indemnité « garantie de maintien » isolée de l'IFSE.

Les indemnités « garantie de maintien » sont maintenues jusqu'au changement de groupe de fonctions ou de fonctions.

L'indemnité « garantie de maintien » se comporte comme suit en cas de mobilité :

Mobilité choisie dans le même groupe de fonctions : pas de changement.

Mobilité choisie dans un groupe de fonction inférieur : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe fonctions et maintien de la garantie.

Mobilité choisie dans un groupe de fonction supérieur :

1 - soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions reste inférieur à la garantie de l'agent : est opéré alors un réajustement du différentiel de garantie.

2 - soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions devient supérieur à la garantie de l'agent : est opéré alors un alignement sur le nouveau montant socle et disparition de la garantie.

Mobilité dans l'intérêt du service (procédure auprès de la Commission Administrative Paritaire) : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe de fonctions et perte de la garantie.

Mobilité contrainte : maintien du montant de la part fonctionnelle du poste précédent et la garantie, dans la limite des plafonds réglementaires.

Est considérée comme mobilité contrainte, une mobilité liée à un reclassement statutaire suite à une inaptitude médicale (posée par le médecin de prévention ou le comité médical, commission de réforme) mobilité liée à des décisions de la collectivité (ex: réorganisation).

Article 10 : DÉTERMINE les règles de cumul.

L'IFSE est exclusive, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, de ce fait toutes les dispositions antérieures à la présente délibération, dans la collectivité seront supprimées (en fonction du calendrier de parution des décrets et arrêtés de transposition pour les grades en attente et exclus du dispositif).

Notamment, le RIFSEEP ne pourra se cumuler avec l'IFTS, l'IAT, la PFR et l'IEMP.

L'IFSE est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (indemnités compensatrices, GIPA,...) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. heures supplémentaires, astreintes) ;
- les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000.

Article 11 : DÉTERMINE le maintien des primes et indemnités.

Sont maintenues :

- La prime dite «de fin d'année» constituant un complément de rémunération visé à l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée ;
- La prime spéciale d'installation, hormis pour les agents contractuels de droit public présents dans la collectivité à la date de nomination stagiaire ;
- Toutes primes et indemnités, non cumulables avec l'IFSE, versées pour les cadres d'emplois exclus à ce jour du RIFSEEP ou ceux dont les arrêtés fixant les montants d'IFSE applicables aux différents cadres d'emploi ne sont pas tous parus à la date de la présente délibération.

Article 12 : FIXE le montant du complément indemnitaire annuel (CIA).

Le CIA permet de reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Ce complément, dont le versement individuel est facultatif, est décidé en fonction des résultats de l'entretien d'évaluation annuelle réalisé par le N+1.

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Le montant annuel maximum de CIA retenu, pour tous les agents bénéficiaires de l'IFSE, est fixé à 0 €.

Article 13 : PRÉCISE la date d'effet de la présente délibération.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} avril 2023.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_29-DE



La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/29

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_29-DE



Maire de Malakoff

ville de Malakoff

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : MERCREDI 26 SEPTEMBRE 2018

Objet : Régime Indemnitare lié aux Fonctions, Sujétions, à l'Expertise et à l'Expérience Professionnelle (RIFSEEP) – Adoption du cadre de référence.

Nombre de membres composant le conseil : **39**

En exercice : 39

Présents : 33

Ayant donné mandat : 5

Absents excusés : 1

N° 2018/93

Arrivée en Préfecture le : 03/10/2018

Publiée le : 03/10/2018

Exécutoire le : 03/10/2018

L'an deux-mille-dix-huit le mercredi 26 septembre à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués le 29 août 2018, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de Madame la Maire, Jacqueline BELHOMME.

Etaient Présents (33) :

Mme Catherine MARGATE - M. Serge CORMIER - Mme Catherine PICARD
M. Dominique CARDOT - Mme Vanessa GHIATI - M. Gilbert METAIS
Mme Corinne PARMENTIER - M. Rodéric AARSSE - M. Gilles CLAVEL
M. Antonio OLIVEIRA - Mme Sonia FIGUERES - Mme Monique ZANATTA
Mme Michelle BETOUS - M. Joël ALLAIN - M. Didier GOUTNER
Mme Mireille MOGUEROU - Mme Joelle LARRERE - Mme Jocelyne BOYVAL
Mme Sophie HOURDIN M. Thierry NOTREDAME - Mme Annick LE GUILLOU
Mme Bénédicte IBOS - M. Frédéric SACONNET M. Kamel SI BACHIR
M. Jean-Renaud SEIGNOLLES - Mme Anne-Karin MORDOS - M. Saliou BA
M. Michaël ORAND – Mme Emmanuelle JANNES - Mme Frédérique PERROTTE
M. Fabien CHEBAUT - M. Stéphane TAUTHUI

Mandats donnés (5) :

Mme Fatiha ALAUDAT donne pouvoir à Mme Sonia FIGUERES,
Mme Patricia CHALUMEAU donne pouvoir à Madame la Maire, Jacqueline BELHOMME,
M. Farid BEN MALEK donne pouvoir à Mme Emmanuelle JANNES,
M. Pierre-François KOEHLIN donne pouvoir à M. Serge CORMIER,
M. Thibault DELAHAYE donne pouvoir à Mme Annick GUILLOU.

Absent excusé (1) :

Mme Léonore TOPELET.

Secrétaire de séance :

Mme Annick LE GUILLOU, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Ville de Malakoff



CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 26 septembre 2018

Extrait du registre des délibérations Délibération n°2018/93

Service : Direction des ressources humaines / Domaine : Régime indemnitaire.

Objet : Régime Indemnitaire lié aux Fonctions, Sujétions, à l'Expertise et à l'Expérience Professionnelle (RIFSEEP) – Adoption du cadre de référence.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu les arrêtés suivants :

Pour les adjoints administratifs territoriaux, les adjoints territoriaux d'animation, les agents sociaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles :

- Arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

- Arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
Pour les rédacteurs territoriaux, les animateurs territoriaux, les éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives :
- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Pour les attachés territoriaux, les assistants territoriaux socio-éducatifs :

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- Arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'État relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Pour les adjoints techniques territoriaux, les agents de maîtrise territoriaux :

- Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,
- Arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 31 mars 2004, portant refonte du régime indemnitaire des agents de la commune,

Vu les délibérations du conseil municipal, en date des 16 décembre 2015 et 5 octobre 2016, portant revalorisation partielle du régime indemnitaire, des agents des catégories A et B, et des agents de catégorie C ayant une fonction d'encadrement,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité technique en date du 27 juin 2018,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs,

Vu l'avis des commissions municipales compétentes,

Considérant l'engagement de Madame La Maire à étendre les revalorisations indemnitaires aux agents de catégorie C sans encadrement pour l'année 2018,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose, d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent,

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,
Soit 38 voix dont 5 mandats**

Article 1 : DÉCIDE de mettre en place l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2 : DIT QUE le régime indemnitaire bénéficie aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel. Les cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP et présents dans les effectifs à la date d'adoption de la délibération sont :

- filière administrative : adjoints administratifs territoriaux, rédacteurs territoriaux, attachés territoriaux,
- filière animation : adjoints territoriaux d'animation, animateurs territoriaux,
- filière sportive : éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives,
- filière sociale : agents sociaux territoriaux, agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, assistants territoriaux socio-éducatifs, éducateurs territoriaux de jeunes enfants,
- filière médico-sociale : psychologues territoriaux,
- filière médico-technique : biologiste/pharmacien territoriaux,
- filière technique : adjoints techniques territoriaux, agents de maîtrise territoriaux, techniciens territoriaux, ingénieurs territoriaux.

Dans la mesure où l'ensemble des arrêtés fixant les montants d'IFSE applicables aux différents cadres d'emploi ne sont pas tous parus à la date de la présente délibération, les indemnités qui demeurent en vigueur pour les cadres d'emplois concernés continueront d'être versées, selon les conditions indiquées ci-après, et ce jusqu'à parution des textes attendus qui permettront d'attribuer des montants équivalents à ceux du RIFSEEP à tous les cadres d'emploi, ainsi qu'aux agents dont les cadres d'emplois sont exclus à ce jour du RIFSEEP.

A ce jour, il s'agit des cadres d'emplois suivants :

Filière	Cadres emplois	Indemnités en vigueur	Observations
Technique	- Ingénieurs territoriaux - Techniciens territoriaux	Prime de service et de rendement, Indemnité spécifique de service.	Arrêtés d'application à venir
Sociale	Éducateurs territoriaux de jeunes enfants	Indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires, prime de service	Arrêtés d'application à venir
Médico- sociale	- Auxiliaires de puériculture territoriaux - Auxiliaires de soins territoriaux	Prime de service, prime spéciale de sujétion, prime forfaitaire, indemnité de sujétion spéciale	Exclus à ce jour
	Psychologues territoriaux	Indemnité de risques et de sujétions spéciales.	Arrêté d'application à venir
	- Infirmiers territoriaux - Infirmiers territoriaux en soins généraux - Puéricultrices territoriales	Prime spéciale de début de carrière, prime de service, prime spécifique, indemnité de sujétion spéciale, indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants	Exclus à ce jour
Médico- technique	Biologistes/Pharmaciens territoriaux	Prime de service et de rendement.	Arrêté d'application à venir
	Techniciens paramédicaux territoriaux	Indemnité spéciale de sujétions, prime de service et de rendement, indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants	Exclus à ce jour
Police municipale	Agent de police municipale	Indemnité spéciale de fonctions, indemnité d'administration et de technicité	Exclus à ce jour

Article 3 : DIT QUE le montant de l'IFSE est déterminé par référence à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre les différents groupes de fonctions ci-dessous au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Classification de la part fonctionnelle en groupes de fonctions :

CATÉGORIE A :

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
A1A: Fonction de direction générale	18 900,00 €	1 575,00 €	Fonction de catégorie A impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de la conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A1B: Fonction de direction générale adjointe	17 640,00 €	1 470,00 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A2: Fonction de direction	10 710,00 €	892,50 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
A3: Fonction de responsable d'un service ou d'un équipement	7 686,00 €	640,50 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
A4: Fonction de cadre intermédiaire, de coordination et/ou d'expertise sans encadrement	7 056,00 €	588,00 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie A, B, ou C, et/ou possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets

CATÉGORIE B

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
B1A: Fonction de responsable de service ou de direction	6 426,00 €	535,50 €	Fonction de catégorie B ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
B1B: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	6 048,00 €	504,00 €	Fonction de catégorie B ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie B ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B1C: Fonction de cadre intermédiaire	5 544,00 €	462,00 €	Fonction de catégorie B sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie B, ou C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B2: Fonction de coordination ou fonction d'expertise exerçant des missions de régisseur	5 166,00 €	430,50 €	Fonction de catégorie B assurant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation et/ou des partenaires, pour la gestion et la coordination complexe de projets
B3: Fonction d'expertise	4 788,00 €	399,00 €	Fonction de catégorie B occupant un emploi ressources pour une expertise spécifique, sans mission d'encadrement ni sujétions particulières

CATÉGORIE C :

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
C1A: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	4 410,00 €	367,50 €	Fonction de catégorie C ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
C1B: Fonction d'encadrement de proximité et de policier municipal	3 780,00 €	315,00 €	Fonction de catégorie C sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonction de policier municipal.
C2: Fonction opérationnelle spécialisée	3 150,00 €	262,50 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions supposent des habilitations ou formations précises et pouvant comporter des sujétions importantes
C3: Fonction opérationnelle	2 520,00 €	210,00 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions ne supposent pas d'habilitations ou formations précises mais pouvant comporter des sujétions importantes

- le détail des définitions et des indicateurs de classification est annexé à la présente délibération,
- les tableaux des montants réglementaires de l'IFSE sont également annexés. Conformément à la réglementation, ils sont présentés par cadres d'emplois et selon le nombre de groupe de fonctions défini par arrêté.

Article 4 : DÉTERMINE les critères de modulations de l'IFSE au titre de l'expérience professionnelle :

L'expérience professionnelle est appréciée pour les agents faisant fonction, c'est-à-dire des agents dont il est reconnu qu'ils exercent des fonctions relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure (B vers A ou C vers B) selon la catégorie du poste définie au tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal.

Dans cette situation, les agents concernés perçoivent une indemnité d'expérience professionnelle correspondant à 60 % de la différence entre le montant du régime indemnitaire de leur groupe de fonction et celui du poste qu'ils occupent.

Cette disposition sera mise en œuvre au cours du premier semestre 2019.

Article 5 : DÉTERMINE les conditions de réexamen du montant de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion,
- au minimum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions, au titre de l'expérience acquise par l'agent.

Article 6 : DÉTERMINE la modulation de l'IFSE selon le temps de travail et en cas d'absence pour raison de santé :

Conformément à la réglementation, le Régime Indemnitaire suit le sort du traitement. Cela signifie que le temps non complet et le temps partiel impliquent un calcul et un versement de l'IFSE au prorata du temps de travail rémunéré, et que le passage à demi-traitement ou sans traitement, issu du reliquat ou de l'épuisement des droits à rémunération lors d'un congé maladie de l'agent, impacte la part fonctionnelle du RI (l'IFSE ou autres primes pour les agents non éligibles au RIFSEEP à la date de mise en œuvre de la délibération) dans les mêmes conditions.

En cas de suspension de fonctions* (CE, 25 octobre 2002 MS, req.n° 237509) ou de grève (CE 11 juillet 1973, M.A, req. n° 8892), le versement de l'IFSE est supprimé.

**Mesure dite conservatoire prise par l'administration qui décide d'écarter momentanément du service un agent qui a commis une faute grave. Ce n'est pas une sanction disciplinaire.*

Article 7 : DÉTERMINE les conditions de versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée mensuellement, selon les montants forfaitaires fixes précités. L'indemnité « garantie de maintien » est également versée mensuellement, selon les modalités citées à l'article 9. Les modulations de l'IFSE feront l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale, selon les modalités précitées.

Article 8 : DÉTERMINE les conditions de revalorisation de l'IFSE :

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

Article 9 : Attribution individuelle de l'IFSE, mobilité et garantie de maintien :

L'attribution individuelle de l'IFSE décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel à chaque agent.

Lors de la première application des dispositions de la présente délibération, le montant indemnitaire mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, peut être conservé à titre individuel au titre de l'IFSE, si ce montant se trouve diminué par l'application des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence.

Le maintien de ce montant prend la forme, dans les bulletins de paie des agents concernés, d'une indemnité « *garantie de maintien* » isolée de l'IFSE.

Les indemnités « *garantie de maintien* » sont maintenues jusqu'au changement de groupe de fonctions ou de fonctions.

L'indemnité « *garantie de maintien* » se comporte comme suit en cas de mobilité :

Mobilité choisie dans le même groupe de fonctions : pas de changement.

Mobilité choisie dans un groupe de fonction inférieur : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe fonctions et maintien de la garantie.

Mobilité choisie dans un groupe de fonction supérieur :

- soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions reste inférieur à la garantie de l'agent : est opéré alors un réajustement du différentiel de garantie,
- soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions devient supérieur à la garantie de l'agent : est opéré alors un alignement sur le nouveau montant socle et disparition de la garantie.

Mobilité dans l'intérêt du service (procédure auprès de la Commission Administrative Paritaire) : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe de fonctions et perte de la garantie.

Mobilité contrainte : maintien du montant de la part fonctionnelle du poste précédent et la garantie, dans la limite des plafonds réglementaires.

Est considérée comme mobilité contrainte, une mobilité liée à un reclassement statutaire suite à une inaptitude médicale (posée par le médecin de prévention ou le comité médical, commission de réforme) mobilité liée à des décisions de la collectivité (ex: réorganisation).

Article 10 : DÉTERMINE les règles de cumul :

L'IFSE est exclusive, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, de ce fait toutes les dispositions antérieures relative au régime indemnitaire, dans la collectivité seront supprimées (en fonction du calendrier de parution des décrets et arrêtés de transposition pour les grades en attente et exclus du dispositif).

Notamment, le RIFSEEP ne pourra se cumuler avec l'IFTS, l'IAT, la PFR et l'IEMP.

L'IFSE est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (indemnités compensatrices, GIPA,...) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. heures supplémentaires, astreintes) ;
- les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000.

Article 11 : DÉTERMINE les conditions de maintien des primes et indemnités :

Sont maintenues :

- la prime dite «de fin d'année» constituant un complément de rémunération visé à l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée,
- la prime spéciale d'installation, hormis pour les agents contractuels de droit public présents dans la collectivité à la date de nomination stagiaire.
- toutes primes et indemnités, non cumulables avec l'IFSE, versées pour les cadres d'emplois exclus à ce jour du RIFSEEP ou ceux dont les arrêtés fixant les montants d'IFSE applicables aux différents cadres d'emploi ne sont pas tous parus à la date de la présente délibération.

Article 12 : Le complément indemnitaire annuel :

Le CIA permet de reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Ce complément, dont le versement individuel est facultatif, est décidé en fonction des résultats de l'entretien d'évaluation annuelle réalisé par le N+1.

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Le montant annuel maximum de CIA retenu, pour tous les agents bénéficiaires de l'IFSE, est fixé à 0 €.

Article 13 : DIT QUE les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} octobre 2018.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Fait et délibéré à la date ci-dessus

Ont signé les membres présents

Pour copie conforme



Madame la Maire,

Jacqueline BELHOMME

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_29-DE

Ville de Malakoff

Envoyé en préfecture le 13/07/2021
Reçu en préfecture le 13/07/2021
Affiché le
ID : 092-219200466-20210707-DEL2021_63-DE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **30 juin 2021**

Objet : Avenant à la délibération du 28 septembre 2018 instaurant le RIFSEEP

Nombre de membres composant le conseil : 39	N° DEL2021_63
En exercice: 39	Arrivée en Préfecture le : 13/07/2021
Présents: 29	Publiée le : 13/07/2021
Représentés (ayant donné mandat): 4	Exécutoire le : 13/07/2021
Absent excusé (sans mandat): 6	

L'an deux mille vingt et un, le trente juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati
- M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire -
M. Jean-Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -
M. Nicolas Garcia - M. Martin Vernant - Mme Catherine Morice -
M. Loïc Courteille - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -
M. Olivier Rajzman - M. Stéphane Tauthui

Avait donné mandat :

Mme Nadia Hammache à M. Anthony Toueilles
M. Aurélien Denaes à M. Jean-Michel Poullé
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba
Mme Emmanuelle Jannès à M. Olivier Rajzman

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/20
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023.



Le Maire de Malakoff

Etaient excusés :

Mme Julie Muret - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Farid Hemidi - M. Pascal Brice
- Mme Fatou Sylla - Mme Charlotte Rault

Secrétaire de séance : Mme Aprikian en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 30 juin 2021

Registre des délibérations Délibération n° DEL2021_63

Objet : Avenant à la délibération du 28 septembre 2018 instaurant le RIFSEEP

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020, relatif au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale, instaurant des corps d'équivalence provisoire entre certains cadres d'emplois de la fonction publique d'Etat et ceux de la fonction publique territoriale pour les agents exerçant des fonctions équivalente,

Vu les arrêtés suivants :

- pour les éducateurs de jeunes enfants territoriaux : arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application aux corps des éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'institut national des jeunes aveugles des administrations de l'Etat et du corps d'équivalence provisoire, soit le corps d'état des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse.

- pour les puéricultrices territoriales et infirmiers territoriaux en soins généraux: arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application aux corps des infirmiers civils de soins généraux et spécialisés du ministère de la défense et du corps d'équivalence provisoire, soit le corps des assistants de service social des administrations de l'Etat (services déconcentrés).

- pour les pédicures-podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale: le corps de référence est celui des personnels civils de rééducation et médico-techniques du ministère de la défense. Le corps

d'équivalence provisoire est celui des assistants administration de l'Etat (services déconcentrés).

• pour les techniciens paramédicaux territoriaux en soit

pris pour l'application aux corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense et du cors d'équivalence provisoire, soit le corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat.

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale.

Vu la délibération du conseil municipal du 31 mars 2004 portant refonte du régime indemnitaire des agents de la commune,

Vu les délibérations du conseil municipal des 16 décembre 2015 et 5 octobre 2016 portant revalorisation partielle du régime indemnitaire, des agents des catégories A et B, et des agents de catégorie C ayant une fonction d'encadrement,

Vu la délibération du conseil municipal du 28 septembre 2018, portant adoption du cadre de référence pour la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire NOR RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité technique en date du 27 juin 2018,

Vu le budget communal,

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour certains cadres d'emplois,

Considérant que le cadre de références a été adopté par délibération en septembre 2018,

Considérant que le référentiel de fonction a été structuré autour de 15 groupes de fonction et qu'il n'appelle pas de changement,

Considérant que seuls deux articles de la délibération n°2018/93 du conseil municipal du 28 septembre 2018, doivent être modifiés, l'article 2 mentionnant les bénéficiaires et l'article 13, la date d'effet ; les autres articles sont inchangés.

Après en avoir délibéré,

Article 1 : DÉCIDE de mettre en place l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Article 2 : APPLIQUE le RIFSEEP aux agents, titulaires, stagiaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel de certains cadres d'emploi de la filière médico-sociale :

- Les éducateurs de jeunes enfants territoriaux.
- Les puéricultrices territoriales et infirmiers territoriaux en soins généraux.
- Les pédicures-podologues, ergothérapeute, orthoptistes et manipulateur d'électroradiologie médicale.
- Les techniciens paramédicaux territoriaux.

Article 3 : Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E.

Le montant de l'I.F.S.E. est déterminé par référence à l'annuaire des rémunérations fixé par l'Etat.

En effet, chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre les différents groupes de fonctions ci-dessous au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

SYNTHÈSE - CLASSIFICATION DE LA PART FONCTIONNELLE EN GROUPES DE FONCTIONS

CATÉGORIE A

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
A1A: Fonction de direction générale	18 900,00 €	1 575,00 €	Fonction de catégorie A impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de la conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A1B: Fonction de direction générale adjointe	17 640,00 €	1 470,00 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète de nombreux sujets
A2: Fonction de direction	10 710,00 €	892,50 €	Fonction de catégorie A ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
A3: Fonction de responsable d'un service ou d'un équipement	7 686,00 €	640,50 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
A4: Fonction de cadre intermédiaire, de coordination et/ou	7 056,00 €	588,00 €	Fonction de catégorie A ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie A, B, ou C, et/ou possédant une

d'expertise sans encadrement			exper de dé projet
------------------------------	--	--	--------------------------

CATÉGORIE B

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion
B1A: Fonction de responsable de service ou de direction	6 426,00 €	535,50 €	Fonction de catégorie B ayant un rôle de conception stratégique de projets, intervenant sur un ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention
B1B: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	6 048,00 €	504,00 €	Fonction de catégorie B ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie B ou C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B1C: Fonction de cadre intermédiaire	5 544,00 €	462,00 €	Fonction de catégorie B sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie B, ou C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets
B2: Fonction de coordination ou fonction d'expertise exerçant des missions de régisseur	5 166,00 €	430,50 €	Fonction de catégorie B assurant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation et/ou des partenaires, pour la gestion et la coordination complexe de projets
B3: Fonction d'expertise	4 788,00 €	399,00 €	Fonction de catégorie B occupant un emploi ressources pour une expertise spécifique, sans mission d'encadrement ni sujétions particulières

CATÉGORIE C

Groupes de fonctions	Montant annuel en €	Montant mensuel en €	N ou de sujétion
C1A: Fonction de responsable adjoint d'un service ou de responsable d'un équipement	4 410,00 €	367,50 €	Fonction de catégorie C ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets
C1B: Fonction d'encadrement de proximité et de policier municipal	3 780,00 €	315,00 €	Fonction de catégorie C sous la responsabilité d'un Responsable de service ou d'équipement, ayant une responsabilité d'encadrement hiérarchique ou fonctionnel d'agents de catégorie C, possédant une expertise spécifique ou un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonction de policier municipal.
C2: Fonction opérationnelle spécialisée	3 150,00 €	262,50 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions supposent des habilitations ou formations précises et pouvant comporter des sujétions importantes
C3: Fonction opérationnelle	2 520,00 €	210,00 €	Fonction opérationnelle de catégorie C dont les missions ne supposent pas d'habilitations ou formations précises mais pouvant comporter des sujétions importantes

Article 4 : Critères de modulations de l'I.F.S.E. au titre de l'expérience professionnelle.

L'expérience professionnelle est appréciée pour les agents faisant fonction, c'est-à-dire des agents dont il est reconnu qu'ils exercent des fonctions relevant d'une catégorie hiérarchique supérieure (B vers A ou C vers B) selon la catégorie du poste définie au tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal.

Dans cette situation, les agents concernés perçoivent une indemnité d'expérience professionnelle correspondant à 60 % de la différence entre le montant du régime indemnitaire de leur groupe de fonction et celui du poste qu'ils occupent.

Article 5 : Réexamen du montant de l'IFSE.

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un arrêté territorial :

- en cas de changement de fonctions,
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion,
- au minimum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions, au titre de l'expérience acquise par l'agent.

Article 6 : Modulation de l'I.F.S.E. selon le temps de travail et en cas d'absence pour raison de santé.

Conformément à la réglementation, le Régime Indemnitare suit le sort du traitement. Cela signifie que le temps non complet et le temps partiel impliquent un calcul et un versement de l'IFSE au prorata du temps de travail rémunéré, et que le passage à demi-traitement ou sans traitement, issu du reliquat ou de l'épuisement des droits à rémunération lors d'un congé maladie de l'agent, impacte la part fonctionnelle du RI (l'IFSE ou autres primes pour les agents non éligibles au RIFSEEP à la date de mise en œuvre de la délibération) dans les mêmes conditions.

En cas de suspension de fonctions* (CE, 25 octobre 2002 MS, req.n° 237509) ou de grève (CE 11 juillet 1973, M.A, req. n° 8892), le versement de l'I.F.S.E. est supprimé.

*(mesure dite conservatoire prise par l'administration qui décide d'écarter momentanément du service un agent qui a commis une faute grave. Ce n'est pas une sanction disciplinaire)

Article 7 : Versement de l'I.F.S.E.

L'I.F.S.E. est versée mensuellement, selon les montants forfaitaires fixes précités.

L'indemnité « garantie de maintien » est également versée mensuellement, selon les modalités citées à l'article 9.

Les modulations de l'IFSE feront l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale, selon les modalités précitées.

Article 8 : Clause de revalorisation de l'I.F.S.E.

Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'État.

Article 9 : Attribution individuelle de l'I.F.S.E., mobilité et garantie de maintien.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel à chaque agent.

Lors de la première application des dispositions de la présente délibération, le montant indemnitare mensuel perçu par chaque agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, peut être conservé à titre individuel au titre de l'IFSE, si ce montant se trouve diminué par l'application des dispositions réglementaires applicables aux services de l'État servant de référence.

Le maintien de ce montant prend la forme, dans les bulletins de paie des agents concernés, d'une indemnité « garantie de maintien » isolée de l'IFSE.

Les indemnités « garantie de maintien » sont maintenues jusqu'au changement de groupe de fonctions ou de fonctions.

L'indemnité « garantie de maintien » se comporte comme suit en cas de mobilité :

Mobilité choisie dans le même groupe de fonctions : pas de changement.

Mobilité choisie dans un groupe de fonction inférieur : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe fonctions et maintien de la garantie

Mobilité choisie dans un groupe de fonction supérieur :

1 - soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions reclassé de l'agent : est opéré alors un réajustement du différentiel

2 - soit le niveau forfaitaire du groupe de fonctions devient supérieur à la garantie de l'agent : est opéré alors un alignement sur le nouveau montant socle et disparition de la garantie.

Mobilité dans l'intérêt du service (procédure auprès de la Commission Administrative Paritaire) : alignement du RI sur le nouveau montant du groupe de fonctions et perte de la garantie.

Mobilité contrainte : maintien du montant de la part fonctionnelle du poste précédent et la garantie, dans la limite des plafonds réglementaires.

Est considérée comme mobilité contrainte, une mobilité liée à un reclassement statutaire suite à une inaptitude médicale (posée par le médecin de prévention ou le comité médical, commission de réforme) mobilité liée à des décisions de la collectivité (ex: réorganisation).

Article 10 : Règles de cumul.

L'I.F.S.E. est exclusive, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature, de ce fait toutes les dispositions antérieures relative au régime indemnitaire, dans la collectivité seront supprimées (en fonction du calendrier de parution des décrets et arrêtés de transposition pour les grades en attente et exclus du dispositif).

Notamment, le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec l'IFTS, l'IAT, la PFR et l'IEMP.

L'I.F.S.E. est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (indemnités compensatrices, GIPA,...) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. heures supplémentaires, astreintes) ;
- les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000.

Article 11 : Maintien des primes et indemnités.

Sont maintenues :

- La prime dite «de fin d'année» constituant un complément de rémunération visé à l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée,
- La prime spéciale d'installation, hormis pour les agents contractuels de droit public présents dans la collectivité à la date de nomination stagiaire.
- Toutes primes et indemnités, non cumulables avec l'IFSE, versées pour les cadres d'emplois exclus à ce jour du RIFSEEP ou ceux dont les arrêtés fixant les montants d'IFSE applicables aux différents cadres d'emploi ne sont pas tous parus à la date de la présente délibération.

Article 12: Le complément indemnitaire annuel.

Le CIA permet de reconnaître l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Ce complément, dont le versement individuel est facultatif, est décidé en fonction des résultats de l'entretien d'évaluation annuelle réalisé par le N+1.

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Le montant annuel maximum de CIA retenu, pour tous les agents bénéficiaires de l'IFSE, est fixé à 0 €.

Envoyé en préfecture le 13/07/2021

Reçu en préfecture le 13/07/2021

Affiché le 1^{er} juillet 2021

ID: 092-219200466-20210707-DEL2021_63-DE

Article 13 : Date d'effet.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1^{er} juillet 2021.
Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 33 voix pour.



Signé de Jacqueline
BE...
Date du 13/07/2021
Qualité de Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr



Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Revalorisation des prestations d'action sociale.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_30
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_30-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_30

Objet : Revalorisation des prestations d'action sociale.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu la délibération conseil municipal du 21 février 1974 modifiée ;

Vu la circulaire ministérielle du 30 décembre 2022 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant qu'il convient de revaloriser les prestations d'action sociale destinées aux agents communaux ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : DÉTERMINE les principes généraux applicables à l'attribution des prestations sociales, à savoir :

Les prestations d'action sociale sont des prestations à caractère facultatif. Il résulte de ce principe qu'elles ne peuvent être accordées que dans la limite des crédits prévus à cet effet et que leur paiement ne peut donner lieu à rappel. La demande doit être déposée au cours de la période de douze mois qui suit le fait générateur de la prestation ;

Sous réserve de satisfaire aux conditions d'attribution liées à chacune des prestations, le bénéficiaire peut prétendre, pour chacun des enfants à charge, au cumul des différentes participations au cours de la même année ;

Les prestations d'action sociale sont affranchies des cotisations sociales, notamment des cotisations versées aux URSSAF, de la contribution sociale généralisée et de la contribution exceptionnelle de solidarité ;

Certaines prestations sont accordées sous réserve que le bénéficiaire n'ait pas atteint un certain indice. Les indices plafond à prendre en considération pour l'octroi de ces avantages, restent fixés à l'indice brut 548 pour la restauration et à l'indice brut 579 pour les subventions pour séjours d'enfants (avec ou sans hébergement).

Toutefois, les agents rémunérés sans référence à un des prestations si leur rémunération brute mensuelle, est inférieure au traitement brut de l'indice plafond l'indemnité de résidence ;

Les aides attribuées aux parents au titre de leurs enfants, sont accordées indifféremment au père ou à la mère, mais ne peuvent en aucun cas être versées aux deux. Dans l'hypothèse où les deux conjoints sont fonctionnaires, l'ouverture des droits est appréciée par référence à l'indice le plus élevé détenu par l'un des conjoints. Cela signifie que lorsque l'octroi d'une prestation est subordonné à un plafonnement indiciaire, la prestation ne peut être versée si l'un des conjoints dépasse ce plafond. Si la prestation peut être versée, le bénéficiaire sera celui des deux conjoints qui perçoit les prestations familiales ou, à défaut, celui des deux désigné d'un commun accord ;

Les bénéficiaires sont les suivants : agent titulaire, stagiaire ou contractuel employé à temps plein, à temps partiel, de manière continue et permanente, en position d'activité ou de détachement. Pour les agents travaillant à temps partiel, la prestation est accordée sans aucune réduction de montant ;

La participation de la commune : la participation de la commune ne peut être supérieure à 50% de la dépense réellement engagée par la famille, compte tenu des avantages perçus éventuellement par d'autres organismes (caisse d'allocations familiales, comité d'entreprise...).

Article 2 : FIXE les nouveaux tarifs des prestations sociales dans les conditions suivantes (tableau récapitulatif en annexe) avec effet au 1er avril 2023.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 03/04/2023
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/30

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_30-DE

S'LO



Le Maire de Malakoff

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

(Taux au 01/04/2023)

PRESTATIONS	TAUX	OBSERVATIONS
AIDE A LA FAMILLE		
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	24.65 € par jour	Le séjour doit être médicalement prescrit dans un établissement agréé par la sécurité sociale. L'enfant doit avoir moins de 5 ans au 1 ^{er} jour du séjour. Allocation servie pour 35 jours par an maximum.
SUBVENTIONS POUR SEJOURS D'ENFANTS		
Pour les séjours organisés par la collectivité, cette prestation est déduite du tarif appliqué au bénéficiaire. Pour les autres organismes, elle est accordée sur présentation d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le centre ou l'organisme. Elle est versée aux agents dont l'indice brut de rémunération est inférieur ou égal à 579.		
Centre de vacances avec hébergement agréés	- enfants de moins de 13 ans : 7.92 € / jour - enfants de 13 à 18 ans : 11.97 € / jour	Allocation servie pour 45 jours par an maximum.
Accueils de loisirs sans hébergement agréés	5.71 € / jour 2.88 € / demi-journée	Servie au titre de chacun des enfants à charge, de moins de 18 ans sans limitation du nombre de journées.
Maison de vacances familiales et gîte	- séjours en pension complète : 8.33 € / jour - autre formule : 7.92 € / jour	La prestation est servie pour chacun des enfants à charge, âgé de moins de 18 ans au 1 ^{er} jour du séjour, dans la limite de 45 jours par an, au vu d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le responsable du centre ou du gîte. Elle est versée indépendamment du lien de parenté entre l'enfant de l'agent et la personne avec qui il effectue le séjour.
Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif	-forfait pour 21 jours ou plus : 82.03 € -pour les séjours d'une durée inférieure : 3.90 € / jour	Prestation servie pour chacun des enfants à charge, âgé de moins de 18 ans au début de l'année scolaire. Allocation servie pour 21 jours par an maximum.
Séjours linguistiques	- enfants de moins de 13 ans : 7.92 € / jour - enfants de 13 à 18 ans : 11.98 € / jour	Prestation servie dans la limite de 21 jours par an.
ALLOCATIONS CONCERNANT LES ENFANTS HANDICAPES		
Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans	172.46 € / mois	Versée sous réserve que les parents perçoivent l'allocation d'éducation spéciale ; n'est pas servie si l'enfant est placé en

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_30-DE

		internat dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale. Non cumulable avec la prestation de compensation du handicap, l'allocation pour adulte handicapé et la majoration pour tierce personne.
Allocation pour les jeunes adultes handicapés poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans	Versement mensuel au taux de 30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales.	Versée pendant les vacances scolaires et le mois complet où l'enfant atteint ses 27 ans, s'il justifie de la qualité d'étudiant, d'apprenti ou de stagiaire de la formation professionnelle et s'il ne perçoit pas d'allocation adulte handicapé.
Séjour en centres de vacances spécialisés	22.58 € / jour, dans la limite de 50 % de la somme réellement supportée par la famille.	Versée pour les séjours effectués dans des centres de vacances agréés relevant d'organisme à but non lucratif ou de collectivités publiques. L'allocation est versée dans la limite de 45 jours / an.

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Renouvellement de la convention portant adhésion au service social du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la petite couronne.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_31
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_31-DE



CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_31

Objet : Renouvellement de la convention portant adhésion au service social du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la petite couronne.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.452-42 autorisant les centres de gestion à assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents des collectivités et établissements qui le demandent ;

Vu le projet de convention portant adhésion au service social du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) de la petite couronne ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant qu'afin de répondre aux besoins d'accompagnement social de certains personnels, il a été décidé de la mise à disposition, auprès de la collectivité, d'un assistant social du travail ;

Considérant que l'autorité territoriale peut passer convention à cet effet avec le centre de gestion ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la convention portant adhésion au service social du travail du CIG de la petite couronne pour la mise à disposition, auprès de la ville de Malakoff, d'un assistant social du travail pour un temps de service correspondant à 30 % d'un temps plein, pour l'année 2023 avec tacite reconduction pour les 4 années suivantes, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer ladite convention annexée à la présente délibération, ainsi que les actes administratifs en découlant à l'exclusion des avenants.

Article 3 : DIT QUE que le montant de la dépense sera imputé sur les exercices budgétaires concernés.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_31-DE

S²LOW

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38



Signé électroniquement par : Jacqueline

BELHOMME

Date de signature : 31/03/2023

Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr



**CONVENTION PORTANT
AU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL DU CIG**

*Délibération n° 2021-42 du 15 juin 2021
Délibération n° 2020-35 du 22 septembre 2020*

ENTRE

La Commune de : **MALAKOFF**

représentée par le Maire : **Jacqueline BELHOMME**.....

dûment autorisé(e) par délibération du

ci-après dénommé(e) la collectivité,

ET

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne d'Ile-de-France, 1 rue Lucienne Gérain 93698 Pantin cedex, représenté par son Président,

Ci-après dénommé le CIG,

PREAMBULE

Aux termes de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les centres de gestion peuvent assurer la gestion de l'action sociale et de services sociaux en faveur des agents des collectivités et établissements qui le demandent.

C'est dans ce cadre qu'a été créé le service social du travail dont la vocation est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie au travail et de vie personnelle des agents, notamment par une aide à l'intégration, la réintégration ou l'adaptation dans l'emploi des agents les plus fragilisés, l'accompagnement des agents connaissant des difficultés personnelles et la prévention des risques médico-sociaux.

Le service repose sur l'intervention d'un personnel diplômé et qualifié exerçant dans le respect de règles déontologiques. La connaissance du droit social, du droit de la famille, du droit du travail et du statut de la fonction publique permet à ces professionnels d'appréhender l'ensemble des situations sociales auxquelles sont confrontés les agents et les collectivités.

Centre Interdépartemental
de Gestion de la petite couronne
de la Région Ile-de-France

1 rue Lucienne Gérain
93698 Pantin cedex

Tél. : 01 56 96 80 80
Fax : 01 56 96 80 81

www.cig929394.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° *2023/31*
du Conseil Municipal en date du *29 mars 2023*

Le Maire de Malakoff

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le contenu et les modalités d'intervention du service social du travail du CIG.

Article 2 - Durée et prise d'effet de la convention et durée

2.1 La présente convention est conclue pour la période du **1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023**.

2.2 Sauf résiliation intervenant dans les conditions prévues à l'article 9, la convention est renouvelée tacitement pour chacune des quatre années civiles qui suivent et prendra fin le **31 décembre 2027**.

Article 3 - Adhésion de la collectivité au service social du travail

3.1 Le CIG fournit aux agents en activité au sein de la collectivité les services d'un assistant de service social recruté dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux pour un temps de service précisé à l'article 4.

3.2 Le CIG est l'employeur de cet agent et assume les responsabilités qui lui incombent à ce titre.

3.3 L'adhésion à la présente convention emporte l'acceptation de l'ensemble des règles issues des pièces annexées qui, lorsqu'elles ne s'appliquent pas de manière automatique en raison de leur nature législative ou réglementaire, se voient reconnaître une valeur contractuelle.

Font partie intégrante de la convention :

- l'annexe n° 1 : Description des missions et modalités d'intervention
- l'annexe n° 2 : Code de déontologie des assistants sociaux du travail
- l'annexe n° 3 : Fiche de renseignements à compléter

Article 4 - Temps affecté à la collectivité

Le temps de service effectué par l'assistant socio-éducatif pour les besoins de la collectivité correspond à **30%** d'un poste à temps plein, incluant les congés statutaires de toute nature.

Ce temps est consacré :

- à l'accueil des agents quelle qu'en soit la modalité,
- aux démarches liées au traitement de leurs dossiers,
- aux échanges et aux réunions internes et externes à la collectivité,
- aux réunions de coordination et d'information du service organisées par le CIG et/ou à la formation professionnelle,
- aux travaux de toute nature en faveur de la collectivité : élaboration du rapport d'activité, préparation de sensibilisations, d'actions collectives, présentation PowerPoint CHSCT, commission santé, réunion pluridisciplinaire RPS, (...).

Article 5 - Interventions de l'assistant socio éducatif

5.1 L'assistant de service social du travail du CIG intervient auprès des agents de la collectivité adhérente. Il participe à l'amélioration des conditions de vie au travail des agents et de leur bien-être via l'action sur les risques psychosociaux. Il accompagne les agents en difficulté en leur

apportant écoute, aide et conseil, en les informant sur leurs droits, et ou en les orientant vers les dispositifs et services sociaux et de santé de droit commun tout en garantissant un accueil bienveillant et neutre.

5.2 L'assistant de service social exerce un rôle de médiation entre les personnes et les organismes et services pouvant être impliqués dans la prise en charge de ces personnes. Il peut intervenir auprès du service d'affectation d'un agent, des responsables des services de ressources humaines, du service de médecine préventive, de services sociaux et organismes publics et privés dans le réseau de la santé et de l'aide sociale.

5.3 L'assistant de service social participe à la politique sociale de la collectivité et se doit, à ce titre :

- d'éclairer, avec l'accord des agents concernés, les responsables de la collectivité sur la situation d'agents qui sollicitent une mesure particulière, motivée par des circonstances familiales ou sociales graves.
- de fournir les éléments statistiques nécessaires à une meilleure connaissance de la situation sociale des agents notamment au travers d'un bilan de son activité remis chaque année.
- de participer aux réunions auxquelles il est invité au titre de son activité ou de sa compétence.
- de proposer une intervention sociale d'intérêt collectif par le biais d'actions et d'informations collectives (ex : les droits sociaux, reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, préparation à la retraite, sensibilisation au surendettement, maintien dans l'emploi des personnes handicapées...),
- d'apporter son concours à l'étude des conditions de travail, ou à l'organisation d'actions de prévention, d'information ou de formation destinées aux agents.

5.4 L'assistant de service social intervient soit à la demande directe de l'agent, soit sur sollicitation de la collectivité, du médecin de prévention ou d'autres partenaires. Dans tous les cas, l'accord de la personne intéressée est nécessaire.

5.5 L'assistant de service social tient ses permanences d'accueil dans les locaux de la collectivité. En cas de besoin, il peut se déplacer au domicile d'un agent ou sur tout autre lieu que pourrait justifier la situation de l'agent.

Article 6 - Secret professionnel

6.1 Pour l'ensemble de ses missions l'assistant de service social du travail est tenu au secret professionnel tel que prévu à l'article 26 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, à l'article L.411-3 du Code de l'action sociale et des familles et aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

6.2 La collectivité s'engage à accomplir l'ensemble des diligences nécessaires pour garantir le secret professionnel et l'indépendance de l'assistant de service social du travail dans le respect de leur code de déontologie figurant en annexe 2 de la présente convention et du règlement général de protection des données (RGPD).

Article 7 - Obligations de la collectivité adhérente

7.1 La collectivité s'engage à accueillir l'assistant de service social du travail mis à disposition par le CIG. A ce titre, elle s'engage à mettre à sa disposition des locaux de nature à permettre les permanences d'accueil dans des conditions respectueuses des règles sanitaires et garanties d'une totale confidentialité. Ces locaux devront comporter un espace réservé à l'attente.

7.2 La collectivité met à la disposition de l'assistant de service social un bureau individuel qui lui permettra de recevoir les agents.

Le bureau doit être équipé comme suit :

- du mobilier de base consistant en un bureau, un fauteuil, des chaises visiteurs, une armoire fermant à clé pour la conservation des dossiers et des documents dont seul l'assistant de service social du travail détient la clé, un porte manteau,
- une ligne téléphonique particulière non restreinte avec répondeur ;
- un accès à Internet et à une imprimante,
- un accès à un photocopieur
- un bon éclairage
- des prises de courant

7.3 La collectivité adhérente désigne, à la signature de la présente convention, au sein de ses effectifs un référent qui sera l'interlocuteur privilégié tant de l'assistant de service social que du responsable du service social du travail du CIG. Le CIG est informé sans délai de l'identité de cette personne, une fois désignée (cf. fiche de renseignement à compléter).

7.4 La collectivité adhérente s'engage à autoriser ses agents à rencontrer l'assistant de service social sur leur temps de travail.

7.5 La collectivité adhérente s'engage à informer ses agents, par les moyens de son choix, des différentes possibilités pour joindre l'assistant de service social :

- directement, lors des permanences de l'assistant de service social au sein de la collectivité
- par l'intermédiaire du secrétariat du service social du travail assuré au CIG.

Article 8 - Participation tarifaire

8.1. Le montant annuel dû par la collectivité au titre de l'adhésion au service social du travail est calculé au prorata du temps de service défini à l'article 4 sur la base d'un tarif voté annuellement par le conseil d'administration du CIG.

Les tarifs annexés à la présente convention sont fixés annuellement par le Conseil d'administration du CIG.

Ces tarifs peuvent faire l'objet d'une révision votée par le Conseil d'administration du CIG, qui s'appliquera aux conventions en cours, à compter du 1er janvier de l'année suivante, sans nécessiter la signature d'un avenant ou d'une nouvelle convention. La collectivité est informée par courrier simple de toute modification des tarifs.

8.2 Dès le commencement de l'exécution des prestations, la collectivité est redevable de l'intégralité du montant de l'adhésion tel qu'établi au 1^{er} alinéa.

Pour la première année, le montant de l'adhésion sera calculé au prorata temporis à compter de la date du début des prestations.

8.3 Le montant annuel dû au titre de l'adhésion au service social du travail tel que figurant au point 8.1 est calculé au prorata temporis, en fonction de la durée d'affectation de l'assistant de service social.

8.4 En cas d'indisponibilité de l'assistant de service social du travail momentanée du service, un service dégradé est proposé à la collectivité afin d'assurer une continuité de service aux agents.

La collectivité adhérente n'est pas tenue de souscrire au service dégradé. Le recours à ce service nécessite une demande écrite de la collectivité auprès du service social du travail.

Dans ce cadre, les agents dont la situation est jugée dégradée et préoccupante seront pris en charge par la conseillère technique du service.

Les agents contacteront le secrétariat selon les modalités habituelles.

Le secrétariat établit un premier contact et procède à une première écoute. En fonction de la situation, l'agent est orienté vers d'autres organismes ou pris en charge par le service. L'agent sera contacté par téléphone tout au long de la prise en charge. L'évaluation de sa situation détermine la nécessité éventuelle d'accompagner l'agent physiquement. Dans ce cas, l'agent est reçu au CIG, sur site ou visité à son domicile.

De la même manière, la collectivité peut solliciter le service social du travail au sujet d'un agent dont il considère la situation préoccupante et dégradée.

8.5 Le service dégradé est facturé à l'heure. Le tarif horaire est voté annuellement par le Conseil d'Administration du CIG et peut évoluer selon les mêmes modalités que celles fixées à l'article 8.1.

8.6 La collectivité adhérente s'engage à rembourser au CIG l'ensemble des frais de déplacement hors Île-de-France exposés par l'assistante de service social du travail dans le cadre de ses missions dans les conditions prévues par le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001.

Article 9 - Résiliation

9.1 La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 30 septembre de chaque année. La résiliation prendra effet au 1er janvier de l'année suivante.

9.2 La résiliation de la présente convention pourra intervenir en cas de manquement grave ou répété par la collectivité adhérente à ses obligations relatives à l'accueil de l'assistant de service social du travail prévues à l'article 7.

9.3 Lorsque les moyens de fonctionnement prévus par la présente convention ne sont plus garantis ou lorsque les conditions permettant une bonne réalisation des interventions de l'assistant de service social du travail ne sont plus assurées ou encore en cas de manquement de la collectivité à ses obligations résultant de la présente convention, le CIG informe la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception.

9.4 A l'expiration du délai prévu dans la lettre mentionnée au précédent alinéa, en l'absence de réponse de la collectivité ou en cas de désaccord persistant entre le CIG et la collectivité, la convention est résiliée de plein droit.

Article 10 - Modification

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 11 - Contentieux

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif de MONTREUIL est compétent.

Fait à Pantin, le

Cachet et signature du représentant
de la collectivité



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff



Le Président du CIG
Pour le Président, par délégation,
Le Directeur général adjoint



Benoît HAUDIER

ANNEXE DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL ¶ *(Délibération du Conseil d'Administration du CIG n°2016/50 du 26 septembre 2016)*

MISSIONS ET MODALITES D'INTERVENTION DES ASSISTANTS-SOCIO-EDUCATIFS

MISSIONS DU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL

La vocation du service social du travail est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les sphères professionnelle et personnelle. Il accompagne les agents et la collectivité sur les questions d'intégration, d'adaptation et de retour à l'emploi. Il est un des acteurs privilégiés dans la prévention des risques sociaux, psychosociaux et médico-sociaux.

Les missions de l'assistant social du travail se découpent en quatre thématiques :

- **CONSEIL, AIDE A LA RESOLUTION DES PROBLEMES :**
- **Auprès des agents :**
 - accueil et écoute,
 - évaluation, diagnostic social,
 - information,
 - orientation à l'interne et à l'externe,
 - ouverture de droits,
 - accompagnement.
- **Auprès des collectivités pour les actions en direction du personnel :**
 - aide, information et conseil, auprès des différents services et acteurs de la collectivité,
 - veille sociale et juridique, il apporte une expertise circonstanciée par la synthèse et l'analyse des données recueillies,
 - appui technique, l'assistant social vient en complément des interventions des services de gestion des ressources humaines,
 - conseil et expertise en matière d'action sociale (repérage de nouveaux besoins, participation en tant qu'expert aux réunions CTP, CHSCT),
 - élaboration de supports d'information mis à disposition des agents, rédaction et présentation d'un rapport annuel d'activité
- **COMMUNICATION, INTERFACE ET MEDIATION**
 - la communication est basée sur l'écoute, l'échange et la relation de confiance,
 - la médiation dans les situations de tension, dans les domaines de la vie professionnelle et privée.
- **ACCOMPAGNEMENT DES CHANGEMENTS SOCIAUX ET AIDE A L'INSERTION DES INDIVIDUS ET DES GROUPES DANS LEUR CONTEXTE DE VIE PROFESSIONNELLE**

Mise en place d'actions d'information et de réflexions collectives (prévention) sur différentes thématiques en fonction des besoins repérés (toxicomanie, surendettement des ménages, prévention des risques accidents du travail et maladies professionnelles, retraite etc.).

- **PERSONNE « RESSOURCE » DES QUESTIONS SOCIALES**
 - contribution à l'analyse de la demande sociale,
 - contribution à l'évolution des réponses en matière d'action sociale par la formulation de propositions issues des analyses menées.

FORMES D'INTERVENTION

L'intervention de l'assistant de service social peut prendre plusieurs formes en fonction des problématiques repérées.

- **L'INTERVENTION SOCIALE D'AIDE AUX PERSONNES**

Il s'agit d'un type d'intervention axé sur la demande de l'agent et sur les problématiques qu'il rencontre. L'individu est pris en charge dans sa globalité en étant amené à aborder toutes les questions relatives à sa vie sociale, économique, familiale, psychoaffective et professionnelle.

L'assistant de service social accueille, entend et repère tous types de demandes sociales. Après l'analyse de la situation, il élabore un projet d'intervention tout en évaluant les ressources (familiales, financières, professionnelles...) de l'agent. Il fixe les modalités de la mise en œuvre du projet élaboré avec l'agent et le soumet à l'ensemble des intervenants qui auront à le cogérer.

Suivant la demande qui lui est adressée, l'assistant social sera amené à :

- informer et orienter vers les services adéquats,
- proposer un accompagnement.

Ce travail se fait dans le cadre de relations partenariales et de réseau avec tous les acteurs pouvant intervenir dans la situation d'un agent.

La mise en place d'un travail partenarial et la mise en place d'un réseau dans la prise en charge de l'agent demande un investissement ainsi qu'un temps de travail importants.

- **L'INTERVENTION SOCIALE D'INTERET COLLECTIF**

Ce type d'intervention se définit comme l'action de l'assistant social auprès d'une partie ou de l'ensemble des agents de la collectivité, ayant pour objectif de :

- Proposer des réponses collectives à des problèmes collectifs.
- Faciliter l'accès aux ressources existantes et/ou en créer de nouvelles.
- Développer l'autonomie personnelle et sociale.

Les actions collectives sont définies et organisées en collaboration avec les services internes de la collectivité et/ou des partenaires extérieurs. Sur la base de son observation sociale et de l'évaluation des besoins des agents et de la collectivité, l'assistant social peut émettre des suggestions, organiser des campagnes de sensibilisation, élaborer des supports d'information, et ainsi contribuer à la prévention.

o LE TRAVAIL DE RESEAU

Il permet aux assistants de service social :

- d'acquérir une connaissance des services et partenaires de la région,
- de partager avec d'autres professionnels du secteur des constats et des expériences communes,
- de mettre en commun des objectifs de travail autour d'une situation donnée où plusieurs professionnels interviennent.

Ce travail en réseau a pour finalité :

- de répondre au mieux à la demande de l'agent ;
- de soutenir le professionnel et lui apporter de nouveaux outils ;
- de développer des actions collectives.

Le travail de réseau se met en place grâce à des coordinations formelles ou informelles entre professionnels, ainsi que par des réunions d'information ou d'échanges.

CADRE ET LIMITES D'INTERVENTION DU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL

L'éthique et la pratique professionnelle des assistants de service social sont régies par le code de déontologie de l'ANAS (Association Nationale des Assistantes Sociales) du 28 novembre 1994. (*Document 2 en annexe*)

L'assistant social peut intervenir auprès d'un agent à la demande de celui-ci, de la collectivité, de la médecine préventive et des divers partenaires. Dans tous les cas, l'accord de la personne intéressée est nécessaire.

L'assistant social ne peut agir à la place de l'agent, mais en collaboration avec lui. Il est essentiel de tenir compte des limites de celui-ci (réticences, incapacité d'action, etc.), l'objectif visé à plus ou moins long terme est son autonomie.

Les agents peuvent être reçus à leur demande, en dehors ou sur leur temps de travail conformément à l'article 7.4 de la convention liant le CIG à la collectivité.

Enfin, les missions de l'assistante sociale du travail reposent sur le partenariat et nécessitent la recherche d'une collaboration de qualité, dans le respect du secret professionnel, avec la collectivité et notamment avec les responsables des ressources humaines.

ANNEXE DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL
¶ (Délibération du Conseil d'Administration du CIG n°2016/50 du 26 septembre 2016)

LE CODE DE DEONTOLOGIE

Code de Déontologie de l'ANAS Adopté à l'assemblée générale du 28 novembre 1994

PREAMBULE

¶L'A.N.A.S., en tant qu'association professionnelle, mène depuis sa création en 1945, une réflexion constante sur la Déontologie, concrétisée par la parution de deux codes : en 1949 et en 1981. Le Service Social, en tant qu'activité professionnelle distincte et spécifique, est à la fois né du changement et lié aux changements de plus en plus rapides et foisonnants de la Société. Le Code tient compte de ces évolutions et des valeurs fondamentales qui sous-tendent la profession. Il s'appuie sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, sur les conventions internationales et sur les textes législatifs en vigueur en France qui mettent en évidence les droits des usagers et le respect du droit à la vie privée. Ce Code est destiné à servir de guide aux Assistants de Service Social dans l'exercice de leur profession. Ses dispositions s'imposent à tout adhérent de l'Association, titulaire du diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social ou étudiant en Service Social.

TEXTES DE REFERENCE

Vu :

- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'O.N.U. du 10 décembre 1948
- la convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales du Conseil de l'Europe, Rome, 4 novembre 1965
- la Charte Sociale Européenne signée à Turin le 18 octobre 1961, entrée en vigueur le 26 février 1965
- la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant du 20 novembre 1989
- le Code de la Famille et de l'Aide Sociale : art. 218 à 229 (art. 218, J.O. du 20/1/1991) sur les conditions d'exercice de la profession
- le Code Pénal : art. 226-13 sur le respect du secret professionnel ; art. 226-14 sur les dérogations légales (J.O. du 23/7/1992)
- le Code Civil : art. 9 (loi du 17 juillet 1970) sur le respect de la vie privée
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
- la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 dont le titre I porte sur la liberté d'accès aux documents administratifs, complétée par la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public
- le Code International de Déontologie des Assistants de Service Social adopté par la F.I.A.S., Assemblée Générale, SRI-LANKA, août 1994
- la définition du Service Social donnée en 1959, par la division des Affaires Sociales des Nations Unies.

LA PROFESSION D'ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL

L'Assistant de Service Social est au service de la ~~Personne Humaine dans la~~ Société. Son intervention vise :

- à l'épanouissement et à l'autonomie des personnes, groupes ou communautés
- au développement des potentialités de chacun en le rendant acteur de son propre changement
- à l'adaptation réciproque Individus/Société en évolution.

L'Assistant de Service Social participe au développement social en apportant son concours à toute action susceptible de prévenir les difficultés sociales et d'améliorer la qualité de la vie.

L'Assistant de Service Social engage sa responsabilité à l'égard :

- des personnes auxquelles s'adresse son activité
- des lois régissant sa profession
- des institutions au sein desquelles la profession est exercée.

L'organisation et la pratique de la profession s'inscrivent dans le cadre des institutions et de la législation en vigueur.

La formation continue, du fait de l'évolution des connaissances et de la société, s'impose à tout Assistant de Service Social comme une nécessité.

TITRE I : PRINCIPES GENERAUX ET DEVOIRS

Art. 1 - De la dignité de la personne

Le respect de la personne fonde, en toute circonstance, l'intervention professionnelle de l'Assistant de Service Social.

Art. 2 - De la non-discrimination

Dans ses activités, l'Assistant de Service Social met sa fonction à la disposition des personnes, quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe, leur situation, leur nationalité, leur religion, leur opinion politique et quels que soient les sentiments que ces personnes lui inspirent.

Art. 3 - De la confidentialité

L'établissement d'une relation professionnelle basée sur la confiance fait de l'Assistant de Service Social un " confident nécessaire " reconnu comme tel par la jurisprudence et la doctrine.

Art. 4 - Du secret professionnel

L'obligation légale de secret s'impose donc à tous les Assistants de Service Social et étudiants en service social, sauf dérogations prévues par la loi

Art. 5 - De la protection et de la communication des données nominatives

L'Assistant de Service Social doit toujours veiller à la protection du dossier de l'usager et avoir conscience que ce dossier est communicable à la personne concernée. La constitution des dossiers doit tenir compte des dispositions légales sur l'accès aux documents administratifs.

Art. 6 - L'introduction et le développement des technologies modernes de recueil et de traitement des informations, imposent à l'Assistant de Service Social de se préoccuper, dès la phase de conception d'un projet, des règles de conservation et de recoupements, au regard du respect de la vie privée des individus et des familles.

Art. 7 - De l'indépendance et de la liberté

L'Assistant de Service Social ne peut accepter d'exercer sa profession dans des conditions qui compromettraient la qualité de ses interventions. Il doit donc être attentif aux formes et conditions de travail qui lui sont proposées et aux modifications qui pourraient survenir.

Tenant compte de la nature et des objectifs de l'organisme employeur, il s'assure qu'il peut disposer de l'autonomie nécessaire :

- pour choisir la forme de ses interventions et les moyens à employer
- pour décider de la poursuite ou de l'arrêt de son action.

Art. 8 - L'Assistant de Service Social ne peut, en aucun cas, utiliser sa fonction à des fins de propagande. Il ne peut s'en servir pour procurer ou tenter de procurer à qui que ce soit, des avantages injustifiés ou illicites.

L'Assistant de Service Social salarié ne peut accepter des personnes ressortissant de son champ d'activité professionnelle, une rémunération pour services rendus.

Art. 9 - De la compétence

L'Assistant de Service Social a l'obligation de compétence, c'est à dire :

- maîtriser sa pratique professionnelle et tendre constamment à l'améliorer
- développer ses connaissances
- être vigilant quant aux répercussions que peuvent entraîner ses interventions dans la vie des personnes et celle des institutions.

TITRE II : DEVOIRS ENVERS LES USAGERS

A - INTERVENTION DIRECTE AUPRES DES USAGERS

Art. 10 - Lorsqu'il intervient, l'Assistant de Service Social procède à une évaluation aussi complète que possible avant de proposer une réponse à la demande formulée

Art. 11 - L'Assistant de Service Social doit rechercher l'adhésion des intéressés à tout projet d'action les concernant, en toutes circonstances et quelle que soit la façon personnelle dont ils peuvent exprimer leur adhésion.

Art.12 - L'Assistant de Service Social informe les intéressés des possibilités et des limites de ses interventions, de leurs conséquences, des recours possibles.

Art. 13 - Toute action commencée doit être poursuivie.

L'Assistant de Service Social doit faire le nécessaire pour éviter les conséquences fâcheuses qui pourraient résulter de l'interruption de son action.

Art. 14 - L'Assistant de Service Social doit aux personnes qui s'adressent à lui une aide d'une durée aussi longue que l'exige la situation, en dépit des difficultés rencontrées et quels que soient les résultats obtenus.

Il ne doit pas s'imposer lorsque son aide n'est plus nécessaire.

Art. 15 - L'Assistant de Service Social ne doit pas accepter d'intervenir, ni de fournir des renseignements dans un but de contrôle.

Art. 16 - Lorsque, dans l'exercice de ses fonctions, l'Assistant de Service Social constate une fausse déclaration, il lui appartient d'en faire prendre conscience à ceux qui en sont les auteurs, mais il n'a pas à les dénoncer.

¶Art. 17 - L'Assistant de Service Social ne doit ni déposer, ni témoigner en justice pour tout ce dont il a pu avoir connaissance du fait ou en raison de sa profession - obligation confirmée par la jurisprudence - et garde cependant, aux termes de la loi, selon les dispositions du Code Pénal, la liberté de témoigner dans les cas de dérogation au secret professionnel.

B - INTERDISCIPLINARITE ET PARTENARIAT

Art. 18 - La situation de l'usager impose souvent la nécessité soit d'une concertation interdisciplinaire, soit de faire appel à un dispositif partenarial mettant en présence des acteurs sociaux diversifiés ou de multiples institutions.

L'Assistant de Service Social limite alors les informations personnalisées qu'il apporte aux seuls éléments qu'il estime strictement indispensables à la poursuite de l'objectif commun, dans le respect des articles 11 et 12 du présent Code.

Art. 19 - Dans ces instances, l'Assistant de Service Social veille plus particulièrement à la confidentialité des informations conformément au droit des usagers

Art. 20 - L'Assistant de Service Social n'est délié d'aucune de ses obligations envers l'usager, quelle que soit la forme d'action commune et quels que soient les intervenants, même soumis au secret professionnel selon les termes de l'art. 226-13 du Code pénal.

TITRE III : OBLIGATIONS ENVERS LES ORGANISMES EMPLOYEURS

Art. 21 - L'Assistant de Service Social rend compte régulièrement de son activité aux responsables de son organisme employeur. Il le fait dans la forme la mieux adaptée au contexte dans lequel il s'insère, et dans les limites compatibles avec le secret professionnel et les objectifs généraux de sa profession.

Art. 22 - L'Assistant de Service Social assume la responsabilité du choix et de l'application des techniques intéressant ses relations professionnelles avec les personnes. Il fait connaître à l'employeur les conditions et les moyens indispensables à l'intervention sociale qui lui est confiée. De même, il se doit de signaler tout ce qui y fait entrave. De ce fait, il ne peut être tenu pour responsable des conséquences d'une insuffisance de moyens ou d'un défaut d'organisation du service qui l'emploie.

Art. 23 - Il entre dans la mission de l'Assistant de Service Social d'apporter aux responsables de son organisme employeur, les éléments susceptibles d'éclairer les décisions en matière de politique d'action sociale.

TITRE IV : OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

Art. 24 - Les objectifs de la profession et la façon dont ils sont pratiquement mis en œuvre, doivent faire l'objet d'études et de réflexions constantes de la part des Assistant de Service Social, pour assurer la qualité du service rendu à l'utilisateur.

Art. 25 - L'Assistant de Service Social a l'obligation de contribuer à l'évolution constante de sa profession dans un souci d'ajustement aux évolutions de la société.

Art. 26 - L'Assistant de Service Social doit avoir une attitude de confraternité à l'égard de ses collègues. Il observera les devoirs de l'entraide professionnelle et s'abstiendra de tout acte ou propos susceptible de leur nuire.

TITRE V : SANCTIONS

Art. 27 - Les manquements graves aux dispositions du présent Code relèvent de la Commission de contrôle, constituée dans le cadre des statuts de l'Association (art. 5, 19 et 20).



ANNEXE DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL
(Délibération du Conseil d'Administration du CIG n°2016/50 du 26 septembre 2016)

MODALITES PARTICULIERES

COLLECTIVITE :

Adresse :

Nom et coordonnées du référent dans la collectivité :

Nombre d'agents :

1 - Locaux mis à disposition

Adresse :

Téléphone : / / / /

Descriptif :

Disponibilité (jours et heures) :

Conditions particulières de mise à disposition :

2 – Mobilier, matériel et fournitures mis à disposition :

.....
.....
.....

A.... Le.....

Cachet et signature du représentant

de la collectivité



Jacqueline BELHOMME
Maire de Malakoff

ANNEXE DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL
(Délibération du Conseil d'Administration du CIG n°2020.35 du 22 septembre 2020)

Tarifs du service social du travail 2022	
Adhésion temps complet	67 980€
Service restreint d'accompagnement à l'heure	57€ l'heure

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Convention portant adhésion au service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP) du Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_32
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_32-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_32

Objet : Convention portant adhésion au service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP) du Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels.

Le conseil municipal,

L'exposé du rapporteur entendu,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 / notamment ses articles L.2121-29 ;

Vu la loi du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de convention entre la Ville et le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne d'Ile de France relative à l'adhésion au service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP), annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant l'obligation de l'employeur de disposer d'un ACFI soit en interne, soit par le biais d'une convention avec le CIG ;

Considérant que les prestations proposées par le CIG de Petite Couronne en matière d'inspection et de conseil en prévention des risques professionnels correspondent aux attentes de la Ville et lui permettront de répondre à ses obligations d'employeur ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE la convention, relative à relative à l'adhésion au service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP), pour une durée d'un an reconductible 4 fois par tacite reconduction, entre la Ville et le Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne d'Ile de France, annexée à la présente délibération.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire, ou son représentant ainsi que les actes administratifs en d'avenants.

Article 3 : DIT QUE les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice concerné.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/32

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_32-DE



Le Maire de Malakoff

**CONVENTION PORTANT ADHESION AU SERVICE ERGONOMIE ET
INGENIERIE DE LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS
(EIPRP) DU CIG POUR L'INSPECTION ET LE CONSEIL EN PREVENTION
DES RISQUES PROFESSIONNELS**

*Annexée à la délibération du conseil d'administration du CIG
n°2022-61 du 29 Novembre 2022*

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

ENTRE

La collectivité territoriale : **Ville de MALAKOFF**.....

Représentée par (Maire, Président(e)) : **Mme Jacqueline BELHOMME,
Maire**.....

dûment autorisé(e)

ci-après dénommée la collectivité,

ET

Le Centre Interdépartemental de Gestion de la petite couronne de la région d'Ile-de-France, 1, rue Lucienne Gérard, 93698 Pantin cedex, représenté par son Président.

ci-après dénommé le CIG,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

I. CADRE DE LA MISSION

Article 1 - Objet

La collectivité adhère au service EIPRP du CIG pour bénéficier :

- De la mise à disposition d'un chargé d'inspection dans le domaine de la santé et sécurité au travail (CISST), selon les dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié.
- De la mise à disposition d'un intervenant en prévention des risques professionnels pour du conseil dans le domaine de la prévention des risques professionnels, selon les dispositions de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.
- Et des différentes prestations proposées par le service EIPRP (annexe 3).

Article 2 – Durée et date d'effet

La présente convention prend effet dès sa signature par les deux parties et se poursuit jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Sauf résiliation intervenant dans les conditions prévues à l'article 8, elle est renouvelée tacitement pour chacune des quatre années civiles qui suivent.

Les missions débutent à la date fixée par le CIG en accord avec la collectivité et notifiée par courrier.

II. CONDITIONS D'INTERVENTION

Article 3 - Rôle et modalités d'intervention du chargé d'inspection

Le chargé d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail désigné par l'autorité territoriale après avis du CHSCT ou du Comité technique de la collectivité, contrôle les conditions d'application des prescriptions législatives et réglementaires en matière de santé et de sécurité du travail contenues dans le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié et les livres I à V de la Quatrième Partie du Code du travail.

Les modalités d'intervention, les conditions et les moyens nécessaires à l'exercice de la mission sont définies en annexe n°1 de la présente convention et dans la lettre de mission.

Article 4 - Rôle et modalités d'intervention de l'intervenant en charge du conseil

Le service EIPRP apporte à la collectivité toute assistance et conseil dans les domaines de la prévention des risques professionnels et des conditions de travail.

Une liste non exhaustive des missions pouvant être assurées figure dans l'annexe n°2.

Cette mission ne se substitue pas à celles des assistants et conseillers de prévention, qui font l'objet d'une désignation spécifique telles que définie par le décret du 10 juin 1985.

Article 5 - Responsabilité

Les agents du CIG ne sauraient se substituer à l'autorité territoriale au regard de ses obligations en matière de sécurité et santé au travail, ni modifier la nature et l'étendue des responsabilités incombant à la collectivité.

Article 6 - Obligations de moyens

Pour exercer leurs missions les agents du CIG doivent bénéficier de moyens tels que précisés à l'annexe 1 et par la lettre de mission.

Leurs interventions sont définies et programmées annuellement dans le rapport d'activité communiqué à l'autorité territoriale chaque année.

Article 7 - Participation financière

La cotisation annuelle due par la collectivité au titre de l'adhésion au service EIPRP est forfaitaire. Elle est déterminée sur la base de l'effectif total déclaré annuellement et donne lieu à un nombre maximal d'interventions annuelles consacrées à la collectivité pour l'ensemble des missions spécifiées à l'article 1.

Au-delà de ces interventions telles que définis au premier alinéa la collectivité peut solliciter des interventions supplémentaires qui sont facturées sur la base du coût journalier d'intervention applicable pour l'année concernée.

Les tarifs sont fixés annuellement par le Conseil d'administration du CIG. La collectivité est informée par courrier simple de toute modification du tarif.

Pour l'année 2023, ce tarif forfaitaire est fixé à **8.240 euros**.

Pour la première année, le montant de l'adhésion est calculé au prorata du nombre d'interventions consacrées à la collectivité.

Les interventions programmées ne pouvant être réalisées du fait de la collectivité sont facturées. En cas d'impossibilité d'intervention des agents du CIG, le titre de recette est établi au prorata du nombre d'interventions effectuées.

Si l'intervenant du CIG est appelé à se déplacer pour les besoins de sa mission hors de la région Ile-de-France, ses frais de déplacement sont remboursés au CIG par la collectivité dans les conditions prévues par le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

III. RESILIATION, MODIFICATION ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

Article 8 - Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception avant le 30 septembre de chaque année. La résiliation prend effet au 1er janvier de l'année suivante.

Lorsque les moyens définis par la convention et la lettre de missions du chargé d'inspection ne sont plus garantis, le CIG en informe la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'expiration du délai d'un mois à compter de la réception de la lettre prévue au précédent alinéa, en l'absence de réponse de la collectivité ou en cas de désaccord persistant entre le CIG et la collectivité, la convention est résiliée de plein droit.

Article 9 – Modification

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Article 10 - Contentieux

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le Tribunal administratif de MONTREUIL est compétent.

Fait à Pantin, le - 1 JAN. 2023

Cachet et signature du représentant
de la collectivité

L'adjoint au Maire
Délégué aux ressources humaines
et au dialogue social
Adjoint quartier Sud
Dominique CARDOT



Le Président du CIG

Le Président,

Jacques Alain BÉNISTI
Maire de Villiers-sur-Marne
Député honoraire
Président délégué du Conseil départemental
du Val-de-Marne

LETTRE DE MISSIONS DU CHARGE D'INSPECTION EN MATIERE DE SANTE ET DE SECURITE DU TRAVAIL

Monsieur Jacques-Alain BENISTI,
Président du CIG petite couronne

Confirme aux Ingénieurs du service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels (EIPRP) du CIG
Leur désignation en qualité de Chargé d'Inspection en matière de Santé et de Sécurité au Travail (ACFI) pour la Ville de MALAKOFF (92) ci-après dénommé(e) la collectivité, à compter à compter du 1^{er} janvier 2023 dans le cadre de la convention établie entre la collectivité et le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne (CIG).

1. CADRE REGLEMENTAIRE

Cette fonction est définie conformément à l'article 5 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

2. MISSIONS

Je vous charge, d'assurer la fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au Travail.

Vous devez accomplir les missions suivantes :

- ✓ contrôler les conditions d'application par l'autorité territoriale des règles en matière de santé et de sécurité au travail définies dans le décret n°85-603 modifié et aux livres Ier à V de la quatrième partie du code du travail et par les décrets pris pour leur application,
- ✓ proposer à l'autorité territoriale toute mesure paraissant de nature à améliorer la santé et t la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels,
- ✓ en cas d'urgence, proposer à l'autorité territoriale les mesures immédiates que vous jugez nécessaires,
- ✓ émettre des avis sur les règlements et consignes que l'autorité territoriale envisage d'adopter en matière d'hygiène et de sécurité,
- ✓ intervenir dans le cadre de la procédure de danger grave et imminent en cas de divergence entre l'autorité territoriale et le comité compétent sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser,
- ✓ assister avec voix consultative aux réunions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de la collectivité et aux réunions du comité technique pour les questions relevant de votre champ de compétence.

L'ensemble des règles que vous contrôlez a trait à la protection de la santé et de la sécurité des agents dans leur travail. Cependant, vous pouvez faire valoir votre devoir d'alerte sur d'autres champs couverts par d'autres acteurs ou d'autres réglementations (sécurité incendie dans les établissements recevant du public, installations classées pour la protection de l'environnement, transport des marchandises dangereuses...) dès lors que ces champs ont un impact sur l'intégrité physique et morale des personnels rattachés ou non à la collectivité ou encore des usagers.

Conformément au 2ème alinéa de l'article 5 du décret n°85- 603 modifié, vos missions d'inspection en santé et sécurité au travail ne se substituent pas à celles

des assistants ou des conseillers de prévention désignés par l'autorité territoriale au titre de l'article 4 du même décret.

L'accomplissement de vos missions vous amène à travailler en lien avec :

- ✓ L'autorité territoriale de la collectivité ou son représentant,
- ✓ l'ensemble des directions de la collectivité,

et aussi dans le cadre d'une approche multidisciplinaire avec :

- ✓ les acteurs internes de la prévention de la collectivité (médecin de prévention, assistants et conseillers de prévention, CHSCT)
- ✓ les acteurs externes de la prévention (le Fonds National de Prévention (FNP) de la CNRACL, les agents des services de la DIRECCTE, les inspecteurs en santé et sécurité au travail (ISST) des rectorats des départements concernés, les agents des services de prévention de la CRAMIF, les agents de la DREAL ...).

3. CONDITIONS D'EXERCICE DE LA FONCTION

Vous intervenez sous mon autorité et conformément aux dispositions définies par la convention établie entre la collectivité et le CIG petite couronne et par ses annexes.

Modalités d'intervention

Vous intervenez conformément aux plans d'inspection élaborés en concertation avec la collectivité.

A votre initiative (et après avoir informé l'Autorité territoriale concernée), vous pouvez effectuer des visites inopinées dans les services de la collectivité ou de l'établissement, notamment lorsque les informations dont vous disposez suggèrent qu'une situation de travail non maîtrisée est susceptible d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité.

Vous pouvez vous entretenir avec les agents rencontrés lors de vos interventions afin d'obtenir des informations sur les conditions d'exercices de leur activité et/ ou comprendre les observations que vous ferez.

En cas de constat d'une situation d'urgence, vous avez toute latitude pour alerter l'autorité territoriale ou son représentant, et pour faire procéder à l'arrêt immédiat de cette situation par la hiérarchie ou à toute action rendue nécessaire.

Droit d'accès aux locaux et aux documents

Dans ce cadre, vous avez librement accès à tous les établissements, locaux et lieux de travail dépendant des services à inspecter.

Les registres imposés par la réglementation et tous documents utiles à votre mission vous sont présentés.

Communication au chargé d'inspection des informations nécessaires

Vous êtes informé des procédures de dangers graves et imminents déclenchées dans la collectivité, ainsi que des accidents du travail et des maladies professionnelles au sens des 3° et 4° de l'article 6 du décret n°85-603 modifié.

Vous êtes informé de la programmation par la collectivité des enquêtes prévues à l'article 41 du décret n°85-603 modifié.

Vous êtes destinataire au même titre que les membres du CHSCT et dans les mêmes délais des documents communiqués avec les convocations relatives aux réunions de CHSCT.

La collectivité vous transmettra au préalable de l'inspection l'ensemble des documents que vous demandez.

Saisine du chargé d'inspection

Vous pouvez intervenir sur toute question relative à la santé et à la sécurité au travail émanant sur demande écrite

- ✓ de l'autorité territoriale de la collectivité ou son représentant,
- ✓ du président du CHSCT,
- ✓ de deux représentants titulaires du personnel lorsque le comité comprend au plus quatre représentants titulaires et de trois représentants dans les autres cas,
- ✓ des conseillers et assistants de prévention de la collectivité.

L'Autorité territoriale est tenue informée des réponses formulées par le chargé d'inspection aux saisines dont il a été l'objet.

Vous pouvez également vous saisir de toute question relative à la santé et à la sécurité et notamment procéder à votre initiative à l'inspection de locaux lorsque les informations dont vous disposez suggèrent qu'une situation de travail non maîtrisée est susceptible d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité.

Rapport d'intervention et diffusion au sein de la collectivité

Vos interventions de contrôle donnent lieu à l'issue de votre intervention à :

- ✓ Un compte rendu oral aux représentants de la collectivité participant à l'inspection et portant sur les premiers constats effectués.
- ✓ Un rapport écrit transmis à l'autorité territoriale qui en assure la diffusion aux personnes et services concernés.

Le CHSCT de la collectivité est tenu informé par l'autorité territoriale de toutes vos visites et observations.

Vous êtes informé systématiquement par l'autorité territoriale par écrit des suites qui seront données à vos propositions.

Rapport d'activité et plan d'inspection

Vous présentez chaque année à l'autorité territoriale un rapport d'activité en matière d'inspection pour l'année écoulée qui fera état :

- ✓ du bilan des inspections,
- ✓ des constats et problèmes rencontrés,
- ✓ du nombre et types de réponses aux rapports d'inspection transmis par l'autorité territoriale,
- ✓ de vos propositions pour le plan d'inspection pour l'année à venir,
- ✓ des moyens supplémentaires que vous jugeriez nécessaires pour la conduite de votre mission.

En cas de désaccord dans le plan d'inspection à adopter pour l'année à venir, les propositions du chargé d'inspection prévalent.

4. MOYENS

La collectivité désigne la ou les personnes représentant l'autorité territoriale pour assurer l'organisation matérielle de la mission d'inspection.

Vous disposez des moyens suffisants pour assurer votre rôle de contrôle et de propositions tels que définis dans l'annexe de la convention.

A ce titre, vous :

- ✓ disposez des moyens matériels nécessaires à l'exercice de vos missions et de vos déplacements,
- ✓ bénéficiez des formations nécessaires à l'exercice de vos missions.

Vous êtes affecté à cette fonction pour une quotité d'interventions telle que définie dans la convention établie avec la collectivité.

Conformément à la convention et son annexe 1 lorsque les moyens de fonctionnement prévus ne sont plus garantis, le CIG en informe la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception.

5. DEONTOLOGIE PROFESSIONNELLE

Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité de vos écrits, constats et propositions, je vous garantie autonomie et indépendance dans l'accomplissement de vos missions.

Vous devez respecter les principes déontologiques auxquels sont soumis tous les agents publics, à savoir l'obligation générale de service, ainsi que les obligations de neutralité, de discrétion et de moralité.

6. LIMITE DE LA MISSION D'INSPECTION

La mission que je vous confie correspond à une mission de contrôle. Il appartient à l'autorité territoriale de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs conformément aux articles L 4121-1 et suivants du Code du Travail.

7. INFORMATION DES COMITES COMPETENTS

La présente lettre de missions est transmise par l'autorité territoriale pour information au CHSCT de la collectivité ou au comité technique le cas échéant.

8. MODIFICATION DE LA LETTRE DE MISSION

Toute modification des termes de la lettre de mission ou de la convention donne lieu à l'établissement d'une nouvelle lettre de mission.

Le Président du CIG (Nom, prénom, date, signature et cachet)



Le Président,

Jacques Alain BÉNISTI
Maire de Villiers-sur-Marne
Député honoraire
Président délégué du Conseil départemental
du Val-de-Marne

Convention-type portant adhésion au service Ergonomie et Ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels du CIG pour l'Inspection et le conseil en prévention des risques professionnels, annexée à la délibération du conseil d'administration du CIG n°2022-61 du 29 Novembre 2022

ANNEXE 1

LA FONCTION D'INSPECTION

A. CADRE ET CHAMPS D'INTERVENTION

Le chargé d'inspection assure une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail. A ce titre,

- Il contrôle les conditions d'application des prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité du travail contenues dans le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié et le code du travail, quatrième partie "Santé et Sécurité au travail".
- Il propose à l'autorité territoriale toutes mesures de nature à améliorer la santé et la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels et, en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires.
- Il donne un avis sur les règles et consignes que l'autorité territoriale envisage d'adopter en matière d'hygiène et de sécurité.
- Il participe avec voix consultative aux réunions des comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité (CHSCT ou en son absence, CT).
- Il est consulté en cas de désaccord dans la procédure de danger grave et imminent.

Le chargé d'inspection est amené dans le cadre institutionnel et de l'approche multidisciplinaire de la prévention à travailler en lien avec de nombreux partenaires (médecins et infirmiers de prévention, ergonomes, assistants et conseillers de prévention, membres du CHSCT, ressources humaines, services techniques...).

Le chargé d'inspection contribue donc à la mise en œuvre par l'employeur, de la politique de santé et de sécurité au travail de la collectivité en vérifiant (contrôlant) les obligations (règles et moyens) qui s'imposent à l'employeur sur le champ de la prévention des risques professionnels.

Néanmoins, le chargé d'inspection pourra faire valoir son devoir d'alerte sur d'autres champs couverts par d'autres acteurs ou d'autres réglementations (sécurité incendie dans les établissements recevant du public, installations classées pour la protection de l'environnement, transport des marchandises dangereuses...) dès lors que ces champs ont un impact sur l'intégrité physique et moral des personnels.

Cette précision portant sur le champ de l'exercice de la mission d'inspection est mentionnée dans la lettre de mission du chargé d'inspection.

B. MOYENS

Le chargé d'inspection doit disposer de moyens suffisants pour assurer son rôle de contrôle et de propositions.

1. Interventions liées à la mission d'inspection

Le champ et les modalités d'intervention sont définis chaque année par le chargé d'inspection dans le rapport annuel d'activité du CIG.

En cas de désaccord avec l'autorité dans le plan d'inspection à adopter pour l'année à venir, les propositions du chargé d'inspection prévalent.

Afin de garantir les moyens d'exercice propres à la mission d'inspection qui revêt un caractère obligatoire, la répartition des interventions à consacrer est établie selon les modalités suivantes:

Premier cas : La collectivité n'a jamais conventionné avec le CIG :

- pour la première année d'adhésion, le service consacrera 100 % des interventions à la mission d'inspection et aux prestations associées;
- pour les années suivantes, un seuil minimal de 50% des interventions sera garanti pour la mission d'inspection.

Deuxième cas : La collectivité a déjà conventionné avec le CIG pour exercer la fonction d'inspection :

- un seuil minimal de 50% d'intervention sera garanti pour la mission d'inspection.

2. Conduite de la mission

La collectivité s'engage à faciliter l'organisation des visites du chargé d'inspection et désigne la ou les personnes qui l'accompagnent : représentant de l'autorité territoriale, membre de l'encadrement, médecin du travail, membres du comité compétent en matière d'hygiène et de sécurité.

A ce titre, le chargé d'inspection :

- a librement accès à tous établissements, locaux et lieux de travail
- rencontre les agents de la collectivité ;
- se fait présenter tous documents utiles à sa mission ;
- est destinataire de l'ordre du jour des réunions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou à défaut, du Comité technique, ainsi que des documents relatifs aux affaires inscrites traitant de questions d'hygiène et de sécurité ;
- est entendu lors des réunions du comité d'hygiène de sécurité et condition de travail, soit à la demande de l'autorité territoriale, soit à sa demande. En l'absence de comité d'hygiène et de sécurité, Il participe avec voix consultative aux réunions du comité technique consacrées aux problèmes d'hygiène et de sécurité ;
- assiste également à toutes les séances de travail, d'étude et de formation utiles à ses missions ;
- est également destinataire de toutes informations que l'autorité territoriale jugera nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

La collectivité s'engage à :

- fournir au chargé d'inspection l'ensemble des données, documents (document unique d'évaluation des risques, rapport sur l'évolution des risques professionnels, fiches de données de sécurité, informations concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles, programme annuel de prévention, règles et consignes établies par la collectivité...) et registres rendus obligatoires par les lois et décrets en vigueur relatifs à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.
- informer le chargé d'inspection des procédures de dangers graves et imminents déclenchées dans la collectivité, ainsi que des accidents du travail et des maladies professionnelles au sens des 3° et 4° de l'article 6 du décret n°85-603 modifié ;
- informer le chargé d'inspection de la programmation par la collectivité des enquêtes prévues à l'article 41 du décret n°85-603 modifié.
- transmettre au chargé d'inspection les projets règlements et des consignes que l'autorité territoriale envisage d'adopter en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,

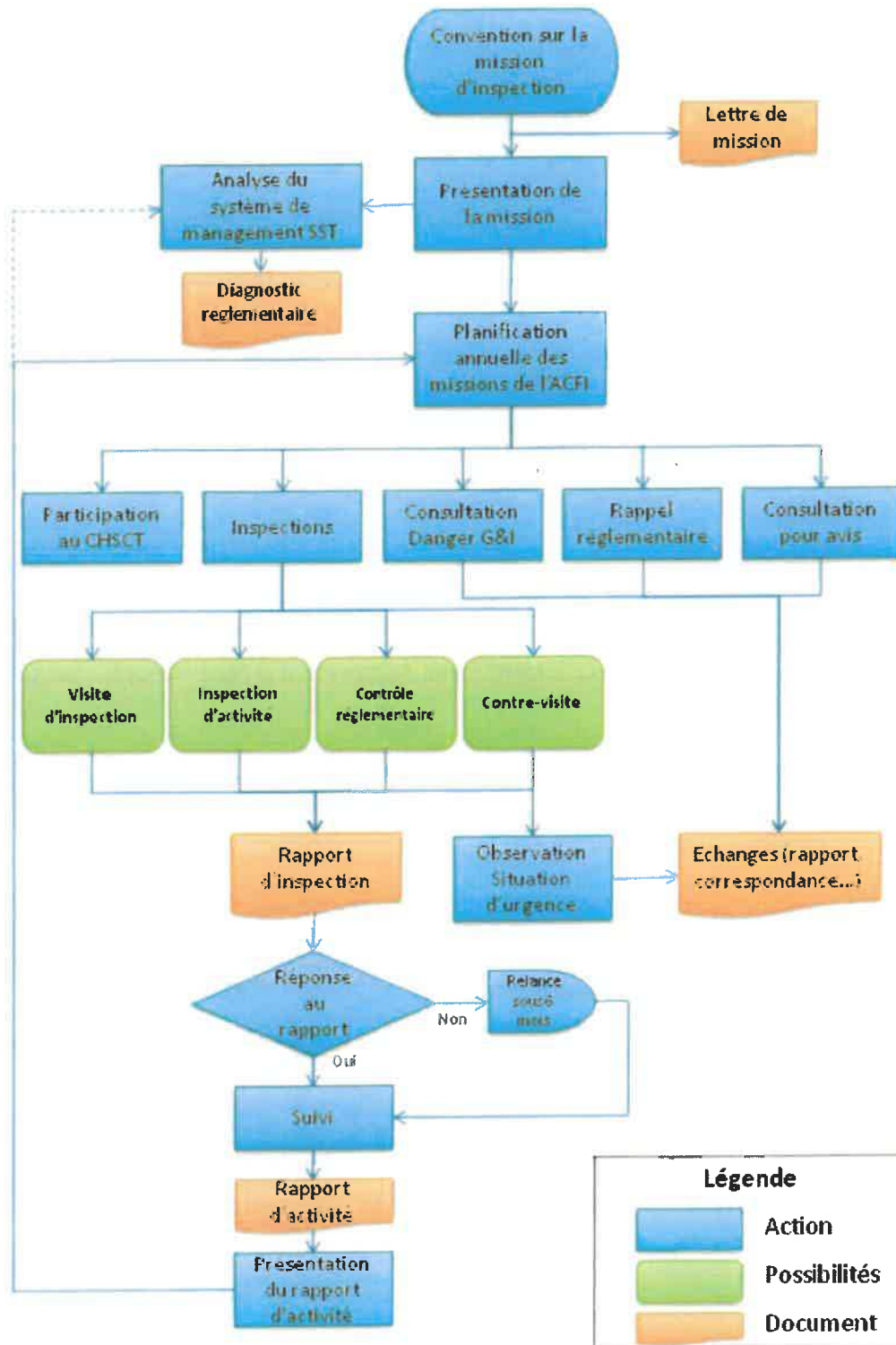
- transmettre au chargé d'inspection, à sa demande, tous les renseignements qu'il jugera utiles et nécessaires pour l'accomplissement de sa mission,
- faciliter les contacts avec les acteurs de prévention de la collectivité (assistants et conseillers de prévention, médecin du travail, membres des comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité...),
- informer le chargé d'inspection par écrit des suites données aux rapports d'inspection.

La collectivité tient informé le CHSCT des visites et des observations faites par le chargé d'inspection.

Des rencontres pourront être organisées à l'initiative de l'autorité territoriale ou à la demande du chargé d'inspection, entre les responsables de service, l'autorité territoriale ou son représentant, et les acteurs de prévention, afin de faire le point sur l'ensemble des questions relatives à la santé, la sécurité et les conditions de travail.

Des visites d'inspection inopinées pourront être déclenchées, avec l'accord de l'autorité territoriale, notamment lorsque les informations dont le chargé d'inspection dispose suggèrent qu'une situation de travail non maîtrisée est susceptible d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité.

C. PRESENTATION DU PROCESSUS D'INSPECTION



D. DESCRIPTION DU PROCESSUS D'INSPECTION

1. Présentation de la mission

Une première réunion de concertation est organisée au démarrage de la mission d'inspection, avec les représentants de l'autorité compétente (élus, services concernés), les acteurs de prévention de la collectivité (assistants et conseiller de prévention, personnes en charge de la sécurité, médecin du travail) et si possible avec les membres des comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité afin de définir les modalités pratiques d'intervention.

A l'issue de cette première entrevue, une démarche pour initier un diagnostic réglementaire en matière de santé et de sécurité au travail de la collectivité.

2. La lettre de mission

L'exercice de la mission d'inspection fait l'objet d'une lettre de mission élaborée par le CIG sur la base de la convention établie entre le CIG et la collectivité garantissant les moyens et l'indépendance. Toute modification de la nature des missions et des moyens tels que précisés dans la convention donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle lettre de mission. La lettre de mission est transmise pour information au CHSCT.

3. Diagnostic réglementaire

Un diagnostic réglementaire communiqué à l'autorité territoriale est établi par le chargé d'inspection afin d'appréhender l'organisation générale en matière de santé et de sécurité de la collectivité et de dresser un constat initial à priori entre la réglementation Santé Sécurité au Travail et l'organisation et le fonctionnement de la structure. Le « diagnostic réglementaire » porte sur :

- les caractéristiques de la collectivité (inventaires des services, des activités, des locaux, statistiques et indicateurs pour les accidents de travail et les maladies professionnelles...),
- l'organisation générale dans le domaine de la prévention des risques professionnels (rôles des acteurs de la prévention, existence d'un CHSCT, médecine professionnelle et préventive, formation à la sécurité des agents, documents et registres obligatoire, gestion globale des risques...)
- les chapitres réglementaires tels que définis par le Code du Travail et le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié.

Le diagnostic réglementaire est établi à partir des entretiens conduits par le chargé d'inspection avec les services concernés (direction générale, direction des ressources humaines, direction des services techniques...) et de l'examen et analyse des documents fournis par la collectivité.

Le document servant de support au recueil de ces informations est communiqué à la collectivité préalablement à la réunion afin de faciliter la collecte des informations nécessaires auprès des services concernés.

Le diagnostic permet aussi :

- de quantifier les moyens nécessaires à la réalisation de la mission d'inspection,

- de repérer les différents acteurs et interlocuteurs concernés par les visites d'inspection (par exemple pour la gestion et le suivi des vérifications réglementaires, des formations sécurité, des habilitations, des produits chimiques, des registres....),
- de recueillir tout élément utile à la mission d'inspection (plans, surfaces, adresses, rapports de contrôle et de vérification ...),
- d'apprécier le système de management de la santé et de la sécurité existant (présence d'assistants et/ou de conseillers en prévention, d'un responsable de service prévention...),
- d'identifier les points de vulnérabilité,
- de définir les priorités d'action,
- d'établir les modalités pratiques d'intervention et le planning prévisionnel de la mission (Plan d'inspection).
- de suivre dans le temps les évolutions.

4. Programmation annuelle des missions d'inspection

A l'issue du diagnostic réglementaire et de la présentation du rapport annuel d'activité, il est proposé un plan d'inspection à l'Autorité territoriale dont l'objectif est de définir et de planifier conjointement les domaines qui font l'objet de l'inspection. En fonction des spécificités de la collectivité un plan pluriannuel d'inspection peut être élaboré.

Ce plan est redéfini chaque année dans le rapport annuel d'activité.

Le plan d'inspection pourra être revu en cours d'année à la demande du chargé d'inspection ou de l'autorité territoriale avec accord de l'autorité territoriale (ou du chargé d'inspection) afin de répondre à des situations particulières notamment :

- en cas de saisine du chargé d'inspection sur demande écrite motivée :
 - de l'autorité territoriale de la collectivité ou son représentant,
 - du président du CHSCT,
 - de deux représentants titulaires du personnel lorsque le comité comprend au plus quatre représentants titulaires et de trois représentants dans les autres cas,
 - des conseillers et assistants de prévention de la collectivité,
- lorsque le chargé d'inspection dispose d'informations relatives à une situation de travail susceptible d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité.

Afin de planifier les interventions du chargé d'inspection dans le temps et de s'engager mutuellement sur des délais de réalisation de la mission, un planning prévisionnel est établi et tient compte :

- des contraintes organisationnelles rencontrées par le CIG et la collectivité ou l'établissement,
- des priorités établies par l'autorité territoriale et le chargé d'inspection,
- des contraintes réglementaires.

Un point est réalisé régulièrement avec les représentants de la collectivité pour faire état de l'avancement de la mission d'inspection et de revoir le calendrier si nécessaire.

5. Interventions au sein de la collectivité

Le chargé d'inspection procède dans le cadre de ses missions d'inspection et de contrôle, à toutes visites ou études rendues nécessaires (examen de l'organisation générale de la collectivité en matière de santé et de sécurité, visites de locaux et de chantiers, analyse des documents et registres obligatoires, contrôles des conditions d'application des règles de santé et de sécurité...)

Ces interventions sont programmées en concertation avec les deux parties (Cf. partie 4. « Programmation annuelle des missions d'inspection ») et font l'objet par la collectivité d'une confirmation par courrier ou par e-mail. Ce courrier qui indique l'objet et la nature de

l'intervention et les éléments relatifs à l'intervention (adresses, horaires...) est communiqué au chargé d'inspection au moins une semaine avant le rendez vous.

En ce qui concerne les visites d'inspection organisées sur les sites d'activités de la collectivité (locaux, chantiers...), l'Autorité territoriale détermine la liste des participants concernés par la visite (l'interlocuteur de la collectivité, l'assistant, le conseiller, le médecin de prévention, les membres des comités compétents en matière d'hygiène et de sécurité, le responsable de l'établissement visité...) et se charge de leur information sur les dates d'intervention retenues.

Dans un but d'efficacité le nombre de participants doit être raisonnable (3 à 5 personnes au maximum).

Le chargé d'inspection communique préalablement à la visite, la liste des documents qu'il doit consulter lors de la visite (registre de sécurité incendie, registre de santé- sécurité, rapports de contrôles, document unique d'évaluation des risques...).

En préambule de la visite, une concertation avec le responsable du site visité ou du service concerné est nécessaire pour déterminer l'organisation générale de la santé et sécurité en place.

A aucun moment le chargé d'inspection ne peut effectuer une visite d'inspection seul. Il est accompagné, à minima du responsable hiérarchique de l'unité de travail concernée ou de l'assistant ou du conseiller en prévention de la collectivité.

En accord avec l'Autorité territoriale le chargé d'inspection peut effectuer des visites inopinées dans les services de la collectivité ou de l'établissement, notamment lorsque les informations dont Le chargé d'inspection dispose suggèrent qu'une situation de travail non maîtrisée est susceptible d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité.

6- Les différents types d'inspection

6-1 L'inspection de lieux de travail

Ce type d'intervention consiste à visiter une ou plusieurs unités de travail au sein d'un ou plusieurs établissements (hôtel de ville, bibliothèque, piscine, groupes scolaires, centre technique municipal...).

6-2 L'inspection d'activités

Ce type d'intervention consiste à observer les agents sur le terrain en situation de travail (chantiers de voirie, activités d'ATSEM, grands nettoyages estivaux, pose de décorations de Noël, préparations d'événements, collecte des ordures ménagères...).

6-3 Le contrôle réglementaire

Il s'agit de procéder à un contrôle réglementaire exhaustif portant sur un thème spécifique (gestion des entreprises extérieures, gestion du risque amiante, gestion des vérifications périodiques...).

6-4 La contre-visite

La contre-visite a pour objet d'observer et de rendre compte des actions mises en œuvre suite à une précédente visite d'inspection.

Une contre-visite peut être déclenchée par le chargé d'inspection dès lors que :

- de nombreux constats de non-conformité, susceptibles d'exposer des agents à un danger pour leur santé ou leur sécurité, ont été réalisés lors de la première visite,
- la connaissance d'un incident ou d'un accident dans l'un des sites visités est portée à l'attention du chargé d'inspection,
- Si la collectivité ne tient pas le chargé d'inspection informé des suites données à ses visites (mention dans la lettre de relance).

Le chargé d'inspection adresse préalablement à la collectivité un courrier mentionnant les points qui feront l'objet de la contre visite au regard du rapport précédent.

Ce type d'intervention sera défini et dimensionné par le chargé d'inspection lors de la programmation annuelle du plan d'inspection.

6-5 Observation d'une situation dangereuse ou urgente

Dans le cas où le chargé d'inspection est témoin d'une situation de travail dangereuse ou nécessitant une action urgente lors d'une visite d'inspection, il fait procéder à l'arrêt immédiat de cette situation par la hiérarchie ou à toute action rendue nécessaire.

Le chargé d'inspection peut demander à inscrire une observation dans le registre de santé et de sécurité au travail.

Un courrier informant l'Autorité territoriale de cette situation est envoyé dans les meilleurs délais et précède le rapport d'inspection.

6-6 Le rôle du chargé d'inspection face aux risques psychosociaux

Le chargé d'inspection peut identifier des situations, des risques ou des troubles psychosociaux, qui seront portés à la connaissance de l'autorité territoriale en garantissant le respect des règles de confidentialité.

Le chargé d'inspection sera tenu informé des suites données par la collectivité.

6-7 Suivi des rapports de visite

Les interventions de contrôle du chargé d'inspection donnent lieu à un premier constat portant sur les points essentiels rendus oralement aux représentants de la collectivité participant à l'inspection, puis à la rédaction d'un rapport précisant l'objet de l'intervention et l'ensemble des constats faits au regard de la réglementation en vigueur, ainsi que les mesures et propositions de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels.

L'autorité territoriale transmet le rapport d'inspection au CHSCT conformément à l'article 43 du décret n°85-603 modifié : « *Le comité est informé de toutes les visites et observations faites par les agents mentionnés à l'article 5.* »

Le rapport d'inspection apporte à la collectivité les éléments utiles à l'établissement du rapport annuel sur l'évolution des risques professionnels et à la mise en place du programme annuel de prévention des risques professionnels. La collectivité peut ainsi définir les actions prioritaires à conduire en matière de prévention des accidents du travail et des pathologies professionnelles.

La collectivité informe systématiquement par écrit le CIG des suites qui seront données aux propositions du chargé d'inspection (*Article 5 du décret n°85-603 modifié*).

A défaut d'une réponse dans les 6 mois suivant l'envoi du compte rendu, un courrier de relance sera envoyé à l'Autorité territoriale.

A défaut de réponse appropriée, un rendez vous pourra être sollicité avec l'Autorité territoriale ou une contre visite pourra être déclenchée par le chargé d'inspection.

7- La participation au CT /CHSCT

Le chargé d'inspection participe aux séances du CHSCT (ou CT) avec voix consultative. En effet, l'article 5 du décret n°85-603 modifié précise que « *Les agents chargés d'une fonction d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité peuvent assister avec voix consultative aux réunions du comité mentionné à l'article 37, lorsque la situation de la collectivité auprès de laquelle il est placé est évoquée.* »

A ce titre, il est informé préalablement des dates des réunions et reçoit systématiquement les ordres du jour et les documents afférents.

Il recevra une copie des procès-verbaux des séances auxquelles il aura participé.

En cas de désaccord ou de modification de ses propos dans le procès-verbal lors d'une séance du CHSCT, le chargé d'inspection propose une modification du procès-verbal lors de la séance suivante.

8- Consultation pour danger grave et imminent

Le chargé d'inspection peut être sollicité par le CHSCT en cas de divergence sur la réalité du danger ou la façon de le faire cesser selon les précisions de l'article 5-2 du décret n°85-603 modifié.

« En cas de désaccord persistant, après l'intervention du ou des agents mentionnés à l'article 5, l'autorité territoriale ainsi que la moitié au moins des représentants titulaires du personnel au sein du comité mentionné à l'article 37 peuvent solliciter l'intervention de l'inspection du travail. »

Le chargé d'inspection rédige un rapport indiquant, s'il y a lieu, les manquements en matière d'hygiène et de sécurité et les mesures proposées pour remédier à la situation. Ce rapport est transmis à l'autorité territoriale.

Le rapport de l'inspecteur du travail ou des autres corps d'inspection est communiqué au chargé d'inspection

L'autorité territoriale informe par écrit le chargé d'inspection des suites données au signalement de danger grave et imminent.

9- Consultation pour avis

Le chargé d'inspection est consulté pour émettre un avis spécifique sur les règlements, consignes que l'autorité territoriale envisage d'adopter comme précisé à l'article 48 du décret n°85-603 modifié.

10- Rappel réglementaire

Le chargé d'inspection peut intervenir à son initiative ou à la demande de la collectivité pour réaliser des rappels réglementaires à destination de l'encadrement (responsabilités en matière de prévention, document unique, obligations en matière de gestion des entreprises extérieures...).

Le chargé d'inspection informe a posteriori par écrit l'autorité territoriale des suites attendues de cette action.

11- Réunions et rencontres thématiques

Le chargé d'inspection organise ou participe à des rencontres avec les acteurs de la collectivité pour faire un point sur les actions entreprises ou sur tous points concernant l'organisation de la mission.

12- Intervention de membres de corps de contrôle externes aux collectivités et établissements publics concernés

L'autorité territoriale ou le centre de gestion peut demander au ministre chargé du travail de lui assurer le concours des agents des services de l'inspection du travail, soit pour des missions permanentes, soit pour des interventions temporaires.

Le contenu et les conditions d'intervention, dans le cadre de missions permanentes, du service de l'inspection du travail ainsi déterminés devront être arrêtés d'un commun accord sous forme de convention passée entre l'autorité territoriale et le ministre ayant autorité sur le service d'inspection du travail et le chargé d'inspection devra en être informé;

Dans le cadre de l'intervention d'agents de corps de contrôle externes (article 5-2) notamment lors de l'usage du droit de retrait, le chargé d'inspection doit être associés aux procédures dans les conditions posées par les articles 5-2, 5-3 à 41 du décret. Il doit en particulier être systématiquement sollicité préalablement à l'intervention des inspecteurs du travail dans le cadre des articles 5-2 et 41 du décret.

L'alinéa 3 de l'article 5-2 précise cependant que l'inspection du travail ne peut être saisie que si l'intervention du chargé d'inspection nommé en application de l'article 5 n'a pas abouti à lever le désaccord.

L'autorité territoriale peut aussi solliciter l'intervention, dans leurs domaines d'attribution respectifs, d'un membre du corps des vétérinaires inspecteurs ou du corps des médecins inspecteurs de la santé et du corps des médecins inspecteurs régionaux du travail et de la main-d'œuvre ainsi que l'intervention du service de la sécurité civile.

L'intervention de l'un des agents du corps de contrôle, donne lieu à l'établissement d'un rapport indiquant, le cas échéant, les manquements constatés en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que les mesures utiles pour y remédier.

Le rapport mentionné sera adressé, sans délai, directement et conjointement à l'autorité territoriale et au chargé d'inspection ;

Une copie de la réponse motivée audit rapport indiquant les mesures qui ont été prises immédiatement ou celles qui vont être prises par l'autorité territoriale sera envoyée au chargé d'inspection.

13- Rapport d'activité du chargé d'inspection

Le chargé d'inspection établit annuellement conjointement avec l'intervenant en prévention du CIG en charge du conseil son rapport d'activité en matière d'inspection pour l'année écoulée qui sera présenté à l'autorité territoriale.

Ce rapport permettra en concertation avec la collectivité de construire le plan d'inspection pour l'année à venir et le cas échéant d'orienter les actions de conseil et d'assistance.

La collectivité transmettra au chargé d'inspection toutes les informations nécessaires afin de construire au mieux le programme d'inspection pour l'année à venir.

A ce titre, le chargé d'inspection sera destinataire des documents définis dans le chapitre au point 2 du chapitre « B. MOYENS. »

En cas de désaccord sur le plan d'inspection, les propositions du chargé d'inspection prévalent.

Convention-type portant adhésion au service Ergonomie et ingénierie de la Prévention des Risques Professionnels du CIG pour l'inspection et le conseil en prévention des risques professionnels, annexée à la délibération du conseil d'administration du CIG n°2022-61 du 29 Novembre 2022

ANNEXE 2

LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE EN MATIERE DE PREVENTION ET LES PRESTATIONS ASSOCIEES

A. CADRE ET CHAMPS D'INTERVENTION

Le service apporte à la collectivité, conseil et assistance pour toute question relevant du champ de la santé et de la sécurité au travail, tant sur le plan de l'expertise que du partage d'expérience, d'outils et de méthodologie adaptés.

Afin de couvrir le champ de la santé et de la sécurité au travail tant sur le plan technique, qu'organisationnel, les agents du CIG, interviennent en lien étroit avec les acteurs internes de la collectivité, le chargé d'inspection et, si nécessaire, mobilise les compétences des autres services du CIG.

Néanmoins, la mission ne se substitue pas à celles des assistants et conseillers de prévention, qui font l'objet d'une désignation spécifique telles que définie aux articles 4 et suivants du décret du 10 juin 1985.

Les intervenants du service (ingénieurs de prévention, ergonomes, sociologues...) mettent en œuvre des compétences nécessaires à la prévention des risques professionnels et pourront intervenir dans les domaines suivants :

1. Accompagnement à la démarche de prévention

- Mise en place d'un système de management santé sécurité au travail,
- Construction d'indicateurs,
- Assistance et conseil auprès des acteurs de la prévention:
- Sensibilisation réglementaire et responsabilité pénale
- Sensibilisation générale à la sécurité,
- Rencontres thématiques
- Diffusion d'informations relatives à la prévention des risques professionnels.

2. Evaluation des risques dans le cadre de l'élaboration du document unique

- Sensibilisation et information sur les enjeux de la démarche
- Mise en place de l'organisation préalable
- Accompagnement à l'évaluation des risques professionnels et à la transcription des résultats dans le document unique
- Apport de méthodes et d'outils adaptés
- Mise en place de plans d'actions et de procédures de mise à jour du Document Unique.

3. Identification et évaluation des risques liés aux interventions des entreprises extérieures

- Mise en place de l'organisation générale
- Aide à la réalisation des inspections communes préalables, au choix des mesures de prévention, à l'élaboration des plans de prévention, et des protocoles de sécurité...

4. Etudes ergonomiques

- Intervention et participation d'un ergonome dans le cadre de conduite de projet concernant :
 - l'organisation, l'aménagement et la conception des espaces de travail
 - les évolutions organisationnelles et techniques
 - la prévention des risques techniques, psychosociaux, TMS, pénibilité et usure professionnelle...
 - l'amélioration des conditions de travail
 - métrologie (bruit, lumière,...)

5. Documents et registres obligatoires

- Mise en place et gestion des registres de sécurité pour les ERP, registres de sécurité incendie, procès verbaux des commissions de sécurité, registres santé et sécurité, registres de danger grave et imminent, diagnostics amiante, carnets sanitaires (piscines), diagnostics légionellose, diagnostics plomb, DIUO, plans de remise en conformité, registres de maintenance.

6. Prévention des risques liés à l'activité physique

- Analyse et diagnostic
- Études ergonomiques
- Prévention des TMS
- Sensibilisation sur les risques liés à l'activité physique

7. Prévention du risque routier au travail

- Diagnostic
- Sensibilisation

8-Risque incendie

- Organisation en fonction des activités et des sites, exercices évacuation, élaboration des consignes incendie

9-. Substances et préparations dangereuses

- Sensibilisation à l'utilisation de produits chimiques en sécurité
- Identification des risques liés à l'utilisation, au stockage
- Gestion des FDS
- Élaboration de consignes d'utilisation
- Choix des moyens de protection collectifs et individuels
- Transport de matières dangereuses

10. Contrôles et vérifications périodiques

- Recensement des contrôles et vérifications obligatoires
- Mise en place des procédures
- Aide à la gestion des rapports de vérification

11. Équipements de protection individuelle (EPI)

- Détermination des besoins en équipements de protection individuelle
- Adéquation aux risques
- Gestion au quotidien
- Sensibilisation au port des EPI

12. Accidents du Travail / Maladies Professionnelles

- Recueil et gestion des déclarations
- Analyse des circonstances, choix des méthodes
- Construction et gestion des indicateurs
- Analyse et étude statistique des accidents et des maladies professionnelles
- Mises en place de plans d'actions : choix et critères

13. Sensibilisation des personnels

- Actions de communication en matière de prévention
- Accueil des nouveaux arrivants : procédures et supports
- ...

14. Autres prestations

L'adhésion au service EIPRP permet de bénéficier de différents services et notamment :

- Veille réglementaire
- Invitation aux journées de la prévention et autres manifestations organisées par le service EIPRP
- Participation à des réseaux professionnels
- Échange de pratiques professionnelles et mutualisation
- Conduite de projets mutualisés
- Assistance téléphonique
- Assistance à la mise en place de projets et études de faisabilité
- Construction et/ou participation à des actions pluridisciplinaires

Le service étudie et répond à toute demande relevant de son domaine d'expertise, relevant de l'amélioration des conditions de travail.

B. RAPPORT D'ACTIVITE

L'intervenant en prévention du CIG établit annuellement son rapport d'activité en matière d'assistance pour l'année écoulée qui est présenté à l'autorité territoriale. Ce rapport permet en concertation avec la collectivité de construire le plan d'actions pour l'année à venir.

ANNEXE 3

LES PRESTATIONS ASSOCIEES DU SERVICE EIPRP

L'adhésion au service EIPRP permet de bénéficier de différents services et notamment :

- Veille réglementaire
- Invitation aux journées de la prévention et autres manifestations organisées par le service EIPRP
- Participation à des réseaux professionnels
- Échange de pratiques professionnelles et mutualisation
- Conduite de projets mutualisés
- Assistance téléphonique
- Assistance à la mise en place de projets et études de faisabilité
- Construction et/ou participation à des actions pluridisciplinaires

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le



ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_32-DE

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Création de postes non permanents.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_33
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_33-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_33

Objet : Création de postes non permanents.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L332-23 alinéa 2, disposant que les collectivités peuvent recruter des agents contractuels pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant la nécessité de recruter du personnel technique afin d'accueillir dans les meilleures conditions les enfants inscrits en centres de vacances et en classes d'environnement ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : CRÉE pour les séjours organisés entre le 21 mars et le 30 juin 2023 :

- 3 à 16 postes d'adjoint technique - 1er échelon ;
- 2 à 6 postes d'adjoint technique - 8ème échelon ;
- 1 à 3 postes d'adjoint technique - 10ème échelon ;
- 1 à 3 postes d'adjoint technique principal 2ème classe - 10ème échelon.

Article 2 : DÉCIDE d'imputer la dépense sur les comptes budgétaires 641/645.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_33-DE

S²LOW

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Mise à jour du tableau des effectifs.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_34
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikan -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Toueilles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article 2121-13 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_34-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_34

Objet : Mise à jour du tableau des effectifs.

Le Conseil Municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L311-1 à L 372-2,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L311-1 à L 372-2 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le budget communal ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Considérant l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions ;

Considérant l'hypothèse où il y a lieu de remplacer des fonctionnaires ou agents contractuels momentanément indisponibles sur emploi permanent ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : AUTORISE, dans l'hypothèse du recrutement infructueux d'un fonctionnaire et en raison des besoins du service ou de la nature des fonctions, le recrutement d'un agent contractuel, pour une durée initiale de douze à trente-six mois.

Article 2 : AUTORISE, dans l'hypothèse où il y a lieu de remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles sur emploi permanent, le recrutement d'agents contractuels pour une durée déterminée dans la limite de la durée de l'absence de l'agent public territorial à remplacer.

Le recrutement peut prendre effet avant le départ de remplacement.

Article 3 : DÉCIDE la mise à jour du tableau des effectifs de la collectivité, à la date du 1er avril 2023.

Article 4 : DIT QUE le tableau est annexé à la présente délibération.

Article 5 : ABROGE les délibérations antérieures relatives aux transformations de postes.

Article 6 : INDIQUE QUE la dépense est imputée sur les comptes budgétaires 641/645.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 03/04/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/34

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

Envoyé en préfecture le 03/04/2023

Reçu en préfecture le 03/04/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230403-DEL2023_34-DE



Le Maire de Malakoff

Tableau des effectifs – 1^{er} avril 2023

Direction générale (20 à 40 000 habitants)

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
A+	Directeur général des services	1	1
	Directeur général adjoint des services	2	2
	Directeur général des services techniques	1	1
	SOUS - TOTAL	4	4

Filière administrative

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
C	Adjoint administratif	14	12
	Adjoint administratif principal de 2 ^{ième} classe	22	10
	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	52	42
B	Rédacteur	16	15
	Rédacteur à temps non complet (50%)	1	0
	Rédacteur principal de 2 ^{ième} classe	5	4
A	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	8	6
	Attaché	30	29
	Attaché principal	18	16
	Attaché hors classe	2	0
	SOUS - TOTAL	168	134

Filière animation

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
C	Adjoint d'animation	22	12
	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ième} classe	70	63
	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ième} classe TNC 80%	6	4
	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ième} classe TNC 90%	24	19
	Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	17	16
B	Animateur	17	12
	Animateur principal de 2 ^{ième} classe	8	6
	Animateur principal de 1 ^{ère} classe	4	3
	SOUS - TOTAL	168	135

Filière technique

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
C	Adjoint technique	62	58
	Adjoint technique principal de 2 ^{ième} classe	62	46
	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	97	79
	Agent de maîtrise	12	11
	Agent de maîtrise principal	13-1=12	10
B	Technicien	7	5
	Technicien principal de 2 ^{ième} classe	7	7

	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	5	4
A	Ingénieur	7	6
	Ingénieur principal	4	4
	SOUS - TOTAL	275	230

Filière police municipale

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
C	Gardien brigadier	4-1=3	2
	Brigadier-chef principal	3+1=4	1
B	Chef de service de police municipale de 1 ^{ère} classe	2	1
	SOUS - TOTAL	9	4

Filière médico-sociale

Catégorie	Grades	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus
C	Agent social	26	25
	Agent social principal de 2 ^{ème} classe	11	11
	Agent social principal de 1 ^{ère} classe	10	6
	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	5	5
	ATSEM principal de 1 ^{ère} classe	12	11
	Auxiliaire de soins principal de 2 ^{ème} classe	3	2
	Auxiliaire de soins principal de 1 ^{ère} classe	2	1
B	Aide-soignant de classe normale	5	3
	Aide-soignant de classe supérieure	2	2
	Auxiliaire de puériculture de classe normale	30	9
	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	6	5
A	Technicien de laboratoire médical et diététicien	1	1
	Technicien de laboratoire médical et diététicien hors classe	2	2
	Masseur-kinésithérapeute et orthophoniste	1	1
	Manipulateur en électroradiologie médicale	3	1
	Biologiste hors classe	1	1
	Infirmier en soins généraux	8	5
	Infirmier en soins généraux hors classe	1	1
	Psychologue de classe normale TNC 80%	1	1
	Psychologue de classe exceptionnelle	3	3
	Puéricultrice	1	0
	Puéricultrice de classe exceptionnelle	1	0
	Educateur de jeunes enfants	15	7
	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	6	6
	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	1	1
SOUS - TOTAL	157	110	

TOTAL GENERAL Effectifs budgétaires : 781**Effectifs pourvus : 617**

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Attribution d'une subvention exceptionnelle de 2000€ au fonds de solidarité pour la Turquie et la Syrie de l'association Cités-Unies France.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_35
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	31	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	2	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes - M. Stéphane Tauthui

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le 03/04/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_35-DE



CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_35

Objet : Attribution d'une subvention exceptionnelle de 2000€ au fonds de solidarité pour la Turquie et la Syrie de l'association Cités-Unies France.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1611-4 et L.2121-29 ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'avis de la commission communale compétente,

Considérant la volonté de la ville de Malakoff d'apporter une aide humanitaire aux populations victimes des catastrophes naturelles qui ont lieu en Turquie et en Syrie en février 2023 ;

Considérant l'opportunité de participer au fonds de solidarité mis en place par Cités Unies France, acteur reconnu en matière de solidarité internationale et d'actions humanitaires avec lequel la Ville entretient des relations étroites ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le versement d'une subvention de 2000 € à Cités Unies France pour participer au fonds de solidarité mis en place pour venir en aide aux populations civiles en Turquie et en Syrie.

Article 2 : AUTORISE Madame la Maire ou son représentant délégué à prendre toutes les mesures utiles pour l'exécution de cette délibération.

Article 3 : DIT QUE la dépense en résultant sera imputée sur le budget de l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_35-DE

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 29 MARS 2023**

Objet : Échange à titre gratuit entre ville de Malakoff et la SAIEM Malakoff Habitat : Incorporation au domaine public routier communal de la piste cyclable du boulevard Louise Michel et déclassement du square communal accolé au 50, rue Guy Môquet.

Nombre de membres composant le conseil : **39**

DEL2023_36B

En exercice : 39
Présents : 32
Représentés (ayant donné mandat) : 6
Absents (sans mandat) : 1

Arrivée en Préfecture le : 31/03/2023
Publiée le : 31/03/2023
Exécutoire le : 31/03/2023

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 29 mars à 19 heures 00, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous-la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme – Mme Sonia Figuères – M. Rodéric Aarsse -
Mme Corinne Parmentier – M. Dominique Cardot – Mme Vanessa Ghiati -
M. Antonio Oliveira – Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba – Mme Jocelyne Boyaval –
M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian – M. Farid Hemidi -Mme Catherine Morice –
Mme Carole Sourigues - M. Pascal Brice- M. Loïc Courteille -
M. Thomas François – M. Grégory Gutierrez- Mme Nadia Hammache –
M. Nicolas Garcia – Mme Héra Bel Hadj Youssef-M. Martin Vernant-
M. Anthony Toueilles - M. Hugo Poupard – Mme Fatou Sylla-
M. Gilles Bresset- M. Roger Pronesti Mme Emmanuelle Jannès
– M.Olivier Rajzman-Mme Charlotte Rault-M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat (4) :

M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot ;
Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse ;
Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères ;
M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte IBOS ;
Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez ;
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance :

M. Brice, en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n°DEL2023_36B

Objet : Échange à titre gratuit entre la ville de Malakoff et la SAIEM Malakoff Habitat : Incorporation au domaine public routier communal de la piste cyclable du boulevard Louise Michel et déclassement du square communal accolé au 50, rue Guy Môquet.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2141-1 et L2241-1 ;

Vu la délibération du conseil municipal n°DEL2021_70 du 30 juin 2021 portant cession d'une emprise avenue Maurice-Thorez à la SAIEM Malakoff Habitat et autorisation donnée à la SAIEM Malakoff Habitat de déposer un permis de construire sur cette emprise dans le cadre du projet de démolition-reconstruction de la résidence du 50 rue Guy-Môquet ;

Vu la demande d'avis déposée auprès du pôle d'évaluation domaniale de la Direction Départementale des Finances Publiques des Hauts-de-Seine le 22 février 2023 et reçue le 27 février 2023 ;

Vu les plans de division ci-annexés ;

Vu le constat d'huissier du 3 mars 2023 ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes ;

Considérant que le projet de démolition-reconstruction de la résidence située 50, rue Guy Moquet, élaboré par la SAIEM Malakoff Habitat, inclut le square communal Maurice Thorez afin d'unifier le traitement paysager de l'îlot, de mettre en place des bornes d'apport volontaire de déchets et de mettre en retrait de l'espace public les logements du rez-de-chaussée ;

Considérant que le square Maurice Thorez n'est plus accessible au public et est libre de toute occupation, tel que constaté par procès-verbal d'huissier en date du 3 mars 2023 ;

Considérant que la SAIEM Malakoff Habitat est propriétaire de bandes de terrains aménagées en piste cyclable le long du boulevard Louise Michel ;

Considérant que l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa saisine ;

Considérant qu'en l'absence de cet avis, l'estimation du prix de chacun des biens s'élève à 131 100 € ;

Considérant ainsi qu'un échange sans soulte peut intervenir entre la SAIEM Malakoff Habitat et la ville de Malakoff.

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : CONSTATE la désaffectation du square Maurice Thorez, constituant le lot A d'une superficie de 414 m² dans le plan de division ci-annexé et **PRONONCE** son déclassement du domaine public communal.

ARTICLE 2 : APPROUVE les termes de l'échange sans soulte avec la SAIEM Malakoff Habitat :

- Cession par la ville de Malakoff à la SAIEM Malakoff Habitat ou tout substitué du lot A selon le plan de division ci-annexé, consistant en l'emprise du square Maurice Thorez, d'une superficie de 414 m² ;
- Cession par la SAIEM Malakoff Habitat à la ville de Malakoff du lot A1 de 60 m² issu de la parcelle T n°130, du lot A2 de 19 m² issu de la parcelle T n°157, du lot A3 de 15 m² issu de la parcelle T n°158, du lot A4 de 58 m² issu de la parcelle T n°160, du lot A5 de 90 m² issu de la parcelle T n°159, du lot A6 de 4 m² issu de la parcelle T n°155, du lot A7 de 1 m² issu de la parcelle T n°202, du lot A8 de 91 m² issu de la parcelle S n°130, du lot A9 de 25 m² issu de la parcelle S n°133, du lot A10 de 8 m² issu de la parcelle S n°134, du lot A11 de 30 m² issu de la parcelle S n°105 et du lot A12 de 36 m² issu de la parcelle S n°32, selon le plan de division ci-annexé, consistant en une piste cyclable le long du boulevard Louise Michel d'une superficie totale de 437 m².

ARTICLE 3 : AUTORISE Madame la Maire à signer tout acte ou document afférent à cette opération.

ARTICLE 4 : CLASSE dans le domaine public routier communal les parcelles désignées à l'article 2 constituant une piste cyclable.

ARTICLE 5 : DIT QUE les frais afférents à cette opération seront à la charge de la SAIEM Malakoff Habitat.

Arrivée en Préfecture le : 31 mars 2013.....

Publiée le : 31 mars 2013.....

Exécutoire le : 31 mars 2013.....

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre



Madame la Maire,
Jacqueline BELHOMME

Vote : La délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix POUR.

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 31/03/2023

Reçu en préfecture le 31/03/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_36B-DE

S²LOW



Procès-verbal de Constat

Delphine LE ROUX
12 Place de la République – BP 20039
92276 BOIS-COLOMBES Cedex
Tel. 01.42.42.25.87

Emmanuelle JOSSE
5 avenue du Général de Gaulle
92220 BAGNEUX
Tel. 01.46.64.70.04

Courriel : huissier@exactys.com
Site : www.huissier-92-exactys.com

PROCÈS-VERBAL DE CONSTAT

LE VENDREDI TROIS MARS DEUX MILLE VINGT TROIS

A LA REQUÊTE DE :

La SAIEM MALAKOFF HABITAT, société anonyme immobilière d'économie mixte à conseil d'administration ayant son siège social sis 2 rue Jean Lurçat, 92240 MALAKOFF, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le n°572 059 459, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège,

Laquelle me fait exposer par Monsieur Jean Pierre CHASSIN :

Que la SAIEM MALAKOFF HABITAT est propriétaire de trois bâtiments d'habitation situés dans une résidence sise 50 rue Guy MOQUET, 92240 MALAKOFF ;

Qu'à la suite de la démolition de ces bâtiments, la Ville de MALAKOFF souhaite déclasser le square Maurice THOREZ situé au droit des pignons des trois bâtiments de ladite résidence ;

Que préalablement à ce déclassement, elle souhaite faire constater que le square a été entièrement ceint de barrière, de façon à en empêcher toute intrusion dans les lieux ;

DEFERANT A CETTE REQUISITION :

Je, Emmanuelle JOSSE, Huissier de Justice associée, exerçant au sein de la S.A.S EXACTYS, titulaire d'un Office de Commissaire de justice dans le ressort de la Cour d'Appel de VERSAILLES, à la résidence de BAGNEUX (92) y demeurant 5 avenue du Général de Gaulle, soussignée,

Me suis rendue ce jour **50 rue Guy MOQUET, 92240 MALAKOFF**, où étant j'ai procédé aux constatations suivantes :

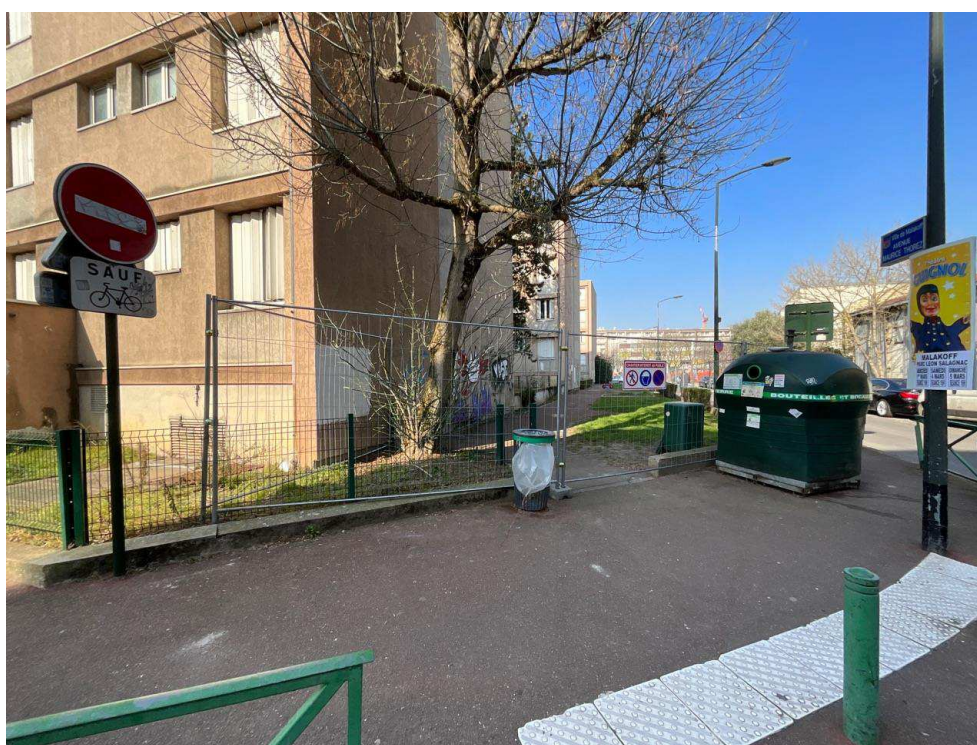
Je constate que la zone est entièrement ceinte de grilles de protection fixées entre elles à l'aide d'attaches métalliques. Elles sont également fixées, entre les murs pignons de la résidence appartenant à la requérante, aux descentes d'eaux pluviales.

Des panneaux fixés aux grilles indiquent que le « chantier est interdit au public ».

Les lieux sont uniquement accessible par un portillon fermé par une chaîne ainsi qu'un cadenas.

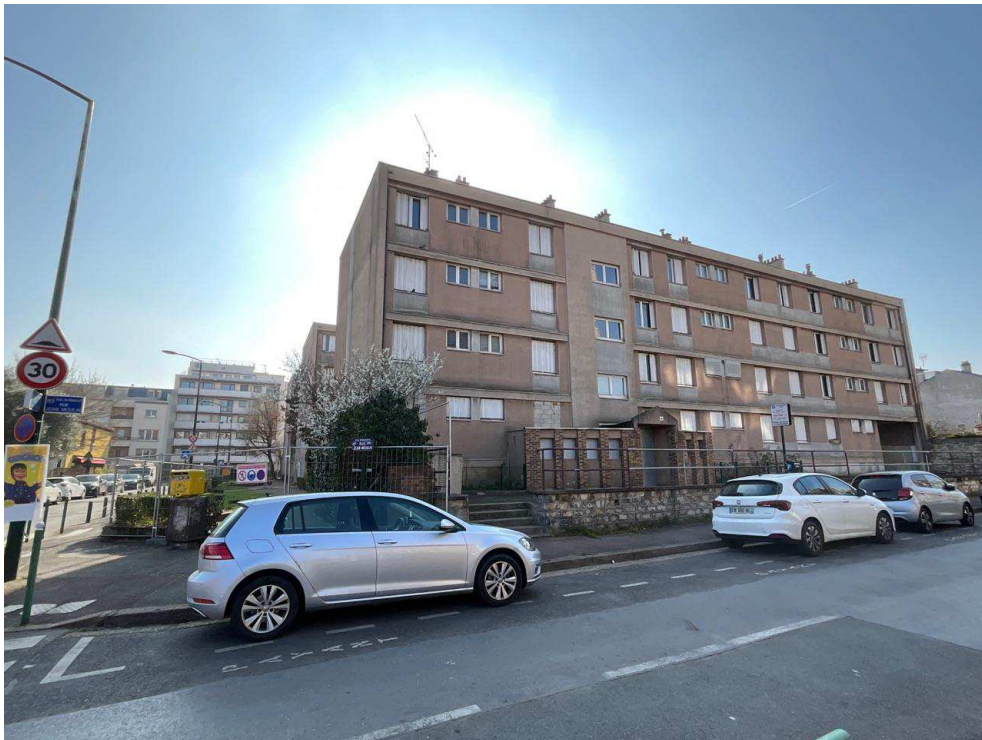
La zone est, de ce fait, libre de toute personne physique et de tout bien privé.

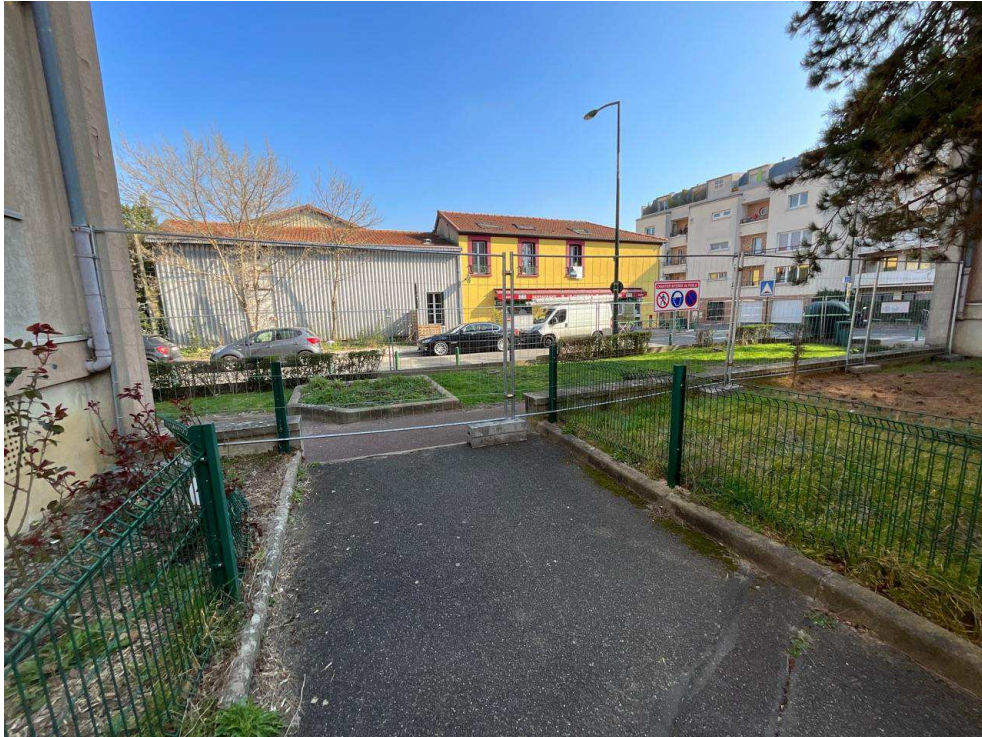
Ainsi, je constate ce jour la désaffectation du square Maurice THOREZ dans la mesure où cette zone n'est plus affectée à l'usage du public.











Mes constatations achevées, j'ai pris congé et quitté les lieux.

_____000_____

Telles sont mes constatations.

Et de tout ce que dessus, j'ai fait et dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit.



Emmanuelle JOSSE
Huissier de Justice

AVERTISSEMENT JURIDIQUE

Ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers

« Les huissiers de justice sont les officiers ministériels (...). Ils peuvent, commis par justice ou à la requête de particuliers, effectuer des constatations purement matérielles, exclusives de tout avis sur les conséquences de fait ou de droit qui peuvent en résulter. (...) »

Attention : le support écrit de ce procès-verbal a été réalisé par un officier ministériel habilité, par la loi, à procéder à des constatations qui pourront être produites en justice à titre de preuve, lors d'un procès.

Il vous est rappelé l'interdiction de l'usage d'un constat modifié, qui ne serait plus conforme alors au procès-verbal original conservé dans les minutes de l'office de l'Huissier de justice, dont la diffusion ferait l'objet de poursuites pénales, au minimum du chef de faux et usage de faux en écriture publique et de contrefaçon, délits prévus et réprimés par le Code Pénal, sous réserve de toute procédure civile en dommage et intérêts.

Commune : 092046
Malakoff

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (D)

Envoyé en préfecture le 31/03/2023

Reçu en préfecture le 31/03/2023

Publié le

ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_36B-DE



Numéro d'ordre du document d'arpentage

Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : S1
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : régulier <20/03/80

Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/625
Date de l'édition : 19/05/2005

CERTIFICATION

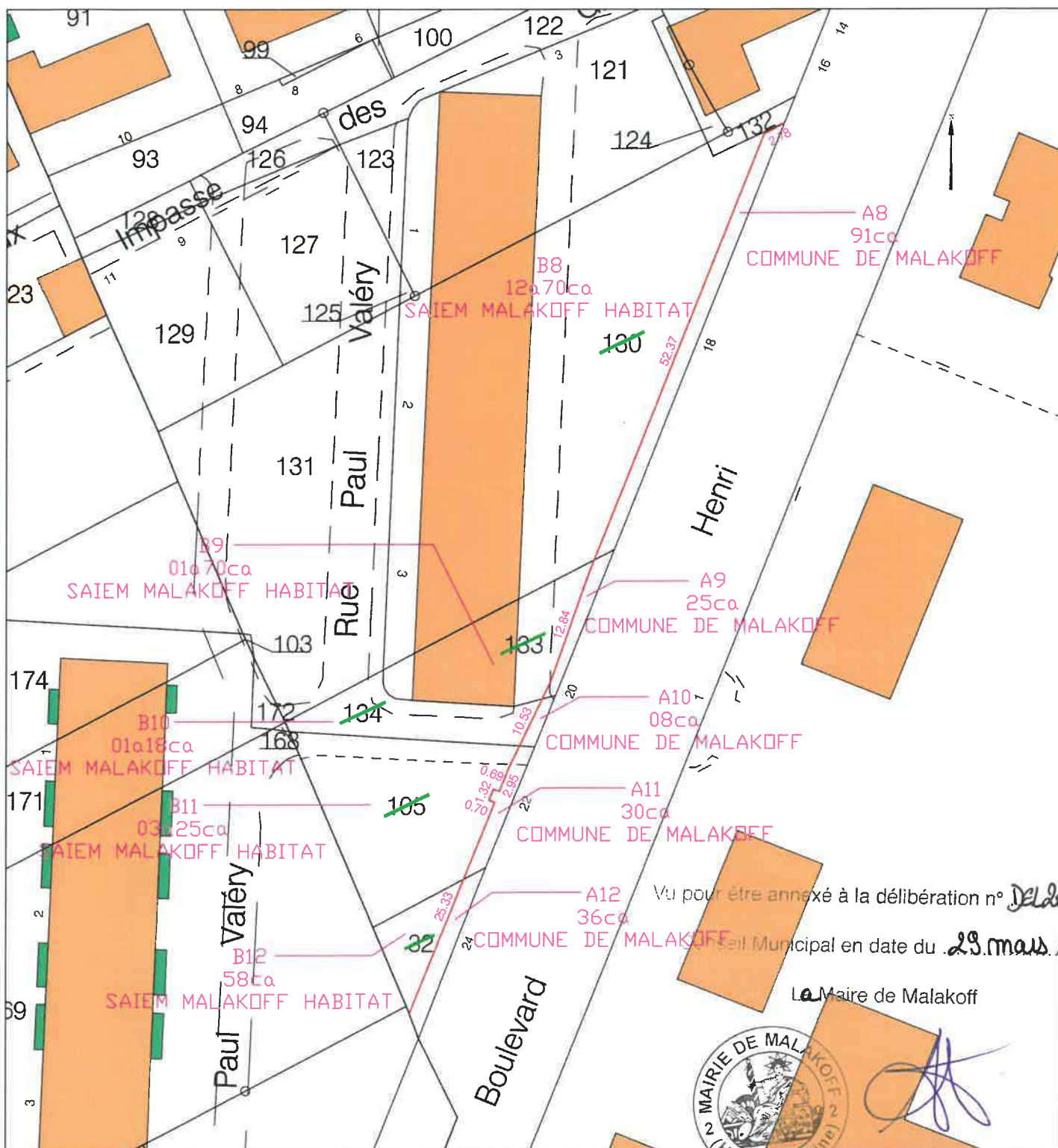
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
 - B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
 - C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 05/10/2022... par M Olivier MINOT... géomètre à SEVRES.
- Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
- A .SEVRES... , le 05/10/2022.

Document dressé par
Olivier MINOT
à SEVRES
Date 05/10/2022
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité expropriant).



Vu pour être annexé à la délibération n° DEL2023_36
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023
Le Maire de Malakoff

Commune : 092046
Malakoff

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (D)

Envoyé en préfecture le 31/03/2023
Reçu en préfecture le 31/03/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_36B-DE

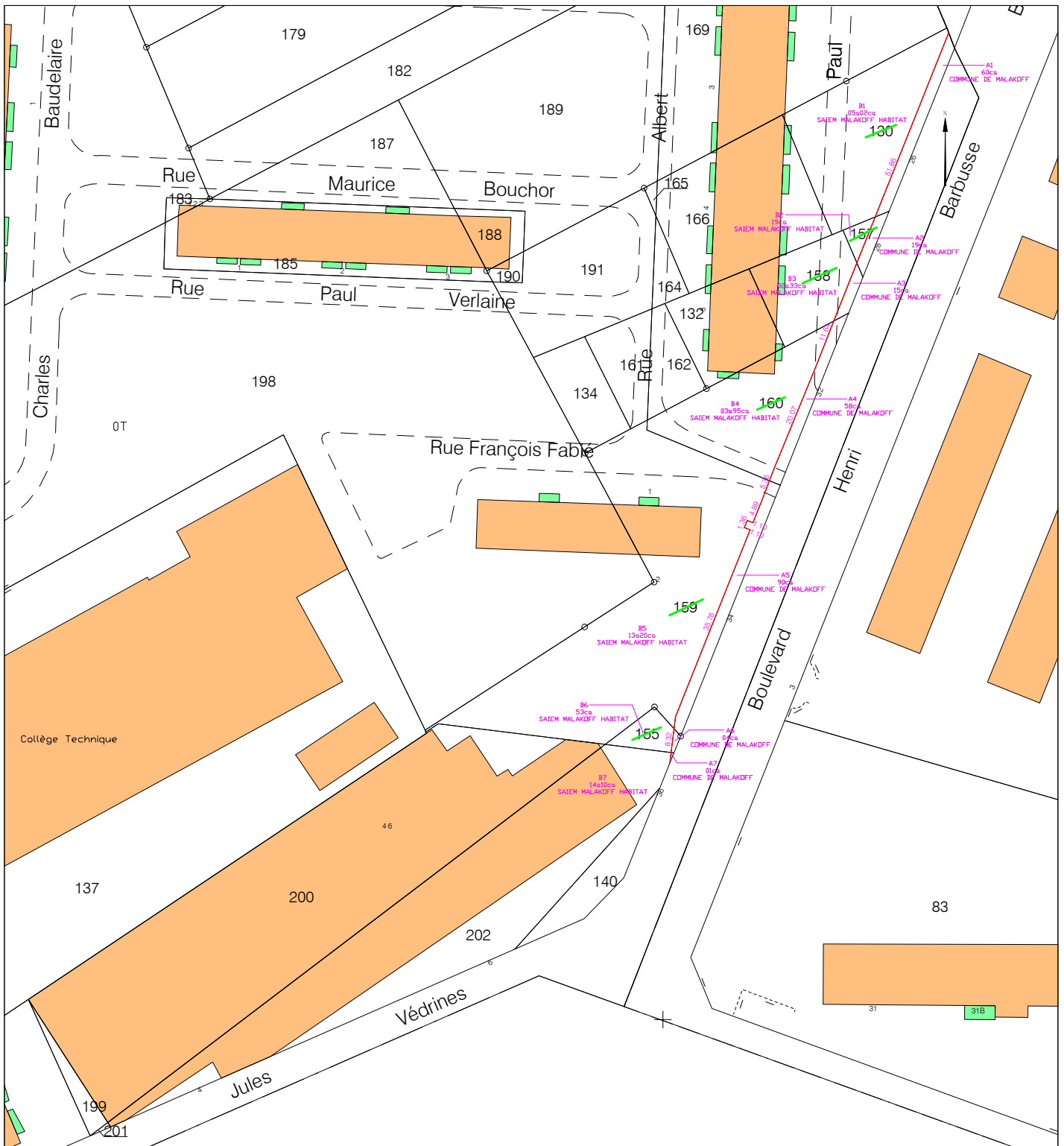
Numéro d'ordre du document d'arpentage
Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : T1
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : régulier <20/03/80
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 19/05/2005

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)
Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 05/10/2022... par M Olivier.MINOT..... géomètre à SEVRES.....
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
A .SEVRES....., le 05/10/2022.....

Document dressé par
Olivier.MINOT.....
à SEVRES.....
Date 05/10/2022.....
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriant).



Commune : 092046
Malakoff

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (D

Envoyé en préfecture le 31/03/2023
Reçu en préfecture le 31/03/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_36B-DE



Número d'ordre du document d'arpentage
Document vérifié et numéroté le
A
Par

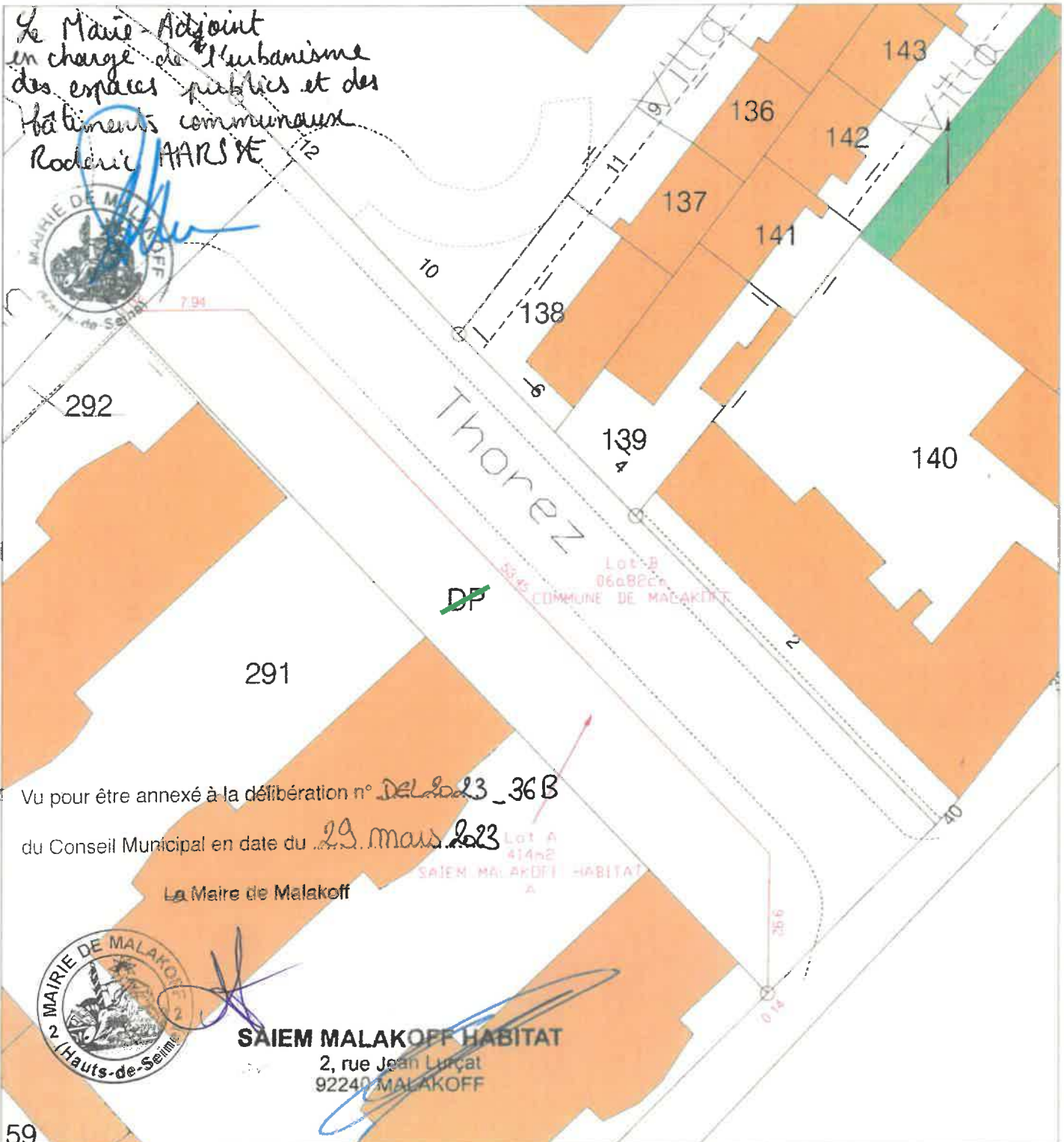
Section : K1
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : régulier <20/03/80
Echelle d'origine : 1/500
Echelle d'édition : 1/400
Date de l'édition : 19/05/2005

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)
Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 02/08/2021 par M Olivier MINOT, géomètre à SEVRES.
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.
A. SEVRES, le 21/02/2023.

Document dressé par
Olivier MINOT
à SEVRES
Date 21/02/2023
Signature :

(1) Prenez les mesures utiles. La formule A s'applique dans le cas d'une acquisition faite avant par voie de vente à jour, dans la mesure où les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien inscrit au cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités de signataires (il est différent de propriétaires (propriétaire, avocat représentant qualité de l'assistant expertant).

Le Maire Adjoint
en charge de l'urbanisme
des espaces publics et des
bâtiments communaux
Roderic AARSSE



Vu pour être annexé à la délibération n° DEL 2023_36 B
du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

La Maire de Malakoff



SAIEM MALAKOFF HABITAT
2, rue Jean Lurçat
92240 MALAKOFF

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Convention de transfert des futures voies de la cité des Poètes à conclure avec la SAIEM MALAKOFF Habitat.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_37
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	32	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	6	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	1	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - Mme Carole Sourigues -
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. François Thomas -
 M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -
 Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles -
 M. Hugo Poupard - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -
 M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman -
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-19 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 30/03/2023
Reçu en préfecture le 30/03/2023
Publié le 30/03/2023
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_37-DE



Ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_37

Objet : Convention de transfert des futures voies de la cité des Poètes à conclure avec la SAIEM MALAKOFF Habitat.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.442-7 et R.442-8 ;

Vu le projet de convention de transfert après achèvement de voies et espaces communs dépendant d'un lotissement, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis des commissions municipales compétentes,

Considérant que, dans le cadre de la requalification de la cité des Poètes, la SAIEM Malakoff Habitat aménage des voiries de desserte des lots destinés à la construction de logements et d'un équipement public ;

Considérant que la propriété de ces voies, et de leurs accessoires, doit être transférée à la ville de Malakoff après leur achèvement car elles desserviront de nouveaux espaces publics ;

Après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention de transfert après achèvement de voies et espaces communs dépendant d'un lotissement, annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 : AUTORISE Madame la Maire à signer ladite convention, ainsi que tout document y afférent.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 38 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 30/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 30/03/2023
Reçu en préfecture le 30/03/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_37-DE



La Maire,
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Le Maire de Malakoff



**CONVENTION DE TRANSFERT APRES ACHEVEMENT
DE VOIES ET ESPACES COMMUNS DEPENDANT D'UN LOTISSEMENT**
(Art. R 442-7 et 442-8 du Code de l'Urbanisme)

ENTRE :

La **COMMUNE DE MALAKOFF**, Collectivité Territoriale, personne morale de droit public, dont le siège social est à MALAKOFF (92240), 1 Place du Onze Novembre 1918, identifiée au SIREN sous le numéro 219 200 466.

Ci-après dénommée "**LA COMMUNE**"

ET :

La Société dénommée **SOCIÉTÉ ANONYME IMMOBILIÈRE D'ÉCONOMIE MIXTE MALAKOFF HABITAT (SAIEM Malakoff Habitat)**, société anonyme d'économie mixte au capital de 1 416 464 €, dont le siège est à MALAKOFF (92240), 2 rue Jean Lurçat, identifiée au SIREN sous le numéro 572059459 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

Ci-après dénommée le "**LOTISSEUR**"

Préalablement à la convention objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION DE LA PRESENTE CONVENTION

I – Renouveau urbain de la CITE DES POETES

La « CITE DES POETES » sur la commune de MALAKOFF appartient actuellement à la SAIEM MALAKOFF HABITAT, et s'étend sur environ 3,4 hectares dans le périmètre situé dans le Sud de la Ville entre le boulevard Louise Michel, la rue Jules Védrines, la rue Louis Girard et l'Impasse des Groux.

Ce site se compose actuellement de logements sociaux.

Ce quartier a fait l'objet d'une réflexion conjointe entre la COMMUNE et la SAIEM MALAKOFF HABITAT en vue de son renouvellement et de son désenclavement, de la requalification du quartier Barbusse et des mutations entraînées notamment par l'arrivée de la Gare du Grand Paris Express prévue en 2025.

La SAIEM MALAKOFF HABITAT a proposé dans ce cadre la réalisation de cinq lots à construire sur une partie de l'assiette foncière du quartier de la CITE DES POETES avec l'aménagement d'une nouvelle voirie en complément des voies existantes qui vont être remaniées. Les caractéristiques desdits aménagements sont précisées en Annexe 2.

Pour la réalisation de cette opération de construction, la SAIEM va déposer une demande de permis d'aménager pour permettre la cession ou la construction par Malakoff Habitat des différents terrains selon les lots à bâtir concernés. L'obtention du permis d'aménager permettra :

- la division des terrains appartenant à la SAIEM MALAKOFF HABITAT,
- l'aménagement de la voirie en vue de sa rétrocession, sous réserve que les voies aient été dépolluées et consolidées en sous-terrain, à la collectivité compétente,
- la viabilisation des terrains.

II - Dossier de demande de Permis d'aménager

Le dossier de demande de permis d'aménager porte sur la création de 5 lots à bâtir permettant de développer une SDP d'environ 15 939 m² SDP à destination principale de logements à répartir librement par le lotisseur.

Ce permis d'aménager devrait avoir pour assiette les parcelles suivantes :

- Section S numéros 32, 103, 105, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134,
- Section T numéros 130, 132, 134, 140, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 165, 166, 168, 169, 171, 172, 174, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 196, 198, 200, 202.

Dans le cadre du permis d'aménager à obtenir et en application des dispositions des articles R 442-7 et 442-8 du code de l'urbanisme, la SAIEM MALAKOFF HABITAT s'est rapprochée de la Commune de MALAKOFF pour permettre le transfert à la commune des voies et de leurs accessoires contenus dans l'assiette foncière, après leur achèvement.

Il s'agit des voies suivantes : la rue Albert Samain, la rue Paul Valéry, la rue Arthur Rimbaud, la rue Maurice Bouchor, la rue Charles Baudelaire et la voie nouvelle. L'emprise de ces voies est matérialisée en rouge sur le plan en Annexe 1.

CELA EXPOSE, il est passé à la **CONVENTION** objet des présentes :

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

En application des dispositions de l'article R 442-7 et R 442-8 du code de l'urbanisme, la présente convention a pour objet le transfert de propriété par le LOTISSEUR à la COMMUNE pour intégration dans son domaine public, de la totalité des voies et de leurs accessoires à réaliser, en exécution du permis d'aménager, après achèvement des travaux.

ARTICLE 2- OBLIGATION DU LOTISSEUR

Le LOTISSEUR s'oblige à réaliser les travaux d'aménagement conformément audit permis d'aménager qui sera délivré par la COMMUNE de MALAKOFF.

Sont demeurés annexés aux présentes :

- Annexe 1 : Le plan de répartition des aménagements

- Annexe 2 : Le descriptif des travaux d'aménagement des emprises à rétrocéder
- Annexe 3 : les coupes des voiries existantes et des voiries projet
- Annexe 4 : Le plan des réseaux
- Annexe 5 : L'attestation de saisie des domaines

Il s'oblige notamment à réaliser les voies au titre des voies et de leurs accessoires dudit permis d'aménager et à les transférer, après achèvement des travaux à la COMMUNE, ce que cette dernière accepte expressément.

Le LOTISSEUR conservera l'entière maîtrise d'ouvrage des travaux, ces derniers relevant de sa seule responsabilité.

ARTICLE 3- RESPECT DES DOCUMENTS APPLICABLES

Pour la réalisation de ces aménagements, le LOTISSEUR s'engage à respecter, dans le cadre de la réalisation de son opération, le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), le règlement de voirie ainsi que les prescriptions pouvant résulter du permis d'aménager et toute norme qui leur est opposable, ainsi qu'aux règles de l'art.

ARTICLE 4- CALENDRIER

Le LOTISSEUR déclare qu'il entend :

- avoir réalisé les aménagements dans un délai de 24 mois à compter du dépôt en Mairie de la Déclaration Règlementaire d'Ouverture de Chantier (D.R.O.C.).
- livrer à la COMMUNE les voiries et leurs accessoires dans un délai de 60 jours suivant la réception des travaux avec les entreprises, laquelle livraison entrainera le transfert de responsabilité, de garde, d'entretien et de gestion desdits biens au profit de la COMMUNE.
- transférer à la COMMUNE la propriété des dites voiries et leurs accessoires dans les 90 jours de la livraison des voies.

Le LOTISSEUR déclare que les délais ci-dessus sont purement indicatifs. Cependant, à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter du dépôt en Mairie de la D.R.O.C, la COMMUNE se réserve le droit de refuser le transfert de propriété desdites voiries.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DE LA COMMUNE DE MALAKOFF

A l'achèvement des ouvrages, objet de la présente convention, le LOTISSEUR invitera la COMMUNE à la livraison de ceux-ci, dans un délai raisonnable qui ne pourra pas être inférieur à 15 jours.

La COMMUNE pourra différer la remise et le transfert de propriété en cas d'exécution non conforme des travaux ou des ouvrages, jusqu'à ce qu'il soit remédié à la totalité des défauts d'exécution des travaux ou des ouvrages.

La COMMUNE pourra également formuler toutes réserves et inviter le LOTISSEUR à remédier aux défauts éventuellement constatés.

En cas de refus de la COMMUNE de participer aux opérations de remise, celle-ci sera considérée comme accomplie de fait.

Dès remise des ouvrages et transfert de propriété, la COMMUNE en assurera la garde, la responsabilité, l'entretien et la gestion.

La COMMUNE, s'engage, dès transfert de propriété des ouvrages, à opérer le classement des voiries dans son domaine public selon les règles en vigueur.

La COMMUNE s'oblige à signer l'acte constatant le transfert de propriété des ouvrages, dans les 90 jours de la livraison des voies et espaces communs.

Les Parties conviennent que ce transfert de propriété s'effectuera moyennant le prix d'un euro, compte tenu que la future cession représente un transfert de charges.

Les frais d'actes seront partagés à concurrence de la moitié entre le LOTISSEUR et la COMMUNE.

ARTICLE 6 - MODIFICATION DES PRESENTES

Toute modification de la présente convention nécessitera l'accord préalable de l'ensemble des Parties aux présentes.

En cas de litige, les Parties s'engagent à privilégier une résolution amiable. A défaut, le Tribunal compétent est le Tribunal administratif du lieu de situation du bien.

Fait à MALAKOFF le

En deux exemplaires originaux.

Pour la Commune de MALAKOFF,

Pour le LOTISSEUR,



Vu pour être annexé à la délibération n° DEL 2023_34

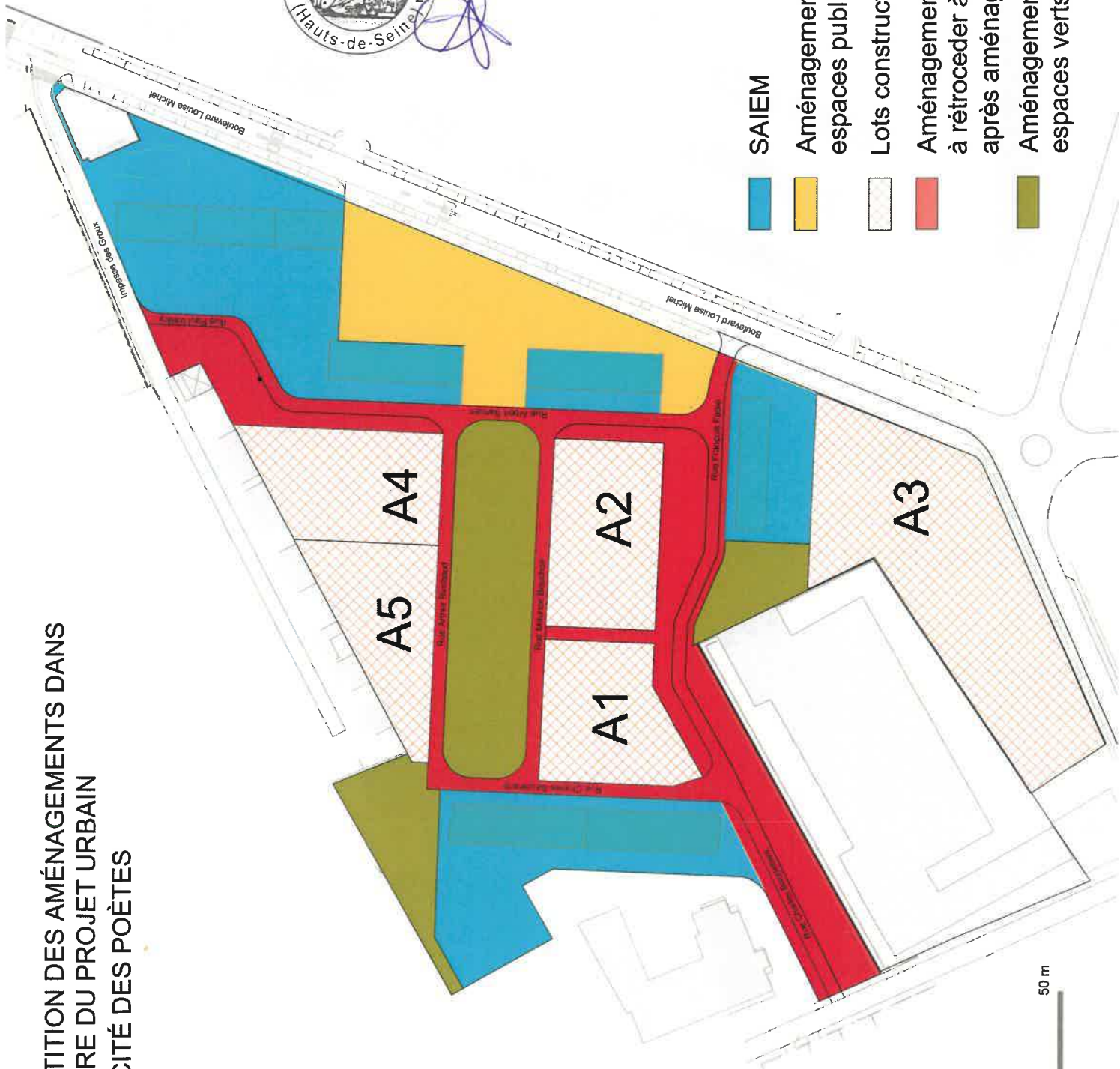
du Conseil Municipal en date du ... 29 mars 2023

Le Maire de Malakoff



[Handwritten signature]

RÉPARTITION DES AMÉNAGEMENTS DANS LE CADRE DU PROJET URBAIN DE LA CITÉ DES POÈTES



- SAIEM
- Aménagement espaces publics/voies
- Lots constructibles
- Aménagement lotisseur à rétroceder à la ville après aménagement
- Aménagement espaces verts publics





Le Maire de Malakoff

Descriptif des travaux d'aménagement des emprises à rétrocéder

Création d'une voie nouvelle reliant le boulevard Louise Michel et la rue Louis Girard

La voie nouvelle reliant le boulevard Louise Michel et la rue Louis Girard desservira le cœur de la cité des Poètes, participant à son désenclavement.

La voie, d'une largeur de 6 mètres (voie véhicule de 4 mètres de large et une bande dédiée au stationnement de 2 mètres de large), accueillera 42 places de stationnement longitudinales, dont 4 places PMR.

Le long de cette voie, un mail planté de 13,8 mètres de large sera aménagé, permettant la valorisation des déplacements piétons sécurisés entre le boulevard Louise Michel et la crèche.

Elle sera accessible aux véhicules et servira de voie pompiers. Des bornes d'apport volontaire seront créées le long de la voie.

Ses matériaux qualitatifs seront utilisés pour traiter la voirie : trottoirs en béton désactivé de couleur claire, chaussée en enrobé avec des caniveaux en pavés grès, bordures béton et stationnement en « banquette ».

Des bancs, des corbeilles à papier, des accroches pour les vélos et des candélabres équiperont la voie.

Des réseaux publics seront créés, notamment l'éclairage urbain et l'assainissement.

Prolongement de l'impasse des Groux jusqu'à la rue Samain

Afin de permettre l'accès au quartier et au lot A4 (accès parking en sous-sol des logements), il est envisagé le prolongement de l'impasse des Groux jusqu'à la rue Samain avec la création de 6 places de stationnement PMR.

Le traitement de cette voie sera similaire à celui opéré sur la voie nouvelle : béton désactivé sur les trottoirs, stationnements en « banquette », enrobé et caniveaux en pavés grès, bordure en béton,

Réhabilitation des voies intérieures de la Cité des Poètes

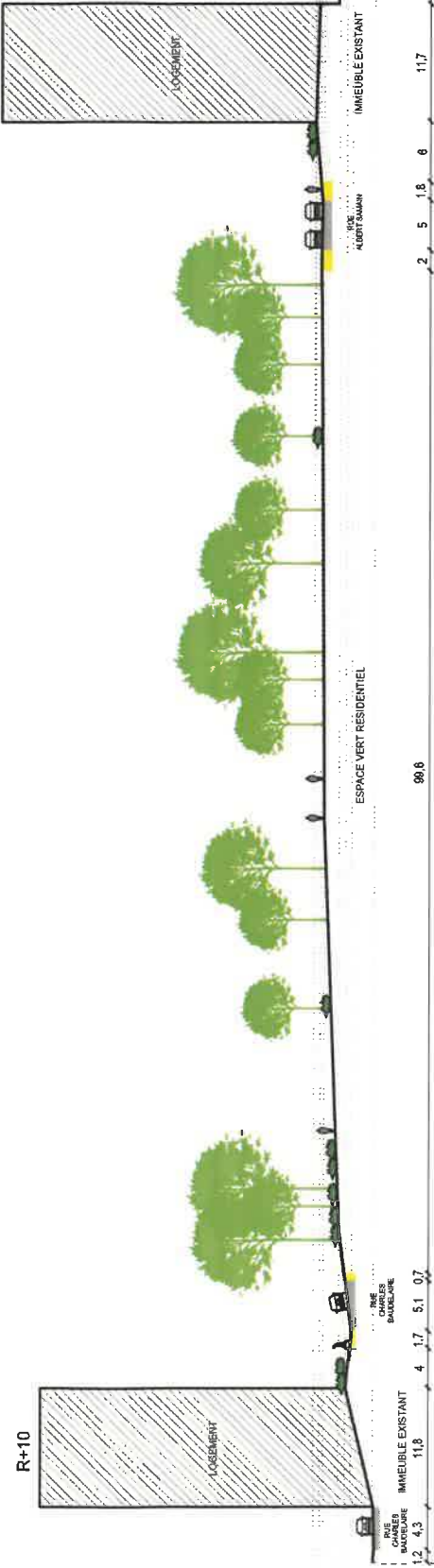
Les voies intérieures de la cité (rues Baudelaire, Samain, Bouchor, Valéry et Rimbaud) seront réhabilitées avec une modification du profil de l'ensemble des voiries, dans l'objectif de créer un réseau de voies piétonnes en cœur d'îlot.

Toutes les places de stationnement aériennes seront supprimées.

La largeur de la voie (4 mètres) permettra le passage des voitures pompiers et la collecte des ordures ménagères ; des barrières interdiront l'accès aux véhicules particuliers au cœur de la cité.

Le traitement de l'ensemble de ces voiries sera de type voie piétonne, en béton désactivé clair. Des bornes d'apport volontaires seront créées. Bancs, corbeille à papier, accroches vélo et candélabres équiperont la voie.

R+10



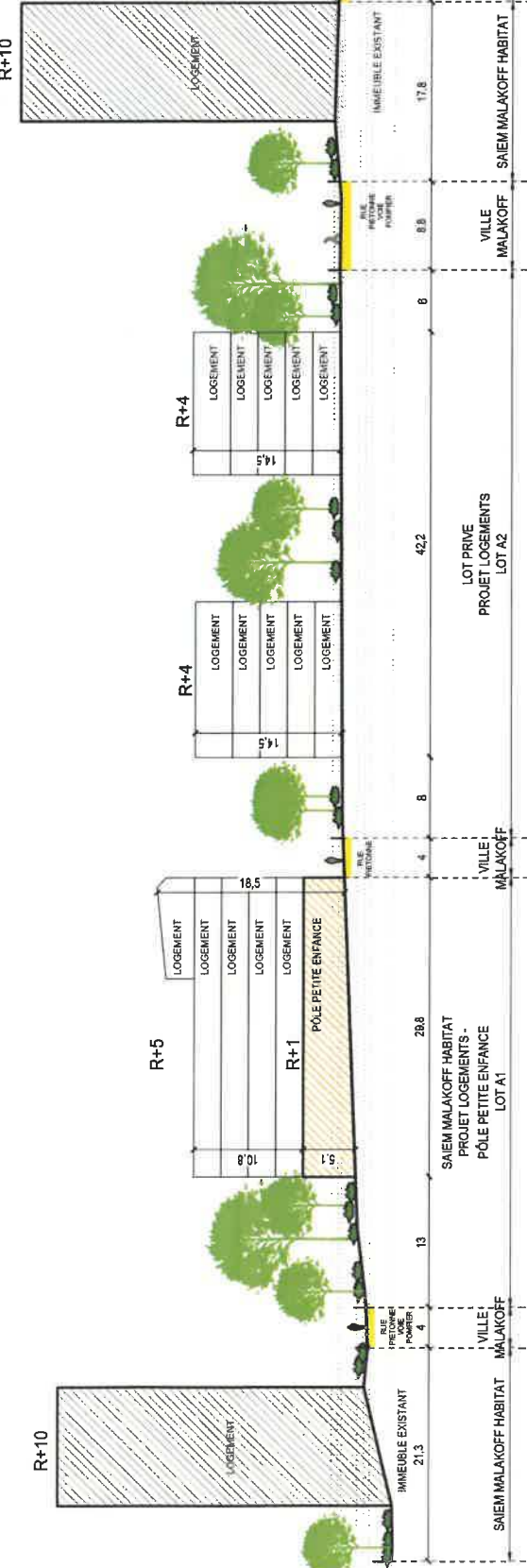
Vu pour être annexé à la délibération n° DEL2023_37
 du Conseil Municipal en date du 29.mars.23

Le Maire de Malakoff



[Handwritten signature]

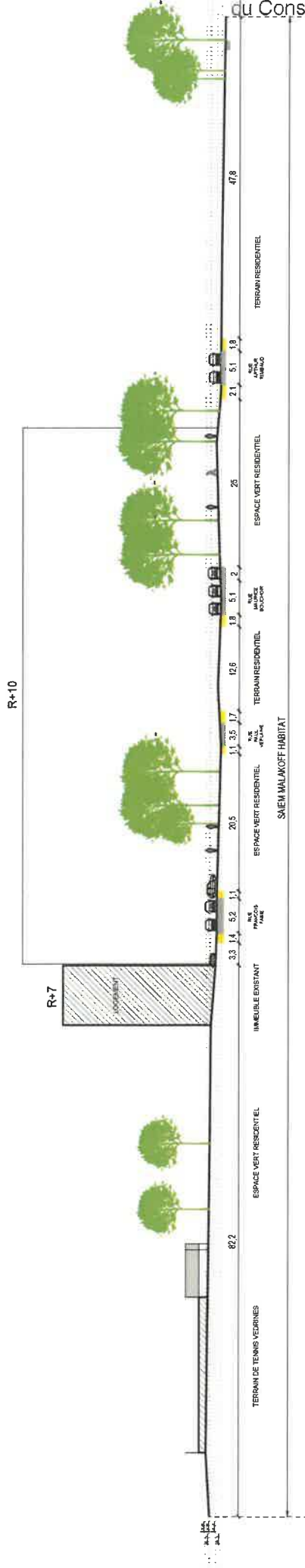
R+10



OUPE AA' - AVANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT

OUPE AA' - APRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

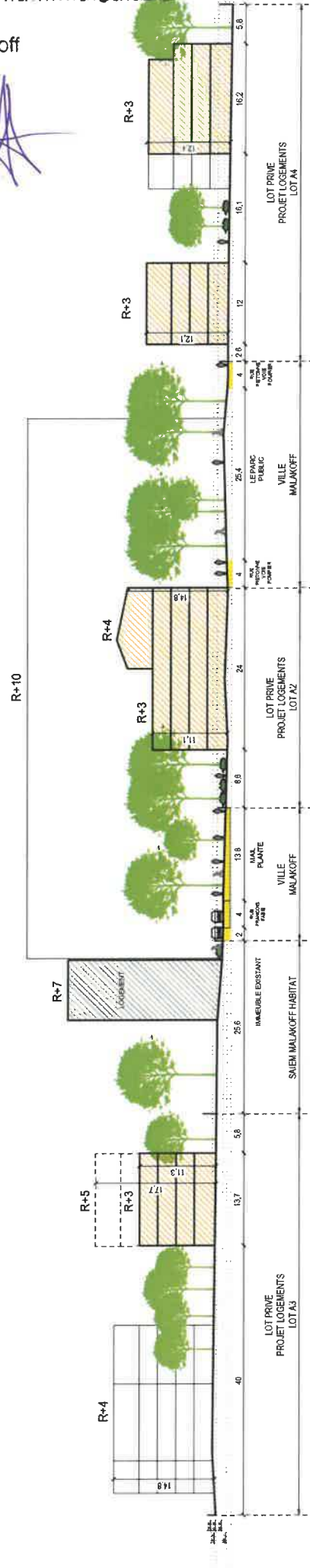
Vu pour être annexé à la délibération n° DEL2023_37
 du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023



COUPE BB' - AVANT TRAVAUX D'AMENAGEMENT



Le Maire de Malakoff



COUPE BB' - APRES TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Dossier N° : 11625911
Démarche : Consultation du Domaine (version de mai 2020)
Organisme : Direction générale des Finances Publiques

Ce dossier est **en construction**.

Vu pour être annexé à la délibération n° *DEL2023_37*
du Conseil Municipal en date du ... *29 mars 2023*

Historique

Déposé le : lundi 27 février 2023 16h26 Le Maire de Malakoff

Identité du demandeur

Email : fmongardien@ville-malakoff.fr
SIRET : 21920046600015
SIRET du siège social : 21920046600015
Dénomination : MAIRIE
Forme juridique : Commune et commune nouvelle
Libellé NAF : Administration publique générale
Code NAF : 8411Z
Date de création : 1 janvier 1980
État administratif : en activité
Effectif (ISPF) : 1 000 à 1 999 salariés
Code effectif : 42
Numéro de TVA intracommunautaire : FR95219200466
Adresse : COMMUNE DE MALAKOFF
MAIRIE
MAIRIE DE MALAKOFF
1 PL DU ONZE NOVEMBRE
BP 168
92241 MALAKOFF CEDEX
FRANCE



Formulaire

Pour des précisions sur les cas où la DNID doit être sélectionnée dans la liste ci-dessus, cliquer sur le lien :

<https://immobilier-etat.gouv.fr/noticeDS#competence>

Les modes opératoires sont disponibles en cliquant sur l'URL ci-dessous

<https://www.portail-immo.gouv.fr/documentations/d/fe50ca9e6b43490fa615/>

Liste des contacts (exclusivement pour les questions "métier" liées à la consultation du Domaine préalablement à l'envoi du formulaire)

<https://www.portail-immo.gouv.fr/documentations/d/9696a5c3e60e44409379/>

1. Coordonnées de la personne à contacter

Nom, Prénom de la personne à contacter y compris pour une visite sur place

Floriane Mongardien

Fonctions

Responsable des affaires foncières

Catégorie du demandeur

Collectivité territoriale, groupement et EPL

Numéro de téléphone

01 47 46 77 25

Adresse courriel

fmongardien@ville-malakoff.fr

En cas d'action pour le compte d'un tiers, nom du mandant :

Non communiqué

Demande effectuée dans le cadre de la relation de confiance

Non

2. Description de l'opération envisagée (voir notice) :

Nature de l'opération

Cession

Motif et contexte de l'opération, modalités particulières

Dans le cadre de la requalification de la Cité des Poètes, située dans le secteur Barbusse à Malakoff, la SAIEM aménage des voiries de desserte des lots destinés à la construction de logements et d'un équipement public. La présente demande porte sur l'évaluation des dites voiries, qui doivent être rétrocédées à l'autorité compétente.

Opération d'ensemble

Non

Calendrier prévisionnel

Début mars 2023

Des négociations sur le prix ont-elles été engagées ?

Oui

Si oui, indiquer le prix négocié ou demandé :

A l'euro symbolique

3. Identification, description du ou des biens (voir notice) :

Demande d'évaluation justifiant l'utilisation d'un tableur

Pour les seules demandes d'évaluation portant sur plus de 3 biens distincts, vous pouvez utiliser l'un des formats de tableur ci-dessous (les situations justifiant l'utilisation du tableur sont précisés dans la notice).

De manière générale, il est fortement recommandé, pour faciliter et accélérer le traitement de votre dossier, de compléter un formulaire par bien à évaluer.

Tableur Excel ou OpenOffice : <https://www.portail-immo.gouv.fr/documentations/d/e16abf079b2c4cb3a88a/>

Ne peut pas omettre de joindre en fin de formulaire les pièces justificatives pour les biens décrits dans le tableur.

Adresse précise du bien à évaluer :

totalité de la rue Rimbaud, de la rue Bouchor, de la rue Samain, de la rue Valéry, de la rue Baudelaire et d'une voie nouvelle à Malakoff (92240)

Complément d'adresse

Non communiqué

Parcelles cadastrales

Rue Samain: T174p, T171p, T180p, T182p, T189p, T169p, T166p, T165, T191p, T164p, T162p, T161p, T159p ; voie nouvelle: T198p et T159p; rue Valery: S126p, S127p, S129p, S131p, S171p; rue Rimbaud: T196p, T177p, T179p, T182p et T189p; rue Bouchor: T196p, T182p, T187p, T189p; rue Baudelaire: T198p, T196p, T195p

Numéro(s) de lot(s)

Non communiqué

Département et commune du bien à évaluer

92 / 92046 - Malakoff

Nature du bien

Autre

Si autre, précisez

Voiries

Description du bien (parcelle, nature des constructions, surfaces par types de biens..)

Voiries de desserte de lots destinés à la construction de logements et d'un équipement public qui, pour partie, bordent un parc public - surface d'environ 8 640 m2

Le bien a-t-il déjà été évalué par le service du Domaine ?

Non

Le bien a-t-il été évalué par un expert privé ?

Non

4. Situation juridique du bien (voir notice) :

Identité des propriétaires du bien :

Société Anonyme Immobilière d'Economie Mixte (SAIEM) Malakoff Habitat

Situation locative du bien :

Libre

5. Urbanisme (voir notice) :

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Oui

Zonage PLU

U

Préciser le zonage (UA, UB...) :

UC

Si le PLU est dématérialisé, indiquer l'adresse URL du PLU en lieu et place de la pièce jointe :

<https://www.malakoff.fr/299/cadre-de-vie/urbanisme-a-malakoff/plan-local-d-urbanisme.htm>

Situation Particulière

Non communiqué

Date de référence

Non communiqué

Servitudes administratives ou de droit privé :

PPRNP et PPRN

Réseaux et voiries :

Non communiqué

6. Précisions complémentaires

Précisions complémentaires :

Pour la visite du site ou questions techniques, merci de contacter Madame Cécile GERMAIN - Responsable de l'aménagement et du développement économique - 01.47.46.76.67 - cgermain@ville-malakoff.fr

Référence interne de votre demande

VOIRIES CITE DES POETES

7. Autres documents joints à la demande : (photos et autres documents utiles à la réalisation de l'évaluation cf. notice)

Signataire

Nom du signataire :

Floriane Mongardien

Qualité du signataire

Responsable des affaires foncières

Messagerie

Email automatique, lundi 27 février 2023 16h26

[Votre dossier demarches-simplifiees.fr n° 2021/92046 - Malakoff/11625911 a bien été reçu] Bonjour, Nous vous confirmons la bonne réception de votre demande d'évaluation (dossier n° 2021/92046 - Malakoff/11625911, votre référence interne VOIRIES CITE DES POETES). Cet accusé de réception vaut preuve de dépôt. Si votre dossier est complet, vous recevrez très prochainement un accusé de réception vous informant de son passage en instruction. À tout moment, vous pouvez consulter votre dossier et les éventuels messages que nous vous ferons parvenir à cette adresse : <https://www.demarches-simplifiees.fr/dossiers/11625911> . Cordialement, Le pôle d'évaluation domaniale

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 29 MARS 2023**

Objet : Attribution des subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2023.

Nombre de membres composant le conseil : 39	DEL2023_38
En exercice : 39	Arrivée en Préfecture le :
Présents : 31	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat) : 6	Exécutoire le :
Absents (sans mandat) : 2	

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 29 mars à 19 heures 00, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous-la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

Etaient Présents (31) :

Mme Jacqueline Belhomme – Mme Sonia Figuères – M. Rodéric Aarsse
Mme Corinne Parmentier – M. Dominique Cardot – Mme Vanessa Ghiati
M. Antonio Oliveira – Mme Bénédicte Ibos – M. Saliou Ba – Mme Jocelyne Boyaval
M. Michel Aouad – Mme Virginie Aprikian – M. Farid Hemidi – Mme Catherine Morice
Mme Carole Sourigues – M. Pascal Brice – M. Loïc Courteille – M. Thomas François
M. Grégory Gutierrez – M. Nicolas Garcia – M. Hugo Poupard – Mme Fatou Sylla
M. Gilles Bresset – M. Roger Pronesti – Mme Emmanuelle Jannès
M. Olivier Rajzman – Mme Charlotte Rault – Mme Nadia Hammache
Mme Héla Bel Hadj Youssef – M. Anthony Toueilles – M. Martin Vernant

Avaient donné mandat (6) :

M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot ;
Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse ;
Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères ;
M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte IBOS ;
Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez ;
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés (2) :

M. Aurélien Denaes ;
M. Stéphane Tauthui.

Secrétaire de séance :

M. Brice, en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

ville de Malakoff

CONSEIL MUNICIPAL
Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations
Délibération n°DEL2023_38

Objet : Attribution des subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2023.

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

Vu le décret n°21-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État ;

Vu la délibération n°DEL2022-24 du 23 mars 2022 relative à l'adoption du budget principal de la ville pour l'année 2023 ;

Vu les propositions de la commission d'examen des subventions réunie le 10 mars 2023, annexées à la présente délibération ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : ATTRIBUE aux associations les subventions de fonctionnement pour un montant total de 550 950 €.

Le tableau détaillant les subventions par association est annexé à la présente délibération.

Article 2 : DIT QUE les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits au Budget Primitif 2023.

Article 3 : AUTORISE Madame la Maire à signer tout document inhérent au versement de ces subventions.

Arrivée en Préfecture le : Fauillet.....

Publiée le : Fauillet.....

Exécutoire le : Fauillet.....

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre




Madame la Maire,
Jacqueline BELHOMME

Vote :

La délibération est adoptée par 26 voix POUR dont 6 mandats (Mme Poullé, Mme Trichet-Allaire, Mme Alaudat, M. Goldberg, Mme Muret, Mme Kitenge), 3 voix CONTRE (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Touailles) et 5 ABSTENTIONS (M. Bresset, M. Pronesti, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault).

3 élus ne prennent pas part au vote (M. Hemidi, M. Brice, M. François).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr



Vu pour être annexé à la délibération n° 2023/38

du Conseil Municipal en date du 29 mars 2023

 Maire de Malakoff ORGANISME	MONTANT AIDES INDIRECTE S 2022	ATTRIBUTIO N SUBVENTIO N 2023
ACLAM	9 678 €	19 700 €
ADAVIP 92		550 €
AGECSOG Centre Guynemer		0 €
ALDEIAS DO MINHO	17 722 €	400 €
ALTERCONSOS MALAKOFF	1 521 €	100 €
AMICALE DE CHATEAUBRIANT VOVES-ROUILLE		500 €
AMICALE DES ANCIENS DU CMS	186 €	400 €
AMIS DE LEO FIGUERES (ALF)	6 732 €	700 €
ARAC	9 161 €	700 €
ASIAM	13 213 €	15 000 €
ASSOCIATION 3 QUATRE	12 822 €	1 500 €
ASSOCIATION DE DROIT INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITE PARIS CITE		0 €
ASSOCIATION DE PROTECTION DES CHATS DE MALAKOFF	10 000 €	900 €
ASSOCIATION FONDS MÉMOIRE D'AUSCHWITZ (AFMA)		200 €
ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES POLICIERS VANVES/MALAKOFF (ASCPVM)		200 €
AU COIN DE L'IMPASSE	2 325 €	650 €
BABY BOUGE	4 602 €	1 200 €
BAR@MUSE	3 537 €	500 €
BATON DE PAROLE		1 150 €
BEAT AND BEAR	1 807 €	5 000 €
BOURSE DU TRAVAIL	77 302 €	37 000 €
CASC-COMITE D'ACTION SOCIALE ET CULTURELLE	69 894 €	96 000 €
CHATS ERRANTS DE MALAKOFF	20 €	350 €
CLUB DE BRIDGE DE MALAKOFF	1 936 €	400 €
CLUB PHOTO MALAKOFF		1 000 €
COLLECTIF SEMEUR DE ZEN	21 733 €	300 €
COMITE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT - CCFD Terre solidaire		300 €
COMITE DES FETES DE MALAKOFF	11 019 €	1 000 €
COMPAGNIE DU RESSORT	6 723 €	600 €
COMPAGNIE REVERII	1 980 €	500 €
COMPAGNIE VAGABOND		500 €
CROIX ROUGE FRANCAISE VANVES-MALAKOFF	605 €	1 000 €
DAFLOW COMMUNITY	7 513 €	800 €
DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION		31 000 €
DINAMIC MEDIATION FAMILIALE		2 000 €

MALAKOFF VILLAGE		3 000 €
MOUVEMENT DE LA PAIX	6 561 €	1 000 €
MOUVEMENT DU NID DELEGATION 92		600 €
MUSIQUES TANGENTES	1 240 €	23 000 €
PROD'PULSION INTERNATIONALE		0 €
PROSPERO MIRANDA	367 €	1 000 €
RADIO MLK	6 306 €	250 €
SAIS 92 (Service d'accompagnement et d'information pour la scolarisation des élèves handicapés)		500 €
SCARABEE (Solidarités citoyennes avec les réfugié-e-s et les exilé-e-s)	5 076 €	5 000 €
SECOURS CATHOLIQUE -Caritas France et OASIS DES FAMILLES		4 100 €
SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	22 204 €	2 500 €
SGDF-SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE DE MALAKOFF	32 €	500 €
SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR-SMLH		100 €
SOLIDARITE France ETRANGER		100 €
TALA (Tradition artistique latino et africaine)	5 231 €	500 €
TEAM MAGNUM	20 448 €	3 000 €
UNAFAM 92		150 €
UNE HISTOIRE A MALAKOFF	237 €	500 €
UNION ATHLETIQUE DU LYCEE MICHELET		600 €
UNION LOCALE CFDT DE MALAKOFF	5 849 €	2 500 €
UNION LOCALE DES ANCIENS COMBATTANTS (ULAC)		200 €
UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT MALAKOFF-MONTRouGE-VANVES	6 995 €	2 800 €
UNION LOCALE FORCE OUVRIERE MALAKOFF-VANVES	13 €	1 300 €
USMM	851 900 €	239 000 €
VILLAGE DE L'AMITIE VAN CAHN		500 €
ZINZOLIN		3 000 €
TOTAL	1 424 767 €	550 950 €

Enveloppe 2023 : 570 000€

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 29 MARS 2023**

Objet : Vœu relatif à la féminisation du nom de la nouvelle gare du Grand Paris Express (GPE) « *Clamart* ».

Nombre de membres composant le conseil : **39**

DEL2023_39

En exercice : 39

Présents : 30

Représentés (ayant donné mandat) : 7

Absents (sans mandat) : 2

Arrivée en Préfecture le :

Publiée le :

Exécutoire le :

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 29 mars à 19 heures 00, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous-la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

Etaient Présents (30) :

Mme Jacqueline Belhomme – Mme Sonia Figuères – M. Rodéric Aarsse
Mme Corinne Parmentier – M. Dominique Cardot – Mme Vanessa Ghiati
M. Antonio Oliveira – Mme Bénédicte Ibos – M. Saliou Ba – Mme Jocelyne Boyaval
M. Michel Aouad – Mme Virginie Aprikian – M. Farid Hemidi – Mme Catherine Morice
M. Pascal Brice – M. Loïc Courteille – M. Thomas François – M. Grégory Gutierrez
M. Nicolas Garcia – M. Hugo Poupard – Mme Fatou Sylla
M. Gilles Bresset – M. Roger Pronesti – Mme Emmanuelle Jannès
M. Olivier Rajzman – Mme Charlotte Rault – Mme Nadia Hammache
Mme Héra Bel Hadj Youssef – M. Anthony Touailles – M. Martin Vernant

Avaient donné mandat (7) :

M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot ;
Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse ;
Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères ;
Mme Carole Sourigues à M. Antonio Oliveira ;
M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte IBOS ;
Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez ;
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

Etaient excusés (2) :

M. Aurélien Denaes ;
M. Stéphane Tauthui.

Secrétaire de séance :

M. Brice, en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n°DEL2023_39

Objet : Vœu relatif à la féminisation du nom de la nouvelle gare du Grand Paris Express (GPE) « *Clamart* ».

La future gare de la ligne M15 Sud « *Clamart* », dont le parvis d'accès principal est directement orienté sur le boulevard des frères Vigouroux à Malakoff, devrait ouvrir aux voyageurs-euses en 2025, et rayonnera sur le territoire des villes de Malakoff, Vanves, Clamart et Issy-les-Moulineaux.

Elle sera un pôle structurant de nos mobilités et accompagnera le dynamisme des secteurs alentours.

Si les principes posés par *Île-de-France Mobilités* pour satisfaire aux besoins d'intermodalité et d'orientation des voyageurs imposent que son nom principal de la gare reste « *Clamart* », il est possible de compléter cette appellation générique par un sous-titre qui mette en valeur les ambitions et les orientations politiques portées par les municipalités concernées.

Malakoff s'est prononcée, de longue date, pour que cette gare puisse valoriser le nom d'une femme, dans la continuité de son engagement pour féminiser les voies et les équipements publics. La municipalité a ainsi sollicité la présidente d'*Île-de-France Mobilités*, le gouvernement ainsi que les maires des autres communes concernées afin que ce choix puisse être partagé et porté collectivement.

Les échanges entre *Île-de-France Mobilités* et les communes concernées ont fait émerger deux noms de femmes, qui par leurs parcours ou leurs attaches entretiennent un lien fort avec le territoire : Hamida BEN SADIA, Dora MAAR et Niki de SAINT-PHALLE. D'autres propositions pourraient émerger.

Parallèlement, Malakoff est historiquement attachée à favoriser la participation citoyenne sous toutes ses formes, et de nombreuses consultations ou votes ont déjà eu lieu pour permettre aux habitant-es et aux usager-es de faire valoir leur avis.

C'est pourquoi les élu-es de Malakoff émettent le vœu que :

- **La future gare du Grand Paris Express « *Clamart* », qui desservira nos communes, porte en sous-titre le nom d'une femme et partagent les propositions déjà émise en faveur de Hamida BEN SADIA, Dora MAAR et Niki de SAINT-PHALLE ;**
- **Le choix définitif reviennent aux habitant-es des communes concernées, afin d'encourager la participation citoyenne et de favoriser l'insertion de ce nouvel équipement dans son tissu urbain.**

Arrivée en Préfecture le : 7 avril 2023.....

Publiée le : 7 avril 2023.....

Exécutoire le : 7 avril 2023.....

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre



Madame la Maire,
Jacqueline BELHOMME

Vote :

La délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix POUR.

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Ville de Malakoff

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **29 mars 2023**

Objet : Vœu contre le démantèlement de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire.

Nombre de membres composant le conseil :	39	N° DEL2023_40
En exercice:	39	Arrivée en Préfecture le :
Présents:	30	Publiée le :
Représentés (ayant donné mandat):	7	Exécutoire le :
Absent excusé (sans mandat):	2	

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot - Mme Vanessa Ghiati
 - M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba -
 Mme Jocelyne Boyaval - M. Michel Aouad - Mme Virginie Aprikian -
 M. Farid Hemidi - Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice -
 M. Loïc Courteille - M. François Thomas - M. Grégory Gutierrez -
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Anthony Touailles - M. Hugo Poupard -
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -
 Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault

Avaient donné mandat :


M. Jean-Michel Poullé à M. Dominique Cardot
 Mme Dominique Trichet-Allaire à M. Rodéric Aarsse
 Mme Fatiha Alaudat à Mme Sonia Figuères
 Mme Carole Sourigues à M. Antonio Oliveira
 M. Michaël Goldberg à Mme Bénédicte Ibos
 Mme Julie Muret à M. Grégory Gutierrez
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba

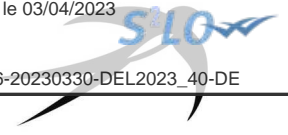
Etaient excusés :

M. Aurélien Denaes - M. Stéphane Tauthui

Secrétaire de séance : M. Brice en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Envoyé en préfecture le 03/04/2023
Reçu en préfecture le 03/04/2023
Publié le
ID : 092-219200466-20230330-DEL2023_40-DE





CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 29 mars 2023

Registre des délibérations Délibération n° DEL2023_40

Objet : Vœu contre le démantèlement de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire.

Le 8 février 2023, le ministère de la transition écologique a annoncé le démantèlement de l'IRSN, dont les activités seraient reprises par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Cette annonce inattendue a été faite sans aucune concertation et les 1 800 salarié-es de Fontenay aux Roses, au cœur de notre territoire Vallée-Sud-Grand-Paris, l'ont apprise par voie de presse... Rappelons que l'IRSN a été créé en 2001 dans le but d'avoir une expertise indépendante en matière de sûreté nucléaire.

Depuis plus de 20 ans, l'IRSN a démontré la qualité de ses travaux. Son indépendance du CEA d'une part, et de l'ASN d'autre part, lui permet de se consacrer pleinement à sa mission d'expertise en sûreté nucléaire et en radioprotection. L'IRSN mène des expertises en sûreté nucléaire et éclaire l'ASN qui, elle, prend des décisions administratives. Ce modèle, reposant sur une autorité administrative d'une part et une expertise indépendante d'autre part, est souvent cité en exemple à l'étranger.

En annonçant la reprise de ses activités au sein du CEA et de l'ASN, c'est un retour en arrière qui est annoncé par le gouvernement. D'abord parce qu'en confiant l'expertise à l'ASN, elle pourrait être soumise à une certaine pression de délivrance d'autorisation de fonctionnement de sites nucléaires.

L'actualité récente est d'ailleurs venue rappeler à quel point la sûreté des équipements nucléaires est un enjeu toujours renouvelé, avec la découverte, grâce à l'expertise indépendante de l'IRSN justement, d'une fissure détectée sur l'un des réacteurs de la centrale de Penly (Seine-Maritime), fissure qui va « au-delà de ce qui est acceptable, d'un point de vue sûreté ». Rappelons qu'à l'heure actuelle, 25 des 56 réacteurs nucléaires français sont arrêtés du fait de corrosions sous contrainte.

L'IRSN est également pilote en termes d'échanges avec la société civile. Cette culture étant moins étendue à l'ASN, une perte de transparence est également à craindre.

Enfin, même si les dernières déclarations du Gouvernement laissent penser que l'expertise et la recherche ne seraient pas dissociées, la question du financement de ces activités de recherche au sein d'une autorité de l'Etat, qui ne pourrait plus postuler à certaines sources de financement, ne semble pas avoir été anticipée.

En l'absence de motivations concrètes de ce projet précis dans une précipitation certaine et qui interroge, il est à craindre qu'il s'agisse simplement d'une volonté du gouvernement d'accélérer son plan de relance de l'énergie nucléaire. Que l'on soit favorable ou opposé au recours à l'énergie nucléaire, chacun comprend bien que la sûreté des installations doit être garantie avec transparence et avec l'indépendance la plus totale.

De nombreux·ses expert·es et scientifiques ont d'ailleurs dénoncé ce projet de démantèlement de l'IRSN dans la presse.

Ce 15 mars, lors de la première lecture à l'Assemblée Nationale de la loi "d'accélération nucléaire" proposée par le gouvernement, la fusion de l'IRSN et de l'ASN a pu être évitée, grâce à l'action de plusieurs groupes d'opposition. Mais le gouvernement peut tout à fait proposer à nouveau son projet lors d'une deuxième lecture ou bien lors du passage de la loi au Sénat dans les semaines à venir. Aucune information n'a filtré à ce jour sur ses ambitions à ce sujet.

VCEU :

Le Conseil Municipal de Malakoff, réuni le 29 mars 2023, demande à la Ministre de la Transition Écologique, Madame Pannier-Runacher, de renoncer au projet de démantèlement de l'IRSN. Il apporte son soutien aux salariés de l'IRSN dans leur volonté de défendre leur entreprise et le modèle d'une expertise en sûreté nucléaire indépendante et transparente.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline
BELHOMME
Date de signature : 31/03/2023
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus
Ont signé les membres présents
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr